This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

60000237 4M

35,

610.

DAS GRIECHISCHE VOLK

IN

ÖFFENTLICHER, KIRCHLICHER UND PRIVATRECHTLICHER BEZIEHUNG

VOR UND NACH DEM FREIHEITSKAMPFE

BIS ZUM 31. JULI 1834.

VON

GEORG LUDW. VON MAURER,

KÖNIGL. BAYRISCHEM STAATSRATHE, LEBENSLÄNGLICHEM REICHSRATHE, ORDENTL. MITGLIEDE DER AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN IN MÜNCHEN, MITGLIEDE DER NATURHISTORISCHEN GESELLSCHAFT ZU JASSY, U. S. W.

BODLEIANA BIBLIOTHECA

DRITTER BAND.

(ANHANG.)

HEIDELBERG.

IN DER AKADEMISCHEN BUCHHANDLUNG VON J. C. B. MOHR.

1835.

610.

Der Schluſs dieses 3ten Bandes, die Gesetzbücher über das St *nachgebend, einstweilen* den Haupttheil desselben ausgibt.

.٥١٥

Interessante

Neugriechische Urkunden,

Gesetze und Verordnungen

der

früheren und späteren Zeit

herausgegeben

von

GEORG LUDW. VON MAURER,

Königl. Bayr. Staatsrathe, lebenslänglichem Reichsrathe, ordentlichem Mitgliede der Akademie der Wissenschaften in München, Mitgliede der naturhistorischen Gesellschaft zu Jassy, u. s. w.

HEIDELBERG.

in der akademischen Buchhandlung von J. C. B. Mohr.

1835.

folgt in Kurzem nach, indem der Verleger dringenden Aufforderungen

Inhaltsanzeige.

Seite

I. Urkunden aus der Zeit der Osmanischen Herrschaft.

Ein Griechisches Gedicht über die Maina aus dem 18. Jahrh. . 1

II. Gesetze und Verordnungen aus den Zeiten des Freiheitskampfes von 1821 bis Jänner 1833.

1. Constitution von Epidaurus von 1822. Aus der in Nauplia gedruckten Sammlung. 13
2. Gesetz vom 3/14ten Mai 1822 über das gerichtliche Verfahren. Aus der in Nauplia gedruckten Sammlung. . . . 21
3. Beschlüsse der Nationalversammlung von Argos vom Jahre 1829. Aus den Renseignemens sur la Grèce etc. Paris 1833. p. 158—177. 25
4. Strafgesetz von 1824. Ich gebe dasselbe in Französischer Uebersetzung, so wie ich es aus dem Justizministerium erhalten habe. 43
5. Gesetz über das Strafverfahren vom 5/18ten Mai 1829. Aus dem Courrier d'Orient von 1829. Nr. 15 bis 17. . . . 54
6. Instruction criminelle du 15/27 Août 1830. Nr. 153, so wie ich sie aus dem Justizministerium erhalten habe. . . . 68
7. Gerichtsorganisation vom 15/27sten August 1830. Ich theile sie mit, wie ich dieselbe aus dem Justizministerium erhalten habe. 101
8. Procédure civile 15/27 Août 1830. Nr. 153. Ich gebe sie ganz unverändert, so wie ich sie aus dem Justizministerium erhalten habe. 114
9. Notariatsgesetz vom 11/23sten Februar 1830. Aus dem Courrier de la Grèce vom Jahre 1830. Nr. 11. . . . 163
10. Gesetz über die Testamente vom 11/23sten Februar 1830. Aus dem Courrier de la Grèce vom Jahre 1830. Nr. 12. 170

τώρα λοιπὸν ἂς γράψωμεν διὰ τὸ κάθε ἕνα,
ἰντράδαις, χώραις, ἤθη τους κὶ ὅλα ἓν πρὸς ἕνα.
καὶ πρῶτα νὰ ἀρχήσωμεν διὰ τὴν Κάτω Μάνη,
30. ὁποῦ βαμβάκι περισσὸν καὶ βελανίδι κάμνει·
καὶ ἔχει χώραις τέσσαρες κὶ τετραπλῆν δεκάδα,
ἰδοὺ κὶ τὰ ὀνόματα τὰ λέγομεν ἀράδα·
τὰ Τζικαλιὰ, τοὺς Καλονιοὺς, Παχιάνικα κὶ Λάγια,
μεγάλη χώρα εὔμορφη, πολλὰ καλὴ κὶ ἀγία·
Λιοντάρκη, Δημαρίστικα, Δριάλι κὶ τὸ Νῆφι,
κὶ τὰ Κυρογονιάνικα, 'σὰν κακομοίρα νύμφη·
Γονέα, Βάτα, Κότρωνα κὶ ἕνα Φλομοχῶρι,
κὶ τὰ Καλτζολιάνικα κὶ τὸ Ῥηγανοχῶρι·
Λουκάδικα κὶ Κάβαλος, Χειμάρα κὶ Σκουτάρα,
40. ἐτοῦτο λάμπει στὰ λοιπὰ χωρία 'σὰν φεγγάρι·
Βαχὸς κὶ Παλιοκάλυβα, Παρασειρὸς, Καρέα.
κὶ Τζεροβὰ κὶ Κρυονερὸν, ψυχρὸν σὰν τὸν βορέα·
Σκηφιάνικα κὶ Πολοβὰ κὶ Σιδεροκαστρίταις,
Μινιάκοβα κὶ τὸ Καυκὶ κὶ Πολιτζαραβίταις.
ἡ Μαρατέα, Μάνιτζα, Σκαμνάκι κὶ Νιοχῶρι,
Πηλάλα, Τουρκατζάνικα κὶ τὸ Καρβελοχῶρι·
ἡ Λίμνη κὶ τὸ Λίμπερδο, Τρίνησα κὶ Μελῆσι,
Λάγιου, νῦν Τζανετούπολις, εἰς τὸ Μαραθωνῆσι·
ἐτοῦτα εἶναι τὰ χωριά τῆς Κάτω Μάνης ὅλα,
50. κὶ ἕνα δι' αὐθέντην τους γνωρίζουν ταῦτα ὅλα,
Τζανέτ-μπεην τὸν θαυμαστὸν 'π' ἔκτισε τό Μελῆσι,
κὶ πολιτείαν εὔμορφην εἰς τὸ Μαραθωνῆσι.
Τὸ γένος τὸ παπουδικὸν λέγεται Γρηγωράκης,
κ' ἡ πατρικὴ ἀξία του ἦτον καπετανάκης.
πλὴν τώρα ἂς περάσωμεν κὶ εἰς τὴν ἄλλην Μάνην,
κὶ πάλιν μεταλέγομεν διὰ τὴν Κάτω Μάνην·
ἀπὸ τὴν Κὲλεφὰ κ' ἐκεῖ, κατὰ τὴν Καλαμάτα,
Ζυγός, Μηλιὰ, 'Ανδρούβιστα κὶ ὅλη ἡ Ζαρνάτα·
καὶ ἕως τὴν 'Αγιὰ Σιὼν λέγεται Ἔξω Μάνη·
60. μετάξι, λαδι περισσὸν, καὶ πρινοκὸκκο κάμνει.
κλεισοῦρες ἔχει φοβεραῖς, λαγκάδια ἀγρία,
κὶ χώραις ἔχει θαυμασταῖς, κὶ δυνατὰ χωρία.
σαράντα ἓξ εἶναι αὐτὰ, κὶ χώραις κὶ χωρία,
νὰ τὰ εἰπῶ κατ' ὄνομα ἐτώρα κάμνει χρεία·

Πηγάδια κὶ Σέλιτζα, Μαντίνιαις εἶναι δύω,
Τρικότζοβα κὶ οἱ Δολοὶ, κὶ τοῦτοι πάλιν δύω,
Βαροῦσι, Κάμπος, Γαπτιτζαῖς, ἀκόμη κὶ ἡ Μάλτα,
τὰ Πρίντα κὶ ἡ Νεροβὰ εἶν' ὅλα στὴν Ζαρνάτα·
τὰ Τζέρια καὶ ἡ Κάλυβος, Ξεχῶρι Σκαρδαμοῦλα,
70. Πραστίου κὶ Λιασίνοβα κὶ Βαϊδινίτζα οὖλα·
αὐτὰ κὶ ἡ Ἀνδρούβιστα κὶ ὅλα τὰ πουλία,
εἰς τὴν ποδίαν βρίσκονται τοῦ Μακρυνοῦ Ἠλία.
ἀπὸ ἐδὼ τώρα κὶ ἐμπρὸς θέλω νὰ ἀρχηνίσω,
κὶ τοῦ Ζυγοῦ, τοῦ Μελιγκοῦ ταῖς χώραις ν' ἀριθμήσω.
ὁ Λεῦτρος εἶναι ἐμπροσθὰ, παρέκει τὸ Νιοχῶρι,
κὶ Πῦργος, Φοραδόπιστος, Ὁλόσσα, τ' Ἀνιφόρι·
καὶ ἀπ' ἐκεῖ τὰ Ῥίγλια κὶ τοῦ Μπαζιοῦ ἡ χώρα,
Κοτρόνι πάλιν κὶ Λοσνᾶ κὶ ἡ Μεγάλη χώρα.
στὴν μέσην εἶναι τοῦ Ζυγοῦ, Πλάτζα τὴν ὀνομάζουν,
80. γιὰ τὸν πολὺν τὸν πασπαλᾶν, ποῦ τρώγει, τὴν θαυμάζουν·
καὶ Νομιτζῆς ὁ ἄνομος, περάνω καὶ παρέκει,
κ' ἐκεῖ κοντὰ Κουτούφαρης; ὀλίγον τι παρέκει.
Λαγκάδα εἶναι παρεμπρὸς κὶ παρ' ἐκεῖ, Πολιάνα,
κὶ παρ' ἐκεῖθεν Βοίτυλος, εἰς τοῦ Βοριὰ τὴν Μάνα.
στὴν ἄκρην εἶν' ἡ Κελεφὰ, αὐτὴ κὶ κάστρον ἔχει,
ἀλλ' ὅμως εἶναι ἔρημον, κὶ τίποτε δὲν ἔχει.
ἐτοῦτα εἶναι τοῦ Ζυγοῦ, κὶ χώραις κὶ χωρία,
λοιπὸν *a.* κὶ διὰ τὴν *b.* Μηλιὰ νὰ 'ποῦμε κάμνει χρεία·
κ' εὐθὺς ἀπὸ τὴν *c.* Ἴζινα θέλω νὰ ἀρχινήσω,
90. κὶ σταῖς θεοῦσαις ν' *d.* ἀναιβῶ, νὰ ταῖς *e.* ἐσυριανήσω·
νὰ γράψω κὶ τὴν *f.* χώρα τους, Καστάνια τ' ὄνομά της,
κ' εὐθὺς νὰ *g.* ἔβγω ἀπ' αὐτὴν, νὰ *h.* φύγ' ἀπὸ κοντά της·
νὰ ἔλθω 'στὴν *i.* Ἀράχωβα τὴν πολυξακουσμένη,
εἰς ἕνα *l.* στριγκολάγκαδον *m.* εὑρίσκεται χωσμένη.
καὶ *n.* ἀπ' ἐκεῖ νὰ ἔλθωμεν κὶ *o.* εἰς τοὺς λυκοπάταις,
p. τοὺς κατζικογιδόκλεπτας κὶ νυκτοπεριπάταις·

---

a. καὶ — so auch an allen andern Stellen statt κὶ. *b.* Μηλιάν. *c.* Ἴζιναν. *d.* ἀνεβῶ. *e.* ἐσυρζγιανήσω. *f.* χώραν. *g.* εὔγω. *h.* Φύγω 'πόκοντα. *i.* Ἀράχοβαν τὴν πολυξακουσμένην. *l.* στριγλολάγγαδον. *m.* εὑρίσκεται. *n.* ἀπεκεί. *o.* διὰ ταῖς. *p.* στοὺς.

τώρα λοιπὸν ἂς γράψωμεν διὰ τὸ κάθε ἕνα,
ἰντράδαις, χώραις, ἤθη τους κὶ ὅλα ἓν πρὸς ἕνα.
καὶ πρῶτα νὰ ἀρχήσωμεν διὰ τὴν Κάτω Μάνη,
30. ὁποῦ βαμβάκι περισσὸν καὶ βελανίδι κάμνει·
καὶ ἔχει χώραις τέσσαρες κὶ τετραπλῆν δεκάδα,
ἰδοὺ κὶ τὰ ὀνόματα τὰ λέγομεν ἀράδα·
τὰ Τζικαλιὰ, τοὺς Καλονιοὺς, Παχιάνικα κὶ Λάγια,
μεγάλη χώρα εὔμορφη, πολλὰ καλὴ κὶ ἀγία·
Λιοντάρκη, Δημαρίστικα, Δριάλι κὶ τὸ Νῆφι,
κὶ τὰ Κυρογονιάνικα, 'σὰν κακομοίρα νύμφη·
Γονέα, Βάτα, Κότρωνα κὶ ἕνα Φλομοχῶρι,
κὶ τὰ Καλτζολιάνικα κὶ τὸ Ῥηγανοχῶρι·
Λουκάδικα κὶ Κάβαλος, Χειμάρα κὶ Σκουτάρα,
40. ἐτοῦτὸ λάμπει στὰ λοιπὰ χωρία 'σὰν φεγγάρι·
Βαχὸς κὶ Παλιοκάλυβα, Παρασειρὸς, Καρέα.
κὶ Τζεροβὰ κὶ Κρυονερὸν, ψυχρὸν σὰν τὸν βορέα·
Σκηφιάνικα κὶ Πολοβὰ κὶ Σιδεροκαστρίταις,
Μινιάκοβα κὶ τὸ Καυκὶ κὶ Πολιτζαραβίταις.
ἡ Μαρατέα, Μάνιτζα, Σκαμνάκι κὶ Νιοχῶρι,
Πηλάλα, Τουρκατζάνικα κὶ τὸ Καρβελοχῶρι·
ἡ Λίμνη κὶ τὸ Λίμπερδο, Τρίνησα κὶ Μελῆσι,
Λάγιου, νῦν Τζανετούπολις, εἰς τὸ Μαραθωνῆσι·
ἐτοῦτα εἶναι τὰ χωριὰ τῆς Κάτω Μάνης ὅλα,
50. κὶ ἕνα δι' αὐθέντην τους γνωρίζουν ταῦτα ὅλα,
Τζανέτ-μπεην τὸν θαυμαστὸν 'π' ἔκτισε τό Μελῆσι,
κὶ πολιτείαν εὔμορφην εἰς τὸ Μαραθωνῆσι.
Τὸ γένος τὸ παπουδικὸν λέγεται Γρηγωράκης,
κ' ἡ πατρικὴ ἀξία του ἦτον καπετανάκης.
πλὴν τώρα ἂς περάσωμεν κὶ εἰς τὴν ἄλλην Μάνην,
κὶ πάλιν μεταλέγομεν διὰ τὴν Κάτω Μάνην·
ἀπὸ τὴν Κὲλεφὰ κ' ἐκεῖ, κατὰ τὴν Καλαμάτα,
Ζυγός, Μηλιὰ, 'Ανδρούβιστα κὶ ὅλη ἡ Ζαρνάτα·
καὶ ἕως τὴν 'Αγιὰ Σιὼν λέγεται Ἔξω Μάνη·
60. μετάξι, λαδι περισσὸν, καὶ πρινοκὸκκο κάμνει.
κλεισοῦρες ἔχει φοβεραῖς, λαγκάδια ἀγρία,
κὶ χώραις ἔχει θαυμασταῖς, κὶ δυνατὰ χωρία.
σαράντα ἓξ εἶναι αὐτὰ, κὶ χώραις κὶ χωρία,
νὰ τὰ εἰπῶ κατ' ὄνομα ἐτώρα κάμνει χρεία·

γιατὶ b. εἶναι φιλόξενος, φιλόπατρις μεγάλος,
130. στὴν Μάνην c. κάμνει πράγματα, d. 'ποῦ δὲν τὰ κάμνει ἄλλος.
καμπάνα στὸ παλάτι του σημαίνει e. βράδυ, γεῦμα·
f. τὴν εἶδα g. μὰ τὰ μάτιά που, αὐτὸ δὲν εἶναι ψεῦμα.
καὶ ὅσοι τὴν h. ἀκούουσι θαρρετικὰ, πηγαίνουν,
κὶ τρώγουν εἰς τὴν i. ταῦλάν του, κὶ χορτασμένοι βγαίνουν.
πτωχοὺς κὶ ξένους ἀγαπᾷ, τὸν τόπον του φυλάττει,
κὶ τοὺς κακοὺς τοὺς κυνηγᾷ, τοὺς λιόνει 'σὰν ἀλάτι.
l. καὶ διὰ τοῦτο πείθονται κὶ γέροντες κὶ νέοι
κὶ m. ὅλ' ἡ Μάνη n. εἰς αὐτὸν o. κὶ οἱ καπιταναῖοι,
ἔξω κὶ μόνον ἀπ' αὐτὸν τὸν p. κὺρ Κ[illegible]μουντουράκη,
140. q. ὀπ' ἀγαπᾷ στὸν τόπον του νὰ r. ᾖναι 'σὰν γεράκι,
καὶ τοὺς πτωχοὺς νὰ τυραννῇ, τὸ τρᾶγμα τους ν' s. ἁρπάζῃ,
νὰ τρώγῃ μὲ τὴν t. δόμνα του, κ' ὁ τόπος u. νὰ στενάζῃ·
v. καὶ τὴν λοιπὴν βουλήθηκε τὴν Μάνην ν' ἀποτάξῃ,
νὰ πέρνῃ κὶ τὸ λάδι τους, ν' ἁρπάζῃ τὸ μετάξι·
καὶ στὴν Μηλέαν ἤλπιζε να 'μπῇ νὰ x. τυραννήσῃ,
νὰ πάρῃ y. ἀπαντόχαινε κὶ τὸ Μαραθωνῆσι.
μὲ τὴν Τουρκιὰν z. παντύχαινε τὴν Μάνην νὰ a. τρομάξῃ,
κὶ ὅλα τὰ κουμάντα της, γιὰ νὰ τὰ ὑποτάξῃ·
ἀσκέρι b. στεριᾶς ἔφερε, κὶ c. στὸν γιαλὸν ἁρμάδα,
150. κὶ ἀπὸ τὴν d. Ἀνδρούβισταν ἀρχίνησεν ἀράδα.
ἀλλ' ὅμως τὸν e. ἀπάντησαν ἀνδρειωμένοι νέοι,
κὶ φοβεροὶ τοῦ f. βγήκανε μπροστὰ καπιταναῖοι.

---

b. ἦτον. c. ἔκαμε. d. ὁποῦ. e. βράδυ γεῦμα. f. τόν. g. μά. h. ἀκούσουσι. i. τάβλαν. l. διὰ τοῦτο τὸν ἐζήτησαν κ. m. ὅλη ἡ Μ. n. αὐτηνέν. o. καὶ ὅλοι οἱ κ. p. Μπέϊ. q. ποῦ. r. ζῇ σὰν τὸ γ. s. ἁρπάζῃ. t. δόμναν. u. ἄς. v. v. 143 und 144 fehlen in L. x. τυραννίσῃ. y. καὶ ἐπαντύχαινε. z. τοῦ Φάνηκε. a. τρωμάξῃ. b. ἔφερε στερεά, κ. c. στὸ γιαλὸ ἁρμάδα. d. Ἀνδρούβιστα. e. ὑπάντησαν ἀνδρειωμένοι. f. βγήκασιν ὀμπρὸς καπιτανέοι.

στὴν Σκαρδαμοῦλαν g. βγήκανε, ἐκεῖ τὸν h. ἀπαντῆσαν,
κὶ i. 'σαν τὰ λεοντάρια l. ἐπάνω τους πηδῆσαν·
ὁ ἕνας m. διώχν' ἑκατὸν, οἱ n. ἑκατὸ χιλίους,
κὶ τοὺς ἀνεμοσκόρπισαν, τοὺς ἔκαμαν ἀθλίους·
καὶ τρομασμένος o. ἔφυγε μὲ τῆς p. στερεᾶς τ' ἀσκέρι,
κὶ q. στὸν γιαλὸν παρέτησε τὸν μαῦρον Σερασκέρη,
r. κ' ἔτρεμεν ἡ ἀρίδα του, ὅσον να 'μπῆ τὴν βάρκα,
160. κ' ἀπὸ τὴν τρομάραν του ἐγέμησε τὴν βράκα.
ἐτότες ὁ Τζανέτ-μπεης, ἂν ἤθελε s. θελήσει
νὰ κινηθῆ ὀλίγον τι, κὶ νὰ μὴν ἀμελήσῃ,
ὁ Κουμουντοῦρος σταῖς t. Κυτριαῖς, κὶ μὴτε στὴν u. Ζαρνάτα
δὲν ἠμποροῦσε νὰ σταθῆ, μηδὲ στὴν v. Καλαμάτα.
ἀλλὰ τὸ μεταπάθαινε, μετάβλεπε σκλαβίαν,
καθὼς τὸν ἐμετάστειλε 'στὸ μπάνιο μὲ τὴν βίαν.
ἀμὴ τὸν ἐλυπήθηκε, κὶ εἶπε· τί μαῖ μέλλει;
ἀφῆτε τον 'στὸν τόπον του, νὰ κάμνῃ ὅτι θέλει.
τοιαύτ' εἶναι στὰ ἅρματα ἡ Κάτω κὶ Ἔξω Μάνη,
170. διὰ τοὺς φίλους χάνεται, κὶ τοὺς ἐχθροὺς δαγκάνει.
ἀλλὰ νὰ μὴν ἐμάλωναν, κὶ ἕνας μὲ τὸν ἄλλον,
κὶ ὁ μικρὸς νὰ γνώριζε, νὰ τίμα τὸν μεγάλον·
καὶ φόνοι νὰ μὴ γίνονται, κὶ κοῦρσοι, κὶ κλεψίαις,
κὶ νὰ μὴν ἐχαλούσανε κὶ 'σπήτια κ' ἐκκλησίαις. x.
ἀλλὰ y. γιὰ τὴν πατρίδα τους κὶ τὴν z. ἐλευθερία
εὐθὺς, εὐθὺς μονογνωμοῦν, κὶ τρέχουν 'σὰν θηρία.
ἂχ, ἂχ Μανιάταις ἀδελφοὶ, νὰ κάμνατ' ἕνα πρᾶγμα,
κ' ἐγὼ Μανιάτης γένουμουν, σὰν ἔδιδα κὶ γράμμα!
νὰ κάμνατε στὸν τόπον σας κάνένα δυὸ σχολεῖα·
180. αὐτὰ νὰ γένουν ἠμποροῦν μὲ δίχως δυσκολίαν.

---

g. σμίξασι. h. ἠπάντησαν. i. ὡσὰν. l. ἀπάνω. m. διώχνει. n. ἑκατόν. o. ἔφυγεν. p. στερεᾶς. q. στὸ γιαλὸ παραίτησε. r. v. 159 und 160 fehlen in L. s. θιλήσῃ. t. Κιτριαῖς. u. Ζαρνάταν. v. Καλαμάταν. x. L. hat hier folgende 3 V.:

καὶ ἀπὸ τὴν ἀμάθειαν γίνεται ἀταξία,
κ' ἡ ἀταξία προξενεῖ καὶ μάχαις καὶ κλεφίαις,
καὶ φονικὰ, καὶ χαλασμοὺς καὶ ἀκαταστασίαις.

y. διά. z. ἐλευθερίαν.

νὰ μάθουν οἱ a. παππάδες Σας κὶ νὰ b. ξεστραβοθοῦνε,
γιὰ νὰ c. διδάσκουν τὸν λαὸν νὰ τὸν d. καθοδηγοῦνε·
νὰ μάθουν τὰ κουμάντα σας, νὰ κυβερνοῦν τοὺς ἄλλους,
κὶ οἱ μικροὶ νὰ πείθωνται 'στοὺς πρώτους κὶ μεγάλους.
e. κὶ τότε νὰ ἐβλέπατε, μὲ πόσην εὐκολίαν
κὶ κέρδος κὶ ὠφέλειαν σᾶς δίδουν τὰ σχολεῖα·
νὰ τιμηθῇ ὁ τόπος σας, χώραις νὰ ἡσυχάσουν,
νὰ εἰρηνεύσουν τὰ χωριὰ, κὶ τὰ κακὰ νὰ f. χάσουν·
νὰ ἀκουσθῆτε κὶ ἐσεῖς παντοῦ νὰ τιμηθῆτε,
190. εἰ δὲ κὶ δὲν θελήσετε, ἀμέτε νὰ χαθῆτε.
κ' ἐγὼ πολλὰ πικραίνομαι, νὰ φεύγω λυπημένος,
καὶ ἀπὸ τὴν πατρίδα μας ἐβγαίνω πικραμένος.
μὲ λύπην ἄκρα 'στὴν ψυχὴν κὶ 'στὴν καρδίαν δηλείαν
πηγαίνω 'στὰ θεούρια καὶ 'στὴν Κακαβουλίαν·
νὰ γράψω τὴν πατρίδα του, νὰ μὴ χασομερήσω,
χωρία, χώραις, ἤθη τους, ἰντράδαις νὰ 'στορήσω.
νὰ ἀρχινήσω παρενθὺς, χωρὶς ἀργοπορίαν·
εἴκοσι ἓξ εἶναι αὐτὰ κὶ χώραις κὶ χωρία.
ἡ πρώτη εἶν' ἡ g. Τζίμοβα, καλὴ χώρα, μεγάλη,
200. ἔχει κὶ h. καπετάνιον, ἕνα i. Καραμιχάλη·
καὶ παραπάνω ἀπ' l. αὐτὴν, κοντὰ 'στὸ ῥιζοβούνι,
χωρίον ἄλλο βρίσκιται, κὶ λέγεται Κουσκούνι,
m. Κριλιάνικα, n. Σκυφιάνικα, Πῦργος, Χαριὰ,
o. Δριάλι,
Παλιόχωρα κὶ ὁ p. Γερμὸς, q. κ' ἡ Βάμπακα, ἡ ἄλλη·
καὶ ἄλλο r. Μπρίγκι λέγουσι, s. Καφιόνα κὶ Καρίνα,
Κουλοῦμι λέγουν ἕτερον, καὶ ἄλλο πάλιν Μίνα,
ἡ t. Κίτζα ὁ πολύπυργος, u. κ' ἡ Νόμια, παρομοία,
v. Σταυρὶ κὶ Κεχριάνικα, κὶ Κοῦνος, ἄλλη μία.

---

a. παπάδες. b. ἐξεστραβωθοῦσι. c. διδάξουν. d. καθοδηγοῦσι. e. v. 185 und 186 fehlen in L. f. παύσουν. g. Τζήμοβα. h. καπιτάνιον. i. Μαυρομιχάλη. l. αὐτόν. m. Κρελιάνικα. n. Κιφιάνικα. o. Δρυάλο. p. Κρημνός. q. καὶ ἡ Μπάμπακα εἶν' ἄλλο· r. Μπρύκι. s. Κακιόνα καὶ Καρίνια. t. Κήτα ἡ π. u. καὶ ὅμοια Παρομία. v. Σταυρὴ τε καὶ Κεχριάνικα καὶ ὁ Κοῦνος ἀ. μ.

x. Ἄνω κὶ Κάτω Μπουλαρὶ, τὸ Δρὶ, κὶ ἡ Κηποῦλα,
210. y. ἡ Βάθθα κὶ τὰ Ἄλυκα, ἐτοῦτα εἶναι οὔλα·
καὶ Μέσα Μάνη λέγονται, κὶ z. εἶν' ὅλα ἀράδα·
a. Ὀρτίκια, κὶ φραγκόσυκα ἡ b. πρώτης τους c. ἐντράδα·
d. δένδρον ἢ ξύλον ἢ κλαδὶ δὲν εἶναι μήτε ἕνα,
δὲν βρίσκουν ἴσκιον νὰ σταθοῦν e. τεούρια τὰ καϊμένα· f.
νερὸν δὲν βγαίνει g. πούπετε 'σ ὅλην τὴν Μέσα Μάνην,
καρπὸν, h. κουκκία μοναχὰ, κὶ ξεροκρίθι κάμνει·
αὐτὰ γυναῖκες σπέρνονται, γυναῖκες τὰ θερίζουν,
γυναῖκες τὰ δεμάτια i. 'στ' ἁλώνι συναθροίζουν,
γυναῖκες μὲ τὰ πόδιά l. τους γυμνὰ τὰ m. ἁλωνίζουν
220. n. γυναῖκες μὲ τὰ χὲριά o. τους μονάχαις τὰ p. γυχνίζουν,
q. γυναῖκες μὲ τὴν ῥάχην τους γυμναῖς τὰ κουβαλοῦσι,
τὰ βγάζουν τὰ χρυσᾶ σκουτιὰ, γιὰ νὰ μὴ τὰ χαλοῦσι.
ἀπὸ τὴν κάφα τὴν πολλὴν, τὴν βράσιν τοῦ ἡλίου,
πετάζεται ἡ γλῶσσα τους 'σαν καψαλοῦ σκυλίου·
τὰ χέρια r. τους, τὰ πόδια s. τους εἶναι ξηροστασμένα
'σὰν t. τῆς χελώνας ὅμοια, κὶ u. χοντροπετζιασμένα.
τὴν νύκτα v. τὸν χειρόμυλον x. τραβοῦν, γυρίζουν, κλαίγουν,
ἀλέθουν τὰ y. κριθάρια, κὶ μοιρολόγια z. λέγουν·
καὶ τὸ ταχὺ μισόγυμναις μὲ τὰ a. κοφήνια βγαίνουν,
230. κὶ εἰς τοὺς b. λάκους τρέχουσι, c. γιὰ κοπριαῖς πηγαίνουν·

---

x. καὶ Ἀπάνω, Κάτω Μπολαρὴ, τὸ Δρὺ καὶ ἡ Κυπούλα. y. ἡ Βάθια καὶ τὰ Ἄλικα, καὶ τοῦτα εἶναι οὔλα. z. εἶναι ὅλ'. a. Ὀρτύκια. b. πρώτη. c. ἐντράδα. d. δένδρο ἢ ξύλο. e. ἢ θεούριαν τὰ καυμένα. f. v. 213 und 214 stehen in L. nach v. 226. g. πούπετες. h. κουκία. i. καὶ ἁλόνια. l. ταις. m. ἁλονίζουν. n. Dieser V. steht in L. vor v. 219. o. ταις. p. λιχνίζουν. q. Dieser V. und die folgenden drei fehlen in L. r. ταις. s. ταις. t. ταῖς χελώναις. u. χοντροπετζασμένα. v. τὸ. x. γυρίζουσι καὶ κλαίσι. y. κριθάρια ταις, κ. z. λέσι. a. κοφίνια. b. λάκκους. c. γιὰ ταῖς κ.

d. ἐκεῖ ὁποῦ τὰ ζῶα τους νερὸ πᾶνε κὶ πίνουν,
κὶ ξεμεσημεριάζουσι, κὶ ταῖς κοπριαῖς ἀφήνουν·
ἐκεῖ κ' ἐκεῖνες τρέχουσι, κὶ κάβαλα γυρεύουν,
γιατὶ μὲ 'κεῖνον τὸν χυλὸν, 'ποῦ τρώγουν, μαγειρεύουν·
τῆς βλέπεις τότ' ἀσπρότεραις, κὶ ἀπὸ τῆς κουρούνες
ἀκόμη παστρικότεραις, κὶ ἀπὸ τῆς γουρούνες·
διότι μὲ τὰ χέρια τους τὰ κάβαλα ζημόνουν,
τὰ πλάτουν βοϊδοκούτζουρα 'στὸν ἥλιον τ' ἀπλώνουν·
e. κὶ σὰν ξηρανθοῦν ὕστερα *f.* στὸ σπῆτι τὰ συνάζουν,
240. κὶ *g.* μερδικὸ τῶν ὀρφανῶν, κὶ τῶν χηράδων βγάζουν.
h. ὦ ψυχικὰ ποῦ κάμνουσι ν' ἄχετε τὴν εὐχήν τους,
κὰ κάβαλα μοιράζουσι γιὰ τὴν μαυροψυχήν τους.
οἱ ἄνδρες *i.* ἄλλοι περπατοῦν 'στὸν κοῦρσον κὶ *l.* κλεψίαις,
καὶ ἄλλοι 'σ ἄλλους πολεμοῦν, νὰ *m.* κάμουν ἀπιστίαις·
n. ἄλλος ἀλλοῦθε περπατεῖ νὰ εὕρῃ τὶ νὰ κλέφῃ,
κὶ ἄλλος ἄλλον καρτερεῖ διὰ νὰ τὸν φονέψῃ·
ἄλλος τὸν πῦργον του κρατεῖ, νὰ μὴ τὸν πιάσῃ ἄλλος,
κὶ ἄλλος ἄλλσν κυνηγᾷ, κὶ ἄλλον πάλιν ἄλλος·
o. κὶ γείτονας τὸν γείτονα, κουμπάρος τὸν κουμπάρον,
250. κὶ ἀδελφὸς τὸν ἀδελφὸν, τὸν *p.* βλέπει 'σαν τὸν χάρον·
q. κὶ ἄλλος φονικὸν χρωστᾷ, κὶ ἄλλου χρεωστοῦνε,
εἰς ἄλλον φίλοι τάζωνται, κὶ ἄλλον ἀπιστοῦνε·
ἄλλος γυρεύει ἀδελφὸν, *r.* κὶ τὸν πατέρα ἄλλος,
κὶ ἄλλος πάλιν *s.* πάπον του, *t.* κὶ τὸν προπάπον ἄλλος· *u.*

---

d. Dieser V. und die folgenden sieben fehlen in L. *e.* σὰν ξηρανθοῦσιν ὑ. *f.* στὰ σπήτια. *g.* μερτικόν. *h.* Dieser und der folgende V. fehlen in L. *i.* ὅλοι. *l.* κλεψίαν. *m.* κάμνουν ἀπιστίαν. *n.* Dieser und der folgende V. fehlen in L. *o.* Dieser und der folgende V. stehen bei L. nach v. 254. *p.* βλέπουν. *q.* Dieser und der folgende V. fehlen in L. *r.* καὶ ἄλλος τὸν υἱόν του. *s.* πάππον. *t.* καὶ ἄλλος τὸν ἀνεψίον του. *u.* Die folgenden 30 Verse liefs L. weg, und fuhr hier fort: ἂν τύχῃ κ. κ. φ. etc. etc.

x. Ἄνω κὶ Κάτω Μπουλαρὶ, τὸ Δρὶ, κὶ ἡ Κηποῦλα,
210. y. ἡ Βάθθα κὶ τὰ Ἄλυκα, ἐτοῦτα εἶναι οὔλα·
καὶ Μέσα Μάνη λέγονται, κὶ z. εἶν' ὅλα ἀράδα·
a. Ὀρτίκια, κὶ φραγκόσυκα ἡ b. πρώτης τους c. ἰντράδα·
d. δένδρον ἢ ξύλον ἢ κλαδὶ δὲν εἶναι μήτε ἕνα,
δὲν βρίσκουν ἴσκιον νὰ σταθοῦν e. τεούρια τὰ καϊμένα· f.
νερὸν δὲν βγαίνει g. πούπετε 'σ ὅλην τὴν Μέσα Μάνην,
καρπὸν, h. κουκκία μοναχὰ, κὶ ξεροκρίθι κάμνει·
αὐτὰ γυναῖκες σπέρνονται, γυναῖκες τὰ θερίζουν,
γυναῖκες τὰ δεμάτια i. 'στ' ἁλώνι συναθροίζουν,
γυναῖκες μὲ τὰ πόδιά l. τους γυμνὰ τὰ m. ἁλωνίζουν
220. n. γυναῖκες μὲ τὰ χὲριά o. τους μονάχαις τὰ p. γυχνίζουν,
q. γυναῖκες μὲ τὴν ῥάχην τους γυμναῖς τὰ κουβαλοῦσι,
τὰ βγάζουν τὰ χρυσᾶ σκουτιὰ, γιὰ νὰ μὴ τὰ χαλοῦσι.
ἀπὸ τὴν κάφα τὴν πολλὴν, τὴν βράσιν τοῦ ἡλίου,
πετάζεται ἡ γλῶσσα τους 'σαν καψαλοῦ σκυλίου·
τὰ χέρια r. τους, τὰ πόδια s. τους εἶναι ξηροστασμένα
'σὰν t. τῆς χελώνας ὅμοια, κὶ u. χοντροπετζιασμένα.
τὴν νύκτα v. τὸν χειρόμυλον x. τραβοῦν, γυρίζουν, κλαίγουν,
ἀλέθουν τὰ y. κριθάρια, κὶ μοιρολόγια z. λέγουν·
καὶ τὸ ταχὺ μισόγυμναις μὲ τὰ a. κοφήνια βγαίνουν,
230. κὶ εἰς τοὺς b. λάκους τρέχουσι, c. γιὰ κοπριαῖς πηγαίνουν·

---

x. καὶ Ἀπάνω, Κάτω Μπολαρὴ, τὸ Δρὺ καὶ ἡ Κυπούλα. y. ἡ Βάθια καὶ τὰ Ἄλικα, καὶ τοῦτα εἶναι οὔλα. z. εἶναι ὅλ'. a. Ὀρτύκια. b. πρώτη. c. ἰντράδα. d. δένδρο ἢ ξύλο. e. ἢ θεούριαν τὰ καυμένα. f. v. 213 und 214 stehen in L. nach v. 226. g. πούπετες. h. κουκία. i. καὶ ἁλόνια. l. ταις. m. ἁλονίζουν. n. Dieser V. steht in L. vor v. 219. o. ταις. p. λιχνίζουν. q. Dieser V. und die folgenden drei fehlen in L. r. ταις. s. ταις. t. ταῖς χελώναις. u. χοντροπετζασμένα. v. τὸ. x. γυρίζουσι καὶ κλαίσι. y. κριθάρια ταις, κ. z. λέσι. a. κοφίνια. b. λάκκους. c. γιὰ ταῖς κ.

d. ἐκεῖ ὁποῦ τὰ ζῶα τους νερὸ πάνε κὶ πίνουν,
κὶ ξεμεσημεριάζουσι, κὶ ταῖς κοπριαῖς ἀφήνουν·
ἐκεῖ κ' ἐκεῖνες τρέχουσι, κὶ κάβαλα γυρεύουν,
γιατὶ μὲ 'κεῖνον τὸν χυλὸν, 'ποῦ τρώγουν, μαγειρεύουν·
τῆς βλέπεις τότ' ἀσπρότεραις, κὶ ἀπὸ τῆς κουρούνες
ἀκόμη παστρικότεραις, κὶ ἀπὸ τῆς γουρούνες·
διότι μὲ τὰ χέρια τους τὰ κάβαλα ζημόνουν,
τὰ πλάτουν βοϊδοκούτζουρα 'στὸν ἥλιον τ' ἀπλώνουν·
e. κὶ σὰν ξηρανθοῦν ὕστερα *f.* στὸ σπῆτι τὰ συνάζουν,
240. κὶ *g.* μερδικὸ τῶν ὀρφανῶν, κὶ τῶν χηράδων βγάζουν.
h. ὦ ψυχικὰ ποῦ κάμνουσι ν' ἄχετε τὴν εὐχήν τους,
κὰ κάβαλα μοιράζουσι γιὰ τὴν μαυροψυχήν τους.
οἱ ἄνδρες *i.* ἄλλοι περπατοῦν 'στὸν κοῦρσον κὶ *l.* κλεψίαις,
καὶ ἄλλοι 'σ ἄλλους πολεμοῦν, νὰ *m.* κάμουν ἀπιστίαις·
n. ἄλλος ἀλλοῦθε περπατεῖ νὰ εὕρῃ τὶ νὰ κλέφῃ,
κὶ ἄλλος ἄλλον καρτερεῖ διὰ νὰ τὸν φονέψῃ·
ἄλλος τὸν πῦργον του κρατεῖ, νὰ μὴ τὸν πιάσῃ ἄλλος,
κὶ ἄλλος ἄλλσν κυνηγᾷ, κὶ ἄλλον πάλιν ἄλλος·
o. κὶ γείτονας τὸν γείτονα, κουμπάρος τὸν κουμπάρον,
250. κὶ ἀδελφὸς τὸν ἀδελφὸν, τὸν *p.* βλέπει 'σαν τὸν χάρον·
q. κὶ ἄλλος φονικὸν χρωστᾷ, κὶ ἄλλου χρεωστοῦνε,
εἰς ἄλλον φίλοι τάζωνται, κὶ ἄλλον ἀπιστοῦνε·
ἄλλος γυρεύει ἀδελφὸν, *r.* κὶ τὸν πατέρα ἄλλος,
κὶ ἄλλος πάλιν *s.* πάπον του, *t.* κὶ τὸν προπάπον ἄλλος· *u.*

---

d. Dieser V. und die folgenden sieben fehlen in L. *e.* σὰν ξηρανθοῦσιν ὑ. *f.* στὰ σπήτια. *g.* μερτικόν. *h.* Dieser und der folgende V. fehlen in L. *i.* ὅλοι. *l.* κλεψίαν. *m.* κάμνουν ἀπιστίαν. *n.* Dieser und der folgende V. fehlen in L. *o.* Dieser und der folgende V. stehen bei L. nach v. 254. *p.* βλέπουν. *q.* Dieser und der folgende V. fehlen in L. *r.* καὶ ἄλλος τὸν υἱόν του. *s.* πάππον. *t.* καὶ ἄλλος τὸν ἀνεψιόν του. *u.* Die folgenden 30 Verse liefs L. weg, und fuhr hier fort: ἂν τύχῃ κ. κ. φ. etc. etc.

κὶ ἄλλος πρῶτον ξάδελφοι, κὶ ἄλλος ἀνεψιόν του,
κὶ ἄλλος ἄλλον συγγενῆ, κὶ ἄλλος τὸν υἱόν του·
γιατὶ ὅσοι πηγαίνουσι 'στὸν ᾅδην σκοτωμένοι,
κὶ δὲν τοὺς ἐδικιόσουσι, μεινέσκουν κολασμένοι·
δὲν θέλουν νὰ ἀλάξουσι, δὲν θέλουν νὰ πλυθοῦσι,
260. κὶ μήτε μπερμπερίζονται, ἂν δὲν δικαιωθοῦσι·
τοὺς βλέπεις μὲ τὰ γένια, κὶ καταλερομένους
'σαν βρικολάκους ἄγριους, κὶ πάντ' ἁρματωμένους.
καὶ γέρους ὀγδοήκοντα χρονῶν καὶ παραπάνω
τοὺς βλέπεις μὲ τὰ ἅρματα, κὶ τὰ βαστοῦν ἐπάνω·
τὸ κύτασμά τους ἄγριον, ἄσχημη θεωρία,
κὶ μάτια ἔχουν κόκκινα, κὶ νύχια σὰν θηρία.
v. ἂν ἀποθάνῃ καὶ κανεὶς x. ἀσκότοτος, τὸν κλαίγουν,
y. ἀσκότοτον, ἀμάτωτον, z. ἀδικίωτον τὸν λέγουν·
τὸν κλαίγουσι κὶ σκούζουσι, γιατὶ δὲν ἐμποροῦσι,
270. μηδὲ ἐλείζουσι ποτὲ, τὸν χάρον νὰ εὑροῦσι·
διὰ νὰ τὸν σκοτώσουσι, κὶ νὰ δικαιωθοῦσι,
νὰ πάρουσι τὸ δίκιο τους νὰ παρηγορηθοῦσι.
γιὰ τὰ παιδία τὰ μικρὰ, ὁπόταν γενηθοῦσι,
χυλόειτες μοιράζουσι, γιὰ νὰ τὰ εὐχηθοῦσι·
στὴν πόρταν ὅλοι τρέχουσι, κὶ τουφεμιαῖς βαροῦσι,
κὶ νὰ τοὺς βγάλουσι χυλὸν, νὰ φᾶσι καρτεροῦσι·
ἐκεῖ καὶ χήραις τρέχουσι, κὶ καλομοίραις πᾶσι,
νὰ τὸ καλομοιράνουσι, χυλόειταις νὰ φᾶσι.
ἡ καλομοίραις λέγουσι· καλῶς ἦλθε νὰ ζήσῃ,
280. νὰ γένῃ καλὸ στ' ἅρματα, κὶ τοὺς ἐχθροὺς νὰ σβήσῃ.
αἱ χῆραις πάλιν στέκονται 'σαν παραπονεμέναις,
καλαῖς εὐχαῖς τοῦ δίδουσι κ' ἐκείναις ἡ καϊμέναις·
ἡμεῖς ἄνδρα δὲν ἔχομεν, νὰ σᾶς τὸ ντουφεμίσῃ,
μόν' ὁ θεὸς ποῦ τόδωσε, νὰ σᾶς τὸ ντουφεμίσῃ.
a. τοὺς ξένους, ὅταν τύχωσι 'στὸν τόπον τοὺς νὰ
b. πάγουν,
κουμπάρους τοὺς ἐκαμνουσι, κὶ τοὺς καλοῦν νὰ
c. φάγουν·

---

v. Dieser und der folgende V. stehen in L. nach v. 312. x. ἀσκότωτον τὸν κλέσι. y. ἀσκότωτον. z. ἀδίκιοτον τὸν λέσι. a. v. 285 bis v. 301 stehen in L. nach v. 306. b. πᾶσι. c. φᾶσι.

κὶ ὅταν θέλει νὰ εὐγῇ ὁ ξένος, τὸν κρατοῦσι,
d. κὶ ὡσὰν φίλοι τὸν λαλοῦν, κὶ τὸν ἐννουθετοῦσι·
κουμπάρε, λέγουσιν, ἡμεῖς θέλομεν τὸ καλόν σου,
290. κὶ e. τοῦτα, 'ποῦ σοῦ λέγομεν, f. βάλε τα 'στὸ μναλό σου·
κὶ g. εὔγαλε τὴν φέρμελη, h. γελέκη, κὶ ζωνάρη,
κὶ τὸ βρακὶ μπορεῖ κάνεὶς ἐχθρὸς νὰ σοῦ τὸ πάρῃ,
καὶ νὰ σὲ i. γδείσουσιν ἐχθροὶ, νὰ σοῦ τὰ l. πάρουν ἄλλοι,
ζημίαν m. φέριεις εἰς ἡμᾶς, κὶ ἐντροπὴν n. μεγάλη·
o. γιὰ τοῦτο, κουμπαρούλιμου, σωστὰ νὰ σοῦ τὸ ποῦμεν,
κὶ φέσι κὶ ποκάμησον ν' ἀφήσῃς ἀγαποῦμεν.
κὶ τὰ παπούτζια βγάλετα, τί p. χριάζονται σεσένα,
q. ἐτώρα εἶσαι σίγουρος, r. μὴ σκιάζεσαι κανένα.
s. κὶ ἔτζι τὸν ταλαίπωρον, τὸν ξένον, τὸν ἐγδείνουν,
300. κατάσαρκον οἱ ἄσπλαγχνοι νὰ τρέχῃ τὸν ἀφήνουν.
t. ἂν τόχῃ κὶ u. κάμμιὰ φορὰ, καράβι νὰ ξεπέσῃ,
ἀπὸ ταῖς ἁμαρτίαις v. τους, 'στὸν τόπον τους νὰ πέσῃ,
Φραντζέζικον, x. Σπανιόλικον, y. Ἐγγλέζικον, ἢ ἄλλο,
z. ἢ Τούρκικον, Μοσκόβικον, μικρὸν ἢ κὶ μεγάλο·
καθένας τὸ a. μερίδιο του νὰ πάρῃ γέμου θέλει,
κὶ b. ταῦλαις τὸ μοιράζουσι, καθόλου δὲν τοὺς c. μέλει.
d. ἀνθρώπους δὲν ἐντρέπονται, θεὸν, κὶ δὲν φοβοῦνται,
πτωχοὺς δὲν εὐσπλαχνίζονται, τοὺς ξένους δὲν λυποῦνται.

---

d. σὰν φίλον τὸν καθοδηγοῦν καὶ τὸν ἐνωθετοῦσι. e. τοῦτο. f. βάλε στὸ μναλόν σου. g. βγάλε. h. γελέκι καὶ ζωνάρι. i. γδύσουσι. l. πάρῃ ἄλλος. m. φέρει. n. μεγάλην. o. καὶ τοῦτο, κουμπαρούλεμου. p. χρεία κάμνουν σένα. q. νὰ, τώρα. r. μὴν. s. Dieser V. und der folgende fehlt in L. t. Dieser und die folgenden 5 V. stehen in L. nach v. 250. u. καμμίαν φοράν. v. του. x. Σπανιώλικον. y. Ἰγπλέσικον. z. Τούρκικον ἢ Μοσκόβικον. a. μοιράδι του εὐθὺς νὰ πάρῃ θ. b. τάβλαις του μ. c. μέλλει. d. Dieser und die folgenden 5 V. fehlen in L.

πολλὴν ἔχουν ὁμότητα κὶ θηριογνωμίαν,
310. δὲν ἔχουν ὁμοιότητα ἀνθρωπεινὴν κἀμμίαν·
ἐτοῦτοι μαγαρίζουσι τὸν τόπον, ποῦ πατοῦνε,
γιατὶ κὶ τὸν διάβολον κοντά τους τὸν βαστοῦνε.
αὐτοὶ τὴν Μάνην τὴν λοιπὴν, τὴν κακονοματίζουν,
κὶ ὁποῦ πάγουν τόνομα αὐτῆς τὸ μαγαρίζουν.
e. γυναῖκες, ἄνδρες, γέροντες, κὶ τὰ μικρὰ παιδία,
δὲν ἔχουσιν ἐπάνω τους ἀνθρώπου μυρῳδία.
μὲ τούτους ὅποιος γευθεῖ, βέβαια μαγαρίζει,
κὶ τὴν ψυχήν του κόλασε, κὶ δὲν τὸ ἐγνωρίζει.
μηδὲ χαιρετισμὸν κανεὶς δὲν πρέπει νὰ τοὺς δίδῃ,
320. ἀλλὰ νὰ φεύγῃ ἀπ' αὐτοὺς, ὡσὰν ἀπὸ τὸ φίδι.
οἱ f. Τζιμοβιῶταις μοναχὰ εἶναι καλοὶ ἀνθρώποι,
τοὺς μαρτυροῦν τὰ ἤθη τους, καὶ οἱ καλοί τους τρόποι.
στὸ g. φανερὸν πραγματευταὶ, κὶ 'στὸ κρυφὸ κουρσάροι,
μικροὺς, μεγάλους ἄνεμος κὶ h. λίχνη νὰ τοὺς πάρῃ.
πλὴν ταῦτα ὅλα γίνονται ἀπὸ τὴν ἀπειθείαν,
αὐτὴ πάλιν προέρχεται ἀπὸ τὴν ἀμαθείαν·
ἀπὸ αὐτὴν προέρχεται κὶ ἡ ἀσυμφωνία,
κὶ ἡ ἐπικατάρατος ἡ δυσηδαιμονία·
πῶς τάχα 'στην παπουδικὴν κρατοῦν ἐλευθερία,
330. κὶ τοῦτο δὲν εἶν' ἄλλο τι, παρὰ πολλὴ μορία.
καὶ δι' αὐτὸ δὲν θέλουσι νὰ πείθωνται εἰς ἄλλους,
μηδὲ ἀκολουθοῦν ποτὲ, συμφώνως τοὺς μεγάλους·
ἀλλ' ὅταν τὶς ἀλλόφυλος, ἂν ἤθελε θελήσει,
νὰ ἔλθῃ 'στὴν πατρίδα τους, γιὰ νὰ τοὺς πολεμίσῃ·
ἐτότες συμφωνοῦν εὐθὺς, κὶ τρέχουν 'σὰν θηρία,
νὰ δείξουν τὴν ἀνδρείαν τους, κὶ τὴν παλικαρίαν.
'Αποχαιρετισμὸς Νικήτα, ἢ θρῆνος διὰ στίχων πολιτικῶν,
ὁμοιοκαταλύκτων, δι' ὧν θρηνεῖ τὴν ἑαυτοῦ πατρίδα, 'αποδημῶν

---

e. Dieser und die folgenden 3 V. fehlen in L. f. Τζημοβίταις.
g. Φανερὰ πραγματευταίς. h. αὐχμὸς ν.

παραπονούμενος ἅμα κὶ ἐλέγχων τὴν ἀμάθειαν αὐτῆς κὶ
βαρβαρότητα, τὴν προξενοῦσαν αὐτῇ τὰς διχονίας, μάχας,
φόνους, χαλασμοὺς, κὶ πᾶσαν τὴν ἀξιοδάκρυτον αὐτῆς καταάστασιν.
Στὸ κίνημά μου σήμερον, κὶ εἰς τὸν μισευμόν μου
θὰ στήσω θρῆνον κοπετὸν ἀπὸ πολὺν καϊμόν μου.

II. Gesetze und Verordnungen aus der Zeit des Freiheitskampfes.

1. *Constitution d'Epidaure du 1/13 Janvier 1822.*

Au nom de la sainte et indivisible Trinité.

Accablée sous l'horrible despotisme des Ottomans, la nation grecque ne pouvant plus supporter le joug affreux qu'une tyrannie sans exemple faisait peser sur elle, l'a rejeté avec indignation, et déclare aujourd'hui devant Dieu et devant les hommes, par ses représentans légitimes réunis en Congrès National, son existence et son indépendance politique.

CHAPITRE I.

De la Religion.

Art. 1. La Religion orthodoxe de l'église d'Orient (Grecque) est la religion de l'état.

Cependant tous les cultes sont tolérés, et chacun professe librement sa religion.

CHAPITRE II.

Droit public des Grecs.

2. Tous les indigènes, professant la religion chrétienne, sont Grecs et jouissent de tous les droits politiques.

3. Les Grecs sont égaux devant la Loi, sans distinction de titres ou de rangs.

4. Tout étranger, ayant momentanément son domicile en Grèce, y jouit des mêmes droits civils que les Grecs.

5. Une loi, sur la naturalisation, sera prochainement promulguée par le Gouvernement.

6. Tous les Grecs sont également admissibles à tous les emplois; le mérite seul détermine la préférence.

7. Leur propriété, leur honneur, et leur sûreté individuelle sont également garantis par la loi.

8. Chacun contribue aux charges de l'état, dans la proportion de sa fortune. Aucun impôt ne peut être exigé qu'en vertu d'une loi.

CHAPITRE III.

Forme du Gouvernement.

9. Le Gouvernement est composé de deux corps: le corps législatif et le pouvoir exécutif.

10. Les deux corps concourent à la formation des Lois. Le pouvoir exécutif peut refuser sa sanction aux lois adoptées par le corps législatif, de même que celui-ci peut rejeter les lois proposées par le pouvoir exécutif.

11. Le corps législatif, est composé de députés, élus par les diverses provinces.

12. Le nombre des dèputés, sera déterminé par une loi sur les élections.

13. La loi sur les élections, qui sera publiée par le Gouvernement, sera basée sur les dispositions suivantes:

1. Les représentans doivent être Grecs;
2. Ils doivent avoir trente ans accomplis.

14. Les députés de toutes les provinces et îles libres de la Grèce sont admis comme tels, dès que leurs pouvoirs sont reconnus valables par le corps législatif.

15. Chaque année le corps législatif nomme son président et son vice-président, à la mojorité des voix.

16. Il nomme de la même manière, et pour le même temps, un premier et un second secrétaire et des sous-secrétaires.

17. Le corps législatif est renouvelé chaque année.

18. Le pouvoir exécutif est composé de cinq membres, choisis hors du corps législatif, et d'après les règles établies par la loi spéciale sur la formation de ce corps.

19. Chaque année le pouvoir exécutif nomme son président et son vice-président, à la majorité des voix.

20. Il nomme huit ministres, savoir: l'Archichancelier de l'état, chargé des relations extérieures; les ministres de l'Intérieur, des Finances, de la Justice, de la Guerre, de la Marine, des Cultes et de la Police.

21. Il nomme aussi à tous les emplois du Gouvernement.

22. Les fonctions de membre du pouvoir exécutif ne durent qu'un an.

CHAPITRE IV.

Du Corps Législatif.

Section première.

Pouvoirs du Corps Législatif.

23. Attendu l'urgence et l'importance des besoins de l'état, le corps législatif doit continuer cette année ses travaux sans interruption.

24. Le Président fixe l'ouverture des séances et en détermine la durée.

25. Il peut convoquer en cas d'urgence, le corps législatif en séances extraordinaires.

26. En cas d'absence du Président, le vice-Président en remplit les fonctions.

27. Les deux tiers des membres suffisent pour que le président déclare la séance ouverte.

28. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

29. En cas de partage, la voix du président l'emporte.

30. Tous les actes du corps législatif, sont signés par le président et contresignés par le premier secrétaire.

31. Le président transmet les décisions du corps législatif au pouvoir exécutif, et les soumet à son approbation.

32. Si le pouvoir exécutif refuse sa sanction, ou propose des amendemens, le projet est renvoyé au corps législatif, qui discute de nouveau les motifs de son refus ou les amendemens proposés. Après ce nouvel examen, le projet est encore porté au pouvoir exécutif, qui l'adopte ou le rejette définitivement.

33. Le corps législatif, reçoit et examine toutes les pétitions qui lui sont adressées, quelqu'en soit l'objet.

34. Tous les trois mois, le corps législatif forme, de ses membres, autant de comités qu'il y a de ministères.

35. Sur la proposition du président, chacun de ces comités est chargé d'une branche du service public, et prépare les projets de lois qui y sont rélatifs.

36. Tout membre du corps législatif peut proposer un projet de loi par écrit, que le président renvoie à l'examen du comité compétent.

37. Le corps législatif reçoit les projets de loi, que le pouvoir exécutif lui adresse; il les approuve, les modifie ou les rejette.

38. Toute déclaration de guerre et tout traité de paix, seront soumis à l'approbation du corps législatif. En général, tout traité, que le pouvoir exécutif ferait avec une puissance étrangère, sur quelque matière que ce soit, ne sera obligatoire qu'autant qu'il sera approuvé par le corps législatif.

Sont exceptés les trèves et les armistices de peu de jours.

39. Au commencement de chaque année le pouvoir exécutif soumet à l'approbation du corps législatif l'état approximatif des dépenses de l'année et les moyens de les couvrir. A la fin de chaque année, il présente aussi à l'approbation du corps législatif le compte exact des recettes et des dépenses.

Cependant, les circonstances rendant impossible la présentation d'un état approximatif pour cette première année, le corps législatif fera face aux besoins de la guerre et aux autres dépenses publiques, sauf l'approbation du compte exact, qui lui sera soumis à la fin de l'année, conformément à la seconde disposition de cet article.

40. Le corps législatif approuve ou rejette les propositions d'avancement dans le service militaire, faites par le pouvoir exécutif.

41. Il approuve ou rejette aussi les propositions, que le pouvoir exécutif fait, pour récompenser les grandes services civils ou militaires.

42. Le corps législatif déterminera le nouveau système monétaire, et le pouvoir exécutif fera battre monnaie au nom de la nation.

43. Il est expressément défendu au corps législatif, d'approuver aucun traité, qui pourrait porter atteinte à l'indépendance politique de la nation; et, s'il venait à sa connaissance, que le pouvoir exécutif se fut engagé dans quelque négociation criminelle de cette nature, il devra mettre le président en accusation, et, s'il est reconnu coupable, le déclarer déchu de ses fonctions.

44. Les journalistes ont le droit d'entrée à toutes les séances du corps législatif, excepté pendant les comités secrets, qui peuvent se former à la demande de cinq membres.

Section II.

Des Secrétaires du Corps Législatif.

45. Le premier secrétaire du corps législatif est chargé de rédiger tous les actes, et de les inscrire exactement dans ses registres.

46. Il reçoit du président les décisions du corps législatif, et les transmet au pouvoir exécutif.

47. En cas d'absence du premier secrétaire, le second le remplace.

Section III.

Pouvoir judiciaire du Corps Législatif.

48. Si un ou plusieurs des membres du corps législatif, étaient accusés d'un délit politique, une commission de sept membres, nommée à cet effet par le corps législatif, prendra

connaissance de cette accusation et en fera un rapport par écrit. Si la commission juge qu'il y a lieu à poursuivre, le corps législatif se formera en tribunal. Si l'accusé est condamné à la majorité des deux tiers des voix, il sera déclaré déchu de sa dignité, et renvoyé devant le tribunal suprême de la Grèce, pour y être jugé comme simple citoyen.

49. Aucun membre du corps législatif ne peut être arrêté, qu'à la suite d'une condamnation pour crime ou délit.

50. Lorsqu'un membre du pouvoir exécutif est accusé d'un délit ou d'un crime politique, le corps législatif nomme une commission, composée de neuf membres tirés de son sein, qui fait son rapport conformément à l'art. 48. Si la commission juge qu'il y a lieu à poursuivre, si le corps législatif qui, dans ce cas, se trouve saisi de l'affaire, condamne l'accusé à la majorité des quatre cinquièmes des voix, le président déclare le condamné déchu de sa dignité et le renvoit devant le tribunal suprême de la Grèce, qui le juge conformément à l'art. 48.

51. Lorsqu'un ou plusieurs ministres sont accusés d'un crime ou d'un délit politique, ils sont jugés d'après les formes et de la manière prescrite par l'art. 48.

CHAPITRE V.

Du pouvoir exécutif.

52. Le pouvoir exécutif, pris en corps, est inviolable.

53. Si le corps entier du pouvoir exécutif venait à se rendre coupable d'un crime ou d'un délit politique, le président serait jugé et puni conformément à l'art. 43, et, après la nomination d'un nouveau président, les autres membres seraient séparément poursuivis, jugés et punis conformément à l'art. 50.

54. Il fait exécuter les lois par les ministres.

55. Il sanctionne, ou rejette les projets de lois adoptés par le corps législatif.

56. Il propose des projets de loix au corps législatif qui les discute. Les ministres ont le droit d'assister aux discussions, et le ministre, dans les attributions duquel rentre le projet en discussion, doit nécessairement y être présent.

57. Tous les actes et décrets du pouvoir exécutif sont signés par le président, contre-signés par le premier secrétaire, et scellés du sceau de l'État.

58. Le pouvoir exécutif commande les forces de terre et de mer.

59. Il publie les instructions qu'il juge convénables, et fait appliquer les lois qui concernent l'ordre public.

60. Il prend aussi, en matière de police, toutes les mesures

nécessaires à la sûreté de l'État, pourvu qu'il en instruise le corps législatif.

61. Du consentement du corps législatif, il peut contracter des emprunts, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, et donner en garantie des biens nationaux.

62. Il peut également, avec le consentement du corps législatif, aliéner une partie des dits biens nationaux.

63. Il nomme les ministres et fixe leurs attributions.

64. Les ministres sont responsables de tous les actes signés par eux. Ils ne doivent exécuter aucune ordonnance, aucun décret, contraires aux droits et aux devoirs proclamés par la présente constitution.

65. Le pouvoir exécutif nomme à tous les emplois du gouvernement près les Puissances étrangères.

66. Il doit instruire le corps législatif de ses rélations avec les États étrangers, et lui faire connaître la situation intérieure de la Grèce.

67. Il révoque les ministres et tous les employés, qu'il a nommés.

68. En cas d'urgence, il convoque le corps législatif en séances extraordinaires.

69. Lorsqu'un crime de haute trahison sera commis, le pouvoir exécutif prendra les mesures extraordinaires qu'il jugera nécessaires, quel que soit le rang des accusés.

70. Il peut encore, dans ce cas, faire, si les circonstances l'exigent, des promotions et des nominations provisoires aux grades militaires, qu'il soumettra à l'approbation du corps législatif, lorsque la tranquillité sera rétablie.

71. Dans ce cas, le conseil présentera aux corps législatif, dans un délai de deux jours, un rapport exact et par écrit des motifs, qui l'on mit dans la nécessité de prendre ces mesures extraordinaires.

72. Comme chef suprême des forces de terre et de mer, il peut aussi, en tems de guerre, prendre des mesures extraordinaires pour pourvoir aux logemens, vivres, habillemens, munitions et à tout ce qui est nécessaire aux armemens de terre et de mer.

73. Il présentera au corps législatif un projet de loi sur les décorations à accorder à ceux qui ont bien mérité de la patrie.

74. Il est chargé d'entretenir des rélations avec les Puissances étrangères; il peut entreprendre et suivre toute espèce de négociation; mais les déclarations de guerre, et les traités de paix ou autres, doivent être soumis à l'approbation du corps législatif.

75. Cependant il peut conclure des trèves de courte durée,

conformément à l'art. 38, sauf la communication qu'il en doit au corps législatif.

76. Au commencement de chaque année, il présentera au corps législatif un état approximatif, et, à la fin de chaque année, un compte exact et détaillé des revenus et des dépenses de l'année courante. Ces deux comptes, seront dressés par le ministre des finances, et accompagnés de toutes les pièces justificatives.

Néanmoins, pour cette année, les comptes seront faits comme il est dit à l'art. 39.

77. Les décisions du pouvoir exécutif sont prises à la majorité des voix.

78. Dans aucun cas et sous aucun prétexte, il ne pourra entrer dans aucune négociation, ni conclure aucun traité capable de porter atteinte à l'indépendance politique de la nation. En cas d'un pareil crime, le président du pouvoir exécutif est poursuivi, déchu et puni conformément à l'art. 53.

79. Il proposera un projet de loi sur l'uniforme des troupes de terre et de mer.

80. Il présentera un projet de loi pour régler la solde des troupes de terre et de mer, et pour fixer les appointemens de tous les employés du gouvernement.

Section II.

Mode de poursuite contre les membres du pouvoir exécutif.

81. Dès qu'une accusation, pour délit politique, portée contre un membre du pouvoir exécutif, est admise par le corps législatif, l'accusé est déchu de ses fonctions; l'instruction et le jugement se poursuivent conformément à l'art. 50.

82. Aucun des membres du pouvoir exécutif ne peut être arrêté qu'après condamnation; en cas de destitution ou d'absence d'un membre, si les voix sont, dans une discussion, également partagées, la voix du président l'emporte.

83. L'accusation contre un ou plusieurs ministres, admise par le corps législatif, entraîne leur destitution, et l'instruction de leur procès est poursuivie conformément à l'art. 51.

84. En cas de crime de haute-trahison, le pouvoir exécutif formera, dans le lieu où siégera le gouvernement, une Commission centrale et extraordinaire, chargée de connaître de ces crimes, jusqu'à la formation du tribunal suprême de la Grèce.

CHAPITRE VI.

Du pouvoir judiciaire.

85. Le pouvoir judiciare est indépendant des pouvoirs législatif et exécutif.

86. Il est composé de onze membres, élus par le gouvernement, qui choisissent leur président.

87. Une loi, sur l'organisation des tribunaux, sera prochainement publiée.

88. Cette loi fixera l'étendue de leur ressort, et les formes générales de procédure qu'ils doivent suivre dans l'instruction des procès.

89. Cette loi sera basée sur les cinq dispositions suivantes :

1°. Un tribunal suprême sera formé et établi dans la ville où siégera le gouvernement. Ce tribunal connaîtra sans appel des crimes de haute-trahison et des attentats contre la sûreté de l'état.

2°. Des tribunaux généraux seront établis dans tous les chefs-lieux des provinces. On pourra appeler des jugemens de ces tribunaux au tribunal suprême.

3°. Il sera établi un tribunal inférieur dans chaque arrondissement. On pourra appeler de leurs jugemens au tribunal général du chef-lieu. Les tribunaux inférieurs ne peuvent point connaître des délits politiques.

4°. Il sera établi, dans chaque commune ou village, un juge de paix, qui connaîtra de toute affaire n'excédant pas la somme de cent piastres, et de tous les différents de famille.

5°. Les juges de paix peuvent être accusés devant les tribunaux d'arrondissement; ceux d'arrondissement devant les tribunaux du chef-lieu, et ceux du chef-lieu devant le tribunal suprême.

90. Le pouvoir exécutif est chargé de former une commission, qui sera composée d'hommes recommandables tant par leurs lumières que par leurs vertus. Cette commission sera chargée de la rédaction des lois, qui formeront les codes civil, criminel, commercial etc. Ces lois seront soumises aux discussions et à l'approbation du corps législatif et du pouvoir exécutif.

91. En attendant la publication de ces lois, les jugemens seront rendus d'après les lois de nos ancêtres, promulguées par les empereurs Grecs de Bysance d'éternelle mémoire, et d'après les lois publiées par le gouvernement actuel.

Quant aux affaires commerciales, le code de commerce français aura force de loi en Grèce.

92. La torture est abolie.

La confiscation est également abolie.

93. Après l'organisation entière du corps judiciaire, aucun citoyen ne pourra être arrêté sans l'ordre spécial du tribunal compétent, sauf le cas de flagrant délit.

CHAPITRE VII.

Articles supplémentaires.

94. Les gouvernemens locaux, établis avant la convocation du congrès national, sont soumis à l'autorité du gouvernement suprême.

95. Corinthe est déclaré le siège du gouvernement provisoire. En cas d'un changement, exigé par des circonstances particulières, ce déplaçement sera décidé par le corps législatif et le pouvoir exécutif.

96. Le sceau de l'État porte, pour emblêmes, Minerve, ornée des symboles de la sagesse.

97. Les couleurs nationales, tant pour les drapeaux de terre que pour les pavillons de mer, sont le blanc et le bleu.

98. L'arrangement des couleurs, dans la formation des drapeaux et des pavillons, sera déterminé par le corps législatif.

99. Le gouvernement doit prendre toutes les mesures pour entourer d'une sollicitude toute paternelle, les veuves et les orphelins des citoyens morts pour la Patrie.

100. Il doit aussi décerner des honneurs et des récompenses pour toutes les actions d'éclat, pour tous les services marquants rendus à la patrie.

101. Quant la Grèce aura conquis la paix et l'indépendance, le gouvernement accordera des récompenses à tous ceux qui ont contribué à la régénération de ce pays, par des sacrifices pécuniaires, et indemnisera tous ceux que leurs efforts généreux, dans ce noble but, auront plongés dans l'infortune.

102. La présente constitution sera imprimée et distribuée dans toute l'étendue de la Grèce. L'original sera déposé aux archives du corps législatif.

(Suivent 59 signatures.)

---

2. *Décret sur la procédure et l'organisation des tribunaux du $^{2}/_{14}$ Mai 1822.*

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA GRÈCE.

Attendu que, d'après le §. 89 de la constitution, on devait publier une loi sur l'établissement des tribunaux;

Attendu que par les §. 25, 26 et 27 de l'organisation de l'administration des provinces grecques, sanctionnée par la loi du 30. Avril sous le n° 12, il a été décidé qu'on établirait des tribunaux dans les provinces et dans les communes;

Attendu qu'il est nécessaire, pour la régularité du service

judiciaire et l'observation constante de la justice, de régler la procédure.

LE CORPS LÉGISLATIF A DÉCRÉTÉ ET LE POUVOIR EXÉCUTIF A SANCTIONNÉ CE QUI SUIT:

Art. 1. Dans tous les tribunaux établis, le réglement, joint à la présente loi, sera observé à la lettre.

2. Ce réglement sera appliqué dans toutes les parties de l'État grec, où l'administration sera successivement introduite.

3. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution de la présente loi, qui sera publiée et insérée au bulletin des lois.

Donné à Corinthe le 2. Mai 1822.

(Suivent les signatures.)

ORGANISATION DES TRIBUNAUX.

Attributions des juges de paix.

Les juges de paix connaissent:

1°. Des affaires civiles et commerciales;

2°. Des délits emportans des peines correctionnelles.

Comme juges de paix, au civil, ils connaissent de toute affaire relative à des objets mobiliers, dont la valeur n'excède pas cent piastres (d'après le §. 95 de la constitution).

Comme tels, ils prononcent, en outre, sur les dommages relatifs à des immeubles d'une valeur quelconque.

Leurs jugements sont sans appel, toutes les fois que la somme en litige n'excède pas cinquante piastres; au-delà de cette somme, les parties peuvent en appeler au tribunal de première instance.

Comme juges de paix, en police correctionnelle, ils connaissent:

1. Des injures;

2. Des querelles, dont il ne résulte pas de blessures, ou des voies de fait graves;

3. Des vols commis pendant le jour, qui n'excèdent pas la somme de cent piastres, et qui ne sont pas accompagnés de circonstances aggravantes;

4. Des usurpations par force ou fraude sur les propriétés;

5. Des entreprises sur les cours d'eaux, commises par fraude;

6. Des dommages causés par fraude et avec préméditation.

Le juge de paix, comme juge en police correctionnelle, décide dans le même jugement des dommages et intérêts.

La punition, qu'il inflige, ne peut pas excéder trois mois de détention, sans fers.

Il peut commuer la peine afflictive en amende pécuniaire, qui n'excédera pas la somme de deux cent cinquante piastres, au profit du trésor public.

Les sentences correctionnelles du juge de paix sont sans appel. Chaque juge de paix a un greffier, qui doit tenir l'état exact des affaires jugées et les autres registres contenant les arrêts et les actes divers.

Le juge de paix, au civil comme au correctionnel, ne peut entendre ni l'accusation du demandeur, ni la justification du défendeur, qu'après une citation expresse, signée par le secrétaire, où sera énoncé le sujet du procès.

Le juge de paix, après avoir entendu contradictoirement les parties, doit prononcer publiquement la sentence, qu'il donne ensuite par écrit. Si l'affaire jugée est sujette à appel, la partie condamnée formera opposition à l'instant, pour que le secrétaire fasse mention, dans la sentence, de l'appel interjeté au tribunal compétent.

Si le défendeur ne comparaît pas, à la suite de la citation qui lui a été faite, le jugement aura lieu par défaut.

Attributions du tribunal de première instance pour les affaires civiles.

Les tribunaux de première instance connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales, excepté celles du ressort du juge de paix. Leurs sentences, dans les affaires de première instance, peuvent être renvoyées à la cour d'appel.

Le tribunal de première instance, prononce, en dernier lieu, sur les jugements du juge de paix dont il a été fait appel.

Il est indispensablement requis que toutes les affaires, portés par devant le tribunal de première instance, soient présentées par écrit, et que la demande de l'ayant cause soit exactement précisée et accompagnée du dossier des pièces justificatives.

Le défendeur, dès qu'il est instruit de la requête, doit répondre par écrit avec les mêmes formalités.

Le tribunal, après la demande et la réponse des parties, désigne le jour de l'audience. Les débats ont lieu de vive-voix ou par écrit, et la sentence est prononcée.

Le condamné, qui veut appeler de la sentence du juge de paix, doit adresser au tribunal de première instance une pétition particulière contenant les détails de ses plaintes. La partie adverse répond à cette pétition, et le juge confirme, modifie ou infirme la sentence du juge de paix.

L'appelant ni l'intimé ne peuvent produire, par devant le tribunal de première instance, aucune pièce justificative, qui n'aurait pas été présentée au juge de paix.

Chaque tribunal de première instance a un greffier, qui tient les registres contenant tous les actes du tribunal.

Attributions du tribunal de première instance, concernant l'instruction des affaires criminelles.

Le tribunal de première instance peut instruire de tous délits, ceux du ressort du juge de paix exceptés.

La partie lésée présente au tribunal une requête pour dénoncer l'injure ou le dommage, en désignant l'auteur, et les preuves du délit, après quoi le tribunal procède immédiatement à l'arrestation du délinquant.

Le tribunal interroge le prévenu avec instance, et procède à la vérification des preuves produites par la partie lésée.

Le prévenu fait sa justification en produisant les preuves, qui peuvent constater son innocence.

Lorsque la mort ou autre accident grave n'a pas été la conséquence du délit, le prévenu peut être relâché sous caution personnelle et pécuniaire, jusqu'à ce qu'il soit réclamé par le tribunal compétent.

Lorsqu'il s'agit de blessures ou de coups, le juge d'instruction doit se rendre sur les lieux pour examiner le blessé.

Quand un délit est commis, le tribunal doit poursuivre l'affaire, quand même la partie lésée ou ses parents ne porteraient pas plainte.

Si l'accusé ne comparaît pas pour se justifier, ou si le tribunal ne parvient pas à le faire arrêter, les juges, même en son absence, examinent les preuves de la partie lésée, et l'instruction terminée, le tribunal de première instance renvoie l'affaire à la cour d'appel, accompagnée d'un rapport.

Attributions de la cour d'appel dans les affaires civiles.

La cour d'appel juge toutes les affaires, portées devant les tribunaux de première instance, dont on a interjeté appel.

Dans les affaires civiles et commerciales, les sentences de la cour d'appel sont définitives, jusqu'à concurrence de quatre mille piastres. Si la somme est excédante, l'affaire est portée devant le tribunal général de la Grèce.

Celui qui interjette appel, tant en matière civile qu'en matière commerciale, doit, dans sa requête à la cour d'appel, préciser ses plaintes contre le jugement du tribunal de première instance.

Le défendeur doit répondre par écrit, et prouver que la sentence du tribunal de première instance était juste. La cour d'appel désignera alors le jour d'audience, et prononcera sur le premier jugement.

Attributions de la cour d'appel dans les affaires criminelles.

Dès que la cour d'appel aura reçu et examiné le rapport du tribunal de première instance, en matière criminelle, elle procède à la révision, si elle la juge nécessaire, ou bien sur la réquisition du plaignant ou du délinquant, et désigne le jour d'audience.

Dans les procès criminels les parties peuvent se défendre soit par écrit, soit de vive voix, et la cour prononce son arrêt en conséquence.

En cas d'évasion du prévenu, la cour d'appel prononce d'après le rapport du tribunal de première instance. L'arrêt de la cour d'appel, dans les affaires criminelles, est définitif, excepté dans celles qui emportent peine capitale ou quasi capitale. En ce cas, le condamné a le droit d'en appeler, dans le délai de trois jours, au tribunal général de la Grèce.

Attributions des notaires.

Chaque commune a un notaire, qui ne peut exercer ses fonctions, sans être dûment nommé et autorisé par le gouvernement.

Le notaire doit avoir ses registres, de minutes séparés, pour y enrégistrer les différentes affaires : il doit écrire l'année en toutes lettres et non pas en chiffres.

Dans toutes les transactions ou contrats, les parties contractantes ainsi que les témoins, doivent se présenter par devant le notaire.

Les payements, mentionnés dans les contrats, doivent se faire par devant le notaire et les témoins. Pour faire un testament, le notaire doit se rendre au domicile même du malade, accompagné des témoins réquis, et faire mention dans le testament de l'état physique et moral du malade.

Donné à Corinthe le 3. Mai 1822.

(Suivent les signatures.)

---

3. *Beschlüsse des Nationalcongresses von Argos vom Jahr 1829.*

PREMIER DÉCRET.

Le congrès a pris connaissance des documens diplomatiques que le président lui a fait communiquer par le secrétaire des affaires étrangères,

Il a fixé plus particulièrement son attention,

1° Sur la note en date du 6 (18) mai, que M. Dawkins,

résident de S. M. B., a adressée, au nom des cours alliées, au gouvernement grec, en lui transmettant le protocole du 22 mars;

2° Sur l'office de LL. EE. les ambassadeurs d'Angleterre et de France, signé à Smyrne, le 9 juin;

3° Enfin, sur les réponses en date des 11 et 24 mai, faites à toutes ces communications par S. Exc. le président;

Considérant qu'en s'acquittant de la tâche si importante et si difficile de répondre à ces communications, le gouvernement s'est fait un devoir de ne point s'écarter des bases que le congrès d'Epidaure a posées relativement à la restauration de la Grèce, dans les instructions du 14 avril 1826, dont il avait muni sa commission diplomatique;

Considérant que les instructions sus-mentionnées expriment d'une manière positive les vœux que forme et que formera invariablement la Grèce sur ses intérêts les plus graves, et que ces vœux sont légitimés par les engagemens qu'elle a contractés devant Dieu ainsi que devant le monde, tant envers elle-même, comme nation, qu'envers chacun des Hellènes qui ont sacrifié leurs foyers et leur fortune, et versé leur sang pour la cause sacrée de la patrie;

Considérant que ces engagemens sont et doivent demeurer inviolables, attendu que l'honneur et la religion les ont prescrits et les sanctionnent;

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. Les principes que le président a suivis dans les réponses qu'il a soumises à la justice des cours alliées, par sa note du 11 (23) mai, et par son mémoire du 24 du même mois (5 juin), sont approuvés.

Art. 2. Le président est autorisé à prendre part aux négociations auxquelles il plaira aux cours alliées de l'inviter, à l'effet de convenir des arrangemens relatifs à l'exécution du traité de Londres, en se conformant toutefois aux principes indiqués dans l'article 1, et en s'appuyant sur les bases posées par le congrès d'Epidaure, dans les instructions du 14 avril 1826.

Art. 3. Les arrangemens dont les cours alliées et le président pourront convenir, ne seront obligatoires pour la Grèce, que lorsque ses députés plénipotentiaires en auront pris connaissance et les auront ratifiés.

Art. 4. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, puis adressé au gouvernement, pour être publié par la voie de la presse, et mis à exécution.

Argos, le 22 juillet (3 août) 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

DEUXIÈME DÉCRET.

Ayant mûrement approfondi les motifs, qui ont légitimé l'acte du conseil législatif en date du 18 janvier 1828;

Ayant pris en considération le compte rendu du gouvernement, en date du 11 courant, ainsi que tous les décrets qui sont relatifs à l'organisation provisoire actuelle de l'état;

Reconnaissant que, vu les circonstances graves dans lesquelles la patrie se trouvait en janvier 1828, ce n'était qu'au moyen d'un système provisoire que l'état pouvait être administré;

Considérant enfin que, dans la crise où est la nation, au moment où elle semble toucher au terme de ses longues souffrances et de ses grands sacrifices, ce n'est encore que par la continuation du même système provisoire, convenablement modifié, qu'elle peut atteindre le but de tous ses efforts, c'est à dire la mise en vigueur de lois fondamentales, posées sur des bases solides;

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. L'acte du conseil législatif donné à Egine, le 18 janvier 1828, est confirmé, sauf les modifications suivantes:

Art. 2. Le panhellénium ayant cessé ses fonctions, conformément à l'article 1 du décret du 20 janvier, qui institue le gouvernement provisoire, ce conseil est remplacé par un autre, également composé de vingt-sept membres, et portant le titre de *sénat*.

Art. 3. Vingt-un des membres du sénat seront choisis par le président de la Grèce, sur une liste de soixante-trois candidats, que lui proposera le congrès.

Le choix de six autres membres est entièrement laissé au président.

Art. 4. Les membres du sénat qu'il faudra remplacer, pour cause de mort ou de démission, le seront par des nominations émanées du président, et faites en conformité de l'article précédent.

Art. 5. Le sénat émettra son opinion sur tous les décrets qui ne seront pas purement administratifs.

A cet effet, le gonvernement, avant de les rendre, lui en communiquera les projets.

Ces décrets auront provisoirement force de loi.

Art. 6. Dans le cas où le sénat ne partagerait pas l'opinion du gouvernement, le décret pourra néanmoins être exécuté, et pour lors, toute la responsabilité devant le congrès national pèsera sur le gouvernement.

Art. 7. Il est fait exception à l'article précédent, pour toute circonstance où il s'agirait de dispositions relatives aux

domaines nationaux, ou à quelque autre mesure que ce soit, ayant trait à la fortune ou aux ressources financières de l'état.

Aucun décret sur ces objets ne sera exécutoire s'il n'a été consenti par le sénat.

Art. 8. Provisoirement, l'ordre judiciaire sera maintenu d'après le système actuel, sauf les modifications que l'expérience pourra conseiller.

Le gouvernement devra pourvoir à ce que, dans le temps, les places de juges soient données à vie, et que le ministère public soit organisé.

Art. 9. Toutes les autres branches de l'administration intérieure de l'état resteront provisoirement établies comme elles le sont, pour tout ce à quoi il n'est point dérogé par les dispositions ci-dessus; mais il pourra y être fait les modifications que l'expérience réclamera.

Art. 10. Le gouvernement est autorisé à organiser son ministère et le sénat actuel de la manière qu'il jugera la plus propre à hâter le moment où la nation sera régie par des lois constitutionnelles et définitives.

Art. 11. Le gouvernement recevra les avis du sénat, pour la révision des actes constitutionnels, pour la rédaction du projet de statut fondamental et pour celle des projets des codes.

Art. 12. Le gouvernement y procèdera en suivant les bases indiquées dans la pièce ci-dessous.

Il convoquera le congrès national actuel, aussitôt qu'il aura terminé ces travaux.

Art. 13. Si, ce qu'à Dieu ne plaise, le président venait à décéder avant que le congrès eût été convoqué, la réunion en serait immédiatement ordonnée par une régence que le président instituera pour ce cas, et à laquelle il aura déféré ses pouvoirs, par un acte en double original, écrit, signé, daté de sa main, et scellé de ses armes.

Ces deux pièces devront être déposées, l'une sur le bureau du sénat, l'autre entre les mains du secrétaire d'état.

Art. 14. Le congrès fait des vœux pour que le président lègue à la régence le tracé détaillé du plan qu'il suit pour la restauration de la patrie.

Art. 15. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, sanctionné, puis adressé au gouvernement, pour être publié par la voie de la presse, et mis à exécution.

Bases d'après lesquelles le gouvernement devra procéder à la révision des actes constitutionnels d'Astros, d'Epidaure et de Trézène, ainsi qu'à la préparation du statut fondamental de l'état et des autres lois définitives.

Art. 1. Le gouvernement se conformera, dans la révision des actes constitutionnels, aux principes adoptés par les congrès d'Astros, d'Epidaure et de Trézène.

Art. 2. Les conditions et les formes de la naturalisation, tant pour les Hellènes non indigènes que pour les étrangers, seront définitivement arrêtées.

Art. 3. Les conditions requises chez les citoyens, pour qu'ils exercent le droit de suffrage, ainsi que les formes d'après lesquelles ils feront usage de ce droit, seront déterminées d'une manière précise et uniforme.

Art. 4. Un sénat, partagé en deux chambres, exercera le pouvoir législatif, avec la coopération du pouvoir exécutif.

Le nombre des sénateurs, le mode d'après lequel les provinces concourront à leur élection, l'organisation de deux chambres, et la part que, conjointement avec le pouvoir exécutif, chacune d'elles devra prendre à la confection des lois, seront clairement déterminés.

Art. 5. Le pouvoir judiciaire sera constitué définitivement, en prenant en considération l'expérience qui sera due au système provisoire actuel.

Les juges seront nommés à vie, et le ministère public, dont les officiers seront amovibles, sera organisé.

Art. 6. Le pouvoir exécutif sera établi selon la pensée qui a dicté les actes de Trézène, sauf les modifications que les plénipotentiaires de la nation croiront devoir adopter, par suite des arrangemens qui seront relatifs à l'exécution du traité de Londres.

Argos, le 22 juillet (3 août) 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les sécretaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

TROISIÈME DÉCRET.

Ayant pris en considération le compte rendu de la commission des finances, le rapport de la commission de révision, ainsi que le budget de l'année courante, arrêté jusqu'au 30 avril 1830;

Ayant examiné les travaux de la commission du panhellénium, relatifs à la dette nationale extérieure;

Et reconnaissant la nécessité de donner au gouvernement les moyens,

1° De procurer à la nation les ressources qui lui sont indispensables, à l'effet de combler le déficit de l'année courante, et de mettre graduellement les revenus de l'état en rapport avec ses besoins;

2° D'organiser, sur des principes sanctionnés par l'expérience, une administration financière qui soit soumise à un contrôle sévère;

3° De remplir les engagemens de la nation envers ses créanciers à l'étranger, envers les marins des îles d'Hydra, de Spezzia et d'Ipsara, envers les braves troupes du Péloponèse et de la Grèce continentale, envers le corps d'armée qui a soutenu si glorieusement le siége de Missolonghi, envers les troupes qui ont servi sous les ordres du vaillant général Karaïskaky, mort glorieusement pour la patrie, ainsi qu'envers les citoyens qui ont fait de grands sacrifices en servant la patrie sur terre et sur mer;

4° De fondre le crédit national, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, sur des bases fixes et solides;

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. Le système de comptabilité, suivi jusqu'ici par le gouvernement, est approuvé. Toutefois, une commission *ad hoc* révisera tous les comptes présentés par la commission des finances et par le commissariat.

Art. 2. L'institution de la banque et l'ordonnance y relative sont sanctionnées.

Des règlemens ultérieurs donneront graduellement à cet établissement le développement dont il est susceptible.

Le gouvernement est autorisé à déterminer un domaine national, et à le lui affecter par hypothèque.

Les actionnaires futurs partageront cette garantie avec les actionnaires actuels.

Art. 3. Le gouvernement est autorisé à continuer ses démarches auprès des cours alliées, afin d'obtenir de leur généreuse munificence la garantie qu'il a sollicitée d'un emprunt de soixante millions de francs.

Art. 4. Dans le cas où les espérances que la nation aime à entretenir à cet égard ne se réaliseraient pas, le gouvernement est autorisé par la nation à contracter, comme il le jugera le plus convenable, un emprunt avec des capitalistes étrangers.

Il pourra affecter au paiement du dividende de ce nouvel emprunt et à l'armortissement du capital, telles ou telles branches des revenus publics, et donner en sus aux prêteurs les garanties qu'offriront les autres ressources nationales.

Art. 5. Le gouvernement s'occupera le plus tôt possible

de la dette extérieure, en consultant le projet qui lui a été présenté sur cet objet.

C'est en prenant l'équité pour base, qu'il devra procéder à des transactions avec les porteurs de bons des emprunts de 1824 et 1825, pour que la nation puisse s'acquitter honorablement de sa dette générale.

Il s'empressera d'achever cette négociation, afin que les domaines de l'état, hypothéqués à ces emprunts, soient enfin libérés.

Art. 6. Le gouvernement ne pourra, durant l'année courante, faire aucun changement aux règlemens existans, soit pour les droits de douane, entrée ou sortie, soit pour les autres branches des revenus publics, tels que dîme, triple dîme (τρίτο δέκατον), etc. Mais il devra procéder sans délai, et avec la coopération du sénat, à la révision de ces mêmes règlemens, afin d'y introduire toutes les modifications qui seront reconnues nécessaires, à l'effet

1° D'établir, dès l'expiration de l'année courante, la répartition la plus égale et la plus équitable possible, des impôts et des droits de douane;

2° De faire cesser la triple dîme, sans priver l'état des ressources qu'il en retire;

3° D'organiser le mode de perception qu'il croira devoir être le moins coûteux pour le trésor et le moins gênant pour les citoyens.

Art. 7. Afin d'utiliser les domaines nationaux, autant que les circonstances actuelles le permettent, le gouvernement prendra des mesures sévères, à l'effet de reconnaître légalement et uniformément l'étendue de ces domaines, ainsi que l'état de toutes les autres propriétés nationales.

Il assignera aussi à chaque commune des terres nationales, dont l'étendue soit en rapport avec le nombre des habitans, et qui se trouvent à leur portée.

Jusques à la confection d'un nouveau règlement, ces terres seront assignées aux différentes communes, ainsi qu'il est établi par les règlemens actuellement en vigueur.

Le gouvernement enfin devra arrêter, avec la coopération du sénat, les dispositions qu'il jugera les plus propres à assurer la conservation et l'amélioration des biens nationaux; ainsi qu'à en augmenter progressivement les revenus, au profit de la caisse publique.

Art. 8. Le gouvernement est autorisé à réformer, avec la coopération du sénat, les lois *sub* n° 10, 14, 37, 39, 42, 43, 44, relatives à la géodésie et à la culture des domaines nationaux, ainsi qu'à régler tout ce qui concerne les pâturages.

Art. 9. Le gouvernement instituera une commission chargée de procéder, dans les formes légales, à l'examen de toutes les questions que les changemens politiques survenus en Grèce pourront faire naître relativement au droit de propriété.

Cette commission opérera d'après les bases que le gouvernement aura posées, avec la coopération du sénat.

Si les parties en litige se conforment à l'opinion de la commission, l'affaire sera ainsi jugée définitivement.

Dans le cas contraire, elle sera portée devant une autre commission, nommée par le gouvernement, qui prononcera en dernier ressort.

Art. 10. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, sanctionné, puis adressé au gouvernement, pour être publié par la voie de la presse, et mis à exécution.

Argos, le 26 juillet (7 août) 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

QUATRIÈME DÉCRET.

Ayant mûrement examiné les communications du gouvernement sur l'état actuel des forces nationales de terre et de mer; partageant les vœux qu'il forme de pouvoir apporter aux règlemens qui concernent l'organisation de ces mêmes forces, les améliorations que l'expérience aura conseillées;

Désirant donner au gouvernement les moyens d'atteindre ce grand but, et d'assurer en même temps un sort honorable aux citoyens qui ont porté et qui porteront les armes sur terre ou sur mer, pour le service de l'état;

Et se conformant aux dispositions du décret du congrès de Trézène, en date du 5 mai 1827, *sub* n° 20;

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. En sa qualité de chef suprême de toutes les forces de terre et de mer, le président est autorisé à apporter aux règlemens, d'après lesquels sont organisées actuellement les troupes régulières, les troupes légères et la marine, toutes les améliorations que l'expérience et le bien du service auront démontrées nécessaires.

Art. 2. Le président est autorisé à mettre en vigueur la loi sur la conscription, en date du 10 septembre 1825, sauf les modifications qu'il jugera nécessaires, afin que cette loi puisse s'exécuter facilement, qu'elle soit applicable à toutes les provinces de l'état, et que le service des milices nationales puisse être utilement organisé.

Art. 3. Il sera accordé à chaque militaire ou marin, qui aura rempli sans reproche ses devoirs, pendant le temps de service qui sera fixé par les règlemens, une récompense en terre proportionnée à son grade.

Art. 4. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, sanctionné, puis adressé au gouvernement, pour être publié par la voie de la presse, et mis à exécution.

Argos, le 26 juillet (7 août) 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

CINQUIÈME DÉCRET.

Désirant donner suite aux dispositions arrêtées par les congrès antérieurs, relativement aux indemnités que la nation doit aux îles d'Hydra, de Spezzia et d'Ipsara, aux militaires qui ont si vaillamment défendu la ville de Missolonghi, à ceux qui ont combattu sous les ordres du général Karaïskaky, d'immortelle mémoire, aux corps de troupes qui ont formé la garnison de l'Acropolis, à celles destinées à en faire lever le siége, aux braves troupes du Péloponèse et de la Grèce continentale, ainsi qu'aux capitaines des trois îles sus-mentionnées;

Ayant pris en mûre considération les mesures par lesquelles le gouvernement actuel a préparé les voies a ce que ces actes de justice puissent s'accomplir;

Reconnaissant qu'indépendamment des ayant-droit aux indemnités ci-dessus, d'autres citoyens, ainsi que des communautés, tant des îles que du continent de la Grèce, ont fait aussi des sacrifices considérables, pour le service de l'état, dans des temps de détresse et de crise, et qu'il est également juste que leurs titres à des indemnités soient pris en considération, et qu'il y soit fait droit;

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. Le gouvernement est autorisé à faire continuer l'examen des titres qu'ont à une indemnité

1° Les îles d'Hydra, de Spezzia et d'Ipsara;

2° Le corps d'armée de Missolonghi;

3° Celui du général Karaïskaky.

Art. 2. Le gouvernement prendra aussi des mesures convenables pour que le même examen soit fait des titres qu'ont à une indemnité les capitaines et les marins des trois îles, les corps de troupes du Péloponèse et de la Grèce continentale, les employés civils, ainsi que les communautés ou citoyens du

continent de la Grèce, qui pourraient avoir également à réclamer des indemnités.

Art. 3. A mesure que l'examen de ces différentes réclamations sera terminé, le gouvernement devra statuer, avec le concours du sénat, sur la valeur de l'indemnité qui sera allouée aux réclamans, ainsi que sur l'époque et le mode du paiement.

Art. 4. Les indemnités ne pouvant être données qu'au moyen des ressources que la nation peut se procurer par un emprunt contracté à l'étranger, par une sage administration des domaines nationaux, et par l'institution d'un grand livre de la dette publique, le congrès autorise le gouvernement,

1° A instituer et à ouvrir un grand livre de la dette publique, sur lequel les ayant-droit à des indemnités de la part de l'état, seront admis à faire inscrire leurs créances liquidées, et l'intérêt légal leur en sera payé annuellement;

2° A prélever le dixième du montant de l'emprunt que la nation espère contracter à l'étranger, et à répartir cette somme entre les créanciers reconnus, à proportion du montant de leurs créances;

3° A disposer graduellement, et en faveur des susdits créanciers, de deux cent mille stremmas de terre, faisant partie des domaines nationaux; en exceptant toutefois les vignes, les plants d'oliviers et les bois de haute futaie. Ces terres ne pourront pas être données en toute propriété aux créanciers, avant que le sort de la Grèce ne soit fixé, et que les domaines nationaux ne soient libérés des hypothèques qui les grèvent actuellement.

Art. 5. Le gouvernement, dans le système de liquidation qu'il adoptera, devra employer concurremment les trois moyens indiqués dans l'article précédent, et procéder, autant que possible, de manière à ce que les engagemens contractés par les congrès précédens soient, avant tout, équitablement remplis.

Art. 6. Afin de donner à l'organisation de la marine nationale une véritable consistance, et pour offrir en même temps aux îles d'Hydra, de Spezzia et d'Ipsara, le moyen de préserver de la destruction les bâtimens qui ont rendu tant de services à la nation, le congrès autorise le gouvernement à acheter ceux de ces bâtimens qui peuvent être employés au service de l'état.

Il en règlera le prix sur une base équitable, et déterminera le mode et les échéances de paiement, d'après les ressources financières dont il pourra disposer.

Argos, le 29 juillet (10 août) 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

SIXIÈME DÉCRET.

Considérant qu'il est de l'honneur national de procurer aux communautés des différentes provinces de l'état les moyens de s'acquitter des dettes qu'elles ont contractées durant la domination musulmane;

Considérant que ce n'est que par l'intervention directe du gouvernement, que ces moyens peuvent leur être fournis:

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. Les dettes que les communautés des différentes provinces de l'état ont contractées envers les particuliers, durant la domination musulmane, seront constatées, et leur montant sera définitivement fixé, ou par les tribunaux, ou par des commissions spéciales mixtes, que les parties intéressées et le gouvernement nommeront de concert.

Art. 2. Une fois que la dette sera équitablement arrêtée, le montant en sera inscrit sur le grand livre de la dette nationale, le créancier en percevra les intérêts, et graduellement le capital, selon les arrangemens dont il conviendra avec le gouvernement.

Art. 3. L'état sera remboursé à son tour par les communautés en faveur desquelles il aura contracté ces obligations.

A cet effet, le gouvernement établira, après avoir recueilli l'opinion des communautés elles-mêmes, et avec le consentement du sénat, tel ou tel impôt, qui puisse graduellement indemniser le trésor des avances qu'il aura faites pour le paiement de ces dettes.

Art. 4. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, approuvé, puis adressé au gouvernement, pour être publié par la voie de la presse, et mis à exécution.

Argos, le 30 juillet (11 août) 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

SEPTIÈME DÉCRET.

Considérant que la dignité de l'état réclame l'émission d'une monnaie nationale, et que la facilité des échanges ne la demande pas moins impérieusement, surtout quant aux pièces de petite valeur, qui permettent d'utiles économies aux consommateurs;

Ayant examiné le projet relatif à la fabrication des monnaies, que le panhellénium a soumis au gouvernement, et qui fixe le taux des monnaies, les symboles et les inscriptions qu'elles doivent présenter;

Ayant porté son attention sur les mesures que le gouvernement a prises pour procurer les machines nécessaires à l'établissement de l'hôtel des monnaies, et sur l'essai qui vient d'être fait pour leur fabrication;

Le quatrième congrès national décrète:

Art. 1. Les mesures que le gouvernement a prises pour l'établissement de l'hôtel national des monnaies, et tout ce qui se rattache aux essais qu'il a fait faire, les symboles du phénix, les rameaux de l'olivier et du laurier, les inscriptions: *Le gouvernement grec*, d'un côté, et de l'autre: *Le président J. A. Capodistrias*, l'alliage et la valeur des monnaies d'argent, d'or et de cuivre, sont entièrement approuvés.

Art. 2. Le gouvernement est autorisé à prendre les mesures qu'il jugera convenables pour donner suite à cette entreprise, et a mettre à exécution, quand et comme il le jugera bon, mais suivant les formes sus-mentionnées, le projet présenté par le panhellénium.

Art. 3. Le gouvernement mettra en circulation la monnaie nationale, qui aura dans le commerce la valeur fixée.

Art. 4. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, approuvé, puis adressé au gouvernement, pour être publié par la voie de la presse, et mis à exécution.

Argos, le 31 juillet (12 août) 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.
Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

HUITIÈME DÉCRET.

Le congrès national se félicite d'être l'organe par lequel la nation remplit le plus cher de ses devoirs, celui d'exprimer sa reconnaissance envers Dieu, qui a fait tant de miracles pour la sauver, envers les souverains alliés qui lui ont prodigué de si grands bienfaits, envers leurs amiraux, envers l'armée d'expédition et son illustre chef, envers tant d'honorables philhellènes des deux hémisphères, qui ont multiplié en sa faveur les preuves de la plus généreuse munificence et du plus parfait dévouement.

Le congrès ne saurait mieux s'acquitter de cette tâche, qu'en autorisant le gouvernement à prendre les mesures les plus propres à transmettre aux générations futures les preuves de la reconnaissance de la Grèce, avec le souvenir à jamais mémorable des événemens qui ont préparé sa restauration.

En conséquence,

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. Lorsque la circonscription territoriale de la Grèce, ainsi que le siége de son gouvernement, seront définitivement établis, et dès que les ressources financières de l'état le permettront, le gouvernement fera ériger dans la capitale une église qui sera consacrée au Sauveur.

Art. 2. Le gouvernement offrira, par une ambassade, aux augustes souverains alliés, l'hommage de la reconnaissance nationale. Cette ambassade s'acquittera des mêmes devoirs envers S. M. le roi de Bavière, tant à raison des différens secours qu'il s'est plu à envoyer en Grèce, qu'à raison des soins paternels dont il honore les enfans grecs qu'il a fait venir auprès de lui afin de pourvoir à leur éducation.

Art. 3. Le gouvernement fera élever deux monumens, l'un à Navarin, l'autre à Pétalidi. Le premier aura pour objet de perpétuer le souvenir de la journée du 8 (20) octobre, journée si féconde en heureuses conséquences. Le second rappellera le jour où l'armée d'expédition a débarqué sur la terre qu'elle a délivrée de la présence de l'ennemi, préservée du retour de la peste, rendue à la culture, et rappelée à la prospérité.

Art. 4. Le gouvernement est autorisé à instituer un ordre de chevalerie, sous les auspices et avec le nom du *Sauveur*.

Il offrira, par les différens insignes de cet ordre, aux amiraux des souverains alliés, au général en chef de l'armée d'expédition, ainsi qu'aux militaires et employés que ces officiers lui désigneront, un nouveau témoignage de la reconnaissance nationale.

Ces mêmes insignes seront également offerts aux philhellènes qui, depuis 1821, se sont dévoués à la cause grecque, et à ceux qui ont contribué à la soutenir par de généreuses souscriptions.

Art. 5. Les noms des philhellènes morts en Grèce pendant qu'ils combattaient pour son indépendance, seront gravés sur un monument érigé dans l'église du Sauveur.

Art. 6. Les noms des philhellènes qui ont participé à la restauration de la Grèce, seront inscrits sur un *album*, qui sera déposé sur le monument sus-indiqué.

Art. 7. *Additionnel.*

Les insignes de l'ordre du Sauveur ne seront, pour le moment, portés que par le président.

Ils seront donnés, comme récompense, aux citoyens qui ont dignement servi la patrie sur terre ou sur mer, ou à ceux qui ont contribué d'une manière quelconque à sa restauration politique, lorsqu'une loi définitive, réglant les rangs, les privilèges, le nombre des membres de cet ordre, et les titres requis chez les citoyens, pour qu'il puisse leur être conféré,

aura été sanctionné par le congrès national; ou plutôt, si le gouvernement le juge convenable.

Art. 8. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, approuvé, puis adressé au gouvernement, pour être publié par la voie de la presse, et mis à exécution.

Argos, le 31 juillet (12 août) 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.
Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

NEUVIÈME DÉCRET.

Considérant que S. Exc. le président, tant avant qu'après son arrivée en Grèce, a consacré aux besoins de la patrie les restes de sa fortune, montant à plus d'un million de piastres turques;

Considérant encore que, attendu la pénurie des ressources de l'état, S. Exc. a fait abandon des douze mille talaris que le panhellénium lui avait offerts pour ses dépenses annuelles, auxquelles elle a pourvu de ses propres deniers; reconnaissant la nécessité de procurer à S. Exc. les moyens indispensables pour maintenir la dignité de son caractère, et subvenir aux besoins du service de sa maison;

Le quatrième congrès national décrète:

Art. 1. Il est alloué à S. Exc. le président J. A. Capodistrias, sur la caisse publique, pour ses dépenses annuelles, la somme de 180,000 phénix en monnaie nationale (30,000 piastres fortes d'Espagne).

Art. 2. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, approuvé, puis adressé au gouvernement pour être publié par la voie de la presse et mis à exécution.

Argos, le 1 (13) août 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.
Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA GRÈCE AU DÉCRET PRÉCÉDENT DU CONGRÈS.

Argos, le 4 (16) août 1829.

Le décret sous n° 9, en date du 1 août, que le congrès vient de me transmettre, fixe le traitement du chef de l'état.

Par ce même décret, le congrès prend en considération le peu que nous avons pu faire en notre particulier, pour prouver

que c'est par des sacrifices et non par des avantages personnels que les Hellènes peuvent s'élever au rang que leur promettent l'indépendance nationale et la liberté.

Nous sommes trop heureux qu'il nous ait été possible de déposer, pour une œuvre aussi sainte, les débris de notre modique fortune sur l'autel de la patrie.

Nous sommes loin de ne pas espérer qu'un jour la nation puisse nous les rendre; mais jusque-là nous nous garderons bien d'aggraver sa situation financière en demandant la restitution des sommes que nous avons avancées.

Nous nous garderons de même d'accepter aujourd'hui le traitement qui est offert au chef de l'état, et tant que nos moyens particuliers pourront nous suffire, nous nous abstiendrons de toucher aux deniers de l'état pour notre besoin.

Lorsque nous y serons forcé par l'épuisement complet de nos ressources, nous aurons recours à la caisse publique, seulement pour lui faire porter les dépenses que nécessite l'exercice de nos fonctions.

Nous y avons mis jusqu'ici, et nous y mettrons invariablement l'économie la plus stricte, car il nous répugnerait de nous procurer à nous-même les agrémens de la vie qui supposent l'opulence, tandis que nous sommes établi au milieu de ruines et entouré de populations entières plongées dans la plus grande détresse.

Vous partagez ces sentimens, Messieurs, et vous venez de le prouver en servant la nation en qualité de ses plénipotentiaires sans recevoir aucun traitement.

Nous aimons à espérer que ceux d'entre vous qui s'associeront au gouvernement dans l'administration provisoire, ainsi que les autres citoyens qui y seront appelés, reconnaîtront avec nous, que, dans les circonstances actuelles, les fonctionnaires publics ne peuvent pas recevoir de traitemens qui soient en rapport avec le degré de l'élévation de la place qu'ils occupent, ni avec les services qu'ils rendent, mais que ces traitemens doivent être strictement calculés d'après les ressources pécuniaires dont le gouvernement peut disposer.

Le président, J. A. CAPODISTRIAS.
Le secrétaire d'état, N. SPILIADIS.

DIXIÈME DÉCRET.

Ayant pris en considération l'article 18 du règlement administratif promulgué par le congrès national de Trézène, qui défend la vente et l'exportation des antiquités du territoire de la Grèce;

Considérant que le gouvernement actuel, en se conformant à l'article précité, a repoussé toutes les demandes qui lui ont été faites relativement à l'exportation de ces objets;

Le quatrième congrès national décrète:

Art. 1. Tout ce qui a été décrété par le congrès national de Trézène contre l'exportation des monumens de l'antiquité est confirmé.

Art. 2. Le gouvernement n'est autorisé qu'à permettre l'exportation des débris d'antiquités et dans le cas seulement où ils seraient demandés comme pouvant contribuer aux recherches archéologiques des instituts scientifiques des différens gouvernemens.

Art. 3. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, sanctionné, puis adressé au gouvernement pour être publié par la voie de la presse et mis à exécution.

Argos, le 2 (14) août 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

ONZIÈME DÉCRET.

Considérant comme un de ses premiers devoirs de porter son attention sur les moyens les plus propres à hâter la restauration morale et politique de la Grèce;

Regardant comme base de cette restauration, la régénération morale des citoyens opérée par les principes de notre sainte religion et d'une solide éducation;

Reconnaissant la nécessité d'assurer au gouvernement les ressources nécessaires pour

1° Améliorer l'état dans lequel se trouve l'église et le clergé;

2° Doter l'orphanotrophe de revenus qui soient en rapport avec le but de son institution;

3° Encourager la propagation de l'enseignement mutuel et établir des écoles normales;

4° Fonder des écoles d'enseignement supérieur, tant pour ceux qui se voueront à l'ordre ecclésiastique, que pour ceux qui voudront servir l'état dans les emplois civils, ou fournir leur carrière dans les sciences, les lettres ou les arts;

5° Établir des imprimeries publiques;

Le quatrième congrès national décrète:

Art. 1. Le gouvernement est pleinement autorisé à recouvrer de la manière qu'il jugera la plus sûre et la plus con-

venable tous les legs que le patriotisme des Grecs, soit indigènes, soit domiciliés dans l'étranger, ont faits ou feront en faveur d'établissemens d'humanité ou d'utilité publiques.

Art. 2. Le gouvernement est autorisé à prendre, de concert avec le sénat, des mesures propres à faire concourir aux établissemens ci-dessus mentionnés, les institutions pieuses qui existent dans l'état.

Art. 3. Le gouvernement instituera une caisse dont il aura la direction immédiate, et dans laquelle seront déposés les fonds provenant des legs et des institutions pieuses, lesquels conformément aux art. 1 et 2, seront exclusivement destinés à l'amélioration de l'état du clergé, à la dotation de l'orphanotrophe, à l'encouragement de l'enseignement mutuel, à l'établissement d'écoles normales, d'imprimeries publiques, d'écoles supérieures tant pour ceux qui se voueront à l'ordre ecclésiastique, que pour ceux qui voudront servir l'état dans les emplois civils, ou fournir leur carrière dans les sciences, les lettres et les arts.

Art. 4. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, sanctionné, puis adressé au gouvernement pour être publié par la voie de la presse et mis à exécution.

Argos, le 2 (14) août 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.
Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

DOUZIÈME DÉCRET.

Considérant que pendant les années de crise qui viennent de désoler la patrie, l'on n'a malheureusement pas été sans voir commettre, par des Hellènes mêmes, des actes attentatoires à la personne ou à la propriété de leurs concitoyens;

Considérant qu'à la vérité la majeure partie de ces actes indique moins la perversité chez leurs auteurs qu'ils ne sont le résultat matériel et nécessaire des évènemens qui se choquaient alors;

Considérant que ne point donner aux parties lésées les moyens d'obtenir réparation, serait un outrage à l'équité, un scandale public et une sorte d'autorisation au désordre;

Considérant, que les faits dont il s'agit ne peuvent être bien appréciés que par des hommes ayant une connaissance intime et détaillée des circonstances de lieu, de personne et de temps auxquels ils sont dus;

Considérant que le nombre, nécessairement restreint, des juges ordinaires, s'oppose à ce que le corps de magistrature

qu'ils forment ait la connaissance minutieuse de ces innombrables détails;

Considérant enfin que les formes solennelles de la justice régulière pourraient porter une nouvelle irritation dans des plaies que le temps a déjà commencé à guérir, tandis que l'action conciliante et toute réparatrice d'une juridiction amiable peut en faire disparaître jusqu'aux cicatrices, pourvu que l'on sache employer avec sagesse les moyens que l'usage a consacrés dans les différentes localités, ou ceux qui peuvent convenir en particulier au rapprochement des familles réciproquement hostiles;

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. Toute affaire entre nationaux, et relative à des actes qualifiés crime ou délit, commis depuis le 28 février 1821 jusqu'à l'installation du gouvernement provisoire dans le courant de janvier 1828, sera jugée en premier et dernier ressort par un tribunal arbitral composé de trois membres.

Art. 2. Chacune des deux parties nommera un juge arbitre. Le troisième membre sera nommé directement par le gouvernement; en conséquence deux voix prévaudront.

Art. 3. Si le plaignant ou le prévenu ne présente pas son arbitre, le gouvernement aura le droit de le nommer.

Art. 4. Les juges arbitres devront avoir dans leurs opérations pour principal but, l'extinction des haines, et pour première règle, l'équité.

Art. 5. La procédure ordinaire sera suivie dans toutes les affaires ci-dessus mentionnées, sauf les modifications que le gouvernement pourra adopter pour toutes en général ou pour chacune de leurs différentes catégories.

Art. 6. Ce tribunal aura la faculté de prononcer définitivement sur toutes les affaires quant aux dommages et intérêts, auxquels la partie plaignante aura prouvé avoir droit; mais tout ce qui concerne l'application de la peine est déféré au gouvernement.

Art. 7. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, approuvé, puis adressé au gouvernement pour être publié par la voie de la presse et mis à exécution.

Argos, le 2 (14) août 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

TREIZIÈME DÉCRET.

Considérant que dans les circonstances où se trouve présentement la patrie, il lui est impossible de s'acquitter du

premier et du plus important de ses devoirs, c'est à dire de mettre à exécution des lois fondamentales posées sur des bases solides;

Ayant pris en considération l'article 3 du premier décret sanctionné le 24 juillet dernier, ainsi que l'article 12 du second décret, et conformément à l'acte du 24 juillet, article 14, séance dixième;

Le quatrième congrès national arrête:

Art. 1. Les membres du congrès national actuel formeront le congrès suivant, qui ne sera qu'une prorogation du présent.

Art. 2. Dès que le gouvernement aura terminé ses travaux relatifs au projet d'une loi fondamentale, ou que les cas prévus par l'article 3 du premier décret l'auront exigé, il convoquera en congrès national les membres qui composent la session actuelle.

Art. 3. Le présent décret sera transcrit sur le registre à ce destiné, approuvé, puis adressé au gouvernement, pour être publié par la voie de la presse et mis à exécution.

Argos, le 2 (14) août 1829.

Le président de l'assemblée, G. SISSINI.

Les secrétaires, J. RIZO. N. CHRYSOGELOS.

---

4. *Collection de dispositions pénales No. XXXIII du Code des Lois, de l'année 1824.*

DES CRIMES ET DES PEINES.

Section I.

Des crimes contre la sûreté publique.

CHAPITRE I.

Des crimes contre la sûreté extérieure de l'état.

§. 1. Sont coupables de haute trahison:

1. Les Grecs qui auront porté les armes contre leur patrie.

2. Quiconque aura entretenu des intelligences avec les puissances étrangères pour les engager à entreprendre la guerre contre la patrie, ou qui aura fait quelque chose tendant à détruire l'indépendance nationale, et la forme du gouvernement.

3. Quiconque aura entretenu des intelligences avec les ennemis de la patrie, à l'effet de faciliter leur entrée dans le territoire de l'état.

4. Quiconque aura livré aux ennemis des villes, forteresses, postes, ports, magasins, vaisseaux de guerre, et tout ce qui appartient à l'état.

5. Quiconque aura fourni aux ennemis du secours en troupes, ou autres choses nécessaires.

§. 2. Le coupable de haute trahison sera puni de mort.

CHAPITRE II.

Des crimes contre la sûreté extérieure de l'état.

§. 3. Les principaux chefs de ceux qui auraient pris les armes, ou qui auraient excité d'autres à prendre les armes, à l'effet de produire la guerre civile, ou de porter le massacre, l'incendie, le brigandage, le pillage, la dévastation sur quelques provinces, ou communes, ou qui auraient formé des conspirations, ou des factions, pour troubler la paix publique, seront punis de mort.

§. 4. Sera puni de mort quiconque aura renversé par l'explosion d'une mine, des forteresses ou autres édifices publics, ou qui aura incendié des munitions, subsistanses, magasins, ou bâtiments de guerre.

§. 5. Est coupable de haute trahison, le citoyen, ou le militaire, qui aura retenu contre la volonté du gouvernement, des forteresses, villes, ou bâtiments de guerre.

§. 6. Quiconque, ayant eu connaissance de complots formés, ou de crimes projetés contre la sûreté de l'état, ne les aura pas révélés dans les vingt-quatre heures au gouvernement local, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

§. 7. Quiconque aura violé les dispositions sanitaires, sera puni de mort.

CHAPITRE III.

Des crimes contre l'exercice des droits civiques.

§. 8. Quiconque, par des moyens violents, aura empêché les citoyens d'exercer leurs droits civiques, sera puni d'un emprisonnement de six mois, à deux ans, et de l'interdiction, pendant cinq ans, de tous droits civiques. Si ce crime a été commis par suite d'un plan concerté, dans une, ou plusieurs provinces, ou communes, les coupables seront punis du double.

§. 9. Quiconque aura dans les élections, acheté, ou vendu un suffrage, sera puni d'interdiction de tous emplois publics, et du droit de voter pendant deux ans.

§. 10. Tout citoyen qui, étant chargé du dépouillement des billets contenant les suffrages des citoyens, sera surpris en fraude, en ajoutant, en soustrayant, ou en falsifiant ces billets, sera puni de l'interdiction de tout emploi public de deux à cinq ans, et d'une amende de cent à cinq cents piastres.

CHAPITRE IV.

Des faux monnoyeurs.

§. 11. Quiconque aura contrefait des billets, au sceau de l'état, ou en aura fait usage, sera puni de mort.

§. 12. Quiconque sans la permission du gouvernement aura fabriqué des monnaies grecques, sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans, et d'une amende de cinq à dix mille piastres.

§. 13. Quiconque aura fabriqué de fausses monnaies sera puni de mort.

§. 14. Quiconque aura fabriqué des monnaies de puissances étrangères, qui ont court légal en Grèce, sera puni de trois à cinq ans, et d'une amende de trois à cinq mille piastres.

§. 15. Quiconque aura exercé le commerce de fausse monnaie, sera puni d'un emprisonnement de cinq ans, et d'une amende de mille à deux mille piastres.

§. 16. Celui qui connaîtrait que l'on fabrique des monnaies sans la permission du gouvernement, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, ou que l'on en débite de fausses, et ne le révélerait pas dans les vingt-quatre heures au gouvernement local, sera puni d'une amende de cent à cinq cents piastres. Mais celui qui l'aura révélé au gouvernement local, sera exempt de peine.

§. 17. Quiconque aura altéré des monnaies, sera puni d'une amende de cent à mille piastres.

CHAPITRE V.

Des faussaires.

§. 18. Quiconque aura contrefait des ordres du gouvernement, ou de quelqu'un de ses fonctionnaires sera puni d'un emprisonnement de deux mois à six ans.

§. 19. Celui qui aura falsifié ou contrefait des passe-ports, sera puni d'un emprisonnement de six mois à un an.

§. 20. Celui qui aura contrefait des signatures, ou des billets, ou altéré la signature d'un autre, ou des chiffres, sera puni d'un emprisonnement d'un à trois ans.

CHAPITRE VI.

Des abus commis par les fonctionnaires publics.

§. 21. Tout fonctionnaire public qui aura illégalement violé la liberté individuelle ou les droits civiques d'un, ou de plusieurs citoyens, ou qui aura émis des ordres contraires à la loi organique, sera puni de destitution et de l'interdiction de tout emploi public pendant dix ans, et subira de plus la peine légale, comme simple citoyen.

§. 22. Tout fonctionnaire du gouvernement, qui dans l'exercice de ses fonctions, aura usé, ou fait user de violences envers quelqu'un, sans motif légitime, sera destitué et puni selon la gravité du délit.

§. 23. Tout officier de justice ou de police, qui se sera introduit dans le domicile d'un citoyen, hors les cas prévus par la loi, et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'une amende de dix à cent piastres.

§. 24. Tout fonctionnaire du gouvernement, qui aura employé la force publique contre l'exécution d'un ordre légal concernant le recouvrement des impôts légitimes, ou contre l'exécution d'une ordonnance de justice, ou contre tout autre affaire, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, et sera interdit de tout emploi public pendant dix ans.

§. 25. Tout fonctionnaire public qui révoqué, destitué, ou interdit de ses fonctions par ordre de gouvernement en aura néanmoins continué l'exercice paiera de cent à mille piastres, et sera puni de l'interdiction des emplois publics de deux à cinq ans.

§. 26. Tout fonctionnaire public, qui aura détenu un citoyen pendant plus de 24 heures, sans lui signifier le motif légal de son arrestation, sera destitué de ses fonctions, et condamné en des dommages et intérêts envers le détenu.

§. 27. Tout citoyen qui sans ordre du gouvernement en aura emprisonné un autre, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et sera condamné en des dommages et intérêts envers le détenu.

CHAPITRE VII.

De la corruption des fonctionnaires publics.

§. 28. Tout juge qui, gagné par des présens ou des promesses, aura jugé injustement en matière civile, sera interdit de ses droits civils pour toujours, et paiera au trésor le double de ce qu'il aura reçu.

§. 29. Tout juge qui, corrompu par des présens, ou des promesses, aura jugé injustement en matière criminelle, sera interdit de ses droits civils, et paiera le double de ce qu'il aura reçu sans qu'il puisse jamais payer moins de cent piastres.

§. 30. Quiconque, par amitié, inimitié, ou tout autre motif aura jugé injustement, sera destitué de ses fonctions, et interdit de tout emploi public de six mois à deux ans.

§. 31. Tout fonctionnaire public qui sera convaincu d'avoir reçu des présens, et d'avoir violé ses devoirs, sera destitué de son emploi, et paiera le double de ce qu'il aura reçu, mais jamais moins de cent piastres.

§. 32. Tout fonctionnaire public qui, corrompu par des présens, aura violé ses devoirs, sera destitué de son emploi.

CHAPITRE VIII.

Résistance et désobéissance envers les autorités constituées.

§. 33. Toute résistance avec violences et voies de fait envers les officiers du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions, si elle est commise par plus de vingt personnes armées, leurs chefs seront emprisonnés et enchaînés d'un à six mois, et paieront de cinquante à cinq cents piastres chacun. Si l'attaque a été faite sans armes, les principaux auteurs seront emprisonnés et enchaînés, d'un à six mois, et paieront de vingt à cent piastres. Si elle n'a été commise, que par une ou deux personnes avec armes, elle sera puni d'un emprisonnement de cinq à vingt jours, et si elle a eu lieu sans armes, chacun des coupables paiera dix piastres.

CHAPITRE IX.

Évasion des détenus.

§. 34. Si par négligence du concierge, quelque détenu s'est évadé, le concierge sera puni d'un emprisonnement de dix à vingt jours; et si le concierge était de connivence avec lui, il sera puni proportionnellement au délit de l'évadé.

§. 35. Quiconque aura procuré aux détenus des instrumens propres à faciliter leur évasion, subira de deux mois à deux ans de prison.

§. 36. Quiconque aura procuré des armes aux détenus, qui par ce moyen se seraient évadés avec violence, si c'est le concierge, il sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans, si c'est un autre, de deux à cinq ans.

Section II.

Des crimes contre la sûreté individuelle.

CHAPITRE I.

Du meurtre.

§. 37. Tout meurtrier avec préméditation sera puni de mort. La même peine sera appliquée à l'infanticide par préméditation.

§. 38. Quiconque aura causé la mort par des substances malfaisantes, sera puni de mort. Si la mort ne s'en est pas suivie, il sera puni d'après le §. 39.

§. 39. Tout individu coupable de meurtre volontaire, mais sans préméditation, sera puni d'un emprisonnement de dix à quinze ans. Le meurtre des pères et mères entraîne toujours la peine de mort.

§. 40. S'il est prouvé que le coupable voulait commettre un meurtre prémédité, et a manqué son but, n'ayant produit que des blessures, il subira un emprisonnement de dix ans, et paiera les frais du blessé. Si le crime n'a pas été commis par préméditation, mais volontairement, le coupable sera puni d'un emprisonnement de cinq ans.

§. 41. Les complices des susdits crimes, seront punis suivant la part qu'ils y auront prise.

CHAPITRE II.

Blessures et coups volontaires.

§. 42. Quiconque aura blessé par préméditation, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

§. 43. Si le coup n'a point produit de mal ou de blessure, le coupable subira un emprisonnement d'un à trois mois, et paiera de vingt à deux cents piastres.

§. 44. Quiconque par breuvages, médicamens, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, subira un emprisonnement de cinq ans. La même peine sera applicable à la femme, qui se sera procuré l'avortement d'elle-même par les moyens ci-dessus.

§. 45. Tout médecin, chirurgien, pharmacien, ou droguiste, qui aura conseillé des médicamens, ou contribué lui-même à l'avortement, subira le double de la peine, si l'avortement s'en est suivi.

§. 46. Si les circonstances ci-dessus produisent la mort de la femme le coupable subira le double de la peine.

§. 47. L'homicide, les blessures et les coups commandés par la légitime défense de soi-même ou d'autrui ne sont pas réputés crimes.

CHAPITRE III.

Homicide et blessures involontaires.

§. 48. Quiconque aura commis un homicide pendant son ivresse, subira un emprisonnement de cinq ans; si l'ivresse a été produite par préméditation, le coupable sera puni d'après le §. 37. S'il n'a produit que des blessures, il subira un emprisonnement de six mois à deux ans.

§. 49. Tout homicide commis par maladresse, imprudence ou inattention, entraîne un emprisonnement de six mois et une amende de deux cents à mille piastres. Que s'il n'a point été suivi de meurtre, mais de blessures seulement, le coupable paiera les frais du blessé.

§. 50. L'homicide commis par un homme en état de démence, ou par un enfant âgé de moins de sept ans, est excusable.

CHAPITRE IV.

Attentats aux mœurs.

§. 51. Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur, sera puni d'un emprisonnement de trois jours à deux mois, ou payera de vingt à deux cents piastres.

§. 52. Quiconque aura commis le crime de viol, ou sera coupable de tout autre attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe, sera puni ainsi qu'il suit.

§. 53. L'homme marié, qui aura violé une fille, sera puni d'un emprisonnement de deux ans, et sera tenu de fournir à la fille une dot proportionnée à sa fortune et à celle de la fille.

§. 54. Tout viol commis du consentement de la fille par un homme marié, sera puni d'un emprisonnement de six mois. Si l'homme n'est pas marié, et que les parties s'accordent, il doit l'épouser, ou payer cinquante piastres à la maison des orphelins.

§. 55. Tout viol commis sur une fille âgée de moins de douze ans, sera puni d'un emprisonnement de trois à six ans, et le coupable fournira à la fille une dot proportionnée à ses facultés et à celles de la fille.

§. 56. Tout viol commis sur une personne de sexe masculin, sera puni d'un emprisonnement de cinq ans. Si le crime ci-dessus, tenté seulement, n'a pu être consommé, il ne sera appliqué que le tiers de la peine.

§. 57. Le mari qui aura entretenu une concubine dans sa maison, et qui aura été convaincu sur la plainte de sa femme, sera tenu d'éloigner sa concubine, et de payer de cent à deux mille piastres.

§. 58. Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

§. 59. Le mari qui sera convaincu d'adultère, subira un emprisonnement de trois mois à un an, ou payera à la caisse publique de cent à deux mille piastres. Sa complice sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an. L'adultère de la femme ne pourra être dénoncé que par le mari.

§. 60. Quiconque, étant engagé dans les liens du mariage en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, payera à la caisse publique de cent à deux mille piastres, et le second mariage sera déclaré nul. Il sera en outre condamné aux dommages-intérêts de la femme, si elle ignorait

une le mari. Si [illegible] dans un premier mariage. Les enfants en seront le seul à la charge du mari.

CHAPITRE V.

Enlèvement des femmes.

§. 61. Quiconque aura par violence enlevé ou fait enlever une fille, sera puni d'un emprisonnement de cinq ans; ses complices payeront chacun une amende de cent piastres.

§. 62. Quiconque aura par violence enlevé, ou fait enlever une femme mariée, sera puni d'un emprisonnement de six ans. Si l'enlèvement a eu lieu du consentement de la femme, celle-ci subira un emprisonnement de six ans, et le ravisseur, s'il est marié, subira un emprisonnement de quatre ans, et chacun de ses complices payera une amende de cent piastres.

§. 63. Celui qui, par violence, aura enlevé ou fait enlever une femme veuve, subira un an de prison, et chacun de ses complices payera une amende de dix à cinquante piastres.

CHAPITRE VI.

Faux témoins.

§. 64. Quiconque sera coupable de faux témoignage, en matière criminelle, correctionnelle ou civile, sera puni de la même peine qu'aura encourue celui contre qui il aura porté le faux témoignage. Le faux témoin subira une peine proportionnée au délit qu'il aura voulu imputer à l'accusé, si la fausseté de son témoignage a été reconnue, avant qu'il ait pu produire son effet. Si le faux témoin a reçu de l'argent, il sera en outre tenu de le restituer à la caisse publique.

CHAPITRE VII.

Calomnies et injures.

§. 65. Si le fait imputé est de nature à mériter la peine d'un long emprisonnement ou de l'exil, le calomniateur sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et payera de cent à deux mille piastres. Si le fait imputé pouvait entraîner la peine de mort, le calomniateur sera, outre les peines susénoncées, interdit à jamais des emplois publics. Dans tout autre cas le calomniateur sera emprisonné d'un à six mois, et sera interdit pendant cinq ans des emplois publics.

§. 66. Quiconque aura injurié ou diffamé quelqu'un par des paroles outrageantes, proférées en public, ou dans quelque assemblée, ou qui aura publié des injures par des brochures imprimées ou par des manuscrits, payera une amende de dix à cinq cents piastres.

Section III.

Crimes et délits contre les propriétés.

CHAPITRE I.

Du vol.

§. 67. Le voleur de grands chemins, qui aura assassiné, sera puni de mort. Autrement il sera puni de dix à dix-neuf ans de prison. S'il y en a eu un grand nombre ensemble, leurs chefs seront punis de mort, et les autres subiront un emprisonnement de dix à dix-neuf ans.

§. 68. Les pirates seront punis d'un emprisonnement de dix à dix-neuf ans, et leurs chefs seront punis de mort.

§. 69. Seront punis d'un emprisonnement de dix-neuf ans les individus coupables des vols commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes:

1° Si le vol a été commis la nuit;

2° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

3° Si les coupables ou l'un d'eux portaient des armes;

4° S'ils ont percé des murs, brisé des portes, escaladé ou usé de fausses clefs, s'ils ont pris le nom de quelque fonctionnaire public, civil ou militaire, ou s'ils on produit de faux ordres du gouvernement;

5° S'ils ont commis le crime avec violence ou menacé d'user de leurs armes.

§. 70. Sera puni d'un emprisonnement de cinq ans, tout individu coupable de vol commis avec violence et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances. Si la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures, la peine sera de quinze ans de prison.

§. 71. Sera puni d'un emprisonnement de cinq ans tout individu coupable de vol commis avec les circonstances de l'art. 4 du §. 69, lors même que l'instrument du vol (tel que la fausse-clef, ou l'échelle etc.) se serait trouvé dans la maison.

§. 72. Les voituriers, bateliers, ou leurs préposés, qui auraient altéré des vins ou tout autre espèce de liquides, seront punis proportionnellement au dommage qu'ils auront causé.

§. 73. Les autres vols non spécifiés dans les articles précédens, et faits de quelque manière que ce soit, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à un an, et d'une amende proportionnée au dommage causé.

CHAPITRE II.

Abus de confiance.

§. 74. Quiconque abusant d'un blanc-seing, qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une décharge ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de cinquante à trois mille piastres.

§. 75. Quiconque aura détruit ou dissipé au préjudice du propriétaire ou de son héritier, des effets, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou tout autre acte, qui ne lui auraient été confiés qu'à titre de dépôt, ou à la charge d'en faire un emploi déterminé, payera une amende de cent à cinq mille piastres, subira d'un mois à un an de prison, et sera tenu des dommages-intérêts de la partie.

§. 76. Quiconque, après avoir produit dans une contestation judiciaire des titres ou tout autre pièce, les aura soustraits de quelque manière que ce soit, payera de vingt-cinq à trois cents piastres.

§. 77. Quiconque aura ouvert ou retenu frauduleusement la lettre d'un autre, sera puni d'un emprisonnement d'un mois, si c'était une lettre particulière, et de six moix, si elle était officielle.

CHAPITRE III.

Incendie et dégradations ou dommages.

§. 78. Quiconque aura volontairement mis le feu à des maisons, magasins de toute espèce, bois d'oliviers, ou aura causé tout autre sorte de dommages considérables, sera emprisonné et enchaîné de dix à dix-neuf ans.

§. 79. Quiconque par négligence aura mis le feu à des maisons, bateaux, récoltes soit abattues, soit sur pied, payera les dommages causés, et subira un emprisonnement de quatre jours à trois mois.

§. 80. Quiconque aura volontairement renversé, de quelque manière que ce soit, des édifices, ponts, ou autres constructions, en tout ou en partie, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et payera en outre les dommages. S'il y a eu homicide il sera puni comme meurtrier; s'il n'y a eu que blessures, le coupable sera puni d'après les distinctions établies à l'article des blessures Sect. II. chap. 2.

§. 81. Quiconque de quelque manière que ce soit aura brûlé ou détruit des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets

de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation ou décharge, sera puni ainsi qu'il suit:

Si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique, la peine sera de cinq à dix ans de prison.

S'il s'agit de toute autre pièce, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un à trois ans, et payera de cent à cinq cents piastres.

§. 82. Quiconque aura empoisonné les chevaux ou autres bêtes de voiture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons etc., sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et payera de dix à trois cents piastres.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

I. Tout individu condamné en matière criminelle, outre la peine corporelle ou pécuniaire qu'il aura à subir, sera de plus tenu de payer les dommages-intérêts de la partie lésée.

II. S'il s'agit d'un homicide, et qu'il y ait des enfans en bas âge de la personne homicidiée, les biens du meurtrier seront affectés aux alimens de ces enfans jusqu'à leur majorité, ou à ceux de ses parens, s'ils sont faibles et dans l'indigence.

SUPPLÉMENT A LA SECTION III. CHAPITRE I.

Du vol.

I. Quiconque aura volé des instrumens aratoires à l'époque de la culture des champs, sera condamné à les restituer, et à recevoir de vingt à cinquante coups de bâton.

II. Quiconque aura volé des bœufs, moutons, chevaux ou toute autre bête, payera le double du prix de la bête volée, et recevra de vingt à cent coups de bâton.

III. Si le garde champêtre vole des fruits qu'il est chargé de garder, il perdra le salaire dû à son service, et payera le prix de ce qu'il aura volé.

IV. Quiconque pour voler des moutons ou bœufs, aura fait disperser le troupeau, sera tenu de payer le dommage qu'il aura causé.

V. Quiconque aura tué des bêtes, de quelque manière que ce soit, sera tenu d'en payer le prix.

Le président du corps législatif, l'évêque THÉODORÈTE.
Le premier secrétaire, J. SCANDALIDI.

Sanctionné:

Le président du corps exécutif, G. CONDOURIOTTI.
Le secrétaire d'état par interim, S. G. RHODIUS.

9. *Procédure criminelle. Décret du 6/18 mai 1829 No. XIII.*

DISPOSITIONS GENERALES.

Art. 1. Dans les affaires criminelles il y a deux espèces d'action, l'action publique et l'action criminelle.

L'action publique pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires à qui elle est confiée par la loi.

L'action publique s'éteint par la mort du prévenu.

L'action civile en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut-être exercée contre ses représentans, par tous ceux qui ont souffert de ce dommage.

Art. 2. Dans le cas où les deux actions ne seraient pas poursuivies en même temps et devant les mêmes juges, l'exercice de l'action civile est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique.

Art. 3. La renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique.

Art. 4. L'une et l'autre action s'éteignent par la prescription.

DE LA MISE EN ACCUSATION.

CHAPITRE I.

Art. 5. Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au commissaire de police de la province dans laquelle ce crime ou délit aurait été commis, ou dans laquelle le prévenu pourra être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignemens, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

Art. 6. Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie, ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis au commissaire de police, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

Le commissaire de police examine d'abord si la plainte est fondée, et alors décide s'il y a lieu à l'accusation. Sont exceptés ceux, qui ont avec le prévenu de la parenté jusqu'au degré qui empêche le mariage.

Art. 7. Tous ceux qui ont souffert du dommage provenant d'un délit ou d'une contravention peuvent intenter une action

contre l'auteur devant le tribunal, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

Le mari peut exercer l'action pour son épouse, et le tuteur pour son pupille.

CHAPITRE II.

PREMIÈRE SECTION.

De la justice correctionnelle.

Art. 8. Les juges de paix connaîtront des contraventions de police et des autres exprimées dans les articles 32 et 33 du décret 8,268 sur l'organisation des tribunaux.

Art. 9. Les citations du juge de paix seront faites, à la requête du commissaire de police, ou de la partie qui réclame.

Il en sera laissé copie aux prévenus, ou à la personne civilement responsable.

Art. 10. La citation ne pourra être donnée à un délai moindre que 24 heures, et s'il y a quelque distance, le délai sera augmenté selon la teneur du troisième article de la procédure civile, à peine de nullité tant de la citation que du jugement qui serait rendu par défaut. Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience avant toute exception et défense.

Art. 11. Les parties pourront comparaître volontairement et sur un simple avertissement du juge de paix sans qu'il soit besoin de citation.

Art. 12. Avant le jour d'audience, le juge de paix pourra, sur la réquisition de la partie qui réclame, estimer ou faire estimer les dommages, dresser ou faire dresser des procès-verbaux, faire ou ordonner tous les actes requérans célérité.

Art. 13. Si la personne citée ne comparaît pas au jour fixé par la citation, elle sera jugée par défaut.

Art. 14. L'opposition au jugement par défaut pourra être faite par déclaration en réponse au bas de l'acte de signification, ou par acte notifié dans les trois jours de la signification.

Art. 15. L'opposition emportera de droit citation à la première audience après l'expiration des délais, et sera reputée comme non avenue, si l'opposant ne comparaît pas.

Art. 16. La personne citée comparaîtra par elle-même, ou par un fondé de procuration spéciale.

Art. 17. L'instruction de chaqne affaire sera publique à peine de nullité. Elle se fera dans l'ordre suivant.

Les procès-verbaux, s'il y en a, seront lus.

Les témoins, s'il en a été appelé par le commissaire de police, ou la partie civile, seront entendus.

La personne citée proposera sa défense et fera entendre ses témoins, la partie civile résumera l'affaire; la partie citée pourra proposer ses observations.

Le juge de paix prononcera le jugement dans l'audience où l'instruction aura été terminée, et au plus tard dans l'audience suivante.

Art. 18. Si le fait ne présente ni délit, ni contravention de police, le tribunal annullera la citation et tout ce qui aura suivi, et statuera par le même jugement sur les demandes en dommages-intérêts.

Art. 19. Si le prévenu est convaincu de contravention de police, le tribunal prononcera la peine, et statuera par le même jugement sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts.

Art. 20. La partie qui succombera sera condamnée aux frais. Les dépens seront liquidés par le jugement.

Art. 21. Tout jugement de condamnation sera motivé. Il y sera fait mention s'il est rendu en dernier ressort ou en première instance.

Art. 22. La minute insérée dans le registre sera signée par le juge qui aura tenu l'audience, dans les 24 heures au plus tard, à peine de prise à partie contre le juge.

SECONDE SECTION.

De l'appel des jugemens du juge de paix.

Art. 23. Les jugemens des juges de paix pourront être attaqués par la voie de l'appel, lorsqu'ils prononceront une peine plus grave qu'un emprisonnement de cinq jours ou une amende de deux talaris, ou lorsque les restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de six piastres fortes d'Espagne outre les dépens.

Art. 24. L'appel sera suspensif.

Art. 25. L'appel des jugemens rendus par le juge de paix sera porté au tribunal de première instance: cet appel sera interjetté au greffe du juge de paix, dans les dix jours de la signification de la sentence.

Art. 26. Le tribunal de première instance statuera en dernier ressort sur les jugemens rendus par les juges de paix et décidera par la majorité des suffrages sans le concours de ses assesseurs.

Art. 27. Sur la requête des parties, les témoins pourront être entendus de nouveau, et il pourra même en être entendu d'autres.

Art. 28. Les dispositions des articles précédens sur la solemnité de l'instruction, la nature des preuves, la forme, l'authenticité, et la signature du jugement, seront communes

à la procédure de première instance et au jugement rendu sur l'appel.

Art. 29. S'il y a contravention aux dispositions précédentes, les peines encourues seront infligées au président et au greffier.

Art. 30. Au commencement de chaque trimestre, les juges de paix transmettront au tribunal de première instance du département l'extrait des jugements correctionnels qui auront été rendus dans le trimestre précédent. Le tribunal de première instance transmettra une copie de cet extrait au procureur général près du tribunal d'appel qui le déposera au greffe de ce tribunal.

CHAPITRE III.

PREMIÈRE SECTION.

De la justice criminelle.

Art. 31. Les tribunaux de première instance connaîtront tous les crimes en première instance.

Art. 32. La partie civile sera tenue d'élire domicile dans la ville où siège le tribunal.

Art. 33. Les plaintes seront présentées par écrit, seront signées par les plaignans; alors elles serviront d'accusation.

Art. 34. Lors de la mise en accusation, le tribunal nommera un de ses juges ou un de ses assesseurs comme juge d'instruction.

SECONDE SECTION.

Des fonctions de juge d'instruction.

Art. 35. Le juge d'instruction rassemblera les traces du crime et prendra tous les renseignemens possibles relatifs à l'inculpé.

Art. 36. Si les soupçons sont graves, et si le prévenu n'est pas présent, le tribunal, sur la requête motivée du juge d'instruction, décernera un mandat d'arrêt.

Art. 37. Si les soupçons ne sont pas graves, le tribunal appelera l'inculpé par un mandat de comparution.

Art. 38. Dans le cas de flagrant délit, le juge d'instruction, fera l'examen du prévenu et communiquera cet examen au tribunal qui pourra décerner l'emprisonnement ou la mise en liberté.

Art. 39. Chaque mandat de comparution ou d'arrêt sera motivé, signé, par le tribunal et le greffier et muni du sceau du tribunal. Le prévenu y sera nommé et désigné le plus clairement possible.

Art. 40. Les mandats seront renvoyés par le tribunal à la

police et seront exécutoires dans tout le territoire. Il ne seront pas cependant exécutés dans les maisons pendant la nuit excepté dans le cas ou leur exécution serait demandée par les habitans de la maison où le prévenu se trouve.

Art. 41. Le prévenu sera examiné au moment de sa comparution sur toutes les circonstances jusqu'alors connues et ses réponses seront écrites avec précision.

Le prévenu peut être présent à tout l'examen.

Art. 42. Si le prévenu ne veut pas répondre, il sera fait mention de son silence et le juge continuera l'examen.

Art. 43. L'aveu sera signé par le prévenu; s'il ne sait pas signer, il en sera fait mention et le signe de la croix remplacera sa signature; s'il s'y refuse il en sera fait mention.

Art. 44. La violence, les menaces et les questions trompeuses ou séductives sont défendues.

Art. 45. Deux témoins appelés l'un par le prévenu et l'autre par le juge seront présens à l'examen des témoins, et, dans les procès-verbaux de chaque acte, signeront avec le juge d'instruction.

Art. 46. Si le prévenu ne fait pas comparaître son témoin dans les 24 heures de sa citation spéciale, le juge continuera la procédure.

Art. 47. S'il y a nécessité, le juge d'instruction s'associera dans l'examen un ou deux experts, instruits des matières relatives au crime.

Art. 48. Le rapport des experts doit être motivé et signé par eux.

Art. 49. Le juge d'instruction citera devant lui par le moyen de la police les témoins indiqués dans la plainte.

TROISIÈME SECTION.

Des témoins.

Art. 50. Le délai de la citation des témoins est de deux jours; s'il y a quelque distance, il sera augmenté selon la teneur du troisième article de la procédure civile.

Art. 51. Toute personne citée pour être entendu en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation, sinon le tribunal pourra la condamner à une amende qui n'excédera pas 100 piastres Turques, et la contraindre par un mandat d'arrêt de comparaître.

Art. 52. Le témoin ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui sur la seconde citation, produira des causes légitimes, pourra être déchargé de l'amende.

Art. 53. Chaque témoin qui demandera une indemnité sera taxé par le tribunal.

Art. 54. Si le témoin réside dans un autre arrondissement,

où s'il se trouve dans l'impossibilité de comparaître, le juge pourra envoyer toutes les demandes nécessaires au juge de paix de son habitation, et ce dernier recevra régulièrement les dépositions, et les enverra écrites, signées par le témoin, homologuées et munies du sceau.

Art. 55. Si le juge du prévenu a besoin d'entendre le témoin, il le citera par le moyen de la police pour l'obliger de comparaître personnellement.

Art. 56. Les ascendans ou descendans soit de la partie civile, soit du prévenu, leurs frères et sœurs, ou alliés au même degré, la femme ou le mari, même après le divorce prononcé, leurs domestiques ou gens salariés, ne seront ni appelés ni reçus en témoignage, sans néanmoins que l'audition des personnes ci-dessus désignées puisse opérer une nullité, lorsque soit la partie civile, soit le prévenu, ne se sont point opposés à ce qu'elles soient entendues. Le juge peut les entendre pour simple renseignement.

Art. 57. Toutes les personnes qui auront été constatées par voie judiciaire comme parjures, faux monoyeurs, faussaires, faux témoins, voleurs ou calomniateurs, ne seront pas reçues en témoignage, si ce n'est pour simple renseignement.

Art. 58. Le témoin avant d'être entendu doit représenter sa citation.

Art. 59. Il prêtera serment sur l'Evangile à l'audience, de dire, sans crainte et sans haine, la vérité, toute la vérité et rien que la vérité, à peine de nullité.

Art. 60. Le juge demandera les noms, prénoms, âge, profession et demeure du témoin, et s'il est domestique, parent ou allié des parties, et a quel degré, et il sera fait mention de son serment et de toutes les demandes et réponses.

Art. 61. Les enfans de l'un et de l'autre sexe, au-dessous de l'âge de quinze ans, pourront être entendus, par forme de déclaration et sans prestation du serment.

Art. 62. Les dépositions seront signées du juge, et du témoin, après que la lecture lui en aura été faite, et qu'il aura déclaré y persister.

Art. 63. Si le témoin ne peut ou ne veut signer, il en sera fait mention.

Art. 64. Aucune interligne ne pourra être laissée dans les dépositions; les ratures et renvois se feront à la fin, et seront signés comme d'après le précédent article, à peine de nullité.

Art. 65. La contravention aux dispositions contenues dans les trois articles précédens sera puni par une demande de 500 piastres Turques contre le greffier, et même, s'il y a lieu, donnera occasion de prise à partie contre le juge.

Art. 66. Le témoin ne sera pas forcé ni menacé, ni soumis à des demandes séductrices, et il ne sera pas tenu de répondre à une demande si la réponse doit être à sa charge.

QUATRIÈME SECTION.

Art. 67. Le juge d'instruction pourra se transporter dans le domicile du prévenu ou dans d'autres lieux suspects, pour y faire la perquisition des papiers, effets, et généralement de tous les objets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité.

Art. 68. Si les papiers ou les effets dont il y aura lieu de faire la perquisition sont loin du siége du tribunal, et si le juge d'instruction ne peut pas s'y transporter personnellement, il requerra le juge de paix du lieu où ils se trouvent, de faire la perquisition et d'en rapporter.

Art. 69. La visite du domicile du prévenu, et d'autres lieux suspects, se fera en présence des témoins dont il est parlé, dans l'article 45, et aussi du prévenu lui-même, s'il le veut.

Art. 70. Si une pièce produite en preuve est arguée de faux, l'écriture sera vérifiée par une collation régulière par des experts, avec des écritures reconnues du même individu.

Art. 71. Pour une plus grande sûreté ceux qui connaissent l'écriture de l'individu seront examinés.

Art. 72. Les experts et les personnes ayant connaissance de l'écriture de l'individu seront intérogés et déposeront séparément.

Art. 73. Après les dépositions des experts, des ayant connaissance, et des témoins, le prévenu pourra les interroger par le juge sur tout ce qui peut lui servir de défense, et les réponses seront écrites.

Du rapport du juge d'instruction.

Art. 74. Le juge d'instruction, lorsqu'il aura rassemblé toutes les preuves, les rapports, et procès-verbaux, enverra au tribunal un rapport motivé, qu'il accompagnera de tous ses procès-verbaux, et de toutes les pièces qui lui auront été consignées.

Art. 75. Si le juge d'instruction est d'avis que le prévenu n'est pas coupable, soit parceque les preuves à charge ne sont pas suffisantes, soit parcequ'il aura été reconnu innocent, il exprimera l'opinion dans son rapport qu'il doit être remis en liberté. Le tribunal approuvera cette opinion, et le mettra en liberté.

Art. 76. Si le fait est reconnu comme crime, et les indices contre le prévenu sont suffisans pour justifier la mise

en accusation, le juge d'instruction, dans son rapport, exposera la nature du crime, et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou atténuer la peine, et si le prévenu fait défaut, il le nommera et le désignera avec toute la précision possible.

CHAPITRE IV.

PREMIÈRE SECTION.

Du tribunal de première instance, connaissant des affaires criminelles.

Art. 77. Dans les cinq jours de la réception du rapport du juge d'instruction, le tribunal remettra le prévenu en liberté, ou prononcera sa mise en accusation.

Art. 78. Si l'opinion du juge d'instruction sur l'innocence du prévenu n'est pas approuvée, ou si le juge d'instruction met le prévenu en accusation, le tribunal avertira l'accusé de toutes les charges contre lui, et l'interpellera d'y répondre dans les dix jours.

Art. 79. Le tribunal pourra aussi lui accorder, sur sa réquisition, un délai de huit jours de plus.

Art. 80. L'accusé aura le droit de prendre communication du rapport du juge d'instruction, et de tout ce qui a été dit ou écrit contre lui.

Art. 81. Dans les trois jours au plus après l'expiration de ce délai, et après la représentation de la défense, l'accusé comparaîtra libre devant le tribunal, accompagné de son conseil et de la partie civile. Le président lui demandera ses noms, ses prénoms, âge, profession, demeure, le lieu de sa naissance, et l'avertira d'être attentif à la lecture de l'accusation et de la défense. Le greffier du tribunal fera cette lecture à haute voix.

Art. 82. Le président commencera l'examen de l'accusé.

Art. 83. Le tribunal, s'il le croit convenable, ou sur la réquisition de l'accusé contenue dans sa défense, pourra entendre les témoins de nouveau, ou même en entendre d'autres.

Art. 84. Les témoins seront entendus à l'audience séparément l'un de l'autre, excepté quand le tribunal croit convenable de les confronter.

Art. 85. Le témoin ne pourra être interrompu. Après sa déposition, les juges, les parties et les conseils pourront lui faire des questions par l'organe du président. Les témoins ne pourront se faire des questions entre eux.

Art. 86. A la suite des dépositions des témoins, le juge d'instruction résumera les chefs de l'accusation, et les preuves

qui les appuyent, et demandera au tribunal l'application de la peine analogue au crime. L'accusé ou son conseil répondra. La réplique sera permise au juge d'instruction, mais l'accusé ou son conseil auront toujours la parole les derniers.

Art. 87. Après la dernière réponse de l'accusé ou de son conseil, le président déclarera que les débats sont terminés, appelera les autres juges dans la chambre du conseil pour y délibérer, et ils ne pourront en sortir qu'après avoir pris une décision.

SECONDE SECTION.

Du jugement et de l'exécution.

Art. 88. La décision se formera à la majorité, à peine de nullité.

Art 89. En cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévaudra.

Art. 90. La minorité ne pourra insérer son opinion aux procès-verbaux du tribunal, ni la publier.

Art. 91. Les juges rentreront ensuite dans l'auditoire, et le président lira publiquement l'arrêt à l'accusé signé par tous les juges.

Art. 92. Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.

Art. 93. Le tribunal fixera dans le même arrêt la peine contre la partie civile, pour fait de calomnie, s'il y a lieu et si elle est demandée, et statuera sur les dommages-intérêts prétendus par l'acquitté. Mais il pourra les liquider à la séance suivante, par un supplément signé aussi bien que l'arrêt et ajouté à la suite de l'arrêt.

Art. 94. Les fonctionnaires publics ne sont pas sujets à des dommages-intérêts pour les dénonciations qu'ils sont tenus de faire, d'après l'article 5.

Art. 95. Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait.

Art. 97. Le tribunal prononcera dans le même arrêt sur les réquisitions pour restitution et dommages-intérêts.

Art. 98. L'accusé, ou la partie civile, qui succombera sera condamné aux frais envers l'État, et envers l'autre partie.

Art. 99. La minute de l'arrêt sera signée par tous les juges dans les vingt-quatre heures au plus, à peine de cinquante piastres Turques d'amende contre le greffier, et de prise à partie, tant contre les juges qui auront manqué de la signer que contre le greffier.

Art. 100. Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra

selon les circonstances, exhorter l'accusé à la résignation, ou à réformer sa conduite.

Art. 101. Il l'avertira de plus de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation, et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit.

Art. 102. Le greffier dressera un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités prescrites ont été observées.

Art. 103. Le procès-verbal sera signé par le président et par le greffier.

Art. 104. Le défaut de procès-verbal sera puni de deux cents piastres Turques d'amende contre le greffier.

Art. 105. L'arrêt sera exécuté par la police sur l'ordre du président, dans les vingt-quatre heures qui suivront le délai fixé pour le recours en cassation; ou, en cas de recours, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt du tribunal qui aura rejeté la demande.

Art. 106. Le greffier fera un procès-verbal de l'exécution de l'arrêt, qu'il écrira en marge de l'arrêt.

Art. 107. Au commencement de chaque trimestre, les tribunaux de première instance transmettront au procureur général du tribunal d'appel, l'extrait des jugemens criminels qui auront été rendus dans le trimestre précédent. Le procureur général le déposera au greffe de ce tribunal.

CHAPITRE V.

De l'appel des jugemens des tribunaux de première instance.

Art. 108. La faculté d'appel appartiendra, 1° au prévenu. 2° A la partie civile, quant à ces intérêts civils. 3° Au juge d'instruction, ou au procureur public près le tribunal d'appel pour l'action publique.

Art. 109. La partie condamnée aura un délai de cinq jours après celui de la prononciation du jugement, pour signifier par écrit son appel au greffe du tribunal.

Art. 110. La partie civile aura le même délai, mais elle n'aura la faculté d'appeler que quant à ses intérêts civils.

Art. 111. Le juge d'instruction, comme remplissant les fonctions du procureur public, pourra appeler par une requête motivée dans les trois jours.

Art. 112. Le procureur public aura la faculté d'appeler dans les vingt jours après celui, où lui aura été notifié le jugement, qui lui sera renvoyé par le juge d'instruction aussitôt qu'il aura été prononcé par le tribunal, qui l'aura rendu.

Art. 113. La requête contenant les moyens d'appel sera remise au greffe du tribunal ou le jugement aura été rendu, et elle sera communiquée de suite par lui au prévenu.

Art. 114. S'il y a appel d'un jugement criminel, quatre membres du tribunal d'appel, y compris le président et deux assesseurs, connaîtront de l'affaire en dernier ressort.

Art. 115. Le tribunal d'appel, sur la réquisition de l'une ou de l'autre des parties, faite au commencement de la procédure, pourra entendre les mêmes témoins qui avaient été examinés par le juge d'instruction.

Art. 116. Les dispositions des articles précédens sur la solennité et la forme de l'instruction, sur la forme et la signature des jugemens, s'appliquent aussi aux jugemens rendus sur l'appel.

CHAPITRE VI.

Des contumaces.

Art. 117. Lorsque après un mandat de comparution ou d'arrêt, l'accusé ne se présentera pas, ou n'aura pu être saisi dans les vingt jours de la signification qui en aura été faite à son domicile, ou lorsque après s'être présenté ou avoir été saisi, il se sera évadé, le tribunal, sur la réquisition motivée du juge d'instruction, décernera un autre mandat portant que l'accusé sera tenu de se représenter dans un nouveau délai de vingt jours, si non, qu'il sera suspendu de l'exercice des droits de citoyen, et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu ou le contumax se trouve.

Art. 118. Ce mandat fera de plus mention du crime et du premier mandat.

Art. 119. Ce mandat sera publié dans le journal du lieu s'il y en a, et proclamé par le crieur; des copies seront affichées à la porte du tribunal, à celle de l'église, à celle du logement de l'accusé, et une copie sera envoyée à la police du lieu de son domicile.

Art. 120. Les délais contenus dans l'art. 117, s'il y a quelque distance, seront augmentés, d'après l'art. 3 de la procédure civile.

Art. 121. Après un délai de dix jours, il sera procédé au jugement de la contumace.

Art. 122. Aucun conseil, aucun avoué ne pourra se présenter pour défendre l'accusé contumax.

Art. 123. Si l'accusé est absent du territoire Grec, ou s'il est dans l'impossibilité absolue de comparaître, ses parens ou

ses amis pourront présenter son excuse et en plaider la légitimité.

Art. 124. Si la cour trouve l'excuse légitime, elle ordonnera qu'il soit sursis au jugement de l'accusé pendant un temps qui sera fixé en égard à la nature de l'excuse et à la distance des lieux.

Art. 125. Hors de ce cas, la cour, après la lecture du rapport du juge d'instruction, de l'acte de notification du dernier mandat, et des procès-verbaux dressés pour en constater la publication, prononcera sur la contumace, et sur la demande civile, s'il y en a.

Art. 126. L'extrait du jugement de condamnation sera, dans les trois jours de la prononciation, affiché par la police à un poteau au milieu de la place de la ville chef-lieu de la province où le crime aura été commis. Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé à la police du domicile du contumax.

Art. 127. Le recours en cassation ne sera ouvert, contre les jugements de contumace, qu'au juge d'instruction, au procureur public près la cour d'appel, et à la partie civile.

Art. 128. En aucun cas, la contumace d'un accusé ne suspendra, ni ne retardera de plein droit, l'instruction à l'égard de ses co-accusés présents.

Art. 129. Si l'accusé se constitue prisonnier, ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace, les procédures, faites contre lui depuis le dernier mandat d'arrêt, seront anéanties de plein droit, et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire.

Art. 130. Si la condamnation par contumace était de nature à emporter la mort civile, et si l'accusé n'a été arrêté ou ne s'est représenté qu'après les cinq ans qui ont suivi l'exécution du jugement du contumax, ce jugement conservera, pour le passé, les effets que la mort civile aurait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusques au jour de la comparution de l'accusé en justice.

Art. 131. Dans le cas prévu par l'article précédent, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent pas être produits aux débats, leur déposition écrite et les réponses écrites des autres accusés du même délit, seront lues à l'audience; il en sera de même de toutes les autres pièces qui seront jugées par le président être de nature à répandre la lumière sur le délit et les coupables.

Art. 132. Le contumax qui, après s'être représenté obtiendrait son renvoi de l'accusation, sera toujours condamné aux frais occasionnés par sa contumace.

CHAPITRE VII.

Des complices.

Art. 133. Les complices seront compris dans le même examen et jugement que les auteurs d'un crime ou délit, et auront les mêmes droits de défense.

Art. 134. Si l'auteur fait défaut, les complices pourront demander par une requête motivée, que le rapport du juge d'instruction soit suspendu, jusqu'à ce que l'auteur soit déclaré contumax. Cette requête n'est pas admissible avant la fin de l'examen.

Art. 135. Si, après l'examen, un autre complice est découvert, le jugement sera suspendu, jusqu'à ce qu'il soit examiné aussi.

CHAPITRE VIII.

De la procédure relative aux délits et crimes commis par des juges dans l'exercice de leur fonctions.

Art. 136. Le tribunal de première instance du département, sur la réquisition des parties, ou du procureur public, connaîtra des délits et des crimes commis par les juges de paix dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 137. Les deux sections du tribunal d'appel réunies connaîtront en dernier ressort, des délits et crimes commis par les juges de première instance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 138. Dans ce cas, les tribunaux suivront les règlements de l'instruction criminelle.

CHAPITRE IX.

Art. 139. L'action publique s'éteint par la mort du prévenu, quoique la peine consiste dans une amende.

Art. 140. Les peines prononcées en matières criminelles, se prescriront par quinze années révolues, à compter du temps de la peine fixée dans l'arrêt. Néanmoins, le condamné ne pourra résider dans la province où demeurent, soit celui sur lequel le crime aurait été commis, soit ses ascendants ou descendants.

Art. 141. Le gouvernement pourra fixer la demeure du condamné.

Art. 142. Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière correctionelle se prescriront par cinq années

révolues, à compter de la date de l'arrêt ou jugement rendu en dernier ressort.

Art. 143. L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la peine de mort, ou toute autre peine aflictive ou infamante, se prescriront après dix années révolues, à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

Art. 144. S'il a été fait, dans cet intervalle, des actes d'instruction ou de poursuite, l'action publique et l'action civile se prescriront après cinq années révolues, à compter du dernier acte.

Art. 145. Dans les deux cas exprimés dans les articles précédents, la durée de la prescription sera réduite à deux années révolues, s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement.

Art. 146. La peine de la privation perpétuelle des droits civils ne se prescrira jamais.

Art. 147. Le Président de la Grèce, en consultant son conseil, pourra sur la recommandation de la cour d'appel, changer la peine de mort en une plus légère.

Art. 148. L'acte par lequel cette grâce est accordée, sera inséré aux procès-verbaux de la cour d'appel.

CHAPITRE X.

De la compétence.

Art. 148. Le droit de statuer sur le crime ou délit et la culpabilité n'appartient qu'au tribunal compétent pour l'application de la peine.

Art. 149. La peine légitime déterminera la compétence, et le juge ne peut pas, en la diminuant, s'approprier la juridiction de l'affaire.

Art. 150. De deux tribunaux compétents pour une et même affaire, celui qui en a connu le premier rendra le jugement.

Art. 151. L'incompétence pourra être proposée dans toute la durée de la procédure, et même dans l'appel.

Art. 152. La peine ne s'applique qu'aux faits dont il est fait mention dans la minute du jugement.

Art. 153. Le tribunal de première instance du département connaîtra des exceptions de la compétence des juges de paix.

Art. 154. Le tribunal d'appel connaîtra de la compétence des tribunaux de première instance.

Art. 155. On connaîtra, par préférence, des exceptions de la compétence qui sont ou locales ou personnelles, ou réelles.

Les exceptions locales ont lieu quand le juge connaît d'un crime ou délit commis hors de son arrondissement; les personnelles, lorsque le juge connaît des crimes ou délits de prévenus qui n'appartiennent pas à sa juridiction; les réelles quand le juge connaît d'affaires, dont la nature n'appartient pas à son tribunal.

Art. 156. L'action de compétence pourra s'intenter tant par la partie civile que par le prévenu.

Art. 157. Cette action motivée sera présentée au tribunal dont la juridiction est contestée, et elle sera transmise par lui au tribunal supérieur d'après les articles 153 et 154. Néanmoins il ne suspendra pas l'examen qui doit se continuer.

Art. 158. Tous les examens que fera le tribunal incompétent seront regardés comme faits par un tribunal compétent.

Art. 159. En matière criminelle ou correctionelle, pour la sûreté publique, ou pour des soupçons légitimes, le tribunal d'appel pourra, sur la réquisition de son procureur général renvoyer la connaissance d'une affaire d'un tribunal à un autre, le renvoi pourra se faire aussi sur la réquisition des parties, mais seulement pour cause de suspicion légitime.

Art. 160. Les exceptions des juges criminels se feront d'après les règlements établis dans la procédure civile.

Pour le Probule, N. RENIERI.

Le secrétaire de la section de l'intérieur, D. PEROUCA.

---

6. *Instruction criminelle du* $^{15}/_{27}$ *août 1830 No. 153.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1. Dans les crimes l'action est double, publique et civile.

L'action publique est pour l'application des peines, et s'exerce par les fonctionnaires publics auxquels la loi l'a confiée.

La mort du prévenu ou de l'accusé éteint l'action publique.

L'action civile est pour la réparation du dommage, et peut être exercée contre les héritiers mêmes du prévenu ou de l'accusé. Elle n'appartient qu'à ceux auxquels le crime a causé un dommage.

Art. 2. Si les deux actions n'ont pas été exercées en même tems devant le même tribunal, l'action civile sera suspendue,

jusqu'à ce qu'on ait prononcé définitivement sur l'action publique.

Art. 3. L'action civile n'existe pas sans l'action publique, à l'exception des cas suivans.

1°. Si le prévenu ou l'accusé est mort;

2°. S'il s'agit d'un adultère sur lequel l'autorité ecclésiastique aura prononcé;

3°. Si, dans le cas d'un rapt, le ravisseur a épousé la fille enlevée;

4°. Les fraudes qui peuvent avoir lieu dans les contracts;

5°. Si la propriété d'une personne est compromise par le fait d'un crime commis par un autre, et que cette personne n'est ni participant ni complice, elle a le droit de prendre part aux deux actions publique et civile, et de défendre séparément sa propriété.

Art. 4. L'action publique s'éteint aussi bien que l'action civile.

Section I.

CHAPITRE I.

De l'accusation.

Art. 5. Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public qui, en exerçant ses fonctions, aura été informé de quelque crime tenté, consommé ou qui se trame, est tenu d'en prévenir sans délai l'officier de police de la province, dans l'arrondissement duquel le crime ou le délit aura été commis, ou le prévenu réside. Il est aussi tenu de donner tous les renseignemens y relatifs.

Art. 6. Toute personne qui aura vu ou entendu parler d'un crime tenté, consommé ou qui se trame contre la sûreté publique, la vie ou propriété d'un particulier, est tenu d'en informer l'officier de police du lieu du crime, et, s'il le sait, de l'endroit où se trouve le corps du délit, des indices ou bien l'accusé.

Art. 7. Sont exceptés ceux qui sont parens du prévenu jusqu'au degré qui empêche le mariage.

Art. 8. Quiconque aura souffert d'un crime ou d'un délit un dommage, peut porter contre l'auteur de ce dommage une accusation devant l'officier de police du lieu où le crime ou délit aura été commis ou devant celui du lieu où le prévenu réside ou séjourne.

Art. 9. Le mari peut accuser pour sa femme. La femme ne peut accuser sans l'autorisation du mari. Le père ou le

grand-père peut accuser pour son fils ou son petit-fils qui est sous sa puissance, et le tuteur pour son pupille.

Art. 10. Toute dénonciation ou toute accusation directe sera signée par l'accusateur, et contiendra toutes les circonstances et la date.

Art. 11. Dans toute accusation particulière l'accusateur peut assister à tous les actes de l'instruction.

Art. 12. L'accusation pour cause d'adultère contre la femme n'est permise qu'au mari ou à son père. Si elle est dirigée contre le mari, ce n'est que le père de son épouse qui peut l'intenter, dans le cas où ce mari entretient une concubine dans sa maison.

Art. 13. L'accusation particulière de l'inceste n'est permise qu'aux ascendans des accusés.

Art. 14. L'accusation particulière contre le viol n'appartient qu'à la personne violée, à ses ascendans et à ses frères.

CHAPITRE II.

De la police.

Art. 15. Autre chose la police d'instruction, et autre chose la police pénale ou correctionnelle. La première a pour objet l'instruction des crimes, en recueillit les preuves, et livre leurs auteurs et les complices aux tribunaux compétens.

CHAPITRE III.

De la police d'instruction.

Art. 16. L'officier de police, aussitôt qu'il sera informé, par un accusateur soit public, soit particulier, d'un crime, est tenu de se porter sans délai sur le lieu où le crime aura été commis.

Art. 17. Il reçoit toute espèce de dénonciations et de plaintes correctionnelles et criminelles, et recherche les traces de tous crimes.

Art. 18. Aussitôt que d'une manière quelconque il sera instruit de la tentative avouée ou de l'exécution d'un crime, il arrêtera le coupable ou les coupables, interrogera la victime, prendra toutes les informations sur le crime, et fera son rapport au tribunal de première instance.

Art. 19. Si l'accusateur est un particulier, il le soumet à un interrogatoire.

Art. 20. En recueillant les traces du crime, l'officier du police est tenu

1°. de faire un rapport au tribunal compétent,

2°. de nommer deux témoins qui assisteront à toutes ses opérations et signeront tous ses actes.

Art. 21. Il ne peut agir qu'en présence de ces témoins.

Art. 22. Si l'accusé est arrêté, il a aussi le droit de nommer un témoin de son côté, et peut recuser à son choix l'un des témoins nommés par l'officier de police qui sera remplacé par celui qui aura été nommé par lui.

Art. 23. Les témoins doivent savoir lire et écrire.

Art. 24. L'accusé arrêté, après avoir subi l'interrogatoire, peut aussi assister à tout acte.

Art. 25. L'accusé, après avoir été interrogé par l'officier de police, peut questionner les témoins qui déposent en sa présence.

Art. 26. L'officier de police doit faire entourer le lieu où le crime aura été commis, jusqu'à ce qu'il s'y présente lui-même.

Art. 27. Il doit interroger la victime ou les victimes.

Art. 28. Il doit interroger l'accusé ou les accusés; et il peut faire des visites domiciliaires pour saisir soit des accusés, soit des effets; mais il ne peut rien transporter sans un inventaire détaillé.

Art. 29. Il doit poursuivre et arrêter non seulement les malfaiteurs pris en flagrant délit, mais encore ceux que la voix publique accuse. Il en poursuit ceux, qui cherchent à s'evader, dans l'intérieur même des maisons et des bâtimens soit publics, soit particuliers, à l'exception

1°. des églises,

2°. des casernes,

3°. des bâtimens destinés aux garnisons.

Art. 30. L'église où se sera réfugié quelqu'un, sera gardée. Celui qui est chargé de l'intendance de l'église est tenu d'engager le réfugié à en sortir volontairement; autrement, si la force publique se voit dans la nécessité d'agir, la responsabilité de toute profanation pésera sur lui.

Art. 31. Si le réfugié résiste, la force publique entre dans l'église, et l'arrête.

Art. 32. Dans ce cas, la résistance, qui oblige la force publique d'agir, établit une circonstance agravante relativement au délit imputé.

Art. 33. Si quelqu'un se réfugie dans une caserne ou un bâtiment de garnison, les sentinelles, sur l'invitation de l'officier de police ou de son remplaçant, sont tenues de l'arrêter; et le commandant militaire doit le livrer à la police.

Art. 34. Si dans l'espace de 24 heures aucun accusateur ne se présente pour une affaire correctionnelle, l'accusé sera mis en liberté.

Art. 35. L'officier de police, aussitôt qu'il aura reçu une accusation pour affaire correctionnelle, livrera sans délai au

juge de paix l'accusé, toutes les pièces relatives au délit et les effets, s'il y en a.

Art. 36. S'il s'agit d'un individu blessé ou mis à mort, l'officier de police est tenu de faire entourer sans délai de la force armée le lieu où se trouve la victime; et par deux experts et en présence de deux témoins, il fera constater le sexe de l'individu, sa condition, son âge et ses qualités distinctives, en outre la nature de la lésion et la manière dont elle a eu lieu. L'acte de l'expertise sera signé des experts, des témoins et de l'officier de police.

Art. 37. Si le lieu où le crime aura été commis présente une trop grande distance du siége du tribunal pour faire l'autopsie du cadavre, l'officier de police ordonnera l'enterrement.

Art. 38. L'accusé peut nommer un expert dans tout acte d'expertise dans le cas où il aura lieu après son arrestation.

Art. 39. Il peut encore demander une seconde expertise, si la première a eu lieu avant son arrestation, afin que les choses qui à ses yeux sont obscures ou altérées, s'éclaircissent.

Art. 40. Si l'accusé est arrêté avant l'enterrement de l'individu mis à mort, il peut proposer une seconde expertise ou un expert; et dans ce cas, l'un des premiers experts y prend place. Et tout débat sur la nature de la lésion et la manière dont elle a eu lieu sera signé des experts, des témoins et de l'officier de police.

Art. 41. Si l'accusé n'est pas présent, l'expertise peut être demandée par un de ses amis ou parens.

Art. 42. Si l'individu blessé ou mis à mort est inconnu aux experts, deux témoins dresseront un procès-verbal pour constater son identité.

Art. 43. L'officier de police est tenu de décrire tout objet trouvé sur le lieu et appartenant à la victime ou à une personne inconnue.

Art. 44. Il est aussi tenu de prendre toutes les dépositions à charge et à décharge sur le crime et sur son auteur.

Art. 45. Il questionne les témoins conformément aux formalités, et fait des confrontations.

Art. 46. L'accusé peut demander la comparution de ceux qui ont déposé avant son arrestation, prendre lecture de leurs dépositions, et questionner chacun d'eux.

Art. 47. Il peut demander leur confrontation avec ses coaccusés, les participans et les complices.

Art. 48. Vu que l'absence de l'instructeur a nécessité l'intervention de l'officier de police, aussitôt que le premier paraîtra, celui-ci cessera ses travaux.

Art. 49. En cas d'autopsie d'un individu blessé ou mis à mort, un médecin chirurgien y assistera à cet effet.

Art. 50. Le médecin est tenu de dresser un procès-verbal sur la manière dont le cadavre est situé, sur celle dont il est habillé, sur les vêtemens qu'il porte, sur l'âge qu'il paraît avoir eu, sur son nom qu'il apprendra en interrogeant ceux qui le connaissent, sur l'état de ses membres endommagés, sur le tems où le crime aura été commis, sur la nature de la blessure, si elle est mortelle non susceptible de guérison, ou mortelle susceptible de guérison, si elle n'est pas mortelle, et si, d'après son opinion, elle a occasionné la mort ou non.

Art. 51. S'il s'agit d'un cadavre trouvé sans blessure, le médecin en fera l'anatomie, et consignera, dans son acte d'expertise, les observations requises, en rapportant

1°. la manière dont le cadavre est situé,

2°. la manière de la coupure,

3°. les membres endommagés,

4°. quel a été l'endommagement,

5°. quelles sont les causes,

6°. s'il est mort de l'endommagement.

Art. 52. S'il s'agit d'un individu blessé et vivant, l'expertise doit de plus contenir un rapport sur les résultats probables à venir et qui seront fondés sur ce qui suit:

1°. la nature de la blessure considérée en elle même;

2°. le tempérament du blessé, dans le cas où il sera bien portant ou mal portant;

3°. son âge.

Art. 53. Dans le cas où les caractères de quelques blessures n'apparaissent pas de suite, et que, soit par leur situation, soit par la qualité de la blessure, elles laissent des doutes, le médecin est tenu de consigner dans son procès-verbal ses doutes. Dans ce cas, il doit en même tems rapporter toutes ses observations comme un tribut dû à la vérité et à la justice sacrée.

Art. 54. Tout objet ou effet trouvé sur le blessé ou sur le cadavre, près de l'un ou de l'autre, ou à une certaine distance, ne sera pas déplacé avant qu'il ne sera décrit d'une manière distincte et avec toute l'exactitude possible en présence de deux témoins.

Art. 55. Quel qu'il soit, cet objet ou effet ne sera pas déplacé avant qu'il n'aura été décrit par deux experts, connaissant la profession à laquelle il appartient.

Art. 56. La description sera aussi exacte que possible, de manière que l'identité de l'objet ou effet soit constatée,

qu'il se distingue d'un objet ou effet semblable, et qu'il ne puisse être changé.

Art. 57. Si l'objet à décrire n'est pas susceptible d'une différence spéciale, comme les monnaies, ou si les différences sont communes, et qu'il en résulte un doute, on trace un signe sur cet objet, afin qu'il ait une distinction absolue, s'il est mêlé avec d'autres semblables.

Art. 58. S'il s'agit d'effets volés, découverts et saisis, pour connaître le vrai propriétaire, l'officier de police en dresse une liste qu'il affiche dans le lieu où le crime aura été commis et dans celui de la résidence du coupable. La liste ne contiendra point les signes distinctifs de ces effets dans la vue de les faire servir à prouver la propriété de celui qui les réclame.

Art. 59. Dans le cas où des pièces écrites seront trouvées sur le cadavre, on en dressera un procès-verbal de la manière suivante:

1°. On désignera la forme du papier, s'il est composé de plusieurs feuilles, d'une feuille ou d'une demie feuille.

2°. On fera un extrait sommaire du contenu, avec la date, s'il en porte une et le nombre des lignes, on rapportera s'il porte des alinéa ou des parties blanches; et s'il est en deux ou plusieurs pages, on en comptera les lignes pour les désigner.

3°. Si la pièce porte des ratures, on les notera toutes et chacune spécialement; on précisera la ligne de la page où elles se trouvent, et on rapportera les mots lisibles avant et après la rature, et de quelle manière chacune a été faite, si ce qui a été raturé est lisible ou intelligible, ou si le contenu est lisible ou intelligible.

4°. On écrira sur la même pièce ce qui suit:

"N°. . .

"Le même trouvé et décrit, avec le même numéro, dans le procès-verbal."

5°. Ce procès-verbal sera signé de l'officier de police, de deux témoins et du secrétaire.

Art. 60. Si l'individu blessé ou mis à mort est connu des experts, deux témoins dressent un procès-verbal pour constater son identité.

Art. 61. Si l'on trouve le cadavre d'un individu dont on ne connaît pas le nom, il affiche sans délai dans l'étendue de son arrondissement les signes apparens du cadavre, les objets ou effets trouvés sur lui ou près de lui, le tems et le lieu où il aura été trouvé; et il invite ceux qui en ont une connaissance de faire leur déclaration.

Art. 62. Si le cadavre est trouvé dans un lieu éloigné, il

sera transporté, après l'autopsie et l'expertise, sur le lieu fréquenté le plus proche, pour faciliter la découverte.

Art. 63. Si le nom de l'accusé n'est pas connu de ceux qui l'auront vu, l'officier de police ou l'instructeur demanderont son signalement par rapport à son âge, sa taille, sa physionomie et ses vêtemens.

Art. 64. Dans le cas où il sera nécessaire de saisir des individus, des effets ou des pièces écrites dans la maison de l'accusé, des complices ou d'autres personnes, on observera dans la visite domiciliaire les règles suivantes:

Art. 65. L'officier de police ne peut entrer dans aucune maison pour faire une visite domiciliaire, qu'accompagné de son secrétaire, de témoins et de l'accusé ou des accusés, s'il y en a et qu'ils y consentent.

Art. 66. S'il s'agit de la maison d'individus qui n'auront pas été enveloppés dans l'accusation ou dénonciation, l'officier de police est tenu de ne faire la visite qu'après la déposition qu'un témoin aura faite par serment sur le motif de cette visite.

Art. 67. Si, à la suite de la visite domiciliaire, on trouve dans la maison l'accusé ou les accusés, on désignera dans le procès-verbal le lieu, où il aura été trouvé, et la manière dont on y est parvenu. Ceux qui occupent la maison signeront aussi le procès-verbal; et dans le cas où ils s'y refuseront, on en fera mention.

Art. 68. Si la visite domiciliaire n'a pour objet qu'une saisie d'effets, rien ne peut être déplacé avant de faire dresser un inventaire spécial et distinctif de chaque effet à part par deux experts destinés à cet effet, et qui en rédigeront un procès-verbal pour chaque objet, et désigneront les distinctions générales de la matière et de la forme et les qualités spéciales pour préciser d'une manière positive l'identité de l'effet qui aura été trouvé.

Art. 69. S'il s'agit de pièces écrites, l'officier de police ne peut rien déplacer. Toutes les pièces relatives à l'instruction qu'il aura trouvées seront cotées sous leur numéro, et comprises dans une liasse qu'il enfermera dans une chambre, dont la clef sera remise à l'accusé ou, en son absence, au propriétaire de la maison. Outre la clef, il y apposera le scellé avec un morceau d'etoffe. Le sceau sera au choix du maître de la maison où la visite aura été faite; et c'est entre ses mains qu'il sera remis. L'officier de police recevra les pièces closes et scellées de cette manière. Le procès-verbal fera mention de l'apposition du scellé, en sorte que dans le cas où le sceau aura été brisé ou changé par le dépositaire, il en reste des preuves de son intégrité, lors de l'instruction juridique.

Art. 70. Il n'y a que l'officier de police qui peut prendre lecture des pièces avant de les sceller (toujours en présence de l'accusé, s'il y en a un et qu'il le veut, et de deux témoins), pour y puiser des informations nécessaires pour l'instruction subséquente par rapport aux personnes et aux choses.

Art. 71. Le procès-verbal désignera avec une exactitude scrupuleuse l'empreinte, toute gravure ou ciselure en bosse et les lettres du sceau qui sera remis au propriétaire de la maison. Le scellé sera apposé sur tous les points où les parties de la liasse se joignent.

Art. 72. Les objets et effets de toute espèce qui auront passé dans les mains de l'officier de police pour l'instruction, seront gardés par lui; et il en sera responsable pour aussi long tems qu'il les aura à sa disposition. Ils seront à la garde de l'instructeur, quand il les aura reçus de l'officier de police, à celle du juge, lorsqu'ils lui seront remis par l'instructeur, et ainsi de suite.

Art. 73. Aucun effet ou objet ne sera rendu avant le jugement définitif.

Art. 74. Pour tous les crimes qui par leur nature ne laissent point des traces, ou dont les traces auront été effacées, l'officier de police s'occupe à trouver les moyens propres à la révélation du crime ou aux signes qui prouveront que l'objet, qui aura été détruit, soustrait ou brulé, a existé. Il tache de plus de découvrir la manière et les causes qui l'ont fait disparaître.

Art. 75. Dans le cas où l'accusateur ou les témoins ne connaissant pas le nom de l'accusé, auront donné son signalement, s'il est arrêté par soupçon, l'officier de police l'emprisonnera, et défendra toute communication avec lui, jusqu'à ce que l'instruction arrive pour en disposer.

Art. 76. L'officier de police a le même pouvoir, et suit les mêmes formalités par rapport à tout malfaiteur résidant dans l'étendu de son arrondissement, et qui aura commis un crime hors de cet arrondissement ou des frontières de l'état; et il fait dans ce cas son rapport au tribunal du département.

Art. 77. Il observe les mêmes formalités dans le cas où un tribunal autre que celui de son département aura demandé une instruction ou une enquête.

Art. 78. Les actes de tous les tribunaux, les citations, significations, mandats, jugemens seront exécutés par la police.

Art. 79. Tout ordre que recevra l'officier de police sera en double, afin qu'une minute soit remise à celui auquel elle sera notifiée. L'officier de police sera tenu de marquer sur cet ordre, qui sera renvoyé à l'autorité qui l'aura rendu, la date

et la manière dont il a été signifié à la partie, s'il a été laissé à sa maison ou à sa boutique, et à quelle personne il aura été remis.

CHAPITRE IV.

De la police exerçant les fonctions de la justice correctionnelle.

Art. 80. Vû que toute accusation correctionnelle doit être d'abord présentée à la police, l'accusateur, s'il veut continuer le procès, est tenu d'obtenir, par une requête de cette autorité qui sera rendu en 24 heures, une citation du juge correctionnel publiée aussi dans d'autres 24 heures.

Art. 81. Le juge ne peut connaître d'aucune accusation correctionnelle, s'il n'y a pas une demande de la part du lésé.

Art. 82. La citation est signée par le juge et le greffier, et remise à l'huissier pour l'exécution.

Art. 83. Si l'accusateur ne comparaît pas pour obtenir la citation, l'accusé, s'il est détenu, est mis en liberté; et celui qui aura intenté l'accusation devant la police, sera condamné aux dommages-intérêts et aux dépenses de l'accusé.

Art. 84. Si celui, qui aura porté une accusation par une requête, révoque sa demande, et que l'accusé y consent, la contestation est supprimée ainsi que toute autre acte de la part du juge qui en fait mention dans son procès-verbal.

Art. 85. Si l'accusé récrimine, le juge donne, à sa demande, une autre citation contre la partie adverse, et instruit les demandes mutuelles, en accordant la première place à celle qui aura été faite la première.

Art. 86. Tout juge de paix est tenu de fixer les délais de ses citations dans la proportion des distances à partir de son siége aux divers lieux de son ressort.

Art. 87. Les parties peuvent comparaître sans citation; et dans ce cas, on fera mention de cette comparution volontaire dans le procès-verbal.

Art. 88. Un jour avant la comparution le juge de paix peut, à la demande de l'accusateur, évaluer les dommages-intérêts, et faire des inventaires et autres actes urgens.

Art. 89. Si l'accusateur ne comparaît pas au jour fixé par la citation, la demande est annullée, et toute procédure sur l'objet en question est défendue. Si l'accusé est présent à l'acte de cette annullation, le juge de paix condamne, à sa demande, l'accusateur aux dépenses et aux dommages-intérêts.

Art. 90. Si l'accusé ne comparaît pas, l'audience est ajournée; et la seconde citation fera connaître cette disposition. Le juge peut en attendant questionner les témoins présens.

Art. 91. S'il ne comparaît pas même après la seconde citation, le juge de paix décerne un mandat d'amener; et en attendant il entend les témoins de l'accusateur.

Art. 92. Si l'accusé est malade, il peut nommer un fondé de pouvoir pour assister aux dépositions. L'audience est remise pour trois jours. En attendant l'exécution du mandat est aussi remise. La même chose a lieu dans le cas d'une maladie de l'accusateur.

Art. 93. Le juge peut ajourner l'instruction d'une affaire pour cause de maladie, et accorder même un double délai.

Art. 94. Lorsque les parties sont présentes, le juge entend la demande, prend les dépositions, entend l'accusé, reçoit sa défense et ses preuves, et prononce dans 24 heures.

Art. 95. L'interrogatoire, les dépositions et tout autre acte ont lieu d'après les formalités générales.

Art. 96. Le juge prononce en même tems dans le même jugement sur les dépenses et les dommages-intérêts des parties, s'il est possible.

Art. 97. Les jugemens seront motivés, et porteront qu'ils sont sujets à l'appel ou non.

Art. 98. Ils seront insérés dans le livre, et signés par le juge.

Art. 99. Le jour d'audience consiste en les heures où le juge de paix est à son siége pour rendre la justice.

Art. 100. Tout juge de paix est tenu de fixer par un règlement le local de ses séances, les heures d'audience, et les délais des significations de toute espèce.

Art. 101. Les jugemens sont publiés dans la salle d'audience le jour d'audience, et à l'heure fixée à cet effet. On fait mention de cette publication.

CHAPITRE V.

De l'appel des jugemens du juge correctionnel.

Art. 102. Les jugemens correctionnels sont sujets à l'appel conformément aux articles 55 et 56 de la loi organique.

Art. 103. Les jugemens des juges de paix sont appelés au tribunal de première instance.

Art. 104. L'appel ajourne l'exécution d'un jugement.

Art. 105. Deux jours après la publication du jugement, l'appelant doit présenter au juge correctionnel une requête motivée pour demander la réparation de ce jugement.

Art. 106. Le juge correctionnel est tenu d'expédier copies des actes, qui ont eu lieu, au tribunal de première instance qui peut demander des explications ou éclaircissemens relativement aux connaissances locales.

Art. 107. Tout acte demandé par le tribunal de première instance se fait par une autorité quelconque, à la réquisition de ce tribunal. Par là sont prévenus les effets de la présomption.

Art. 108. Le tribunal de première instance prend en considération les pièces, et connaît en dernier ressort.

Art. 109. Les jugemens sont adressés à l'officier de police pour l'exécution.

CHAPITRE VI.

Des fonctions de l'instructeur.

Art. 110. L'instructeur criminel prend dans le tribunal toutes les pièces, se dirige sur le domicile de l'officier de police où l'affaire aura été commencée, demande et reçoit de lui toute information.

Art. 111. Toutes les attributions et tous les devoirs prescrits pour l'officier de police par rapport à l'instruction sont les mêmes pour l'instructeur.

Art. 112. Il peut revenir sur tous les actes de l'officier de police susceptibles d'une seconde instruction.

Art. 113. Il est tenu de faire subir un interrogatoire à l'accusateur particulier, s'il est présent, et à l'accusé ou aux accusés.

Art. 114. Après avoir recueilli toutes les preuves sur l'existence du crime et du coupable ou des coupables, l'instructeur rédigera une accusation motivée qui sera signifiée à lui ou à eux, afin qu'il se défende ou qu'ils se défendent dans 10 jours après la signification.

Art. 115. L'instructeur peut leur accorder un délai plus long, s'ils le demandent.

Art. 116. L'accusé a le droit de prendre copie de tous les actes.

Art. 117. Il est tenu de présenter sa défense avant l'expiration du délai.

Art. 118. S'il se propose de produire des témoins ou d'autres moyens en sa faveur, il doit indiquer dans sa défense les sujets sur lesquels il entend que les témoins soient questionnés, accompagner cette défense de toutes les pièces à décharge qu'il aura eues, ou en faire mention, et demander l'expertise, s'il désire en obtenir une.

Art. 119. La défense est signifiée à l'accusateur particulier dans trois jours.

Art. 120. Après la signification à l'accusateur particulier, l'instructeur s'occupe d'instruire ce qui concerne l'accusé, ayant pour point de départ sa défense.

Art. 121. Il appèle les témoins à comparaître, fixe le jour et l'heure de la comparution, et le signifie à l'accusateur et à l'accusé ou aux accusés.

Art. 122. Il questionne les témoins conformément à la loi.

Art. 123. Si les pièces produites nécessitent des confrontations, il les fait conformément à la loi.

Art. 124. L'accusateur particulier peut être présent, et a le droit de questionner le témoin et les experts. L'accusé a le même droit.

Art. 125. Après l'instruction, les preuves et la réplique, l'instructeur signifie à l'accusateur particulier de donner une récapitulation dans huit jours à dater de celui où il aura pris copie des actes, s'il les avait demandés.

Art. 126. Copie de la récapitulation de l'accusateur sera signifiée à chacun des accusés avec un délai de huit jours pour la réplique.

Art. 127. Après la réplique de chacun des accusés, l'instructeur rédige son rapport qu'il adresse au tribunal de première instance.

Art. 128. Il signifie son rapport à chacun des accusés, afin qu'ils fassent leurs observations dans trois jours.

Art. 129. Tout intéressé peut donner par écrit ses observations sur le rapport de l'accusateur.

Art. 130. Après l'expiration du délai donné pour les observations, l'instructeur réunit toutes les pièces du procès qu'il remet au tribunal.

Art. 131. Si l'instructeur ne trouve pas matière pour incriminer l'accusé, il peut, avant de l'obliger à une défense, faire un rapport pour demander le rejet de l'accusation. Il peut encore le faire après la défense de l'accusé. Néanmoins un tel rapport n'est permis à l'instructeur que dans le cas d'une innocence prouvée, soit avant, soit après l'instruction que lui imposent ses fonctions.

Art. 132. Si le tribunal ne partage pas l'opinion de l'instructeur, et qu'il s'agit d'une accusation qui n'aura pas encore été produite, le dernier rédige, à la demande du tribunal, l'acte d'accusation, et procède à ses opérations, comme s'il n'y avait eu un rapport.

CHAPITRE VII.

Du tribunal de première instance, connaissant des affaires criminelles, et de ses jugemens.

Art. 133. En recevant de l'instructeur les pièces du procès, le juge de première instance appèle sans délai les deux conseillers conformément aux formalités prescrites par la loi organique.

Art. 134. Dans le cas d'un éclaircissement nécessaire et indispensable, il peut interroger de nouveau l'accusé, ou demander des explications sur les dépositions et les expertises. Dans ces cas il ordonne la comparution des personnes qu'il veut questionner et en confie l'exécution à l'officier de police du lieu où résident ces personnes.

Art. 135. Dans ce cas, il est tenu d'en indiquer par écrit la cause ou les causes, et de les justifier.

Art. 136. Dans tous les cas indistinctement, on n'agira qu'après la nomination des deux témoins conformément à l'article 20.

Art. 138. Les droits accordés par le *tribunal de première instance* à l'accusateur ou aux accusés, pour questionner les témoins et les experts, sont maintenus de même devant le tribunal de première instance.

Art. 139. Les articles 125 et 126 relatifs à la récapitulation sont maintenus dans le cas de cette nouvelle instruction.

Art. 140. Il n'est permis ni à l'accusateur ni à l'accusé de produire de nouveaux témoins.

Art. 141. Quand le juge de première instance croit nécessaire d'entendre la récapitulation pour un développement fait de vive voix, il permet à l'accusateur particulier et à l'accusé de se présenter à l'audience, et de plaider leur cause soit en personne soit par des avocats. Cette disposition n'est néanmoins obligatoire toutes les fois que dans le sens de l'accusation il s'agit de la peine capitale ou d'une réclusion de plus de 8 ans.

Art. 142. L'instructeur doit être présent, et peut faire des observations, questions, conclusions après la défense même.

Art. 143. Dans ce cas, l'audience est publique.

Art. 144. Il est permis au juge de première instance de questionner les parties ou leurs avocats; et il fait mention de tout dans le rapport.

Art. 145. Le jugement contient le vu des pièces, les preuves de l'existence ou de la non-existence du crime, que le coupable ou les coupables existent ou n'existent pas, et l'application de la peine.

Art. 146. Le jugement est inséré dans le livre, et signé par le juge de première instance. Les conseillers n'ont point de voix. Néanmoins chacun d'entre eux peut, s'il est d'un avis contraire, donner ses raisons au bas du jugement qu'il signe.

Art. 147. Si l'audience est publique, le jugement sera publié dans trois jours après les débats.

Art. 148. Tout jugement sur le fond est publié dans l'audience.

Art. 149. Le jugement acquitte le prévenu qu'il trouve innocent, rejette l'accusation faute de preuves ou condamne. Chacun des trois cas y sera consigné expressément.

Art. 150. Le jugement qui acquitte le prévenu pour l'innocence prouvée est exécuté cinq jours après par la mise en liberté de l'accusé ou des accusés, si les parties intéressées ou l'instructeur n'appèlent pas. Il offre néanmoins caution de se présenter au tribunal, s'il est demandé, jusqu' à ce que le procureur du gouvernement donne sa requête, conformément à l'article 170.

Art. 151. Si le procureur du gouvernement n'interjette pas appel, l'acquitté est définitivement absout et libéré du cautionnement.

Art. 152. Le jugement qui acquitte faute de preuves est exécuté comme ci-dessus. Néanmoins copie de ce jugement sera communiquée à la police.

Art. 153. Il n'accorde jamais des dépenses ni dommages-intérêts contre l'accusateur en faveur du prévenu acquitté.

Art. 154. Quiconque aura été acquitté faute de preuves, sera surveillé par les polices de l'état et pourra être accusé de nouveau dans l'espace de cinq ans.

Art. 155. Dans le cas où le jugement acquitte pour innocence prouvée, le tribunal applique dans la même sentence la peine contre l'accusateur particulier comme calomniateur et accorde les dommages-intérêts et les dépenses en faveur de l'acquitté. La peine de la calomnie est appliquée dans le cas où les moyens, par lesquels l'accusé aura prouvé son innocence, étaient à la connaissance de l'accusateur avant l'accusation.

Art. 156. La liquidation des dommages-intérêts et des dépenses se fait à la suite d'une demande et d'une défense; après quoi le tribunal prononce.

Art. 157. Le jugement sur les dommages-intérêts est considéré comme un supplément du premier jugement; mais il n'est pas suspendu par l'appel du jugement principal.

Art. 158. Celui qui aura été acquitté comme innocent, ne pourra pas être arrêté ni accusé pour le même délit ou crime.

Art. 159. Les dépens de justice relatifs, soit à l'état soit à la partie, sont supportés par celui qui aura perdu ou qui aura exercé l'action civile.

Art. 160. Aussitôt qu' un jugement aura été publié dans l'audience, le greffier est tenu d'en faire quatre copies pour en remettre une à l'accusateur, à l'accusé, à l'instructeur et au procureur du gouvernement près la cour d'appel. La même

chose a lieu dans le cas où il s'agit d'un des actes prescrits par les articles 131 et 132.

Art. 161. Huit jours après avoir reçu le jugement, le procureur du gouvernement est tenu d'en communiquer à la cour suprême une copie, accompagnée de ses observations.

Art. 162. Si aucune des parties n'interjette pas appel contre un jugement, les délais expirés, le procureur du gouvernement est tenu de communiquer à la cour d'appel que le jugement n'a pas été appelé.

CHAPITRE VIII.

Du tribunal d'appel connaissant en second ressort des affaires criminelles, et des jugemens.

Art. 163. Les jugemens du tribunal de première instance peuvent être appelés par les parties, par l'instructeur et par le procureur du gouvernement.

Art. 164. Le délai pour interjeter appel est de cinq jours pour les parties, à dater du jour de la publication du jugement, et de quarante jours pour le procureur du gouvernement à dater de celui de sa communication.

Art. 165. L'appel est fait par écrit au greffe du tribunal de première instance. Il doit être motivé, et contenir le grief tant pour l'affaire principale que pour tout acte incident contre lequel la partie pense faire une demande.

Art. 166. L'appel sera signifié par le tribunal de première instance aux parties intéressées et à l'instructeur, qui sont tenus de répondre par écrit dans cinq jours.

Art. 167. La réponse sera signifiée à l'appelant, qui fera sa réplique dans le même délai; et la contestation sera close.

Art. 168. Le tribunal de première instance renvoie au tribunal d'appel toutes les pièces du procès et celles de l'appel.

Art. 169. Le greffier en donne d'office une note au procureur du gouvernement qui en prend connaissance.

Art. 170. Le procureur du gouvernement appèle seul ou avec l'appelant, et remet la pièce d'appel au greffe du tribunal.

Art. 171. Lorsque le procureur du gouvernement est le seul appelant, le greffier envoie copie de l'appel au tribunal de première instance, qui sera tenu de la signifier sans délai aux parties intéressées, et envoyer toutes les pièces au tribunal d'appel. Le greffier de ce tribunal en donne connaissance d'office au procureur du gouvernement pour qu'il réponde comme appelant.

Art. 172. Les articles 166 et 167 seront observés au tribunal d'appel.

Art. 173. Les dispositions contenues aux articles 134,

135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 seront maintenues au tribunal d'appel. Les fonctions déléguées par l'article 142 seront remplies par le procureur du gouvernement, et celles de l'art. 144 par tout juge.

Art. 174. Les dispositions contenues aux articles 145, 146, 147, 148, 149, 154, 155 et 156 seront observées à la cour d'appel.

Art. 175. Le jugement, aussitôt publié, sera communiqué à la cour suprême et au ministère de la justice.

Art. 176. Dans le cas où les parties et le procureur du gouv. n'auront pas appelé après l'expiration des delais, le procureur du gouv. est tenu de rapporter au tribunal d'appel, qu'il n'y a point eu d'appel.

CHAPITRE IX.

De la cour suprême.

Art. 177. Le mode de procéder au tribunal d'appel pour les affaires appelées des tribunaux de première instance devant elle, sera entièrement observé pour les affaires appelées du tribunal d'appel devant la cour suprême.

Art. 178. Si la demande contre un jugement des tribunaux de première instance ou du tribunal d'appel est faite d'office, ou d'après l'invitation du ministère de la justice, le greffier de la cour suprême sera tenu de la signifier aux parties, qui doivent y répondre dans le délai de cinq jours à compter de la signification. Après cela cesse toute contestation entre les parties.

Art. 179. Dans toute circonstance le tribunal d'appel doit être invité à soutenir ses jugemens par écrit.

Art. 180. Les arrêts de la cour suprême seront communiqués au ministère de la justice aussitôt qu'ils seront rendus.

Les mêmes règles de procéder seront observées soit que la cour suprême prononce en cassation, soit en troisième ressort.

CHAPITRE X.

Du tribunal d'exception.

Art. 181. Toute accusation imputée contre un fonctionnaire public doit être présentée devant le secrétaire du gouvernement du département duquel il relève. Il n'y aura lieu à poursuivre qu'avec l'ordre du gouvernement.

Art. 182. On procédera de même pour les crimes de lèse-majesté.

Art. 183. Le procureur du gouvernement fait ses dévoirs.

Art. 184. Les formalités que l'instructeur et la première commission suivront par rapport à l'instruction seront les

mêmes que celles établies pour les tribunaux de première instance.

Art. 185. Quelque soit le jugement rendu sur le fond par la première commission, il doit être sur le champ transmis à la seconde commission.

Art. 186. Dans la seconde commission on suivra pour l'instruction les mêmes formes que celles établies pour le tribunal d'appel.

Art. 187. Le jugement de la seconde commission est en dernier ressort.

CHAPITRE XI.

De la compétence.

Art. 188. Le tribunal criminel connaît des récusations de la compétence, qui sont personnelles, réelles ou relatives au ressort.

Art. 189. La récusation est relative au ressort lorsque le juge connaît d'un crime ou délit commis hors de son ressort.

Art. 190. Elle est personnelle lorsqu'il connaît de crimes ou délits commis par des personnes non sujettes à sa juridiction.

Art. 191. Elle est réelle lorsqu'il connaît des affaires qui par leur nature ne sont pas soumises à son tribunal.

Art. 192. La demande pour la récusation peut être faite par l'accusé ou par l'accusateur.

Art. 193. La récusation de l'autorité correctionnelle ne peut suspendre que le jugement.

Art. 194. La récusation de l'autorité criminelle ne peut suspendre l'instruction de l'affaire jusq' au rapport de l'instructeur.

Art. 195. Elle doit être faite par une requête motivée avant toute défense; elle doit être communiquée à celui qui aura droit d'y répondre.

Art. 196. Le tribunal de première instance prononce sur les récusations des juges de paix qui dépendent de son ressort.

Art. 197. Le tribunal d'appel prononcera sur les récusations faites contre la compétence des tribunaux de première instance.

Art. 198. Toutes les instructions, qui auront été faites par un tribunal non compétent, seront considérées comme si elles avoient été faites par un tribunal compétent.

Art. 199. En matière criminelle le gouvernement peut sur la demande de l'une des parties ou du procureur du gouvernement ou sur le rapport du secrétaire de la justice, après

avoir eu l'avis de son conseil, renvoyer la connaissance d'une affaire d'un tribunal à un autre de la même qualité.

CHAPITRE XII.

Des formalités sur la rédaction.

Art. 200. Le chapitre XXIX de la procédure civile sur les formalités de rédaction sera appliqué à l'instruction criminelle.

CHAPITRE XIII.

De la récusation des juges.

Art. 201. Tout juge peut être récusé

1°. pour les motifs établis aux art. 216. 218. 220. relatifs aux témoins.

2°. si le juge à des intérêts sociaux avec l'une des parties, avec ses ascendans et descendans, ou ceux de leurs épouses.

3°. s'il a intenté un procès criminel contre l'une des parties, ses ascendans ou descendans, ou ceux de leurs épouses.

4°. s'il a été accusé de l'une des parties.

Art. 202. Tout juge qui saura cause de récusation en sa personne, sera tenu de la déclarer au juge de première instance le plus voisin, qui décidera s'il doit s'abstenir.

Art. 203. La récusation doit être faite avant la défense; elle ne peut suspendre les fonctions du juge jusqu'à cette défense.

Art. 204. Le tribunal de première instance connaît en dernier ressort des récusations des juges correctionnels.

Art. 205. Le tribunal de première instance connaît aussi en dernier ressort de toute récusation faite contre le juge de première instance le plus voisin.

Art. 206. S'il s'agit d'un membre du tribunal d'appel, les deux autres en connaîtront; si les juges récusés sont deux, la connaissance en appartient à la cour suprême.

Art. 207. Toute récusation doit être communiquée à la partie adverse, qui peut répondre dans le délai de trois jours.

CHAPITRE XIV.

Des cautions.

Art. 208. Le juge peut pendant l'instruction mettre provisoirement en liberté le prévenu moyennant caution solvable de se présenter au tribunal aussitôt qu'il sera requis.

Art. 209. La caution ne sera pas admise pour les crimes contre la sûreté de l'état intérieure ou extérieure, pour ceux d'assassinat prémédité, de vol commis avec force, de viol ou enlèvement de filles, et de faux en écriture ou en témoignage.

Art. 210. La caution sera donnée pour une somme, dont la quotité sera décidée par le juge selon la gravité du crime. Elle ne pourra être au-dessous de 600 Phoenix (100 P. F.), ni au-dessus de 6000. (100 P. F.)

Art. 211. La caution doit être solvable pour l'exécution. Outre la solvabilité de la caution et la garantie de ses biens-fonds, l'autorité qui a reçu la caution sera aussi responsable.

CHAPITRE XV.

Des Preuves. Des témoins.

Art. 212. Celui qui produit des témoins doit énoncer les sujets par articles distincts, clairs, précis, portant une date et la manière sur chacun de ces sujets, il indiquera le nom et prénom des témoins, le nom de leur père, leur profession et leur domicile.

Art. 213. Le délai de leur citation sera fixé par l'autorité dans la citation même selon la saison et la distance.

Art. 214. Si le témoin demeure dans l'arrondissement, où le crime aura été commis, il sera cité de comparaître, mais s'il réside hors de l'arrondissement, le juge pourra commettre, pour recevoir la déposition, l'autorité de l'arrondissement, où il réside, et l'envoyer. Le prévenu ou les prévenus peuvent nommer leur fondé de pouvoir pour assister à l'audition des témoins et faire valoir leur droit de récusation et de questions. C'est dans ce cas surtout, que la déposition doit être prise en présence de deux témoins qui doivent y signer.

Art. 215. Toute personne citée pour être entendue en témoignage, sera tenue de comparaître à la citation, si non elle sera condamnée au payement des dépens sur le premier défaut; au second défaut elle sera punie d'une amende, qui ne pourra être au-dessous de 20 Phoenix, ni au-dessus de 200. Si à la troisième citation elle persiste à ne pas comparaître, elle sera punie d'un emprisonnement qui ne pourra être au-dessous de 50 jours, ni au-dessus d'une année.

Art. 216. Les personnes qui ne peuvent être citées comme témoins, sont les ascendans et descendans de l'accusateur ou de l'accusé, leurs frères ou alliés du même degré, le mari et la femme, même après la solution du mariage s'il en éxiste des enfans, et leurs domestiques sous gage.

Art. 217. Le juge peut prendre la déposition sans serment des personnes ci-dessus indiquées, sauf les ascendans, descendans, le mari et la femme, pour simple renseignement.

Art. 218. Seront récusés comme témoins, ceux qui auront été convaincus juridiquement comme parjures, faux-monnoyeurs, faux-témoins, faussaires, voleurs ou calomniateurs.

Art. 219. Les confesseurs ne sont pas obligés pour ce qui connaissent par la confession.

Art. 220. Les avocats pour ce qui concerne les conseils qu'ils ont donnés aux parties.

Art. 221. Les mineurs jusqu'à l'âge de 15. ans sont dispensés de prêter serment.

Art. 222. La récusation doit être faite avant la déposition et durant l'instruction.

Art. 223. Le témoin avant d'être entendu doit produire la citation qui lui aura été donnée pour déposer.

Art. 224. Le juge lui demandera son nom, prénom, âge, profession et domicile, aprés cela lui fera lecture des art. 216 et 217, et lui demandera s'il y a quelque cause de récusation en sa personne; s'il répond que non, on lui fera savoir qu'il doit prêter serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité pour toutes les demandes faites et à faire. Aprés cela le juge s'adressera au prévenu, pour lui demander s'il y a quelque récusation à faire de sa part, et on fera mention de la demande et de la réponse. Si le témoin est récusé et la récusation est légitime, il sera entendu sans prêter serment. Puis seront prises en considération les preuves pour la récusation produites par le prévenu. L'autorité examine les preuves et prononce sur la légitimité ou non de la récusation. Si elle est inadmissible, le témoin sera cité pour prêter serment conformément à la formalité prescrite par l'art. 225.

Forme de serment.

Art. 225. Je jure sur le saint évangile, que j'ai dit et que je dirai toute la vérité, rien que la vérité pour toutes les demandes faites et à faire.

Art. 226. Toute demande sera claire, précise et directe. La réponse sera écrite avec les mots dont le répondant se servira.

Art. 227. Toute violence ou menace et les demandes suggestives sont interdites. Il ne doit pas répondre à toute demande qui pourra être à sa charge.

Art. 228. Le témoin sera clairement interrogé, de quelle manière il connaît l'affaire.

Art. 229. La déposition faite, l'accusé pourra par l'organe de l'autorité faire des questions du témoin, qui doit y répondre toutefois qu'elles seront bien faites.

Art. 230. Aprés la déposition, qui doit être écrite en entier et sans aucune omission on en fera lecture au témoin et on lui demandera :

1°. Si les demandes et les réponses ont été écrites comme il les a prononcées.

(On écrit sa réponse.)

2°. Si toutes les demandes et les réponses sont écrites.

(On écrit sa réponse.)

Art. 231. La déposition sera signée à chaque page du témoin, s'il sait écrire, de l'autorité, du greffier et des deux témoins qui y auront assisté.

Art. 232. Si le témoin ne sait point écrire, il fera le signe de la croix et mention en sera faite.

Art. 233. Aucun interligne ne pourra être fait. Tout changement ou addition sera fait dans l'instant même, sans toucher à ce qui aura été écrit, si les changemens ou les additions ont lieu lors de la lecture de la déposition. Dans ce cas ils seront écrits à la suite de toutes les demandes et réponses ou parcequ'elles ont été mal-saisies dès le commencement, ou parcequ'il a éte observé ensuite, qu'elles avaient besoin de quelqu' explication ou modification.

Art. 234. Aucune addition ne sera admissible lorsque le témoin aura quitté l'auditoire.

Art. 235. Le témoin ne pourra être interrompu; les observations seront faites après par ceux, qui auront droit de faire des questions.

Art. 236. Les témoins déposeront séparément l'un de l'autre, sauf le cas de confrontation.

Art. 237. Les dépositions données par écrit seront inadmissibles.

Art. 238. Tout certificat donné par une autorité hors de ses fonctions sera inadmissible.

Art. 239. L'accusé pourra indiquer le cas, qui indique l'affection ou la haine du témoin envers lui ou envers l'accusateur.

Art. 240. Le juge doit prendre en considération le caractère des témoins, leur réputation, et s'ils sont dignes de foi.

Art. 241. Il peut se présenter des récusations, qui peuvent rendre suspectes les dépositions des témoins par l'illusion produite par les sens.

Art. 242. Dans le cas que l'illusion des sens soit frauduleuse le témoin sera accusé de faux et auront lieu les dispositions contenues aux art. 270, 271 et 272.

Art. 243. Dans le cas où la déposition influe au décernement légal du magistrat, auront lieu les dispositions contenues aux art. 273 et suivans jusqu'au 279.

Art. 244. En cas de telle récusation, si l'accusé se trouve en prison, celui qui instruit statuera s'il doit y demeurer ou non.

Art. 245. Dans le cas prévu par l'article 236, si dans les dépositions des témoins produits par les deux parties, il y a des contradictions, qui ne pourront être conciliées et qui feront paraître que les témoins de l'une des parties sont faux, dans ce cas auront lieu les dispositions contenues aux art. 270, 271 et 272.

Art. 246. Les dispositions contenues aux art. 288, 289, 291, seront observées dans toute accusation de faux en témoignage faite pendant l'instruction.

CHAPITRE XVI.

Des preuves par écrit.

Art. 247. Dans toutes les accusations de faux en écriture on procédera d'après le chapitre IX. de la procédure civile.

CHAPITRE XVII.

De l'instruction.

Art. 248. L'aveu du crime fait foi; c'est à la sagesse et aux lumières du juge d'examiner avec attention toutes les circonstances qui y auront rapport.

Art. 249. Lorsqu'il n'existe pas un corps de crime l'interrogatoire sera considéré comme conjecture.

Art. 250. La déposition est indivisible; néanmoins si les circonstances que l'accusé aura cité prouvent sa fausseté, il sera tenu de prouver toutes les circonstances qui y ont rapport.

CHAPITRE XVIII.

De l'alibi.

Art. 251. On entend par alibi un fait existant à un tems et lieu certains, qui détruit l'existence contraire de ce même fait dans le même tems mais dans un lieu différent.

Art. 252. L'alibi concerne la personne de l'accusé ou celle des témoins.

CHAPITRE XIX.

De l'alibi par rapport à l'accusé.

Art. 253. L'alibi produit par l'accusé en sa faveur, ne pourra être admis qu'autant qu'il serait proposé dans le premier interrogatoire.

Art. 254. Il ne pourra pas être admis si l'interrogatoire est fait après le cas prévu par les art. 314 et 315.

Art. 255. L'officier de police ou l'instructeur sera tenu sous sa propre responsabilité d'interroger l'accusé en détail sur le lieu où il se sera trouvé tel jour à telle heure; sur les personnes qui se seront trouvées dans ce lieu, ou de celles

qui pourront déposer pour lui, et de toutes les circonstances de son séjour dans ce même lieu.

Art. 256. Lorsque l'alibi aura été produit légalement, l'instructeur sera tenu de placer sans délai l'accusé et les témoins produits dans un lieu assuré, et prendre les précautions nécessaires pour empêcher toute intelligence qui pourra avoir lieu entre eux, ou avec d'autres personnes, sauf celui qui aura été chargé par l'instructeur de pourvoir à leurs besoins.

Art. 257. Les témoins à charge et à décharge, s'ils n'ont pas déposé, seront entendus aussitôt que possible d'après la loi séparément l'un de l'autre mais sans prêter serment.

Art. 258. Les témoins produits par l'accusateur seront entendus avant ceux qui déposeront pour l'alibi;

Art. 259. Le juge est tenu avant de questionner les témoins de l'alibi sur le fond de l'affaire, de les interroger

1°, si depuis le jour où la crime aura été commis ils ont eu quelqu' intelligence avec celui qui propose l'alibi;

2°. si dans le même tems ils ont eu quelque communication avec des amis intimes ou des parens jusqu'au quatrième degré de celui qui propose l'alibi; et s'ils ne se sont point entretenus de l'accusation dont il s'agit.

Art. 260. Après l'instruction le juge sera tenu de faire la première demande ci-dessus à celui qui propose l'alibi et lui demander ce qu'il connaît à l'egard de la seconde.

Art. 261. Si au délai de trois jours l'accusateur n'apporte aucune preuve constatant cette intelligence directe ou indirecte, ou le juge n'aura pu par une autre voie se procurer aucune preuve, dans ce cas les témoins de l'alibi seront entendus.

Art. 262. Si l'instructeur est convaincu d'une intelligence directe ou indirecte, les témoins seront renvoyés sans être entendus.

Art. 263. Dans l'instruction des témoins produits pour l'alibi, l'instructeur est tenu de faire d'avance des questions précises sur les circonstances intérieures et extérieures concernant 1°. le lieu; 2°. le tems; 3°. l'objet et la cause du sejour de l'accusé et des témoins dans ce tems et lieu; 4°. la manière dont l'objet de ce séjour aura pris naissance; 5°. les circonstances accidentelles relatives au fait ou aux manières; 6°. les circonstances accidentelles qui auront participé à cet objet.

Art. 264. 24 heures après la première instruction l'instructeur sera tenu d'en faire une seconde en renversant l'ordre des demandes.

Art. 265. 24 heures après la seconde instruction l'instructeur sera tenu de faire aux témoins des interrogations suggestives, ces interrogations suggestives n'auront lieu qu'au-

tant qu'un ou plusieurs témoins qui prétendent être présens au fait dont il s'agit, auront déposé contre l'alibi.

Art. 266. Dans l'instruction des témoins produits pour l'alibi, les témoins à charge pourront être présens et faire, de même que l'accusé, lorsqu'il sera tems des questions aux témoins et à celui qui les aura proposé; ils ont aussi le droit de faire des récapitulations.

Art. 267. La proposition et l'instruction sur l'alibi ne suspendent pas les fonctions de l'instructeur.

Art. 268. Le tribunal de première instance, après avoir eu le procès-verbal et le rapport de l'instructeur, sera tenu de continuer l'instruction s'il y a des contradictions entre les témoins pour et contre l'alibi. S'il n'y en aura pas, il commettra à l'instructeur de l'arrondissement où les témoins résident, ou à une autre autorité, de leur donner lecture de leur interrogatoire et d'en prendre le serment qu'ils ont dit la vérité, toute la vérité; après cela les témoins proposés pour l'alibi seront mis en liberté. Le tribunal après avoir reçu le serment et le procès-verbal procédera à l'instruction et au jugement de l'affaire principale.

Art. 269. L'acte qui aura déclaré la non-existence de la contradiction ne pourra être appelé qu'après le jugement.

Art. 270. Si dans les dépositions le tribunal trouve des contradictions positives sur le tems, le lieu et la manière, il sera tenu de décerner, si les témoins à charge ou les témoins à décharge seront accusés de faux. Il dressera à cet égard l'acte requis, et y sera compris le mandant ou les mandans, s'il en existe, de faux-témoin.

Art. 271. La pièce avec le procès-verbal sera expédiée au procureur du gouvernement qui le remettra à l'autorité compétente.

Art. 272. Cette autorité en fera le renvoi à un autre tribunal de première instance qui procèdera contre les accusés de faux en témoignage.

Art. 273. L'affaire principale sera suspendue jusqu'à ce que l'accusation de faux sera jugée en dernier ressort.

Art. 274. Dans l'instruction de l'accusation de faux en témoignage, les témoins qui y auront été contraires pourront nommer leurs fondés de pouvoir pour y être présens. L'accusé devra nécessairement y assister en personne à moins qu'il ne se soit évadé.

Art. 275. L'accusé qui aura proposé l'alibi, ne pourra être mis en liberté sous caution, si la loi l'autorise, avant que les témoins proposés soient entendus.

Art. 276. Si celui qui aura proposé l'alibi s'est évadé de la prison avant que les témoins soient entendus, il ne pourra

plus profiter de la proposition de l'alibi et les témoins proposés ne seront plus entendus.

Art. 277. Si le second tribunal condamne en dernier ressort ou acquitte faute de preuves les accusés, il renvoie le procès-verbal et le jugement au tribunal de première instance qui connaîtra du fond de l'affaire.

Art. 278. Si le jugement acquitte les accusés de faux en témoignage, les témoins qui soutenaient le contraire seront condamnés, et la peine sera prononcée dans le même jugement; néanmoins cela ne pourra avoir lieu que dans le cas où il y aura des contradictions évidentes.

Art. 279. Dans ce cas le même tribunal connaît aussi du fond de l'affaire.

CHAPITRE XX.

De l'alibi par rapport aux témoins.

Art. 280. L' alibi pourra être proposé contre tout témoin, soit à charge soit à décharge.

Art. 281. Il doit être proposé trois jours avant que la récapitulation soit présentée à l'instructeur. Celui qui l'aura proposé doit se rendre dans un lieu de sûreté.

Art. 282. Les témoins produits pour l'alibi seront mis sans délai dans un lieu de sûreté pour y être soigneusement gardés.

Art. 283. Les témoins contre lesquels on aura produit un alibi seront toujours libres. Après une condamnation du tribunal de première instance, fût elle même susceptible d'appel, ils seront mis en prison; selon les circonstances l'instructeur ou le tribunal de première instance pourront ordonner autrement.

Art. 284. Les témoins de l'alibi seront entendus d'une autre manière.

Art. 285. Les dispositions contenues aux art. 259 — 266 seront observées.

Art. 286. Aussitôt que l'alibi aura été proposé contre un témoin, et qu'une accusation de faux en témoignage aura été intenté contre le témoin ou les témoins en contradiction, l'accusé ou les accusés auront le droit de se défendre.

Art. 287. Celui qui aura proposé le témoin accusé, s'il n'y a contre lui accusation de l'avoir acheter, peut prendre part à tout acte de l'instruction, questionner les témoins, donner des requêtes, prendre connaissance de tout acte dont la loi autorise la signification, et faire des récapitulations.

Art. 288. Le tribunal de première instance, après avoir eu le procès-verbal et le rapport de l'instructeur, sera tenu de continuer l'instruction si les dépositions sur l'alibi sont con-

traires à ce que le témoin accusé connaît, si elles ne sont pas contraires il rend son acte sur cela et continue l'instruction pour prononcer l'affaire principale; dans le premier cas les art. 270 — 273 sont maintenus.

Art. 289. Dans l'instruction de l'accusation de faux en témoignage, les témoins de l'alibi pourront être présens à tous les actes de l'instruction et ils auront, de même que l'accusateur, le droit de faire à tems des demandes aux accusés, et leurs témoins auront droit de faire des récapitulations.

Art. 290. Les dispositions contenues aux art. 274—277 sont de même appliquées.

Art. 291. Si le juge acquitte, le même tribunal est tenu de fixer la condamnation contre le calomniateur, qui les aura produits, et contre les témoins de l'alibi s'ils sont faux-témoins et instrumens de calomnie.

CHAPITRE XXI.

De l'accusation des faux-témoins pour avoir fait une déclaration fausse sur une personne ou sur un fait.

Art. 292. Si l'une des parties accuse un témoin d'avoir fait une fausse déclaration sur une personne ou sur un fait, si c'est en matière civile, la procédure sera suspendue, dans le cas où la déposition influe à l'issue de l'affaire, si c'est en matière criminelle, il ne sera suspendu que le rapport de l'instructeur sur l'affaire principale.

Art. 293. Les dispositions contenues aux articles 270—273 seront observées à l'instruction de pareilles accusations.

CHAPITRE XXII.

Des participans et des complices.

Art. 294. Les participans et les complices présens seront compris dans la même instruction et le même jugement et auront les mêmes droits de défense que l'auteur du crime.

Art. 295. Si l'auteur du crime est absent, les participans et les complices pourront demander par une requête motivée la suspension du rapport de l'instructeur.

Art. 296. Jusqu' à ce que l'auteur ne soit déclaré contumace, ce rapport ne sera pas admis, que lorsque l'instruction aura été entièrement achevée.

Art. 297. Si après la demande pour la suspension de l'affaire, leprévenu, comme auteur du crime, est déclaré innocent, l'accusation sera plus aggravante pour ceux qui auront demandé la suspension.

Art. 298. Si après l'instruction il est découvert aucun autre participant ou complice présent, le jugement ne pourra être rendu avant l'instruction sur lui qui sera compris avec les autres dans le même jugement.

Art. 299. Les participans et complices ne pourront être présens aux interrogatoires de l'auteur ni lui à ceux des leurs.

Art. 300. Le juge peut confronter, l'auteur, les participans et complices avec les témoins s'il le juge nécessaire à la manifestation de la vérité.

Art. 301. Ceux qui seront confrontés ne pourront avoir aucune communication entre eux ni avec d'autres personnes pendant l'instruction qui nécessite la confrontation.

CHAPITRE XXIII.

De la contumace.

Art. 302. Lorsque après un mandat de comparution ou d'amener, l'accusé n'aura pas été saisi ou ne se sera présenté vingt jours après la signification du mandat faite en son domicile, ou lorsque après s'être présenté ou avoir été saisi il se sera évadé, le tribunal, sur un rapport motivé de l'instructeur, rendra un autre mandat portant qu'il sera tenu de comparaître dans un nouveau délai de dix jours; une copie de cet mandat sera affichée à la porte du domicile de l'accusé; une autre à l'église de sa paroisse, et un troisième à la place publique. S'il ne comparaît pas dans ce délai, il sera cité une troisième fois par un nouveau mandat, qui sera publié de la même manière que le second et de plus inséré au journal.

Art. 303. Ce mandat fera mention du crime et des deux mandats précédens.

Art. 304. Dans ce mandat seront indiqués le nom, le prénom, la patrie, l'âge de l'accusé et son signalement.

Art. 305. Il portera que, s'il ne se présente dans le délai de ce troisième mandat, ses biens seront séquestrés.

Art. 306. Toutes les autorités de l'état seront tenues de veiller à la saisie du contumace, si par hasard il se trouve dans l'étendue de leurs départemens. Les parens et les amis de l'accusé pourront dans le délai du troisième mandat demander un nouveau délai en donnant des motifs fondés sur son absence.

Art. 307. Le juge pourra donner un autre délai selon les circonstances.

Art. 308. L'instructeur trois jours après le troisième mandat sera tenu de faire un rapport au tribunal et de communiquer ce mandat.

Art. 309. Lorsque dans ce dernier délai l'accusé n'aura pas été saisi, ou ne se sera présenté, le tribunal ordonnera le

séquestre de ses biens meubles et immeubles; cette ordonnance sera envoyée à l'officier de police pour l'exécution.

Art. 310. L'officier de police en présence de deux témoins fera un inventaire de tous les biens de l'accusé; les biens-meubles seront déposés dans un lieu de sûreté.

Art. 311. Les effets sujets à dépérition seront vendus à l'enchère par celui que le tribunal aura commis à cet effet. Le produit sauf les frais judiciaires sera mis en dépôt.

Art. 312. Des gardiens seront nommés par le tribunal sur les biens-immeubles, dont les fruits seront vendus à l'enchère. Le produit, sauf les frais, comme il est dit, sera mis en dépôt.

Art. 313. Durant le séquestre une partie des effets déposés peut être donnée à la femme ou aux enfans du contumace s'il se trouve hors de l'état et en indigence.

Art. 314. Lorsque l'accusé se sera présenté dans l'année à compter du jour du dernier délai, l'argent et ses biens, ainsi que le produit des fruits, seront mis à sa disposition; néanmoins il sera condamné à raison de sa contumace à une amende, dont la quotité sera fixée par le tribunal dans la proportion des raisons qu'il fera valoir pour son absence.

Art. 315. Lorsqu'il sera arrêté dans l'année, ses biens lui seront rendus, sauf les frais de son arrestation, et il sera toujours condamné à l'amende ci-dessus mentionnée.

Art. 316. Si l'arrêté n'a point de biens, il sera condamné pour sa contumace à un enprisonnement de deux à quinze mois.

Art. 317. Le présenté ou l'arrêté dans l'année, après être interrogé sera cité à faire sa défense sans délai.

Art. 318. Tout acte qui aura lieu jusqu'au moment de sa comparution ou arrestation est valable.

Art. 319. Lorsque l'accusé n'aura pas été saisi ou ne se sera présenté dans l'année, il perdera le produit de ses biens durant sa contumace en faveur des établissemens de charité.

Art. 320. La partie civile, une année passée, a le droit de demander dommages et intérêts devant le même tribunal criminel.

Art. 321. Lorsque l'accusé sera saisi ou se présentera, il aura le droit de faire sa défense et demander un jugement dans les quinze années après le dernier délai du dernier mandat. Dans ce cas auront lieu les art. 319 et 320.

Art. 322. Quelque soit le jugement qui acquitte l'accusé ou pour défaut de preuves ou pour être innocent, l'accusé pourra perdre ses biens, mais non pas leurs produits recueillis à tems jusqu'au jour où le jugement aura été rendu.

Art. 323. La partie civile ne sera jamais condamnée aux restitutions qu'autant que l'innocence de l'accusé soit prouvée, incontestable, et la calomnie de l'accusateur évidente.

Art. 224. Le contumace ne pourra durant son absence disposer d'aucune manière de ses biens.

Art. 225. Lorsque le contumace ne se présentera ou ne sera arrêté dans les 13 années, il sera considéré comme mort naturellement, et ses biens seront rendus à ceux de ses parens qui sont établis dans le pays.

CHAPITRE XXIV.

De la revision.

Art. 326. Lorsque le condamné aura trouvé des nouvelles pièces, qui prouvent son innocence, il sera entendu de nouveau, mais ces pièces doivent être originales, authentiques; et dont l'existence date avant l'accusation.

Art. 327. Le tribunal, à sa demande, examinera les pièces et statuera, si la revision de l'affaire est admissible; dans ce cas il en fait le renvoi à l'instructeur.

Art. 328. L'instructeur fait l'instruction d'aprés les formalités établies et cite l'accusateur, s'il y en a, à comparaître dans huit jours. Après avoir examiné la qualité et la valeur de ces pièces il fait son rapport au tribunal, qui prononce en dernier ressort.

CHAPITRE XXV.

De l'exécution des jugemens en matière criminelle.

Art. 329. Les officiers de police sont chargés de l'exécution des jugemens.

Art. 330. Les jugemens seront envoyés pour l'exécution 24 heures après leur publication.

Art. 331. En matière criminelle aucun jugement ne pourra être censé en dernier ressort que d'après les règles suivantes:

1°. Lorsqu'un jugement d'un tribunal de première instance ne sera pas appelé de personne, le procureur du gouvernement sera tenu de faire connaître à la cour suprême, qu'il n'y a point eu d'appel.

La cour suprême, dans trois jours après la communication, sera tenue de déclarer d'office, qu'il y a ou non quelque grief contre ce jugement.

Lorsqu'il n'y aura point de grief, il en donnera sans délai connaissance au secrétaire de la justice, qui sera tenu de déclarer, aussi dans trois jours, s'il y a de grief ou non.

La pièce du secrétaire de la justice, qui déclare qu'il n'y a point de grief, rend le jugement exécutoire.

2°. Les mêmes formalités seront observées par rapport aux jugemens de la cour d'appel, contre lesquels il n'y a point de grief, devant la cour suprême.

3°. Les arrêts de la cour suprême seront sans délai communiqués au secrétaire de la justice, dont la déclaration rendra ou non le jugement exécutoire.

Art. 332. L'exécution du jugement en dernier ressort sera suspendue:

1°. Lorsqu'il sera prouvé par quelqu' indice, qu'une femme condamnée à mort est enceinte.

2°. Lors d'une demande de grâce.

Art. 333. La punition se fera dans le lieu, où le crime aura été commis, à moins que le gouvernement n'en ordonne autrement.

Art. 334. Lorsque le jugement sera regardé comme ayant force de chose jugée, les effets seront restitués à leurs propriétaires légitimes.

Art. 335. Lorsque les propriétaires des effets volés sont inconnus, et qu'il n'ait expiré le délai d'une année à compter du jour où l'officier de police, les ayant découverts, a publié le programme, en sera publié un autre avec le délai du tems, qui reste pour l'accomplissement de l'année. Ce délai expiré, les effets seront vendus à l'enchère et le produit sera déposé à la caisse nationale pour dix années, si les propriétaires sont présens, et pour vingt, s'ils sont absens; après ce dernier délai la propriété sera confisquée, et le produit passera à la caisse de la justice.

Art. 336. Lorsque les effets ne peuvent être conservés sans danger de dépérition ou d'une détérioration sensible, ils pourront être vendus même avant l'année.

Art. 337. Les effets appartenant au condamné, s'il les a employés comme moyens pour commettre le crime, seront confisqués.

Art. 338. S'il est constaté par le jugement, que les effets appartenant au condamné n'ont été employés d'aucune manière pour la consommation du crime, ils seront restitués au gérant légitime des biens du condamné.

Art. 339. Sont exceptés de cette disposition les cas suivans:

1°. Si la nourriture du condamné peut finir par être à charge du gouvernement;

2°. Si ses biens sont séquestrés de la part de son adversaire, pour le payement des dommages et intérêts.

Art. 340. Les dommages et intérêts ne peuvent être pris dans les biens du condamné qui font partie de l'instruction et du jugement, si le besoin de pourvoir à la nourriture du condamné est au-dessous du prix de ces effets.

CHAPITRE XXVI.

De la prescription des actions publiques et civiles, et des peines.

Art. 341. L'action publique s'éteint avec la mort de l'accusé.

Art. 342. L'action criminelle se prescrit par dix années révolues, à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle n'a été fait aucun acte judiciaire contre l'accusé.

Art. 343. Si tel acte a eu lieu la prescription ne commence que du jour du dernier acte judiciaire.

Art. 344. En matière correctionnelle l'action se prescrit après une année révolue, s'il n'a été fait aucun acte judiciaire; s'il en a été fait un, l'action ne se prescrira, que deux ans après cet acte.

Art. 345. Les délais pour la prescription fixés aux articles précédens, seront les mêmes pour tous ceux qui auront pris part au crime, même dans le cas où les actes de l'instruction ne regardent qu'un seul.

Art. 346. Les peines portées par les jugemens rendus en matière criminelle, ne se prescrivent que vingt années après le terme de la peine.

Art. 347. La récidive interrompt le cours de la prescription.

Art. 348. Le condamné par un jugement rendu en matière criminelle, après la prescription ne pourra résider dans le département où demeureraient celui sur lequel le crime aurait été commis ou sa famille.

Art. 349. Le gouvernement pourra déterminer le lieu de son domicile.

Art. 350. Les peines prononcées en matière correctionnelles seront prescrites cinq années après le terme de la peine portée par le jugement.

Art. 351. Sont exceptées les dispositions qui concernent les contumaces.

Art. 352. La peine, qui prive le condamné des droits du citoyen à vie, la peine de mort et l'emprisonnement à perpétuité, ne se prescrivent pas.

Art. 353. Le président de la Grèce peut accorder la grâce ou commuer la peine d'après ce qui sera réglé au chapitre suivant.

CHAPITRE XXVII.

De la grâce.

Art. 354. La demande pour grâce, pardon ou commutation de peine sera adressée au président de la Grèce par la voie du secrétaire de la justice.

Art. 355. S'il s'agit de peine capitale, la demande en question sera présentée 24 heures après la publication du jugement rendu en dernier ressort.

Art. 356. Dans ce cas la demande des parens ou des amis du condamné sera admissible.

Art. 357. Dans tout autre cas la demande pour la grâce pourra être présentée en tout tems, sans que néanmoins l'exécution soit suspendue.

Art. 358. Si la demande de la grâce est rejetée, le juge ou le tribunal qui aura prononcé la condamnation après l'avis du secrétaire de la justice, ordonnera l'exécution et en donnera publiquement lecture à l'heure de l'exécution.

Art. 359. Si la demande est admise, les lettres de grâce sont envoyées au juge ou au tribunal qui aura rendu le jugement, et ce magistrat en fera lecture publiquement sans délai.

Art. 360. La grâce ne pourra être préjudiciable aux droits des parties lésées.

Art. 361. La grâce ne pourra être demandée que des condamnés seuls; les contumaces en sont exclus.

CHAPITRE XXVIII.

Des frais judiciaires.

Art. 362. Les frais judiciaires seront à charge du condamné.

Art. 363. Leur quotité doit être fixée dans le jugement.

Art. 364. Le payement des dommages et intérêts et des dépens dûs au lésé, est préféré à la restitution de ce qui est dû à l'état.

Art. 365. S'il y a de complices, ils seront obligés solidairement au payement.

Art. 366. Si après le terme de la peine le condamné n'a point payé les frais judiciaires, sa détention n'aura plus lieu dans la prison; il sera transféré dans un lieu de sûreté. S'il n'a payé les dommages et intérêts dûs à son adversaire, il ne pourra être soumis à un emprisonnement quelconque.

Art. 367. Les jugemens qui ne fixent pas les frais judiciaires, dispensent le condamné de les payer.

Art. 368. Les détenus pour accusation d'un crime, s'ils demandent leur nourriture, elle sera à charge du gouvernement, dans le cas où leur indigence sera prouvée.

Lorsque l'action est publique et que l'accusateur privé est indigent, ou il n'est pas en état de payer promptement, la nourriture sera fournie par la caisse publique, qui sera remboursée à ce que sera statué par le jugement. Le public pourra aussi être remboursé même avant le jugement en dernier ressort, si l'accusateur privé est en état de payer.

Art. 369. Ceux qui seront condamnés par les jugemens rendus en matière criminelle et devenus irrévocables, s'ils demandent leur nourriture, elle sera à charge du gouvernement, lorsque leur indigence sera prouvée.

Art. 370. L'indigence sera prouvée par un certificat du curé du village ou de la paroisse d'une ville, confirmé par la signature d'un démogéronte au moins, et portant que tel est indigent, c'est-à-dire qu'il n'a rien du tout, ou qu'il n'a plus de 80 Phoenix en meubles et de 120 en immeubles.

---

7. *Organisation judiciaire du 15/27 août 1830. No. 152.*

GOUVERNEMENT GREC.

Le Président de la Grèce.

Considérant que, vu l'organisation provisoire actuelle des tribunaux de première instance établis dans les divers départemens de l'État, les habitans de la Grèce rentrés dans leurs foyers, se trouvent de nouveau dans la nécessité de s'en éloigner souvent pour comparaître devant ces tribunaux soit comme parties soit comme témoins;

Considérant qu'il importe souverainement aux intérêts des citoyens et à la prompte administration de la justice de réformer l'organisation provisoire des tribunaux de première instance des départemens, et d'en augmenter le nombre;

Guidés par les mêmes raisons, et considérant qu'il est également nécessaire d'accroître le nombre des tribunaux d'appel;

Considérant enfin la nécessité d'établir aussi le tribunal suprême;

Considérant qu'il n'est pas moins important de former un tribunal d'exception pour la connaissance des accusations portées contre les fonctionnaires publics, et des crimes de lèse-majesté;

Ayant aussi entendu l'avis du sénat;

Décrétons:

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

des tribunaux.

CHAPITRE UNIQUE.

Art. 1. Les affaires civiles, commerciales, correctionnelles et criminelles, seront jugées par des tribunaux réguliers.

Art. 2. La composition, les attributions, la compétence

et la jurisdiction des susdits tribunaux, sont fixées par le présent décret.

Art. 3. Les parties en contestation pourront d'un commun accord déférer à des arbitres la connaissance de leurs différends civils ou commerciaux.

Art. 4. Les tribunaux réguliers de l'État Grec sont les suivans :

1°. Les tribunaux de paix ;
2°. Les tribunaux de première instance ;
3°. Les tribunaux d'appel ;
4°. Le tribunal suprême ou de cassation ;

Art. 5. Outre les tribunaux susénoncés, il sera établi dans les villes commerciales des tribunaux de commerce ;

Art. 6. En cas de besoin, il sera aussi établi des tribunaux d'exception.

Art. 7. La présente organisation ne comprend point les conseils de guerre qui appartiennent à une autre branche.

CHAPITRE I.

Des Tribunaux de Paix.

Art. 8. Il y aura dans chaque province un juge de paix, et deux dans celles d'une grande étendue,

Art. 9. Dans les bourgs et villages, les démogérontes, ou s'il y en a plusieurs, le plus âgé d'entre eux, remplira les fonctions de juge de paix.

Art. 10. Le juge de paix sera nommé par le gouvernement.

Art. 11. Il a un greffier, nommé par le gouvernement.

Art. 12. Il a un huissier qui doit savoir lire et écrire; le choix en est laissé au juge de paix, qui reste responsable de la conduite de son huissier.

Attributions des juges de paix.

Art. 13. Le juge de paix instruit les affaires qui lui sont soumises sommairement.

Art. 14. Le juge de paix de province connaît sans appel jusqu'à la valeur de 40 phénix. Celui des bourgs on des villages jusqu'à 20 phénix. Et à charge d'appel, le premier jusqu'à 300 phénix, et jusqu'à 60 le second.

Art. 15. Il connaîtra aussi à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter :

Des loyers convenus des biens immeubles ;
Du renvoi des locataires des choses à eux louées ;
Des salaires ;
Des usurpations possessoires commises dans l'année ;
Des déplacemens de bornes ;
Des entreprises sur les cours d'eaux.

CHAPITRE II.

Du tribunal de première instance.

Art. 16. Il y aura dans chaque province un tribunal de première instance; dans le cas ou il y aurait de petites provinces voisines, il sera établi un tribunal par deux ou trois provinces.

Art. 17. Il sera composé d'un président et de deux conseillers.

Art. 18. Le président est nommé par le gouvernement.

Art. 19. Les conseillers sont aussi nommés par le gouvernement sur la liste des citoyens de la province de la manière suivante:

Les démogérontes des villages réunis dans la metropole, forment avec ceux de la province une assemblée provinciale, dans laquelle on forme, sous la présidence du gouverneur et à la majorité des voix, une liste de 30 individus qui est expédiée au gouvernement. Celui-ci en choisit 15, qui forment la liste des conseillers que l'on installe ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

Art. 20. Le président dirige l'instruction de toute procédure et est seul juge de toutes les demandes incidentes.

Art. 21. Lorsque le jour d'audience pour le principal et le prononcé du jugement sera fixé, après que le tableau aura été exposé 8 jours, les parties dont les affaires sont marquées au tableau, devront se présenter dans les trois jours devant le tribunal, soit en personne soit par un fondé de pouvoir, pour choisir chacune un des 15 conseillers. Si elles ne comparaissent ou ne s'accordent point, le président dressera procès-verbal, appelera deux témoins, met les noms des conseillers non récusés dans une urne, et en tire deux.

Art. 22. Dans toutes les affaires où le président juge sans appel, ou qu'il connaît en second degré de jurisdiction des jugemens des juges de paix, les conseillers font fonctions d'assesseurs et jugent le fond conjointement avec le président. Mais dans les affaires où les jugemens du président est à charge d'appel, les conseillers ne jugent point, mais exposent seulement leur avis par écrit.

Art. 23. Il a un greffier nommé par le gouvernement.

Art. 24. Il a aussi un commis-greffier.

Attributions du tribunal de première instance.

Art. 25. Le juge de première instance connnaît de toutes les affaires civiles, de quelque matière et valeur qu'elles puissent être, excepté de celles qui sont de la compétence des justices de paix, des tribunaux de commerce et du contentieux administratif.

Art. 26. Il juge sans appel les affaires qui excèdent la compétence des justices de paix, jusqu'à concurrence de 300 phénix.

Art. 27. La connaissance des contestations en matière réelle, appartient au tribunal de la province où est situé l'objet litigieux.

Art. 28. La connaissance des affaires mixtes appartient au tribunal de la province où sont situés les immeubles.

Art. 29. Si les immeubles sont situés dans différentes provinces, la connaissance de la cause appartiendra au tribunal de la province où se trouve la plus grande valeur de ces immeubles.

Art. 30. Les affaires de société sont du ressort du tribunal où la société est établie.

Art. 31. Si quelqu'un se trouve par hasard dans le ressort d'un tribunal autre que celui de son domicile, il ne peut être cité devant ce tribunal.

Art. 32. Il connaît aussi des contestations sur la validité des testamens de son ressort.

Art. 33. Il peut ordonner par provision des mesures conservatoires sur la demande des parties, encore que le défendeur ni le demandeur n'appartiennent pas à sa jurisdiction.

Art. 34. Chargé par une commission rogatoire d'un autre tribunal, il reçoit des dépositions, fait des communications et exécute des mesures conservatoires par provision.

Art. 35. Les parties peuvent appeler au tribunal d'appel les affaires dont la valeur excède les 300 phénix.

CHAPITRE III.

Du tribunal de commerce.

Art. 36. Il est établi à Syra un tribunal de commerce.

Art. 37. En cas de besoin, le gouvernement se réserve d'en établir aussi ailleurs.

Art. 38. Dans les villes où il n'y a pas de tribunal de commerce, il sera remplacé par le tribunal de première instance, qui conservera néanmoins le cercle de sa propre compétence quant à la valeur de l'affaire en contestation. Le même tribunal exécutera tous les autres actes que le code de procédure attribue au tribunal de commerce.

Art. 39. Il est composé d'un président, de deux juges et de deux suppléans.

Art. 40. Le président est nommé par le gouvernement.

Art. 41. L'élection des juges et des suppléans se fait comme il suit:

Tous les commerçans qui réunissent les qualités requises par la loi et sont portés comme tels sur le registre du gou-

verneur, se réuniront en assemblée tous les huit mois et procéderont à l'élection de seize d'entr'eux, à la majorité des voix. La séance sera présidée par le président du tribunal de commerce, et le gouvernement choisira les quatre membres du tribunal sur la liste des seize.

Art. 42. Ces quatre juges travailleront quatre mois, et seront ensuite remplacés par quatre autres que le gouvernement choisira sur les restans douze commerçans de la liste.

Art. 43. Le tribunal de commerce a un greffier proposé en double nom, et nommé par le gouvernement.

Art. 44. Il a aussi un commis-greffier.

Art. 45. Les membres de ce tribunal peuvent être réélus.

Art. 46. Le nombre de ses employés subalternes, la police de son intérieur, les attributions de son secrétaire et de tout autre commis, tout celà est réglé par un règlement particulier proposé par le tribunal et approuvé par le gouvernement.

Attributions du tribunal de commerce.

Art. 47. Le tribunal de commerce connaîtra :

1°. De toute contestation relative aux importations et exportations commerciales.

2°. De celles relatives aux sociétés commerciales, lettres de change, billets à ordre et banqueroutes.

3°. De celles relatives aux bâtimens de mer, aux personnes intéressées à un bâtiment, ou pour un voyage ou pour un chargement et déchargement, aux contrats à la grosse, aux assurances, aux avaries et aux naufrages.

4°. De toute contestation entre commerçans, marchands et leurs commis, entre courtiers et commerçans, entre commerçans et particuliers pour affaires de commerce, ainsi qu'entre courtiers et particuliers pour affaires également de commerce.

5°. Toutes les fois que les susdites contestations embrasseraient, de quelque manière que ce soit, une action réelle ou de droit civil, qui ne se rapporterait pas au commerce, l'instruction cesse dans le tribunal de commerce, et est porté par devant le tribunal civil compétent.

6°. La même chose arrive relativement aux contestations qui surviennent dans l'exécution des jugemens du tribunal de commerce, lorsqu'elles regardent des biens immeubles et que des tiers s'opposent à leur aliénation.

Art. 48. Il juge sans appel jusqu'à 480 phénix.

Art. 49. Si la valeur de l'objet litigieux n'est pas fixée de sa nature, le demandeur peut l'estimer pour 480 phénix, et au-dessous, et le laisser à ce prix à son adversaire. Le tribunal alors ne relève point cette estimation.

Art. 50. Les affaires de plus de 480 phénix ou d'une valeur indéterminée, sont appelées au tribunal d'appel.

CHAPITRE IV.

Des juges de paix jugeant correctionnellement.

Art. 51. Partout où il y a un juge de paix, il fera aussi fonctions de juge correctionnel.

Art. 52. Le greffier du juge de paix remplit aussi les fonctions de greffier du juge correctionnel.

Attributions du juge correctionnel.

Art. 53. Il connaîtra :

1°. Des déplacemens de bornes ;

2°. Des entreprises avec violence ou fraude sur les cours d'eau ;

3°. De l'occupation violente, ou du renvoi intempestif des biens loués ;

4°. Des dommages causés aux fonds par des hommes ou par des animaux ;

5°. Du vol des animaux ;

6°. Des injures personnelles ;

7°. Des coups sans armes, ni blessures ;

8°. Des menaces graves ;

9°. Des vols commis pendant le jour au-dessous de la valeur de 40 phénix ;

10°. Des troubles commis dans l'année.

Art. 54. Les peines correctionnelles qui ne seraient point comprises expressément dans la collection des lois pénales aujourd'hui en vigueur, seront les suivantes :

Quant à la compétence des juges de paix des provinces

1°. L'amende jusqu'à 20 phénix ;

2°. La condamnation à des dommages-intérêts jusqu'à 40 phénix.

3°. L'arrestation dans la maison pendant trois mois ;

4°. L'emprisonnement sans fers jusqu'à trois mois ;

5°. Le bannissement provisoir jusqu'à un an, à l'effet de ménager l'honneur de quelque famille.

Quant à la compétence des juges de paix des bourgs et des villages :

1°. L'amende jusqu'à 10 phénix ;

2°. La condamnation à des dommages et intérêts jusqu'à vingt phénix.

Art. 55. Les jugemens des juges de paix de province en correctionnels, peuvent être appelés, si la peine excède :

1°. L'emprisonnement sans fers de 10 jours ;

2°. L'amende de 10 phénix ;

3°. La condamnation à des dommages-intérêts de 20 phénix.

Art. 56. Les jugemens des juges de paix des bourgs et des villages, jugeant correctionnellement, seront sujets à appel, lorsqu'ils excèderont :

1°. L'amende de 5 phénix ;

2°. La condamnation à des dommages et intérêts de dix phénix.

Art. 57. Le juge doit, dans l'application de la peine et de ses divers degrés, avoir égard à la nature du cas et aux circonstances qui aggraveraient ou atténueraient plus ou moins le sort des parties.

CHAPITRE V.

Du tribunal de première instance jugeant criminellement.

Art. 58. Le tribunal civil de première instance connaît aussi des affaires criminelles.

Art. 59. Les articles 20 et 21 sont communs aussi à l'administration de la justice criminelle.

Art. 60. Il a un juge d'instruction.

Art. 61. Et c'est le greffier qui en remplit les fonctions.

Attributions du tribunal de première instance jugeant criminellement.

Art. 62. Le juge criminel instruit et juge les accusations portées contre des grecs ou des étrangers, accusés pour crimes commis sur le territoire de l'état, ou sur des bâtimens de commerce, de quelque pavillon qu'ils soient, lorsqu'ils se trouvent dans les ports de l'état en quarantaine, ou, s'ils sont en libre pratique, si quelque personne étrangère à l'équipage a pris part à l'action.

Art. 63. Il instruit et juge les accusations portées contre tous les grecs, accusés pour délits commis sur le territoire de l'état par terre ou par mer, et qui n'auraient point été jugés ni punis ailleurs.

Art. 64. La loi détermine les exceptions d'incompétence.

Art. 65. En général, le juge criminel compétent est celui dans le ressort duquel le crime a été commis.

Art. 66. Tout juge criminel peut ordonner l'arrestation de l'accusé s'il se trouve dans l'étendue de son ressort. Il instruit l'affaire et renvoit le tout au juge du lieu où le crime a été commis.

Art. 67. Si le crime a été commencé dans un endroit et terminé dans un autre, on préférera le juge du lieu où le crime aura été terminé.

Art. 68. L'accusé de plusieurs délits commis dans dif-

férens ressorts, sera renvoyé devant le juge du lieu où le plus grand délit aura été commis, après que l'instruction en aura été fait par le juge du lieu où l'accusé a été trouvé et arrêté.

Art. 69. L'instruction consiste dans la reconnaissance de la personne de l'accusé et de ceux qui se sont trouvés présens, dans l'interrogatoire et la réunion de toutes les circonstances du délit.

Art. 70. L'accusé pour plusieurs délits commis dans différens ressorts, sera soumis à autant de jugemens qu'il y a de ressorts, à commencer par celui du délit le plus grave. Si dans une de ces procédures la peine de mort vient à être appliquée à l'accusé, il ne sera plus soumis à d'autre procédure.

Art. 71. Le juge du second délit a égard à la peine du précédent et ainsi de suite.

Art. 72. Lorsqu'il s'agit de règlement de juges, c'est le tribunal suprême qui décide.

Art. 73. Le tribunal de l'accusé principal juge aussi les complices, en quelque lieu qu'ils se trouvent. Aussi les membres du tribunal délibéreront sur les moyens d'abréger et de faciliter la marche de la procédure.

Art. 74. Aucun juge ne pourra livrer l'accusé à une puissance étrangère, sans l'aveu du secrétaire de la justice.

Art. 75. Ne sont point soumis aux juges ordinaires les crimes de lèse-majesté, les prévarications des fonctionnaires publics, et les délits militaires.

Art. 76. Sont néanmoins soumis aux juges ordinaires tous les délits commis par les fonctionnaires publics hors de leurs fonctions, ainsi que les délits non militaires commis par des militaires en congé, ou qui se trouveraient loin du corps d'armée, ou avant d'entrer au service.

Art. 77. Si parmi les individus accusés du même délit non militaire, il se trouve un ou plusieurs militaires, ils sont soumis au juge ordinaire.

Art. 78. Lorsqu'il s'agit de délits militaires, le juge militaire compétent le sera aussi pour l'accusé non militaire.

Art. 79. Les délits militaires, pour lesquels l'accusé non militaire est aussi soumis au tribunal militaire, sont:

1°. Les délits commis par des militaires de terre ou de mer en quelque lieu que ce soit, ou par des gens attachés aux armées de terre ou de mer exerçant leurs fonctions soit en activité de service, ou sur les cadres de l'armée.

2°. Les délits commis en quelque lieu que ce soit, contre des militaires en activité de service, ou sur les cadres de l'armée.

3°. Les délits commis par qui que ce soit dans les en-

droits exclusivement destinés au service, ou aux exercices militaires.

4°. L'embauchage militaire;

5°. La désertion;

6°. Le vol des effets militaires, ou destinés au service militaire.

7°. La fraude en fait de conscription.

Art. 80. Si le juge ordonne l'arrestation d'un ecclésiastique, il en avertit l'évêque de la province, prononce le jugement, et le communique au susdit évêque, pour l'éclairer sur ce que ceci peut le regarder.

Art. 81. Les poursuites du juge cessent dès que les parties se seront désistées de l'accusation, en se conciliant entre eux. Les délits, dont la poursuite peut cesser par désistement, sont:

1°. L'adultère; 2°. le viol simple ou avec violence.

Art. 82. Lorsqu'un différend civil donnera naissance à une action criminelle, le jugement du premier est ajourné jusqu'à la décision de l'action criminelle, toutes les fois que l'action civile en dépend. Mais si l'action criminelle dépend de la décision du différend civil, le jugement criminel doit être ajourné jusqu'à la fin du procès civil.

Art. 83. Lors même que le juge criminel ne serait point compétent, ni quant au lieu où le délit a été commis, ni quant au domicile de l'accusé, ni quant à sa présence dans son ressort, il peut néanmoins instruire et juger l'affaire, toutes les fois qu'elle lui aura été légalement renvoyée, suivant le titre de la procédure criminelle du renvoi.

CHAPITRE VI.

Du tribunal d'appel.

Art. 84. Le juge de première instance juge sans appel les décisions du juge de paix et du juge correctionnel.

Art. 85. Si le juge de paix remplit en même temps les fonctions de juge de première instance, c'est alors le tribunal de première instance le plus voisin qui jugera sans appel les décisions du juge de paix.

Art. 86. Le juge de première instance fait fonctions de tribunal de cassation quant aux jugemens du juge de paix.

Art. 87. La même règle sera suivie quant aux jugemens correctionnels.

Art. 88. Ils sont établis trois tribunaux d'appel, un pour la Morée, un autre pour la Roumélie, et le troisième pour les îles.

Art. 89. Ils sont composés de trois membres, y compris le président qui est nommé par le gouvernement.

Art. 90. Chacun de ces tribunaux d'appel a un avocat général, nommé par le gouvernement.

Art. 91. Il a un greffier nommé par le gouvernement.

Art. 92. Il a aussi deux commis-greffiers.

Art. 93. En cas d'absence ou de récusation de quelqu'un de leurs membres, il sera suppléé par un conseiller du tribunal de première instance de la province où siége le tribunal d'appel, et sera à cet effet nommé par le même tribunal à la majorité des vois.

Attributions du tribunal d'appel.

Art. 94. Le tribunal d'appel n'admet point de demande qui n'aura pas déjà été présentée à un autre tribunal.

Art. 95. Il juge toutes les affaires qui lui sont soumises en appel de jugemens de première instance.

Art. 96. Il juge comme tribunal de cassation les violations des formes ou des lois.

Art. 97. Il peut non seulement confirmer ou infirmer d'une manière absolue le premier jugement, mais même le modifier, alors même que les parties ne l'auraient point demandé par leurs requêtes.

Art. 98. Il peut aussi ajourner le prononcé de son jugement, lorsqu'il s'agit de demander de plus amples renseignemens.

Art. 99. Les jugemens du tribunal d'appel sont en dernier ressort, toutes les fois qu'ils sont conformes à ceux du tribunal de première instance. Dans ce cas le tribunal suprême peut être invoqué comme tribunal de cassation, pour le redressement des formes et des lois expresses violées. Si l'affaire excède la somme de huit mille phénix, bien que les jugemens soient d'accord, la partie mécontente appelle les jugemens des deux tribunaux devant le tribunal suprême, qui devra reviser l'affaire et examiner si la décision a été juste ou non. Lorsque les jugemens du tribunal d'appel ne sont pas d'accord avec ceux de première instance, il en sera fait appel au tribunal suprême comme à un troisième degré de jurisdiction.

Art. 100. Les jugemens du tribunal d'appel sont définitifs et non susceptibles de réformation en matière criminelle, lorsque la peine n'excède point trois mois de prison et 400 phénix d'amende. Dans ces cas le condamné peut recourir au tribunal suprême comme tribunal de cassation. Mais lorsque la peine est plus grave, les jugemens du tribunal d'appel sont soumis au tribunal suprême, comme à un troisième degré de jurisdiction.

CHAPITRE VII.

Du tribunal suprême.

Art. 101. Il est établi un tribunal suprême pour tout l'état.

Art. 102. Il est composé de cinq membres nommés par le gouvernement.

Art. 103. Il a un procureur général nommé par le gouvernement.

Art. 104. Il a un greffier nommé par le gouvernement.

Art. 105. Il a aussi deux commis-greffiers.

Art. 106. En cas d'absence ou de récusation de quelqu'un de ses membres, il sera suppléé par un sénateur nommé à cet effet par le gouvernement.

Attributions du tribunal suprême.

Art. 107. Le tribunal suprême juge tous les jugemens en dernier ressort des tribunaux d'appel de tout l'état grec.

Art. 108. Il a le pouvoir de juger définitivement suivant ce qui a été dit aux articles 99 et 100.

Art. 109. Le pouvoir de cassation consiste à redresser la violation des lois ou des formes.

Art. 110. Si le redressement de la violation des formes peut changer le fond, il renverra l'affaire par devant qui de droit.

CHAPITRE VIII.

Du tribunal d'exception.

Art. 111. Il est établi un tribunal d'exception.

Art. 112. Il sera composé de deux commissions de cinq membres chacune.

Art. 113. La première commission est composée de cinq sénateurs, et ses fonctions consistent à examiner les bases de l'accusation.

Art. 114. La seconde commission est composée de trois sénateurs et de deux autres membres, pris l'un dans le sein du tribunal suprême, et l'autre dans celui du tribunal d'appel du Peloponnèse.

Art. 115. Le tribunal d'exception a un avocat général.

Art. 116. Il a un greffier pris parmi les commis du sénat.

Art. 117. L'élection des membres du tribunal d'exception se fait de la manière suivante:

Art. 118. Le président de la Grèce nomme la première et la seconde commission de cinq membres, et l'avocat général.

Art. 119. Les deux commissions choisissent leur greffier parmi les commis du sénat, et le président confirme ce choix.

Attributions du tribunal d'exception.

Art. 120. Le tribunal d'exception juge toute action qui lui serait renvoyée par le gouvernement contre quelque fonctionnaire public, judiciaire ou administratif.

Art. 121. Il connaît des délits de lèse-majesté.

Art. 122. L'action contre le fonctionnaire public est présentée au gouvernement.

Art. 123. Le secrétaire pour la justice, avec deux sénateurs convoqués à cet effet par le gouvernement, forment une commission spéciale qui examine immédiatement si l'accusation présente matière criminelle ou non.

Art. 124. Si cette commission trouve que l'accusation présente matière criminelle, le gouvernement exécute les articles 117 et 118, et renvoie la cause devant la première commission de cinq membres.

Art. 125. L'avocat général, que le gouvernement nommera, fera fonctions de juge d'instruction et d'accusateur à la fois.

Art. 126. La première commission de cinq, décide si l'accusation est fondée ou non. Quelle qu'en soit la décision, elle est renvoyée devant la seconde commission qui juge à son tour. Si à la majorité des voix de cette commission l'accusé est convaincu coupable, il est destitué de son emploi, et est renvoyé par devant le tribunal suprême qui lui applique la peine.

Art. 127. Si le gouvernement n'a point suspendu de ses fonctions l'accusé qui a été soumis à la première commission du tribunal d'exception, il doit l'être lorsque cette commission aura décidé, que l'accusation est fondée.

Art. 128. La procédure criminelle déterminera les formes de l'instruction et du jugement.

Art. 129. Lorsqu'on aura déterminé les délits et les prévarications des sénateurs et des secrétaires du gouvernement, le président nommera aussi un tribunal d'exception composé de secrétaires du gouvernement et de sénateurs.

Attributions des avocats-généraux.

Art. 130. Chacun des avocats-généraux attachés aux tribunaux d'appel a les attributions suivantes:

Art. 131. Dans tout procès civil soumis au tribunal d'appel, il donne ses conclusions par écrit.

Art. 132. Toutes les fois qu'il croit que tel acte ou tel jugement a été fait en contravention de la loi ou de l'équité, il en fait son rapport au tribunal suprême.

Art. 133. Il veille à ce que les lois de la procédure concernant la tutelle et la curatelle soient vigoureusement observées, et il tient à cet effet correspondance avec tous les gouverneurs et juges de l'état.

Art. 134. Quant aux affaires criminelles ses attributions sont :

Art. 135. Dans tout procès criminel soumis au tribunal d'appel, il donne ses conclusions par écrit.

Art. 136. Il est en droit d'appeler devant le tribunal d'appel de tout jugement de première instance, qui aura violé les formes ou les lois.

Art. 137. Lorsqu'il n'est point appelant, il soutient les dits jugemens contre les parties appelantes.

Art. 138. De même que les parties, l'avocat-général de chaque tribunal d'appel a le droit de recourir *ex officio* au tribunal suprême, soit comme tribunal de cassation, soit comme troisième degré de jurisdiction.

Art. 139. Il veille à l'exécution des devoirs du commissaire de police, pour ce qu'ils regardent la justice criminelle, et il tient à cet effet correspondance avec tous les commissaires de police de l'état.

Art. 140. L'avocat-général ne peut donner des instructions; il n'a le droit de demander que des renseignemens.

Art. 141. La manière dont il remplit ses fonctions, est déterminée par la procédure.

Art. 142. Le procureur-général près le tribunal suprême a les mêmes attributions. Les autres avocats-généraux étant d'un degré inférieur au procureur-général sont soumis au dernier, et c'est par son canal qu'ils font leurs rapports au tribunal suprême.

CHAPITRE X.

Attributions de la Police.

Art. 143. Dès que le commissaire de police aura été averti d'une action correctionnelle, ou d'une contravention, il arrête les délinquants, saisit les instrumens dont ils se sont servis pour commettre la contravention, et renvoie le tout avec son rapport au tribunal correctionnel.

Art. 144. Si les parties se concilient dans les 24 heures, il relâche, après avoir conservé acte de leur conciliation.

Art. 145. Dès qu'il aura été averti d'un délit, il en fait aussitôt son rapport au tribunal compétent. En attendant il reçoit l'interrogatoire de l'accusateur, recueille les traces du délit, ordonne, surveille, et reçoit les rapports des médecins ou experts; donne des mandats d'arrêt contre les accusés, les interroge, reçoit les dépositions des témoins sans serment,

dresse du tout exacte procès-verbal, et prépare le tout pour éclaircissement du juge d'instruction, toujours en présence de deux témoins.

Art. 146. Il exécute les ordres des autorités judiciaires ou administratives.

Art. 147. Les ordres de ces autorités doivent expliquer clairement au commissaire de police *la chose* et *la manière* de l'exécution pour qu'il les exécute sans délai et en fasse son rapport.

Supplément.

Art. 148. Les tribunaux suivront en matière civile les lois des Byzantins, et jusqu' à la publication de leur collection, ils consulteront les lois contenues dans le manuel d'Arménopoulo; en matière commerciale, les trois premiers livres du Code de commerce français; et en matière correctionnelle la présente loi; et en matière criminelle, la collection pénale en vigueur, droite raison et l'équité, ainsi que les autres lois pénales de l'état, jusqu' à la publication du code criminel.

Art. 149. Les juges doivent avoir 30 ans, et les greffiers 25.

Art. 150. Les conseillers seront élus pour un an.

Art. 151. Les conseillers prêtent serment comme les juges.

Att. 152. Chaque membre du tribunal d'appel en présidé les séances un mois successivement, d'après l'ordre de l'âge.

Art. 153. De même au tribunal d'appel chaque membre le présidera tous les trois mois d'après l'ordre de l'âge.

Art. 154. Tous les juges, leurs greffiers, et les avocats-généraux prêtent serment conformément au décret 14, 569.

Art. 155. Le secrétaire pour la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Nauplie, 15 Août 1830.

Le président, J. A. CAPODISTRIAS.

Le secrétaire pour la justice, J. GENNATAS.

---

8. *Procédure civile du* $^{15}/_{27}$ *Août 1830. Nr. 153.*

Section I.

CHAPITRE I.

De la juridiction de chaque tribunal.

Art. 1. La juridiction de chaque tribunal est fixée par la loi, qui règle les attributions de tous les tribunaux.

CHAPITRE II.

Des récusations relatives à la juridiction des tribunaux.

Art. 2. Quiconque veut récuser la juridiction d'un tribunal, est tenu de faire son exception par écrit; avant de répondre sur le fond de l'affaire devant le tribunal qu'il entend récuser.

Art. 3. Le tribunal doit se récuser par lui-même toutes les fois qu'il s'agit des propriétés situées hors de son ressort, de la nomination de tuteurs ou curateurs, et de la découverte de testamens appartenant à des personnes décédées hors de son ressort.

Art. 4. La récusation d'un juge de paix suspend son jugement.

Art. 5. La récusation d'un juge du tribunal civil ou de commerce suspend l'instruction de l'affaire.

Art. 6. Le juge civil ou de commerce peut procéder, à la demande de la partie adverse, à l'instruction de l'affaire jusqu'au jugement, lorsqu'il s'agit d'actes conservatoires.

Art. 7. Toute demande en matière de récusation, doit être notifiée à la partie adverse.

Art. 8. La partie, contre laquelle la récusation est faite, peut répondre dans trois jours à dater de celui où la notification lui aura été faite. Ce délai passé, il ne sera plus recevable pour répondre.

Art. 9. S'il fait une réponse, elle sera notifiée au demandeur.

Art. 10. Trois jours après la réponse, le demandeur doit faire par écrit sa récapitulation qui sera notifiée au défendeur. Ce dernier répliquera dans trois jours.

Art. 11. Le juge, après avoir reçu les pièces et les récapitulations, prononce dans la huitaine au plus tard, à dater du jour où la réplique a été faite ou devait du moins l'être.

Art. 12. Tout jugement sur la récusation d'un tribunal est susceptible d'appel, aussi bien que le jugement sur le fond.

Art. 13. Si la récusation est rejetée en dernier ressort, la partie qui perd payera le double des dépens à la partie adverse, et une amende de cinq pour cent sur la somme totale de l'affaire au profit de la caisse judiciaire. Le juge peut atténuer l'amende dans la proportion de la difficulté de la question.

CHAPITRE III.

De la récusation des juges.

Art. 14. Tout juge peut être récusé pour les causes ci-après:

1°. S'il a un intérêt direct dans l'issue de l'affaire;

2°. S'il a une action semblable, comme demandeur, ou une obligation semblable, comme défendeur; c'est à dire s'il a un procès de la même espèce, afin qu'il puisse produire le jugement qui sera rendu sur l'affaire dont il s'agit, comme applicable sur la sienne;

3°. S'il est parent ou allié *des parties* à un degré qui empêche le mariage. La promesse même de mariage qui ne serait pas même effectuée, produit également une cause de récusation;

4°. S'il a accusé devant un tribunal l'une des parties, ou s'il a été accusé par l'une d'elles;

5°. S'il est débiteur ou créancier *des parties;*

6°. Si *la partie* est au service du juge, ou si elle l'a été depuis un an;

7°. S'il existe entre le juge et l'une des parties une intimité ancienne et non interrompue;

8°. S'il s'est jamais entremis, avant d'être juge, pour concilier les parties dans l'affaire dont il s'agit.

Art. 15. Quiconque connaît une cause de récusation contre le juge, et veut en profiter, est tenu de la demander par écrit avant de faire aucune réponse, s'il est défendeur, ou en même tems qu'il fera sa demande, s'il est demandeur. Plus tard la récusation n'est pas admissible. Dans le cas où il en aura appris la cause durant l'instance, il est tenu d'en faire sa demande sans délai et avant tout autre acte.

Art. 16. Tout juge est tenu de prévenir la récusation de la partie pour lui épargner les dépens et la perte du tems.

Art. 17. La procédure par rapport à la demande, la réponse et les récapitulations, est exactement la même avec celle établie relativement à la récusation des tribunaux.

Art. 18. Le même juge reçoit les pièces, expédie les notifications, et renvoie tout à celui qui siége plus près.

Art. 19. Si deux juges sont à la même distance de celui qui aura été récusé, la partie qui récuse choisit entre eux. Néanmoins cette demande doit être faite dans sa première requête; si non, la partie adverse a le droit de la faire; et dans le cas où les deux parties l'auront omise, le juge en décidera.

Art. 20. Si la récusation est dirigée contre le juge d'un tribunal composé de plusieurs magistrats, les autres juges connaissent de sa validité.

Art. 21. Le jugement sur la validité ou la non-validité de la récusation est en dernier ressort.

Art.. 22. La récusation d'un juge, qui forme à lui seul le tribunal, suspend l'instruction de l'affaire jusqu'a ce qu'il soit statué sur sa validité ou son rejet. Néanmoins le juge peut arrêter des actes conservatoires dans les cas urgens. Si le tribunal est composé de plusieurs juges, l'instruction n'est point suspendue.

Art. 23. L'article 13 sera appliqué sur la récusation du juge, soit qu'elle suspend l'instruction de l'affaire, soit qu'elle ne la suspend pas.

Section II.

CHAPITRE IV.

De la juridiction du juge de paix.

Art. 24. Dans les affaires qui sont de la compétence du juge de paix, le demandeur prend du juge une citation pour la comparution du défendeur.

Art. 25. La citation doit contenir les noms, prénoms, lieux de naissance et domiciles du demandeur et du défendeur, l'objet de la demande et les moyens sur lesquels elle est fondée, le jour où elle aura été rendue, et celui où le défendeur doit comparaître.

Art. 26. Toute citation est double: l'une sera notifiée au défendeur, et l'autre servira pour y indiquer la notification.

Art. 27. La citation est exécutée par la remise faite au défendeur ou à sa famille.

Art. 28. En exécutant la citation, l'huissier doit faire mention en marge ou au bas de la pièce, s'il l'a remise au défendeur ou à sa famille; il met la date, et signe. Le défendeur la contresignera; et dans le cas où il ne veut pas le faire ou ne sait pas écrire, elle sera contresignée par deux témoins.

Art. 29. Le demandeur, en présentant des pièces, doit les accompagner de copies qui seront remises au défendeur avec la citation.

Art. 30. S'il tient à en avoir lui-même des copies pour son propre usage, pour aussi long-tems que les originaux seront déposés au tribunal, il doit présenter ces copies en même tems que les originaux, afin qu'elles soient légalisées de la manière suivante: „Pour copie exacte de l'original qu'il a présenté".

Art. 31. Si le demandeur produit des témoins, ils seront cités pour comparaître en même tems.

Art. 32. Si au jour, où le terme de la citation expire, le demandeur ne comparaît pas, la citation est comme non avenue; et si le défendeur comparaît, le juge doit même fixer

en sa faveur les dépens et la perte du tems. Le demandeur peut, dans l'espace de deux mois, renouveler sa demande, en payant toutefois les dépens au défendeur qui aura comparu seul, ou autrement à la caisse judiciaire.

Art. 33. Dans le cas où le demandeur comparaît, et que le défendeur fait défaut, le premier obtient une seconde citation; et dans ce cas, le juge fixe les dépens et la perte du tems en faveur du demandeur, qui lui seront payés par le défaillant.

Art. 34. Si, dans le cas d'une réassignation, le défendeur succombe, les dépens et la perte du tems seront portés au double; et moitié sera payée au demandeur, et le reste à la caisse judiciaire.

Art. 35. Si le défendeur propose des témoins, l' instruction est suspendue, et les témoins sont appelés.

Art. 36. L'instruction ou le jugement sera suspendu, toutes les fois qu'il s'agit d'entendre de nouveaux témoins, de faire une expertise, ou d'obtenir des éclaircissemens plus précis. Néanmoins cette disposition n'aura lieu qu'autant qu'elle sera admise par le juge, comme nécessaire.

Art. 37. On ne peut entendre les témoins, ni ordonner l'expertise avant d'en faire la notification à la partie adverse.

Art. 38. Si les deux parties comparaissent, le juge entend d'abord le demandeur, et recueillit ses moyens, ensuite le défendeur, et recueillit ses moyens, et rend le jugement.

Art. 39. Les témoins sont entendus conformément à ce qui est prescrit dans le chapitre X relatif aux témoins.

Art. 40. Lorsqu'il s'agit de jugement en dernier ressort, le juge fait un exposé sommaire de la demande, de la réponse, des moyens des deux parties, et des témoins à charge et à décharge, écrit à la suite de cet exposé la sentence qu'il publie sans d'élai, les parties présentes ou absentes.

Art. 41. Aussitôt après la publication de son jugement, quel qu'il soit, le juge de paix est tenu d'en expédier copie aux parties. L'huissier doit indiquer, dans l'acte de la notification, l'heure même de sa remise.

Art. 42. Les témoins signent le contenu de leurs dépositions; et s'ils ne savent pas écrire, ils placent le signe de la croix.

Art. 43. Dans les affaires dont le juge de paix connaît en premier ressort, les dépositions des témoins seront toutes écrites et signées conformément à ce qui est prescrit au chapitre X relatif aux témoins.

Art. 44. Si le défendeur ne comparaît pas après la réassignation même, le juge de paix en fait mention, et prononce par défaut.

Art. 45. Dans les affaires dont il connaît en dernier ressort, si le défaillant succombe, il payera d'abord les dépens qui auront été fixés par le jugement; et ce n'est qu'alors qu'il pourra demander la revision devant le même tribunal, en produisant ses moyens. Dans ce cas, il obtiendra une citation qu'il notifiera à la partie adverse; mais il ne pourra pas le faire, s'il a laissé passer 15 jours après la publication du jugement par défaut, ou trois jours après sa notification, ou s'il comparaît de nouveau, au jour prescrit.

Art. 46. Les affaires qui sont de la compétence du juge de paix, ne peuvent être défendues ni par des avocats ni par des fondés de procuration. Il n'y a que les femmes, les vieillards et les employés au service public, qui peuvent se faire représenter par des fondés de procuration.

CHAPITRE V.

De l'appel des jugemens du juge de paix, rendus en premier ressort.

Art. 47. Aucun acte du juge de paix ne peut être appelé avant le jugement sur le fond, à moins qu'il ne s'agisse de la juridiction.

Art. 48. L'appel des jugemens sur le fond peut se faire de vive voix au moment de leur publication, ou trois jours après leur notification.

Art. 49. S'il est fait de vive voix, le juge de paix en fait mention dans son registre à la suite du procès-verbal sur la publication du jugement.

Art. 50. L'appelant est tenu de présenter, dans trois jours, au juge qui a rendu le jugement une requête contenant les motifs de l'appel. La requête sera notifiée à la partie adverse. Si l'intimé y répond, l'appelant présentera, dans trois autres jours, sa récapitulation que le premier prend, en donnant un reçu par écrit, et qu'il remet, dans le même espace de trois jours, au juge avec sa réplique.

Art. 51. Le juge en recevant les pièces du procès, les renvoie dans une liasse au juge d'appel qui instruit et prononce.

Art. 52. S'il a besoin d'éclaircissemens, il peut les demander et les avoir.

Art. 53. Le tribunal de première instance est un tribunal d'appel en dernier ressort pour les affaires qui sont de la compétence du juge de paix.

Art. 54. Dans le cas où le juge de paix remplit aussi les fonctions de juge de première instance, l'appel sera dirigé au tribunal de première instance le plus voisin.

Section III.

CHAPITRE VI.

De la procédure du tribunal de première instance.

De la demande.

Art. 55. Quiconque veut faire une demande au tribunal de première instance, est tenu d'exposer clairement, par une requête par écrit, l'affaire, de préciser le droit qu'il réclame avec les moyens dont il l'accompagne, et de proposer par articles la demande sur laquelle il sera à statuer, ainsi que l'effet qu'il prétend lui appartenir.

Art. 56. Le demandeur est tenu d'indiquer, dans le mémoire de sa réclamation, les pièces sur lesquelles il fonde sa demande, et dont il accompagnera ce mémoire.

Art. 57. En présentant la demande et les pièces y relatives, il est tenu de les accompagner de leurs copies, légalisées par lui-même, afin qu'elles soient remises au défendeur avec l'assignation.

Art. 58. La demande sera insérée sans délai au registre par le greffier, et notifiée de suite au défendeur.

Art. 59. Les pièces qui seront remises comme originales par qui que ce soit, demeureront déposées au greffe 30 jours, à dater de celui où elles auront été notifiées à la partie adverse.

Art. 60. Si la partie veut avoir des copies des pièces qu'elle aura présentées au tribunal, elle les copiera et légalisera elle-même; et le greffier, après les avoir comparées, les légalisera ainsi qu'il suit: „Pour copie exacte de l'original qu'elle a présenté".

De la défense.

Art. 61. Le défendeur peut répondre dans la huitaine à dater du jour de la notification.

Art. 62. S'il ne répond pas dans le terme de huit jours ou tout autre que le tribunal lui aura accordé pour des motifs valables, il perdra le droit de la défense par écrit.

Art. 63. La défense doit être claire et précise, et contenir tous les moyens en faveur du défendeur.

Art. 64. Les articles 56, 57 et 59 seront appliqués au défendeur même.

De la réponse.

Art. 65. Le demandeur peut répondre cinq jours après la notification de la défense.

Art. 66. La réponse du demandeur doit aussi être claire et précise.

Art. 67. Si le demandeur a des pièces à présenter, il se onformera aux articles 56 et 57.

Art. 68. L'article 58 est applicable à la réponse du demandeur même.

De la réplique.

Art. 69. Ce qui a été prescrit relativement à la réponse st applicable à la réplique même.

CHAPITRE VII.

Des incidens.

Art. 70. Les exceptions relatives à la compétence sont ocales, personnelles ou réelles.

Art. 71. Quiconque veut contester la juridiction du tribunal, est tenu de proposer, avant d'entrer dans le fond de 'affaire, son exception par une requête.

Art. 72. Quiconque veut attaquer la qualité personnelle le la partie adverse (le titre, par exemple), est tenu de proposer, avant d'entrer dans le fond de l'affaire, par une requête péciale le moyen pour lequel le titre est contestable, s'il veut aire une exception contre l'action de la partie adverse. Dans e cas contraire, il ne peut plus soutenir une cause personnelle u une exception; elle ne servira plus que comme moyen dans a contestation du fond de l'affaire.

Art. 73. Non-seulement la demande de l'exception d'un ribunal, mais encore celle du titre de la partie adverse susend la procédure de l'action principale jusqu'à ce qu'il soit tatué en dernier ressort sur l'incident.

Art. 74. La demande, l'instruction, le jugement et l'appel relatifs à ces deux actions ont lieu conformément aux dispositions des articles 2, 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

De la reprise pour le redressement de l'action.

Art. 75. Dans le cas où le demandeur pense qu'il a mal lirigé sa demande, et qu'il veut la redresser par une seconde, l peut bien le faire; mais il est tenu de déposer d'avance au greffe du tribunal le double des dépenses, dont la moitié est accordée au défendeur, et le reste demeure en dépôt jusqu'au ugement en dernier ressort; et si le demandeur gagne, il reprend la somme; autrement elle passe au profit de la caisse udiciaire.

Art. 76. La reprise d'instance pour en redresser la marche n'est plus recevable après le premier acte rendu contre le demandeur défaillant.

CHAPITRE VIII.

De la reconvention.

Art. 77. Si le défendeur, en repoussant l'action principale, veut former des moyens opposés, soit pour affaiblir l'effet de la demande, soit pour la détruire, soit enfin pour faire une contre-demande, il est tenu de proposer, dans sa réponse, les argumens opposés.

Art. 78. Pour que la demande reconventionnelle soit recevable, il faut qu'elle ait un rapport à l'affaire principale proposée par le demandeur, qu'elle soit de la même nature, et qu'elle détruise en tout ou en partie les divers chefs de la demande principale.

Art. 79. Tout autre demande du défendeur qui n'ait pas de rapport à la demande principale, peut servir comme sujet d'un autre procès séparé et qui exige un autre jugement.

Art. 80. La demande reconventionnelle, proposée dans la défense, sera instruite et décidée par le même jugement.

Art. 81. La demande reconventionnelle ne peut être proposée que dans la réponse du défendeur.

Art. 82. Comme par la demande reconventionnelle le demandeur devient défendeur, la défense contre cette demande et les diverses répliques seront reçues avec les délais ordinaires.

Art. 83. Les dispositions du jugement seront distinctes et par articles séparés.

CHAPITRE IX.

De l'usage des preuves.

Preuves par écrit.

Art. 84. Si l'écriture privée produite par l'une des parties n'est point reconnue par l'autre, on distingue si c'est le signataire de la pièce ou bien son héritier qui dénie sa signature.

Art. 85. Si c'est le signataire qui dénie la signature, sa dénégation équivaut alors à une inscription de faux; et le tribunal civil interrompt son instruction en renvoyant l'accusation au tribunal criminel.

Art. 86. Si la dénégation vient de l'héritier du signataire, le tribunal civil continue l'instruction; et c'est à la partie qui veut se servir de la signature contestée à produire les preuves de son authenticité.

Art. 87. Celui qui produit les personnes qui connaissent la signature contestée, est tenu de les désigner avec précision; et c'est à la partie adverse à faire toutes réserves concernant les témoins.

Art. 88. S'il s'agit de faire reconnaître l'écriture par la comparaison d'autres pièces, le tribunal en nommera les experts.

Art. 89. Les pièces de comparaison doivent être reconnues et incontestables.

Art. 90. Dans l'enquête des experts, les parties jouissent des mêmes droits que dans celle des témoins.

Art. 91. Si le tribunal ou bien l'héritier du signataire déduit de l'expertise qu'il y a faux, le premier d'office et le second à part peuvent faire l'accusation contre la dite signature, comme fausse, devant le tribunal criminel. Dans toute demande de cette nature, le tribunal criminel est tenu de demander à la partie qui produit la signature arguée de faux, si elle insiste à s'en servir à son profit. Dans le cas d'une réponse affirmative, les conséquences de la vérification seront à sa charge. En cas de négative, toutes les pièces y relatives seront renvoyées au procureur général près le tribunal d'appel, qui décidera, s'il y a lieu à poursuivre.

Art. 92. Dans le cas d'inscription de faux conformément à l'art. 85 ou 91, l'instruction commence par les preuves que doit produire la partie, qui possède la signature arguée de faux, en faveur de son authenticité, et c'est après elle que l'accusateur soutiendra le contraire.

Art. 93. Dans toute autre affaire civile, si on produit une pièce qui est arguée de faux, l'instruction est interrompue, si cette pièce est essentielle au procès.

Art. 94. L'autorité civile peut, durant même l'instruction de l'affaire civile, charger d'office l'instructeur d'examiner, s'il y a lieu à accusation de faux.

Art. 95. Si l'instructeur trouve qu'il y a lieu à poursuivre son examen, il continue son instruction d'office sans autre autorisation.

Art. 96. Toutes les preuves admises au tribunal civil, sont valables aussi devant le tribunal criminel.

CHAPITRE X.

Des témoins.

Art. 97. Quiconque veut produire les preuves testimoniales, doit articuler les faits clairement et avec précision, indiquer l'époque, le lieu, et la manière, et désigner avec exactitude les noms, prénoms, profession et domicile de chacun des témoins.

Art. 98. La preuve par témoins n'est point admise, en matière civile, contre les pièces authentiques qui tiennent lieu

de vérité, et font foi, ni contre les écrits qui sont à eux mêmes des preuves légales, à moins qu'ils ne soient accusés de fraude, de dol, de confection ou falsification violentes, ou d'être le résultat de la corruption.

Art. 99. On ne peut proposer des faits étrangers à l'affaire.

Art. 100. Si la partie, contre laquelle les faits sont articulés, pense que, pour les susdites raisons, ils sont inadmissibles, elle demandera, par requête motivée, la non-admissibilité des faits, et leur radiation.

Art. 101. La requête doit être présentée dans l'espace de cinq jours à partir de celui de la notification des faits.

Art. 102. La réplique se fera dans les cinq jours après la signification de la dite requête.

Art. 103. Le juge prononce.

Art. 104. Si la partie adverse ne repousse pas les faits comme inadmissibles, mais a seulement des motifs de récusation contre les témoins, elle doit les proposer, par requête motivée, dans l'espace de cinq jours. Cette requête est signifiée à l'autre partie qui répliquera dans les trois jours; et le juge prononcera.

Art. 105. Les règles sur la récusation des témoins sont les mêmes que celles sur la récusation des juges.

Art. 106. La récusation des témoins doit être demandée par requête motivée.

Art. 107. Si le juge admet la récusation, la partie peut produire un nouveau témoin en remplacement de celui qui aura été récusé.

Art. 108. Le remplacement n'est pas permis deux fois.

Art. 109. En aucun autre cas le remplacement des témoins ne saura être permis.

Art. 110. On ne peut plus reproduire les faits qui auront été rejetés.

Art. 111. Il n'est point défendu à la partie adverse de produire des témoins contre les faits articulés; mais elle doit le faire avant l'audition des témoins du demandeur dans les huit jours après toute contestation relative à l'objet des dépositions ou aux reproches des témoins; ou dans les cinq jours dans lesquels devaient être proposés ces reproches, leur comparution sera ordonnée, à la requête de la partie qui les aura produits. L'assignation fixera, entre autres, le jour de leur audition, et copie de l'assignation sera en même tems remise à la partie adverse pour qu'elle ne l'ignore pas.

Art. 112. S'il n'y a pas de récusation contre les témoins, ils seront entendus après avoir prêté le serment conformément

à l'art. 225 de l'instruction criminelle, et en présence des parties, si elles veulent y assister. La partie, contre laquelle déposent les témoins, peut leur adresser des questions, et en demander la réponse, mais toujours par l'entremise du juge.

Art. 113. Le même droit est accordé, pour l'éclaircissement des dépositions, à la partie qui aura produit les témoins, et par la même entremise.

Art. 114. Avant de commencer l'interrogatoire, le juge doit constater l'identité du témoin, et faire mention, à la tête de la déposition, de la date de l'assignation du témoin, de son âge, des noms des parties, de leur présence en personne ou par fondé de procuration ou avocat, ou bien de leur absence, de la susdite identité et du serment qui lui aura été déféré.

Art. 115. Le témoin ne peut être contraint de répondre à sa propre charge.

Art. 116. Les témoins sont interrogés séparément.

Art. 117. Lecture des dépositions sera faite au témoin qui les signera page par page, s'il sait écrire, le juge et le greffier les signeront également. Si le témoin ne sait pas écrire, il fait le signe de la croix; et mention est faite qu'il ne sait pas écrire; mais le juge et le greffier signeront dans tous les cas.

Art. 118. Aucune addition ni aucun retranchement ne sera fait aux dépositions; mais s'il est bésoin de corrections, il est tiré une simple ligne sur les paroles à corriger et celles qui doivent les remplacer sont écrites en marge de la feuille en face du lieu où la correction aura été faite, et sont signées par le juge et le témoin.

Art. 119. S'il s'agit de corrections à faire après la lecture de la déposition et sur la demande du témoin, il en est fait mention à la fin de la déposition; et tout est rapporté avec exactitude.

Art. 120. Aucune correction ou explication n'est plus permise après que le témoin sera sorti du lieu où il aura été entendu.

Art. 121. Si le témoin est domicilié dans un autre ressort, la partie qui le propose doit, dans le cas où sa déposition serait décisive dans la cause, représenter par requête que l'enquête serait incomplète sans la déposition de ce témoin. Dans ce cas le juge commettra celui de première instance du lieu, où le témoin est domicilié, de recevoir sa déposition. Les parties qui ont le droit de questionner les témoins peuvent se faire représenter par des fondés de procuration, ou bien remettre au juge les demandes par écrit, afin qu'elles soient faites au témoin. Le juge, s'il les croit légitimes, les adressera à celui qui recevra la déposition.

Art. 122. Lorsqu'il s'agit d'un témoin domicilié hors de l'état, le tribunal de première instance s'adresse au secrétaire de la justice pour demander, de qui de droit et dans les formes requises, la déposition en question.

Art. 123. Tout acte concernant soit des faits, soit des témoins, ne sera appelé qu'avec le jugement définitif.

Art. 124. Le témoin ne peut jamais refuser de déposer. Dans le cas de refus, le juge le condamnera pour la première fois aux dépens, pour la seconde à une amende qui ne sera pas moindre de vingt phénix, et pour une troisième fois à un emprisonnement dont le minimum sera de cinquante jours.

CHAPITRE XI.

Des experts.

Art. 125. Lorsqu'il y aura lieu a un rapport d'experts avant ou après le jugement, la partie intéressée est tenue de faire sa demande au tribunal par requête.

Art. 126. Par cette requête elle doit:

1°. Indiquer le but de l'expertise.

2°. Demander la permission de la faire.

3°. Nommer trois experts non sujets a récusations.

4°. Inviter son adversaire à choisir un des trois experts par lui proposés et nommer aussi lui trois autres pour qu'il en choisisse aussi un.

Art. 127. Cette requête sera notifiée à la partie adverse qui peut dans les trois jours s'y opposer ou accepter l'expertise.

Art. 128. Si elle l'accepte, elle est tenue de choisir un parmi les experts proposés par son adversaire et indiquer les noms des siens.

Art. 129. Dans ce cas l'autre partie est tenue de choisir dans le délai de trois jours.

Art. 130. Si la partie adverse s'oppose à la nomination des experts, le juge, vu la requête et la réponse, rend un acte par lequel il admet, rejette ou modifie la demande en expertise.

Art. 132. Lorsqu'il y aura récusation d'un expert et que le nombre de trois n'est pas complet, le juge sans aucune discussion, vu la requête et la réponse des parties et les raisons sur la récusation, rend son acte.

Art. 133. Si l'une des parties se refuse à la nomination de ses experts, le juge y suppléera.

Art. 134. Le jugement rendu sur la nomination des experts, doit contenir avec exactitude: 1°. La permission pour faire l'expertise. 2°. L'objet sur lequelle s'occupera. 3°. La nomination des deux experts et du tiers en cas de partage. 4°. Le délai dans lequel l'expertise doit être faite.

Art. 135. Le jugement rendu sera envoyé sans délai aux experts pour son exécution.

Art. 136. Le juge peut être présent à l'expertise.

Art. 137. Les parties le peuvent être aussi.

Art. 138. Le rapport des experts doit contenir avec clarté et précision les opérations des experts; si les objets sur lesquels ils doivent s'occuper sont plus d'un, ils seront articulés séparément.

Art. 139. Le rapport sera signé des deux experts et remis au tribunal dans les trois jours après qu'il soit fait.

Art. 140. En cas de partage, chacun des deux experts expose par écrit son avis et l'envoie signé au tiers dans le délai de trois jours comme il est dit.

Art. 141. Le tiers est tenu de donner son avis dans le délai de trois jours au moins; néanmoins le juge peut prolonger ce délai s'il le juge à propos.

Art. 142. Celui des experts qui ne veut pas donner son avis par écrit, payera le double des frais faits dans l'expertise.

Art. 143. Dans ce cas le juge nommera un autre expert, et la partie, qui l'avait nommé, ne peut pas en nommer un autre.

Art. 144. Les experts seront récompensés d'une paye journalière; les frais sont à charge de celui qui aura requis l'expertise.

CHAPITRE XII.

De la preuve par excommunication.

Art. 145. Lorsque dans une affaire civile ou de commerce il n'y a point de preuve, ou lorsque le nom ou la résidence de ceux qui peuvent déposer sur la demande dont il s'agit, est inconnu au demandeur ou bien au défendeur, et que l'une des parties veut avoir recours au moyen de l'excommunication, elle est tenue de se conformer aux règles ci-après:

Art. 146. Elle demandera par écrit au tribunal, où l'action a été portée, qu'une excommunication soit publiée, afin que les renseignemens requis soient révélés; cette demande sera notifiée à la partie adverse dans trois jours.

Art. 147. Si, la partie adverse entendue, le tribunal trouve nécessaire d'acquiescer à la demande, il s'adressera à l'autorité ecclésiastique, pour que l'excommunication soit faite.

Art. 148. L'excommunication ne sera permise qu'autant qu'il y aura de nécessité indispensable et pour des affaires importantes.

Art. 149. Par l'excommunication (qui doit préciser les objets, sur lesquels on demande des renseignemens) seront

invités ceux qui peuvent déposer sur les demandes dont il s'agit, à notifier leur nom et leur demeure au prêtre qui a publié l'excommunication, afin qu'ils soient ensuite cités à comparaître comme témoins devant le tribunal d'après les formes ordinaires.

Art. 150. Le prêtre après la publication de l'excommunication, notifie à son supérieur les noms et les demeures de ceux qui se sont déclarés ayant connaissance de l'affaire indiquée dans l'excommunication. Le supérieur remet ces communications du prêtre au tribunal où l'affaire est pendante, pour que ceux qui en ont connaissance soient cités à comparaître en témoignage d'après les formes ordinaires.

Art. 151. En matière criminelle, lorsque les délits sont graves et difficiles à prouver, l'instructeur ou le tribunal criminel peut, à la demande de l'une des parties ou sur la réquisition du procureur du gouvernement, et même d'office, ordonner la publication de l'excommunication; mais cela ne peut prolonger la détention de quelq'un outre les bornes fixées par la loi.

Art. 152. Ceux qui auraient été récusés comme témoins, sont dispensés de déclarer ce qu'ils connaissent.

CHAPITRE XIII.

De la manière de demander la présentation des pièces.

Art. 153. Si l'une des parties croit avoir besoin de pièces qui se trouvent entre les mains de son adversaire ou d'un tiers, elle est tenue de faire une requête, en y indiquant le nombre de ces pièces. Elle doit y alléguer les raisons de ce que ces pièces l'intéressent et se trouvent entre les mains de la personne indiquée.

Art. 154. Cette requête sera signifiée à la partie adverse, qui est tenue d'y répondre dans le délai de trois jours. Le tribunal, vues la demande et la réponse, oblige la personne, qui a les pièces, à les présenter, ou si elle dit de n'en avoir pas, lui offre le serment ou rejette la demande.

Art. 155. Si le jugement ayant obligé qui a les pièces à les présenter, il ne les présente pas dans le délai que le tribunal doit toujours fixer, dans ce cas celui qui a demandé les pièces présentera une autre requête et demandera, s'il est demandeur, que sa demande ou une partie d'elle, si les pièces ne regardent qu'une partie seulement, soit acceptée sans aucune autre discussion; s'il est défendeur, il demandera, que le tout ou partie de l'action intentée contre lui soit rejeté et que le tout ou partie de sa défense soit accepté.

Art. 156. Le juge est tenu de notifier la demande à la partie adverse; et la défense présentée, il y statue en prolongeant le délai, s'il le trouve nécessaire, ou en acceptant la demande de la partie.

Art. 157. Lorsque le jugement concerne un tiers et que ce tiers ne veut pas présenter les pièces, le demandeur protestera contre lui, qui sera responsable de tout dommage causé du défaut de ces pièces.

CHAPITRE XIV.

De l'intervention d'un tiers.

Art. 158. Si un tiers entend avoir des droits dans une action, il y peut intervenir.

Art. 159. L'intervention du tiers se fait
ou pour lui seul
ou pour lui et pour l'une des parties
ou seulement en faveur de l'une des parties.

Art. 160. Celui qui veut intervenir présente une requête au tribunal, en y indiquant son droit dans l'affaire en litige, le motif et la volonté qu'il a d'y intervenir.

Art. 161. Cette requête est admissible en tout état de cause.

Art. 162. Elle suspend l'action; elle est notifiée aux parties adverses.

Art. 163. Elle n'est point valable ni peut suspendre l'action, si elle manque d'une des formes indiquées ci-dessus.

Art. 164. Quiconque des parties adverses veut contester le droit de l'intervenant, est tenu de présenter une requête où y sera fait défense, réponse et réplique comme dans un nouveau procès, et l'action principale sera suspendue jusqu'a ce qu'il sera statué sur celle-ci.

Art. 165. Si les parties adverses se taisent sur l'intervention, chacune d'elles est tenue de remettre dans le délai de huit jours au greffe compétent copies de tous les actes antécédens avec catalogue, sans que l'intervenant soit chargé d'aucun frais.

Art. 166. Ce catalogue lui sera notifié, et il sera invité d'exposer par écrit ses moyens dans le délai de cinq jours.

Art. 167. Tout acte qui aura postérieurement lieu sera signifié à l'intervenant.

CHAPITRE XV.

Des actes conservatoires et de la caution.

Art. 168. Quiconque a à recevoir de l'argent, ne peut être obligé de recevoir des biens en payement.

Art. 169. Néanmoins si le débiteur ne peut pas s'acquitter de sa dette en argent, le créancier a le droit de choisir d'après les règles ci-après.

Art. 170. Quiconque croit qu'il a à recevoir des biens meubles ou de l'argent, peut demander un acte conservatoire.

Art. 171. Néanmoins nul ne peut demander un acte conservatoire, s'il n'a pas des titres qui lui donnent le droit d'intenter une action.

Art. 172. Les actes conservatoires peuvent être relatifs aux biens ou aux personnes. On attaque les biens meubles: 1°. Par la saisie-arrêt; 2°. Par l'apposition des scellés; 3°. Par la saisie-gagerie, les meubles par l'assignation de biens et les personnes par l'arrestation ou dépôt.

Art. 173. Quiconque veut saisir entre les mains d'un tiers ou du débiteur même un objet quelconque, est tenu de présenter une requête motivée et demander l'ordonnance de la saisie.

Art. 174. Le juge reçoit la pièce, rend l'acte et l'envoie au commissaire de police pour son exécution.

Art. 175. Cet acte doit être double, l'un pour l'officier chargé de l'exécution, indiquant la manière et le lieu où l'exécution est faite et la personne du saisi, et l'autre pour être remis au saisi même.

Art. 176. La partie adverse peut après l'exécution s'y opposer par une requête écrite; le juge prononce.

Art. 177. Le tiers-saisi sera tenu dans les huit jours après la signification de déclarer si l'objet saisi se trouve entre ses mains, ou non, et en quoi.

Art. 178. Quelque soit cette réponse, elle sera notifiée aux parties.

Art. 179. Le tiers-saisi qui ne fera pas sa déclaration, est déclaré débiteur des objets saisis.

Art. 180. Si la saisie doit être faite entre les mains d'une personne qui réside hors du ressort du tribunal auquel la demande a été portée, ce tribunal soumettra au tribunal du lieu où le saisi se trouve pour faire la saisie.

Art. 181. L'une ou l'autre des parties peuvent demander le dépôt de l'objet saisi entre les mains d'un tiers.

Art. 182. L'apposition des scellés se fait d'après les mêmes règles. Elle est exécutée de la manière ci-après: on attache un morceau de toile à l'objet qu'on veut mettre sous scellés; on verse de cire d'Espagne aux deux bouts de cette toile en y apposant le scellé de la police; le tout à peine de nullité.

Art. 183. Si les portes de la maison ou de tout autre lieu, où les scellés doivent être apposés sont fermées, l'officier de la police y gardera antérieurement trois jours pour empêcher le divertissement; ce délai expiré, la police exécutive, en présence de deux témoins, y entre par force, dresse un procès-verbal signé des témoins, en y indiquant tout ce qui s'est passé, avant, pendant, ou après l'ouverture forcée, se saisit de tous les effets y trouvés, les remet entre les mains d'un citoyen, honnête habitant du même lieu, de son choix et sous sa propre responsabilité, et fait son rapport à l'autorité compétente.

Art. 184. L'opposant est tenu de payer les frais de la garnison ci-dessus mentionnée.

Art. 185. Si le maître de la maison est absent, la police est tenue d'y établir une garnison antérieure et de lui notifier l'ordonnance judiciaire, en lui fixant le délai dans lequel il doit se présenter pour l'exécution de la dite ordonnance. Si, la police s'étant assurée de la signification de l'ordonnance, l'absent ne comparaît pas dans le délai fixé, elle agit d'après l'art. 183 et 184.

Art. 186. Si le lieu de la résidence du maître de la maison est inconnu, la police y établit de même une garnison, et par un héraut publie l'acte judiciaire qui ordonne l'apposition des scellés: Si dans le délai de trois jours, aucun de ses parens ou de ses amis n'indique pas le lieu de sa résidence, la police agit d'après les articles ci-dessus. Dans ce cas, outre les deux témoins, pourront être présens les parens et les amis de l'absent.

Art. 187. Si l'absent ne se trouve pas dans le lieu indiqué par ses parens ou par ses amis à la police, l'art. 183 est applicable.

Art. 188. L'autorité qui aura ordonné l'apposition des scellés, est tenue de faire l'inventaire des objets saisis en présence de deux témoins.

Art. 189. Si les effets mis sous scellés, sont sujets à dépérissement, la même autorité est tenue, sous la responsabilité du demandeur en scellés, de les mettre à l'enchère et de déposer entre les mains d'un citoyen, honnête habitant du même lieu, ou dans un autre lieu sûr, l'argent qu'on tirera de cette vente.

Art. 190. L'enchère sera faite par le tribunal. Elle sera notifiée à la partie adverse; si elle s'y oppose, le tribunal est tenu d'ordonner une expertise. L'opposant peut nommer le troisième, et l'expertise faite, les experts statueront, si l'enchère doit procéder ou non.

Art. 191. Si les effets de nature dépérissable sont hors de danger de dépérir, le demandeur en saisie-arrêt, scellés etc., n'en peut demander la vente, que dans le cas où leur prix peut diminuer si la vente serait retardée, soit parce que la concurrence des acquéreurs cesse, soit par la cause de l'abondance du même article. Dans ce cas on fera l'inventaire de ces effets.

Art. 192. Si la partie adverse s'y oppose encore, l'opposition doit être respectée, lorsque l'opposant a des biens suffisans pour payer la différence du prix, que le saisissant peut obtenir, lorsque les effets saisis seront vendus en exécution du jugement rendu en sa faveur.

Art. 193. Le dépôt entre les mains d'un tiers, n'aura lieu qu'autant que le saisi est suspect, savoir 1° s'il est capable d'en abuser 2° s'il n'est pas solvable pour l'objet saisi.

Art. 194. Si le saisi peut abuser des effets saisis ou mis sous scellés, le saisissant en est responsable, s'il n'a pas demandé leur dépôt entre les mains d'un tiers.

Art. 195. La saisie-gagerie se fait d'après les mêmes règles.

Art. 196. Le gage sera transporté par la police et remis entre les mains de l'autorité qui a ordonné la saisie.

Art. 197. Larticle 189 est aussi applicable à la saisie-gagerie.

Art. 198. Ne pourront être saisis les animaux et les instrumens nécessaires pour l'agriculture; les outils des artisans; le coucher; une partie des alimens pour la nourriture nécessaire, et les habits qui sont nécessaires pour toute la famille.

Art. 199. Les saisie-arrêt, scellés et saisie-gagerie seront levées aussitôt que le débiteur aurait offert une caution solvable au choix du tribunal pour la valeur des effets saisis.

Art. 200. Le propriétaire des effets saisis pourra, durant l'exécution, offrir en gage d'autres objets d'un prix équivalent à la demande du saisissant. Dans ce cas, l'exécution sera suspendue, sous la responsabilité du commissaire de police qui conservera l'objet offert.

Art. 201. Quiconque demande un acte conservatoire, s'il n'a pas de biens suffisans pour payer des dommages-intérêts en cas que l'acte soit déclaré non valable, est tenu d'offrir caution.

Art. 202. Nul ne peut être recevable en caution, s'il n'a pas des biens suffisans pour le montant des effets saisis et deux tiers en sus.

Art. 203. Le commissaire de police est tenu d'indiquer avec exactitude le tems où l'exécution est faite.

Art. 204. Celui qui a demandé le premier l'acte conservatoire, aura privilége sur les effets saisis, même dans le cas où un acte semblable, concernant les mêmes effets et rendu à la demande d'un autre, faite après celle du premier, aurait été antérieurement exécuté, de manière que le premier saisissant est celui, qui a demandé le premier l'acte conservatoire.

Art. 205. Pour éviter tout choc qui pourrait arriver dans les livres de deux tribunaux, il sera indiqué précisément au registre le jour et même l'heure de la présentation de la demande en saisie-arrêt.

Art. 206. Celui qui se prétendra propriétaire des objets saisis, ou d'une partie d'eux, est tenu de présenter une requête contre les deux parties adverses, en y annonçant les preuves de propriété et demandant la main-levée.

Art. 207. Les deux parties y répondent et le juge prononce.

Art. 208. Le jugement sur la propriété est sujet à l'appel.

Art. 209. S'il s'agit d'un négociant, il peut offrir une caution avant même l'exécution de l'acte. L'officier chargé de l'exécution, la suspend et conserve les effets, jusqu'à ce qu'il y sera statué par le tribunal.

Art. 210. Toute violation des scellés ou d'un gage, est réputée action criminelle. L'auteur est responsable pour les actions civile et criminelle.

Art. 211. Quiconque croit que son débiteur peut s'en aller a le droit de demander par requête son arrestation. L'autorité invoquée, pris en considération l'art. 171, décerne le mandat.

Art. 212. Si l'arrêté est tout-à-fait indigent, et qu'il ne puisse s'occupper à aucun métier dans la maison d'arrêt, le commissaire de police est tenu de demander au demandeur, par semaine et par anticipation, les frais de son nourriture; s'il s'y refuse, l'arrêté sera mis en liberté.

Art. 213. Quiconque demande l'arrestation ou le dépôt de son adversaire, est tenu d'offrir une caution pour le payement des dommages-intérêts et la dépense de l'arrêté, si le tribunal rejette son action.

Art. 214. S'il s'agit d'un bâtiment marchand ou d'un capitaine de navire en activité, la caution est responsable, outre la dépense et les dommages-intérêts de la partie, d'une amende de 600 Phoenix au profit du trésor.

CHAPITRE XVI.

Des absens.

Art. 215. Quiconque n'est pas présent au commencement d'un procès ou part après le commencement, est réputé absent.

Art. 216. Si quelqu'un veut intenter une action contre un absent, qui n'a pas constitué son fondé de pouvoir, l'assignation doit être envoyée au juge de paix du lieu où l'absent réside, s'il se trouve dans l'état; s'il se trouve hors de l'état, l'assignation sera signifiée de la manière suivante: un héraut la publie à haute voix dans la place de la ville où l'absent est domicilié; une copie en est remise à sa femme ou à ses fils s'ils sont majeurs, ou à ses parens les plus proches; deux autres copies seront affichées, l'une sur la porte de sa dernière demeure où la publication fut faite, et l'autre sur celle du tribunal.

Art. 217. Le délai de la comparution est trois fois plus long qu'à l'ordinaire, de plus l'assignation sera publiée par le journal.

Art. 218. Si, le premier délai expiré, il ne comparaît pas ou ne constitue pas son fondé de pouvoir, l'assignation sera renouvelée avec un délai de deux mois. Elle sera notifiée d'après la manière ci-dessus indiquée; si l'assigné ne comparaît non plus, le tribunal procède jusqu'à l'exécution du jugement.

Art. 219. Les parens ou les amis du défendeur peuvent demander une prorogation du délai; le juge peut adjuger la demande s'il la croit nécessaire, mais pour une seule fois.

Art. 220. Le délai pour l'appel des jugemens rendus par défaut, est trois fois plus long qu'à l'ordinaire, si l'absent se trouve dans l'état, s'il se trouve hors de l'état, le délai sera d'une année, mais cela ne peut pas suspendre l'exécution du jugement.

Art. 221. Le demandeur est tenu d'offrir caution pour l'exécution du jugement.

Art. 222. Dans le cas que l'absent aurait été décédé dans le délai accordé pour l'appel, ce délai sera double en faveur de ses héritiers.

Art. 223. Si les droits des héritiers sont contestés, le délai accordé en leur faveur ne sera compté que du jour où leur droit à la succession serait déclaré incontestable par un jugement rendu en dernier ressort. Dans ce cas, la partie adverse peut demander la nomination de curateurs pour assurer la perception des revenus de la succession.

Art. 224. S'il y a un curateur ayant un pouvoir suffisant, les assignations, notifications, ainsi que tout autre acte

judiciaire, seront fait de la même manière que dans le cas, où le défendeur même aurait été présent.

Art. 225. Dans le cas, où une personne après être assignée par un acte légale, notifié à lui d'après les formes en vigueur, part sans constituer son fondé de pouvoir, le tribunal procédera d'après les formes établies pour les absens, mais les délais seront comptés comme si cette personne eut été présente. Néanmoins le délai pour l'appel du jugement, sera le même accordé par la loi aux absens. Dans ce cas, le demandeur est dispensé d'offrir caution pour l'exécution.

Art. 226. Si le demandeur part pendant le procès sans constituer son fondé de pouvoir, le défendeur peut continuer le procès de la même manière ci-dessus indiquée pour obtenir un jugement en sa faveur. Dans ce cas, le demandeur n'a pas le droit d'appeler après un an.

Art. 227. Le juge ou les juges qui auraient prononcé par défaut, sont tenus d'avoir toute attention à ce que les notifications et les rapports des officiers de justice soient exactes, de bien connaître l'action, et de fonder leur jugement comme si la personne jugée eut été présente.

Art. 228. Si quelqu'un a une action à intenter contre une personne et que, cette personne étant décédée avant ou après l'action intentée, les héritiers ne soient pas connus, dans ce cas tout acte sera exécuté d'après l'art. 217 et publié par le héraut et par les journaux; en outre une note de ses caractéristiques sera donnée à tous les parens connus, résidant dans le lieu où la publication a été faite. Si le demandeur est mort pendant le procès, le défendeur fera de même.

Art. 229. En général, lorsque l'une des parties est morte après la publication du premier acte, la partie survivante peut demander la nomination d'un tuteur, si la personne décédée a laissé des enfans mineurs, ou d'un curateur, si les héritiers ne sont pas connus ou si leur droit est contesté.

CHAPITRE XVII.

Des ajournemens.

Art. 230. Toutes les fois que l'une des parties aura besoin d'un délai plus long qu'à l'ordinaire, elle peut faire sa demande par une requête à l'autorité compétente. Cette requête sera signifiée à la partie adverse, et le juge, les raisons alléguées balancées, rejette ou modifie la demande.

Art. 231. La maladie est un des motifs plausibles pour la remise de l'affaire.

Art. 232. Le certificat sur la maladie doit être signé par un médecin et visé par le commissaire de police; en défaut de médecin un des démogérontes du pays signera le certificat.

Art. 233. Le médecin ou le démogéronte doit indiquer le commencement et la nature de la maladie.

Art. 234. Aucune affaire ne sera remise pour cause de maladie à plus de huit à quinze jours. Ce délai sera fixé par le juge d'après l'avis d'un autre médecin, qui, par ordre du juge, aurait visité le malade.

CHAPITRE XVIII.

Des actes incidens.

Art. 235. Aucun acte incident ne peut être appelé avant le jugement sur le fond, exceptés ceux prévus expressément par la loi.

Art. 236. Quiconque se croira lésé d'un tel acte, peut interjeter appel ensemble avec celui du jugement.

CHAPITRE XIX.

De la mise au rôle et de l'audience.

Art. 237. Aussitôt que la contestation est formée et que l'affaire est en état, s'il n'y a pas de l'incident, sera dressé un rôle contenant les assignations des parties.

Art. 238. La contestation est formée aussitôt que chacune des parties aura présenté les deux pièces, ou après l'expiration du délai, dans lequel elles pouvaient les présenter.

Art. 239. Toute demande incidente suspend le jugement de l'affaire en état.

Art. 240. Puisque chacune des parties sera citée à comparaître trois jours après que la contestation soit formée si rien n'empêche pour la discussion de l'affaire, le juge, lorsque la contestation soit formée et que l'affaire soit en état et que rien n'empêche, inscrit au rôle les assignations des parties.

Art. 241. En matière civile, il sera fait huit jours avant celui d'audience. Lorsqu'il s'agit du fond, il sera exposé dans la salle du tribunal, pour être connu des parties.

Art. 242. Après la publication du rôle, aucune pièce ne peut être admissible.

Art. 243. Si le greffier en reçoit une par erreur, elle sera considérée comme non présentée.

Art. 244. La demande en suspension peut être admise même après la publication du rôle, sauf à être discuté au jour d'audience sur la validité de la demande. Si le juge la rejette, elle est considérée comme non avenue, et il sera procédé à la discussion de l'objet indiqué à l'assignation inscrite au rôle publié.

Art. 245. Au moment de l'audience, le juge assis, le greffier, tenant entre les mains le rôle, lit à l'huissier les

noms des parties. L'huissier appelle le demandeur et ensuite le défendeur ou les défendeurs à comparaître.

Art. 246. Si l'audience est finie, sans que les affaires inscrites au rôle, pour être jugées le même jour, soient discutées, le rôle sera renouvelé avec un nouveau délai de huit jours.

Art. 247. Dans l'espace qui court entre le premier rôle et le rôle ou les rôles suivans, les parties peuvent donner des nouveaux éclaircissemens, mais cela doit être fait avant que le rôle soit exposé.

Art. 248. Toute pièce présentée, suspend la continuation de l'affaire, si elle est reconnue.

Art. 249. Toutes les fois que le rôle est renouvelé, les affaires remises seront inscrites à la seconde colonne et appelées le premier, pour que le juge en prenne connaissance.

Art. 250. Tout motif allégué par les parties pour faire remettre l'affaire, ainsi que tout débat sera passé au procès-verbal du jour.

Art. 251. Si rien n'empêche l'appel sera fait.

Art. 252. Si le demandeur fait défaut, la citation est comme non avenue; le greffier en fera mention au procès-verbal.

Art. 353. Le demandeur ne peut la renouveler, qu'après trois mois.

Art. 254. Si, au second appel, le demandeur fait aussi défaut, sa citation est comme non avenue, et il ne peut la renouveler qu'après un an, *ce délai expiré il ne pourra plus la renouveler* (sic)

Art. 255. Si, au troisième appel, il ne comparaît non plus, sa citation est comme non avenue, et il n'aura plus le droit de la renouveler.

Art. 256. Si, au premier appel du demandeur, le défendeur fait défaut, mention en sera faite et le demandeur est tenu de demander une seconde assignation.

Art. 257. Si, en cas de réassignation, le défendeur fait aussi défaut, le demandeur présente sa récapitulation, par laquelle il fait le résumé de l'affaire.

Art. 258. Cette récapitulation est notifiée à la partie adverse.

Art. 259. L'intimé peut répondre dans le délai de huit jours, et la réponse sera signifiée à la partie adverse.

Art. 260. Après ces récapitulations ne seront plus admissibles, ni des nouveaux titres ni des enquêtes.

Art. 261. Si le défendeur ne répond pas, le juge, après s'être informé si tous les actes ont été signifiés d'après les

règles établies, examine l'affaire, quant aux personnes et au fond, et rend le jugement par défaut.

Art. 262. Le juge peut, les parties présentes ou absentes, remettre le jugement, pour demander des éclaircissemens, qu'il doit détailler par un acte rendu à cet effet.

Art. 263. S'il y a aussi une demande de la part du défendeur, pour que l'action soit rejetée, appel en sera fait. Si le demandeur obtiendra une seconde citation et si le demandant ne comparaît non plus, il fait sa récapitulation, qui sera signifiée à la partie adverse, et aura lieu la disposition de l'article 259.

Art. 264. Lorsque le défendeur, ayant présenté sa défense signifiée dûment à la partie adverse, n'aura pas demandé, que l'action soit rejetée et sa demande adjugée, ou que sa citation, s'il y en avait, a été considérée comme non avenue, dans ce cas, si le demandeur n'a pas renouvelé sa demande, le défendeur peut sur le champ obtenir une citation et entrer dans la discussion, sans attendre une réassignation de la part du démandeur, ni l'expiration du délai fixé pour cette réassignation.

Art. 265. Si les parties sont présentes et ont donné leurs récapitulations, le juge, *s'il veut, les entend,* recueillit leurs moyens, et rend son jugement.

Art. 266. Le juge est tenu de rendre son jugement dans les huit jours après la récapitulation.

Art. 267. Le jugement doit être motivé, articulé et transcrit à un registre exprès; il doit être signé du juge et du greffier, et il sera publié, et copie en sera laissée aux parties.

Art. 268. S'il est rendu par défaut, il sera inséré au journal.

Art. 269. Les motifs des jugemens doivent être bornés à l'objet dont il s'agit. Toute motivation sur des questions abstraits, et qui roulent sur d'autres objets, est défendue.

Art. 270. Les motivations, quelqu'elles soient, ne sont point au jugement.

Art. 271. Jour de publication est tout jour d'audience, qui aura lieu huit jours après la dernière récapitulation.

Art. 272. Le jugement sera publié de la manière ci-après:

On lit le jugement en pleine séance, et le juge indique à la marge la publication et signe, lui et le greffier.

Art. 273. Cinq jours avant l'audience, les conseillers seront nommés. Le tribunal leur notifiera leur nomination par une lettre officielle et les citera à comparaître dans un jour et heure fixés pour prendre séance.

Art. 274. Si un des conseillers est tombé malade, l'audience sera remise.

Art. 275. Si l'un des conseillers, ou bien tous les deux, ne comparaissent pas dans l'heure fixée de l'audience, le juge les attendra une heure et demie; ce tems passé, il prononce seul.

Art. 276. Dans les affaires, où les conseillers n'ont pas voix délibérative, ils sont tenus de donner par écrit leur avis dans le délai de trois jours. Le greffier reçoit la pièce, l'inscrit au registre et la conserve, après que le juge l'ait prise en considération.

Art. 277. Si, le délai de trois jours expiré, les conseillers ne donnent pas leur avis, il ne sera plus recevable, et l'art. 275 aura lieu.

Art. 278. Le juge pourra prendre séance avec les conseillers et discuter l'affaire, même avant qu'ils aient donné leur avis par écrit.

Art. 279. Dans tous les jugemens rendus sur des affaires appelées du juge de paix devant les tribunaux de première instance, les conseillers ont voix délibérative et y contresignent. Ils ont voix délibérative aussi dans toutes les affaires qui, à cause de la somme de leur valeur, ne sont pas sujettes à l'appel.

Art. 280. Si les conseillers ayant voix délibérative, ne se présentent pas au jour d'audience, le juge, après une heure et demie, tire au sort le nom d'un autre, dresse un procès-verbal, en présence de deux témoins qui y contresignent, signifie sans délai ce remplacement, et cite le nouveau élu de se présenter sans délai, s'il est possible; s'il ne se présente pas, l'affaire sera remise à l'audience prochaine.

Art. 281. Si de tous les conseillers étant nommés l'un après l'autre de la manière ci-dessus indiquée, aucun ne se présente pour prendre séance, le juge prononce seul ou avec l'un des conseillers, s'il y en a. Dans ce cas, le juge a voix prépondérante.

CHAPITRE XX.

De la transaction.

Art. 282. Toutes les fois que les parties seraient convenues de transiger, elles sont tenues de présenter leur transaction, signée par eux et contresignée des témoins, par une requête à l'autorité, devant laquelle l'affaire est pendante, et demander un acte déclaratif de la cessation de l'action.

Art. 283. Le juge en prend lecture, et demande à chacune des parties, si elles ont transigé volontairement; si elles y répondent par l'affirmative, le juge dresse un procès-verbal au bas de la pièce et signe.

Art. 284. Ce procès-verbal sera aussi signé par les parties.

Art. 285. La transaction visée de la manière ci-dessus mentionnée, a force de jugement en dernier ressort, après que l'acte déclaratif de la cessation de l'action sera rendu.

CHAPITRE XXI.

Du serment décisoire.

Art. 286. Une affaire peut être décidée par la voie du serment, soit qu'il fut déféré par l'une des parties et prêté par l'autre, soit qu'il fût déféré par le juge et admis par les parties.

Art. 287. Le code civil fixe les cas et les personnes, auxquels peut être déféré le serment décisoire.

Art. 288. Si c'est l'une des parties qui défère le serment à l'autre, elle est tenue de détailler sa demande; il sera fait de même lorsque le serment est déféré par le juge.

Art. 289. Si l'une des parties contesta sur les formes et le fond des circonstances relatives au serment, le juge entend les parties, dresse un procès-verbal et prononce. Ce procès-verbal sera signé des parties, de deux témoins, du juge et du greffier, avant que le jugement soit rendu.

Art. 290. Le jugement qui défère le serment, doit non-seulement préciser le cas, mais aussi indiquer les lieux et tems où le serment doit être prêté, et de plus, ce que sera fait, si la partie à laquelle le serment est déféré par le jugement, s'y refuse.

Art. 291. Celui qui admet de prêter serment, est tenu, trois jours après que le jugement sera rendu ou que la partie adverse aura proposé le serment, de déclarer s'il est prêt, et indiquer le jour dans le délai fixé, pour que son adversaire s'y présente.

Art. 292. Le serment est prêté devant le juge.

Art. 293. Le greffier lit le serment, et le prêtant le répète mot-à-mot.

Art. 294. Le serment peut être prêté même dans un lieu autre que celui fixé par le jugement, comme par exemple, dans le tribunal ou dans l'église. On peut aussi changer la forme du serment; on peut poser la main indifféremment sur une image, sur le saint évangile ou sur des reliques.

Art. 295. Un prêtre y assiste portant l'étole.

Art. 296. Avant la prestation du serment, le juge est tenu d'observer à celui qui va prêter le serment, qu'il doit appeler Dieu en témoin; il lui donne lecture du serment et lui demande, s'il persiste à la prestation? S'il y répond par l'affirmative, le greffier remplit ses fonctions.

Art. 297. Le serment est prêté au public.

CHAPITRE XXII.

De l'exécution des jugemens.

Art. 298. Si dans les dix jours après la publication d'un jugement rendu en dernier ressort, celui qui succombe ne veut pas s'y conformer, le tribunal de première instance ordonnera l'exécution dans le délai de trois jours.

Art. 299. La même disposition est applicable aux jugemens qui doivent être exécutés provisoirement.

Art. 300. La contrainte par corps ne peut avoir lieu pour l'exécution d'un jugement, si le succombant a des biens suffisans pour payer.

Art. 301. Si le jugement a pour objet la cession de biens, le tribunal est tenu de les désigner dans son ordonnance.

Art. 302. Quiconque veut se rembourser sur des biens-fonds, est tenu de donner une note des biens de son débiteur, sur lesquels il veut se faire payer et demander leur évaluation et leur vente.

Art. 303. Tout bien meuble ou immeuble sera estimé avant la vente.

Art. 304. L'estimation sera faite par deux experts nommés par le juge. Les experts avant l'estimation prêteront serment qu'ils rempliront consciencieusement leur mission.

Art. 305. La rédaction sera écrite et signée.

Art. 306. Les parties pourront être présentes.

Art. 307. Le juge est tenu d'y assister.

Art. 308. Si les objets à estimer sont plus d'une, l'estimation sera faite séparément pour chacun. Le rapport des experts doit expliquer la qualité et l'espèce des effets et le lieu où ils se trouvent; ces effets seront en outre mesurés ou pesés. S'il s'agit d'immeubles, ils seront indiqués à tous les propriétaires voisins; enfin le prix de chaque objet sera fixé exactement.

Art. 309. Les biens meubles ou immeubles, après leur estimation, seront mis à l'enchère. Le juge est tenu d'annoncer la vente par des placards.

Art. 310. Ces placards seront affichés 1°. au lieu où sont les biens; 2°. à la porte de l'audition du tribunal; 3°. au marché public; 4°. à la porte de la métropole: ils seront de plus publiés par toute la ville par un héraut.

Art. 311. Le placard doit contenir les mêmes détails que le rapport des experts; de plus il y sera indiquée la cause de la vente, le lieu et le jour de l'enchère.

Art. 312. S'il s'agit d'immeubles d'une valeur au-dessus de 3000 Phoenix, la vente en sera annoncée par la voie du journal, et le délai pour les faire vendre sera de 40 jours.

Art. 313. Le bail de biens immeubles, ne peut empêcher leur vente, et l'acquéreur n'est point tenu de se tenir aux mêmes conditions.

Art. 314. L'enchère sera faite dans les 10 jours après l'estimation.

Art. 315. Si les choses à vendre sont liquides et sujettes à dépérissement, le juge peut abréger le délai, mais il ne peut le rendre au-dessous de 48 heures.

Art. 316. L'enchère se fait dans le lieu le plus fréquenté des hommes.

Art. 317. A l'heure où l'enchère sera faite, un homme de la police faisant fonctions du héraut, en présence du juge annonce la vente. Le juge est tenu d'y assister deux heures au moins.

Art. 318. Si personne ne veut acquérir les biens mis à l'enchère au prix fixé par les experts, s'il s'agit de dettes commerciales, le prix sera diminué de 5 pour % par fois, jusqu'à ce que la vente puisse s'effectuer. Si la dette n'est pas commerciale, le prix sera de même diminué de 5 pour %, mais pour quatre fois seulement, de manière que la diminution totale ne puisse excéder 20 pour %. Dans ce cas, si personne ne se présente comme acquéreur, ils passeront au nom du créancier pour le dernier prix.

Art. 319. Le juge peut remettre la vente à un autre jour, en observant toujours les règles relativement aux délais.

Art. 320. Les biens meubles vendus à l'enchère, ne seront remis entre les mains de l'acquéreur qu'après trois jours. Dans ce délai leur propriétaire peut les délivrer, autrement ils seront remis à l'acquéreur qui doit payer sans délai leur prix. Les objets contenus à l'art. 315, ne sont pas soumis à ces dispositions.

Art. 321. S'il s'agit de biens immeubles, le débiteur peut dans les deux mois à compter de la vente, déposer leur prix et délivrer ses biens.

Art. 322. Si les biens sont divisibles, ils seront divisés et vendus séparément.

Art. 323. Si la partie qui succombe n'ayant pas de l'argent, est contrainte par corps, aura lieu l'art. 212.

CHAPITRE XXIII.

De la contrainte par corps.

Art. 324. Lorsque le créancier reconnu comme tel par un jugement rendu en dernier ressort, croit que son débiteur n'a aucun bien et veut le faire contraindre par corps, il est tenu de l'inviter d'abord à présenter dans le délai de trois jours un catalogue de ses biens.

Art. 325. En cas que le débiteur se tait ou que le catalogue présenté est frauduleux, le juge ordonnera la contrainte par corps.

Art. 326. Si le créancier reconnu comme tel par un jugement rendu en dernier ressort, prétend que son débiteur n'a point de biens et veut demander contre lui la contrainte par corps, sa demande est admissible, sous sa responsabilité pour tous dommages-intérêts et d'être puni comme coupable d'injure.

Art. 327. Aucun débiteur ne peut être contraint en sa maison pendant la nuit, c'est-à-dire depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Art. 328. Le créancier est tenu d'observer l'art. 212.

Art. 329. Les art. 28, 29, 30, 33 et 65 du code d'instruction criminelle, sont aussi applicables à la contrainte par corps contre les débiteurs.

Section IV.

CHAPITRE XXIV.

Du mode de procéder devant le tribunal de commerce.

Art. 330. Le mode de procéder suivi devant les tribunaux de première instance, pour l'instruction, le développement, la discussion et le jugement, est aussi maintenu pour le tribunal de commerce.

Art. 331. En matière de commerce, le juge peut abréger les délais, néanmoins il ne pourra les rendre au-dessous de 24 heures.

Art. 332. S'il s'agit de faillite ou d'abandon des biens, aura lieu le code de commerce français.

Art. 333. L'appel des jugemens rendus par des tribunaux de commerce, n'est point suspensif.

Art. 334. Pour l'être, il faut que l'appelant offre une caution pour la valeur de l'objet litigieux et pour les dépens.

Art. 335. En cas qu'une exécution provisoire soit ordonnée, l'appelant peut demander une caution de la part de son adversaire, s'il n'a pas de biens-fonds d'une valeur équivalente.

Art. 336. Quelque soient les biens meubles ou immeubles qui seront attaqués pour l'exécution du jugement, les règles prescrites pour l'exécution des jugemens rendus par les tribunaux de première instance, seront toujours les mêmes avec la différence suivante :

Art. 337. Si dans les huit jours après la dernière, n'auraient été offert des prix plus hauts ou égaux à ceux fixés par les experts, le tribunal diminuera ces pris de 5 % par fois,

jusqu'à ce qu'un des concurrens se fasse acquéreur de ces biens qui seront vendus au prix offert, après les diminutions susdites.

Art. 338. Tout ce qui n'est pas prescrit par ce chapitre sera réglé d'après le mode de procéder devant les tribunaux de première instance, sans néanmoins changer ce qui concerne les délais des tribunaux de commerce.

Art. 339. Toutes les fois que par suite d'un acte ou d'un jugement du tribunal de commerce, seront mis à l'encan des bâtimens de port de plus de dix tonneaux, un inventaire exacte sera fait de l'équipement du navire, des chaloupes, des barques, des instrumens, des armes, des munitions, des vivres qui y existent effectivement.

Art. 340. Un gardien d'une conduite reconnue, sera nommé par le tribunal avec un salaire proportionné. Il lui sera confié le bâtiment et tout ce qui est inscrit à l'inventaire pour le conserver sous sa propre responsabilité.

Art. 341. Le même tribunal nommera deux ou plusieurs experts honnêtes, qui se rendront au bâtiment à vendre; ils s'empresseront d'examiner son état, de l'évaluer avec son équipement et tout ce qui est inscrit à l'inventaire, et de faire sans délai et sous serment leur rapport au tribunal.

Art. 342. Dans les huit jours après que le jugement sera notifié au débiteur, s'il ne veut pas s'y conformer, une affiche sera dressée où il sera décrit avec exactitude le nom du capitaine et du bâtiment, les barques et les chaloupes, les instrumens, les armes, les munitions, les vivres et tout ce qui est inscrit dans l'inventaire, et de plus le prix fixé par les experts; il sera en outre déclaré qu'après les trois publications consécutives qui commenceront dès le premier dimanche et dureront chacune 14 jours, la vente sera terminée.

Art. 343. L'annonce préparée de la manière ci-dessus indiquée, sera insérée au journal et publiée par le héraut au lieu où le bâtiment se trouve.

Art. 344. Tout étant fait en règle, le tribunal est tenu aux jours de la vente indiqués de tenir note des offres, et le dernier dimanche il adjuge au plus offrant, même dans le cas où l'offre fût au-dessous du prix fixé par les experts.

Art. 345. Les bâtimens dont le port n'est point au-dessous de vingt tonneaux, seront vendus de la même manière, mais il sera fait, à trois jours consécutifs, trois publications, et de plus la vente sera annoncée par la voie de la police au lieu où le bâtiment se trouve.

CHAPITRE XXV.

De la procédure devant le tribunal d'appel.

Art. 346. Les jugemens rendus par les tribunaux de première instance, peuvent être appelés dans la huitaine du jour de la notification faite avec les formalités prescrites en l'art. 61.

Art. 347. Quiconque veut interjeter appel, est tenu de présenter devant le juge de première instance la pièce de l'appel.

Art. 348. La pièce de l'appel doit indiquer les chefs appelés, soit en tout soit en partie, et contenir les motifs en peu de mots.

Art. 349. La pièce de l'appel sera signifiée sans délai à la partie adverse.

Art. 350. Le tribunal de première instance est tenu d'en remettre sans délai copie au tribunal d'appel.

Art. 351. L'appel laissera l'affaire dans l'état où elle se trouvait au moment où l'appel est interjeté, et le juge de première instance ne pourra avoir aucune part ni à l'appel ni aux accessoires.

Art. 352. L'appelant est tenu dans les trente jours, à compter du jour de l'appel, de présenter au tribunal d'appel une requête justificatoire de l'appel.

Art. 353. Cette requête sera signifiée à la partie adverse, qui est tenue de répondre dans la huitaine.

Art. 354. Cette réponse signifiée à l'appelant, la contestation est formée.

Art. 355. On peut produire de nouvelles preuves devant le tribunal de première instance, néanmoins celui qui le produit est tenu d'en demander d'abord la permission, et de prêter serment que les pièces, dont il veut faire usage, lui étaient inconnues auparavant. S'il veut proposer de nouveaux témoins, il prêtera serment, de ne pas connaître que les témoins proposés avaient connaissance de l'affaire, ou de ne pas connaître lui-même l'affaire pour laquelle les témoins sont proposés, comme découverte après le jugement.

Art. 356. Le tribunal d'appel pourra permettre la production de nouvelles preuves et sans serment, selon les circonstances.

Art. 257. Le chapitre XIX relatif à la discussion de l'affaire et au jugement etc., est aussi applicable au tribunal d'appel, excepté ce qui regarde les conseillers.

Art. 358. Est de même applicable au tribunal d'appel toute formalité prescrite pour les tribunaux de première instance, dans tous les cas où n'est autrement disposé par ce chapitre.

CHAPITRE XXVI.

De la réforme du jugement.

Art. 359. Quiconque croit qu'un jugement en dernier ressort a ouvertement violé les lois ou les formes de la procédure, peut, avant de se pourvoir devant la cour suprême, indiquer par requête présentée au tribunal qui aura rendu ce jugement, l'erreur commise et demander la réforme de ce jugement.

Art. 360. Cette requête sera signifiée à la partie adverse qui répondra dans la huitaine du jour de la signification.

Art. 361. Le tribunal prend en considération les deux pièces et rend son jugement.

CHAPITRE XXVII.

Du recours devant la cour suprême.

Art. 362. Quiconque après la réforme d'un jugement, se croit lésé d'un jugement en dernier ressort, pour violation ouverte de la loi ou des formes, peut se pourvoir devant la cour suprême comme en cassation.

Art. 363. La requête doit être précise, claire, détaillée et indiquer avec toute la clarté le point ou les points sur lesquels il croit le jugement erronné.

Art. 364. Cette requête sera présentée au préfet du pays dans les 15 jours après que le dernier jugement, contre lequel la requête est faite, soit publié et signifié avec les formalités prescrites à l'art. 267. Le préfet la signifie à la partie adverse, qui est tenue de répondre dans la huitaine du jour de la signification.

Art. 365. Le demandeur est tenu d'accompagner sa requête des copies légalisées de toutes les pièces du procès.

Art. 366. Pour toute pièce que le demandeur aurait omise et que la partie adverse aurait présentée, celui-là payera le double des frais pour en prendre copie légalisée.

Art. 367. Les pièces annexées doivent être inscrites au bas de la requête.

Art. 368. Le préfet qui aura reçu la requête, la remettra au juge qui a rendu le jugement attaqué, pour y faire ses observations dans cinq jours.

Art. 369. Le préfet, dans les trois jours tout au plus de la réception des observations du juge, renverra toutes les pièces à la cour suprême.

Art. 370. La cour suprême examine les pièces et arrête sans aucune autre formalité.

Art. 371. Les mêmes formalités seront observées lorsque la cour suprême connaît en troisième ressort.

Art. 372. La cour suprême connaissant en troisième ressort, peut à la demande de l'une des parties, permettre la présentation de nouvelles pièces.

Art. 373. Si les nouvelles pièces changent la face de l'affaire, sous laquelle elle avait été considérée durant la contestation et au jugement, dans ce cas la cour suprême statuera que l'affaire sera renvoyée à être jugée de nouveau.

Art. 374. Si les parties ont déclaré d'accord qu'elles remettent à la cour suprême le jugement définitif, la cour suprême arrêtera sur le fond.

Art. 375. Aucune des parties ne pourra exhorter l'autre à l'exécution de l'art. 374. La déclaration doit être libre.

Art. 376. Les preuves par témoins, ne seront permises que dans le cas où aura lieu la disposition de l'art. 374.

Art. 377. Les arrêts de la cour suprême seront lus à haute voix par le président aux jours fixés par le règlement intérieur de la cour.

Art. 378. L'arrêt aussitôt publié, copie en sera laissée au préfet, qui la remettra au tribunal compétent pour être signifiée aux parties.

Art. 379. L'exécution des arrêts de la cour suprême appartient au juge. En cas d'interprétation d'un tel arrêt, c'est à la cour de décider, après avoir reçu un rapport de la part du juge avec toutes les pièces qui concernent la question dont l'interprétation est demandée.

Art. 380. Les parties peuvent demander à la cour copie du rapport du juge et la permission d'y faire leurs observations.

Art. 381. Ne sera pas admise qu'une seule pièce par chacune des parties.

Art. 382. Les dispositions des art. 377 et 378 sont applicables à tous les actes de la cour suprême.

Art. 383. La cour suprême lorsqu'elle connaît en troisième ressort, suivra les formes établies pour les tribunaux de première instance, dans tous les cas où il n'est autrement ordonné.

CHAPITRE XXVIII.

Mode de procéder du procureur du gouvernement.

Art. 384. Le procureur du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions, est soumis aux règles établies pour les parties, hormis les cas où il est ou sera autrement ordonné par la loi.

Art. 385. S'il s'agit d'interjeter appel d'office contre des jugemens rendus en matière civile, le délai sera pour le procureur du gouvernement de quatre mois du jour de la publication du jugement.

Art. 386. Les tribunaux de première instance sont tenus d'envoyer au procureur du gouvernement un tableau des jugemens rendus d'après le modèle A.

Section VI.

CHAPITRE XXIX.

Des formalités à observer à la rédaction des pièces.

Art. 387. Toute requête présentée par les parties, doit être claire et datée. Elle ne peut avoir des observations ou des ratures. Elle doit être signée de la partie, ou si elle ne sait pas écrire, de deux témoins et de son avocat si elle en a un.

Art. 388. Toute pièce doit être accompagnée par une requête, au bas de laquelle sera dressé un catalogue portant la date et la nature de la pièce, son contenu en peu de mots, et indiquant si elle est authentique ou privée.

Art. 389. Quiconque veut retirer du greffe du tribunal les pièces originales, qu'il y aurait présentées, il est tenu d'en laisser copies légalisées par lui-même comme ci-après „pour copie exacte de l'original que j'ai présenté".

Art. 390. De toute citation ou signification faite par le tribunal par écrit, copie sera livrée à la partie adverse.

Art. 391. Tout acte du juge doit être signé de lui-même et de son greffier.

Art. 392. Pour toute opération judiciaire sera dressé un procès-verbal signé à chaque page du juge et de son greffier, et des parties y intervenantes.

Art. 393. Le greffier est tenu d'écrire les mêmes mots dont les parties intervenantes se servent.

Art. 394. Sont défendues les ratures et les interlignes. Le greffier est tenu de justifier tout changement ou dans l'instant même, entre deux parenthèses, ou à la fin de l'acte.

Art. 395. Aucune pièce ne sera signée des parties intervenantes, si elle ne leur est d'abord lue.

Art. 396. Toute autorité qui est tenue de transmettre à une autre autorité le procès-verbal dressé par elle, retiendra copie, signée d'elle-même conforme à l'original, et de l'accusateur ou de l'accusé s'ils peuvent et veuillent signer.

Art. 397. Dans le procès-verbal seront transcrits en entier les citations et les mandats, outre l'enregistrement fait au livre des actes.

Art. 398. Le greffier est tenu de numéroter tout ordre endu par le tribunal.

Art. 399. Le greffier tiendra les registres suivans:

1°. Le regristre des pièces reçues.

2°. Le registre des pièces expédiées.

3°. Le registe des procès-verbaux.

4°. Le registre des jugemens.

Art. 400. Les pièces de chaque procès formeront une iasse à part et numérotée. Ces liasses seront inscrites à un egistre à part, où il sera indiqué leur contenu en peu de mots.

Art. 401. Chaque liasse doit être accompagnée d'un catague des pièces qu'elle contient.

CHAPITRE XXX.

De l'exécution des actes judiciaires.

Art. 402. L'officier chargé de l'exécution, est tenu d'iniquer en bas de chaque acte la date et la manière de l'exéution, qui lui aurait été ordonnée, et d'y signer.

Art. 403. Aucun acte ne peut être exécuté après le couher du soleil ou avant son lever.

CHAPITRE XXXI.

Des tuteurs et curateurs.

Art. 404. Si quelq'un après décès laisse des enfans mieurs, sans testament ou avec testament, mais sans l'institution de tuteurs, les conseillers du pays ou le commissaire de olice, à défaut du juge, doivent sur-le-champ apposer les cellés à tous les meubles de la personne décédée. Ils ne aisseront à l'usage de la veuve ou des enfans que seulement es effets qui leur sont de la première nécessité, après en avoir enu une note en détail. Enfin ils sont tenus d'en informer le uge sans délai.

Art. 405. Le juge, aussitôt informé, est tenu de se transorter sur le pays et la maison du décédé, et en présence de eux témoins et de son greffier, il levera les scellés et fera 'inventaire de tout.

Art. 406. Si dans la succession il y a de l'argent, il est enu d'en faire aussi mention dans l'inventaire.

Art. 407. La veuve pourra être présente, ainsi que tous es parens qui ont droit à la succession des enfans, s'il meuent avant d'être majeurs.

Art. 408. Le juge doit déposer les meubles dans un lieu t chez une personne de sûreté, jusqu'à ce que le tuteur, qui era nommé, les ait reçus. Le même juge est responsable e l'élection de cette personne.

Art. 409. Le juge est tenu de faire sans délai une invitation à tous les parens du décédé, qui sera affichée à l'église, au tribunal, et à la dernière demeure du décédé. Il y fixera le jour où ils doivent se présenter pour former le conseil de famille et procéder à la nomination des tuteurs.

Art. 410. Le conseil entendu au jour fixé, le juge nommera un ou plusieurs tuteurs d'après la loi.

Art. 411. La procédure du conseil, du commissaire de police ou du juge, sera faite en présence de deux témoins, et procès-verbal sera dressé.

Art. 412. On en fera de même lorsqu'il s'agit d'enfans inconnus ou d'héritiers inconnus.

Art. 413. S'il s'élèvent des contestations sur une succession, un curateur y sera nommé par acte du tribunal. Les parties peuvent, durant ce procès, donner une liste de trois noms, et le juge en choisit un pour curateur; à défaut d'une telle liste, il sera nommé par le juge.

Art. 414. Dans tous les cas, le juge est tenu de donner toute son attention au mobilier du décédé, pour prévenir tout abus. Il préside à la confection de l'inventaire de tous les effets.

Art. 415. En cas de décès de l'une des parties durant le procès, ce procès, quelque soit le tribunal où il pend, sera suspendu jusqu'à ce que les héritiers se soient présentés ou que la succession soit pourvue de tuteurs. La partie survivante est tenue de mettre au fait les héritiers ou les tuteurs par une requête motivée, et les invite à y réfléchir dans la quinzaine, et à délibérer s'ils veulent continuer l'affaire du décédé ou non. Le défaut de réponse équivaut à l'affirmative, et dans ce cas l'affaire continue et toute pièce est signifiée aux héritiers ou aux tuteurs.

Art. 416. Tout parent ou ami, et à leur défaut, les créanciers des personnes en état de démence et de fureur, ont le droit de présenter une requête au tribunal, en y indiquant les noms des témoins, qui pourraient prouver la démence ou la fureur par des faits qui ont eu lieu sous leurs yeux. Cette requête sera signifiée à tous les autres parens dérivant du père et de la mère jusqu'au degré de l'oncle et du neveu. Elle sera de plus notifiée à la personne en état de démence, et à toute autre qui a ou prétend avoir droit à ses biens. Si, huit jours après ces significations, aucune opposition n'est faite, pas même de la part de la personne prévenue de démence ou de fureur (à laquelle copie de la requête sera dûment signifiée), les témoins déposeront à haute voix devant le juge avec beaucoup d'exactitude, pour que la vérité soit découverte.

Art. 417. Les témoins entendus séparément et sous serment, le prévenu de démence interrogé, et par l'avis de deux médecins des plus estimés, qui n'aient point de parenté avec les parties, la démence ou la fureur constatée, le juge signe l'acte qui déclare le prévenu en état de démence ou de fureur, et nomme les tuteurs et curateurs. Cet acte sera fait avec toute attention et avec l'assistance du conseil de famille.

Art. 418. S'il y a une opposition, qui doit être signifiée à celui qui provoque l'interdiction du prétendu interdit à cause de fureur ou de démence, le juge, entendu l'une et l'autre des parties, adjuge ou rejette la demande et procède de la manière ci-dessus indiquée.

Art. 419. Si celui qui est en état de démence ou de fureur revient à soi-même, un de ses amis ou de ses parens peut se présenter au tribunal et demander la main-levée.

Art. 420. La guérison du malade étant prouvée par un certificat de son médecin, le juge appèle deux autres médecins, soumet l'interdit à leur examen, et prononce sur leur avis.

Art. 421. Toutes les dépenses sont à charge des biens du mineur ou de l'interdit pour cause de démence ou de fureur.

Art. 422. En cas semblables le procès-verbal doit être fait avec toute diligence et exactitude.

Art. 423. Dans toutes les demandes en interdiction, en général le juge est tenu de nommer des tuteurs ou curateurs aux interdits pour défense de leurs droits, et tout acte sera signifié à ses tuteurs ou curateurs.

CHAPITRE XXXII.

Des arbitres.

Art. 424. Les parties peuvent soumettre leurs différends, chacun séparément, à l'arbitrage, toutes les fois qu'il n'est pas prohibé par la loi.

Art. 425. La loi ordonne l'arbitrage forcé pour certaines personnes et soustrait certains objets à l'arbitrage volontaire.

De l'arbitrage forcé.

Art. 426. Tous les différends qui auraient lieu entre les ascendans et descendans d'un degré quelconque, ou entre les collatéraux de l'un ou de l'autre sexe jusqu'au quatrième degré, ou entre le mari et sa femme ou ses parens jusqu'au deuxième degré, seront soumis à l'arbitrage forcé.

Art. 427. Sont exclus de l'arbitrage forcé:

1°. Les questions de l'état.

2°. Les successions ab intestat.

3°. La forme des testamens.
4°. Les droits en succession acquis par testament.
5°. Les tutelles et curatelles et leurs accessoires.
6°. Les transactions.
7°. Les choses jugées.

Art. 428. Avant que le tribunal des arbitres soit formé, le demandeur est tenu de présenter au juge ordinaire sa demande non motivée.

Art. 429. Le juge en fait la signification et fixe le jour de comparution.

Art. 430. Le défendeur est tenu de répondre s'il accepte ou rejette la demande.

Art. 431. Lorsqu'il ne répond pas ou que sa réponse est négative, le juge dresse un procès-verbal.

Art. 432. Il convoque un conseil de famille composé de tant de membres qu'il croira nécessaire.

Art. 433. Ces membres seront élus parmi les parens les plus proches des parties.

Art. 434. Le juge enverra à chaque membre un exemplaire et les invitera, chacun à part, de se réunir, d'entendre les parties, et tâcher de les faire transiger.

Art. 435. Le juge est tenu de faire le délai de leur travail.

Art. 436. Les membres du conseil de famille, qui auraient été nommés, sont tenus d'y accepter.

Art. 437. Si dans le délai fixé la transaction ne sera pas faite, le conseil fera son rapport au juge.

Art. 438. Celle des parties qui voudra continuer le procès, présentera au juge une demande motivée comme à l'ordinaire; mais avec la différence que, puisque l'affaire doit, d'après la loi, être jugée par des arbitres, le demandeur est tenu de présenter une liste de trois noms, pour que la partie adverse nomme un parmi eux dans les cinq jours de la signification, et d'inviter la partie adverse à présenter aussi elle une liste d'autant de noms, afin que lui-même en choisisse un. Il invitera de plus la partie adverse de comparaître le jour fixé devant le tribunal, pour convenir sur la nomination du tiers en cas de partage.

Art. 439. Si la partie adverse ne comparaît pas, mention en sera faite et elle sera assignée de nouveau.

Art. 440. Les arbitres sont récusables, de même que les juges ordinaires.

Art. 441. La liste que chacune des parties est tenue de présenter, doit contenir trois noms non-récusables.

Art. 442. Si la partie adverse réassignée ne comparaît non plus, le juge invitera les parens de la partie défaillante,

qui avaient composé le conseil de famille, de former la liste de trois noms non-récusables.

Art. 443. Cette liste sera remise au greffe du tribunal dans le délai fixé.

Art. 444. Aussitôt que cette liste sera présentée, l'autre partie est tenue de choisir un des trois noms contenus dans cette liste, s'il y a lieu à récusation.

Art. 445. Si les parens renoncent à former la liste, elle sera faite par le juge même.

Art. 446. Si les parties ne conviennent pas sur la nomination du tiers; le juge invitera tout le conseil de famille de convenir sur cette nomination. En cas de refus, le tiers sera nommé par le juge, et les deux arbitres par la pluralité des voix.

Art. 447. Toute opération ordonnée par le juge, sera constatée par un procès-verbal qu'il doit tenir avec exactitude.

Art. 448. Le juge invitera les arbitres nommés, en leur signifiant copie de tout acte qui aurait eu lieu, à déclarer s'ils acceptent, et dans ce cas à se présenter pour prêter le serment ci-après.

Art. 449. Moi N. N. jure qu'en remplissant les fonctions d'arbitre sur le différend entre N. N. et N. N., en vertu du compromis fait par eux, mon but sera toujours d'accomplir ma mission avec impartialité et justesse; je jure de plus, que je ne suis prévenu aucunement pour aucune des parties sur l'affaire à juger; je jure enfin, que je n'entendrais jamais les discours directes ou indirectes que les parties auraient voulu me tenir, avec l'intention de me prévenir pour elles; que je me bornerais à entendre seulement la discussion de l'affaire, et que je ne révélerais mon avis jusqu'au moment où le jugement sera officiellement publié: que Dieu soit à mon aide.

Art. 450. Le serment prêté, il sera fixé le délai, dans lequel les arbitres doivent se réunir pour entendre les parties et rendre leur jugement.

Art. 451. Les arbitres pourront avoir un greffier de leur choix.

Art. 452. Le greffier tiendra un registre des pièces reçues, un autre des pièces expédiées, et une liasse de toutes les pièces qui concernent l'affaire.

Art. 453. La procédure est la même que celle établie pour les tribunaux de première instance.

Art. 454. Les arbitres sont tenus de juger d'après les règles du droit, et non comme compositeurs, à moins que les parties ne soient convenues autrement, ce que sera fait par un acte signé d'elles et de quatre témoins.

Art. 455. Le jugement des arbitres sera remis au tribunal pour être publié. Le juge appelera les parties pour être présentes au jour qu'il fixera: Le jour fixé arrivé, le juge publie le jugement en pleine séance, les parties présentes ou absentes.

Art. 456. Le greffier est tenu de transmettre au tribunal avec le jugement, toutes les autres pièces pour y être déposées.

Art. 457. Le jugement des arbitres fait d'après les règles du droit, est en dernier ressort, à moins qu'il n'y ait contravention expresse au texte de la loi ou erreur du fait.

Art. 458. Quiconque veut se pourvoir contre un jugement arbitral, pour contravention expresse au texte de la loi, est tenu de présenter au tribunal sa plainte motivée dans les huit jours de la publication du jugement. La pièce de la plainte sera signifiée à la partie adverse, qui est tenue de répondre aussi dans le délai de huit jours.

Art. 459. Ces délais expirés, le juge enverra toutes les pièces à la cour suprême qui, sans aucune autre formalité, les examine et prononce en dernier ressort.

Art. 460. Si la partie plaignante succombe, elle sera condamnée à payer le double des frais envers la partie adverse, ainsi qu'envers la caisse publique.

Art. 461. Quiconque veut se pourvoir contre un jugement arbitral pour erreur du fait, il se conformera à la disposition de l'art. 458.

Art. 462. Lorsqu'il s'agit d'erreur du fait, le juge, les délais expirés, remet toutes les pièces aux mêmes arbitres qui, sans aucune autre formalité, les examinent et prononcent dans le délai fixé par le tribunal.

Art. 463. Les arbitres déclarant qu'il n'y a point d'erreur du fait, l'affaire sera envoyée au tribunal d'appel, qui dans ce cas agit en cour suprême.

Art. 464. La disposition de l'art. 466 sera applicable à celui qui succombe.

Art. 465. Le jugement des arbitres auxquels le compromis donne pouvoir absolu et qui sont compositeurs amiables, ne peut être attaqué par aucune voix; il est en dernier ressort.

De l'arbitrage volontaire.

Art. 466. Sont exclus de l'arbitrage :

1°. Toutes les questions en matière civile indiquées à l'art. 426.

2°. En matière de commerce.

1°. Les jets. 2°. Les avaries. 3°. Les faillites.

Art. 467. Lorsque les parties sont convenues de soumettre à l'arbitrage une affaire non prohibée par la loi, elles sont tenues de faire un compromis qui doit 1°. être signé des parties ou, si l'une d'elles ou toutes ne savent signer, la pièce sera faite devant le tribunal ou par devant notaire; 2°. être signé des témoins; 3°. désigner les objets en litige; 4°. indiquer les noms des arbitres, y compris aussi le tiers-arbitre; 5°. prescrire le pouvoir conféré aux arbitres, limité ou absolu; 6°. fixer le délai de la mission des arbitres.

Art. 468. Le compromis ainsi fait, sera présenté par une requête au tribunal pour être visé. Le juge examine si l'affaire peut être soumise à l'arbitrage, et dans ce cas fait une invitation aux arbitres élus pour déclarer, s'ils acceptent, et pour se présenter à prêter serment.

Art. 469. Le juge de première instance est chargé de l'exécution des jugemens arbitraux.

Art. 470. Les arbitres ne peuvent donner leur démission après la prestation du serment que du consentement unanime des parties.

Art. 471. Les arbitres dans leur jugement adjugent ou modifient la demande.

Art. 472. Le tiers-arbitre se conformera à l'un des avis des autres arbitres; il ne peut former un tiers-avis.

CHAPITRE XXXIII.

De la manière par laquelle les constructions commencées sont interrompues.

Art. 473. Quiconque veut ou construire sur les fonds anciens ou renouveler un édifice, ou faire des réparations, est tenu, avant de commencer toute opération, de présenter préalablement au préfet du pays, et à défaut du préfet à son représentant, une requête contenant le devis de la construction, d'expliquer tout en détail, et en demander la permission.

Art. 474. Il est tenu de désigner le nom des voisins.

Art. 475. Le préfet, copie de cette requête enverra aux voisins; une autre affichera à la porte de l'église cathédrale, et une troisième au lieu le plus fréquenté de la ville, du bourg ou du village.

Art. 476. Le préfet est tenu de se transporter sur le lieu, pour observer si la construction à faire ne porte aucun préjudice à l'intérêt public, à la santé, à la sûreté des chemins et au service militaire et local.

Art. 477. Lorsque dans 24 jours, exclusivement de celui de l'affiche, n'est faite aucune opposition de la part de personne et que le préfet ne trouve aucun obstacle, il livre la pièce de la permission.

Art. 478. La permission obtenue, rien ne peut empêcher la construction; mais le construisant est toujours soumis au jugement qui sera rendu si, après la permission, a été intentée une action civile contre lui.

Art. 479. Si quelqu'un a construit sans permission, celui qui se croira lésé, peut demander au juge la démolition, qui sera faite aux frais de l'auteur de la construction arbitraire. Dans ce cas, le tribunal examinera seulement, si la construction a été faite sans permission ou avec permission, et rendra son jugement.

Art. 480. Si quelque citoyen veut s'opposer, il est tenu de présenter au juge de première instance une requête motivée dans le délai fixé, et de l'accompagner d'une copie.

Art. 481. L'opposition suspend la permission.

Art. 482. L'opposition sera signifiée à la partie adverse, qui répondra dans les huit jours.

Art. 483. La demande et la défense données, la contestation est close.

Art. 484. Le jugement peut être appelé comme tout autre jugement définitif.

Art. 485. Les actions intentées contre les constructions à faire, seront les premiers du rôle des actions, et le tribunal peut tenir séances et les juger même aux jours de fêtes.

Art. 486. Si c'est le préfet qui s'oppose, les motifs de l'opposition seront signifiés à la partie adverse, qui répondra dans le délai de huit jours.

Art. 487. Le préfet enverra toutes les pièces au ministère des finances pour donner son avis, et l'affaire sera jugée par les autorités administratives.

CHAPITRE XXXIV.

De l'expulsion des locataires des maisons ou des boutiques louées.

Art. 488. Quiconque veut expulser pour des motifs légitimes un locataire d'une maison ou d'une boutique, est tenu de prendre du juge de paix une ordonnance, dite *ordonnance d'expulsion.*

Art. 489. Cette ordonnance accordera un délai de trois mois à compter du jour d'expédition.

Art. 490. Le locataire est tenu de s'y opposer dans un mois du jour de la signification. Ce délai expiré, il ne pourra plus faire aucune opposition, et après les trois mois l'ordonnance est exécutée sans aucun prétexte.

Art. 491. Si le locataire veut contester le titre du demandeur, il est toujours tenu de porter sa demande devant le

tribunal compétent dans le mois, et de rapporter au juge de paix tout ce qui est de droit. Dans ce cas, l'exécution de l'ordonnance est suspendue jusqu'au jugement en dernier ressort.

Art. 492. Toute autre exception qui n'est point la contestation du titre du demandeur, sera jugée par le juge de paix sur appel.

Art. 493. L'appel des jugemens confirmatifs de l'ordonnance d'expulsion est suspensif.

Art. 494. Si la contestation du titre est rejetée par un jugement rendu en dernier ressort. Le succombant sera condamné à payer tel loyer que le propriétaire aurait demandé; néanmoins le juge peut modérer l'excès.

CHAPITRE XXXV.

Des vacances.

Art. 495. Sont jours de vacances pour les tribunaux :

1°. Tous les dimanches.

2°. Depuis la veille de noël jusques à la fête d'Epiphanie inclusivement.

3°. La Sainte Antoine.

4°. La trois hiérarques.

5°. La représentation de Jesus Christ au temple.

6°. Le premier jour du grand carême.

7°. La fête des quarante saints.

8°. L'annonciation.

9°. Depuis le dimanche des palmes jusqu'à celui des cendres.

10°. La demi-pentecôte.

11°. La Saint George.

12°. L'ascension.

13°. La pentecôte.

14°. La toussaint.

15°. La nativité de Saint Jean.

16°. La Saint Constantin et Sainte Hélène.

17°. La Saint Pierre et Saint Paul.

18°. La douze apôtres.

19°. L'assomption de la Sainte Vierge.

20°. L'élévation de la Sainte Croix.

21°. La décapitation de Saint Jean le Précurseur.

22°. La nativité de la Sainte Vierge.

23°. La Saint Démétrius.

24°. La Saint Michel.

25°. La présentation de la Vierge au temple.

26°. La Saint André le protoclète.

27°. La Saint Nicolas.

28°. La Saint Spiridion.

29°. L'anniversaire de la révolution hellénique.

30°. L'anniversaire de l'arrivée en Grèce de S. E. le Président J. A. Capodistrias.

31°. Toute autre fête qui serait ordonnée par le Gouvernement.

Art. 496. Seront aussi des vacances pour les tribunaux depuis le 20 Juillet jusqu'au 30 Septembre, afin que chacun ait loisir de s'occuper à ses champs.

Art. 497. Les prêtres ne peuvent pas être cités en justice pendant le grand carême.

Art. 498. En matière de commerce, ainsi qu'en matière criminelle et civile d'urgence, ou en cas d'apposition des scellés ou de séquestre, les tribunaux tiendront séances et travailleront aussi pendant les jours de fêtes ci-dessus indiqués.

Art. 499. Si les parties sont convenues, les tribunaux s'occuperont pendant les jours de fêtes sur toute affaire en matière civile et criminelle, à moins qu'il n'y a pas besoin d'entendre des témoins, qui ne peuvent pas être cités à comparaître.

Art. 500. Les jours des vacances et des fêtes ne seront pas comptés aux délais fixés pour tout acte sans exception.

CHAPITRE XXXVI.

Du mode de procéder à la pétition en hérédité.

Art. 501. En conséquence des dispositions contenues au chapitre XXXI sur la conservation des biens et sur la nomination des tuteurs et curateurs, voici les règles d'après lesquelles une succession est réclamée.

Art. 502. Quiconque après le décès d'une personne croit avoir des droits de succession sur les biens possédés par un autre, est tenu de vérifier son titre et d'être déclaré par le tribunal comme héritier du décédé.

Art. 503. Sont dispensés de cette nécessité les ascendans et descendans, lorsqu'ils demeurent dans la même province où le décès aurait eu lieu.

Art. 504. Quiconque veut être reconnu comme héritier est tenu de prouver:

1°. Le genre,

2°. Le degré de parenté.

3°. S'ils existent ou non d'autres héritiers,

4°. et cela donné, quels sont-ils, quels sont leurs noms et quel est le lieu de leur domicile.

Art. 505. La requête de celui qui prétendra être héritier, sera publiée par la voie des journaux pour être notifiée aux héritiers absens, même dans le cas où les parens du décédé sont connus.

Art. 506. L'instruction est la même que celle de toute autre action, et le tribunal procède à tous ces actes d'après le chap. XVI relatif aux absens.

Art. 507. Le jugement du tribunal sera publié par la voie des journaux et exécuté après trois mois, s'il n'y a aucune plainte.

Art. 508. Néanmoins le pétitionnaire est tenu de donner caution qui assistera à tout procès si, dans le délai de trois ans, il se présente aussi d'autres héritiers; elle sera de plus responsable du jugement qui aurait été rendu.

Art. 509. Les dispositions de ci-dessus sont communes aussi pour les étrangers, avec les clauses de ci-après.

Art. 510. Le jugement sera publié par le journal et exécuté dans les six mois, si dans ce délai il ne se présente aucune plainte.

Art. 511. Néanmoins le pétitionnaire est tenu de donner caution qui assistera à tout procès qui aurait lieu si, dans le délai de dix ans, d'autres héritiers se présentent; elle sera de plus responsable pour l'exécution du jugement qui aurait été rendu.

Art. 512. Ce délai ne porte point prescription. Ceux qui prétendent avoir des droits à une succession, peuvent aussi, ce délai passé, faire leurs demandes; mais dans ce cas la caution n'a plus aucune responsabilité sur elle.

Art. 513. Si les réclamans d'une succession ouverte en Grèce, sont des chrétiens et sujets turcs, un certificat fait de la part des primats de leur pays et confirmé par le chef ecclésiastique du pays, est le premier moyen à produire.

Art. 514. Le réclamant est tenu de se présenter au tribunal de première instance et demander d'être reconnu comme héritier du décédé. Il produira des témoins pour prouver l'identité de la signature du chef ecclésiastique et de son sceau.

Art. 515. Le certificat doit indiquer le genre et le degré de la parenté qui liait le réclamant avec la personne décédée, les noms des autres héritiers, s'il y en a, et leur domicile.

Art. 516. Le jugement sera publié par le journal et exécuté six mois après, s'il n'y a aucune plainte.

Art. 517. Néanmoins le réclamant est tenu de donner caution qui assistera à tout procès qui aurait lieu si, dans les dix années, d'autres héritiers ou cohéritiers se présentent;

elle est de plus responsable pour l'exécution du jugement qui aurait été rendu.

Art. 518. Les (Der Inhalt fehlt im Mscrpt.)

Art. 519. Les dispositions établies pour les étrangers qui réclament une succession ouverte en Grèce, auront lieu aussi dans le cas où des citoyens grecs réclament une succession à l'étranger, s'ils y ont droit de réciprocité.

Art. 520. Tout étranger qui entre dans le territoire grec, est soumis aux lois de l'état et sera jugé d'après elles dans tous les différends avec les grecs.

Art. 521. Des lois particulières en fixeront les exceptions.

Art. 522. Un grec ne peut être poursuivi par un étranger qu'après une caution solvable pour les dommages-intérêts; néanmoins le gouvernement pourra permettre la poursuite sans caution, selon les circonstances.

Art. 523. Tout jugement condamnatoire rendu en premier ressort, soit en matière civile soit en matière commerciale, contre un étranger et en faveur d'un grec, emporte l'arrestation du condamné.

Art. 524 Le demandeur peut demander l'arrestation provisoire d'un étranger même avant le jugement condamnatoire.

Art. 525. Cette arrestation provisoire ne pourra avoir lieu ou cessera aussitôt que l'étranger aura pu prouver qu'il a dans l'état un établissement de commerce, ou des biens-fonds d'une valeur qui suffit pour le payement de la dette, ou lorsqu'il aura donné caution dans la personne d'un grec dont la solvabilité soit connue.

Art. 526. En matière de commerce, tout jugement en dernier ressort rendu par un tribunal ordinaire hors de l'état contre un grec, sera exécutoire dans la Grèce, si le grec était le demandeur.

Les jugemens rendus en dernier ressort par des arbitres hors de l'état, pourront être exécutés dans la Grèce, soit que le grec fut demandeur soit qu'il fut défendeur.

Art. 527. Pour tous les jugemens rendus en dernier ressort, soit par un tribunal de commerce soit par des arbitres, comme il est dit, le grec aura contre le jugement tous les droits, qu'il aurait eu dans le pays où il a été rendu.

Art. 528. En matière civile, tout jugement rendu en dernier ressort hors de l'état entre présens pour cause personnelle, ne pourra être exécuté dans la Grèce qu'après être soumis à la cour suprême jugeant en troisième ressort; ce privilège n'est accordé que seulement aux grecs.

Art. 529. Tout jugement en dernier ressort, soit en matière civile soit en matière de commerce, rendu par un tribunal

ordinaire ou par des arbitres hors de l'état contre un grec absent, n'est pas valable.

Art. 530. En matière civile, lorsqu'un jugement en dernier ressort concerne des étrangers absens ou présens, et que pour son exécution pourront être attaqués des biens-fonds ou leurs produits, la permission de la revision sera accordée aussi à l'étranger.

Art. 531. Le délai de se pourvoir à la cour suprême, ne commence que du jour où la partie adverse aura signifié au condamné la publication du jugement et la demande pour son exécution.

Art. 532. Tout acte qui concerne l'exécution, sera réglé d'après les formes de la procédure de l'état.

Art. 533. Lorsque deux étrangers auront été d'accord à se soumettre au jugement des autorités grecques, et que le tribunal qui connaîtra de l'affaire, ne connaît pas les lois du pays, où la cause a eu lieu, ce tribunal sera tenu de demander un certificat officiel de ces lois à celle des deux parties qui sera intéressée de les prouver. Si cette partie ne peut fournir un tel certificat officiel de ces lois existantes, le tribunal est tenu de les renvoyer.

Art. 534. Aucun jugement rendu hors de l'état, ne pourra donner droit d'hypothèque sur les biens-fonds du débiteur grec ou même étranger.

Art. 535. Un fondé de pouvoir lorsqu'il sera admis, ne pourra pas se démettre et il est tenu de continuer jusqu'à la fin de l'affaire, à moins que la partie adverse n'y consente pas. Dans ce dernier cas, il est réservé au client tout recours contre son fondé de pouvoir, s'il y a lieu.

Art. 536. Le client peut destituer son fondé de pouvoir, mais il est tenu de le faire remplacer par un autre qui admet le mandat.

Art. 537. Les délais sont exclusifs; il n'y sera pas compris le jour de la publication ni celui où le délai expire.

Art. 538. Le délai de 24 heures est de deux jours.

Art. 539. Le juge pourra prolonger les délais selon les circonstances.

Art. 540. Il pourra les abréger en cas d'urgence.

Art. 541. L'urgence sera mesurée par le risque que l'affaire court.

Art. 542. Les parties sont tenues de joindre dans leurs récapitulations note de leur dépens.

Art. 543. Le juge est tenu de fixer dans son jugement les dépens que celui qui succombe doit à celui qui gagne.

Art. 544. S'il s'agit de dommages-intérêts, le juge est tenu de déclarer tel responsable à les payer, s'il y a lieu, et de déterminer la manière et le tems de l'expertise.

Art. 545. Les dépens seront toujours payés, nonobstant l'appel.

Art. 546. Lorsqu'un indigent, qui ne sait point écrire, aura recours à un juge en lui demandant justice, un des greffiers sera chargé de dresser par écrit un procès-verbal du jour. Sa demande, l'exposition du fait, les soutènemens de sa demande, sont les trois objets que le greffier doit bien exposer.

Art. 547. Ce procès-verbal tient lieu de requête; il sera signifié à la partie adverse, comme s'il eût été présenté en feuille séparée par le demandeur.

Art. 548. On fera de même pour le défendeur.

Art. 549. Le greffier doit être attentif à ne pas confondre les demandes avec les réconventions. Il doit suivre la règle de la loi et faire une demande séparée et non pas une défense, toute fois que la réconvention n'aura pas un rapport direct avec la demande.

Art. 550. Tout acte fait ensuite de la même manière est reconnu.

Art. 551. Le greffier du tribunal qui aura exposé la demande, ne pourra lui-même rédiger aussi les pièces du défendeur.

Art. 552. Tout acte fait d'après les art. 546, 547, 548, 549, 550 et 551 en faveur de l'indigent, sera signé du greffier et de deux témoins auxquels en sera donnée lecture en présence de l'indigent.

Art. 553. Si l'indigent sait écrire, le commis-greffier ne fera que dicter la manière d'après laquelle l'exposition doit être faite, et alors la pièce en sera admise.

Art. 554. Tous les procès pendans seront réglés d'après la manière prescrite par la présente procédure.

Art. 555. Les contestations déjà faites, aussi bien que les preuves produites d'après les règles jusqu'ici en vigueur, seront conservées; mais ensuite on procédera dans ces affaires d'après les formes prescrites par la présente procédure.

Art. 556. L'exécution des jugemens en dernier ressort rendus en matière civile ou en matière de commerce, compète le juge de première instance du lieu où se trouvent les biens, sur lesquels pourra avoir lieu la demande du gagnant.

Art. 557. Si le jugement est rendu par un juge autre que le juge de l'exécution, le demandeur est tenu de repré-

senter un certificat du tribunal qui a prononcé en dernier ressort, portant que le jugement est exécutoire comme étant en dernier ressort.

Art. 558. Dans le certificat on doit expliquer, si le jugement sera exécuté définitivement.

Art. 559. La connaissance de toute question de droit qui aura lieu lors de l'exécution d'un jugement, n'appartient pas au juge de l'exécution mais au juge compétent de droit.

Art. 560. S'il s'agit d'interprétation d'un jugement dont on demande l'exécution, cette interprétation sera faite par le juge qui aura prononcé.

Art. 561. Le jugement de l'interprétation est sujet à l'appel aussi bien que tout autre jugement; mais l'appel ne suspend pas l'exécution, et dans ce cas la disposition contenue à l'art. 335 est commune.

Art. 562. Tout ce qui est établi pour le serment, le jugement et le grief contre un jugement d'arbitrage forcé, est commune aussi pour l'arbitrage volontaire.

---

9. *Lois sur les notaires.*

Considérant qu'il nous parvient journellement de toutes parts des représentations sur l'urgence de l'institution des notaires.

Qu'il est d'une nécessité indispensable d'instituer ce corps important et de régler définitivement ses attributions, afin de prévenir les abus;

Ayant entendu l'opinion du Sénat;

NOUS DÉCRÉTONS:

CHAPITRE I.

Des notaires, et de leur nominations dans les arrondissemens respectifs.

Art. 1. Les notaires sont des officiers publics chargés de recevoir les testamens, les contrats et autres actes, que les parties veulent ou doivent revêtir d'un caractère authentique, à en certifier la date, à les conserver soigneusement, et à en délivrer des copies.

2. Tout notaire sera élu par la totalité des membres du conseil provincial, et à leur défaut, par les démogéronties provinciales présidées par le gouverneur.

Il doit posséder des propriétés, et donner caution qu'il exercera son état avec probité. Sa nomination est soumise à l'approbation du gouvernement.

3. Tout notaire avant d'entrer en fonctions prêtera publiquement entre les mains du gouverneur de la province le serment ci-annexé.

4. Il aura un sceau qu'il fera reconnaître et sanctionner par le gouvernement. Ce sceau portera son nom, sa qualification de notaire, et le nom de la province, où il exercera cet état.

5. Le gouverneur tiendra note sur un registre de la nomination de chaque notaire. Celui-ci y apposera sa signature et son sceau.

6. Les notaires sont nommés à vie.

7. Tout notaire résidera dans le lieu qui lui est assigné. S'il vient à le quitter, il est réputé démis de ses fonctions, et dans ce cas le gouverneur convoquera le conseil provincial, ou à défaut la démogérontie qui en élira un autre.

8. Si un notaire quitte sa résidence pour aller exercer ses fonctions dans un lieu qui sera hors de son arrondissement, les actes reçus dans ce dernier lieu sont réputés comme actes privés. Quant à lui, il sera responsable des dommages-intérêts des parties. En cas de récidive il sera destitué.

CHAPITRE II.

Des attributions des notaires, de leurs actes, et des formes à observer.

Art. 9. Il est défendu, sous peine de destitution, à tout notaire, d'exercer soit publiquement soit secrètement des fonctions d'avocat, de juge, de gouverneur ou d'astynome.

10. Il recevra tout acte que la loi ne défend pas. Lorsqu'il se croira fondé à s'y refuser, il en référera au tribunal, et celui-ci, si le cas l'exige, au gouverneur.

11. Il lui est defendu de passer des actes qui contiennent des dispositions à son profit, ou dont les signataires soient ses parens ou alliés.

12. La parenté et l'alliance ne s'entend que jusqu'au degré où la loi ne permet pas le mariage.

13. Le notaire mentionnera sur l'acte, qu'il connaît les parties, ou s'assurera de leur identité par deux témoins qui lui seront connus, et il en fera également mention.

14. Tout acte sera certifié par deux témoins qui sachent et puissent lire et signer, et qui aient l'usage de leur raison, de leur ouie, ou de leur vue.

15. Les parens ou alliés soit du notaire soit des parties jusqu'au degré indiqué dans l'art. 12, ne pourront être admis pour certifier l'identité des parties, ni la teneur de l'acte.

16. Le notaire fera, sous peine d'une amende de 40 phénix, mention du nom, du prénom et du domicile des parties. Il fera également, sous les peines portées plus bas, mention du nom, du prénom et du domicile de chaque témoin, ainsi que de la date, des heure, jour, mois et an, et du lieu où l'acte a été passé.

17. Tout acte sera signé par les témoins, et le notaire même, au bas de chaque page du registre.

18. Les actes seront écrits nettement et lisiblement sans abréviations et sans blanc. Il ne sera point laissé de marge sur les registres. Les intervalles des lignes seront partout égaux et uniformes, un mot ne sera pas coupé au bout de la ligne. S'il y reste du blanc, il sera rempli par un trait. Chaque contravention à une de ces dispositions, sera puni de 40 phénix d'amende.

19. Il est défendu d'intercaller des mots, ou d'en raturer. Les mots intercallés ou substitués sur des mots raturés sont réputés non avenus. Les mots écrits par erreur seront biffés de manière à ce que chaque lettre en puisse être nombrée. Leur nombre sera au bas de l'acte approuvé par le notaire, et signé par lui, ainsi que par les parties et les témoins. Cette formalité sera observée par lui sous peine d'une amende de 40 phénix, des dommages-intérêts envers les parties, et s'il y a dol de sa part, de destitution.

20. Tout acte, relaté dans un autre acte déjà rédigé, sera enregistré à la suite de ce dernier, et restera entre les mains du notaire, qui en signera conjointement avec les parties la copie.

21. Le notaire inscrira au bas de tout acte copié sur son registre qu'il se rapporte à un acte passé tel jour. Cette inscription sera, à peine de nullité, signée par les parties, les témoins et le notaire, et le résumé de l'acte sera transcrit sur l'original.

22. Les actes seront lus à haute voix avant d'être signés.

23. Lorsqu'une des parties ne sait ou ne peut pas lire ou écrire, elle déclarera sa volonté en présence de trois témoins.

24. Le notaire observera dans la rédaction de chaque acte, les formes qui lui sont appropriées, et il fera connaître aux parties les lois auxquelles elles doivent se conformer.

25. Une loi spéciale règle tout ce qui concerne les testamens.

26. Tout acte sera inscrit sur le livre du notaire, il lui est défendu d'en inscrire sur une feuille volante.

27. Il lui est également défendu d'écrire des actes privés, ou d'y prendre aucune part.

28. Toutes les fois que le notaire sera requis de certifier la signature d'un acte privé sur la déposition des personnes qui la reconnaissent, d'une part il en dressera procès-verbal sur son registre, et il y transcrira aussi l'acte qu'il s'agit de certifier, de l'autre il transcrira sur ce dernier l'extrait du procès-verbal. Cet extrait ainsi que les écritures faites sur le registre seront signés par la partie, ou les parties, par les témoins et par le notaire.

29. Tout inventaire ou toute estimation de biens sera signé par les experts et par deux témoins, et enregistrés par le notaire.

30. Toute autorité, soit judiciaire soit administrative, pourra consulter en présence du notaire le registre des contrats; mais elle ne pourra le transporter hors de chez lui, si ce n'est en cas de besoin motivé. Dans ce cas il en sera fait copie que l'autorité publique et deux témoins certifieront être conforme à l'original. Cette copie sera délivrée au notaire. Lorsqu'une autorité publique voudra consulter le registre des testamens, elle doit en adresser la demande par un acte motivé signé par le requérant ainsi que par son greffier. S'il s'agit du testament d'un individu vivant, le notaire n'est pas tenu de donner son registre, mais s'il s'agit de celui d'un homme décédé, le notaire, après avoir reçu l'acte sus-mentionné, scellera avec le sceau notarial, et s'il le veut avec un sceau particulier, son registre, de manière à ne laisser ouvert que l'endroit, où le testament en question se trouvera inscrit. Le notaire dressera un procès-verbal, qui contiendra la demande à lui faite, l'apposition des sceaux sur son registre, l'indication des pages qui y sont restés ouvertes, enfin la remise du registre. Ce procès-verbal sera signé par l'autorité requérante, par le griffier de celle-ci, par deux témoins et par le notaire. Lorsqu'une nécessité urgente exigera de vérifier soit un acte inscrit sur le registre des contrats, soit le testament d'un vivant sur le registre à ce destiné, cette vérification ne pourra avoir lieu que devant un tribunal et à la présence du notaire, autrement nul fonctionnaire ne pourra se faire délivrer les livres notariaux.

31. Le notaire ne se refusera pas de délivrer des copies de ses actes à l'exception des testamens des vivans.

32. Toute copie portera en marge le N° du livre et celui de l'original de l'acte.

33. A moins d'une ordonnance d'un tribunal, le notaire ne délivrera copie ou ne donnera lecture d'un acte qu'a ceux qui se trouvent y être personnellement intéressés ou y avoir droit. La lecture d'un testament sera refusée même à ceux-ci, tant que le testateur est en vie. La première disposition du présent article sera observée sous peine de 40 phénix d'amende,

et de dommages-intérêts envers les parties. La seconde le sera sous les mêmes peines, et de plus sous celle d'interdiction.

34. Lorsqu'une copie délivrée par le notaire ne se trouvera pas conforme à l'original, il sera suspendu pendant trois mois de ses fonctions, et s'il y a dol, il sera poursuivi comme faussaire.

35. La contravention aux dispositions des articles 11, 13, 14, 15, 17, 20, 23 et 29, annullera l'acte toutes les fois que cet acte ne sera pas signé par toutes les parties contractantes. Si toutes les parties y ont mis leur signature, il ne vaudra comme acte privé, auquel cas le notaire encourra les dommages-intérêts envers la partie ou les parties.

36. A l'expiration du délai de la suspension, le notaire ne pourra rentrer dans ses fonctions qu'après avoir acquitté les dommages-interêts auxquels il aura été condamné.

CHAPITRE III.

Des registres des notaires.

Art. 37. Tout notaire tiendra deux registres et un journal. L'un des registres sera exclusivement destiné aux testamens, l'autre aux contrats et à toute sorte d'actes. Le journal contiendra les opérations de chaque journée, conformément au modèle ci-annexé, et une table des noms et prénoms des parties.

38. Les livres du notaire seront côtés et paraphés par le gouverneur de la province au haut et au bas de chaque page. Cette formalité remplie, le notaire commencera à y enregistrer des actes.

39. Les gouverneurs des provinces tiendront note sur un registre *ad hoc*, des notaires, de leurs registres et de leur journal, du nombre des pages de chacun de ceux-ci, et du jour où ils les auront délivrés au notaire. Celui-ci signera sur le registre du gouverneur la déclaration de les avoir reçus.

40. Le notaire ne recevra aucun acte avant que les livres notariaux ne lui aient été délivrés.

41. Il n'inscrira sur la dernière feuille que l'orsqu'il sera dans la nécessité d'y consigner la fin d'une pièce déjà commencée. Il lui est défendu de rompre, ôter, ou ajouter de feuilles dans aucun de ses livres, à peine d'être interdit pendant un an et de satisfaire aux dommages-intérêts des parties.

42. Toutes les fois qu'il restera de blanc sur la dernière page d'un livre, il en sera fait mention par le notaire, et deux traits en forme de croix y seront tracés.

43. Chaque mois le gouverneur revisera ou fera reviser, mais en présence du notaire, les livres notariaux pour reconnaître les feuilles écrites et celles qui sont en blanc.

44. Le notaire est tenu d'avoir de l'ordre dans ses archives. Chaque pièce portera le chiffre de la page du lieu auquel elle se rapporte.

45. Il est tenu de remettre chaque mois au gouverneur copie de son journal.

CHAPITRE IV.

Du mode de juger les notaires.

Art. 46. Le gouverneur juge les délits des notaires.

47. Le notaire mis en jugement pour un délit quelconque sera suspendu de ses fonctions. Ses livres, son sceau, et toutes les pièces qui se trouvent entre ses mains seront déposés aux archives de la province. Il en sera dressé un inventaire en triple original. L'un en sera déposé aux dites archives, l'autre restera entre les mains du notaire, et le troisième sera transmis aux archives du gouvernement.

48. Le gouverneur fera graver sur le sceau du notaire qui a été mis en jugement une marque qui, en le mettant hors d'état de servir, en laisserait pourtant reconnaître l'empreinte.

49. En cas de maladie grave ou d'un empêchement survenu au notaire, et qui ne serait pas l'effet d'un délit, ses livres seront transmis aux archives, et les deux tiers des recettes de son bureau lui seront remboursés.

50. Indépendamment de la contravention aux dispositions ci-dessus, le notaire sera mis en jugement pour toute infraction aux formes fixées par la loi relativement à la validité des actes.

CHAPITRE V.

Des archives des départemens et des archivistes.

Art. 51. Il y aura dans chaque province des archives où seront déposés les livres des notaires.

52. Le lieu destiné aux archives sera assigné par le gouverneur.

53. L'archiviste déposera par ordre chronologique dans des boîtes à ce destinées les livres notariaux, ainsi que les pièces qui s'y rapportent, et il veillera à leur conservation.

54. Il sera annexé aux archives de chaque province deux tables où seront inscrits les livres des notaires, les noms de ceux-ci et ceux des parties, selon le modèle ci-joint.

55. L'archiviste n'accordera à aucun particulier l'examen d'un livre notarial quelconque, et il ne permettra à aucun de ses collègues de lire dans le registre des testamens, mais il en délivrera des copies conformément à l'art. 31.

56. Il veille à la conservation des testamens secrets, et aux copies des testamens publics.

57. Tout curé, médecin ou officier de santé, est tenu de délivrer copie des actes de décès à l'astynona, qui les transmettra sans délai à l'archiviste. En cas de décès hors du territoire grec, des certificats analogues seront requis.

58. A la réception de l'acte de décès, si le défunt a laissé de testament qui se trouvera déposé aux archives, l'archiviste le publiera en présence de deux témoins et du notaire qui l'aura écrit.

59. Si le testament est public, et qu'il ait été rédigé hors de la ville où réside l'archiviste, le notaire, dès qu'il aura avis de la mort du testateur, publiera le testament en présence de deux témoins, mais il est tenu de transmettre sur-le-champ copie de l'acte de la publication à l'archiviste.

60. Si le testament est secret, le notaire qui l'aura reçu, donnera avis à l'archiviste de la mort du testateur.

SUPPLÉMENT.

Serment des notaires.

Au nom de la sainte et indivisible Trinité.

Je jure d'observer strictement les dispositions du décret, *sub.* N°. 67, ainsi que toute autre loi ou ordonnance concernant mes fonctions, promulguée ou qui sera promulguée par le gouvernement.

MODÈLE DU JOURNAL.

N° d'ord.	Date.	Indication de la nature de l'acte.	NOMS des parties.	NOMS des témoins	Indication de la chose.	Prix de la chose.	N° du livre. N° des pages dans lesquelles l'acte est enregist

Nauplie, le 11 (23) février 1830.

Le président, J. A. CAPODISTRIAS.

10. *Loi sur les testamens.*

Ayant sous les yeux le décret, *sub.* N. 67, concernant les notaires, et devant en conséquence établir des règles sur la forme des testamens,

Ayant entendu l'opinion du Senat;

NOUS DÉCRÉTONS:

ART. 1. Les testamens sont ou publics, ou secrets, ou olographes, ou sont faits verbalement,

2. Les formes prescrites pour chaque espèce de testament seront observées sous peine de nullité.

3. Le testament public est celui que le notaire inscrit sur ses registres, après avoir reçu la dernière volonté du testateur en présence de trois témoins: un quatrième témoin devra être appelé toutes les fois que le testateur ne saura pas écrire.

4. Le notaire est tenu de mentionner à la tête de l'acte, l'invidu par l'entremise duquel il aura été invité à se transporter chez le testateur. Il désignera également le logement et le quartier tant de celui-ci que des témoins.

5. Le notaire est tenu de connaître le testateur et les témoins, de s'assurer si le premier a l'usage de ses sens, et de faire prêter serment aux derniers qu'ils garderont le secret jusqu'au moment de la mort du testateur, de tout ce qu'ils auront entendu. Il fera mention de tout ce qui précède dans l'acte du testament, et il y écrira tout ce que le testateur lui dira sans y faire aucune observation.

6. Lorsque le testateur achèvera de dire ses dispositions, le notaire l'interrogera s'il a quelque chose à lui faire ajouter, et il finira par lui recommander de ne pas oublier de laisser des secours à des établissemens de bienfaisance. Après quoi, il lui donnera lecture du testament en présence des témoins, qui sera signé par le testateur, les témoins et le notaire.

7. Les témoins ne signeront le testament qu'après l'avoir examiné et lu.

8. Toute contravention aux dispositions ci-dessus, rend nul l'acte du testament, et le notaire est passible de dommages-intérêts s'il y a lieu, et il est destitué.

9. Dès que le testament est signé, le notaire en fait une copie que les mêmes personnes signeront. Cette copie sera scellée et cachetée par le notaire, et transmise sans délai à l'archiviste de la province.

10. Cette copie sera certifiée être conforme à l'original. Elle portera le N° du livre et celui de la page où l'original est inscrit, le N° de l'acte, la date et le lieu où cet acte a été passé, et la signature du notaire.

11. Si le notaire après avoir inscrit un testament sur son livre néglige d'en faire la copie, il est condamné à une amende qui ne sera pas moindre de 120 phènix, et il est suspendu de ses fonctions pour six mois au moins.

12. Si au moment que le testament est copié, il survient au testateur un empêchement de signer, ou la mort, le notaire en fera mention sur la copie, après quoi, il continuera de la transcrire jusqu'à la fin.

13. Le notaire sera tenu d'énoncer fidèlement la volonté du testateur, en n'écrivant que les propres termes de celui-ci.

14. Si après que le testament aura été écrit et clos, le testateur propose d'y faire quelque addition, le notaire fera mention sur l'acte de cette circonstance, et avant que les témoins se retirent, il écrira de suite l'addition proposée. Celle-ci sera également signée par le testateur, les témoins et le notaire. Les premiers reprendront de rechef la lecture du testament.

15. Si le testateur est dans l'impossibilité de continuer la dictée de ses dernières dispositions, ou qu'il vienne à mourir, ce qui vient d'être écrit en addition est réputé nul; mais si le testateur reprenant l'usage de ses sens, veut achever son testament, il doit le faire en présence des mêmes témoins. Si non, le testament est nul.

16. Le notaire ne pourra accepter de legs, ni de tutelle, ni être chargé de l'exécution du testament.

17. Lorsqu'un testateur, n'ayant point d'enfans, laissera à sa femme l'usufruit de sa fortune, le notaire doit lui demander s'il veut que sa femme en jouisse même en se remariant.

18. Ne seront présens à la rédaction du testament que le notaire, le testateur et les témoins. La présence de tout autre individu annullera le testament, et dans ce cas le notaire sera destitué.

19. Si le testateur est privé de l'ouie, il prendra également lecture du testament; si, ne pouvant entendre, il ne sait non plus écrire, alors le nombre des témoins qui signeront le testament sera porté en double. Le même nombre de témoins est requis pour le cas où le testateur serait privé de la vue.

20. Le testament secret est celui qui est écrit et signé par le testateur, ou qui, ayant été écrit par un autre, est signé par celui-ci et par le testateur; le testament secret est déclaré par devant notaire; celui-ci le reçoit, et après y avoir inscrit la déclaration du testateur, le remet à l'archiviste de la province.

21. Le testament secret portera la date des jours, mois, et an, le lieu où il aura été écrit, la signature du testateur,

ou si un autre l'aura écrit, la signature de celui-ci, sur chacune des pages.

22. Le notaire qui aura écrit un testament secret ne pourra pas en recevoir la déclaration.

23. Lorsque le testateur présentera son testament au notaire, celui-ci est tenu de s'assurer s'il a l'usage de ses sens. Il interrogera le testateur en présence de trois témoins, si le testament est écrit et signé de sa main.

24. Si le testateur déclare que le testament est écrit et signé de sa main, le notaire en dressera l'acte sur le registre des testamens et y énoncera la présentation du testament, la demande qu'il a adressée au testateur, la réponse de celui-ci et sa déclaration; le testateur le cachetera, s'il ne l'a pas déjà fait; le notaire en suscrira sur le revers la date des jours, mois, etc., le lieu, le nom et prénom du testateur, le N° du registre et celui de la page où l'acte de la présentation est inscrit. Cette suscription sera signée par le testateur, les témoins et le notaire.

25. Le notaire avertira le testateur, que le testament sera nul s'il n'est pas écrit et signé de sa main conformément à sa déclaration, et il sera fait mention de l'avertissement, dans l'acte de présentation.

26. Copie de l'acte de présentation également signée par le testateur, les témoins et le notaire, sera conjointement avec la minute du testament, transmise à l'archiviste de la province, qui est tenu d'en délivrer le reçu.

27. Lorsque le testateur déclarera que le testament secret qu'il présente, est signé de sa main, mais écrit de celle d'un autre, le notaire doit s'assurer alors de la bonne foi de celui qui l'a écrit. A cet effet, après avoir éloigné les témoins de manière à ce qu'ils puissent entendre sans écouter, il ouvrira le testament, le lira à haute voix, le remettra après au testateur, invitera les témoins à s'approcher, il interrogera en leur présence le testateur si le papier qu'il vient de lire, contient réellement ses dernières dispositions, et sur l'affirmative il recevra le testament et il le fera cacheter par le testateur. Il sera fait mention sur l'acte de tout ce qui précède la présentation, et cet acte sera signé comme il est dit plus haut.

28. Ceux qui ne savent pas écrire, ou qui sont privés de l'ouie, de la vue ou de la parole, ne pourront pas faire de testament secret.

29. Toute contravention aux dispositions ci-dessus annullera le testament secret. Dans ce cas le notaire encourra les dommages-intérêts, s'il y a lieu, et sera suspendu, ou même destitué si la gravité du délit l'exigeait.

30. Le testament ne sera pas nul pour une altération qui aurait lieu postérieurement, soit dans la copie de l'acte de la présentation, soit dans la suscription, soit enfin dans la transmission faite à l'archiviste, mais dans ce cas le notaire sera destitué et condamné, s'il y a lieu, aux dommages-intérêts, sans préjudice des peines portées dans le code pénal.

31. Le testament olographe est celui qui est écrit et signé de la main du testateur, et qui à la mort de celui-ci sera trouvé parmi ses papiers, et non pas entre les mains d'un autre. Ce testament doit porter la date des jours, mois, et an, et le lieu où il a été écrit.

32. Le testament olographe pour être valide doit être présenté à un tribunal, et ouvert en présence de trois témoins, qui affirmeront reconnaître l'écriture du testateur.

33. Le tribunal reçoit la déclaration des témoins, il en dresse l'acte, et il prononce, si le testament est valable ou non.

34. La décision d'un tribunal de première instance au sujet d'un testament olographe, peut être appelé devant le tribunal d'appel.

35. Le testament verbal est celui qui est fait au moment de l'agonie du testateur lorsque celui-ci n'ayant pas la faculté d'écrire, ni le tems de faire arriver un notaire le fait écrire dans sa propre maison et signer par tous les assistans.

36. Le testament verbal n'est permis que dans le cas imprévu d'une maladie mortelle. Il sera nul, lorsque le testateur se trouvera âgé de plus de trente ans, et lorsqu'il aura des ascendans ou des descendans, et dans le cas même, il ne pourra disposer que de la quatrième partie de ses biens.

37. Le testateur en la présence de cinq témoins articule sa dernière volonté et invite les témoins à la mettre par écrit, et à la certifier par leur témoignage. Ceux-ci doivent, sans que personne s'éloigne, l'écrire et la signer. Dans les 24 heures après la mort du testateur ils sont tenus de remettre le testament au tribunal, en s'en faisant délivrer une copie légalisée.

38. Le tribunal citera tant ceux qui sans être compris dans le testament ont droit à la succession, que ceux qui sont constitués par le testament héritiers ou légataires. Si les uns et les autres se trouvent dans le département de son ressort, ou que le tribunal connaisse celui où ils se trouvent, il leur y fera parvenir la citation. Quant aux parens inconnus, ceux-ci seront avertis par trois programmes successifs, dont les délais seront déterminés selon le cas. Ces programmes seront publiés par la voie des journaux.

39. Le tribunal doit indépendamment des cinq témoins appeler les médecins qui auront traité le testateur, ainsi que les

personnes qui se trouveront logés dans la même maison que lui, et, s'il le faut les voisins, afin de s'assurer de la vérité du fait, et si les règles que la loi prescrit ont été observées.

40. Ceux qui auront des droits à les faire valoir, pourront présenter leurs moyens d'opposition dans les 15 jours qui suivront le délai du dernier programme.

41. Le tribunal après avoir examiné les moyens des réclamans, et les défenses de ceux qui s'y opposent, s'il y en a, prononcera sur la validité du testament.

42. La décision du tribunal est sujette à appel.

Des règles particulières sur la forme de certains testamens.

43. Les testamens des militaires et des individus attachés aux armées, pourront, en quelque pays que ce soit, être reçu par un chef de bataillon ou par un capitaine, en présence de deux témoins, ou par deux commissaires de guerre, ou par un de ces commissaires en présence de deux témoins.

44. Ils pourront encore, si le testateur est malade ou blessé, être reçus par l'officier de santé en chef, assisté du commandant militaire chargé de la police de l hospice.

45. Les dispositions des articles ci-dessus n'auront lieu qu'en faveur de ceux qui seront en expédition militaire, ou en quartier, ou en garnison hors du territoire grec, ou prisonniers chez l'ennemi, sans que ceux qui seront en quartier ou en garnison dans l'intérieur, puissent en profiter, à moins qu'ils ne se trouvent dans une place assiégée, ou dans une citadelle et autres lieux, dont les portes soient fermées, et les communications interrompues à cause de la guerre.

46. Le testament, fait dans la forme ci-dessus établie, sera nul six mois après que le testateur sera revenu dans un lieu ou il aura la liberté d'employer la forme ordinaire.

47. Les testamens, faits dans un lieu, avec lequel toute communication sera interceptée à cause de la peste ou autre maladie contagieuse, pourront être faits devant un officier de l'administration en présence de deux témoins.

48. Cette disposition aura lieu tant à l'égard de ceux qui seraient attaqués de ces maladies, qu'a l'égard de ceux qui seraient dans les lieux qui en sont infectés, encore qu'ils ne fussent pas actuellement malades.

49. Les testamens mentionnés aux deux précédens articles deviendront nuls, six mois après que les communications auront été établies dans le lieu où le testateur se trouve, ou six mois après qu'il aura passé dans un lieu, où elles ne seront point interrompues.

50. Les testamens faits sur mer dans le cours d'un voyage pourront être reçu; savoir: à bord des vaisseaux de guerre

appartenant à l'état, par l'officier commandant le bâtiment, ou à son défaut, par celui qui le supplée dans l'ordre du service, l'un ou l'autre, conjointement avec l'officier d'administration, ou celui qui en remplit les fonctions. — Et à bord des bâtimens de commerce, par l'écrivain du navire, ou celui qui en fait les fonctions, l'un ou l'autre conjointement avec le capitaine, le maître ou le patron, ou, à leur défaut, par ceux qui les remplacent. Dans tous les cas ces testamens devront être reçus en présence de deux témoins.

51. Sur les bâtimens de l'état, le testament du capitaine ou celui de l'officier d'administration, et sur les bâtimens de commerce le testament du capitaine, du maître ou patron, ou celui de l'écrivain pourront être reçus par ceux qui viennent après eux dans l'ordre du service, en se conformant pour le surplus aux dispositions de l'article précédent.

52. Dans tous les cas il sera fait un double original des testamens mentionnés aux deux articles précédens.

53. Si le bâtiment aborde dans un port étranger dans lequel se trouve un consul de Grèce, ceux qui auront reçu le testament seront tenus de déposer l'un des originaux clos et cacheté entre les mains de ce consul, qui le fera parvenir au secrétaire du gouvernement pour la marine, et celui-ci en fera faire le dépôt au greffe du tribunal du lieu du domicile du testateur.

54. Au retour du bâtiment en Grèce, soit dans le port de l'armement, soit dans un autre port, les deux originaux du testament clos et cachetés, ou l'original qui resterait, si, conformément à l'article précédent l'autre avait été déposé pendant le cours du voyage, seront remis au bureau de la secrétairerie de la marine, et le secrétaire pour la marine en ordonnera le dépôt, ainsi qu'il est dit au même article.

55. Il sera fait mention sur le rôle du bâtiment, à la marge du nom du testateur, de la remise qui aura été faite des originaux du testament, soit entre les mains du consul, soit au bureau de la secrétairerie de la marine.

56. Le testament ne sera point réputé fait en mer, quoiqu'il l'ait été dans le cours du voyage, si au tems où il a été fait, le navire avait abordé une terre, soit étrangère, soit de la domination grecque, où il y aurait un officier public, auquel cas, le testament ne sera valable qu'autant qu'il aura été dressé suivant les formes prescrites en Grèce, ou celles usitées dans le pays où il aura été fait.

57. Les dispositions ci-dessus seront communes aux testamens faits par les simples passagers qui ne feront point partie de l'équipage.

58. Le testament fait sur mer en la forme prescrite dans l'art. 51, ne sera valable qu'autant que le testateur mourra en mer, ou dans les 21 jours après que le testateur sera descendu à terre, et dans un lieu où il aura pu le refaire dans les formes ordinaires.

59. Le testament fait sur mer ne pourra contenir aucune disposition au profit des officiers du vaisseau. Les dispositions de l'article qui concerne la récusation des témoins seront communes aux officiers du vaisseau.

S'ils sont tous parens ou alliés du testateur, le nombre des témoins sera porté au double.

60. Les testamens compris dans les articles ci-dessus seront signés par les testateurs, et par ceux qui les auront reçus.

Si le testateur déclare qu'il ne sait ou ne peut signer, il sera fait mention de sa déclaration, ainsi que du motif qui l'empêche de signer. Dans le cas où la présence de deux témoins est requise, le testament sera signé au moins par l'un d'eux, et il sera fait mention de la cause pour laquelle l'autre n'aura pas signé.

61. Un grec qui se trouvera en pays étranger, pourra faire ses dispositions testamentaires par acte olographe ou par acte authentique, avec les formes usitées dans le pays où cet acte sera passé.

62. Les testamens faits en pays étranger ne pourront être exécutés sur les biens situés en Grèce, qu'après avoir été enregistrés au bureau du domicile du testateur, s'il en a conservé un, si non, au bureau de son dernier domicile connu en Grèce, et dans le cas où le testament contiendrait des dispositions d'immeubles qui y seraient situés, il devra être, en outre, enregistré au bureau de la situation de ces immeubles.

63. Les formalités auxquelles les divers testamens sont assujettis seront observées à peine de nullité.

Supplément.

Ne pourront dans aucun cas être appelés pour être présens comme témoins aux testamens, les légataires, les héritiers, les parens ou alliés des uns et des autres jusqu'au degré où le mariage est défendu, les parens ou alliés au même degré du testateur ou du notaire qui recevra son testament, le confesseur du testateur, ni le curé de sa paroisse. Seront également inadmissibles, ceux qui ont subi des condamnations pour des délits contre la propriété, les parjures, les faux-monnoyeurs, les faussaires, les faux témoins, les voleurs, ceux qui exercent des métiers honteux, les calomniateurs,

Ceux qui ne professent pas la religion chrétienne ne pourront être reçus pour témoins aux dispositions testamentaires d'un chrétien.

Le secrétaire du Gouvernement pour la justice est chargé du présent décret.

Nauplie, le 11 (23) février 1830.

Le président, J. A. CAPODISTRIAS.

Le secrétaire du Gouvernement pour la justice, J. GÉNATAS.

III. Gesetze, Verordnungen und andere Urkunden seit der Constituirung eines Königreichs bis zum 31ten Juli 1834.

11. *Staatsvertrag von London vom 7ten Mai 1832.*

ACTE DE RATIFICATION

de la Convention signée à Londres le 7. Mai 1832, pour l'arrangement définitif des Affaires de la Grèce.

NOUS LOUIS,

par la Grâce de Dieu, Roi de Bavière, etc. etc.

Savoir faisons à qui il appartiendra:

Qu'ayant été conclu le sept de ce mois entre Nous, d'une part, et Leurs Majestés le Roi des Français, le Roi du Royaume-Uni de la Grand-Bretagne et d'Irlande, et l'Empereur de toutes les Russies, d'autre part, pour l'arrangement définitif des affaires de la Grèce et pour l'élection d'un Souverain du nouvel État, en vertu du pouvoir qui a été déféré aux hautes Puissances contractantes du traité préliminaire signé à Londres le 6 Juillet 1827, par la Nation Grécque, une Convention, dont la teneur suit ici mot à mot:

„Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, exerçant le pouvoir, qui leur a été déféré par la Nation Grécque, de choisir un Souverain pour la Grèce, érigée en État indépendant, et voulant donner à ce pays une nouvelle preuve de leurs dispositions bienveillantes, par l'élection d'un Prince issu d'une Maison Royale, dont l'Alliance ne peut qu'être éssentiellement utile à la Grèce, et qui déjà s'est

acquis des titres à son affection et à sa gratitude, ont résolu d'offrir la Couronne du nouvel État Grec au Prince Fréderic Othon de Bavière, fils puiné de Sa Majesté le Roi de Bavière.

De son côté, Sa Majesté le Roi de Bavière, agissant en qualité de Tuteur du dit Prince Othon pendant sa minorité, entrant dans les vues des trois Cours, et appréciant les motifs, qui les sont engagées à faire tomber leur choix sur un prince de Sa Maison, s'est décidé à accepter la Couronne Grecque pour son fils puiné, le prince Fréderic Othon de Bavière.

En conséquence et à l'effet de convenir des arrangemens que cette acceptation rend nécessaires, Sa Majesté le Roi de Bavière, d'une part, et Leurs Majestés le Roi des Français, le Roi du Royaume-Uni de la Grand-Bretagne et d'Irland et l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Bavière, le Sieur Auguste Baron de Cetto, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique.

Sa Majesté le Roi des Français, le Sieur Charles Maurice de Talleyrand-Périgord, Prince, Duc de Talleyrand, Pair de France, Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa dite Majesté Britannique, Grand-Croix de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Grand-Croix de l'ordre de St. Etienne de Hongrie, de l'Ordre de St André, de l'Ordre de l'Aigle Noir etc.

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grand-Bretagne et d'Irlande, le Très-honorable Henry Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple, Pair d'Irlande, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Membre du Parlement et Son Principal Secrétaire d'État, ayant le Département des affaires étrangères.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Christophe, Prince de Lieven, Général d'Infanterie de Ses armées, Son Aide-de-camp Général, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier des Ordres de Russie, Grand-Croix de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, de l'Ordre Royal des Guelphes, Commandeur Grand-Croix de l'Ordre de l'Épée de Suède, et Commandeur de l'Orde de St. Jean de Jérusalem: et le Sieur Adam Comte Matuszewic, Conseiller privé de Sa dite Majesté, Chevalier de l'Ordre de Sainte-Anne de la première Classe, Grand-Croix de l'Ordre

de Saint-Vladimir de la seconde, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle rouge de Prusse de la première, Commandeur de l'Ordre de Léopold d'Autriche et de plusieurs autres Ordres étrangers.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles qui suivent:

Art. 1. Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, dûment autorisées à cet acte par la Nation Grecque, offrent la Souveraineté héréditaire de la Grèce au Prince Frédéric Othon de Bavière, fils puiné de Sa Majesté le Roi de Bavière.

Art. 2. Sa Majesté le Roi de Bavière, agissant au nom de son dit fils, encore mineur, accepte pour lui la Souveraineté héréditaire de la Grèce, aux conditions déterminées ci-dessous.

Art. 3. Le Prince Othon de Bavière portera le titre de Roi de la Grèce.

Art. 4. La Grèce, sous la Souveraineté du Prince Othon de Bavière et la garantie des trois Cours, formera un État monarchique indépendant, ainsi que le porte le Protocôle, signé entre les dites Cours le 3 Février 1830, et accepté, tant par la Grèce que par la Porte Ottomanne.

Art. 5. Les limites définitives du territoire grec seront telles qu'elles résulteront des négociations que les Cours de France, de la Grande-Bretagne, et de Russie viennent d'ouvrir avec la Porte Ottomanne, en exécution du Protocôle du 26 Septembre 1831.

Art. 6. Les trois Cours s'étant réservé de convertir en Traité définitif le protocôle du 3 Février 1830, dès que les négociations relatives aux limites de la Grèce seront terminées et de porter ce Traité à la connaissance de tous les États avec lesquels elles se trouvent en relations, il est convenu qu'elles rempliront cet engagement et que Sa Majesté le Roi de la Grèce deviendra Partie contractante au Traité dont il s'agit.

Art. 7. Les trois Cours s'emploieront, dès à présent, à faire reconnaître le Prince Othon de Bavière en qualité de Roi de la Grèce, par tous les Souverains et États avec lesquels elles se trouvent en relations.

Art. 8. La Couronne et la dignité Royales, devant être héréditaires en Grèce, passeront aux descendans et héritiers directs et légitimes du Prince Othon de Bavière par ordre de primogéniture. Si le Prince Othon de Bavière venait à décéder sans postérité directe et légitime, la Couronne

Grecque passera à son frère puiné et à ses descendans et héritiers directs et légitimes par ordre de primogéniture. Si ce dernier venait à décéder également sans postérité directe et légitime, la Couronne Grecque passera au frère puiné de celui-ci, et à ses descendans et héritiers directs et légitimes, par ordre de primogéniture.

Dans aucun cas, la Couronne Grecque et la Couronne de Bavière ne pourront se trouver réunies sur la même tête.

Art. 9. La majorité du Prince Othon de Bavière, en sa qualité de Roi de la Grèce, est fixée à vingt ans révolus, c'est-à-dire au premier juin 1835.

Art. 10. Pendant la minorité du Prince Othon de Bavière, Roi de la Grèce, ses droits de souveraineté seront exercés en Grèce, dans toute leur plénitude par une Régence, composée de trois Conseillers, qui lui seront adjoints par Sa Majesté le Roi de Bavière.

Art. 11. Le Prince Othon de Bavière conservera la pleine jouissance de ses apanages en Bavière. Sa Majesté le Roi de Bavière s'engage, en outre, à faciliter, autant qu'il sera en son pouvoir, la position du Prince Othon en Grèce, jusqu'à ce que la dotation de la Couronne y soit formée.

Art. 12. En exécution des stipulations du protocôle du 26 Février 1830, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à garantir, et Leurs Majestés le Roi des Français et le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engagent à recommander, l'un à son Parlament, l'autre à ses Chambres, de les mettre à même de se charger de garantir, aux conditions suivantes, un emprunt qui pourra être contracté par le Prince Othon de Bavière, en sa qualité de Roi de la Grèce.

1. Le principal de l'emprunt à contracter sous la garantie des trois Cours pourra s'élever jusqu'à la concurrence de soixante millions de francs.

2. Le dit emprunt sera réalisé par séries de vingt millions de francs chacune.

3. Pour le présent, la première série sera seule réalisée, et les trois Cours répondront, chacune pour un tiers, de l'acquittement des intérêts et du fonds d'amortissement annuels de la dite série.

4. La seconde et la troisième séries du dit emprunt pourront être réalisées selon les besoins de l'État grec, à la suite d'un concert préalable entre les trois Cours et Sa Majesté le Roi de la Grèce.

5. Dans le cas où, à la suite d'un tel concert, la seconde et la troisième séries de l'emprunt mentionné ci-dessus

seraient réalisées, les trois Cours répondront, chacune pour un tiers, de l'acquittement des intérêts et du fonds d'amortissement annuels de ces deux séries, ainsi que de la première.

6. Le Souverain de la Grèce et l'État Grec seront tenus d'affecter au payement des intérêts et du fonds d'amortissement annuels de celles des séries de l'emprunt qui auraient été réalisées sous la garantie des trois Cours les premiers revenus de l'État, de telle sorte que les recettes effectives du Trésor grec seront consacrées, avant tout, au payement des dits intérêts et du dit fonds d'amortissement, sans pouvoir être employées à aucun autre usage, tant que le service des séries réalisées de l'emprunt sous la garantie des trois Cours n'aura pas été complètement assûré pour l'année courante.

Les Représentans diplomatiques des trois Cours en Grèce, seront spécialement chargés de veiller à l'accomplissement de cette dernière stipulation.

Art. 13. Dans le cas où les négociations que les trois Cours ont déjà entamées à Constantinople pour le règlement définitif des limites de la Grèce, donneraient lieu à une compensation pécuniaire en faveur de la Porte Ottomanne, il est entendu que le montant de cette compensation sera prélevé sur les produits de l'emprunt, dont il a été question dans l'article précédent.

Art. 14. Sa Majesté le Roi de Bavière facilitera au Prince Othon les moyens d'enrôler en Bavière, pour le prendre à son service, en qualité de Roi de la Grèce, un corps de troupes qui pourra se monter à trois mille cinq cents hommes, qui sera armé, équipé et soldé par l'Etat Grec, et qui y sera envoyé le plus tôt possible, afin de relever les troupes de l'Alliance laissées en Grèce jusqu'à présent. Ces dernières y resteront entièrement à la disposition du gouvernement de Sa Majesté le Roi de la Grèce jusqu'à l'arrivée du corps mentionné ci-dessus. Dès que ce corps se trouvera en Grèce, les troupes de l'Alliance, dont il vient d'être parlé, se retireront et évacueront totalement le territoire grec.

Art. 15. Sa Majesté le Roi de Bavière facilitera également au Prince Othon les moyens d'obtenir l'assistance d'un certain nombre d'Officiers Bavarois, lesquels organiseront en Grèce une force militaire nationale.

Art. 16. Aussitôt que faire se pourra, après la signature de la présente convention, les trois conseillers, qui doivent être adjoints à Son Altesse Royale le Prince Othon, par Sa Majesté le Roi de Bavière, pour composer la

Régence de la Grèce, y entreront dans l'exercice du pouvoir de la dite Régence et y prépareront toutes les mesures dont sera accompagnée la réception du souverain, lequel, de son côté, se rendra en Grèce dans le plus bref délai possible.

Art. 17. Les trois Cours annonceront à la Nation Grecque par une déclaration commune, le choix qu'elles ont fait de Son Altesse Royale le Prince Othon de Bavière, pour Roi de la Grèce, et prêteront à la Régence tout l'appui qui pourra dépendre d'elles.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le sept Mai, l'an de Grâce Mil-huit-cent-trente-deux.

(L. S.) (Signé:)

A. Cetto. sub spe rati. (L. S.) Talleyrand. (L. S.) Palmerston. (L. S.) Lieven. (L. S.) Matuszewic.

Nous avons pour agréable, ratifions et confirmons, tant pour Nous qu'en qualité de Tuteur de Notre très cher et bien aimé fils le Prince Fréderic-Louis-Othon de Bavière, encore mineur d'âge, la Convention ci-dessus, avec toutes les clauses et stipulations qu'elle contient; Promettons en ce qui Nous concerne et au nom de Notre dit fils, le Prince Fréderic Louis Othon, de l'observer en tout point, sans y donner la moindre atteinte.

En foi de quoi Nous avons signé le présent Acte de ratification et y avons fait apposer Notre sceau royal.

Donné à Naples le vingt-sept du mois de Mai, de l'an de grâce Mil-huit-cent-trente-deux et de Notre règne le septième.

LOUIS.

(L. S.) Le Baron de Gise.

---

12. *Anerkennung des Königs Otto von Seiten des Griechischen Volkes vom 27ten Juli 1832.*

La quatrième Assemblée Nationale réunie par prorogation à Pronia:

Prenant en considération l'exposé du secrétaire du gouvernement pour les affaires étrangères, en date du 16 courant,

et qui annonce l'élévation au Trône de la Grèce, par les trois Puissances Alliées de S. A. R. le Prince Othon, second fils de S. M. le Roi de Bavière;

Ayant entendu tout ce que le même secrétaire du gouvernement a annoncé de vive voix, concernant le traité du 7 mai de la présente année;

Ayant sous les yeux le message du Sénat au Président de la Grèce, sous N°. 92;

Considérant que le peuple grec à déjà exprimé son opinion et ses voeux en faveur de cette élection;

D'après l'art. 3 du premier décret de l'assemblée d'Argos, en date du 22 Juillet 1829:

DÉCRÈTE:

1. Les Plénipotentiaires représentans la nation Grecque reconnaissent et confirment l'élection de S. A. R. le Prince Othon comme Roi de la Grèce.

2. Le présent décret sera inséré au code des décrets et publié par la presse. Un original de ce décret, portant les propres signatures des députés de l'État, sera conservé dans les archives, un autre sera envoyé à S. M. le Roi de la Grèce.

Pronia le 27 juillet 1832.

---

13. *Verordnungen über die Organisation der Ministerien von 1833.*

a. *Verordnung, die Bildung der Ministerien betreffend.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen, und verordnen wie folgt:

Art. 1. Es sollen sieben Ministerien bestehen, nämlich

1. das Ministerium des Königlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten,
2. - - der Justiz,
3. - - des Innern,
4. - - des Kirchen- und Schulwesens,
5. - - der Finanzen,
6. - - des Kriegswesens,
7. - - der Marine.

Art. 2. An der Spitze eines jeden Ministeriums steht ein Staats-Secretär. Ein und derselbe Staats-Secretär kann mit der gleichzeitigen Führung mehrerer Ministerien beauftragt werden.

Wenn der einem Ministerium vorstehende Staats-Secretär durch Krankheit oder Abwesenheit an der Führung desselben verhindert ist, so wird für die einstweilige Verwesung durch besondere Ernennung des Stellvertreters Fürsorge getroffen.

Art. 3. Sämmtliche Staats-Secretäre stehen zu einander in dem Verhältnisse der Gleichordnung, und reihen sich nach dem Dienstalter, vorbehaltlich des dem jedesmaligen Präsidenten des Ministerraths zukommenden Vortrittes.

Art. 4. Jedem Ministerium wird nach dem Bedürfnisse des Dienstes das erforderliche Personal durch Königliche Ernennung zugetheilt.

Die näheren Bestimmungen über dasselbe sind in den besonderen Verordnungen über die Organisation der einzelnen Ministerien enthalten.

Zur Bestreitung der Bureau-Exigenz und der Ausgaben für zeitweise aufzunehmende Gehülfen wird jedem Ministerium in dem jährlichen Etat eine Maximal- oder Aversal-Summe ausgesetzt.

Art. 5. Die Gesammtheit der Staats-Secretäre bildet den Ministerrath. Der Präsident desselben wird von dem Könige besonders ernannt.

Art. 6. In dem Ministerrathe sind vorzutragen und zu verhandeln:

1. alle Verfassungs-Angelegenheiten;
2. alle über die Organisation der Staatsbehörden und über die Territorial-Eintheilung zu erlassenden Bestimmungen;
3. alle Gegenstände der Gesetzgebung, dann die zum Vollzuge der Gesetze und zur Ordnung der Staats-Verwaltung zu erlassenden allgemeinen Verordnungen, insbesondere alle neuen Bestimmungen über die Verhältnisse der Kirche zum Staate, und der einzelnen Kirchen untereinander, dann die über die Auslegung der Gesetze und Verordnungen sich ergebenden Anstände;
4. die mit anderen Staaten abzuschliefsenden Staatsverträge, und die zu diesem Endzwecke zu ertheilenden Instructionen, soweit nicht die Eigenthümlichkeit der Verhältnisse eine Ausnahme erheischt;
5. alle in die Geschäftskreise verschiedener Ministerien einschlagenden Gegenstände, sofern die betheiligten Staats-Secretäre sich darüber nicht vereinigen können;
6. die Competenz-Streitigkeiten verschiedener Ministerien;
7. das jährlich zu erlassende Staats-Finanzgesetz und die über den Staatshaushalt eines jeden Jahres abzulegende Staats-Finanzrechnung;

8. alle Gegenstände, deren Berathung dem Ministerrathe von dem Könige besonders aufgetragen, oder durch einzelne Gesetze oder Verordnungen speciell dahin gewiesen wird.

Der Vortrag ist von dem einschlägigen Staats-Secretär in der Regel vor der Sitzung dem Präsidenten des Ministerrathes schriftlich zu übergeben.

Art. 7. Das Protocoll in den Sitzungen des Ministerraths ist jederzeit von einem der Staats-Secretäre in einer desfalls von dem Präsidenten festzusetzenden Reihefolge zu führen.

Dasselbe soll nicht nur die gefafsten Beschlüsse und die Motive derselben, sondern auch die etwaigen abweichenden Meinungen einzelner Mitglieder in Kürze angeben, und ist dem Könige sofort vorzulegen, damit derselbe seine Entschliessungen ertheile.

Art. 8. Jeder Staats-Secretär ist innerhalb des dem anvertrauten Ministerium zugetheilten Geschäftskreises das unmittelbare und ausschliefsliche Organ des Königs zur Ausübung aller Regierungs-Acte. Es ist daher zu jedem Gesetze, jeder Verordnung und jeder die auswärtigen Verhältnisse betreffenden Staatsacte, so wie zu jeder Entschliefsung, welche in Regierungsangelegenheiten unter der Unterschrift des Königs an die den Ministerien untergebenen Behörden erlassen wird, die Gegenzeichnung des einschlägigen Staats-Secretärs erforderlich.

Art. 9. Jeder Staats-Secretär ist in allen zu seinem Wirkungskreise gehörigen Vorkommnissen für die genaue Vollziehung der bestehenden Gesetze und Verordnungen, für die gewissenhafte Wahrung der Staatsinteressen, und für die treue Verwaltung der öffentlichen Gelder und des anvertrauten Staatseigenthums verantwortlich. Diese Verantwortlichkeit tritt insbesondere bei allen von einem Staats-Secretär unterzeichneten Regierungs-Acten ein.

Wie die Zuwiderhandlungen zu verfolgen und zu bestrafen seyen, wird durch ein besonderes Gesetz bestimmt.

Art. 10. Jeder Staats-Secretär hat die oberste Leitung der Verwaltung innerhalb des seinem Ministerium zugetheilten Wirkungskreises zu führen, die zur Vollziehung der bestehenden Gesetze und Verordnungen erforderlichen Verfügungen zu treffen, und die Befolgung zu überwachen, so wie auch die nach seinem Ermessen erforderlichen neuen Gesetze, Gesetzerläuterungen und Verordnungen in Vorschlag zu bringen, und den Vortrag hierüber im Ministerrathe zu führen.

Art. 11. Der für den Dienst eines jeden Ministeriums erforderliche Aufwand wird jährlich in dem Finanzgesetze auf

dem Grunde der über den Bedarf vorgelegten Nachweisungen festgesetzt und hiernach der zu dessen Deckung erforderliche Credit bei der Staats-Casse eröffnet.

Dem vorgesetzten Staats-Secretäre steht die unmittelbare Verfügung über die durch das Finanzgesetz zugewiesenen Summen zu; derselbe hat jedoch für die pünktliche Einhaltung des Etats persönlich zu haften, sofern nicht die Ueberschreitung durch aufserordentliche und unabwendbare Ereignisse gerechtfertiget und damit ein Anspruch auf Deckung des Mehraufwandes aus dem Reichs-Reservefonde begründet wird.

Die Einhaltung der General-Etats und der eröffneten Credite soll durch eine genaue Controle versichert und das desfalls Erforderliche in einer besonderen Verordnung festgesetzt werden.

Art. 12. Jedem Staats-Secretäre sind alle in dem übertragenen Ministerium angestellten Beamten, so wie die sämmtlichen diesem Ministerium untergeordneten Behörden und Bediensteten zu pünktlichem Gehorsam verpflichtet, vorbehaltlich jedoch des Rechtes und der Verbindlichkeit zur Gegenvorstellung, wo nach ihrer Ansicht eine erlassene Verfügung die bestehenden Gesetze und Verordnungen oder die öffentlichen Interessen verletzt. In dringenden Fällen darf hierdurch der Vollzug nicht aufgehalten werden.

Derselbe hat ferner die Beobachtung der Dienst-Instructionen durch die untergeordneten Behörden zu überwachen, die Aufsicht über die Amtsführung und das sittliche Betragen der untergebenen Beamten zu führen, und die Disciplinar-Gewalt über dieselben unter den durch die desfallsigen Gesetze und Verordnungen festgesetzten Formen und innerhalb der dort bestimmten Grenzen auszuüben.

Ihm steht der Vorschlag auf Ernennung, Beförderung, Versetzung und Entlassung der seinem Ministerium untergebenen Beamten zu, wobei ausschliefslich auf Fähigkeit, wissenschaftliche Bildung, untadelhaftes Betragen und mit Auszeichnung geleistete Dienste Rücksicht zu nehmen ist.

Zur Aufnahme und Entlassung öffentlicher Diener ohne Genehmigung des Königs sind die Staats-Secretäre nur in so weit berechtiget, als denselben die Befugnifs hiezu durch die bestehenden Verordnungen ausdrücklich eingeräumt ist.

Art. 13. Am Schlusse eines jeden Verwaltungs-Jahres hat jeder Staats-Secretär dem Könige einen umfassenden Bericht über die Ergebnisse seiner Verwaltung und über den Zustand des ihm anvertrauten Verwaltungs-Zweiges zu erstatten und dabei über die Verwendung der ihm zur Verfügung gestellten Summen Rechenschaft abzulegen.

Unsere sämmtlichen Staats-Secretäre sind mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge der gegenwärtigen Verordnung beauftragt.

Nauplia den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS Prdt.

A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI.

---

b. *Verordnung, den Geschäftsgang bei den Ministerien betr.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen, und verordnen was folgt:

Art. 1. Die Leitung der sämmtlichen bei einem Ministerium vorkommenden Geschäfte steht dem vorgesetzten Staats-Secretär ausschliefslich zu. Ihm ist das gesammte Personal des Ministeriums untergeordnet, und er hat die Geschäfte unter dasselbe nach seinem Ermessen zu vertheilen, und hinsichtlich dieser Vertheilung diejenigen Einrichtungen zu treffen, welche er zur Vereinfachung und Förderung des Geschäftsganges dienlich erachtet, vorbehaltlich jedoch der etwa desfalls gegebenen besonderen Vorschriften.

In dem Ministerium des Kriegswesens sollen zwei Sectionen bestehen, von denen die eine alle auf den Dienst, das Personal und das Kriegs-Material sich beziehenden Geschäfte, die zweite aber die Verwaltung zu besorgen hat.

Art. 2. In jedem Ministerium hat derjenige Secretär, den der König hiezu bestimmen wird, die Aufsicht über das Geschäfts-Protocoll, die Registratur, die Kanzlei und die Expedition zu führen, und für die Erhaltung der Ordnung in denselben und die schleunige Förderung der dahin gewiesenen Arbeiten besonders zu haften.

Art. 3. Jeder Staats-Secretär hat in dem ihm anvertrauten Ministerium die erforderlichen Einrichtungen zu treffen, damit die von ihm auf seinen Etat abgegebenen oder genehmigten Anweisungen immer in Evidenz erhalten werden, und seine Verantwortlichkeit hinsichtlich der genauen Einhaltung des Etats in jedem Augenblicke gedeckt sey.

Art. 4. Alle Königlichen Entschliefsungen, alle Schreiben, Noten, Berichte und Vorstellungen, welche bei einem Ministerium einlaufen, müssen ohne Verzug an den vorgesetzten Staats-Secretär gebracht werden. Sie werden entweder von ihm selbst, oder von demjenigen Mitgliede des Mini-

sterial-Personals, welches er damit beauftragt, eröffnet, mit dem Präsentatum und der Bezeichnung des Referenten versehen, und sodann zu dem Geschäftsprotocolle abgegeben.

Art. 5. Das Geschäftsprotocoll wird in der durch die Beilage A näher dargestellten tabellarischen Form durch einen Secretär oder Kanzellisten geführt; zu demselben ist ein besonderer alphabetischer Renner anzulegen, damit jedes eingelaufene Actenstück, und die Stelle, wo solches in den Geschäftsprotocolle vorkommt, sogleich aufgefunden werden könne.

Art. 6. Sobald ein eingelaufenes Actenstück in das Geschäftsprotocoll eingetragen worden, ist selbes an die Registratur abzugeben, dort in dem Registratur-Manuale vorzumerken, und sodann ohne Verzug mit den nöthigen Voracten dem Referenten in dem für ihn bestimmten Bureau vorzulegen.

Art. 7. Die Referenten haben zu jedem zugetheilten Gegenstande die erforderlichen Aufsätze oder Signate sofort zu entwerfen, und dem vorgesetzten Staats-Secretäre nach den von ihm hierüber erlassenen Bestimmungen vorzulegen.

Dieselben haben für die treue actenmäfsige Darstellung der thatsächlichen Verhältnisse zu haften.

Art. 8. Jedem Staats-Secretär ist überlassen, die Räthe seines Ministeriums zu Conferenzen zu vereinigen und hiebei einzelne Gegenstände zur gemeinsamen Berathung zu bringen. Die hiebei erfolgenden Abstimmungen sind blos berathend, und es ist daher der Staats-Secretär bei dem zu fassenden Beschluss hieran nicht gebunden.

Art. 9. Die genehmigten Aufsätze sind von dem Staats-Secretär zu unterzeichnen und dem Art. 2 bezeichneten Secretär des Ministeriums zuzusenden.

Dieser hat sodann für die schleunige Expedition Sorge zu tragen, wonach die Art der Erledigung in dem Geschäfts-Protocolle kurz vorzumerken, das erledigte Actenstück aber sammt den etwa dazu ausgestellten Acten an die Registratur zu übergeben ist.

Die Registratur hat den Empfang in dem Geschäftsprotocolle zu bestätigen und die Acten nach erfolgter Eintragung in die Registraturbücher aufzubewahren.

Art. 10. Alle Fertigungen der Ministerien werden, sofern dieselben blos Gegenstände des Vollzugs betreffen, und sohin die Unterschrift des Königs nicht erforderlich ist, unter der Unterschrift des Staats-Secretärs erlassen und von dem Art. 2 bezeichneten Secretär contrasignirt.

Art. 11. Alle Gegenstände, über welche die Entschliessung des Königs einzuholen ist, sind mit einem kurzen aber

motivirten Antrage auf halbgebrochenem Papier vorzulegen. Auf der Seite ist der Betreff in Kürze anzugeben, und, wenn der Antrag durch eine vorausgegangene Entschliefsung veranlafst worden, der Expeditions-Ziffer derselben beizusetzen.

Soll eine Ausfertigung erfolgen, so ist dem Antrage entweder der Entwurf sofort beizufügen oder doch der Inhalt genau und bestimmt am Schlusse des Antrags zu begutachten.

Wie die durch den Ministerrath laufenden Gegenstände vorzulegen sind, ist Art. 7 der Verordnung vom heutigen Tage, die Bildung der Ministerien betr., bestimmt.

Art. 12. Die Mittheilungen unter den Ministerien selbst sollen, wo die mündliche Verständigung zureicht, nur auf diesem Wege — aufserdem aber durch Noten oder Auszüge aus dem Geschäftsprotocolle geschehen.

Art. 13. Die Ausfertigungen der Ministerien an die untergebenen Behörden sind, wo nicht ganz besondere Verhältnisse eine Ausnahme gebieten, jederzeit nur an die zunächst und unmittelbar untergeordnete zu richten, und unter der Ueberschrift:

KÖNIGREICH GRIECHENLAND
Das Ministerium des Innern
(der Finanzen)
an

den etc.

zu erlassen.

Die Schreibart ist befehlend; es werden jedoch die Staats-Secretaire von selbst sich zum Gesetze machen, hiebei die Regeln der Achtung und Höflichkeit jederzeit sorgfältig zu beobachten.

Art. 14. Die untergeordneten Behörden haben in ihren Berichten, so wie die Privaten in ihren Vorstellungen und Bittschriften an die Ministerien die Formen der Unterordnung zu beobachten.

Die Anrede ist:

Königliches Ministerium des etc.

Unter der Anrede ist auf der rechten Seite (im heraldischen Wortsinne) der Betreff kurz anzugeben, und in den Berichten der Behörden, wenn dieselben durch einen vorausgegangenen Auftrag des Ministeriums veranlafst sind, zugleich die Expeditions-Nummer dieses Auftrages in folgender Weise beizusetzen:

Auf die Expeditions-Nummer 647 (853 etc.)
Bericht
des etc.
das etc. betreff.

Die Unterschrift ist:

gehorsamstes (Amt) oder
gehorsamster (N.)

Art. 15. Der Zutritt in die Registraturen und Kanzleien ist keinem Fremden zu gestatten.

Art. 16. Alle bei den Ministerien angestellten Individuen haben über die daselbst vorkommenden Geschäfte das strengste Stillschweigen zu beobachten, jeder unbefugten Mittheilung an dritte Personen, und jeder Privat-Correspondenz über Amtssachen, so wie jeder heimlichen oder offenen Anwaltschaft, und der Annahme von Geschenken, die denselben in Beziehung auf Amtsangelegenheiten und zur Gewinnung der Gunst für solche etwa angeboten oder zugesendet werden, sorgfältig zu enthalten.

Jede Zuwiderhandlung hat die Entlassung zur Folge, vorbehaltlich der etwa nach den Bestimmungen der bestehenden Gesetze verwirkten besondern Strafen.

Art. 17. Sämmtliche Ministerien haben bei der Führung der übertragenen Verwaltung alle unnützen Schreibereien und jede unnöthige Einmischung in die Zuständigkeiten der untergeordneten Behörden zu vermeiden, damit nicht ihre dem Allgemeinen angehörige Wirksamkeit in kleinlichen Einzelnheiten sich verliere.

Die Leistungen derselben werden nur nach den in die Wirklichkeit übergegangenen Ergebnissen, und nicht nach der Zahl der erledigten Actenstücke, noch nach dem Umfange der gelieferten Schreibereien beurtheilt werden.

Art. 18. Keinem Staats-Secretair ist erlaubt, sich ohne einen von dem Könige bewilligten Urlaub auf mehr als 24 Stunden von seinem Posten zu entfernen.

Die Bewilligung des Urlaubs für das bei den Ministerien angestellte Personal steht dem vorgesetzten Staats-Secretäre zu.

Eigenmächtige Entfernung hat disciplinäre Bestrafung, und nach Umständen die Versetzung oder Entfernung vom Dienste zur Folge.

Unsere sämmtlichen Staats-Secretäre sind, jeder so viel es ihn betrifft, mit dem Vollzuge der gegenwärtigen durch das Regierungsblatt bekannt zu machenden Verordnung beauftragt.

Nauplia, den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, S. TRIKOUPI, Prdt.,
A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI.

e. *Verordnung, die Formation und den Wirkungskreis des Ministeriums des Königl. Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten betreff.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen und verordnen wie folgt:

Art. 1. Das Personal des Ministeriums des Königlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten soll unter der Leitung des vorgesetzten Staats-Secretärs bestehen aus

einem Rathe,
drei Secretären,
einem Kanzellisten,
einem Boten.

Eine Vermehrung dieses Personals findet nur dann statt, wenn der öffentliche Dienst solches dringend und unabweislich gebietet.

Art. 2. Dem Ministerium des Königlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten sind alle von dem Könige aufgestellten diplomatischen Agenten jeder Classe und die Handels-Consuln untergeordnet.

A. 3. Zu dem Wirkungskreise des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten gehört:

a. die Bewahrung der Rechte und Interessen des Königreichs in allen seinen Verhältnissen zum Auslande, die Besorgung aller Verhandlungen und Correspondenzen mit auswärtigen Regierungen, und mit den bei der K. Gr. Regierung accreditirten diplomatischen Agenten des Auslandes, die Instruirung der griechischen Gesandten und Consuln im Auslande und der Briefwechsel mit denselben, dann der Abschluſs, die Aufrechthaltung und der Vollzug aller Verträge mit fremden Mächten;

b. die Ausfertigung der öffentlichen Correspondenz des Königs mit auswärtigen Souveränen und Regierungen;

c. alle, die Familien-Verträge und das Privat-Fürstenrecht des Königlichen Hauses betreffenden Gegenstände;

d. die Vertretung der Angelegenheiten griechischer Unterthanen im Auslande und bei auswärtigen Regierungen, insbesondere die Besorgung der von den Unterthanen katholischen Glaubens an dem päbstlichen Stuhle nachzusuchenden Dispensationen aller Art;

e. die Vermittlung aller Correspondenz zwischen dem päbstlichen Stuhle, dessen Behörden und Agenten, und der katholischen Geistlichkeit des Landes, wobei jede Verzögerung und gesetzwidrige Hemmung bei besonderer Verantwortlichkeit zu vermeiden ist;

f. die Ausstellung und Beglaubigung der Pässe für das Ausland, dann die Beglaubigung der Urkunden für das Ausland;
g. die Ausfertigung der von dem Könige ertheilten Bewilligungen zum Eintritte in fremde Civil- und Militärdienste, so wie zur Annahme fremder Orden und sonstiger Auszeichnungen oder fremder Pensionen;
h. die Auswanderungen und Vermögens-Exportationen;
i. die Naturalisations-Gesuche;
k. die Ordenssachen;
l. die Beaufsichtigung und oberste Leitung des Haus- und Staats-Archivs.

Unser Staats-Secretär für das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Nauplia, den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS
DIE REGENTSCHAFT
Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.
Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS Prdt.
A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI.

---

d. *Verordnung, die Formation und den Wirkungskreis des Ministeriums der Justiz betreff.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen und verordnen wie folgt:

Art. 1. Das Personal des Ministeriums der Justiz wird unter der Leitung des vorgesetzten Staats-Secretärs bestehen aus

einem Rathe,
drei Secretären,
zwei Kanzellisten,
einem Boten.

Für die Dauer der dermaligen legislativen Arbeiten wird ein zweiter Rath zugetheilt. Nur unabweisliche Bedürfnisse des Dienstes können eine Vermehrung dieses Personals begründen.

Art. 2. Zu dem Wirkungskreise des Ministeriums der Justiz gehören:

1. die Begründung, Verbesserung und Beaufsichtigung aller für die Verwaltung der Rechtspflege in bürgerlichen und Strafrechtssachen erforderlichen Anstalten; die Organisation der Gerichte, die Vorschläge zu ihrer Besetzung, die Aufsicht auf dieselben, die Aufrechthaltung der über das Ge-

richtswesen bestehenden Gesetze, und der Unabhängigkeit des Richteramtes;

2. die Aufsicht auf die Attribute der Rechtspflege, insbesondere auf die Untersuchungsgefängnisse und die Sorge für Herstellung und Erhaltung der für den Dienst der Justiz erforderlichen Gebäude;

3. die Aufsicht auf die Staatsanwälte, die Correspondenz mit denselben, und die Anträge auf deren Ernennung oder Entlassung;

4. das Notariat und die Aufsicht auf die Notare und Rechtsanwälte, dann die Anträge über deren Ernennung;

5. die Vorschläge über Verbesserung oder Veränderung der bürgerlichen und der Strafgesetzbücher, und der Gesetzbücher über das Verfahren in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten und in Strafsachen, dann über die authentische Interpretation der erwähnten Gesetzbücher;

6. die Aufsicht auf die Beobachtung der Grenzen des gerichtlichen Wirkungskreises, und die Mitwirkung zur Entscheidung der darüber zwischen den Gerichten und den Verwaltungsbehörden sich ergebenden Streitigkeiten nach den desfalls bestehenden Gesetzen;

7. die Anträge über Begnadigungen oder Strafnachlässe in den durch die Strafgerichte abgeurtheilten Fällen;

8. die Anträge über alle nach den bestehenden Civilgesetzen dem Könige in bürgerlichen Rechtsverhältnissen vorbehaltenen Dispensationen und Bewilligungen.

Art. 3. Dem Ministerium der Justiz sind innerhalb seines Wirkungskreises sämmtliche Gerichte, die Staatsanwälte, Notare, Rechtsanwälte und das etwa sonst noch für den Dienst der Rechtspflege bestellte Personal untergeordnet.

Dasselbe hat sich jedoch jeder Einmischung in die Entscheidung einzelner Rechtsfälle, so wie jedes Eingriffes in die gesetzlichen Befugnisse und Freiheiten der Rechtsanwälte, Notare und anderer Angestellten im Justizfache sorgfältig zu enthalten.

Unser Staats-Secretär für das Ministerium der Justiz ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge der gegenwärtigen Verordnung beauftragt.

Nauplia, den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS Prdt., A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI.

e. *Verordnung, die Formation und den Wirkungskreis des Ministeriums des Innern betreff.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen und verordnen was folgt:

Art. 1. Das Personal des Ministeriums des Innern soll unter der Leitung des vorgesetzten Staats-Secretärs bestehen aus

vier Räthen, worunter ein Medicinal-Rath,
vier Secretären,
zwei Kanzellisten,
einem Boten.

Einer Vermehrung wird nur bei einem durch die Anforderungen des Dienstes begründeten, unabweislichen Bedürfnisse statt gegeben werden.

Art. 2. Zu dem Wirkungskreise des Ministeriums des Innern gehören:

1. die Aufsicht auf die Landesgrenzen und die Bewahrung derselben; bei vorkommenden Anständen ist mit dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten das erforderliche Benehmen einzuleiten;
2. die Bewahrung und Handhabung der Landesverfassung, der inneren Hoheitsrechte und der politischen Rechte der Gemeinden und der Einzelnen; Aufrechthaltung der Gesetze die Wahl und Versammlung der Gemeinde-, Bezirks- und Kreisräthe und über die Verhandlungen derselben;
3. die Territorial-Eintheilung des Königreichs, die Bildung der Gemeinden, Bezirke und Kreise;
4. die Militär-Conscription, die Marsch-und Einquartierungs-Angelegenheiten, die Organisation der Landwehr;
5. die Sicherheitspolizei, und daher die allgemeinen Anordnungen zur Erhaltung der öffentlichen Ruhe und Ordnung; Handhabung der Gesetze gegen geheime Verbindungen, über das Paſswesen und über Bettler und Landstreicher; Leitung der Gensdarmerie in Beziehung auf den Sicherheitsdienst, Bestimmung über ihre Dislocation;
6. die Herstellung und zweckmäſsige Einrichtung der Beschäftigungs- und Corrections-Anstalten, und die Aufsicht auf ihre Verwaltung;
7. die Herstellung und zweckmäſsige Einrichtung der Strafgefängnisse nach den desfallsigen Bestimmungen des Strafgesetzbuchs; die obere Leitung ihrer Verwaltung;
8. das Armenwesen und die zur Unterstützung der Armuth zu bildenden Anstalten;

9. die Anstalten gegen Brand- und andere Elementarschäden; die Sorge für die Unterstützung der Beschädigten;

10. die Herstellung zweckmäſsiger Bauordnungen in den Städten und auf dem Lande; die Sorge für Entwerfung regelmäſsiger Generalplane für Städte und Dörfer; die Aufsicht auf die Handhabung der ersteren und der letzteren;

11. Beförderung des Credits durch zeitgemäſse Anstalten;

12. die Belebung und Beschützung des freien Verkehrs im Innern; die Errichtung von Messen und Märkten, die Herstellung und Handhabung der Markt-Ordnungen;

13. die Beförderung der Landwirthschaft und Entfernung aller Hemmnisse ihres Aufschwungs; Bewahrung der Freiheit und Theilbarkeit des Grundeigenthums und der ungehemmten Entwicklung der landwirthschaftlichen Industrie durch zweckmäſsige Culturgesetze, Beförderung und Verbesserung der Viehzucht, des Oel- und Weinbaues und der Baumzucht; Ermunterung der Seidenzucht und des Anbaues von allen Arten von Handelsgewächsen mit Rücksicht auf die klimatischen Verhältnisse und die Beschaffenheit des Bodens;

14. Beförderung und Belebung der Gewerbe, Fabriken und Manufacturen; die Sorge für Gründung von Gewerbs- und polytechnischen Schulen in Benehmen mit dem Ministerium des Kirchen- und Schulwesens;

15. die Beförderung und Belebung des Handels, die Einführung gleichförmiger Maaſse und Gewichte und die Handhabung der desfallsigen Bestimmungen;

16. die Herstellung zweckmäſsiger Postanstalten, die Anordnung und Leitung des Dienstes derselben;

17. die oberste Leitung des Straſsen-, Brücken- und Wasserbaues und die Sorge für die Verbindung aller Theile des Reichs durch gut angelegte Straſsen in Benehmen mit dem Ministerium des Kriegswesens; die Begutachtung gerechter Bestimmungen über die Beitragspflichtigkeit zum Straſsen-, Brücken- und Wasserbau, und die Handhabung der desfalls erlassenen Gesetze;

18. Die Beförderung der Einwanderungen und die Bearbeitung eines zweckmäſsigen Planes für die Leitung der neuen Ansiedelungen, die Handhabung der desfalls zu treffenden Anordnungen;

19. die gesammte Gesundheitspolizei und daher die Herstellung und Erhaltung der nöthigen Sanitäts-Anstalten, sowohl im Innern des Landes als an den Grenzen, und insbesondere in den Häfen; der Vortrag über die gegen die Einschleppung der Pest zu erlassenden Gesetze; die Handhabung dieser

Gesetze; die Anordnungen gegen die weitere Verbreitung ausgebrochener Epidemien und Epizootien; die Anordnungen über Todtenbeschau und zur Rettung von Scheintodten; die Bestimmungen über die Anlegung der Begräbnifsplätze; die Herstellung und zweckmäfsige Einrichtung von Kranken-Anstalten und Irrenhäusern; die Anordnungen gegen die Ausübung der Arzneiwissenschaft durch unwissende und ungeprüfte Aerzte; die Herstellung von Hebammen- und wundärztlichen Schulen; die Bildung fähiger Thierärzte; die Sorge für die Ausbildung der Apotheker, die Handhabung der Gesetze gegen alle ärztliche Pfuscherei; die Anordnungen hinsichtlich der Einrichtung der Apotheken; die Herstellung von Medicinal- und Apotheker-Taxen; die Aufsicht auf das gesammte für das Medicinalwesen angestellte oder zur Ausübung der Arzneiwissenschaft oder irgend eines Zweiges derselben zugelassene Personal;

20. die Sittlichkeitspolizei;

21. die obere Aufsicht auf die Verwaltung und Verwendung des Gemeinde-Vermögens, und die Handhabung der darüber und über den Haushalt der Orts-, Bezirks- und Kreis-Gemeinden bestehenden gesetzlichen Bestimmungen; die Beförderung und Entwickelung des Gemeindelebens;

22. die Vorschläge zur Ernennung oder Entlassung aller für die verschiedenen Zweige der inneren Verwaltung bestimmten Beamten; die Sorge für Herstellung und Erhaltung der nöthigen Dienstgebäude;

23. die Aufrechthaltung der Dienst-Instructionen bei den Behörden der inneren Verwaltung; die Beseitigung der zwischen denselben und anderen Behörden, insbesondere den Gerichten, sich ergebenden Competenz-Conflicte auf dem durch die Gesetze und Verordnungen vorgezeichneten Wege;

24. die Herstellung einer vollständigen Statistik des Königreichs.

Art. 3. Dem Ministerium des Innern sind sämmtliche Behörden und Beamten untergeordnet, welche für irgend einen Zweig seines Wirkungskreises aufgestellt sind; vorbehaltlich dessen, was über das Dienstverhältnifs der Gensdarmerie in der Verordnung vom heutigen Tage, die Formation und den Wirkungskreis des Ministeriums des Kriegswesens betr., bestimmt ist.

Art. 4. Der Wasser-, Brücken- und Strafsenbau, dann die Civilbauten sollen, soweit selbe dem Staate obliegen, durch das Genie-Corps des Heeres nach den desfalls zu erlassenden näheren Bestimmungen und unbeschadet der dienstlichen Stellung dieses Corps besorgt werden.

Unser Staats-Secretär für das Ministerium des Innern ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Nauplia, den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS
DIE REGENTSCHAFT
Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.
Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS Prdt.,
A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI.

---

f. *Verordnung, die Formation und den Wirkungskreis des Ministeriums des Kirchen- und Schulwesens betr.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen und verordnen wie folgt:

Art. 1. Das Personal des Ministeriums des Kirchen- und Schulwesens soll unter der Leitung des vorgesetzten Staats-Secretärs bestehen aus

zwei Räthen,
drei Secretären,
zwei Kanzellisten,
einem Boten.

Eine Vermehrung dieses Personals wird nur bei Nachweisung eines dringenden dienstlichen Bedürfnisses statt finden.

Art. 2. Zu dem Wirkungskreise des Ministeriums des Kirchen- und Schulwesens gehören:

I.

a. die politischen und bürgerlichen Verhältnisse der verschiedenen christlichen Kirchen- und anderen religiösen Gemeinden, und die Aufrechthaltung der desfalls bestehenden Gesetze;

b. die Bewahrung der gesetzlichen Grenzen zwischen der Staatsgewalt und den Kirchenbehörden, die Vertretung der Rechte der Staatsgewalt und der allgemeinen Wohlfahrt in Bezug auf kirchliche Anstalten und das Kirchengut;

c. die Prüfung aller Anordnungen der Kirchenbehörden, insbesondere auch der Rescripte, Bullen und Breven des päbstlichen Stuhles vor der Bekanntmachung derselben, und die Einholung der Königl. Genehmigung (des Placet) zu dieser Bekanntmachung;

d. die Einsetzung der Synodalbehörden, die Aufsicht auf die Verhandlungen derselben und die Ertheilung der desfallsigen Entschliefsungen;

e. die Aufsicht auf den Cultus und in Benehmen mit den kirchlichen Behörden die Beschränkung und Aufhebung der ausserwesentlichen Feierlichkeiten, und zur Abschaffung geeigneten (μὴ ἐπισήμων ἑορτῶν) Feiertage;

f. die landesfürstlichen Rechte in Ansehung der Besetzung der Kirchenämter, dann der Ertheilung der Erlaubnifs zu Priester- und Diaconen-Weihen;

g. die Bewilligung zur Errichtung geistlicher Gesellschaften und Institute, die Aufhebung derselben, wenn dafür erhebliche Gründe gegeben sind;

h. die Herstellung und Einrichtung geistlicher Bildungs-, Verpflegungs- und Corrections-Anstalten, die Anordnung von Prüfungen für die dem geistlichen Stande sich widmenden Candidaten;

i. die Eintheilung der Sprengel der verschiedenen kirchlichen Behörden;

k. die Sorge für die Herstellung und Erhaltung der nöthigen Kirchen- und Pfarrgebäude;

l. die Aufsicht auf die Verwaltung und Verwendung des zu Cultuszwecken gewidmeten Stiftungsvermögens.

II.

a. die Aufsicht und Leitung des Schul- und Erziehungswesens in seinem ganzen Umfange, die Sorge für die Herstellung und zweckmäfsige Einrichtung der Elementar- und höheren Unterrichts-Anstalten, einer Landesuniversität und einer Akademie der Wissenschaften;

b. Sorge für die Dotation der Schul- und Unterrichts-Anstalten und Aufsicht auf die Verwaltung des Schulvermögens;

c. Sorge für die Bildung tüchtiger Schullehrer und Professoren, Errichtung der desfalls erforderlichen Anstalten;

d. Ermunterung ausgezeichneter Talente durch Stipendien und andere Unterstützungen;

e. Herstellung und Beaufsichtigung öffentlicher Bibliotheken, einer Sternwarte und anderer ähnlichen Anstalten;

f. Leitung der Staatsbuchdruckerei und Beförderung der Uebertragung der wichtigsten wissenschaftlichen Werke des Auslandes in die griechische Sprache;

g. Beförderung der Kunst, Errichtung von Kunstschulen und Sammlungen, dann einer Akademie der bildenden Künste, Veranstaltung von Ausgrabungen zur Wiederauffindung verlorener Kunstschätze, Sorge für die Erhaltung der noch vorhandenen und Aufsicht gegen die Ausfuhr derselben;

h. Ermunterung und Beförderung gelehrter Forschungen zur Erweiterung des Gebietes des menschlichen Wissens, und zur Veröffentlichung der in den Klostersammlungen aufbe-

wahrten Manuscripte, so weit dieselben noch unbekannt und für irgend einen wissenschaftlichen Zweig von Interesse sind;

i. Vorschläge zur Ernennung des sämmtlichen für das Lehrfach oder für die Staatsanstalten zur Beförderung der Künste und Wissenschaften anzustellenden Personals, soweit die Ernennung nicht anderen Behörden durch specielle Verordnungen übertragen ist; die Disciplinargewalt über dasselbe;

k. Aufsicht auf die Verwaltung und Verwendung des den Unterrichts- und Volksbildungszwecken gewidmeten Stiftungs-Vermögens und der dahin zugewiesenen öffentlichen Fonds, Sorge für die Herstellung und Erhaltung der für die öffentlichen Unterrichts-, Volksbildungs- und Kunst-Anstalten erforderlichen Gebäude.

Art. 3. Dem Ministerium des Kirchen- und Schulwesens sind innerhalb des demselben angewiesenen Wirkungskreises sämmtliche Kirchenbehörden, dann die Angestellten des Lehrfaches und der den Künsten und Wissenschaften gewidmeten Staats-Anstalten untergeordnet.

In eben diesem Unterordnungs-Verhältnisse stehen zu demselben die Behörden der inneren Verwaltung, soweit denselben Gegenstände des Kirchen- und Schulwesens durch die über ihren Wirkungskreis bestehenden Verordnungen übertragen sind, vorbehaltlich jedoch des dem Ministerium des Innern ausschliefslich zustehenden Vorschlages über die Besetzung dieser Behörden.

Unser Staats-Secretär für das Ministerium des Kirchen- und Schulwesens ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge der gegenwärtigen Verordnung beauftragt.

Nauplia den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS Prdt.

A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI.

---

g. *Verordnung, die Formation und den Wirkungskreis des Ministeriums der Finanzen betreff.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen und verordnen wie folgt:

Art. 1. Das Personal des Ministeriums der Finanzen soll unter der Leitung des vorgesetzten Staats-Secretärs bestehen aus

vier Räthen,
acht Secretären,
vier Kanzellisten,
einem Boten.

Eine Vermehrung dieses Personals findet nur bei Nachweisung eines dringenden Dienstbedürfnisses statt.

Art. 2. Zu dem Wirkungskreise des Ministeriums der Finanzen gehören:

1. Die Herstellung einer genauen Uebersicht des gesammten Staatsvermögens an Liegenschaften, dinglichen Rechten und Activforderungen; die Erhaltung dieses Vermögens, die Ermittlung und Wiedererlangung der in den Besitz unberechtigter Personen übergegangenen Vermögenstheile, und die Beitreibung der Activforderungen; die Vertretung aller desfallsigen Interessen des Staates, soweit es sich nicht von Differenzen mit auswärtigen Mächten handelt;
2. die Verwaltung des gesammten nutzbaren Staatsvermögens an Liegenschaften, dinglichen Rechten und Activforderungen; der Antrag auf Veräusserung einzelner Vermögenstheile, wenn dieselbe den wohlverstandenen Interessen des Staates und der allgemeinen Wohlfahrt förderlich ist und die Staatseinkünfte keine Schmälerung dadurch erleiden;
3. der Antrag auf Vergebung liegender Güter des Staates auf Pacht- oder emphyteutische Verträge, soweit letztere nach den Gesetzen statt finden; die Verwaltung derselben auf eigene Regie, wo solche gröfseren Vortheil darbietet oder zur Beförderung der Landescultur angewendet wird;
4. die Benützung der Staatsforsten nach forstwirthschaftlichen Grundsätzen, ihre Beschützung gegen Frevel, und die Befreiung derselben von schädlichen Dienstbarkeiten;
5. die Benützung der Staatsjagden durch Verpachtung oder auf eigene Regie;
6. die Benützung und Wiederherstellung der Weinberge, der Korinthen- und Oelbaum-Pflanzungen des Staates; die Veredlung und bessere Verwerthung des Productes;
7. der Betrieb der Staats-Salinen, die Verbesserung des Erzeugnisses und die Erhöhung der Erträgnisse;
8. der Bergbau des Staates, dessen Erweiterung und vortheilhafte Betreibung; die Bewahrung und Nutzbarmachung des Bergregals;
9. die Erträgnisse des Wasserregals, die Wasserzinse für Benützung öffentlicher Gewässer, der Betrieb und die Benützung der Mühlen des Staates; die Fischereien desselben, die Hafen- und andere für die Benützung der Landungs-, der Aus- und Einlad- und der Anker-Plätze zu entrichtenden Gebühren.

10. die Fabriken des Staates;
11. die Münzanstalt des Staates und die damit zu verbindenden Anstalten zur Gewährung des Gehaltes der Gold- und Silberwaaren;
12. die directen Steuern des Staates, die Gründung eines die möglichst gleiche Vertheilung derselben verwirklichenden Systemes; die Anordnung und Herstellung eines Grundsteuer-Katasters, und die Einleitung der zu diesem Behufe erforderlichen Landes-Vermessung;
13. die indirecten Steuern des Staates, die sorgfältige Prüfung der desfalls bestehenden Gesetze, und der Antrag auf deren Verbesserung und auf die Einführung eines gerechten, der Nationalwirthschaft unnachtheiligen Systemes der indirecten Besteuerung;
14. die Bearbeitung des jährlichen Finanzgesetzes und die Sammlung aller dazu erforderlichen Materialien; die Aufsicht auf den Vollzug und die genaue Beobachtung desselben;
15. die oberste Leitung der Erhebung sämmtlicher Einnahmen des Staates aus dem Staats-Eigenthume, nutzbaren Rechten und Activforderungen, dann aus den directen und indirecten Steuern;
16. die Aufsicht auf den gesammten Staatsaufwand; die Eröffnung der Credite für die übrigen Ministerien nach den Bestimmungen des Finanzgesetzes, und die Leitung der Verwendung aller dem Etat der Finanzen selbst zugewiesenen Fonds;
17. die Staats-Schuldentilgungs-Anstalt, und die Sorge für gewissenhafte Einhaltung des festgesetzten Schuldentilgungs-Planes; die Prüfung aller Forderungen, welche an das Staats-Vermögen gemacht werden, und die Leitung der desfallsigen Rechtsstreitigkeiten;
18. das Staats-Rechnungswesen und die Herstellung der Staats-Finanzrechnung, vorbehaltlich der desfallsigen Zuständigkeiten des Rechnungshofes;
19. die Mitwirkung bei Anordnung der Kreis- und Bezirks-Umlagen und bei den Verhandlungen der Kreis- und Bezirks-Räthe, soweit diese Verhandlungen Gegenstände der Finanzwerwaltung betreffen.

Art. 3. Dem Ministerium der Finanzen sind alle Behörden und Beamten untergeordnet, welche Theile des Staats-Vermögens zu verwalten und Staatsrenten zu erheben oder zu verausgaben haben.

Demselben steht auch die Aufsicht über den obersten Rechnungshof und der Antrag über dessen Besetzung zu, unbeschadet jedoch der dieser Behörde als dem obersten Justizhofe in Gegenständen des öffentlichen Rechnungswesens zukommenden Unabhängigkeit.

Unser Staats-Secretär der Finanzen ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Nauplia, den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS
DIE REGENTSCHAFT
Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.
Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS, Prdt.,
A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI

---

h. *Verordnung, die Formation und den Wirkungskreis des Ministeriums des Kriegswesens betreff.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen, und verordnen was folgt:

Art. 1. Das Personal des Ministeriums des Kriegswesens soll unter der obersten Leitung des vorgesetzten Staats-Secretärs bestehen aus:

a. zwei Sections-Chefs, die aus den durch Kenntnisse und Verdienste ausgezeichneten Officieren und Heerbeamten werden ausgewählt werden;
b. den nach dem Bedürfnisse des Dienstes den Sections-Chefs beizugebenden Officieren und Beamten des Heeres;
c. drei Secretären;
d. vier Kanzellisten;
e. den für den Botendienst erforderlichen Ordonnanzen.

Art. 2. Zu dem Wirkungskreise des Ministeriums des Kriegswesens gehören:

1. die Organisation und Ergänzung des Heeres, die Disciplin und Polizei desselben;
2. die Versorgung des Heeres mit dem Bedarfe an Bewaffnung, Kleidung, Remonten, Kasern- und Feldfournituren;
3. die Sorge für die Beischaffung des für die Artillerie, das Genie-Corps, dann die Ouvriers- und Pionniers-Compagnien erforderlichen Materials;
4. die Erbauung, Verbesserung und Erhaltung der Festungen und Waffenplätze, dann der Militär-Gebäude;
5. die sämmtlichen für die Bildung des Heeres und für die Beischaffung seiner Bedürfnisse bestehenden Staatsanstalten;
6. die Militär-Strafgesetze und die Reglements für den Dienst und die Waffenübungen;
7. die Aufsicht auf die für die Aburtheilung der besonderen Militär-Verbrechen und Militär-Vergehen bestehenden Militär-Gerichte;

8. die Sanitäts-Anstalten für den Dienst des Heeres;
9. die Dislocation und die Bewegungen des Heeres, und die Militär-Transporte;
10. die Sorge für die Gründung von Invaliden-, Wittwen- und Waisen-Anstalten, so wie von anderen milden Stiftungsfonds zum Behufe des Heeres, und die Aufsicht auf deren Verwaltung;
11. die Besorgung und Behandlung der Kriegsgefangenen;
12. die Anträge über Verkündung von Generalpardons;
13. die Gendarmerie in personeller und administrativer Beziehung;
14. die Vorschläge auf Ernennung, Pensionirung oder Entlassung der Officiere und Heerbeamten;
15. der Gesammt-Heer-Aufwand, und die desfallsige Comptabilität.

Art. 3. Dem Ministerium des Kriegswesens sind sämmtliche Dienstbehörden, Officiere und Angestellte des Heeres untergeordnet.

Unser Staats-Secretär des Kriegswesens ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge der gegenwärtigen Verordnung beauftragt.

Nauplia den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS
DIE REGENTSCHAFT.
Graf v. ARMANSPERG Prsdt. v. MAURER. v. HEIDECK.
Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPI Prsdt.
A. MAVROCORDATOS. G. PRAIDES. J. KOLETTI.

Verordnung, die Formation und den Wirkungskreis des Marine-Ministeriums betr.

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen und verordnen, was folgt:

Art. 1. Das Personal des Ministeriums der Marine soll unter der Leitung des vorgesetzten Staats-Secretärs bestehen aus:

a. einem Bureau-Chef, der aus der Zahl der höheren durch Kenntnisse und Verdienste ausgezeichneten Marine-Officiere oder Marine-Beamten wird ausgewählt werden;
b. einer nach dem Bedürfnisse des Dienstes zu bestimmenden, dem Bureau-Chef beizugebenden Zahl von Marine-Officieren und Marine-Beamten;
c. zwei Secretären;
d. einem Kanzellisten;
e. einem Boten.

Art. 2. Zu dem Wirkungskreise des Ministeriums der Marine gehören:

a. die Bildung, Verbesserung und Unterhaltung der Kriegs-Marine, ihre Disziplin, ihre Verwendung und ihre Bewegungen; die Erbauung, Ausbesserung, Unterhaltung und Ausrüstung aller Schiffe und Fahrzeuge des Staates; die Bewahrung der Ehre der Griechischen Flagge;

b. die Aushebung der Matrosen und Seesoldaten; ihre Bekleidung, Bewaffnung, Besoldung und Unterhaltung;

c. der Vorschlag auf Ernennung, Pensionirung und Entlassung der Marine-Officiere und Marine-Beamten, ihre Uniformirung und Besoldung;

d. die für den Dienst der Marine erforderlichen Reglements und besonderen Strafgesetze, und die Aufsicht auf die zu deren Handhabung zu bestellenden Gerichte;

e. die Herstellung, Erhaltung und Verbesserung der Seehäfen, Marine-Arsenale und Marine-Magazine, dann der für den Dienst der Marine erforderlichen Gebäude;

f. die Anstalten zur Bildung tüchtiger Matrosen, See-Artilleristen und Marine-Officiere;

g. die für den Dienst der Marine erforderlichen Sanitäts-Anstalten;

h. die für die Marine zu gründenden Invaliden-, Wittwen-, Waisen- und andere wohlthätigen Anstalten;

i. die Ausstellung der Patente über die Anerkennung von Handelsschiffen als Nationalschiffe, und über die Ertheilung der Berechtigung zur Führung der Griech. Flagge; die Sorge für die Beobachtung der desfalls bestehenden Vorschriften;

k. die Vertheilung der Prisen und die Aufsicht auf die zur Entscheidung der desfallsigen Streitigkeiten niedergesetzten Gerichte;

l. der gesammte Staats-Aufwand für die Marine und die desfallsige Comptabilität.

Art. 3. Dem Ministerium der Marine sind sämmtliche Dienstbehörden, Officiere und Angestellte der Staats-Marine untergeordnet.

Unser Staats-Secretär der Marine ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Nauplia, den 15 (3) April 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS Prdt.

A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI.

14. *Verordnung den Wirkungskreis der General-Commissäre und den Geschäftsgang bei den General-Commissariaten betreffend.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben in Rücksicht auf die Bestimmungen des Art. 16. Absatz 1. Unserer Verordnung vom 15 (3) April d. J., die Eintheilung des Königreichs und dessen Verwaltung betreffend, beschlossen und verordnen, was folgt:

Art. 1. Jedem Kreise ist ein General-Commissär vorgesetzt, der die gesammte Kreis-Verwaltung an oberster Stelle zu leiten hat, soweit nicht einzelne Verwaltungs-Gegenstände seinem Wirkungskreise durch besondere Bestimmungen entnommen, und anderen Behörden übertragen sind.

Art. 2. Neben der allgemeinen Kreis-Verwaltung hat der General-Commissär auch die besondere Verwaltung des Bezirkes der Kreishauptstadt zu führen, und in diesem die Dienstobliegenheiten des Bezirks-Commissärs zu versehen.

Art. 3. Der General-Commissär ist ferner der Vorstand des in jedem Kreise für die Verhandlung und Entscheidung der Verwaltungs-Justiz-Sachen bestehenden Administrativ-Gerichtes erster Instanz.

Die Zuständigkeiten dieses Gerichtes, und das Verfahren in den dahin gewiesenen Streitsachen werden durch besondere Verordnung bestimmt.

Art. 4. Der General-Commissär hat sich jeder Einmischung in den Wirkungskreis der für bürgerliche Rechtsstreitigkeiten und für Strafsachen niedergesetzten Gerichte zu enthalten, und der denselben innerhalb dieses ihres Wirkungskreises zukommenden Unabhängigkeit auf keine Weise zu nahe zu treten.

Eben so wenig steht den Gerichten auf ihrer Seite zu, in das Gebiet der Verwaltung überzugreifen, die Verwaltungsbehörden in der Ausübung der anvertrauten Gewalt durch richterliche Beschlüsse und Verfügungen zu hemmen, oder dieselben wegen Amtshandlungen in Regierungssachen vor ihre Schranken zu laden — alles dieses jedoch unbeschadet der richterlichen Zuständigkeit in streitigen Privatrechts-Verhältnissen des Fiscus, dann bei Amtsverbrechen und Amtsvergehen nach den näheren Bestimmungen der in Beziehung auf letztere bestehenden Gesetze.

Wie die über die Grenzen der richterlichen und administrativen Gewalt sich ergebenden Streitigkeiten zu verhandeln und zu entscheiden seyen, wird durch besondere Verordnung bestimmt.

Art. 5. Der General-Commissär ist nicht befugt, über das Heer oder die Flotte, und über die denselben angehörigen Anstalten Verfügungen zu treffen oder sich eigenmächtig in Gegenstände einzumischen, welche die Verwaltung, Disciplin, Anordnung und Einrichtung, dann die Bewegung des Heeres und der Flotte oder ihrer Zugehörungen betreffen, vorbehaltlich jedoch des Rechtes, die bewaffnete Macht in den durch die Gesetze und Verordnungen bezeichneten Fällen zur Beistandsleistung aufzufordern.

Art. 6. Die allgemeinen Obliegenheiten der General-Commissäre bestehen:

1. in der Handhabung der Gesetze und Verordnungen, welche sich auf Gegenstände ihres Wirkungskreises beziehen;

2. in der Unterstützung der Wirksamkeit der Staats-Regierung zur Begründung und Beförderung der öffentlichen Wohlfahrt.

Art. 7. Der General-Commissär ist verpflichtet, innerhalb des ihm anvertrauten Gebietes der Staats-Verwaltung die von der Staats-Regierung ausgehenden Gesetze und Verordnungen durch die zu diesem Behufe ihm untergebenen Behörden zum Vollzuge bringen zu lassen.

Ihm liegt daher ob,

die vorschriftsmäfsige Bekanntmachung der erwähnten Gesetze und Verordnungen zu bewirken und zu überwachen;

die Verbreitung richtiger Verständnifs derselben unter den Verwalteten nach Kräften zu befördern und dadurch ihre willige Befolgung zu sichern;

die Unterbehörden mit dem wahren Sinne und Geiste derselben vertraut zu machen, denselben die etwa erforderlichen Vollzugs-Vorschriften zu ertheilen, und unrichtigen Auslegungen rechtzeitig zu begegnen; den Vollzug der Gesetze und Verordnungen durch die Unterbehörden zu betreiben, und zu beaufsichtigen, und sich dessen auf geeignetem Wege zu versichern;

die Beschwerden der Verwalteten gegen die Verfügungen der Unterbehörden aufzunehmen, zu untersuchen und im Falle der Begründung abzustellen;

die Amtsführung der untergebenen Behörden fortwährend zu beobachten, sie zur gewissenhaften Erfüllung ihrer Berufspflichten anzuhalten, gesetz- und verordnungswidrige Verfügungen und Amtshandlungen derselben auch von Amtswegen und ohne Anrufen der Betheiligten aufzuheben, und die Verwalteten gegen Nachlässigkeiten der erwähnten Behörden, wie gegen den Mifsbrauch der denselben anvertrauten Amtsgewalt bei ihren Rechten zu schützen; gegen Beamte, welche ihren Pflichten nicht nachkommen, im Disciplinar-Wege ein-

zuschreiten, bei schweren Pflicht-Verletzungen aber die strafgerichtliche Einschreitung und die Entfernung vom Amte zu veranlassen; alles dieses nach Maſsgabe der hierüber bestehenden Gesetze und Verordnungen.

Art. 8. Dem General-Commissär liegt ferner ob, zur Unterstützung der Wirksamkeit der Staats-Regierung in Hinsicht auf öffentliche Wohlfahrt sich eine genaue Kenntniſs des ihm anvertrauten Kreises und seines Verwaltungs-Zustandes, der in dieser Hinsicht bestehenden Mängel und der zweckmäſsigsten Mittel, ihre Beseitigung zu verschaffen, für möglichste Bewahrung der persönlichen und Eigenthums-Sicherheit Sorge zu tragen; der Entwicklung der geistigen Kräfte, der Verbreitung nützlicher Kenntnisse, der Beseitigung schädlicher Vorurtheile, der Anregung des Kunst- und Gewerbefleiſses und der Beseitigung aller dem Aufblühen des National-Wohlstandes sich entgegenstellenden Hindernisse seine besondere Aufmerksamkeit unausgesetzt zu widmen, der Staats-Regierung die gesammelten Notizen und Erfahrungen vorzulegen, dieselbe in fortgesetzter Kenntniſs aller wichtigeren, in dem Kreise sich ergebenden Vorfälle und Begebenheiten zu erhalten, und motivirte Gutachten zu erstatten, so oft nach dem Ergebnisse der gemachten, gehörig geprüften und gereiften Wahrnehmungen die Abänderung bestehender, oder die Erlassung neuer Gesetze und Verordnungen, die Ergreifung sonstiger allgemeinen Maſsregeln, die Gründung neuer oder die bessere Einrichtung bestehender Staats-Anstalten nothwendig oder räthlich erscheint.

Art. 9. Der General-Commissär ist nicht befugt, aus eigener Macht Verordnungen zu erlassen, die Verwalteten zu besteuern, oder Zwangsmittel und Strafen auſser den durch die bestehenden Gesetze und Verordnungen bestimmten Fällen anzuwenden; er hat vielmehr bei allen Vorkommnissen sich zu erinnern, daſs ihm nur eine vollziehende Gewalt anvertraut ist.

Bei erheblichen, über den Sinn der bestehenden Gesetze und Verordnungen sich ergebenden Anständen und Zweifeln ist die Entscheidung der Staats-Regierung einzuholen, auſserdem aber der Vollzug und die Erfüllung der amtlichen Obliegenheiten durch unnöthige Anfragen und Bericht-Erstattungen nicht zu verzögern.

Auf der andern Seite soll auch die Selbstthätigkeit der Unterbehörden nicht durch ungehörige Einmischung in ihren Wirkungskreis gelähmt, und jeder Uebergriff in die Zuständigkeiten derselben sorgfältig vermieden werden.

Art. 10. Zu dem Wirkungskreise der General-Commissäre im Gebiete der Kreis-Verwaltung gehören im Besonderen folgende Gegenstände:

I. *Unter der Leitung des Ministeriums des K. Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten.*

1. Die Auswanderungen und Vermögens-Exportationen, mit Beobachtung der etwa bestehenden Freizügigkeits-Verträge;

2. die zur Vertretung der Angelegenheiten Griechischer Unterthanen im Auslande und bei auswärtigen Regierungen erforderlichen Erhebungen und Verhandlungen und deren Einsendung an das Ministerium;

3. die bei Einwanderungen und Vermögens-Einführungen sich ergebenden, auf diplomatischem Wege zu beseitigenden Anstände und Beschwerden;

4. die Beglaubigung der von den zuständigen Behörden ausgestellten für das Ausland bestimmten Urkunden über Verwaltungs-Acte; die Ertheilung der Pässe für das Ausland nach den desfalls bestehenden Vorschriften;

5. die Verhandlung der Gesuche um die Königliche Bewilligung zum Eintritte in fremde Civil- oder Militär-Dienste, sowie zur Annahme fremder Orden und sonstiger Auszeichnungen oder fremder Pensionen;

6. die Verhandlung der Naturalisationsgesuche.

Art. 11.

II. *Unter der Leitung des Ministeriums des Innern.*

1. Die Aufsicht auf die Landesgrenzen, die Bewahrung der Gerechtsame des Königreichs gegen die Nachbar-Staaten, und die schleunige Anzeige aller hierauf sich beziehenden Ereignisse;

2. die Handhabung der Landesverfassung und die Bewahrung der inneren Hoheitsrechte des Königs;

3. die Aufrechthaltung der politischen Rechte der Kreis-, Bezirks- und Ortsgemeinden, sowie der einzelnen Staatsbürger;

4. die obere Leitung der Wahlen zu den Kreis-, Bezirks- und Gemeinderäthen — der Vollzug der über die Wahl und Bestätigung der Gemeinde-Vorsteher bestehenden Bestimmungen;

5. die Versammlungen und Verhandlungen des Kreisrathes und die Verhandlungen der desfalls bestehenden Gesetze und Verordnungen;

6. die Aufsicht auf die Verhandlungen der Bezirks- und Gemeinde-Räthe, und auf die Beobachtung der desfallsigen Gesetze und Verordnungen;

7. die Sorge für zweckmäfsige Bestimmung und Purification der Kreis- und Bezirksgränzen, dann für die Bildung der Gemeinden und die Festsetzung und Vermarkung der Gemeindefluren;

8. der Vollzug der Gesetze über die Militär-Conscription;

9. die Verfügungen zur Anhaltung der inländischen Deserteurs, und zum Vollzuge der desfallsigen Gesetze; bei ausländischen Deserteurs der Vollzug der etwa bestehenden Kartele;

10. der Vollzug der in Beziehung auf das Salpeter-Wesen und die Pulver-Fabrication bestehenden Verordnungen und Gesetze;

11. die Organisation und der Dienst der Landwehr nach den desfalls bestehenden Gesetzen und Verordnungen;

12. die Aufsicht auf die Besorgung der Marsch- und Einquartirungs-Angelegenheiten, und auf die Ausgleichung der desfallsigen Lasten der Verwalteten;

13. die Ausgleichung der Kriegslasten;

14. die Aufsicht gegen Verbindungen mit Feinden des Staates und gegen unerlaubten Verkehr mit auswärtigen Staatsbehörden; die Handhabung der dagegen, sowie gegen die Anerkennung fremder Obergewalt bestehenden Gesetze und Verordnungen;

15. die Aufsicht gegen die Anmaſsung öffentlicher Amts- und Standesrechte, oder öffentlicher Dienste;

16. die Aufsicht gegen den unbefugten Gebrauch von Wappen und Firmen, sowie gegen die Anmaſsung von Gewerbsrechten ohne vorherige Erfüllung der gesetzlichen Bedingungen;

17. die Handhabung der Gesetze und Verordnungen gegen das unbefugte Uebertreten in fremde Civil- oder Militärdienste und gegen die Annahme fremder Orden und sonstiger Auszeichnungen oder fremder Pensionen ohne Königliche Bewilligung;

18. der Vollzug der Gesetze gegen unerlaubte Verheirathung;

19. die Sorge für Annahme von Geschlechtsnamen, wo solche noch nicht bestehen, und die Aufsicht gegen willkührliche Veränderung der einmal angenommenen; die Verhandlung und Begutachtung der Gesuche um die K. Bewilligung zu Veränderungen des Geschlechts-Namens;

20. die Erhaltung der öffentlichen Ruhe und Sicherheit und die hiefür erforderlichen Vorkehrungen sowohl im Allgemeinen als bei einzelnen Vorfällen und Anlässen, insbesondere die Anordnung von Streifen und anderen Maſsregeln gegen Diebs- und Räuberbanden; die Verwendung der Gendarmerie und der Landwehr zu diesem Behufe, die Aufforderung der nächsten Abtheilungen des Heeres zur Beistandleistung bei eingetretenen Sicherheitsstörungen nach Maſsgabe der desfallsigen Gesetze und Verordnungen;

21. die Leitung der polizeilichen Dienstleistungen der Gendarmerie; die Sorge für zweckmäfsige Vertheilung und Verlegung derselben in dem Kreise;

22. die Vorkehrungen zur Erhaltung der Ordnung bei grofsen Volksversammlungen und öffentlichen Feierlichkeiten;

23. die Sorge für die genaue Befolgung der in Rücksicht des Pafswesens ertheilten Vorschriften und bestehenden Verordnungen;

24. die Aufrechthaltung und Vollziehung der Gesetze und Verordnungen gegen den Bettel und die Landstreicherei;

25. die Sorge für die Herstellung und zweckmäfsige Einrichtung öffentlicher Anstalten zur Beschäftigung arbeitsfähiger Armen, und zur Besserung arbeitsscheuer, gemeingefährlicher Menschen; die Beaufsichtigung ihrer Verwaltung und die Aufrechthaltung der Anordnungen über die innere Polizei und die häusliche Disciplin solcher Anstalten;

26. die Sorge für die Herstellung und Erhaltung der nöthigen Strafgefängnisse und für deren zweckmäfsige Einrichtung; die obere Leitung ihrer Verwaltung und die Aufsicht auf die Handhabung der häuslichen Polizei und Disciplin in denselben;

27. die Sorge für Armenpflege, für die Unterstützung erwerbsunfähiger Armen, für die Verpflegung und ärztliche Behandlung armer Kranken, und für die Pflege und Erziehung armer Kinder, besonders der Waisen; die Aufsicht auf die Verwaltung der Stiftungen für Armenpflege;

28. die Aufsicht gegen geheime Verbindungen und verbotene Gesellschaften, gegen die unerlaubte Verbindung öffentlicher Körperschaften, gegen willkührliche Abänderung ihrer Satzungen und gegen Verheimlichung ihres Vermögens und der Verwaltung und Verwendung desselben; der Vollzug der desfallsigen Gesetze und Verordnungen;

29. die Anordnung von Sicherheitsmafsregeln wider schädliche Thiere und die Aufsicht auf den Vollzug dieser Mafsregeln;

30. die Anstalten zur Verhütung von Feuersgefahr durch Entfernung brandgefährlicher Gebäude, durch Feuerbeschau und durch Aufsicht zur Verhütung der Fahrlässigkeiten mit Licht, Feuer, Schiefsgewehren, Pulver und anderen leicht brennbaren Stoffen;

31. die Anstalten für schnelle Hülfeleistung bei ausgebrochenem Brande, für Anschaffung, Aufbewahrung und Bereithaltung der nöthigen Lösch- und Rettungs-Geräthschaften, für deren schleunige Beischaffung und gehörige Benützung, dann für die Sicherung der geretteten Mobilien und anderer Gegenstände;

32. die Sorge für Unterbringung und Unterstützung der bei dem Brande Verunglückten, für die Belohnung derjenigen, welche bei der Hülfeleistung und Rettung sich besonders ausgezeichnet haben, und für Ermittlung der Veranlassung des Brandes; die Unterstützung und Beförderung der Brandversicherungs-Anstalten, jedoch mit Beobachtung der zur Verhütung von Mifsbräuchen bestehenden Verordnungen;

33. die Sicherheitsmafsregeln gegen Wasserschäden und Ueberschwemmungen; die Sorge für die Erhaltung und Oeffnung der Abzugskanäle bei Landseen;

34. die Aufsicht auf die Demolirung schadhafter, den Einsturz drohender Gebäude, auf die Sperrung oder Sicherung gefährlicher Wege und Passagen, auf die Entfernung gefährlicher Gegenstände von den Strafsen, und auf den Vollzug der Verordnungen gegen schnelles Reiten an Orten oder Zeiten, wo dadurch die persönliche oder Eigenthums-Sicherheit gefährdet wird;

35. die Handhabung der Bauordnungen und der genehmigten Bauplane; die Sorge für Herstellung derselben, wo solche mangeln;

36. die Sorge für gute Beleuchtungs-Anstalten in den Städten;

37. die Vorkehrungen gegen Beschädigungen durch nachlässige Aufbewahrung oder polizeiwidrigen Verkauf von Giftstoffen;

38. die Anordnungen gegen den Mifsbrauch der Arzneymittel durch unbefugte Verfertigung und Abgabe derselben;

39. die Anstalten wider ansteckende Krankheiten unter Menschen;

40. die Handhabung der Reinlichkeits-Polizei in Städten und Dörfern;

41. die Anstalten gegen Viehseuchen;

42. die Sorge für die Anstellung geprüfter Aerzte, Wundärzte und Hebammen und für die Entfernung medizinischer Pfuschereien;

43. die Aufsicht auf Spitäler, Krankenanstalten und Irrenhäuser, und die Sorge für deren Herstellung;

44. die Aufsicht auf die Apotheken, die Handhabung der Medizinal- und Apotheker-Taxen, die Sorge für die Aufstellung tüchtiger Apotheker;

45. die Sorge für zweckmäfsige Leichenbeschau, und für Herstellung ordentlicher Begräbnifsplätze;

46. die Aufstellung fähiger Thierärzte;

47. die Aufrechthaltung sämmtlicher Sanitäts-Anstalten und die Aufsicht auf das zur Ausübung der Arznei-Wis-

senschaft oder irgend eines Zweiges derselben zugelassene Personal;

48. die Anordnung sorgfältiger Beschau der zum öffentlichen Verkaufe bestimmten Lebensmittel, insbesondere des Brodes, Fleisches und der Getränke;

49. die Einführung von Marktordnungen und die Abstellung der Mifsbräuche bei dem Handel mit Lebensmitteln;

50. die Aufsicht auf die Mühlen;

51. die Aufsicht auf Mafs und Gewicht;

52. die Aufsicht auf das Gesinde-Wesen;

53. die Handhabung der bestehenden Gewerbs-Ordnungen und die Abstellung der wahrgenommenen Gewerbs-Mifsbräuche;

54. die Beförderung der Landwirthschaft durch Erforschung der Mittel zur Vermehrung der Bodenerzeugnisse und durch Verbreitung ihrer Kenntnifs, durch Entfernung der Vorurtheile hinsichtlich des üblichen Wirthschafts-Verfahrens, durch Unterstützung landwirthschaftlicher Versuche, durch Belehrung über die Vortheile einzuführender Verbesserungen, durch Emporbringung der Viehzucht, durch Verbreitung der Seidenzucht, durch Ermunterung der Baumzucht und des Anbaues von Handelsgewächsen;

55. die Herstellung und Handhabung der Feldpolizei;

56. die Erforschung und Entfernung der Hindernisse des Aufschwungs der Boden-Cultur, die Bewahrung der Freiheit und Theilbarkeit des Grundeigenthums; die Beseitigung hemmender grundherrlicher Verhältnisse und die Sammlung der Materialien zu einer zweckmäfsigen Cultur-Gesetzgebung;

57. die Sorge für Erleichterung des Absatzes der Boden-Erzeugnisse und für Beseitigung der desfallsigen Hindernisse;

58. die Sorge für Austrocknung von Sümpfen und Morästen;

59. die Beobachtung des Zustandes der Gewerbe und des Handels, die Erforschung der Ursachen ihrer Stockung, und die Sorge für die Entfernung derselben; die Beförderung des Handels und der Gewerbe durch zweckmäfsige Ermunterungsmittel; die Sorge für Verbreitung nützlicher Erfindungen und Kenntnisse; die Credit-Anstalten.

60. die Aufsicht auf die Postanstalt, die Sorge für möglichste Verbesserung ihrer Einrichtung;

61. die Sorge für die zweckmäfsige Herstellung und Erhaltung der Staats-, Kreis- und Bezirksstrafsen, der Brücken und Stege, und der Gemeinde-Wege, dann der Wasserbauten; die Regulirung der Concurrenz zu denselben;

62. die Civilbauten des Staates und der Gemeinden, so weit die ersteren nicht durch besondere Bestimmungen unter andere Aufsicht gestellt sind;

63. die Sorge für die Beförderung neuer Ansiedlungen, und die Aufsicht auf die Ausführung der dafür festgesetzten Plane;

64. die Aufsicht auf den Vollzug der Gesetze und Verordnungen gegen öffentliche Unsittlichkeit, und auf Bewahrung des sittlichen Anstandes bei Volksbelustigungen; die Sorge für Ermunterung bürgerlicher Tugenden durch Auszeichnung derselben;

65. das Gutachten über die Anstellung der untergebenen Beamten der innern Verwaltung, die Verpflichtung derselben, dann die Sorge für die Amtsübergabe;

66. die Aufrechthaltung der Dienstinstructionen und die Beseitigung der Konflikte unter den untergebenen Behörden;

67. die Ertheilung der Urlaubsbewilligungen für die untergebenen Beamten;

68. die Regulirung des Kreishaushaltes und die Ausführung des Kreisbudgets, — alles dieses unter der gesetz- und verordnungsmäfsigen Mitwirkung des Kreisrathes;

69. die Aufsicht auf den Haushalt der Bezirks- und Ortsgemeinden, und auf die Verwaltung und Verwendung des Gemeinde-Vermögens;

70. die Beförderung und Entwicklung des Gemeindelebens;

71. die Herstellung einer vollständigen Statistik des Kreises, vor Allem die Sammlung genauer Notizen über die Volkszahl und den Flächenraum;

72. die Aufsicht auf die Anlegung und Führung genauer Geburts-, Trauungs- und Sterbelisten, und die jährliche Herstellung eines General-Conspectes über das Ergebnifs derselben.

Art. 12.

III. *Unter der Leitung des Ministeriums des Kirchen- und Schulwesens.*

1. Die Bewahrung der Majestäts-Rechte der Staatsgewalt in Kirchensachen im Allgemeinen, und die Aufrechthaltung der etwa bestehenden gesetzlichen oder vertragsmäfsigen Bestimmungen über das wechselseitige Verhältnifs des Staates und der Kirche;

2. die Aufsicht gegen die Bildung neuer Religionsgesellschaften ohne vorausgegangene Genehmigung des Königs, und die Handhabung der Gesetze gegen die Stifter, Verbreiter und Theilnehmer solcher Gesellschaften; die Prüfung des kirchlichen Lehrbegriffs und der inneren kirchlichen Verfassung,

wenn die eben erwähnte Genehmigung nachgesucht wird; die Erstattung des desfallsigen Gutachtens an das Ministerium;

3. die Aufrechthaltung des jedem Staats-Angehörigen zukommenden Rechtes der Gewissensfreiheit, und die Beschirmung desselben gegen Unduldsamkeit und Fanatismus;

4. die Aufsicht gegen Störungen des Friedens sowohl im Innern der einzelnen Kirchengesellschaften, als unter den verschiedenen im Staate bestehenden Kirchen; die Hintanhaltung aller Proselytenmacherei;

5. die Aufsicht gegen gesetzwidrige Erschwerung der Ehen unter verschiedenen christlichen Religions-Verwandten;

6. die Verhandlung der Dispensations-Gesuche von blos weltlichen Ehehindernissen nach Mafsgabe der bestehenden Gesetze; die Uebernahme der von den Unterthanen katholischen Glaubens an dem päpstlichen Stuhle nachzusuchenden durch den zuständigen Bischof zu instruirenden Dispensation von canonischen Ehehindernissen, und die Einsendung derselben an das Ministerium des Kirchen- und Schulwesens; die Zustellung der durch dasselbe ihm zukommenden Entschliefsungen an den Bischof; die Aufsicht, dafs diese Dispensationen nicht an Bedingungen geknüpft werden, die den bestehenden Staatsgesetzen widerstreiten;

7. die Aufsicht auf die Ausübung des kirchlichen Censur- und Strafrechts in Sachen des Gewissens, oder der Erfüllung der Religions- und Kirchenpflichten nach den Dogmen und symbolischen Büchern und der darauf gegründeten Kirchenverfassung; die Aufrechthaltung des Rechtes der Staatsgewalt zur vorausgehenden Prüfung und Genehmigung der Vollziehbarkeit bei allen Urtheilen und Entschliefsungen geistlicher Behörden, so oft dadurch die Anwendung kirchlicher Zwangsmittel verfügt wird, die auf das gesellschaftliche Leben oder die bürgerlichen Verhältnisse Einflufs äufsern, und zu welchen namentlich die Excommunicationen zu zählen sind; die Hinderung der Geltendmachung von Glaubensgesetzen durch äufsern Zwang;

8. die Aufnahme und Untersuchung der Beschwerden über Mifsbrauch der geistlichen Gewalt und die Einholung der Königlichen Entschliefsungen hierüber; der Schutz der Verwalteten gegen Belästigung mit ungesetzlichen oder übermäfsigen Gebühren und Beiträgen;

9. die Zurückweisung aller Uebergriffe der geistlichen Behörden in die Anordnung und Leitung der Unterrichtsanstalten;

10. die Bewahrung des landesfürstlichen Placet, und daher die Aufsicht gegen die Bekanntmachung und Einführung neuer Kirchengesetze, und neuer Einrichtungen in der Kirchenverfassung, so wie aller Verfügungen und Anordnungen

der geistlichen Behörden ohne vorausgegangene Prüfung und Genehmigung der Staatsgewalt; die Berichterstattung, so oft diese Genehmigung nachgesucht wird;

11. die Handhabung der Bestimmungen gegen den unmittelbaren Verkehr der Geistlichkeit mit auswärtigen Kirchenbehörden, und die Einsendung der übergebenen Correspondenzen an das Ministerium des Kirchen- und Schulwesens zur Mittheilung an das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten;

12. die Abnahme des von der Geistlichkeit zu leistenden Eides der Treue gegen den König, und des Gehorsams gegen die bestehenden Staatsgesetze;

13. die Aufsicht bei den nur mit Königlicher Genehmigung statt findenden Kirchen-Versammlungen, sofern nicht besondere Commissäre dazu abgeordnet werden; die Verhinderung derjenigen, zu welchen die Königliche Genehmigung nicht eingeholt worden ist.

14. die Aufsicht gegen Ausdehnung der geistlichen Gerichtsbarkeit auf andere, als rein geistliche Sachen, und gegen Ausübung derselben durch Gerichte, denen die Königliche Bestätigung mangelt, oder durch ausländische geistliche Gerichte;

15. die Handhabung der Bestimmungen über die Zulassung zu Kirchenpfründen, und der Rechte der Staatsgewalt hinsichtlich der Einsetzung in die Temporalien;

16. die Aufsicht gegen willkührliche Abweichung von den bestehenden Anordnungen über den äufseren Gottesdienst, über Zeit und Zahl der Festtage, über Processionen und Wallfahrten, über die nicht ohne Bewilligung des Königs zu errichtenden geistlichen Gesellschaften, und sonstige geistliche Institute, und über die Gelübde derselben; dann über die geistlichen Bildungs-, Verpflegungs- und Strafanstalten, und über die Eintheilung der Diöcesen und anderen geistlichen Amtssprengel; die Aufrechthaltung des Rechtes der Staatsgewalt zur Mitwirkung bei jeder neuen Anordnung über die eben erwähnten Gegenstände und des Rechtes zur Beseitigung aller dem öffentlichen Wohle aus den bestehenden Anordnungen zugehenden Nachtheile durch eigene Verfügung;

17. die Bewahrung der Königlichen Rechte hinsichtlich der Besetzung der Kirchenämter;

18. die Aufsicht auf die Verwaltung und Verwendung des Kirchenvermögens und auf die desfallsige Rechnungsablage;

19. die Beschirmung aller Kirchengesellschaften bei ihren Rechten und bei ihrer Verfassung;

20. der Schutz gegen gesetzwidrige Störung der öffentlichen und Privat-Gottesverehrung, und die Handhabung der

für den öffentlichen Verkehr an Kirchlichen Festtagen von Staatspolizeiwegen vorgeschriebenen Ordnung;

21. die geeignete Unterstützung der Kirchengewalt in der Handhabung der Disciplin bei dem geistlichen Stande und in der Beförderung wahrer Religiosität;

22. die Aufsicht auf die Herstellung und Erhaltung der nöthigen Kirchen und Pfarr-Gebäude; die Regulirung der desfallsigen Concurrenz;

23. die Sorge für die Beförderung des gesammten Schul- und Erziehungswesens, und der öffentlichen Anstalten zur Bildung in Künsten und Wissenschaften innerhalb des Kreises;

24. die Aufsicht auf alle im Kreise bestehenden Schul- und Unterrichts-Anstalten, und auf die Vollziehung der etwa bestehenden Lehrordnungen und Disciplinar-Vorschriften;

25. die Sorge für Ermunterung ausgezeichneter Talente, und die Gutachten-Erstattung über die zu vergebenden Stipendien; die Verleihung solcher Stipendien, so weit sie dem General-Commissär durch besondere Bestimmungen übertragen ist;

26. die Sorge für Herstellung von Kreis-Bibliotheken, für die Wiederauffindung und Erhaltung verlorner wissenschaftlicher Kunstschätze; die Handhabung der in dieser Hinsicht bestehenden Ausfuhrverbote;

27. die Aufsicht auf das Betragen und die Dienstleistungen des an den Schul- und Unterrichts-Anstalten des Kreises angestellten Personals, dann dessen Ernennung, Versetzung oder Entlassung, so weit dem General-Commissär durch besondere Bestimmungen die Befugnifs hiezu übertragen ist; der gutachtliche Antrag, wo die eben erwähnte Befugnifs der Staats-Regierung selbst vorbehalten ist;

28. die Ertheilung der Urlaubs-Bewilligungen für das an den Schul- und Unterrichts-Anstalten des Kreises angestellte Personal; die Ausübung der Disciplinargewalt gegen dasselbe nach den desfalls bestehenden Vorschriften;

29. die Sorge für Herstellung und Erhaltung der Schulgebäude, die Regulirung der desfallsigen Concurrenz;

30. die Aufsicht auf die Verwaltung und Verwendung des Schulvermögens und die Sorge für dessen Erhaltung und Bewahrung;

Art. 13.

IV. *Unter der Leitung des Ministeriums der Finanzen.*

Die General-Commissäre haben vor Allem eine genaue Uebersicht des gesammten Staats-Vermögens an Liegenschaften, dinglichen Rehten und Activforderungen in den anver-

trauten Kreisen herstellen zu lassen, und diese dem Ministerium der Finanzen vorzulegen.

Sie sind verpflichtet, fortwährend auf die Erhaltung und treue Verwaltung des Staats-Vermögens ein aufmerksames Auge zu richten, die mit der Verwaltung beauftragten Beamten zu überwachen, wahrgenommene Mifsbräuche, Pflichtverletzungen und Uebergriffe dem Ministerium der Finanzen schleunig anzuzeigen, und in dringenden Fällen die zur Abwendung weiterer Nachtheile erforderlichen schleunigen Verfügungen zu treffen.

Dieselben haben ferner für die Rechnungs-Ablage über die Kreisfonds Sorge zu tragen.

Die sonstigen Obliegenheiten der General-Commissäre in Beziehung auf die Finanz-Verwaltung werden durch die besonderen über die Organisation der letzteren im Allgemeinen und in ihren eigenen Zweigen zu erlassenden Verordnungen näher festgesetzt.

Art. 14. Jeder General-Commissär ist verbunden, jährlich wenigstens einmal den ihm anvertrauten Kreis zu bereisen, und dabei durch eigene Anschauung und Untersuchung sich genaue Erfahrungen und Notizen über den Verwaltungszustand desselben in allen Beziehungen, und über die Amtsführung und Befähigung der untergebenen Beamten zu sammeln.

Derselbe hat am Ende des Jahres einen Hauptbericht über die Ergebnisse der Kreisverwaltung an das Ministerium des Innern zu erstatten, und dabei ein ausführliches Tagebuch über die vorgenommene Visitationsreise vorzulegen.

Das Ministerium des Innern wird diesen Bericht, so weit er den Wirkungskreis anderer Ministerien betrifft, diesen ohne Verzug mittheilen.

Art. 15. Jedem General-Commissär wird:

a. zur Beihülfe bei der Kreisverwaltung und bei der Führung des Bezirks-Commissariates der Kreishauptstadt, zur Mitwirkung bei der Verhandlung und Entscheidung der Verwaltungs-Justizsachen, und zur Vertretung seiner Stelle im Falle ihrer Erledigung, oder bei Abwesenheit oder Erkrankung des General-Commissärs

ein Kreis-Director;

b. zur Führung des Geschäftsprotokolls, Besorgung der Expedition, und zur Aufbewahrung und Registrirung der Acten

ein Kreis-Secretär

beigegeben.

Art. 16. Jedem General-Commissär wird jährlich zur Bestreitung aller Bureau-Bedürfnisse eine zweifache Maximal-Summe ausgesetzt.

Die erste Maximal-Summe ist zur Bezahlung des für den Dienst erforderlichen Bureau-Personals bestimmt. Die Aufnahme und Entlassung dieses gehörig zu verpflichtenden Personals ist dem General-Commissär anheimgegeben; derselbe hat jedoch in dem Haupt-Verwaltungsberichte die vorgegangenen Veränderungen mit den Motiven kurz anzuzeigen, damit das Ministerium die im Interesse des Dienstes etwa erforderlichen Verfügungen desfalls treffen könne.

Aus der zweiten Maximal-Summe sollen die Ausgaben auf sämmtliche Kanzleibedürfnisse, auf Drucker- und Buchbinderlohn, auf Bureau-Geräthschaften und Mobilien, und auf das Abonnement für die etwa zu haltenden öffentlichen Blätter, dann die Kosten der jährlich vorzunehmenden Visitationsreise bestritten werden.

Ueber die Verwendung beider Summen ist Rechnung abzulegen.

Art. 17. Dem General-Commissär eines jeden Kreises sind die Bezirks-Commissäre, die Gemeinde-Beamten, die zur Verwaltung der Straf-, Besserungs- und Beschäftigungs-Anstalten und der Wohlthätigkeits-Anstalten jeder Art angestellten Beamten, das gesammte Personal der Lehr- und Unterrichts-Anstalten des Kreises, die Verwalter des Schul- und Kirchen-Vermögens, die Postbeamten des Kreises und überhaupt alle Beamten und öffentlichen Diener untergeordnet, welche in einem zu dem Wirkungskreise des General-Commisärs gehörigen Zweige der öffentlichen Verwaltung angestellt, und nicht ausdrücklich entweder den Ministerien unmittelbar, oder einer andern Mittelbehörde untergeben sind.

Art. 18. Jeder General-Commissär ist für die Handhabung der bestehenden Gesetze und Verordnungen innerhalb des Gebietes der ihm übertragenen Kreisverwaltung, für den Vollzug der ihm in dieser Hinsicht zugehenden Befehle der Ministerien für die Erfüllung seiner sonstigen Amts-Obliegenheiten persönlich verantwortlich, vorbehaltlich des Rechtes der Gegen-Vorstellung nach Art. 12 der Verordnung vom 15 (3) April d. J. die Bildung der Ministerien betreffend.

Art. 19. Alle einlaufenden Rescripte, Schreiben, Berichte und Vorstellungen werden zu dem General-Commissär gebracht, von demselben eröffnet, mit dem Präsentatum und der Bezeichnung des Referenten versehen, und sodann zu dem Geschäfts-Protokolle abgegeben.

Art. 20. Das Geschäfts-Protokoll ist in der durch die Verordnung vom 15 (3) April d. J., den Geschäftsgang bei den Ministerien betr., vorgeschriebenen Form zu führen, und mit einem alphabetischen Renner zu versehen.

Art. 21. Nachdem das eingelaufene Actenstück in das Geschäftsprotocoll eingetragen worden, ist selbes in dem Registraturs-Manuale vorzumerken und mit den nöthigen Voracten dem Referenten vorzulegen.

Art. 22. Die von dem General-Commissär selbst gefertigten oder mit seinem Expediatur versehenen Aufsätze gehen an den Kreis-Secretär, der die Fertigung der Reinschrift durch die Kanzlei ohne Aufschub zu bewirken, die Unterschrift des General-Commissärs einzuholen, seine Gegenzeichnung zur Bestätigung der Uebereinstimmung mit dem Aufsatze beizufügen, und sodann für die Versendung, die Löschung in dem Geschäfts-Protocolle, die Zurückbringung in die Registratur und die Eintragung in die Registraturbücher Sorge zu tragen hat.

Art. 23. Die Berichte an die Ministerien sind in der durch Art. 14 der Verordnung vom 3. (15) April d. J. den Geschäftsgang bei den Ministerien betr., vorgeschriebenen Form zu erstatten.

Art. 24. Die Schreiben an andere General-Commissäre, sowie an sonstige nicht untergeordnete Behörden werden unter der Ueberschrift

Der General-Commissär des N. Kreises

an

. . . . . .

erlassen.

Oberhalb der Ueberschrift in der Mitte ist der Expeditionsziffer des General-Commissariates (Num. Exped.), und, wenn ein veranlassendes Schreiben vorausgegangen, auch der Expeditionsziffer desselben auf der rechten Seite (im heraldischen Wortsinne), auf der linken Seite aber Ort, Tag und Jahr zu bemerken.

Unter der Ueberschrift wird auf der rechten Seite der Betreff kurz angegeben.

In der Abfassung der Schreiben und der Wahl der Ausdrücke sind die Pflichten gegenseitiger Achtung mit gemessener Sorgfalt zu beobachten, am Schlusse aber alle Empfehlungsformeln wegzulassen.

Art. 25. Die Ausfertigungen an Unterbehörden und Individuen geschehen ganz in der Art. 24 vorgeschriebenen Form. Die Schreibart ist der Würde des übertragenen Staats-Amtes und der damit verliehenen Autorität anzupassen, jedoch mit sorgfältiger Beachtung jener Rücksichten, welche Zuneigung und Vertrauen zu erwerben geeignet sind.

Die gebietende Schreibart hat dann einzutreten, wenn die Aufrechthaltung des mifskannten Unterordnungs-Verhältnisses solches erfordert.

26. Die untergeordneten Behörden und Individuen haben in ihren Berichten und Vorstellungen die Formen der Unterordnung zu beobachten.

Die Anrede ist:

Königliches General-Commissariat des N. Kreises.

Die Unterschrift:

gehorsamstes (Amt)
gehorsamster (N.)

Hinsichtlich der Angabe des Expeditionsziffers und des Betreffes gelten die Bestimmungen des Art. 24.

27. Die äusseren Ueberschriften werden sowohl bei den Schreiben der General-Commissäre an Gleichgeordnete, als auch bei ihren Entschliefsungen an Untergeordnete, sowie bei allen an die General-Commissäre gerichteten Vorstellungen und Berichte auf die einfache Bezeichnung der Behörde, oder Person ohne weiteren Beisatz beschränkt, z. B.

An den Königl. Gerichtshof zu N.

An das Königl. Bezirks-Commissariat zu N.

An den Herrn N. N. zu N. N.

28. Der Zutritt in die Kanzlei und Registratur ist keinem Fremden zu gestatten.

29. Alle bei den General-Commissariaten angestellte oder verwendete Individuen haben über die daselbst vorkommenden Geschäfte das strengste Stillschweigen zu beobachten, jeder unbefugten Mittheilung an dritte Personen, und jeder Privat-Correspondenz über Amtssachen, sowie jeder heimlichen und offenen Anwaltschaft, und der Annahme von Geschenken, die denselben in Beziehung auf Amts-Angelegenheiten und zur Gewinnung der Gunst für solche etwa angeboten oder zugesendet werden, sorgfältig zu enthalten.

Jede Zuwiderhandlung hat die Entlassung zur Folge, vorbehaltlich der etwa nach den Bestimmungen der Gesetze verwirkten besondern Strafen.

30. Die General-Commissäre sind zwar allen Ministerien untergeben, und haben die von selben an sie gelangenden Aufträge zu besorgen. Was jedoch die Leitung ihrer Geschäftsführung im Allgemeinen betrifft, so sind dieselben dem Ministerium des Innern besonders untergeordnet.

Denselben ist nicht erlaubt, sich ohne eine von diesem Ministerium ertheilte Urlaubs-Bewilligung aus dem anvertrauten Kreise zu entfernen.

Unsere sämmtlichen Ministerien sind, jedes in den dasselbe betreffenden Punkten, mit dem Vollzuge der gegenwärtigen

durch das Regierungsblatt bekannt zu machenden Verordnung beauftragt.

Nauplia, den 26. April (8. Mai) 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS Prdt.

A. MAUROCORDATOS, G. PRAIDES, J. KOLETTI.

---

15. *Gemeinde-Gesetz.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Ministerrathes beschlossen und verordnen wie folgt:

I. TITEL.

Von der Bildung und Eintheilung der Gemeinden.

Art. 1. Das gesammte Gebiet des Königreichs Griechenland soll in Gemeindebezirke abgetheilt, und jeder Gemeinde ihre Gemarkung ausgeschieden werden.

Grofse Waldungen, Möser und andere unbewohnte oder wenig bevölkerte Strecken Landes sind in eigene Gemarkungen abzutheilen.

2. Die Begrenzung der Gemeindebezirke und Gemarkungen ist mit sorgfältiger Berücksichtigung der natürlichen Ortsverhältnisse festzusetzen, und, wo es möglich ist, nach den durch diese Verhältnisse gegebenen bleibenden Merkmalen, nach Gebirgsrücken, Schluchten, Gewässern und dergleichen zu bestimmen.

Die Grenzen sind mit Marksteinen zu bezeichnen.

3. Jeder Staatsangehörige mufs für sich und seine Familie Mitglied einer Gemeinde seyn.

Die Einwohner der in Gemäfsheit des vorhergehenden Art. 1 Absatz 2 gebildeten besonderen Gemarkungen sind in allen administrativen Beziehungen, dann in Hinsicht auf Heimathsrecht der nächsten Gemeinde zuzutheilen, bis dafs die Zunahme ihrer Zahl deren Erhebung zu eigenen Gemeinden gestattet.

4. Jede Ortschaft, welche wenigstens dreihundert Seelen zählt, kann für sich eine eigene Gemeinde mit einer eigenen Verwaltungsbehörde bilden.

Kleinere Ortschaften, einzelne Häuser, Mühlen und andere Wohngebäude sind mit umsichtiger Beachtung der bestehenden Verbindungen und Verkehrs-Verhältnisse entweder unter sich oder mit einer nahe gelegenen gröfseren Ortschaft

zu einer Gemeinde zu vereinigen, oder in dem durch den vorhergehenden Art. 3, Absatz 2 vorgesehenen Falle der nächsten Gemeinde einstweilen zuzutheilen.

Ebendasselbe hat in Ansehung der Klöster zu geschehen.

5. Die Bildung von Gemeinden mit einer Bevölkerung von weniger als dreihundert Seelen kann ausnahmsweise dann gestattet werden, wenn aus den bestehenden Verhältnissen besondere Gründe dafür hervorgehen, und die Bestellung der Gemeindebehörde, sowie die Erfüllung der Gemeindezwecke keinen Hindernissen unterliegt.

Dieselbe soll insbesondere bei der Bildung neuer Ortschaften durch Colonisation, soviel nur immer möglich, erleichtert werden.

6. Wenn mehrere Ortschaften zu einer Gemeinde vereinigt werden, so bleibt jeder das ausschliefsliche Eigenthum und der ausschliefsliche Genufs des gesonderten Corporations-Vermögens, welches sie etwa dermal schon besitzt, sowie die gesonderte Verwaltung dieses Vermögens vorbehalten, und es soll die Gemeinschaft dieses Vermögens unter den vereinigten Ortschaften nur im Falle ihrer allseitigen Einwilligung oder des etwa durch weitere Verordnungen zu gestattenden Einkaufes statt finden.

7. Die Gemeinden werden nach dem Mafse ihrer Bevölkerung in drei Classen abgetheilt, nämlich:

1te Classe — Gemeinden mit einer Einwohnerzahl von wenigstens zehntausend Seelen;

2te Classe — Gemeinden mit einer Einwohnerzahl von wenigstens zweitausend Seelen,

3te Classe — Gemeinden mit einer Einwohnerzahl von weniger als zweitaussnd Seelen.

8. Die Bildung und Eintheilung der Gemeinden wird von dem Könige angeordnet.

Zu jeder künftigen Abänderung der einmal festgesetzten Gemeindeformation ist jedoch die vorausgehende Vernehmung jedes betheiligten Gemeinderathes, des Bezirksrathes und des Kreisrathes erforderlich.

II. TITEL.

Von den Gemeindegliedern.

Art. 9. Die Eigenschaft und die Rechte eines Gemeinde-Mitgliedes werden erworben:

1) durch die Geburt; vermöge derselben gehören ehelich geborne Kinder der Gemeinde des Vaters, ausserehelich geborne aber der Gemeinde der Mutter an;

2) durch Einweisung; wenn die Gemeinde nicht auszumitteln ist, der eine Person durch die Geburt angehört, oder wenn die Eltern derselben zu den heimathlosen gehört haben, so sollen Findlinge der Gemeinde, in deren Markung sie gefunden wurden, Andere aber der Gemeinde, wo sie erzogen wurden, und wenn der Erziehungsort unbekannt ist, der Gemeinde, in welcher sie zuletzt angetroffen wurden, vorsorglich und bis zur Ermittlung der Gemeinde der Eltern zugewiesen werden.

Griechen, welche während des Befreiungskampfes ihren Ansitz im Auslande verlassen und nach Griechenland sich begeben, sowie Philhellenen, welche an dem Befreiungskampfe Antheil genommen, hier aber ein Gemeinderecht bis jetzt nicht erworben haben, sollen irgend einer bestehenden Gemeinde, und zwar die Dürftigen unter Gewährung der nöthigen Mittel zur Gründung eines eigenen Nahrungsstandes eingewiesen werden;

3) durch die gesetzmäfsig vollzogene Verheirathung in einer Gemeinde;

4) durch die unter Beobachtung der gesetzlichen Vorschriften in einer Gemeinde vollzogene Niederlassung und Ansässigmachung mit eigenem Heerde.

Art. 10. Das einmal erworbene Gemeinderecht besteht bis zur Erwerbung eines neuen fort.

Das ältere Gemeinderecht wird in diesem Falle jederzeit aufgehoben, sofern solches nicht durch eine schriftliche, der bisherigen Gemeindebehörde übergebene Erklärung vorbehalten, und der Vorbehalt von der letztern genehmigt wird.

11. Jedes Mitglied einer Gemeinde hat in derselben folgende Rechte anzusprechen:

1) den Wohnsitz, und im Falle der Dürftigkeit und erwiesenen Erwerbsunfähigkeit die benöthigte Unterstützung;

2) die gleiche Theilnahme an den Nutzungen und dem Genusse des Gemeinde-Vermögens, soweit nicht durch besondere gültige Rechtstitel rücksichtlich der Theilnahme überhaupt, oder des Mafsstabes derselben ein Anderes festgesetzt ist;

3) den Mitgenufs aller öffentlichen Gemeindeanstalten, denen nicht eine ausschliefsliche Bestimmung gegeben ist.

12. Jedes Gemeindemitglied ist dagegen verbunden, an allen gemeinschaftlichen Verbindlichkeiten und Lasten zur Erreichung der Gemeindezwecke verhältnifsmäfsig mitzutragen, soweit nicht die Gesetze besondere Befreiungen zugestehen.

13. Die Wahlstimmfähigkeit und die Wählbarkeit bei den Gemeindewahlen steht im Allgemeinen nur jenen Gemeinde-

mitgliedern zu, welche das 25ste Lebensjahr zurückgelegt, ihren ständigen Wohnsitz mit eigenem Heerde in der Gemeinde genommen und den Huldigungseid nach der Verordnung vom 11. Februar (30. Januar) 1833 geleistet haben.

Allgemein ausgeschlossen sind:

1) Personen weiblichen Geschlechts;
2) alle, denen die freie Verwaltung ihres Vermögens entzogen ist;
3) wer wegen Verbrechen in Anklagestand versetzt ist;
4) diejenigen, gegen welche kraft eines strafgerichtlichen Erkenntnisses nach den Bestimmungen des Strafgesetzbuches entweder der gänzliche Verlust oder die Suspension des Wahlstimmrechtes und beziehungsweise der Wählbarkeit eingetreten ist.

14. Jedes Gemeinde-Mitglied, welchem das Wahlstimmrecht zusteht, ist verbunden, bei den Gemeindewahlen zu erscheinen und bei denselben seine Stimme abzugeben; jedes Gemeindemitglied aber, welches die Wählbarkeit zu Gemeindestellen besitzt, ist verpflichtet, die auf selbes gefallene Wahl in Ermangelung gesetzlich gebilligter Entschuldigungsgründe anzunehmen, und die auf solche Weise übertragenen Stellen während des für ihre Dauer festgesetzten Zeitraums treu und gewissenhaft zu verwalten.

III. TITEL.

Von den Rechten und Verbindlichkeiten der Gemeinden.

Art. 15. Jede Gemeinde ist berechtigt und verpflichtet, unter der Aufsicht des Staates

1) die niedere Orts- und Feldpolizei in ihrer Gemarkung nach den bestehenden Gesetzen auszuüben;
2) die Gemeinde-Angelegenheiten selbstständig zu führen und das Gemeinde-Vermögen zu verwalten;
3) in gleicher Weise die Verwaltung des örtlichen Stiftungs-Vermögens zu besorgen, sofern dieses nicht in gemischten Gemeinden einer einzelnen Religionsgesellschaft ausschliefslich angehört;
4) ihre Verwaltungsbehörde aus der Zahl ihrer eigenen Mitglieder zu wählen.

Die unter Ziff. 1 bemerkten Pflichten und Befugnisse werden von den Gemeinden im Namen und aus Auftrag der Staatsgewalt, die unter Ziffer 2, 3 und 4 aufgeführten Rechte aber in eigenem Namen ausgeübt.

16. In Bezug auf das Gemeindevermögen können die Gemeinden alle Rechte ausüben, und alle Verbindlichkeiten eingehen, welche die bürgerlichen Gesetze den Privaten überhaupt gestatten und den Gemeinden insonderheit nicht versagen.

Die Rechte der Minderjährigen stehen den Gemeinden nicht zu.

17. Den Gemeinden liegt die genaue Erfüllung aller jener Verbindlichkeiten ob, welche entweder aus ihrem gesellschaftlichen Zwecke oder aus besonderen Rechtsgründen hervorgehen.

Dieselben sind hiezu bei wahrgenommener Saumseligkeit von der vorgesetzten Staatsbehörde von Amtswegen anzuhalten.

18. Als zu den Art. 17 bezeichneten Gemeinde-Verbindlichkeiten gehörig sollen insbesondere angesehen werden:

a) die Bestreitung des zur Ausübung der Orts- und Feldpolizei und zur Herstellung und Unterhaltung der unentbehrlichen Polizei-Anstalten nöthigen Aufwandes;

b) die Entrichtung der auf das Gemeindevermögen gelegten Steuern und andern öffentlichen Abgaben;

c) die Besoldung der für den Gemeindedienst unentbehrlichen Beamten und öffentlichen Diener, dann die Belohnung des Bürgermeisters für die mit seinem Amte verbundenen Versäumnisse und Auslagen;

d) die Herstellung und Unterhaltung der Elementarschulen;

e) die Herstellung oder Miethe und Unterhaltung der unentbehrlichen Gemeindegebäude;

f) die Herstellung und Unterhaltung der Gemeinde-Wege und Gemeinde-Brücken, dann der nöthigen Wasserleitungen und Brunnen;

g) die Herstellung und Unterhaltung der Grenzzeichen der Gemeindefluren;

h) die Herstellung und Unterhaltung der Ufer- und Wasserbauten, soweit sie der Gemeinde obliegen;

i) die Kosten der Gemeindewahlen;

k) die Ergänzung des Bedarfes solcher örtlichen Stiftungen, deren Ausgaben, in Ermangelung des Stiftungs-Vermögens oder nach dessen allmähliger Erschöpfung, auf die Gemeinde zurückfallen würden;

l) alle auf gültigen Privatverhältnissen beruhende Leistungen.

IV. TITEL.

Von den Mitteln zur Bestreitung der Gemeinde-Verbindlichkeiten.

Art. 19. Jede Gemeinde hat die Mittel zur Erfüllung ihrer entweder aus dem gesellschaftlichen Zwecke, oder aus besondern Rechtsgründen hervorgehenden Verbindlichkeiten aus den Früchten des Gemeindevermögens, aus dem Ertrage der Polizeistrafen, aus indirecten Gemeinde-Auflagen, aus directen Umlagen und aus Gemeindediensten zu schöpfen.

ERSTES CAPITEL.

Von dem Gemeinde-Vermögen.

Art. 20. Alles Gemeinde-Vermögen, ohne Ausnahme irgend eines Bestandtheiles, ist ein Eigenthum der Gesammtheit der Gemeindemitglieder.

Demselben wird in dieser Beziehung das örtliche Stiftungsvermögen gleichgeachtet, soweit dasselbe nicht in gemischten Gemeinden einem Religionstheil ausschliefslich angehört.

21. Alles der unmittelbaren Erfüllung von Gemeindezwecken gewidmete und hiefür unentbehrliche Vermögen ist unveräusserlich.

Das übrige Gemeindevermögen kann

a) bei unabweislicher Nothwendigkeit zur Erfüllung der Gemeindeverbindlichkeiten, oder

b) zum erweislichen Nutzen der Gemeinde aus administrativen Gründen

unter Beobachtung der vorgeschriebenen Formen veräussert, oder endlich

c) zur Beförderung der Cultur nach den Bestimmungen der diesfallsigen Gesetze vertheilt werden.

22. Der Ertrag des sämmtlichen Gemeindevermögens ist zur Bestreitung der nothwendigen und nützlichen Gemeindebedürfnisse bestimmt.

23. Wenn sich nach Bestreitung sämmtlicher Gemeindebedürfnisse ein Ueberschufs aus dem Ertrage des Gemeindevermögens ergibt, so ist derselbe entweder zu Capital anzulegen, oder zur Gründung neuer nützlicher Gemeindeanstalten zu verwenden.

Eine Vertheilung unter die Gemeindemitglieder findet nicht statt.

24. Der Genufs desjenigen Gemeindevermögens, welches den Gemeindemitgliedern zur Nutzung hingegeben zu werden bestimmt ist, kann nur so lange fortbestehen, als der Ertrag nicht durch die Gemeindebedürfnisse (Art. 17. 18.) in Anspruch genommen wird.

Tritt dieser Fall ein, so ist der aus den Renten des übrigen Gemeindevermögens nicht zu deckende Bedarf auf diejenigen Gemeindemitglieder, welche im Genusse stehen, nach Verhältnifs dieses Genusses auszutheilen, sofern dieselben nicht vorziehen, auf die Nutzung selbst Verzicht zu leisten.

25. Jeder Gemeinde soll der Ertrag der Geldbufsen, welche wegen der innerhalb ihrer Gemarkung verübten Uebertretungen der Orts- und Feldpolizei von den zuständigen richterlichen Behörden verhängt werden, zur Bestreitung der Gemeindebedürfnisse zugewiesen werden.

26. Wenn die Früchte des sämmtlichen Gemeindevermögens und die Erträgnisse der Polizeistrafgelder zur Bestreitung der Gemeindebedürfnisse nicht hinreichen, und der Zweck auch durch gemeinsame Arbeit (persönliche Dienste) nicht erfüllt werden kann, so ist der Abgang entweder durch indirecte Auflagen oder durch directe Gemeindeumlagen zu decken.

ZWEITES CAPITEL.

Von indirecten Gemeindeauflagen.

Art. 27. Die Einführung indirecter Gemeindeauflagen, zu welchen alle Abgaben auf Gegenstände des Verbrauchs, die Taxgelder, die Brücken- und Pflasterzölle, die Markt- und Standgelder, die Waag- und Lagerhausgebühren, dann die Reichnisse für Benutzung öffentlicher Schlachthäuser und Fleischbänke gerechnet werden sollen, erfordert

1) die Nachweisung der Unzulänglichkeit des ordentlichen Gemeindeeinkommens zu den nothwendigen oder nützlichen Gemeindebedürfnissen;
2) die Auswahl solcher Gegenstände, bei welchen diese Art von Besteuerung am wenigsten drückend ist;
3) die Beschränkung auf einen gewissen, nicht 15 Jahre überschreitenden Zeitraum, nach dessen Ablauf die Bewilligung erlischt, wenn sie nicht erneuert wird.

DRITTES CAPITEL.

Von den directen Gemeindeumlagen.

Art. 28. Bei Unzulänglichkeit der Früchte des Gemeindevermögens, des Ertrags der Polizeistrafen und der bewilligten indirecten Gemeindeauflagen können directe Gemeindeumlagen erhoben werden, insoweit dieselben zur Deckung nothwendiger oder nützlicher Gemeindeausgaben unentbehrlich sind.

29. Alle Gemeindemitglieder und alle steuerbaren Objecte in der Gemeindemarkung sind verbunden, zu den Gemeindeumlagen beizutragen.

Der Maſsstab des Beitrags ist das Principale der sämmtlichen directen Steuern.

Den Gemeindebehörden bleibt jedoch die Wahl eines andern zweckmäſsigen Concurrenzmaſsstabes unbenommen.

Die Beiträge der Gemeindeglieder, welche weder ein steuerbares Object in der Gemeindemarkung besitzen, noch einen steuerbaren Erwerbszweig in der Gemeinde ausüben, werden jedesmal nach besonderen Beschlüssen der Gemeindebehörden regulirt.

30. Von der Theilnahme an Gemeindeumlagen sind befreit:

1) Pfarrer und Schullehrer, soweit dieselben dadurch an ihrer Congrua verkürzt werden;
2) das Gemeindevermögen,
3) das Vermögen der Art. 17 bezeichneten Ortsstiftungen, wenn der Ertrag zur Erfüllung der Stiftungszwecke nicht hinreicht.

31. Kein Gemeindemitglied ist verbunden, zur Befriedigung der Bedürfnisse von Kirchen und Schulen einer Religionsgesellschaft, zu welcher es nicht gehört, mittelst Umlagen beizutragen, wenn nicht ein gemeinschaftlicher Genuſs oder ein besonderes Rechtsverhältniſs besteht.

32. Die Gemeinden sind ermächtigt die Umlagen nöthigen Falls durch Execution beizutreiben.

Die Gradationen des executiven Verfahrens sind:

a) wenn der Beitragspflichtige die Zahlung an dem festgesetzten Tage nicht geleistet hat, so wird am achten Tage hierauf ein Mahnungsbote abgesendet und ein neuerlicher Termin von acht Tagen anberaumt;
b) nach fruchtlosem Verlaufe dieses Termins wird ein Strafbote zur Execution, unter Beschränkung derselben auf 3 Tage, abgeordnet;
c) wenn auch diese Execution eine Zahlung nicht bewirkt, so wird zur Auspfändung und zum Verkaufe der Mobilien, und soweit diese nicht zureichen, zum Verkaufe der Immobilien nach den Bestimmungen der über das Zwangsverfahren zur Beitreibung der öffentlichen Abgaben bestehenden Gesetze und Verordnungen geschritten.

Hinsichtlich der Gebühren für die zur executiven Beitreibung von Gemeindeumlagen erforderlichen Mahn- und Strafboten soll folgendes Regulativ in Anwendung gebracht werden.

Wird ein *Mahnbote* an ein Gemeindeglied gesendet, welches in demselben Orte wohnt, wo die Zusammenkünfte der Gemeindebehörde gehalten werden, so erhält er *fünfzehn Lepten* von dem angemahnten Gemeindegliede; ausser diesem Orte in einer Entfernung von einer Viertelstunde *dreiſsig Lepten*, von einer halben Stunde *fünfundvierzig Lepten*, und bei der Entfernung einer Stunde *sechzig Lepten*.

Sollte ein Gemeindeglied in einer weitern Entfernung von seinem Gemeindeorte wohnen, so werden für jede Viertelstunde *fünfzehn Lepten* mehr bezahlt.

Der *Strafbote* erhält neben dem oben angeführten Laufgelde für jeden Fall höchstens *sechzig Lepten* des Tags als Executionsgebühr.

33. Beschwerden in Sachen der Gemeindeumlagen überhaupt sind im administrativen Wege zu verhandeln und nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes zu bescheiden.

VIERTES CAPITEL.

Von den Gemeinde-Diensten.

Art. 34. Zur Herstellung und Ausbesserung der nöthigen Gemeindegebäude, Brunnen, Wege, Brücken, dann der Ufer- und Wasserbauten, insofern sie der Gemeinde obliegen, sowie zur Handhabung der öffentlichen Sicherheit, soweit nicht auf andere Art dafür hinreichend gesorgt ist, sind Gemeindedienste zu leisten.

Den Verpflichteten ist die Leistung der Dienste durch geeignete Stellvertreter gestattet.

35. Zur Leistung von Naturaldiensten mit zugbarem Viehe und mit Lastthieren sind die Besitzer solchen Viehes nach Verhältnifs der Gespanne und der Zahl der Lastthiere verbunden.

Es ist denselben jedoch für die geleisteten Naturaldienste aus dem Gemeindevermögen oder durch Umlagen billige Vergütung zu entrichten, deren Betrag durch Schätzung festgesetzt wird. Den Gemeindebehörden ist dabei gestattet, die Leistung solcher Naturaldienste ganz zu erlassen, und dagegen die zu leistenden Fuhren oder Transporte an die Wenigstnehmenden zu versteigern.

36. Die Verbindlichkeit zur Leistung von Handdiensten liegt allen Gemeindemitgliedern ob. Befreit sind jedoch der Bürgermeister und die Beigeordneten.

Die Vertheilung geschieht nach Köpfen, eine Vergütung kann nicht gefordert werden.

37. Den Gemeindediensten werden die dem durchmarschirenden oder cantonirenden Militär einzuräumenden Quartiere beigezählt.

Die Vertheilung hat nach dem örtlichen Steuerfufse zu geschehen, so lange nicht ein anderer verhältnifsmäfsiger Mafsstab festgesetzt wird.

V. TITEL.

Von den Verwaltungsbehörden der Gemeinden.

Art. 38. Die Gemeinden haben ihre in dem Tit. III. des gegenwärtigen Gesetzes bezeichneten Rechte durch erwählte Verwaltungsbehörden auszuüben.

Die Wahl dieser Behörden wird von der Versammlung der wahlberechtigten Gemeindeglieder vollzogen.

Versammlungen der Gesammtheit der Gemeindeglieder zur Berathung und Beschlußfassung über Gemeinde- oder andere Angelegenheiten finden nicht statt.

39. Die Gemeinde-Verwaltungsbehörde wird gebildet

I. in den Gemeinden 1ter Classe

aus

einem Bürgermeister,
vier bis sechs Beigeordneten,
einem Gemeinderathe von achtzehn Mitgliedern.

II. In den Gemeinden 2ter Classe

aus

einem Bürgermeister,
zwei bis vier Beigeordneten,
einem Gemeinderathe von zwölf Mitgliedern.

III. In den Gemeinden 3ter Classe

aus

einem Bürgermeister,
einem Beigeordneten,
einem Gemeinderathe von sechs Mitgliedern.

Wenn mehrere Ortschaften zu einer Gemeinde vereinigt sind, so ist für jede derselben, für welche nach dem Urtheile der Kreis-Verwaltungsstelle das dienstliche Bedürfniß es nothwendig macht, ein eigener Beigeordneter aufzustellen.

ERSTES CAPITEL.

Von dem Bürgermeister.

Art. 40. Der Bürgermeister ist der erste vollziehende Gemeinde-Beamte, und die handelnde und ausführende Behörde in allen Gemeinde-Angelegenheiten; er hat die vollziehende Gewalt hinsichtlich der örtlichen Polizei und der Gemeinde-Verwaltung nach den bestehenden Gesetzen auszuüben, und zugleich alles dasjenige zu besorgen, was die Gesetze und Verordnungen den Gemeinde-Vorständen in Rücksicht auf den Civilstand, auf die Erhebung der öffentlichen Abgaben und in Militärsachen übertragen.

Derselbe ist gehalten, alle von dem Gemeinderathe innerhalb der Grenzen seiner Competenz erlassenen Beschlüsse pünctlich zu vollziehen, sobald solche zur vollen Gültigkeit gediehen sind.

Ihm ist das gesammte für den Dienst der Gemeinde angestellte Personal untergeordnet.

Er ist insbesondere verpflichtet, die Controle über das Cassawesen des Gemeinde-Einnehmers zu führen, und zu diesem Behufe periodisch den Cassesturz vorzunehmen, alles dieses nach Vorschrift der desfallsigen besonderen Instruction.

41. Das Amt des Bürgermeisters ist ein Ehrenamt; mit demselben ist weder ein ständiger Gehaltsbezug, noch eine Befreiung von den auf dem Vermögen haftenden Gemeinde-Lasten verbunden.

Es soll jedoch dem Bürgermeister zur Belohnung für seine Bemühungen, dann zur Unterhaltung des unentbehrlichen Kanzleipersonals und zur Bestreitung der Kanzleibedürfnisse seines Amtes nach dem Umfange der Geschäfte und der Gröfse des Gemeindevermögens eine angemessene Aversalsumme in dem Budget der Bürgermeisterei jährlich zur Verfügung gestellt und ohne die Verbindlichkeit weiterer Nachweisung verabfolgt werden.

Bei Amtsverrichtungen ausserhalb des Gemeinde-Bezirkes hat derselbe die durch besondere Regulative bestimmte Entschädigung anzusprechen.

42. Die Vergebung der sämmtlichen Gemeinde-Dienste, insbesondere die Aufnahme des Canzleipersonals ist dem Bürgermeister überlassen.

Kein Gemeindedienst kann jedoch von demselben mit dem Anspruche auf Stabilität verliehen werden.

Die Ernennung der Polizei-Commissäre ist dem Könige vorbehalten.

Sie erfolgt nach gutachtlicher Vernehmung des Bürgermeisters.

43. Das Amt des Bürgermeisters dauert drei Jahre. Wenn jedoch in der Zwischenzeit die zur Wählbarkeit erforderlichen Eigenschaften aufgehoben werden, oder solche Verhältnisse eintreten, wegen deren die Wahl selbst hätte abgelehnt werden können, so *mufs* in jenem — und *kann* in diesem Falle das Amt noch vor dem Ablaufe des oben bestimmten Zeitraums niedergelegt werden.

44. Die Dienstentlassung eines Bürgermeisters kann nur durch Entschliefsung des Königs auf vorangegangene Vernehmung des Ministerrathes oder vermöge richterlichen Erkenntnisses statt finden.

Dem Nomarchen steht die Befugnifs zu, in dringenden Fällen den Bürgermeister vom Amte zu suspendiren. Er hat sodann binnen drei Tagen die getroffene Verfügung dem zuständigen Ministerium anzuzeigen und die Gründe derselben unter Beifügung der gepflogenen Verhandlungen zu entwickeln.

Das Ministerium ist verpflichtet, binnen drei Tagen nach Empfang des Berichtes entweder die Wiedereinsetzung des suspendirten Bürgermeisters zu verfügen, oder über dessen Entlassung Antrag an den König zu erstatten.

ZWEITES CAPITEL.

Von den Beigeordneten.

Art. 45. Die Beigeordneten sind die Gehülfen des Bürgermeisters in der Ausübung seiner Amtsverrichtungen; sie haben hiebei nach seinen Aufträgen zu verfahren und diese zu vollziehen.

46. Was in den Artikeln 43 und 44 hinsichtlich des Bürgermeisters verordnet worden ist, gilt auch von den Beigeordneten.

47. Bei Verhinderung des Bürgermeisters hat der Beigeordnete seines Wohnortes dessen Stelle zu vertreten.

Unter mehreren Beigeordneten der nämlichen Gemeinde wird der Vorzug nach der von dem Könige festgesetzten Reihenfolge bestimmt.

48. Die Beigeordneten haben ihr Amt unentgeltlich zu versehen, vorbehaltlich der bei Amtsverrichtungen ausserhalb des Gemeindebezirks denselben zu entrichtenden, durch besondere Vorschriften bestimmten Entschädigung.

Im Falle des Art. 47 tritt der Stellvertreter des Bürgermeisters für die Dauer der Amtsverwesung in die nach Art. 41 Abs. 2 dem Bürgermeister zugewiesenen Bezüge ein.

DRITTES CAPITEL.

Von dem Gemeinderathe.

Art. 49. Der Gemeinderath steht dem Bürgermeister als berathende und mitaufsehende Behörde zur Seite.

Derselbe hat als Stellvertreter der Gemeinde-Corporation darüber zu wachen, dafs ihr Bestes nach Möglichkeit gefördert und gegen Nachtheile gewahrt werde.

50. Die Berathung und Beschlufsfassung des Gemeinderathes ist in folgenden Fällen erforderlich:

1) bei der Votirung des jährlichen Gemeinde- und Stiftungs-Budget, und der etwa im Laufe des Jahres sich ergebenden ausserordentlichen Ausgaben;

2) bei der Prüfung und Bescheidung der Gemeinde- und Stiftungsrechnungen, dann bei der Prüfung der Verwaltungsrechnung des Bürgermeisters;

3) bei der Festsetzung eines Schuldentilgungsplans;

4) bei der Veräusserung, Verpfändung oder sonstigen Belastung unbeweglicher Gemeinde- oder Stiftungsgüter und nutzbarer Rechte;

5) bei der Erwerbung, Pachtung oder Verpachtung von Realitäten oder Rechten;

6) bei wesentlichen Abänderungen in der Benutzungs- oder Bewirthschaftungsweise von Gemeinde- und Stiftungs-Realitäten;

7) bei Neubauten und aussergewöhnlichen Reparaturen;

8) bei der Bewilligung von Darlehen aus dem Gemeinde- der Stiftungs-Vermögen und bei der Aufnahme von Passiv- apitalien;

9) bei Lieferungsverträgen und Accorden über Vergebung on Arbeiten;

10) bei Festsetzung der Aversalbelohnung für den Bür- ermeister;

11) bei Regulirung der mit den Gemeindediensten verbun- enen Gehaltsbezüge und bei Errichtung neuer Gemeinde- ienste;

12) bei dem Vorschlage der Candidaten zu der Stelle eines emeinde-Einnehmers oder Stiftungs-Oeconomen.

Für jede solche Stelle sind drei Candidaten vorzuschlagen, us deren Mitte der König ernennt.

13) Bei neuen Fundationen und Fundationszuflüssen;

14) bei der Ablösung von Renten oder Rechten, und von en auf Gemeinde- oder Stiftungsgütern ruhenden Lasten;

15) bei der Abtheilung eines mit anderen Gemeinden oder tiftungen gemeinschaftlichen Vermögens;

16) bei der Uebernahme des Deficit einer Stiftung auf das emeinde-Vermögen;

17) bei der Errichtung neuer Gemeinde-Anstalten;

18) bei der Ausübung von Präsentationsrechten der Ge- einde und bei Vergebung von Gemeinde-Stipendien;

19) bei der Einleitung eines Rechtsstreites und der Auf- ellung von Anwälten oder Consulenten;

20) bei der Abordnung von Gemeinde-Deputationen;

21) bei der Bewilligung von Nachlässen, von Gratificatio- en und Geschenken;

22) bei der Regulirung und Vertheilung der Gemeinde- enste, insbesondere bei Erlassung der Naturaldienste mit pann- und Lastvieh;

23) bei der Regulirung der Gemeindeumlagen, und bei nführung eines andern, als des gewöhnlichen Concurrenz- ıfsstabes;

24) bei der Einführung von indirecten Gemeindeauflagen d bei Erneuerung der Bewilligung für deren Erhebung.

Art. 51. Der Gemeinderath hat an den Gemeindewahlen d ihrer Leitung, nach den näheren in dem Tit. VI. nach- lgenden Bestimmungen, Antheil zu nehmen.

52. Die Mitglieder des Gemeinderathes haben von drei zu ei Jahren einen Vorsteher und einen Protocollführer aus ih- r Mitte zu wählen.

Der Vorsteher hat

1) die Versammlungen des Gemeinderathes zusammenzuberufen und zu leiten;

2) durch mündliches Benehmen mit dem Bürgermeister und nach Erfordernifs durch Einsicht der Amtsverhandlungen in ununterbrochener Kenntnifs aller wichtigen, das Interesse der Gemeinden berührenden Geschäfte und Vorfälle sich zu erhalten.

Art. 53. Die Versammlung des Gemeinderathes findet so oft statt, als der Vorsteher desselben von dem Bürgermeister in den durch den Art. 52 vorgesehenen Fällen dazu aufgefordert wird, oder es sonst zur Berathung über einen für das Gemeindewohl wichtigen Gegenstand für nothwendig erachtet.

54. Zu den Versammlungen des Gemeinderathes ist jedesmal der Bürgermeister oder dessen Stellvertreter, und bei den die Verwaltung der Cultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeits-Fonds betreffenden Gegenständen der betheiligte Ortspfarrer einzuladen. Diese Einladung darf nur dann unterbleiben, wenn die Berathung eine gegen das einzuladende Individuum zu erhebende Beschwerde zum Gegenstande hat.

55. Die den Sitzungen des Gemeinderathes beiwohnenden Bürgermeister, Beigeordneten und Ortspfarrer haben dabei über die betreffenden Berathungsgegenstände Vortrag zu erstatten und Anträge zu stellen, und die nöthigen Erläuterungen zu geben, bei der Beschlufsfassung aber ein Stimmrecht nicht auszuüben.

Die gefafsten Beschlüsse sind denselben durch Protocolls-Auszüge mitzutheilen; sie sind berechtigt, ihre Erinnerungen und Beschwerden dagegen der vorgesetzten Behörde zu übergeben, die sodann hierüber zu entscheiden hat.

Dem Gemeinderathe ist unbenommen, in allen Fällen, in welchen er sich durch den erstatteten Vortrag nicht zureichend aufgeklärt findet, einen Correferenten zu bestellen und die Beschlufsfassung zu vertagen.

56. Zu einem gültigen Beschlusse des Gemeinderathes ist die Anwesenheit von wenigstens zwei Drittheilen seiner Mitglieder und die absolute Stimmenmehrheit der Anwesenden erforderlich. Bei Gleichheit der Stimmen hat der Vorsteher abzustimmen und zu entscheiden.

57. Jeder von dem Gemeinderathe gefafste Beschlufs über einen seinem Wirkungskreise nicht angehörigen Gegenstand ist nichtig.

58. Die Mitglieder des Gemeinderathes werden für die Dauer von neun Jahren gewählt; die Bestätigung der vorgesetzten Stelle ist zu ihrer Ernennung nicht erforderlich.

Alle drei Jahre tritt das ältere Drittheil aus, und wird durch neue Wahl ersetzt.

Ist der ganze Gemeinderath durch gleichzeitige Wahl gebildet worden, so wird die Reihenfolge des Austrittes durch das Loos bestimmt.

Kein Mitglied darf vor dem Ablaufe der festgesetzten Zeit austreten, ausgenommen, wenn eine oder die andere von den im Art. 43 bezeichneten Voraussetzungen eintritt.

In diesem Falle, so wie bei dem Ableben eines Mitgliedes rückt der nachfolgende Ersatzmann ein, und es hat dieser sodann diejenige Zeit im Gemeinderathe zu vollenden, während welcher der Ausgetretene oder Verstorbene in selbem noch zu verbleiben gehabt hätte.

59. Dem Könige stehet das Recht zu, den Gemeinderath aufzulösen.

In diesem Falle ist binnen vier Wochen zu einer neuen Wahl zu schreiten.

60. Die Mitglieder des Gemeinderathes haben ihr Amt unentgeldlich zu versehen, vorbehaltlich der bei etwaigen Amtsverrichtungen aufserhalb des Gemeindebezirks gebührenden Entschädigung.

VI. TITEL.

Von den Gemeinde-Wahlen.

ERSTES CAPITEL.

Art. 61. Die Mitglieder der Gemeinderäthe werden unmittelbar gewählt.

62. Die Wahl wird durch eine aus den wahlstimmbefähigten Mitgliedern (Art. 13) gebildeten Wahlversammlung vorgenommen.

In die Wahlversammlung sollen aus den eben erwähnten Gemeinde-Mitgliedern diejenigen berufen werden, welche nach der directen Steuerrolle der Gemeinde zu den Höchstbesteuerten in derselben gehören, und zwar in dem Verhältnisse, dafs ihre Zahl in allen Gemeinden der dritten Classe dem achten Theile der Gesammt-Bevölkerung gleichzukommen, und von zweitausend bis zu zehntausend Seelen der Bevölkerung für jedes Hundert um sechs, von da an aber für jedes weitere Hundert über zehntausend Seelen um fünf zu steigen hat.

Die Gesammtzahl der Wahlversammlung darf jedoch nie unter dreifsig seyn, so lange noch so viele direct steuerbare wahlstimmfähige Gemeinde-Mitglieder in der Gemeinde sich befinden.

63. Wählbar ist jedes Gemeinde-Mitglied, welches die im Art. 13 bestimmten Eigenschaften besitzt.

Es sollen jedoch wenigstens zwei Drittheile der Mitglieder des Gemeinderathes aus der Wahlversammlung genommen werden.

64. Zur Ablehnung der Wahl sind berechtigt:

1) Jene, welche das übertragene Gemeinde-Amt schon zweimal bekleidet haben;
2) jeder, der körperliche oder geistige Unfähigkeit, oder ein 60jähriges Alter nachzuweisen vermag;
3) Staats-Diener, Militär-Personen im aktiven Dienst, Geistliche und Schullehrer.

65. Jede vorzunehmende Wahl soll durch den Bürgermeister wenigstens fünfzehn Tage zuvor bekannt gemacht, und dabei zugleich die Dauer des Wahlactes festgesetzt werden. Gleichzeitig ist ein Verzeichnifs der sämmtlichen nach den Bestimmungen des Art. 13 wahlstimmfähigen und wählbaren Gemeinde-Mitglieder auf dem Gemeindehause zur öffentlichen Einsicht aufzulegen.

In dem Verzeichnisse sind die in die direkte Steuerrolle der Gemeinde eingetragenen Gemeindeglieder nach der Stufenfolge ihrer Besteuerung voranzustellen, und dabei unter Angabe der Gesammtbevölkerung der Gemeinde diejenigen zu bezeichnen, welche die Wahlversammlung zu bilden haben.

66. Jedes wahlstimmfähige Gemeinde-Mitglied ist berechtigt, gegen das aufgelegte Verzeichnifs wegen Uebergehung befähigter oder Eintragung unbefugter Individuen Reclamation zu erheben.

Der Bürgermeister hat die erhobenen Reclamationen nach Vernehmung eines von dem Gemeinderathe hiefür zu bildenden aus drei Mitgliedern desselben bestehenden Ausschusses sogleich zu bescheiden, und seine Entscheidung den Reclamanten binnen 24 Stunden zu eröffnen.

Von den Entscheidungen des Bürgermeisters kann binnen drei Tagen der Recurs an den Nomarchen ergriffen werden.

Der Bürgermeister hat, nachdem der Recurs bei ihm eingelegt worden, unverzüglich die Verhandlungen dem Nomarchen vorzulegen, welcher darüber binnen drei Tagen entscheiden wird.

Die aus der Entscheidung der Reclamationen hervorgehenden Aenderungen des Verzeichnisses der wahlfähigen Gemeindeglieder sind durch den Bürgermeister unverzüglich in dasselbe einzutragen.

67. Die Wahlen werden von dem Bürgermeister oder einem Beigeordneten, dann einem aus zwei durch Wahl zu bestimmenden Mitgliedern des Gemeinderaths bestehenden Ausschusse geleitet. Der Gemeindeschreiber, oder, wo ein solcher nicht besteht, der Ortsschullehrer hat das Wahlprotocoll zu führen.

Dem Bezirks-Commissär steht jedoch die Befugnifs zu, der Wahlhandlung beizuwohnen, so oft er es für gut findet.

68. In Gemeinden der ersten und zweiten Classe ist die Wahlversammlung in zwei oder mehrere Sectionen abzutheilen, für deren jede ein besonderer Wahlausschufs mit einem eigenen Protokollführer unter dem Vorsitze eines Beigeordneten gebildet wird.

Die getroffene Abtheilung ist in dem aufzulegenden Verzeichnisse der wahlfähigen Gemeindeglieder (Art 65) genau zu bezeichnen.

69. Ueber die Wahl des Gemeinderathes ist ein genaues Protocoll zu führen.

Die Wahl geschieht durch schriftliche Wahlzettel, welche besonders hiezu vorbereitet, mit fortlaufenden Nummern bezeichnet, und, nachdem sie unter einander gemengt worden, unter die Mitglieder der Wahlversammlung ausgetheilt werden.

Jeder Wahlmann hat in dem erhaltenen Wahlzettel diejenigen Gemeindeglieder, denen er seine Stimme geben zu sollen glaubt, mit Tauf- und Zunamen und Gewerbe oder Character einzutragen, oder eintragen zu lassen, und dem Vorstande des Wahlausschusses in eigener Person verschlossen oder zusammengelegt zu übergeben.

Die Unterzeichnung des Wahlzettels ist nicht erforderlich.

Der Vorstand des Wahlausschusses wird den Namen dessen, der den Wahlzettel übergeben hat, sogleich in das Wahlprotocoll eintragen lassen, den Wahlzettel aber uneröffnet in des Wahlmannes Gegenwart in eine dafür bereit stehende versiegelte Urne legen.

70. Bei der Wahl der Gemeinderäthe hat jeder Wähler

I. in den Gemeinden der ersten Classe:

a) wenn der ganze Gemeinderath neu gebildet wird,
sieben und zwanzig Personen,

b) wenn derselbe nach Art. 58 zum dritten Theile erneuert wird,
neun Personen;

II. in den Gemeinden der zweiten Classe:
in dem eben erwähnten Falle a.
achtzehn Personen,
in dem Falle b.
sechs Personen;

III. in den Gemeinden der dritten Classe:
in dem Falle a.
neun Personen,
in dem Falle b.
drei Personen,

zu wählen.

Diejenigen, welche den nach dem Ergebnisse der Abstimmung gewählten wirklichen Mitgliedern des Gemeinderathes nach der Zahl der erhaltenen Stimmen am nächsten folgen, nehmen die Eigenschaft der Ersatzmänner an.

Die Zahl dieser Ersatzmänner wird

a) für die Gemeinden erster Classe auf neun,

b) für die Gemeinden zweiter Classe auf sechs,

c) für die Gemeinden dritter Classe auf drei

bestimmt.

71. Zu einer gültigen Wahlhandlung ist erforderlich, dafs wenigstens zwei Drittheile der Wahlmänner ihre Stimmen abgegeben haben.

Eine Abstimmung durch Stellvertreter ist unzulässig. Kann die Wahl wegen Unzulänglichkeit der Zahl der zur Abstimmung erschienenen Wahlmänner bei dem Ablaufe des Termins nicht geschlossen werden, so sollen diejenigen, welche, ohne durch Krankheit oder Abwesenheit verhindert zu sein, zu der Wahlhandlung nicht erschienen sind, besonders vorgeladen werden; dieselben haben sodann die hiedurch und durch die Verlängerung des Wahltermines verursachten Kosten zu tragen.

72. Unmittelbar nach dem Schlusse der Wahl ist zur Eröffnung der Wahl-Urne und der darin hinterlegten Wahlzettel zu schreiten, und jeder Wahlzettel sofort unter der Ziffer, womit er bezeichnet ist, in das Wahlprotocoll einzutragen, damit jeder Wahlmann sich von der richtigen Eintragung seiner Wahlstimme überzeugen könne.

Sind sämmtliche Wahlzettel eingetragen, so ist das Ergebnifs der Wahl zu bestimmen und öffentlich bekannt zu machen, den Gewählten aber besonders zu eröffnen.

Wenn nach Art. 68 in Sectionen gewählt worden ist, so hat die Zusammenstellung des Resultates der einzelnen Sectionsprotocolle voranzugehen, und es ist das Wahlergebnifs nach dieser Zusammenstellung zu bestimmen.

73. Zur Gültigkeit der Wahl ist die relative Stimmen-Mehrheit genügend.

Bei Gleichheit der Stimmen entscheidet das Loos.

74. Nach Bekanntmachung des Wahlergebnisses sind die Wahlprotocolle drei Tage lang auf dem Gemeindehause aufzulegen, damit jedes wahlstimmfähige Gemeinde-Mitglied davon Einsicht nehmen, und seine Einwendungen gegen die Wahl bei dem Bürgermeister vortragen, jeder Gewählte aber seine etwaigen Ablehnungsgründe vorbringen könne.

ZWEITES CAPITEL.

Wahl der Bürgermeister und Beigeordneten.

Art. 75. Zu jeder Bürgermeister-Stelle werden drei, zu jeder Beigeordneten-Stelle aber wird ein Kandidat gewählt.

Die Wahl ist einem besondern Wahl-Collegium übertragen.

76. Das Wahl-Collegium für die Wahl der Candidaten zu den Bürgermeister- und Beigeordneten-Stellen bildet sich

a) aus den Mitgliedern des Gemeinderathes;

b) aus einer eben so grofsen Zahl der höchstbesteuerten nach Art. 13 wahlstimmfähigen Gemeinde-Mitglieder.

77. Wählbar ist jedes Gemeinde-Mitglied, welches die Art. 13 bezeichneten Eigenschaften besitzt und dem keiner der dort bestimmten Ausschliefsungsgründe entgegensteht.

Nicht wählbar zu dem Amte eines Bürgermeisters oder Beigeordneten sind:

a) Staatsdiener, dann Militär-Personen im activen Dienste;

b) Geistliche und Schullehrer.

78. Zur Ablehnung der Wahl sind alle diejenigen berechtiget, bei welchen die Art. 65 unter Ziffer 1 und 2 bezeichneten Voraussetzungen eintreten.

79. Das Wahl-Collegium versammelt sich auf die von dem Bezirks-Commissär an die Mitglieder desselben zu erlassende schriftliche Einladung an dem in dieser Einladung festgesetzten Wahltage.

80. Die Wahlen werden von einem aus einem Vorstande und zwei Mitgliedern des Wahl-Collegiums bestehenden Wahl-Ausschusse geleitet.

Der Bezirks-Commissär ist Vorstand des Wahl-Ausschusses. Demselben steht jedoch die Befugnifs zu, den Vorsitz einem Mitgliede des Wahl-Collegiums zu übertragen.

Die beiden Mitglieder des Wahl-Ausschusses werden von dem Wahl-Collegium gewählt.

Zur Gültigkeit dieser Wahl ist nur relative Stimmenmehrheit erforderlich.

81. In dem für den Wahlact bestimmten Locale ist das Art. 65 erwähnte Verzeichnifs sämmtlicher Gemeindeglieder zur Einsicht der Mitglieder des Wahl-Collegiums aufzulegen.

82. Vor Eröffnung der Wahl hat jedes Mitglied des Wahl-Collegiums in die Hände des zuständigen Ortspfarrers folgenden Wahleid abzulegen:

„Ich schwöre bei der allerheiligsten Dreifaltigkeit und auf „die heiligen Evangelien, dafs ich meine Wahlstimme nach „bestem Wissen und Gewissen, und mit sorgfältiger Be„rücksichtigung der gegen meinen König, mein Vaterland „und meine Gemeinde mir obliegenden Pflichten, nach eige„ner Ueberzeugung, und von jeder fremden Einwirkung

„unabhängig abgeben werde, und dafs ich desfalls von „Niemand Geschenke oder Versprechungen mittelbar oder „unmittelbar angenommen habe, noch jemals annehmen „werde.“

83. Nach erfolgter Eidesleistung wird zu der Wahl geschritten. Ueber dieselbe ist ein genaues Protocoll zu führen. Die Stimmen werden durch schriftliche von den Wählern zu unterzeichnende Stimmzettel abgegeben.

Bei der Eintragung in das Protocoll ist der Name des Wählers hinwegzulassen, und nur die fortlaufende Ziffer, mit welchem jeder Wahlzettel versehen seyn mufs, anzugeben.

84. Zu einer gültigen Wahl ist die Anwesenheit von wenigstens drei Viertheilen des Wahl-Collegiums und die absolute Stimmen-Mehrheit erforderlich. Bei Gleichheit der Stimmen entscheidet das Loos.

85. Unmittelbar nach Beendigung der Wahl ist das Ergebnifs öffentlich bekannt zu machen, und den Gewählten besonders zu eröffnen, hinsichtlich des Wahl-Protocolles aber das im Art. 74 vorgeschriebene Verfahren zu beobachten.

DRITTES CAPITEL.

Verfahren nach Beendigung des Wahlactes.

86. Sobald die Wahlen des Gemeinderathes, und die unmittelbar nach derselben zu eröffnenden Wahlen der Kandidaten zu den Bürgermeister- und Beigeordneten-Stellen beendigt, und die für die Auflegung der Wahlprotocolle bestimmten drei Tage verflossen sind, oder nachdem, in so fern nur eine Kandidaten-Wahl allein vorzunehmen war, das so eben Bemerkte in Ansehung ihrer erfüllt ist, werden die Wahlprotocolle an das Bezirks-Commissariat eingesendet, wo sodann die Gesetzlichkeit der Wahlhandlung, die Wählbarkeit der Gewählten, und die Zulässigkeit der gegen die Wahl vorgebrachten Ablehnungsgründe zu prüfen, an das General-Commissariat Bericht zu erstatten, und von diesem hiernach die Wahlhandlung entweder zu bestätigen, oder eine neue Wahl unter Anführung der Gründe anzuordnen ist.

Die Entschliefsung des General-Commissariats ist dem Wahlausschusse zu eröffnen.

Derselbe ist befugt, bei versagter Bestätigung den Recurs an das Ministerium des Innern zu ergreifen.

Die Beschwerden-Ausführung ist in diesem Falle binnen einer Nothfrist von drei Tagen bei dem Bezirks-Commissariate zu übergeben, welches dieselbe ohne den mindesten Verzug sammt den Wahlacten an das General-Commissariat einzusenden, und durch dieses dem Ministerium vorzulegen hat.

87. Im Falle der Bestätigung der Wahlhandlung ist sofort zur Ernennung der Bürgermeister und Beigeordneten zu schreiten.

Die Bürgermeister und Beigeordneten werden in den Gemeinden der ersten und zweiten Classe von dem König, in den Gemeinden der dritten Classe aber von dem General-Commissariate aus Königlicher Vollmacht ernannt.

88. Die nach Ernennung des Bügermeisters übrig bleibenden beiden Kandidaten für die Bürgermeisterstelle können zu Beigeordneten ernannt werden.

89. Wenn die Stelle eines Bürgermeisters oder Beigeordneten während des für die Amtsdauer bestimmten dreijährigen Zeitraumes eröffnet wird, so ist sofort zu einer neuen Wahl zu schreiten. Der Neuernannte hat in diesem Falle nur die an der Amtsdauer seines Vorgängers noch übrige Zeit im Amte zu verbleiben.

90. Nach Bestätigung der Wahlhandlung und erfolgter Ernennung der Bürgermeister und Beigeordneten sind diese und der Gemeinderath von dem Bezirks-Commissariate einzusetzen und zu verpflichten.

VII. TITEL.

Von den einzelnen Zweigen der Gemeinde-Verwaltung.

ERSTES CAPITEL.

Von der Polizei-Verwaltung.

Art. 91. Die den Gemeinden übertragene und durch den Bürgermeister zu führende Polizei-Verwaltung umfaſst alle Zweige der niedern Orts- und Feldpolizei. Die diesfälligen Zuständigkeiten und Pflichten werden durch eine besondere Instruction bestimmt.

92. Dem Bürgermeister stehet weder ein Strafrecht bei Polizeiübertretungen, noch das Richteramt in administrativ contentiösen Sachen zu, so weit nicht einzelne Ausnahmen in den Gesetzen besonders angeordnet sind.

93. An der Armenpflege hat der Bürgermeister nach den Bestimmungen der desfallsigen besonderen Verordnungen Antheil zu nehmen.

94. Hinsichtlich der Aufsicht auf die Ortsschulen wird durch besondere Verordnungen Vorsehung getroffen.

95. In den gröſseren Gemeinden sind dem Bürgermeister zur Verwaltung der Ortspolizei erforderlichen Falles ein oder zwei Polizei-Commissäre beizugeben.

Dieselben werden nach den Vorschriften des Art. 42 bestellt.

96. Gröſsere Gemeinden sind zur Beförderung der Polizei-Verwaltung in eine verhältniſsmäſsige Zahl von Bezirken nach Straſsen und Plätzen abzutheilen.

ZWEITES CAPITEL.

Von der Verwaltung des Gemeinde-Vermögens.

ERSTER ABSCHNITT.

Von dem Gemeinde-Einnehmer.

Art. 97. Die Besorgung der Gemeinde-Einnahmen und Ausgaben, und die Verrechnung derselben ist in allen Gemeinden einem Gemeinde-Einnehmer zu übertragen.

98. Die Stelle des Gemeinde-Einnehmers wird nach den in dem Art. 50, Ziff. 12 enthaltenen Vorschriften besetzt.

99. Bei minder beträchtlichen Einnahmen und Ausgaben findet die Vereinigung mehrerer benachbarten Gemeinden zu einem Einnahme-Bezirk statt.

Wenn in diesem Falle die verschiedenen Gemeindebehörden in dem Vorschlage des Einnehmers nicht übereinkommen, so wird der König unter den vorgeschlagenen Individuen wählen.

100. Das Amt des Gemeinde-Einnehmers ist mit dem Amte eines Bürgermeisters, eines Beigeordneten, und eines Mitgliedes des Gemeinderathes unvereinbar.

Der Einnehmer muſs in dem Einnahme-Bezirke wohnen, und ist die Erhebung der Gemeinde-Einnahmen in den Gemeinden selbst vorzunehmen verbunden.

Demselben kann die Leistung einer verhältniſsmäſsigen Caution zur Verbindlichkeit gemacht werden.

101. Der Gemeinde-Einnehmer erhält für seine Dienste einen Functions-Bezug, der vier vom Hundert der wirklichen Gesammt-Einnahme nicht übersteigen darf, und von dem Gemeinde-Rathe regulirt wird.

In gröſseren Gemeinden kann dem Einnehmer ein ständiger Gehalt ausgesetzt werden.

102. Der Gemeinde-Einnehmer kann zu allen Zeiten aus Gründen der Verwaltung vom Könige wieder entlassen werden.

103. Der Gemeinde-Einnehmer hat keine anderen Erhebungen zu machen, als solche, zu welchen derselbe durch das genehmigte Gemeinde-Budget oder durch besondere auf gesetzmäſsige Beschlüsse des Gemeinderaths gegründete Einweisungen des Bürgermeisters ermächtigt worden ist.

In gleicher Weise hat selber nur solche Zahlungen zu leisten, welche von dem Bürgermeister nach den Bestimmungen des Art. 109 angewiesen worden sind.

Der Gemeinde-Einnehmer ist bei allen auf dem Grunde des Budget angewiesenen Zahlungen für die genaue Einhaltung der budgetmäfsigen Positionen besonders verantwortlich.

104. Die näheren Bestimmungen über die Amtsführung des Gemeinde-Einnehmers werden in einer besonderen Instruction ertheilt.

ZWEITER ABSCHNITT.

Von dem Gemeinde-Budget.

Art. 105. Jährlich ist für eine jede Gemeinde ein Gemeinde-Budget nach der dafür vorzuschreibenden Form auszufertigen. Es mufs hierin für das nächst kommende Rechnungsjahr

1) jede Gemeinde-Einnahme, sowohl die ständige bestimmte als die ständige unbestimmte und die unständige;
2) jede Gemeinde-Ausgabe nebst dem Reservefond für unvorhergesehene Fälle; und
3) jedes Deckungsmittel für die Ausgaben

enthalten seyn.

106. Das über die Prüfung des Voranschlages im Gemeinderathe zu führende Protocoll hat die Gründe für jeden Posten, und bei Verschiedenheit der Meinungen auch die von der Mehrheit der Stimmen abweichenden Ansichten anzugeben.

Nach erfolgter Beschlufsfassung sind der angenommene Voranschlag und das Berathungs-Protocoll zur Einsicht jedes Interessenten auf dem Gemeindehause acht Tage lang aufzulegen, und sodann an das vorgesetzte Bezirks-Commissariat wenigstens zwei Monate vor dem Anfange des neuen Verwaltungs-Jahres einzusenden.

Die geschehene Auflegung ist öffentlich bekannt zu machen.

107. Der eingesendete Voranschlag ist von dem Bezirks-Commissariate unverzüglich zu prüfen, und dem General-Kreis-Commissariate mit Gutachten vorzulegen, welches denselben, wenn darin nichts aufgefunden wird, was dem Gemeinde-Wohle, den Gemeinde-Verbindlichkeiten, oder den Rechten und dem Interesse des Staates widerstritte, ohne Aufschub zu genehmigen hat.

108. Bei Versagung der Genehmigung sind die Gründe genau anzugeben.

Dem Gemeinderathe stehet dagegen der Recurs an die vorgesetzte Administrativstelle offen.

109. Auf dem Grunde des genehmigten Budget und innerhalb der Bestimmungen desselben, hat der Bügermeister die Gemeinde-Verwaltung nach den allgemeinen Verwaltungs-Vorschriften zu führen, und die einzelnen Posten in Einnahme und Ausgabe auf die Gemeinde-Casse zu dekretiren.

Was insbesondere die directen Gemeinde-Umlagen betrifft, so sind sogleich nach Genehmigung des Budget die Listen der Vertheilung auf die einzelnen Beitragspflichtigen zu entwerfen, und acht Tage lang auf dem Gemeindehause zur öffentlichen Einsicht aufzulegen. Nach Ablauf der achttägigen Frist hat der Bürgermeister die Listen executorisch zu erklären, und dem Gemeinde-Einnehmer zum Vollzuge mitzutheilen.

Die gegen die Vertheilungslisten zu erhebenden Beschwerden werden im administrativen Wege verhandelt, hemmen aber die Vollziehbarkeit der Listen nicht.

Der Bürgermeister ist nur dann zur Anweisung einer in dem Budget nicht vorgesehenen Ausgabe befugt, wenn er hiezu von der vorgesetzten Behörde in dem Falle des Art. 17 Abs. 2 angewiesen, oder durch besondere, gesetzlich gültige Beschlüsse des Gemeinderathes ermächtigt worden ist.

Der Anweisung ist in diesem Falle jederzeit die Anordnung oder der Beschlufs, der ihr zur Grundlage dient, in Abschrift beizufügen.

DRITTER ABSCHNITT.

Von der Gemeinde-Rechnung.

Art. 110. Der Gemeinde-Einnehmer hat spätestens zwei Monate nach Ablauf des Jahres die Gemeinde-Rechnung nach vorgeschriebener Form zu stellen, und dem Bürgermeister zu übergeben.

In dieser Rechnung mufs alle und jede Geld- und Natural-Ausgabe und Einnahme der Gemeinde vorgetragen werden.

111. Die Gemeinde-Rechnung und die hierauf von dem Bürgermeister entworfene Verwaltungs-Rechnung sind nach vorausgegangener Bekanntmachung acht Tage lang zur Einsicht eines jeden Betheiligten auf dem Gemeindehause aufzulegen, sodann durch den Gemeinderath zu prüfen und zu bescheiden, und hierauf an das Bezirks-Commissariat einzusenden, welches sie dem General-Kreis-Commissariate mit seinen Erinnerungen zur Revision und zum Abschlusse vorlegen wird. Gegen die Beschlüsse dieser Behörde findet der Recurs an den Rechnungshof statt.

VIERTER ABSCHNITT.

Allgemeine Verwaltungsvorschriften.

Art. 112. Bei der Verwaltung des Gemeinde-Vermögens sind nachstehende allgemeine Vorschriften unabweichlich zu befolgen.

I. Alle Verkäufe und Verpachtungen von Bestandtheilen des Gemeinde-Vermögens, alle öffentlichen um Lohn zu verrichtenden Arbeiten, alles Bauwesen, und alle Lieferungen

sollen durch öffentliche Versteigerungen, mit Zugrundlegung eines von Sachverständigen gefertigten Voranschlags, erfolgen.

Die Vergebung von Arbeiten durch einen aus freier Hand abzuschliefsenden Accord ist jedoch dann gestattet, wenn:

a) die zu vergebenden Arbeiten eine besondere Kunstfertigkeit erfordern; auch hier aber mufs die Anfertigung eines Voranschlages jedesmal vorangehen;

b) wenn die Arbeiten so unbedeutend sind, dafs die Kosten der Versteigerung zu dem Betrage des Gegenstandes in offenbarem Mifsverhältnisse stehen;

c) wenn Gefahr im Verzuge liegt;

d) wenn der öffentlichen Versteigerung unübersteigliche Hindernisse nach den in dem gegebenen Falle angestellten Versuchen entgegenstehen;

II. Bei der freiwilligen Veräusserung von Theilen des Gemeinde-Vermögens ist die Erfüllung der im dem Art. 21 des gegenwärtigen Gesetzes bezeichneten nothwendigen Vorbedingungen jederzeit auf das Genaueste zu prüfen, und zu den Gemeinde-Acten nachzuweisen, der Erlös aber ohne Aufschub wieder nutzbringend anzulegen, wenn das Budget demselben nicht eine andere Bestimmung gegeben hat.

III. Die Gemeindebehörden sind ermächtiget, zur Abtragung vorhandener Schulden neue Kapitalien unter gleichen oder besseren Bedingungen aufzunehmen.

Andere Kapitals-Aufnahmen dürfen nur auf den Grund genehmigter Budgets oder Schuldentilgungsplane, oder, bei dem Mangel anderer Deckungsmittel, zur Bestreitung aufserordentlicher, unvermeidlicher und unaufschieblicher Ausgaben erfolgen.

Die zuständigen Behörden haben dabei auf der gleichzeitigen Ausmittelung angemessener Tilgungsfonds zu bestehen.

IV. Bei Neubauten der Gemeinden sind die Plane und Kostenvoranschläge von Bauverständigen einzuholen und der Ausführung zu Grunde zu legen.

V. Hinsichtlich der Theilung von Gemeinde-Gründen sind die Vorschriften der Cultur-Gesetze zu beobachten.

VI. Zur Berathung über Rechtsfragen haben sich die Gemeinde-Verwaltungen der recipirten Advocaten zu bedienen.

113. Jeder aus der Vernachlässigung der voranstehenden Verwaltungs-Vorschriften, so wie aus sonstigen schuldhaften Handlungen oder Unterlassungen der Gemeinde-Verwaltungs-Beamten den Gemeinden zugehende Schaden ist denselben von den Schuldigen zu ersetzen, vorbehaltlich der nach den Gesetzen begründeten Strafeinschreitungen.

DRITTES CAPITEL.

Von der Verwaltung des örtlichen Stiftung-Vermögens.

Art. 114. Die Verwaltung der örtlichen Wohlthätigkeits-Stiftungen wird unter die unmittelbare Leitung der nach besonderen Verordnungen zu bildenden Pflege-Ausschüsse gestellt, die der örtlichen Unterrichts-Stiftungen aber den zu errichtenden Local-Schul-Inspectionen übertragen.

Zur Verwaltung der örtlichen Cultus-Stiftungen werden Kirchenfabrikräthe gebildet, die aus dem Bürgermeister, dem betreffenden Pfarrer, und zwei bis vier von dem Gemeinderathe zu ernennenden Gemeindebürgern zu bestehen haben.

115. Wenn der Umfang des liegenden Vermögens einer Stiftung die Aufstellung eines eigenen Oekonomen nothwendig macht, so ist zu dieser nach Vorschrift des Art. 50, Ziff. 12 zu schreiten.

Der Oekonom izt der oberen Verwaltungsbehörde der Stiftung untergeben.

116. Die im Art. 114 bezeichneten Verwaltungsbehörden stehen zu dem Gemeinderathe in dem nämlichen Verhältnisse, welches dem Bürgermeister zu demselben in Ansehung des Gemeindevermögens angewiesen ist.

Alle für die Verwaltung des Gemeinde-Vermögens in gegenwärtigem Gesetze gegebenen Vorschriften sind auf jene des Stiftungs-Vermögens in gleichem Maſse anwendbar.

VIII. TITEL.

Von der Unterordnung der Gemeinden unter die Bezirks- und Kreis-Behörden.

Art. 117. Die Gemeinden und ihre Verwaltungs-Behörden sind zunächst den Bezirks-Commissariaten untergeordnet. Diesen steht die unmittelbare Aufsicht über die Amtsverwaltung des Bürgermeisters und der Gemeinderäthe mit dem Rechte zu, die in dieser Hinsicht zur Handhabung der Gesetze erforderlichen Verfügungen und Anordnungen zu treffen.

Denselben ist jedoch bei strenger Verantwortlichkeit jede Einmischung in die Ausübung der Gemeinderechte, so wie jede unbefugte Hemmung der gesetzlichen freien Bewegung der Gemeinde-Verwaltungsbehörden untersagt.

118. Jeder Beschluſs des Gemeinderathes ist gegen Empfangsschein dem Bezirks-Commissariate und durch dieses dem General-Kreis-Commissariate vorzulegen.

Derselbe wird nach Ablauf von vierzehn Tagen, von der Uebergabe an den Bezirks-Commissär an gerechnet, vollziehbar, sofern nicht bis dahin wegen Gesetzwidrigkeit oder

auf Beschwerde der Betheiligten eine den Vollzug hemmende Verfügung der vorgesetzten Bezirks- oder Kreisbehörde erfolgt ist.

119. Die Beschlüsse des Gemeinderathes bedürfen in folgenden Fällen der ausdrücklichen Genehmigung des General-Kreis-Commissariates:

1) bei der Festsetzung des Gemeinde-Budget;
2) bei der Bewilligung aufserordentlicher nicht in dem Budget vorhergesehener Ausgaben, insbesondere bei der freiwilligen Uebernahme solcher Leistungen, zu denen die Gemeinde weder vermöge ihres gesellschaftlichen Zweckes, noch aus besonderen Rechtsgründen verbunden ist;
3) bei der Veräufserung, Erwerbung oder Vertauschung unbeweglicher Güter oder nutzbarer Rechte;
4) bei der Eingehung von Pachtverträgen auf länger als neun Jahre;
5) bei Abänderungen der Verwaltungsweise von unbeweglichen Gütern oder nutzbaren Rechten, wodurch an die Stelle der eigenen Regie die Verpachtung oder umgekehrt gesetzt wird;
6) bei allen Verpachtungen von Gemeindeauflagen;
7) bei der Entwerfung der Schuldentilgungsplane;
8) bei der Aufnahme neuer Kapitalien, ausgenommen wenn dieselbe zur Abtragung vorhandener Schulden unter gleichen oder besseren Bedingungen, oder auf dem Grunde genehmigter Budgets oder Schuldentilgungsplane erfolgt;
9) bei Feststellung der für die wirthschaftliche Benützung der Gemeindehölzer zu entwerfenden Plane;
10) bei Festsetzung der General-Bauplane und Baulinien;
11) bei Angehung eines Rechtsstreites;
12) bei dem Abschlufs von Vergleichen;
13) bei Aufführung neuer, und bei Unternehmung von Haupt-Reparaturen vorhandener Gemeinde-Gebäude;
14) bei der Bewilligung von Darlehen an die Bürgermeister, die Beigeordneten und die Mitglieder des Gemeinderathes, dann an deren Verwandte in auf- und absteigender Linie, so wie an Seiten-Verwandte und Verschwägerte des ersten Grades;
15) bei der Annahme von Vermächtnissen oder Geschenken, wenn damit Lasten verbunden sind, dann bei der Ausschlagung von Vermächtnissen oder Geschenken überhaupt;
16) bei Regulirung der von den Gemeindegliedern ohne steuerbaren Besitz und Erwerbszweig zu den directen Umlagen zu leistenden Beiträge.

In allen vorbemerkten Fällen sind die Beschlüsse des Gemeinderaths erst nach erfolgter Genehmigung der Kreisbehörde vollziehbar.

120. Die Genehmigung des Königs ist erforderlich:

a) zur Einführung neuer directer oder indirecter Gemeinde-Auflagen;

b) zur Erneuerung der Bewilligung indirecter Gemeinde-Auflagen nach Ablauf der Zeit, auf welche die erste Bewilligung beschränkt war;

c) zur Einführung eines anderen Maſsstabes der Beitragspflichtigkeit zu directen Gemeinde-Umlagen, als jenes des Prinzipale der directen Steuern.

121. Die Bezirks-Commissariate sind zur schleunigen Vorlage und die General-Kreis-Commissariate zur unverzüglichen Bescheidung der ihrer Genehmigung bedürfenden Gemeindebeschlüsse verpflichtet, und haben für jeden aus schuldhafter Verzögerung hervorgehenden Schaden zu haften.

122. Dem Gemeinderathe stehet das Recht des Recurses an die vorgesetzte Administrativ-Stelle gegen jede seine Beschlüsse abändernde oder die erforderliche Genehmigung versagende Entschlieſsung zu.

IX. TITEL.

Schluſs-Bestimmung.

Art. 123. Das gegenwärtige Gesetz ist unverzüglich in Vollzug zu setzen, und zu der Wahl der darin angeordneten neuen Verwaltungsbehörden in jeder Nomarchie zu schreiten, sobald die Bildung der Gemeinden in derselben die Genehmigung des Königs erhalten haben wird.

Die bei der Einführung des Gesetzes und bei den ersten Gemeindewahlen zu beobachtenden transitorischen Normen werden durch eine besondere Verordnung festgesetzt.

124. Unser Staats-Secretär des Innern ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge gegenwärtigen Gesetzes beauftragt.

Nauplia, den 8 Januar 1834 (27 December 1833).

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, A. MAUROCORDATOS Prdt.,
N. THEOCHARIS, J. KOLETTIS,
C. D. SCHINAS, v. SCHMALTZ.

16. *Declaration über die Unabhängigkeit der Griechischen Kirche.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach dem einstimmigen Wunsche der hier versammelten Metropoliten, Erzbischöfe und Bischöfe Unseres Reiches, die Unabhängigkeit der griechischen Kirche aussprechen und eine permanente Synode anordnen zu wollen, sowie nach Vernehmung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen, und beschliefsen wie folgt:

Art. 1. Die orthodoxe, morgenländische, apostolische Kirche im Königreiche Griechenland, indem sie geistig kein anderes Haupt als den Stifter des christlichen Glaubens, Unseren Herrn und Heiland Jesum Christum, anerkennt, hinsichtlich der Leitung und Verwaltung der Kirche aber den König von Griechenland zu ihrem Oberhaupte hat, ist frei und unabhängig von jeder anderen Gewalt, unbeschadet der Einheit des Dogma, wie solches von allen orthodoxen morgenländischen Kirchen von jeher anerkannt worden ist.

Art. 2. Die höchste geistliche Gewalt ruht, unter der Oberhoheit des Königs, in den Händen einer permanenten heiligen Synode.

Der König bezeichnet durch eine organische Verordnung das Staatsministerium, welches diese Oberhoheitsrechte auszuüben hat, und welchem die Synode in dieser Beziehung untergeordnet ist.

Sie hat ihren Sitz an jenem der Staatsregierung, und führt ein eigenes Siegel, bestehend in dem aus dem Staatssiegel zu nehmenden griechischen Kreuze mit der Umschrift „*Heilige Synode des Königreichs Griechenland*“.

Art. 3. Die Synode besteht aus fünf Mitgliedern.

Diese sind ein Präsident und wenigstens zwei Räthe. Die beiden übrigen Mitglieder können ebenfalls Räthe seyn; die Staatsregierung behält sich jedoch vor, nach ihrem Ermessen statt derselben einen oder zwei Beisitzer zu bestimmen.

Ausserdem können 1 oder 2 Suppleant-Räthe oder Beisitzer ernannt werden, welche jedoch erst im Verhinderungsfalle eines activen Mitgliedes Zutritt haben.

Die Ernennung geschieht durch die Staatsregierung.

Art. 4. Der Präsident und die Räthe sollen Metropoliten, Erzbischöfe oder Bischöfe, die Beisitzer aber Presbyter oder Hieromonachen seyn.

Jedes Jahr ist zu einer neuen Ernennung zu schreiten. Die alten Mitglieder können jedoch wieder ernannt werden.

Jeder active Rath und Beisitzer erhält, ausser dem ihm von seinem Kirchenamte ohnedies schon zukommenden Gehalte, noch eine Zulage für die Dauer dieser Function.

Art. 5. Der Geschäftsgang ist collegialisch.

Bei Berathungen entscheidet die Majorität. Bei Gleichheit der Stimmen hat der Präsident eine entscheidende Stimme.

Alle Mitglieder haben den Beschluſs zu unterschreiben.

War eines oder mehrere anderer Ansicht, so können sie im Sitzungsprotocoll die Gründe ihrer abweichenden Meinung niederlegen.

Art. 6. Der Synode beigegeben ist ein von der Staatsregierung zu ernennender Staatsprocurator und Secretär.

Das übrige Canzleipersonal wird von der Synode bestellt, von der Staatsregierung aber bestätigt.

Art. 7. Der Secretär ist Vorstand der Synodal-Canzlei und führt das Sitzungsprotocoll.

Er ist berechtigt, an den Berathungen Antheil zu nehmen, ohne jedoch eine entscheidende Stimme zu haben.

Der Staatsprocurator hat allen Sitzungen der Synode beizuwohnen und bei derselben die Staatsregierung zu repräsentiren.

Jeder in seiner Abwesenheit gefaſste Beschluſs ist ungültig.

Auch hat derselbe das Recht, aus Auftrag einer königlichen Behörde oder auch von Amtswegen Anträge an die Synode zu stellen, worüber diese unverzüglich berathen und Beschluſs fassen muſs.

Art. 8. Von dem Präsidenten, den Räthen und Beisitzern ist folgender Eid zu leisten:

„Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam den Gesetzen „des Königreichs, gewissenhafte Verwaltung des mir an„vertrauten Amtes, treue Bewahrung der Rechte und Frei„heiten der orthodoxen morgenländischen apostolischen Kirche „im Königreiche Griechenland, Aufrechthaltung ihrer Un„abhängigkeit von jeder auswärtigen Gewalt, gewissenhafte „Beförderung des Wohles derselben, mit sorgfältiger Ent„fernung aller Nebenrücksichten, und pünktliche Erfüllung „aller und jeder mit meinem Amte übernommenen Pflichten."

Von dem Staatsprocurator, Secretär und dem übrigen Canzlei-Personal ist der gewöhnliche Beamteneid zu leisten.

Der Präsident, die Räthe und Beisitzer, der Staatsprocurator und Secretär leisten den Eid in die Hände des Königs, das übrige Canzleipersonal aber in einer Sitzung der Synode.

Art. 9. In allen inneren Angelegenheiten der Kirche handelt die Synode unabhängig von der weltlichen Gewalt.

Wegen der hoheitlichen Oberaufsicht der Staatsgewalt über alle innerhalb des Staates vorfallende Handlungen, Ereignisse

und Verhältnisse ist dieselbe jedoch berechtigt, von dem Verhandelten Einsicht zu nehmen, und vor Einholung der Genehmigung der Staatsregierung (des Placet) darf kein Synodalbeschluſs bekannt gemacht oder vollzogen werden.

Im Eingange der Ausschreibung solcher Beschlüsse ist jederzeit der erhaltenen Genehmigung Erwähnung zu thun.

Art. 10. Zu den inneren Angelegenheiten der Kirche gehören, unter den in Art. 11, 12 und 17 anzugebenden näheren Bestimmungen:

1) die Glaubenslehre,
2) die Form und Feier des Gottesdienstes,
3) die geistliche Amtsführung,
4) der religiöse Unterricht,
5) die Kirchendisciplin,
6) die Prüfung und Ordination der Kirchendiener,
7) die Einweihung der zum Gottesdienste gehörenden Geräthschaften und Gebäude, und
8) die Ausübung der Gerichtsbarkeit in rein geistlichen Sachen, nämlich in Sachen des Gewissens oder der Erfüllung der Religions- und Kirchen-Pflichten, nach ihren Dogmen, dogmatischen Büchern und ihrer darauf gegründeten Verfassung.

Art. 11. Die Synode wacht für die Reinerhaltung der von der morgenländischen Kirche angenommenen Dogmen, und namentlich über den Inhalt der zum Gebrauche der Jugend oder der Geistlichkeit bestimmten und von religiösen Gegenständen handelnden Bücher, und ersucht, sobald sie mit Gewiſsheit erfährt, daſs irgend Jemand die Kirche des Reiches, sey es durch neue Lehre, durch Proselytenmacherei oder auf sonstige Weise zu stören beginnt, die weltliche Gewalt, dem Uebel, den weltlichen Gesetzen gemäſs, zu steuern.

Art. 12. Die Synode wacht ferner für die genaue Befolgung der geistlichen Verordnungen und Gebräuche, für die gute Ordnung der Kirche und der kirchlichen Ceremonien, sowie für den Cultus überhaupt; sie hat alles dasjenige, was zur Beobachtung des Anstandes der Geistlichkeit sowie zu ihrer Verbesserung dienen kann, zu verordnen, und dafür Sorge zu tragen, daſs die Geistlichen sich nicht, gegen das Verbot der geistlichen und weltlichen Gesetze, in weltliche Dinge mischen oder auch nur irgend Antheil daran nehmen.

Art. 13. Alle Angelegenheiten der Kirche, welche zwar die Kirche, nicht aber das Dogma selbst betreffen, welche vielmehr, ohne jedoch zu den rein weltlichen Dingen zu gehören, irgend eine Beziehung auf den Staat und auf das weltliche Wohl der Einwohner haben, sind ebenfalls von der Zuständigkeit der Synode; allein ohne Mitwirkung und Genehmigung

der Staatsregierung darf keine einseitige Anordnung von derselben getroffen werden.

Die Staatsgewalt ist sogar berechtigt, nicht allein von allen solchen Anordnungen Einsicht zu nehmen, sondern auch durch eigene Verordnungen dabei alles dasjenige zu hindern, was dem öffentlichen Wohle nachtheilig seyn könnte.

Art. 14. Solche Gegenstände gemischter Natur (Art. 13) sind unter anderen insbesondere:

1. Anordnungen über den äusseren Gottesdienst, dessen Zeit, Ort, Anzahl, etc.;
2. die Errichtung und Abschaffung oder Beschränkung klösterlicher Einrichtungen;
3. die Anordnung, Beschränkung oder Abschaffung der nicht zu den wesentlichen Theilen des Cultus gehörigen Feierlichkeiten, Ceremonien, Processionen, Feiertage und dergleichen mehr;
4. die Besetzung der Kirchenämter und die Ertheilung der Erlaubnifs zu Priester- und Diaconen-Weihen;
5. die Eintheilung der Sprengel der verschiedenen kirchlichen Behörden;
6. Anordnungen über geistliche Bildungs-, Verpflegungs- und Strafanstalten;
7. Gegenstände der Gesundheits-Polizei, insofern sie zu gleicher Zeit auf kirchliche Anstalten Bezug haben;
8. ausserordentliche kirchliche Feierlichkeiten, zumal wenn dieselben an Werktagen oder ausserhalb der Kirche statt haben sollen;
9. Ehegesetze, insofern sie den bürgerlichen Vertrag nicht betreffen.

Art. 15. Von der Synode beschlossene und von der Staatsregierung bestätigte Verordnungen über Gegenstände gemischter Natur haben Gesetzeskraft, und sind im Regierungsblatt von der Staatsregierung als solche zu publiciren.

Art. 16. Alle Bischöfe des Königreichs stehen unter der Oberaufsicht der Synode, erhalten von ihr Befehle, und berichten ihr alles, was auf die Wirksamkeit der Synode Bezug hat.

Die Zahl und Ausdehnung der Bisthümer ist nach Vernehmung der Synode von der Staatsregierung zu bestimmen.

Die Bisthümer sollen auf gehörige Weise dotirt und die Erzbischöfe und Bischöfe auf Vorschlag der Synode von der Staatsregierung ernannt, und nach Vernehmung der Synode, jedoch nur in den canonischen Fällen, versetzt, quiescirt oder zur Strafe ganz entsetzt werden.

Wegen Eintheilung und Dotation der Pfarreien, sowie wegen Ernennung zu denselben und zu anderen geistlichen

Aemtern wird durch besondere Verordnungen Vorsorge getroffen werden.

Art. 17. In rein geistlichen Dingen übt die Synode die höchste Gerichtsbarkeit über die gesammte Geistlichkeit, und nach den Bestimmungen der Art. 10 Num. 8 auch über die Laien aus. Ihre Entscheidungen können jedoch erst nach erlangter Bestätigung der Staatsregierung und den bestehenden Gesetzen gemäfs in Vollzug gesetzt werden.

In weltlichen Dingen stehen die Geistlichen unter den weltlichen Gesetzen und unter den weltlichen Civil- und Strafgerichten.

Art. 18. Als weltliche, nach weltlichen Gesetzen zu beurtheilende und ausschliefslich von der weltlichen Gewalt anzuordnende und zu richtende Gegenstände sind zu betrachten:

1. Verträge, testamentarische Dispositionen und andere bürgerliche Handlungen der Geistlichen;
2. Bestimmungen über bewegliche und unbewegliche Güter, Renten, Nutzungen und sonstige Rechte der Kirchen, Klöster und geistlichen Personen;
3. Verordnungen und Erkenntnisse über alle bürgerlichen und als gemeine Polizeiübertretungen, Vergehen oder Verbrechen zu betrachtende Handlungen der Geistlichen;
4. Ehegesetze, insofern sie den bürgerlichen Vertrag und dessen Wirkungen betreffen;
5. Anordnungen über die Einrichtung der Geburts-, Sterbe- und Trauungsbücher als Register des Civilstandes, ferner über die Einrichtung und Beweiskraft der Kirchenbücher und anderer pfarramtlichen Documente; endlich
6. allgemeine Normen über die Verbindlichkeit zur Erbauung und Erhaltung der Kirchen- und geistlichen Gebäude.

Art. 19. Mit auswärtigen weltlichen oder geistlichen Behörden darf weder die Synode noch eine andere geistliche Behörde oder ein einzelner Geistlicher in Correspondenz oder in irgend ein anderes unmittelbares Verhältnifs treten.

Jede solche Correspondenz geht durch das zuständige Staatsministerium.

Art. 20. So lange die geistliche Gewalt die Grenzen ihres Wirkungskreises nicht überschreitet, hat dieselbe ein Recht auf den Schutz der weltlichen Gewalt, und alle königlichen Behörden sind verbunden, bei nachgewiesenen Verletzungen ihrer Rechte, auf deren Anrufen sie zu schützen und zu unterstützen.

Art. 21. Jeder Grieche, welcher sich gegen die bestehenden Verordnungen durch die geistliche Gewalt beschwert glaubt, ist befugt, den landesfürstlichen Schutz anzurufen.

Eine solche Beschwerde gegen den Mißbrauch der geistlichen Gewalt kann direct bei der Staatsregierung, oder auch bei jeder Verwaltungsstelle angebracht werden; sie ist von den zuständigen Staatsministerium untersuchen zu lassen, und nur nach Vernehmung der Synode zu verbescheiden, eilige Fälle ausgenommen, in welchen auch schon vor der Vernehmung der Synode die angefochtene Verfügung von dem genannten Staatsministerium sistirt werden kann.

Art. 22. Die Staatsregierung kann bei feierlichen Anlässen durch Weisungen an die Synode öffentliche Gebete und Dankfeste anordnen.

Auch ist dieselbe berechtigt, unter königlichem Schutze allgemeine Kirchenversammlungen zu berufen, die desfalls nothwendigen Anordnungen zu treffen, namentlich auch deren Präsidenten und Secretäre zu ernennen, ohne sich jedoch in das Dogma selbst einzumischen.

Art. 23. Der Präsident, Staatsprocurator und die Räthe der Synode, auch die Suppleanträthe nicht ausgenommen, haben den Rang der Staatsräthe, die Beisitzer und der Secretär aber den der Ministerialräthe.

Der Präsident und Staatsprocurator haben, der collegialen Ordnung gemäfs, den Vortritt vor den Räthen.

Art. 24. Bei kirchlichen Ceremonien werden die Bischöfe zuerst für den König, und dann auch für die Synode beten mit den Worten:

„Herr, gedenke zuerst unserer heiligen Synode, die du etc.

Das Staats-Secretariat des Kirchen- und Schulwesens ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge beauftragt.

Nauplia, den 4. August (23. Juli) 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, S. TRICOUPIS, Prdt., A. MAUROCORDATOS, G. PSYLLAS, G. PRAIDES, J. KOLETTI, v. SCHMALZ.

---

17. *Protocolle über die Verhandlungen der in Nauplia versammelten griechischen Prälaten.*

BEKANNTMACHUNG.

Das Staats-Secretariat des Kirchen- und Schulwesens thut kund

Dafs durch das allerhöchste Decret vom 13. Juli eine aus dem Staats-Secretär des Kirchen- und Schulwesens und den beiden Ministerialräthen desselben Ministeriums bestehende Commission ernannt wurde, um die Verhandlungen mit den

unterm 1. (13) Juli einberufenen und respective eingeladenen Herren Metropoliten, Erzbischöfen und Bischöfen des Reichs zu leiten.

Zu diesem Ende sind bis jetzt 4 Sitzungen gehalten worden, denen allmählig 36 Prälaten, nämlich alle die bis heute hier eingetroffen sind, beigewohnt, und sämmtlich für die Unabhängigkeit der griechischen Kirche des Königreiches und die Einsetzung einer permanenten Synode gestimmt haben. Das Protocoll dieser Sitzungen, auch von der genannten Commission unterzeichnet, wird hier nach der Tageordnung eingerückt, so dafs aber bei den Unterschriften die Reihe befolgt wird, nach welcher die Herren Prälaten, ohne alles Präjudiz für Rangverhältnisse, unterschrieben haben.

Protocoll über die Ansicht der Herren Metropoliten, Erzbischöfe und Bischöfe der griechischen Kirche des Königreichs Griechenland, über die politische Unabhängigkeit der griechischen Kirche und die Einsetzung einer permanenten Synode.

Heute, den 15. (27) Juli um 10 Uhr vor Mittag, erschienen vor der durch allerhöchstes Rescript vom 13. d. M. zur Leitung der Verhandlungen mit den einberufenen und respective eingeladenen ehrwürdigen Herren Metropoliten, Erzbischöfen und Bischöfen der griechischen Kirche des Königreichs niedergesetzten Commission, bestehend aus dem Staatssecretär des Kirchen- und Schulwesens, Herrn Sp. Tricoupi, und den beiden Ministerialräthen des genannten Ministeriums, Constantin Demetrius Schinas und Scarlatos D. Byzantios, die unterzeichneten Metropoliten, Erzbischöfe und Bischöfe.

Den erschienenen wurde der Zweck ihrer Einberufung und Einladung zuerst durch den Vorstand der Commission, und dann auch noch durch die beiden Ministerialräthe eröffnet, und denselben weitläufig auseinandergesetzt, dafs „die Staatsregierung beabsichtige, den Zustand der griechischen Kirche auf jede Weise zu verbessern und für alle Zeiten zu sichern; dafs die Staatsregierung namentlich darnach strebe, der griechischen Kirche wieder jene durchaus nothwendige würdige äussere Stellung zu geben, welche sie in den Zeiten vor der Eroberung des Landes gehabt habe, und im Interesse der griechischen Religion selbst wieder einnehmen müsse, und dafs die Hauptmittel zur Erreichung jenes grofsen Zieles, gewissermafsen die Grundlage von allem Uebrigen, folgende beide sind: 1) die feierliche und unabänderliche Erklärung der factisch schon bestehenden Unabhängigkeit der griechischen Kirche von jeder fremden Gewalt, hinsichtlich ihrer äusseren Stellung (unbeschadet der Einheit des Dogma, wie solches von allen Kirchen des morgenländischen Ritus von jeher anerkannt worden ist); 2) die Niedersetzung einer vom König zu ernennenden per-

manenten heiligen Synode als höchsten geistlichen Gewalt, nach dem Beispiele der russischen Kirche."

„Wiewohl nun schon die unterm 15. (27.) März zur Untersuchung des Zustandes der griechischen Kirche niedergesetzte Commission, sowie das Gesammtministerium, sich einstimmig dafür ausgesprochen haben, so gedenke dennoch die Staatsregierung keinen definitiven Schritt zu thun, ehe sie vorher auch noch die individuelle Ansicht der ehrwürdigen Prälaten, als der Vorsteher der Geistlichkeit der griechischen Kirche, über jene beiden Fragen eingeholt und wahrgenommen habe, und dies sey eben der Zweck ihrer Einberufung und Einladung gewesen."

Nachdem die unterzeichneten Metropoliten, Erzbischöfe und Bischöfe alles dieses vernommen haben, überlegten sie lange die Sache.

Darauf bemerkte der Staatssecretär des Kirchen- und Schulwesens den versammelten Herren, dafs sie sich mit Ruhe und allein über diese Gegenstände berathen könnten, weil es erforderlich wäre, dafs ihre Meinung aus reinem Gewissen und freier Ueberzeugung hervorgehe, und zu diesem Ende entfernten sich auch wirklich die Mitglieder der Commission aus dem Zimmer der Berathung.

Auf Einladung der Versammlung kehrte nach geraumer Zeit die Commission zurück, und gab über die der Berathung unterworfenen Gegenstände neue Erläuterungen, die von der Versammlung selbst veranlafst wurden, welche noch einmal verlangte, die vorgelegten Fragen allein überlegen zu dürfen.

Daher entfernte sich wieder die Commission, kehrte erst nach langer Zeit zurück, und erhielt zur Antwort von Seiten der Versammlung, dafs die vorgelegten Fragen mit ihrer innern Ueberzeugung vollkommen übereinstimmten, dafs folglich die Versammlung sehnlich wünschte, dafs es von der Staatsregierung feierlich ausgesprochen werden möge:

1) dafs die orthodoxe, morgenländische, apostolische Kirche des Königreichs Griechenland, indem sie geistig kein anderes Haupt anerkennt, als den Stifter des christlichen Glaubens, unsern Herrn und Heiland Jesum Christum, frei und unabhängig von jeder anderen Gewalt ist, unbeschadet der Einheit des Dogma, wie solches von allen orthodoxen, morgenländischen Kirchen von jeher anerkannt worden ist; was aber die Leitung und Verwaltung der Kirche betrifft, welche nur dem königlichen Throne angehören, so erkennt sie, weil es den Kirchengesetzen durchaus nicht zuwiderläuft, S. M. den König von Griechenland als ihr Oberhaupt an.

2) Dafs eine blos aus Prälaten bestehende, und vom Könige zu ernennende permanente Synode eingesetzt werden möge,

welche, den Kirchengesetzen gemäfs, die kirchlichen Angelegenheiten leiten soll.

Dieses Protocoll wurde vom Ministerialrath C. D. Schinas vorgelesen und von sämmtlichen Anwesenden genehmigt und unterschrieben. Die Sitzung endigte sich um 4 Uhr nach Mittag.

Nauplia, den 15 Juli 1833.

Kyrillos, Metr. v. Corinth.
Paisios, M. v. Theben.
Dionysios, M. v. Rheon und Prastos.
Jakob, M. v. Euböa.
Gerasimus, M. v. Aegina und Hydra.
Kyrillos, gew. Metr. von Larissa, g. Stellv. v. Elis.
Nicodemos, M. v. Kea und Thermia.
Jonas, B. v. Damala, g. St. v. Nauplia.
Neophytos, Bischof von Talanti u. geistl. Stellv. v. Athen.
Agathangelos, gewesener M. v. Ankyra.
Makarios, gew. M. v. Silivria.
Dionysios, M. v. Tripolis.
Kyrillos, B. v. Karyoupolis.
Ignatz, B. v. Adramerion.
Paisios, B. v. Eläa u. g. St. der messenischen Festungen.
Meletios, B. v. Metra und g. Stellv. v. Argos.
Anthimos, B. v. Heliopolis.
Joannikios, B. v. Rethymna.
Gregorios, B. v. Eudokias.
Prokopios, gew. Bischof v. Paramythia.
Gregorios, gew. B. v. Mendenitza, g. Stellv. v. Salona.
Für den Bischof von Moschonisi (*Bartholomäus*), der Metrop. von Larissa.

Die Commission
S. TRICOUPI.
C. D. SCHINAS.
SCARL. D. BYZANTIOS.

Fortsetzung des obigen Protocolls; den 16. Juli, um 2 Uhr nach Mittag.

Den heute erschienenen ehrwürdigen Herren Metropoliten, Erzbischöfen und Bischöfen wurde der Zweck ihrer Einberufung und respective Einladung weitläufig auseinandergesetzt, und dann auch das Protocoll der gestrigen Sitzung vorgelesen, worauf sie sämmtlich und zwar einstimmig erklärten, dafs dessen Inhalt auch ihrer Ueberzeugung, ihren schon längst gehegten Ansichten und Wünschen vollkommen entspräche,

wefswegen auch sie demselben beitraten, und solches in jeder Beziehung bestätigten und unterschrieben.

Nauplia, den 16. Juli 1833.

Der Metropolit von Naupaktos, *Porphyrios.*
Anthimos, M. v. Athen und Livadien.
Gabriel, M. v. Tenos.
Joseph, B. v. Androussa.
Neophytos, B. v. Karystos.
Daniel, B. v. Chariopolis, g. St. von Lacedämon.
Daniel, gew. M. v. Chios.
Sophronios, B. v. Myrrhina, g. St. v. Syra.

Die Commission
SP. TRICOUPI.
C. D. SCHINAS.
SCARLATOS D. BYSANTIOS.

Fortsetzung des obigen Protocolls, den 21. Juli 1833, um 4 Uhr nach Mittag.

Heute, den 21. Juli, in Gegenwart der zwei unterzeichneten Prälaten und der Commission, wurde zuerst eine Bittschrift des Metropoliten von Andros und Syra, Herrn Dionysios, an das Ministerium des Kirchen- und Schulwesens vorgelesen, wodurch sich dieser Prälat die Nachsicht der Staatsregierung ausbittet, weil er, wegen seiner zerrütteten Gesundheit, nicht hat nach Nauplia kommen können, und zugleich versichert, dafs er in Allem, was seine Herren Collegen, den apostolischen und Synodalgesetzen gemäfs, für gut halten und S. M. zum Ruhm der heiligen morgenländischen Kirche bestätigen werden, vollkommen einverstanden sey.

Darauf wurde den erschienenen HH. Prälaten der Zweck ihrer Einberufung mitgetheilt, weitläufig auseinandergesetzt, und das Protocoll der vorigen Sitzungen vorgelesen; und da sie den Inhalt desselben mit ihrer inneren Ueberzeugung und mit ihren längst gehegten Ansichten und Wünschen vollkommen übereinstimmend gefunden haben, so willigten sie darin ein und bestätigten ihn in jeder Hinsicht, indem sie auch ihre Unterchriften hinzufügten.

Nauplia, den 21. Juli 1833.

Gabriel, Metropolit v. Zarnata.
Theodoret, B. v. Bresthena.

Die Commission
SP. TRICOUPI.
C. D. SCHINAS.
SCARLATOS D. BYZANTIOS.

Fortsetzung des obigen Protocolls; d. 26. Juli, um 2 Uhr nach Mittag.

Den heute erschienenen ehrwürdigen Herren Metropoliten, Erzbischöfen und Bischöfen wurde der Zweck ihrer Einberufung und respective Einladung weitläufig auseinandergesetzt, und dann auch das Protocoll der gestrigen Sitzung vorgelesen, worauf sie sämmtlich, und zwar einstimmig, erklärten, dafs dessen Inhalt auch ihrer Ueberzeugung, ihren schon längst gehegten Ansichten und Wünschen vollkommen entspräche, wefswegen auch sie demselben beitraten und solches in jeder Beziehung bestätigten und unterschrieben.

Nauplia, den 26. Juli 1835.

Kallinikos, Metropolit von Sifnos.
Joasaph, gew. Metr. v. Bizya.
Anthimos, gew. Metr. v. Belgrad.

Die Commission
SP. TRICOUPI.
C. D. SCHINAS.
SCARLATOS D. BYZANTIOS.

---

18. *Verordnung, den Geschäftsgang der Synode betreffend.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben, auf den Antrag der heiligen Synode und nach Vernehmung des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens, beschlossen und verordnen wie folgt:

Art. 1. Im Falle der Declaration Art. 9—12 ist das Placet der Staatsregierung nur dann einzuholen, wenn neue Gesetze oder neue Verordnungen erlassen, oder sonstige allgemeine, nicht auf bestehende Gesetze oder Verordnungen gegründete Vorschriften über innere Angelegenheiten der Kirche ertheilt werden sollen.

Art. 2. In jedem andern Falle des Art. 9—12 der Declaration vertritt das *vidit* des Staatsprocurators die Stelle des Placet, und die Einholung des Placet der Staatsregierung ist nur dann nothwendig, wenn der Staatsprocurator sein *vidit* verweigern zu müssen glauben sollte.

Art. 3. Das *vidit* des Staatsprocurators ist auf das Concept des Beschlusses zu setzen, und in der Ausschreibung Erwähnung davon zu thun.

Es soll gehörig datirt und unterschrieben seyn.

Der Staatsprocurator ist für die Einhaltung dieser Vorschriften, und im Falle der Ertheilung des *vidit* insbesondere persönlich verantwortlich.

Art. 4. Im Falle der Declaration Art. 14 N. 1, 8 und N. 4, wenn von Ertheilung der Erlaubnifs zu Priester- und Diaconen-Weihen die Rede ist, reicht die Genehmigung des Staatsprocurators hin.

Im Falle des Art. 14. N. 3, 6 und 7 ist die Genehmigung des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens, in jedem andern Falle aber, sowie im Falle der verweigerten Genehmigung des Staatsprocurators oder des Ministeriums, die Zustimmung des Königs einzuholen.

Die Genehmigung ist auf die Reinschrift des Synodalbeschlusses zu setzen.

Sie soll gehörig datirt und unterschrieben seyn.

Art. 5. In Beziehung auf die Execution der richterlichen Erkenntnisse der Synode nach Art. 17 der Declaration wird die Bestätigung ertheilt

1) durch den Staatsprocurator, wenn von geringen Disciplinarvergehen, namentlich von blosen Verweisen, Geldstrafen von weniger als 50 Drachmen, oder von Arrest von weniger als 3 Tagen die Rede ist;

2) durch das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens bei höheren Disciplinarstrafen, namentlich bei Geldstrafen von 50 bis 500 Drachmen, bei Arrest von 3 Tagen bis 6 Wochen, bei Amtssuspensionen bis 6 Wochen, bei nicht öffentlichen Kirchenbufsen; endlich

3) durch den König selbst bei allen noch höheren Strafen, namentlich bei Suspensionen über 6 Wochen, bei Degradationen, bei Amtsentsetzungen, bei öffentlichen Kirchenbufsen und anderen öffentlichen Ehrenstrafen, bei dem Ausschlufs aus der Kirchengemeinde, bei Geldstrafen über 500 Drachmen und bei Arrest über 6 Wochen.

Art. 6. Die Bestätigung ist in der nach Art. 4 in fine bestimmten Form zu ertheilen.

Die Execution selbst geschieht bei allen blos kirchlichen Strafen und bei Verweisen durch die geistlichen Behörden, bei allen übrigen aber durch den zuständigen Nomarchen.

Die Geldstrafen sind in die für das Kirchen- und Schulwesen zu bildende Casse einzuwerfen.

Art. 7. Verfügungen und Requisitionen der Synode an weltliche Behörden sind nicht direct an diese Behörden, sondern durch das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu erlassen.

Hinsichtlich der Correspondenz und des Geschäftsganges der Bischöfe und übrigen geistlichen Behörden behalten Wir Uns vor, die näheren Bestimmungen zu ertheilen.

Das Ministerium des Kirchen- und Schulwesens ist mit dem Vollzuge und der Bekanntmachung beauftragt.

Nauplia den 27 (15) Augüst 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

19. *Verordnung, die Einsetzung von Protosynkellen und Archidiaconen nebst deren Wirkungskreis betr.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben auf den Vorschlag der heiligen Synode und nach Vernehmung Unseres Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens beschlossen und verordnen wie folgt:

I. Es soll in jeder der nach Verordnung vom 20. Nov. (2. Dec.) 1833. Art. 1. gebildeten zehn Diöcesen des Reiches ein Protosynkellos und ein Archidiakonos eingesetzt, dieselben auf den Vorschlag der heiligen Synode unter den fähigsten und ausgezeichnetsten Geistlichen ausgewählt und vom König ernannt werden.

II. Der Amtssitz des Protosynkellos sowohl wie der des Archidiakonos ist der Hauptort des Kreisbisthums.

Auf den Antrag des zuständigen Bischofs ist jedoch die Synode berechtigt, den Amtssitz entweder des Protosynkellos oder des Archidiakonos an den Hauptort der in der Verordnung vom 20. Nov. (2. Dec.) 1833. Art. 2 erwähnten provisorischen Bisthümer zu verlegen.

Eine solche Verlegung des Amtssitzes ist der Genehmigung des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens unterworfen.

III. Der Protosynkellos hat als bischöflicher Rath Theil an den Berathschlagungen über die geistlichen Angelegenheiten zu nehmen. Ihm gebührt jedoch keine entscheidende, sondern eine blos berathende Stimme. Derselbe hat ferner in Abwesenheit des Bischofs dessen Stelle zu vertreten und in seinem Namen und nach seinen Befehlen zu handeln.

Der Archidiakonos soll als erster Secretär des Bisthumes die obere Leitung des Bureau's, die Bücher und das Siegel führen, alle öffentlichen Acten des Bisthums contrasigniren und die Archive desselben unter eigner Verantwortlichkeit bewahren.

In Abwesenheit des Archidiakonos hat der Protosynkellos die Functionen des Archidiakonos zu übernehmen.

IV. Die Führung der geistlichen Bücher in den provisorischen Bisthümern des Kreises ist von dem zuständigen Bischofe dem Fähigsten unter den Geistlichen des Bisthums anzuvertrauen. Die Aufsicht über denselben steht dem Protosynkellos zu. Dieser hat diese Bücher am Ende eines jeden Jahres in Empfang zu nehmen, in das allgemeine Archiv des Kreis-Bisthumes niederzulegen und eine umständliche Inhaltsanzeige davon der heiligen Synode zu übersenden.

V. Bei grofsen Festen und besondern Feierlichkeiten sol-

len beide, wenn sie an dem Sitze des Bisthums anwesend sind, an den gottesdienstlichen Verrichtungen Theil nehmen und den Vortritt vor den übrigen Geistlichen haben. Bei den gewöhnlichen Messen sind sie nicht dazu verpflichtet.

VI. Der Gehalt eines Protosynkellos ist auf 160 Drachmen, jener eines Archidiakonos auf 120 Drachmen monatlich festgesetzt, und wird auf die geistliche Casse angewiesen.

VII. In der nach Art. 4 des Erlasses vom 21. Nov. (3. Dec.) zu erlassenden Verordnung über den Wirkungskreis der Bischöfe sollen die Obliegenheiten des Protosynkellos und Archidiakonos genauer und definitiv bekannt werden.

VIII. Unser Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens ist mit dem Vollzuge und der Bekanntmachung gegenwärtigen Verordnung beauftragt.

Nauplia den 20 (8) Jänner 1834.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT.

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Der Staats-Secretär des Kirchen- und Schulwesens

K. D. SCHINAS.

---

20. *Verordnung, die Organisation der Nonnenklöster betr.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben auf den Vorschlag der heiligen Synode und nach Vernehmung Unseres Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens beschlossen und verordnen wie folgt:

Art. 1. Es sollen künftig nur noch drei Nonnenklöster bestehen, eines auf den Inseln, ein anderes im Peloponnes und das dritte im Festgriechenland.

Alle übrigen bisher bestandenen Frauenklöster sind aufgehoben.

Für den Fall, daſs diese drei Klöster zur Aufnahme der vorhandenen Nonnen nicht hinreichen sollten, behalten Wir Uns vor, noch ein viertes Kloster, jedoch nur provisorisch, beizubehalten.

2. Die Nonnen der beizubehaltenden Klöster wird die heilige Synode bezeichnen und die Staatsregierung durch eine besondere Verordnung bekannt machen.

3. Jedes Frauenkloster soll aus wenigstens dreiſsig Nonnen bestehen.

Findet sich in einem der nach Art. 1 und 2 beibehaltenen Klöster diese Anzahl nicht vor, so ist das Kloster aufzuheben, und die Nonnen haben in ein anderes der beibehaltenen Klöster einzutreten.

4. Die Nonnen, welche das vierzigste Lebensjahr noch nicht zurückgelegt haben, sind von dem Diöcesan-Bischofe aufzufordern, das Klosterleben zu verlassen und wieder in die Welt zurückzukehren. Denselben ist aus Auftrag und im Namen der heiligen Synode von dem Bischofe zu eröffnen, dafs sie dieses ohne Gewissensvorwurf thun können.

Sollte jedoch die eine oder die andere einen besondern Beruf zum Klosterleben fühlen, so ist es ihr mit Genehmigung des Bischofs gestattet, in eines der in Art. 1 und 2 bestimmten Klöster einzutreten, insofern dieselbe von unbescholtenen und tadelfreien Sitten ist.

5. Nonnen, welche das vierzigste Lebensjahr bereits zurückgelegt haben, ist es freizustellen, ob sie das Klosterleben ganz verlassen oder in eines der nach Art. 1 und 2 zu bezeichnenden Klöster eintreten wollen.

Ihre desfallsige Erklärung haben sie alsbald bei dem Diöcesanbischof abzugeben. Zum Uebertritt in eines der bestimmten Klöster ist ihnen eine Frist von sechs Monaten gestattet.

6. Die Requisite zur Aufnahme, die Lebensweise der Nonnen, die Disciplin und Ordnung im Kloster überhaupt soll von der heiligen Synode den alten klösterlichen Vorschriften gemäfs bestimmt und angeordnet werden.

Insbesondere sind die Nonnen verpflichtet:

1) sich mit weiblichen Arbeiten zu beschäftigen;

2) die von der Staatsregierung dem Kloster zugewiesenen Armen, Kranken, Blöd- und Wahnsinnigen aufzunehmen und zu verpflegen;

3) den ihnen von der Staatsregierung zugewiesenen armen und verwaisten Mädchen unentgeltlich Unterricht zu ertheilen.

7. Diese Klöster stehen unter einer doppelten Aufsicht:

1) unter der Aufsicht des Diöcesanbischofs und der Oberaufsicht der Synode hinsichtlich der rein geistlichen Angelegenheiten;

2) unter der Aufsicht des Nomarchen und der Oberaufsicht des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens in Beziehung auf die weltlichen Angelegenheiten des Klosters.

8. Das gesammte bewegliche und unbewegliche Vermögen der Frauenklöster wird, den bestehenden Gesetzen gemäfs, für Rechnung der für das Kirchen- und Schulwesen gebildeten Casse eingezogen, mit Ausnahme von vier bis sechs an das Kloster anstofsenden Stremmen, welche zur Anlegung eines Gartens den Nonnen zu überlassen sind.

9. Die Nonnen, welche das Klosterleben verlassen und an dem Klostervermögen Rechte zu haben glauben, können dieselben vor den Civilgerichten geltend machen.

10. An der Spitze eines jeden Frauenklosters steht ein Kloster-Oekonomos.

Derselbe soll durch Einsicht und Tugend ausgezeichnet, durch sein heiliges und unsträfliches Leben bekannt, und über sechzig Jahre alt seyn.

Er wird von der heiligen Synode ernannt, kann aber erst nach erlangter Königlicher Bestätigung und nach geleisteten Eide sein Amt antreten.

11. Den Eid der Treue hat der Oekonomos in die Hände des Nomarchen, ausserdem aber noch in die Hände des Diöcesanbischofs folgenden Eid zu leisten:

„Ich schwöre genaue Erfüllung meiner Amtspflichten nach „den heiligen Gesetzen und den Königlichen Verordnungen, „sowie Gehorsam gegen meine von dem Könige eingesetzten geistlichen Obern."

Ueber beide Eidesleistungen sind Protocolle abzufassen, und das Protocoll über den Eid der Treue ist im Archive des Nomarchen, das Protocoll über den letztern Eid aber im Archive des Bisthums zu hinterlegen.

12. Der Oekonomos hat die unmittelbare Aufsicht über das Kloster, sowie die Leitung sämmtlicher Angelegenheiten derselben.

Insbesondere hat derselbe

1) über die Aufführung der Nonnen sowie über die Klosterdisciplin überhaupt zu wachen;

2) die Schlüssel des Klosters zu bewahren;

3) für die Nahrung, Kleidung und Verpflegung der dem Kloster Angehörigen Sorge zu tragen.

In letzterer Beziehung stehen dem Oekonomos alle Rechte und Verbindlichkeiten eines Vewaltungsbeamten zu. Namentlich soll derselbe alle drei Monate den Kostenvoranschlag des nächsten Vierteljahres dem Nomarchen vorlegen, und unter eigeneVerantwortlichkeit regelmäfsige Bücher über die Ausgaben und Einnahmen führen.

13. Als Pfarrer und Beichtvater des Klosters ist von dem Oekonomos im Einverständnisse mit dem Bischofe der Diöces ein durch Tugend und Einsicht ausgezeichneter Geistlicher der Umgegend, der sein sechzigstes Jahr bereits zurückgelegt hat, zu bezeichnen.

Der auf diese Weise Bezeichnete erhält aus der Klosterkasse einen monatlichen Gehalt von dreifsig Drachmen, darf jedoch sein Amt erst dann antreten, wenn er vom Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens bestätigt worden ist.

Der Gehalt beginnt vom Tage der erlangten Bestätigung.

Im Verhinderungsfalle des Oekonomos hat dieser Geistliche dessen Stelle zu versehen, dieses jedoch erst nach Leistung des im Art. 11 festgesetzten Eides.

14. Der Kloster-Oekonomos steht unter der im Art. 6 erwähnten doppelten Aufsicht, und hat daher wegen der geistlichen Angelegenheiten des Klosters an den Bischof, wegen der weltlichen Angelegenheiten aber an den Nomarchen zu berichten.

Aufserdem sind auch die im Art. 7 bestimmten geistlichen Behörden berechtigt, das Kloster in eigener Person oder durch abgeordnete Commissarien einer Visitation zu unterwerfen.

15. Der Oekonomos erhält aus der Klosterkasse einen monatlichen Gehalt von hundert Drachmen, und aufserdem noch freie Kost und Wohnung im Kloster selbst.

Der Gehaltsbezug beginnt am Tage des nach Art. 11 zu leistenden Eides der Treue.

16. Unter dem Vorsitze des Oekonomos haben die Nonnen des Klosters nach Mehrheit der Stimmen aus ihrer Mitte drei Candidaten zur Aebtissin zu erwählen.

Die getroffene Wahl ist von dem Oekonomos dem Bischofe und von diesem der Synode nebst Bericht vorzulegen.

Aus den drei Candidaten hat die Synode die Aebtissin zu ernennen, welche jedoch erst nach der von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens erhaltenen Bestätigung ihr Amt antreten darf.

17. Die Rechte und Verbindlichkeiten der Aebtissin sind den alten klösterlichen Vorschriften gemäfs von der heiligen Synode zu bestimmen.

Insbesondere soll die untergeordnete Dienerschaft im Kloster auf Vorschlag der Aebtissin von dem Klosterökonomos ernannt, und auf dieselbe Weise wieder des Dienstes entlassen werden.

18. Die muthmafslichen Bedürfnisse des Klosters sollen von Vierteljahr zu Vierteljahr auf den Bericht des Nomarchen vom Staats-Ministerium des Kirchen- und Schulwesens festgesetzt werden.

Für die Ausgaben ist eine eigene Klosterkasse aus den Einkünften des Klosters und aus dem Ertrage der im Art. 6 N° 1 erwähnten Arbeiten zu bilden. Das etwaige Deficit soll durch die für das Kirchen- und Schulwesen gebildete Kasse auf Anweisung des eben genannten Staatsministeriums gedeckt werden.

19. Das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Nauplia, den 25 Februar (9 März) 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Der Staats-Secretär des Kirchen- und Schulwesens,

C. D. SCHINAS.

21. *Gesetz, die Volksschulen betreff.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Ministerrathes beschlossen und verordnen wie folgt:

ERSTER ABSCHNITT.

Von dem Unterrichte überhaupt.

Art. 1. In jeder Volksschule soll Unterricht in der Religion, in den Elementen der griechischen Sprache, im Lesen, Schreiben, Rechnen, im gesetzlichen Systeme der Maße und Gewichte, in Planzeichnen und Singen ertheilt, wo möglich auch die Anfangsgründe der Geographie, der Geschichte von Griechenland, und das zur Volksbildung Nothwendigste aus den Naturwissenschaften gelehrt werden.

2. Außerdem werden in jeder Woche wenigstens zwei Mal unter der Leitung des Lehrers gymnastische Uebungen angestellt, und practischer Unterricht im Feld- und Gartenbau, insbesondere auch in der Behandlungsart der Bäume, des Seidenwurmes und der Bienenzucht ertheilt werden.

In Mädchenschulen (Art. 58) werden Uebungen in weiblichen Handarbeiten angestellt.

3. Was die Theilnahme der Kinder an dem Religionsunterrichte betrifft, so soll immer der Wunsch des Vaters, und bei Kindern, welche keinen Vater mehr haben, der Wunsch der Mutter oder des Vormundes zu Rath gezogen und befolgt werden.

ZWEITER ABSCHNITT.

Von den Gemeindeschulen.

ERSTES CAPITEL.

Im Allgemeinen.

Art. 4. Es soll nach und nach in jeder Gemeinde eine Volkschule errichtet, und nach Vorschrift des Gemeindegesetzes unterhalten werden.

5. Einstweilen sind mehrere benachbarte Gemeinden zum Zwecke der Herstellung und Unterhaltung einer Volksschule zu vereinigen.

Diese Vereinigung kann aus freiem Antriebe dieser Gemeinden, nöthigenfalls aber auch auf Anordnung des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens von Amtswegen geschehen.

In jedem Falle ist zur Gültigkeit dieser Vereinigung die Königliche Bestätigung nothwendig, die jedoch erst nach Ver-

nehmung der Staatsministerien des Innern und des Kirchen- und Schulwesens ertheilt werden wird.

6. In allen Gemeinden, in denen Volksschulen bestehen, sind alle Kinder vom vollendeten 5ten bis zum zurückgelegten 12ten Jahre schulpflichtig.

Aeltern, welche ihre schulpflichtigen Kinder nicht zum regelmäfsigen Besuche dieser Schulen anhalten, sollen für jede ohne rechtmäfsige Ursache versäumte Schulstunde in eine Geldbufse von 10 Lepta, jedoch nicht über 50 Drachmen verurtheilt werden.

Diese Strafe ist rücksichtlich jener Kinder, welche mehrerere Wochen und Monate sich dem Schulbesuche entziehen, dadurch zu verschärfen, dafs denselben ihre Entlassung aus der Schule verhältnifsmäfsig später zugestanden wird.

7. Eine Ausnahme von der Vorschrift des vorhergehenden Art. 6 tritt dann ein, wenn das Kind:

1) in eine andere Lehr- oder Erziehungsanstalt aufgenommen worden ist;
2) den nöthigen Unterricht durch einen Privatlehrer erhält, und dieses von seinen Aeltern gehörig bescheinigt wird;
3) schon vor zurückgelegtem 12ten Jahre von der Prüfungscommission für hinreichend unterrichtet erklärt worden ist.

ZWEITES CAPITEL.

Von den Volksschullehrern.

I. *Von ihrer Befähigung und Ernennung.*

Art. 8. Nach ihren Kenntnissen und sonstigen Verdiensten um das Schulwesen werden die Volksschullehrer in drei Classen eingetheilt:

1) Kreis- und Bezirksschullehrer;
2) Schullehrer der Gemeinden erster Classe;
3) Schullehrer der Gemeinden zweiter und dritter Classe.

9. Die erste Classe bestehet aus solchen, welche alle einem vollkommenen Volksschullehrer unentbehrlichen Kenntnisse und Fertigkeiten bereits besitzen, nach deren Erwerb jeder Lehrer angelegentlichst streben wird.

Diese sind:

1) gründliche Kenntnisse des christlichen Katechismus;
2) Fertigkeit im richtigen, verständigen und nachdrücklichen Lesen;
3) Fertigkeit im Schönschreiben mit Kreide, Griffel und Feder;
4) Kenntnifs und Fertigkeit in der griechischen Sprachlehre, Rechtschreibung und im schriftlichen Gedankenausdrucke;

5) Kenntnifs und Fertigkeit im Kopfrechnen, so wie im Zifferrechnen;
6) einige Fertigkeit im Zeichnen;
7) Kenntnifs der Geschichte des alten und neuen Testamentes, dann der Geschichte Griechenlands;
8) Anfangsgründe der Erdbeschreibung;
9) Anfangsgründe der Geometrie und Mechanik;
10) das zur Volksbildung Nothwendigste aus den Naturwissenschaften;
11) Kenntnifs der Pädagogik und Didaktik;
12) Kenntnifs der Gymnastik;
13) Kenntnifs der Gesanglehre, und Fertigkeit im Singen;
14) practische Kenntnifs des Garten- und Feldbaues, so wie der Baum-, Seiden- und Bienenzucht.

10. Die Kenntnisse und Fertigkeiten eines Schullehrers zweiter Klasse, desgleichen eines Unterlehrers bei einem Schullehrer erster Klasse sind:

1) Kenntnifs der griechischen Sprache wenigstens so weit, dafs sie orthographisch schreiben, richtig und klar ihre Gedanken ausdrücken, und darin ihren Schülern Anleitung geben können;
2) die Anfangsgründe der Geographie;
3) die Geschichte der heiligen Schrift und des Vaterlandes;
4) Kenntnifs des Katechismus;
5) einige Fertigkeit im Zeichnen und Singen;
6) practische Kenntnifs des Garten- und Feldbaues und der Baum-, Seiden- und Bienenzucht.

11. Ein Schullehrer dritter Classe soll wenigstens fertig zu lesen, schreiben, rechnen, und den Schulkatechismus zu erklären im Stande seyn, einige Fertigkeit im Singen, und practische Kenntnisse der Baum-, Seiden- und Bienenzucht so wie des Feld- und Gartenbaues besitzen.

12. Unfähig zum Schullehrerdienst ist, wer wegen Verbrechen oder wegen eines im Art. 22 des Strafgesetzbuches erwähnten Vergehens verurtheilt worden ist.

13. Eine aus den Mitgliedern des Schullehrerseminars bestehende Commission hat sämmtliche Schullehrercandidaten zu prüfen, über das Daseyn der nach Art. 8 bis 11 erforderlichen Kenntnisse und Fertigkeiten definitiv zu entscheiden, und die Classen festzusetzen, in welchen dieselben angestellt werden können.

Selbst Fremde, welche den vorgeschriebenen Bedingungen genügen, sollen zu diesen Prüfungen und sodann zur Concurrenz zu Schuldiensten in Griechenland zugelassen werden.

14. Die Prüfung ist öffentlich und der Zutritt Niemanden verwehrt.

Ueber das Resultat der Prüfung sollen Listen ausgefertigt und darauf sämmtliche geprüfte Candidaten klassenweis mit Vor- und Zunamen und Alter eingetragen werden.

Wer von einer niederern Classe zu einer höheren befördert zu werden wünscht, muſs sich einer neuen Prüfung unterwerfen.

Ueber die Vornahme des Examens und das dabei einzuhaltende Verfahren sollen Instructionen entworfen und zur Königlichen Bestätigung vorgeleget werden.

15. Diejenigen, welche das Schullehrerexamen zu machen wünschen, haben sich deshalb an den Director des Schullehrerseminariums schriftlich zu wenden, und ihrer Bittschrift Zeugnisse über ihre gemachten Studien und guten Sitten beizufügen.

16. Die Schullehrer der 2ten und 3ten Classe, dann sämmtliche Unterlehrer, sind von dem Nomarchen aus den im Art. 10 bis 14 erwähnten Candidaten-Listen zu ernennen, bedürfen jedoch der Bestätigung des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens.

Die Schullehrer der 1ten Classe werden aus der im Art. 9, 12 bis 14 erwähnten Candidatenliste erster Classe von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens ernannt.

17. Vor dem Antritte ihres Dienstes haben die Unterlehrer und Schullehrer 2ter und 3ter Classe in die Hände des Eparchen, die Schullehrer 1ter Classe aber in die Hände des Nomarchen folgenden Diensteid zu schwören:

„Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam den Gesetzen „und den auf das Schulwesen Bezug habenden Verordnun„gen und Instructionen, so wie pünktliche Erfüllung aller „mit meinem Dienste übernommenen Pflichten.“

Ueber den geleisteten Eid soll ein Protocoll aufgesetzt und im Archive des Nomarchen hinterlegt werden.

II. *Rechte und Verbindlichkeiten der Schullehrer.*

18. Ueber die Rechte und Verbindlichkeiten eines Volksschullehrers, insbesondere über den einzuhaltenden Lehrplan und die einzuführenden Schulbücher, ist von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens eine Instruction zu entwerfen, und zur Königlichen Genehmigung vorzulegen.

19. Jeder Lehrer ist für Zucht und Ordnung seiner Schule verantwortlich, und verpflichtet, über den Fleiſs und die Sittlichkeit seiner Schüler zu wachen.

Er hat deswegen über sie in der Schule die uneingeschränkte Aufsicht, so wie das Recht, angemessene Belohnungen zu ertheilen, und angemessene Strafen zu verhängen.

20. Insbesondere kommt es dem Lehrer auch zu, auf das Betragen seiner Schüler in und außerhalb der Schule zu achten, wenn es tadelswerth ist, Aeltern und Vormünder davon zu unterrichten, und dieselben zur Mitwirkung aufzufodern, damit die Schüler von ungeeigneten Vergnügungen und Zerstreuungen ferne gehalten werden.

Ueber die in der Gemeinde nicht einheimischen Schüler hat der Lehrer, insoferne deren Aeltern oder Vormünder nicht schon eine besondere Aufsicht über sie angeordnet haben, die strengste Aufsicht zu üben, und insbesondere darauf zu sehen, daſs dieselben nur in solchen Häusern wohnen oder speisen, die er dazu für geeignet erklärt hat.

21. Der Kreisschullehrer ist Vorstand der am Sitze des Nomarchen zu errichtenden Volksschule, und hat zu gleicher Zeit die Oberaufsicht über sämmtliche Volksschulen des Kreises.

Der Bezirksschullehrer steht der Volksschule am Sitze des Eparchen vor, und hat ausserdem noch die Aufsicht über die übrigen Volksschulen des Bezirkes.

Beide sollen zur Geltendmachung ihres Oberaufsichtsrechtes alle sechs Monate die Schulen ihres Kreises und Bezirkes inspiciren, und über den Befund an den Director des Schullehrerseminariums Bericht erstatten.

Auf diesen Inspectionsreisen haben dieselben hauptsächlich die Amtsführung, Thätigkeit und Fähigkeit der Schullehrer, sowie die Fortschritte der Schüler zu überwachen.

Wo es der Inspectionsreisen wegen nothwendig ist, soll denselben ein Unterlehrer, wenigstens aus der 2ten Schullehrer-Candidatenclasse beigegeben werden.

22. Die in den Art. 19 und 20 untergeordnete Disciplinargewalt steht auch den Kreis- und Bezirksschullehrern bei ihren im vorhergehenden Art. 21 erwähnten Inspectionsreisen zu.

III. *Gehalt der Lehrer.*

23. So weit es die Gemeindeeinkünfte erlauben, soll der Gehalt der Schullehrer auf eine ihrer Kenntnisse und ihrer wichtigen Stellung würdige Weise angewiesen werden.

Das Minimum ist monatlich für die

1) Kreisschullehrer 100 Drachmen;
2) Bezirksschullehrer 90 Drachmen;
3) Schullehrer zweiter Classe, dann für die Unterlehrer der Kreis- oder Bezirksschullehrer, 80 Drachmen;
4) Schullehrer 3ter Classe 50 Drachmen.

24. Ausser dem fixen Gehalte soll jedem Schullehrer freie Wohnung und wenigstens zwei Stremmen Garten- oder Ackerland zur Benutzung eingeräumt, dann für jedes Schulkind aus der Gemeindekasse monatlich 10 bis 50 Lepta bezahlt werden.

Die Aeltern dieser Kinder haben das Schulgeld, nach den näheren Bestimmungen der Art. 26 und 27, an die Gemeindekasse wieder zu ersetzen.

25. Das Acker- oder Gartenland hat zu gleicher Zeit zu den im Art. 2 erwähnten Uebungen und Arbeiten zu dienen.

26. Die Gröfse des monatlichen Beitrages der Aeltern ist jedes Jahr vom Gemeinderathe, unter Bezugnahme auf die Localverhältnisse, innerhalb 10 bis 60 Lepta festzusetzen.

Nur ganz arme Familien sollen von der Bezahlung dieses Schulgeldes dispensirt seyn, nach den näheren Bestimmungen des Art. 17 N° 4.

27. Am Ende eines jeden Monates hat der Schullehrer ein von der Localschul-Inspection als wahr bestätigtes Verzeichnifs seiner Schulkinder dem Gemeindeeinnehmer zu übergeben, welcher sodann den Betrag wie andere Gemeindelasten beizutreiben und zu verrechnen hat.

28. In Ermangelung örtlicher Unterrichtsstiftungen soll das nöthige Local, so wie der im Art. 23 und 24 festgesetzte Gehaltsbezug aus dem Gemeindevermögen bestritten, und, wenn dieses nicht hinreicht, durch Gemeindeumlagen gedeckt werden, nach den näheren Bestimmungen des Gemeindegesetzes.

29. Wurde die Schule von mehreren nach Art. 5 vereinigten Gemeinden errichtet, so sind die Beiträge, wenn diese Gemeinden sich nicht in Güte über einen anderen Mafsstab vereinigen können, nach Verhältnifs der Familienzahl unter dieselben zu vertheilen, und in jeder einzelnen Gemeinde nach Vorschrift des Gemeindegesetzes zu erheben.

30. Der Gehaltbezug beginnt mit dem Tage der Leistung des Diensteides.

Der fixe Gehalt ist regelmäfsig am Ende eines jeden Monates von dem Gemeindeeinnehmer auszubezahlen.

IV. *Unterstützung alter oder kränklicher Schullehrer und ihrer Wittwen und Waisen.*

31. Die Staatsregierung wird es sich angelegen seyn lassen, lange und treue Dienste im Schulfache zu belohnen, und die nöthigen Vorkehrungen treffen, damit für Altersschwache und Kränkliche gesorgt, Wittwen und Waisen von Schullehrern aber nicht dem Mangel Preis gegeben werden.

32. Vor Allem soll zu Gunsten der Volksschullehrer eine Sparkasse errichtet werden.

Zu dem Ende sind Statuten zu entwerfen und dem König zur Genehmigung vorzulegen.

33. Die Sparkasse wird durch einen jährlichen Abzug des zwanzigsten Theiles des fixen Gehaltes eines jeden Lehrers, Professors und Directors gebildet.

Beim Rücktritt wegen Kränklichkeit oder Altersschwäche erhält derselbe diesen Zuschuſs sammt Zinsen zu 4 pro Cent. vom Tage des Abzuges, und im Falle seines Todes dessen Wittwe, Kinder oder seine sonstigen Erben.

Beim Uebertritt zu einer anderen Stelle, oder beim Rücktritt aus einem anderen Grunde, so wie bei der nach Art. 54 verfügten Dienstentlassung, fällt das Eigenthum der abgezogenen Summe an die Sparkasse selbst.

DRITTES CAPITEL.

Von den Volksschul-Inspectionen.

I. *Localvolksschul-Inspection.*

Art. 34. In jeder Gemeinde soll eine Localschul-Inspection gebildet werden, bestehend aus dem Bürgermeister als Vorstand, aus dem Ortsgeistlichen, und wenn in einer Gemeinde mehrere angestellt sind, aus einem von dem Nomarchen unter ihnen zu bezeichnenden höheren oder niederern Geistlichen, endlich aus 2 bis 4 von dem Gemeinderathe zu ernennenden Gemeindebürgern.

35. Wenn nach Art 5 mehrere Gemeinden zur Unterhaltung einer Schule vereinigt worden sind, so hat der Gemeinderath einer jeden der zu diesem Ende vereinigten Gemeinden zwei Gemeindebürger für diese Inspection zu ernennen.

Ausserdem wird der Bürgermeister und der nach der Bestimmung des vorhergehenden Art. 34 bezeichnete Geistliche einer jeden dieser vereinigten Gemeinden daran Antheil nehmen.

Unter diesen Bürgermeistern soll der Nomarch denjenigen bezeichnen, welcher den Vorsitz zu führen hat.

36. Bei Gemeinden, welche aus mehreren von der Staatsregierung anerkannten Religionsgesellschaften gemischt sind, soll der Geistliche einer jeden Religionsparthei beigezogen, und, im Falle des Daseyns mehrerer solcher Geistlichen, einer vom Nomarchen bezeichnet werden.

37. Die Localschul-Inspection hat die Aufsicht, Ermunterung, Berathung und Leitung des Localschulwesens.

Insbesondere liegt derselben ob:

1) die nöthigen Mittel für die Schule und Schullehrer herbeizuschaffen;
2) für die Herstellung und Unterhaltung der Schulhäuser, und Schullehrerwohnungen zu sorgen;
3) den Gesundheitszustand der Schulen zu überwachen;
4) zu entscheiden, welche Familien so arm sind, daſs sie von der Zahlung des im Art. 24 und 26 erwähnten Schulgeldes befreit sind;

5) sich zu versichern, dafs für den unentgeldlichen Unterricht der armen Kinder auch wirklich gesorgt werde;
6) die Namen der Aeltern zu verzeichnen, deren Kinder weder die Gemeindeschule, noch eine andere öffentliche oder Privatschule besuchen, noch zu Hause oder in irgend einer Erziehungsanstalt Unterricht erhalten, und dieses Verzeichnifs an den öffentlichen Ankläger bei dem zuständigen Polizeigerichte zu überschicken;
7) für die Aufrechthaltung der Schuldisciplin zu sorgen, insbesondere die Amtsführung des Lehrers zu überwachen, und bei demselben wahrgenommene Unregelmäfsigkeiten der Bezirks- oder Kreisschulinspection anzuzeigen, vorbehaltlich der competenzmäfsigen Einschreitung der Staatsanwälte oder der Ortspolizei;
8) in sehr dringenden Fällen den Schullehrer von seinen Dienstverrichtungen zu suspendiren, unter der ausdrücklichen Verpflichtung jedoch, binnen 24 Stunden der Bezirks- oder Kreisschulinspection von dieser Suspension, so wie von den bestimmenden Beweggründen Nachricht zu geben;
9) das örtliche Unterrichts-Stiftungsvermögen nach den näheren Bestimmungen des Gemeindegesetzes zu verwalten;
10) jeden Monat wenigstens ein Mal die Schule zu visitiren, und über die wahrgenommenen Gebrechen, über die etwaigen Bedürfnisse der Schule, so wie über die nothwendigen Verbesserungen an den zuständigen Eparchen Bericht zu erstatten.

II. *Kreis- und Bezirks-Schulinspectionen.*

Art. 38. Am Sitze des Nomarchen ist eine Kreis-Schulinspection, und am Sitze eines jeden Eparchen eine Bezirks-Schulinspection zu bilden.

39. Die Kreis-Schulinspection besteht aus dem Nomarchen als Präsident, dann aus dem Bezirksgerichtspräsidenten und Staatsprokurator am Sitze der Nomarchie, ferner aus einem in der Nomarchie angestellten und von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu bezeichnenden höheren oder niederern Geistlichen, sodann aus einem vom Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu bezeichnenden Gymnasial- oder Universitäts-Professor, wenn am Sitze des Nomarchen entweder ein Gymnasium oder eine Universität besteht, und aus 2—4 von dem Kreisrathe zu ernennenden Kreisbürgern.

Im Falle des Daseyns einer oder mehrerer gemischten Gemeinden gelten auch hier die Bestimmungen des Art. 36. Nur die dort vorgeschriebene Bezeichnung eines Geistlichen hat durch das eben genannte Staatsministerium zu geschehen.

40. Die Bezirks-Schulinspection besteht aus dem Eparchen als Präsident, aus dem Friedensrichter am Sitze der Eparchie, aus einem von dem Nomarchen zu bezeichnenden Geistlichen des Bezirkes, aus einem von dem Nomarchen zu bezeichnenden Lehrer der hellenischen Schule, wenn eine solche in der Eparchie besteht, und aus 2—4 von dem Bezirksrathe zu ernennenden Bezirksbürgern.

Auch bei solchen Bezirks-Schulinspectionen gelten die Bestimmungen des Art. 36.

41. Die Bezirks- und Kreis-Schulinspectionen sind berechtigt und verpflichtet, die Oberaufsicht über sämmtliche Local-Schulinspectionen und die Volksschulen ihres Bezirkes und Kreises zu führen.

Insbesondere liegt ihnen ob:

1) sämmtliche Volksschulen und Local-Schulinspectionen durch einen aus ihrer Mitte abgeordneten Commissär alle 6 Monate wenigstens ein Mal zu visitiren, die im Art. 37 erwähnten Punkte zu prüfen, und die nothwendig befundene Abhülfe zu veranlassen;
2) von Amtswegen oder auf Anzeige einer Local-Schulinspection, oder eines Kreis- oder Bezirks-Schullehrers, oder des Oberschulinspectors, wegen schlechten Betragens, wegen Unsittlichkeit, Unfleifs oder Nachlässigkeit der Schullehrer Disciplinarstrafen gegen dieselben zu verhängen;
3) im Falle des Art. 37 N° 8 binnen 24 Stunden vom Tage der erhaltenen Nachricht die von der Local-Schulinspection erkannte Suspension entweder zu bestätigen, oder aufzuheben, oder nach Umständen sogar zu verschärfen.

42. Die zu verhängenden Disciplinarstrafen sind:

1) Verweis;
2) Geldbufse von einem bis zu 20 Drachmen;
3) Suspension von seinen Dienstverrichtungen von 8 Tagen bis zu 6 Monaten, mit oder ohne Gehaltsentziehung.

Ueber jede Disciplinarverfügung ist eine Urkunde abzufassen und diese von sämmtlichen anwesenden Inspectionsmitgliedern zu unterzeichnen.

Während der Suspension soll auf Kosten des suspendirten Lehrers ein Unterlehrer bestellt werden.

Von der Disciplinarverfügung findet keine Berufung statt. Dennoch ist davon alsbald Anzeige beim Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu machen.

43. Ueber das Resultat ihrer Amtsthätigkeit, insbesondere über die auf Visitationsreisen wahrgenommenen Gebrechen, über etwa nothwendige Aufmunterungen oder Verbesserungen, über ausgesprochene Disciplinarstrafen, über die Lage der

Volksschulen ihres Bezirkes oder Kreises überhaupt, soll alle 6 Monate berichtet werden.

Der Bericht der Bezirks-Schulinspection geht an den Nomarchen, die Kreis-Schulinspection aber hat ihren Bericht direct an das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu erstatten.

44. Zum Zweck der Inspectionsreisen der Kreis- und Bezirks-Schulinspectionen, oder der von ihnen abgesendeten Commissarien, dann zur Bestreitung der übrigen auf das Kreis- oder Bezirks-Schulwesen zu verwendenden Ausgaben, ist von dem Kreis- und Bezirksrath ein besonderer Schulfond zu bilden.

III. *Allgemeine Bestimmungen über sämmtliche Schulinspectionen.*

45. Die Ernennung, und, in den Fällen, in welchen eine solche nothwendig ist, die Bezeichnung der Mitglieder einer Local-, einer Bezirks- oder einer Kreis-Schulinspection geschieht immer nur auf ein Jahr.

Dieselben Mitglieder können aber auch für das folgende Jahr ernannt, oder beziehungsweise bezeichnet werden.

Auch kann dasselbe Individuum zu gleicher Zeit Mitglied einer Bezirks- und Kreis-Schulinspection seyn.

Die Stelle eines Mitgliedes einer Local-Schulinspection ist aber unverträglich mit der einer Bezirks- oder Kreis-Schulinspection. Daher hat dasselbe zwischen beiden zu wählen, wenn ihm zwei solcher Stellen übertragen worden sind. Und es sollen ihm beide Stellen entzogen werden, wenn es sich nicht binnen 24 Stunden nach geschehener Aufforderung darüber erklärt.

46. Jede Schulinspection ist berechtigt, sich aus ihrer eigenen Mitte einen Vicepräsidenten und einen Secretär zu wählen. Der Vicepräsident hat den Vorstand im Verhinderungsfalle zu vertreten.

Der Secretär soll alle Schreibereien besorgen, und die Protocolle nebst den übrigen Urkunden bewahren.

Kein Mitglied einer solchen Inspection hat Anspruch auf Gehalt.

47. Die Schulinspectionen haben sich jeden Monat ein Mal zu versammeln.

Sie können jedoch in dringenden Fällen noch öfter versammelt werden, entweder von dem Vorstande von Amtswegen, oder auf Begehren eines von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens abgeordneten Commissärs.

Im letzten Falle hat der Commissär der Berathung beizuwohnen, ohne jedoch eine entscheidende Stimme zu haben.

48. Zur Gültigkeit eines Beschlusses gehört die Anwesenheit von wenigstens drei Mitgliedern, den Vorstand mit eingerechnet.

Bei Berathungen entscheidet die Mehrheit der Stimmen. Bei Stimmen-Gleichheit hat der Vorstand eine entscheidende Stimme.

Der Präsident ist berechtigt, die Execution zu sistiren. In diesem Falle soll er jedoch bei seinem Oberen (Art. 37 und 43) auf der Stelle die Anzeige machen, und um Verhaltungsbefehle bitten.

Ueber alle Berathungen ist ein Protocoll abzufassen, und darin der Inhalt der Verhandlung nebst den gefaſsten Beschlüssen kurz anzugeben.

Die Protocolle sind von allen anwesenden Mitgliedern, in Falle des vorhergehenden Art. 47 auch von dem anwesenden Commissär zu unterzeichnen, die Berichte aber nur von dem Vorstande und Secretär allein.

49. Vor dem Eintritte in ihr Amt haben die neu ernannten oder bezeichneten Mitglieder einer Schulinspection folgenden Diensteid zu schwören:

„Ich schwöre Treue dem Könige, Gehorsam den Gesetzen
„und pünktliche Erfüllung aller mit der mir anvertrauten
„Inspection übernommenen Pflichten.“

Dieser Eid ist von Seiten der Mitglieder der Local-Schulinspection in die Hände des Bürgermeisters, von Seiten der Mitglieder der Bezirks-Schulinspection in die Hände des Eparchen, und von Seiten der Kreis-Schulinspection in die Hände des Nomarchen abzulegen.

Ueber die geschehene Eidesleistung ist ein Protocoll abzufassen, und dieses im Archive des Nomarchen zu hinterlegen.

50. Die Mitglieder einer jeden Schulinspection haben jedes Jahr, ehe sie ihr Amt niederlegen, über ihre Amtsführung Rechenschaft abzulegen, die Kreis-Schulinspection dem Kreisrathe, die Bezirks-Schulinspection dem Bezirksrathe, und die Local-Schulinspection dem Gemeinderathe.

VIERTES CAPITEL.

Von der Oberaufsicht der Staatsregierung.

Art. 51. Die Oberaufsicht über sämmtliche Schulinspectionen, über die Schullehrer und über das Schulwesen überhaupt, steht dem zuständigen Eparchen und Nomarchen, so wie dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu.

52. Der Eparch insbesondere soll alle 6 Monate wenigstens ein Mal, der Nomarch aber jedes Jahr ein Mal sämmtliche Volksschulen seines Bezirkes oder Kreises inspiciren, und über den Befund an das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens Bericht erstatten.

53. Das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens hat die oberste Leitung des Volksschulwesens.

Dasselbe ist insbesondere berechtigt:

1) von den in Art. 50 erwähnten Rechenschaftsberichten und Rechenschaftsacten Einsicht zu nehmen, und das Geeignete darüber zu verfügen;
2) auf den Bericht des Nomarchen oder des Oberschulinspectors jede Local-, Bezirks- oder Kreis-Schulinspection aufzulösen, und die Bildung einer neuen in den gesetzlichen Formen zu verfügen;
3) im Falle des Art. 41 N° 2 Disciplinarstrafen gegen Volksschullehrer zu verfügen;

54. Die von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu verfügenden Disciplinarstrafen sind die im Art. 42 genannten.

Ausserdem ist dasselbe auch noch berechtigt, jedoch blofs im Falle des Art. 41 N° 2, die Entlassung eines Lehrers aus dem Schuldienste zu verfügen.

Im Falle des Art. 12 tritt die Entlassung schon von Rechtswegen ein.

Ueber jede Disciplinarverfügung ist eine Urkunde abzufassen, und dieselbe ausser dem Staatssecretär des Kirchen- und Schulwesens auch noch von dem referirenden Ministerialrathe oder Ministerialsecretär zu unterzeichnen.

55. Die Disciplinargewalt des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens ist begründet, einerlei, ob die Kreis- oder Bezirks-Schulinspectionen schon disciplinirt haben oder nicht.

Im ersten Falle kann das Staatsministerium die bereits verfügte Disciplinarstrafe verschärfen, mildern oder ganz erlassen, oder auch im Falle der Freisprechung eine Strafe verhängen.

FÜNFTES CAPITEL.

Von der Prüfung der Schuljugend.

Art. 56. Am Ende eines jeden Semesters soll die Schuljugend einer Prüfung unterworfen und zu dem Ende durch das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens eine Prüfungscommission angeordnet, und Zeit und Ort zu deren Vornahme durch öffentliche Ausschreibungen bestimmt werden.

Die Prüfung ist öffentlich und von dem Zutritte Niemand ausgeschlossen.

57. Ueber das Resultat der stattgehabten Prüfung ist dem genannten Staatsministerium Bericht zu erstatten.

In diesem Berichte sollen die durch Talent und Fleifs ausgezeichneten Schüler mit ihren Namen genannt, und bei Verleihung von erledigten Stipendien oder Freiplätzen in Erziehungsanstalten vor allen Anderen berücksichtigt werden.

SECHSTES CAPITEL.

Von Mädchenschulen.

Art. 58. Wo es möglich ist, sollen Knaben- und Mädchenschulen getrennt, und neben den Knabenschulen eigene Schulen für Mädchen errichtet werden.

Ihnen sind, so weit es thunlich ist, Schullehrerinnen vorzusetzen.

Von solchen Mädchenschulen gelten die Bestimmungen der Art. 1 bis 3, 6 bis 57, in so weit sie anwendbar sind. Insbesondere sollen die Prüfungen der Schullehrerinnen gegen die Vorschrift des Art. 14 bei verschlossenen Thüren gehalten, und bei den in Art. 56 erwähnten Prüfungen der Zöglinge bloſs ihre Aeltern und nächsten Verwandten zugelassen werden.

DRITTER ABSCHNITT.

Von den Staatsschulen.

Art. 59. Die Staatsregierung behält sich vor, nach Bedürfniſs noch neben den Gemeindeschulen, oder auch in solchen Gemeinden, welche zu arm sind, um aus eigenen Mitteln eine Volksschule errichten und unterhalten zu können, Volksschulen zu errichten, und aus der allgemeinen für das Kirchen- und Schulwesen errichteten Kasse zu dotiren.

Auch von solchen Schulen gelten die Bestimmungen der Art. 8 bis 15, 17 bis 57 über Aufsicht, Disciplin, Prüfung u. dgl. mehr.

Auch behält sich die Staatsregierung vor, einzelnen Gemeinden aus der eben erwähnten Kasse Dotationszuschüsse zu leisten.

VIERTER ABSCHNITT.

Von den Privatschulen, Privaterziehungsanstalten und Privatlehrern.

Art. 60. Auch Privatpersonen sind berechtigt, einzeln oder in Verbindung mit mehreren, auf eigene Kosten eine Schule oder eine sonstige Erziehungs- oder Unterrichtsanstalt zu errichten.

Dazu bedürfen sie jedoch der Autorisation des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens.

Diese Autorisation soll, nach Vernehmung der zuständigen Nomarchen, wenn in Beziehung auf Fähigkeit und Sittlichkeit des oder der Unternehmer nichts dagegen zu erinnern ist, und bei dem Nachweis der nöthigen Mittel zur Herstellung und Unterhaltung einer solchen Schule, nicht verweigert werden.

Art. 61. Auch in Privatschulen oder Erziehungsanstalten darf der Unterricht nur von gehörig geprüften Schullehrer-

candidaten ertheilt werden, deren Namen auf den in Art. 13 und 14 erwähnten Listen eingetragen, und welche nicht nach Art. 12 zum Lehrerdienst überhaupt unfähig sind.

Dasselbe gilt von Privatlehrern und Privatlehrerinnen, welche besondere Lehrstunden in den Häusern geben.

62. Wer ohne Autorisation des genannten Staatsministeriums eine Privatschule oder eine andere Privaterziehungsanstalt errichtet oder unterhält, oder den Vorschriften des vorigen Art. 61 zuwiderhandelt, soll nach Vorschrift des Strafgesetzbuches Art. 532 bestraft werden.

63. Dergleichen Privatschulen, Erziehungsanstalten und Privatlehrer stehen unter derselben Oberaufsicht der Staatsregierung, sowie der verschiedenen Schulinspectionen, wie die Volksschulen, nach den näheren Bestimmungen der Art. 34 bis 55, und müssen sich den allgemeinen Anordnungen und Instructionen über das Schulwesen unterwerfen.

Insbesondere sind die Zöglinge in solchen Privatschulen und Erziehungsanstalten auch der in Art. 56 und 57 angeordneten Prüfung unterworfen.

64, Bei fortgesetzter hartnäckiger Zuwiderhandlung gegen die Anordnungen und Instructionen über das Schulwesen, sowie der Schulinspectionen und der in Art. 51 bis 55 erwähnten Staatsbehörden, kann die nach Art. 60 ertheilte Erlaubnifs vom Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens wieder zurückgenommen und die Anstalt geschlossen werden.

FÜNFTER ABSCHNITT.

Von dem Schullehrerseminarium und dem Oberschulinspector.

ERSTES CAPITEL.

Von dem Seminarium überhaupt.

Art. 65. Um die Errichtung von Volksschulen in jeder Gemeinde nach und nach möglich zu machen, soll am Sitze der Staatsregierung ein Schullehrerseminarium errichtet werden.

Dasselbe besteht aus einem Director und wenigstens zwei Professoren, von denen wo möglich einer geistlichen Standes seyn soll.

Sie werden auf Antrag des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens vom König ernannt, und können nur vom König wieder entlassen werden.

66. Die Bestimmung des Schullehrerseminariums ist:

1) tüchtige Volksschullehrer und Schullehrerinnen zu bilden;
2) die Candidaten für Schullehrer und Schullehrerinnen-Stellen zu prüfen und die Candidatenlisten nach Vorschrift der Art. 13, 14 und 58 festzusetzen.

Im Verhinderungsfalle des Directors hat der erste Professor, bei Verhinderung eines Professors aber der Lehrer der Musterschule an dessen Stelle zu treten.

Bei vorzunehmenden Prüfungen (Art. 13, 14, 58 und 79) entscheidet die Mehrheit der Stimmen. Und ein Rechtsmittel gegen die Entscheidung findet nicht statt.

67. An der Seite des Seminariums soll eine Musterschule errichtet werden, in welcher die Seminaristen im Schulhalten auch practisch zu bilden sind.

Die Volksschule am Sitze der Staatsregierung kann zu dieser Musterschule erhoben werden.

In jedem Falle soll nur ein Schullehrer erster Classe zum Vorstande der Musterschule ernannt werden.

Dessen Ernennung geschieht durch den König. Desgleichen kann er nur vom König wieder entlassen werden.

68. Kann das Seminarium mit einer Mädchenschule in Verbindung gesetzt werden, so soll sie gleichfalls zur Musterschule erhoben und auf diese Weise für die Bildung von Schullehrerinnen gesorgt werden.

69. Ueber die Amtsbefugnisse des Directors und der Professoren, dann über das Verhältnifs der Musterschule zum Seminarium, über die Bedingungen der Aufnahme der Seminaristen, über die Disciplin und sonstige Einrichtung des Seminariums, über den in demselben einzuhaltenden Lehrplan und Lehrcursus, sowie über die einzuführenden Lehrbücher, soll vom Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens eine Instruction entworfen und zur Königlichen Genehmigung vorgelegt werden.

ZWEITES CAPITEL.

Von dem Ober-Schulinspector.

Art. 70. Der Director des Schullehrerseminars ist zu gleicher Zeit Ober-Schulinspector, hat in dieser Eigenschaft die Oberaufsicht über sämmtliche Volksschulen Griechenlands, und ist in dieser Beziehung dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens beigegeben.

71. In seiner Eigenschaft als Oberschulinspector hat derselbe

1) die Oberaufsicht über das ganze Volksschulwesen, und zu diesem Ende jedes Jahr wenigstens ein Mal eine Inspectionsreise zu machen;
2) auf dieser Inspectionsreise die im Art. 22 erwähnte Disciplinargewalt auszuüben;
3) im Falle des Art. 41. N° 2, das Benehmen der Schullehrer zu constatiren, und dieselben entweder den Kreis- oder

Bezirks-Schulinspectionen, oder direct dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zur Disciplinirung, oder selbst zur Entlassung anzuzeigen;

4) im Falle der nach Art. 37 und 41 wahrgenommenen Gebrechen, oder Bedürfnisse, oder der nothwendigen Verbesserungen das Geeignete bei den Bezirks- oder Kreis-Schulinspectionen, oder direct beim genannten Staatsministerium zu veranlassen;

5) jeden Volksschullehrer, Lehrer in einer Privaterziehungsanstalt, oder Privatlehrer, über dessen Fähigkeit und Tüchtigkeit sich Zweifel erheben, einer neuen Prüfung nach den näheren Bestimmungen der Art. 13, 14, 58 und 66 zu unterwerfen.

Wer diese neue Prüfung nicht gehörig besteht, ist nach den für diesen Fall gegebenen Bestimmungen des Art. 72 zu behandeln.

72. Ausser dem Falle des vorigen Art. 71 N° 5 sollen bereits angestellte Schullehrer 2 Jahre nach ihrer Anstellung, und Lehrer in Privat-Erziehungsanstalten, sowie Privatlehrer 2 Jahre nach ihrer, in Gemäfsheit der Art. 13, 14, 58, 61 und 66 zu bestehenden ersten Prüfung, einem neuen Examen über die gemachten Fortschritte und erworbenen practischen Fertigkeiten unterworfen werden.

Wer diese zweite Prüfung besteht, ist nun definitiv auf eine der drei im Art. 13 u. 14 erwähnten Listen zu setzen, und, wenn er schon angestellt ist, in seinem Amte zu bestätigen, von diesem Momente an aber noch den nach Art. 71 N° 5 anzuordnenden ausserordentlichen Prüfungen zu unterwerfen.

Wer dagegen diese zweite Prüfung nicht gehörig besteht, in seiner Bildung nicht fortgeschritten ist, oder wenigstens noch der Nachhülfe bedarf, dem sollen unter Anberaumung eines bestimmten Termines besondere Nachstudien auferlegt werden, wenn er in seiner Bildung zurückgegangen seyn sollte.

In dem letzten Falle ist derselbe aus den im Art. 13 und 14 erwähnten Listen zu streichen, und kann erst dann wieder als Schullehrer angestellt, oder als Privatlehrer, oder in einem Privat-Erziehungsinstitut als Lehrer verwendet werden, wenn er von Neuem auf eine dieser Listen gesetzt worden ist.

DRITTES CAPITEL.

Rang und Gehalt des Directors, der Professoren und des Lehrers der Musterschule.

Art. 73. Der Director und Oberschulinspector hat den Rang der Ministerialräthe, und das Recht deren Uniform zu tragen.

Er bezieht einen jährlichen Gehalt von 3600 Drachmen, und ist berechtigt, ausserdem noch den Ersatz für Pferde-

gelder und sonstige Transportkosten bei seinen Inspectionsreisen zu begehren.

74. Die Professoren am Seminarium haben den Gehalt und Rang der Gymnasial-Professoren.

Der Lehrer der Musterschule bezieht monatlich 120 Drachmen und hat den Rang vor den Kreis-Schullehrern.

75. Der Director, die Professoren und der Lehrer der Musterschule stehen direct unter dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens, welches nach Vorschrift der Art. 41 N° 2 und 54 Disciplinarstrafen gegen dieselben verfügen kann, mit einziger Ausnahme der Dienstentlassung nach Art. 65 und 67.

Die Vorschrift des Art. 12 gilt auch bei ihnen.

76. Die Gehalte des Directors, der Professoren und des Lehrers der Musterschule, wenn sie nicht die gewöhnliche Volksschule ist (Art. 28), ferner die nach Art. 73 zu vergütenden Kosten der Inspectionen sind aus der allgemeinen für das Kirchen- und Schulwesen gebildeten Casse zu bestreiten.

77. Vor dem Antritte ihres Dienstes haben die Professoren und der Director des Seminariums, dann der Lehrer der Musterschule, den im Art. 17 vorgeschriebenen Eid in die Hände des Staatssecretärs des Kirchen- und Schulwesens abzulegen.

Ueber die geschehene Eidesleistung ist ein Protocoll abzufassen und im Archive des genannten Staatsministeriums zu hinterlegen.

78. Der Gehalt beginnt, wenn im Anstellungsdecret nichts Anderes verfügt worden ist, mit dem Tage der Leistung des Amtseides, und ist regelmäfsig am Ende eines jeden Monats auszubezahlen.

VIERTES CAPITEL.

Anmeldung zur Aufnahme in das Seminarium.

Art. 79. Der Aufnahme eines Schullehrerzöglings in das Seminarium geht eine Prüfung vorher.

Die im Art. 13 und 66 erwähnte Prüfungscommission hat auch dieses Aufnahmsexamen, und zwar öffentlich, vorzunehmen und in Gemäfsheit der nach Art. 69 zu entwerfenden Instruction über die Aufnahme zu entscheiden.

80. Diejenigen, welche in das Seminarium aufgenommen zu werden wünschen, haben sich an den Director jener Anstalt schriftlich zu wenden, und ihrer Bittschrift Zeugnisse über ihre Sittlichkeit und früher schon gemachte Studien beizufügen.

FÜNFTES CAPITEL.

Stipendien der Seminaristen.

Art. 81. Zur Aufmunterung fleifsiger und talentvoller, jedoch unbemittelter, Seminaristen sollen den 12 Ausgezeichnetsten Stipendien ertheilt und diese auf Vorschlag des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens vom König verliehen werden.

Jedes Stipendium beträgt 30 bis 40 Drachmen den Monat.

Die Verleihung geschieht jedes Mal auf ein Jahr.

Diese Stipendien sind aus der allgemeinen für das Kirchen- und Schulwesen gebildeten Casse, und zwar regelmäfsig am Ende eines jeden Monats zu bezahlen.

SECHSTES CAPITEL.

Eröffnung des Seminars.

Art. 82. Das Schullehrerseminarium soll am 2. (14) April d. J. hier in Nauplia eröffnet werden.

Spätestens 8 Tage vorher sind die im Art. 80 erwähnten Bittschriften einzureichen und sodann ohne Aufschub die vorgeschriebenen Prüfungen vorzunehmen.

Schluss-Artikel.

Unser Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge beauftragt.

Nauplia, den 6. (18) Februar 1833.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, A. MAUROCORDATOS Prdt.,
J. KOLETTIS, v. SCHMALZ,
C. D. SCHINAS, THEOCHARIS.

---

22. *Gesetz, die wissenschaftlichen und artistischen Sammlungen des Staates, ferner die Auffindung und Erhaltung der Alterthümer, sowie deren Benützung betr.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Ministerrathes beschlossen und verordnen wie folgt:

I. ABSCHNITT.

Von den wissenschaftlichen und Kunstsammlungen des Staates überhaupt.

Art. 1. Zu Athen, als dem Sitze der Staatsregierung sowie der Academie der Wissenschaften, der Universität und

der Academie der bildenden Künste, sollen folgende Centralanstalten errichtet werden:

1) Eine Central-Staatsbibliothek,
2) Ein Central-Staatsmuseum für die Antiquitäten,
3) Ein Münzcabinet,
4) Ein Naturaliencabinet,
5) Ein Cabinet der physikalischen und mathematischen Instrumente,
6) Ein chemisches Laboratorium mit dem nöthigen Apparate,
7) Ein anatomisches Theater,
8) Ein chirurgisches Cabinet,
9) Eine Modellsammlung,
10) Eine Gemäldesammlung,
11) Ein Kupferstichcabinet,
12) Ein astronomisches Observatorium,
13) Eine polytechnische Sammlung.

Art. 2. Auch am Sitze eines jeden Nomarchen sollen den Bedürfnissen einer jeden Nomarchie gemäfs nach und nach Kreis-Bibliotheken, Museen, und andere im Art. 1 genannte Sammlungen angelegt werden.

Dasselbe kann am Sitze des Eparchen, oder auch in den einzelnen Gemeinden geschehen.

3. In der im Art. 1 N° 1 erwähnten Centralbibliothek sollen alle kostbaren Manuscripte und Druckwerke, welche in einer Kirche, in einem Kloster, in einer Staatsbibliothek oder in einem andern öffentlichen Gebäude aufgefunden werden dürften, aufgestellt und daher von dem Inhaber dahin abgeliefert werden.

4. Desgleichen soll von sämmtlichen in Griechenland gedruckten Büchern, Zeitschriften und Tagblättern ein Exemplar an die Centralbibliothek eingesendet werden, bei Strafe des zehnfachen Werthes der nicht eingesendeten Druckschriften gegen den zuwiderhandelnden Verfasser und Verleger.

5. Bei neuen Anschaffungen für die Centralbibliothek sollen alle Zweige der Literatur berücksichtigt, ganz vorzüglich aber auf das nächste Bedürfnifs der Universität, der Academie der Wissenschaften und der bildenden Künste, der heiligen Synode, der verchiedenen Seminarien, sowie des öffentlichen Dienstes selbst, Rücksicht genommen werden.

6. Bei neuen Anschaffungen für die im Art. 2 genannten Kreis-, Bezirks- und Gemeindebibliotheken soll hauptsächlich das Bedürfnifs der Gymnasien, ferner der hellenischen und Gemeindeschulen berücksichtigt werden.

7. In dem in Art. 1, N° 2 und 3 erwähnten Centralmuseum und Münzcabinet soll das Seltenste und Ausgezeichnet-

ste von den aufgefundenen Antiquitäten und Münzen aufgestellt und in demselben niedergelegt werden.

8. Bei Errichtung von Kreis-, Bezirks- und Gemeindemuseen soll hauptsächlich von der Ansicht ausgegangen werden, alles, was Localinteresse hat, an Ort und Stelle selbst zu erhalten und zu bewahren.

Auch sollen, so viel als möglich, die in den Centralanstalten überflüssigen Doubletten von Münzen, Vasen und anderen Gegenständen, zur Vertheilung an diese Provinzial- und Gemeindeanstalten abgegeben werden.

9. Jede dieser Central-, Kreis-, Bezirks- und Gemeindesammlungen und Anstalten soll nach und nach eine besondere, ihrer Erhaltung und Vermehrung gewidmete, Dotation erhalten, und diese für jedes Jahr etatsmäfsig festgesetzt, sowie über deren Verwendung jährlich Rechnung abgelegt werden.

Ueber die Art und Weise der Rechnungsablage ist gemeinschaftlich von den Staatsministerien des Innern und des Kirchen- und Schulwesens eine Instruction zu entwerfen und zur Königlichen Bestätigung vorzulegen.

10. Diese Dotation ist festzusetzen:

1) für die Centralsammlungen und Anstalten aus der allgemeinen für das Kirchen- und Schulwesen errichteten Casse durch die Staatsregierung;

2) für die Kreisanstalten aus Kreismitteln durch den Kreisrath;

3) für die Bezirkssammlungen aus Bezirksmitteln durch den Bezirksrath;

4) für die Gemeindesammlungen aus Gemeindemitteln durch den Gemeinderath.

11. Die Staatsregierung behält sich vor, nach Bedürfnifs in solchen Gemeinden, Bezirken und Kreisen, welche zu arm sind, um aus eigenen Mitteln dergleichen Kreis-, Bezirks- und Gemeindeanstalten errichten und unterhalten zu können, solche Anstalten zu errichten und aus der allgemeinen, für das Kirchen- und Schulwesen errichteten Casse zu dotiren, oder wenigstens Dotationszuschüsse zu leisten.

12. Der Ankauf von wissenschaftlichen und artistischen Gegenständen geschieht auf den Antrag oder nach Vernehmung des der Anstalt, für welche acquirirt werden soll, vorgesetzten Conservators:

1) bei Gemeindesammlungen, nach Vernehmung der Localcommission, durch den Bürgermeister;

2) bei Bezirkssammlungen, nach Vernehmung der Bezirkscommission, durch dem Eparchen;

3) bei Kreissammlungen, nach Vernehmung der Kreiscommission, durch den Nomarchen;

4) bei Centralsammlungen nach Vernehmung der Centralcommission durch den Generalconservator.

13. Beim Ankauf von für eine Centralsammlung bestimmten Gegenständen ist ausser den Erfordernissen des vorigen Art. 12 N° 4 noch die Genehmigung des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens einzuholen.

14. Solche wissenschaftliche und artistische Gegenstände sind unveräusserliches Staats-, Kreis-, Bezirks- und Gemeindegut.

Die Veräusserung von Doubletten oder einzelnen unbrauchbar gewordenen Gegenständen jener Sammlungen zum Behufe neuer Anschaffungen ist jedoch nicht ausgeschlossen.

15. Die im vorigen Artikel erlaubte Veräusserung kann nur nach Vernehmung der in Art. 12 erwähnten Conservatoren und Commissionen, im Falle des Art. 12 N° 1 vom Bürgermeister, im Falle desselben Artikels N° 2 von dem Eparchen, im Falle von N° 3 von dem Nomarchen, und im Falle N° 4 vom Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens verordnet werden.

16. Ueber jede der in Art. 1 und 2 erwähnten Sammlungen sollen unter der Aufsicht der in Art. 29 genannten Commission durch den der Anstalt vorgesetzten Conservator vollständige Inventarien hergestellt, davon beglaubigte Abschriften an den Generalconservator eingesendet und diese im Archive des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens niedergelegt werden.

17. Was jedes Jahr zu diesen Sammlungen neu hinzukommt, muſs fortsetzungsweise in den im vorigen Artikel genannten Inventarien nachgetragen und durch vidimirte Abschriften davon am Ende eines jeden Jahres an den Generalconservator zur Hinterlegung im Archive des erwähnten Staatsministeriums übersendet werden.

18. Die ununterbrochene wissenschaftliche und artistische Benutzung solcher Sammlungen steht jedermann frei, vor allem jedoch den Mitgliedern der Academie der Wissenschaften und der bildenden Künste, der Universität, der heiligen Synode, der verschiedenen Seminarien, ferner den Professoren und Lehrern an Gymnasien, hellenischen und anderen Schulen.

Für das übrige Publicum sollen bestimmte Wochentage festgesetzt werden.

19. Ueber die Einrichtung und Anordnung dieser wissenschaftlichen und artistischen Sammlungen sowie über deren Benutzung sollen Instructionen entworfen und zur Königlichen Bestätigung vorgelegt werden.

II. ABSCHNITT.

Von den Aufsichtsbehörden.

I. CAPITEL.

Von den Conservatoren.

Art. 20. Zur Aufsicht und Bewahrung der wissenschaftlichen und artistischen Sammlungen des Staates sollen besondere, vom Könige zu ernennende Conservatoren angestellt und diese vorzugsweise genommen werden

1) für die Centralanstalten aus der Reihe der Mitglieder der Academie der Wissenschaften und der bildenden Künste, der Universität, der Gymnasialprofessoren oder der ausgezeichnetsten Künstler;

2) für die Kreis-, Bezirks- und Gemeinde-Sammlungen aus der Reihe der Gymnasialprofessoren oder der Lehrer der hellenischen oder Gemeindeschulen.

21. Die Conservatoren erhalten in der Regel keinen Gehalt. Die Staatsregierung behält sich jedoch vor, denselben, wo es nöthig ist, auch einen Gehalt oder eine Gehaltszulage auszuwerfen. Diese sind sodann aus den nach Art. 9 bis 11 festgesetzten Dotationen zu bestreiten.

22. Der Geschäfts- und Wirkungskreis dieser Conservatoren wird durch eine zur Königl. Bestätigung vorzulegende Instruction näher bestimmt und angeordnet.

Hinsichtlich der bisherigen Conservatoren für den Peloponnes, das Festland und die Inseln bleibt es einstweilen bei den bisherigen Bestimmungen.

23. Sämmtliche Conservatoren stehen hinsichtlich des wissenschaftlichen und artistischen Theils direct unter dem General-Conservator.

Sie haben an ihn zu berichten und erhalten von ihm Aufträge und Weisungen.

24. Ohne erhaltenen Urlaub darf sich kein Conservator von seiner Stelle entfernen.

Zum Zweck von Inspectionsreisen kann der Generalconservator den Auftrag oder den nöthigen Urlaub ertheilen.

Ausserdem bedarf der Conservator für eine achttägige Entfernung einen Urlaub vom Generalconservator, für sechs Wochen von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens, und für längere Zeit von dem Könige.

25. Zu gleicher Zeit mit dem zu ertheilenden Urlaub wird, nach Verschiedenheit der im vorigen Artikel angegebenen Fälle, der Generalconservator oder das genannte Staatsministerium oder der König selbst für die Zeit der Abwesenheit des Conservators und auf dessen Kosten einen Stellvertreter bestimmen.

26. Die Conservatoren sind berechtigt, sich an den Nomarchen, Eparchen und Bürgermeister direct zu wenden. Diese haben solchen Aufforderungen auf der Stelle zu entsprechen, oder über die etwa entgegenstehenden Gründe an die Oberen zu berichten und davon die auffordernden Conservatoren in Kenntnifs zu setzen.

27. Vor dem Antritte ihres Amtes haben die Conservatoren in die Hände des Generalconservators folgenden Diensteid zu schwören:

„Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam den Gesetzen „und den auf die wissenschaftlichen und artistischen Samm- „lungen und das Antiquitätenwesen Bezug habenden Ver- „ordnungen und Instructionen, sowie pünktliche Erfüllung „aller mit meinem Amte übernommenen Pflichten."

Ueber den geleisteten Eid soll ein Protocoll aufgesetzt und im Archive des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens hinterlegt werden.

28. Der Gehalt oder die Gehaltszulage ist regelmäfsig am Ende eines jeden Monats aus den in Art. 10 und 11 erwähnten Dotationen auszubezahlen.

Deren Bezug beginnt mit dem Tage der Eidesleistung.

II. CAPITEL.

Von den wissenschaftlichen und artistischen Commissionen.

Art. 29. Es soll in jeder Gemeinde eine Localcommission, am Sitze eines jeden Eparchen eine Bezirks-, und am Sitze des Nomarchen eine Kreiscommission, sowie für die im Art. 1 erwähnten Centralsammlungen eine Centralcommission gebildet werden.

30. Die im Schulgesetze erwähnten Local-, Bezirks- und Kreisschulinspectionen sind mit den Functionen der im vorigen Artikel festgesetzten Local, Bezirks- und Kreiscommissionen beauftragt.

Daher gelten von diesen Commissionen die Bestimmungen des Schulgesetzes Art. 34—36, 38—40 und 45—49.

31. Zu den Localcommissionen hat jeder Conservator in der Gemeinde, zu den Bezirks- und Kreiscommissionen aber die Conservatoren an den Bezirks- und Kreisanstalten, und zu sämmtlichen Commissionen im Reiche der Generalconservator Zutritt.

Desgleichen hat zu jeder dieser Local-, Bezirks- und Kreiscommissionen Zutritt: der Vorstand des Gymnasiums, der hellenischen und der Volksschule des Ortes, wo die Commission ihren Sitz hat.

33. Ist einer der in Art. 31 und 32 erwähnten Professoren oder Lehrer, oder Conservatoren, oder der Generalcon-

servator selbst zugegen, so haben sie gleiche Stimme mit den übrigen Mitgliedern der Commission.

34. Die Centralcommission besteht aus dem Generalconservator als Präsident, aus dem Conservator der Centralsammlungen, dann aus zwei Mitgliedern der Academie der Wissenschaften, aus zwei Mitgliedern der Academie der bildenden Künste, aus zwei Professoren der Universität, und aus noch zwei anderen wissenschaftlich gebildeten Männern am Sitze dieser Centralcommission.

Die Ernennung dieser Individuen steht dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu, dasselbe wird jedoch vorher den Generalconservator vernehmen.

35. Die Ernennung der Mitglieder einer im Art. 34 erwähnten Centralcommission geschieht immer nur auf ein Jahr.

Dieselben Mitglieder können aber auch für das folgende Jahr ernannt werden.

36. Dasselbe Individuum kann nicht zu gleicher Zeit Mitglied einer Central- und einer anderen Commission seyn.

Daher hat dasselbe zwischen beiden zu wählen, wenn ihm zwei solche Stellen übertragen worden sind. Und es sollen ihm alle diese Stellen entzogen werden, wenn es sich nicht binnen 24 Stunden nach geschehener Aufforderung über die getroffene Wahl erklärt.

37. Kein Mitglied einer solchen Commission hat Anspruch auf einen Gehalt.

38. Jede Centralcommission ist berechtigt, sich aus ihrer eigenen Mitte einen Vicepräsidenten und einen Secretär zu wählen.

Der Vicepräsident hat den Vorstand im Verhinderungsfalle zu vertreten.

Der Secretär soll alle Schreibereien besorgen und die Protocolle nebst den übrigen Urkunden bewahren.

39. Diese Commissionen haben sich jeden Monat einmal zu versammeln.

Sie können jedoch in dringenden Fällen noch öfter versammelt werden, entweder auf Begehren eines Mitgliedes, oder eines Conservators, oder des Generalconservators, oder vom Vorstande von Amtswegen.

40. Zur Gültigkeit eines Beschlusses gehört die Anwesenheit von wenigstens drei Mitgliedern, den Vorstand mit eingerechnet.

Bei Berathungen entscheidet die Mehrheit der Stimmen. Bei Stimmengleichheit hat der Vorstand eine entscheidende Stimme.

41. Ueber alle Berathungen ist ein Protocoll abzufassen, und darin der Inhalt der Verhandlungen nebst den gefaßten Beschlüssen kurz anzugeben.

Die Protocolle sollen von allen anwesenden Mitgliedern, die Berichte aber nur von dem Vorstande und Secretär allein unterzeichnet werden.

42. Vor dem Eintritte in ihr Amt haben die neuernannten Mitglieder einer Centralcommission folgenden Diensteid zu schwören:

„Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam den Gesetzen
„pünktliche Erfüllung aller mit der mir anvertrauten Stelle
„übernommenen Pflichten."

Dieser Eid ist in die Hände des Generalconservators abzulegen.

Ueber die geschehene Eidesleistung ist ein Protocoll abzufassen und dieses im Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu hinterlegen.

Hinsichtlich der Eidesleistung der Local-, Bezirks- und Kreiscommissionen bleibt es nach Art. 30 bei den Bestimmungen des Volksschulgesetzes Art. 49.

43. Eine jede dieser Commissionen hat die Aufsicht über die ihr zunächst untergeordneten Gemeinde-, Bezirks-, Kreis- oder Centralsammlungen.

44. Insbesondere liegt es einer jeden Gemeinde-, Bezirks- und Kreiscommission ob, im Umfange ihrer Gemeinde, ihres Bezirks oder Kreises

1) für den Ankauf und Verkauf, oder für sonstige Veräusserungen von wissenschaftlichen und artistischen Gegenständen, nach Art. 12 bis 15 Sorge zu tragen;

2) die nach Art. 16 und 17 zu verfertigenden Inventarien zu überwachen;

3) für die Herbeischaffung der zur Unterhaltung der Gemeinde-, Bezirks-, Kreis- und Staatssammlungen und ihrer Conservatoren nöthigen Dotationen oder Dotationszuschüsse (Art. 9—11 und 12) Sorge zu tragen;

4) für die Herstellung und Unterhaltung der nöthigen Gebäude mitzuwirken.

45. Die Bezirks-, Kreis- und Centralcommissionen sind ausserdem berechtigt und verpflichtet, die Oberaufsicht über sämmtliche Conservatoren und Commissionen ihres Bezirkes, Kreises oder des ganzen Reiches zu führen.

46. Ueber die Amtsverrichtungen dieser Commissionen und deren Wirksamkeit sollen vom Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens Instructionen entworfen und zur Königlichen Genehmigung vorgelegt werden.

47. Ueber das Resultat ihrer Amtsthätigkeit, insbesondere auch über die wahrgenommenen Gebrechen oder nothwendigen Verbesserungen soll Bericht erstattet werden, von den Local-, Bezirks- und Kreiscommissionen an den Generalconservator, von der Centralcommission aber an das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens.

Diese Berichterstattung soll jedes Jahr wenigstens einmal statt haben, wenn keine specielle Veranlassung vorhanden ist, dieses im Laufe des Jahrs öfter zu thun.

DRITTES CAPITEL.

Von dem General-Conservator.

Art. 48. Der Generalconservator steht unter der Leitung und Aufsicht des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens an der Spitze aller wissenschaftlichen und artistischen Sammlungen des Staates, der Kreise, Bezirke und Gemeinden, und der denselben vorgesetzten Conservatoren.

Insbesondere ist dessen Sorgfalt, Aufsicht und Leitung das ganze Alterthumswesen des Reiches anvertraut, und ohne dessen Zustimmung kann weder von einem Conservator, noch von einer der im Art. 29 und 43 genannten Commissionen, noch von einer andern Verwaltungsstelle etwas im Bereiche des Alterthumswesens angeordnet oder vorgenommen werden, nach den nähern Bestimmungen der Art. 65 ff.

49. Derselbe hat namentlich

1) zum Zweck der Oberaufsicht über die im vorigen Artikel genannten Sammlungen sowie über das gesammte Antiquitätenwesen des Reiches jedes Jahr wenigstens einmal eine Inspectionsreise zu machen;

2) die Disciplinargewalt über die Conservatoren, nach den näheren Bestimmungen der Art. 50 und 51;

3) die Oberaufsicht über die Conservatoren und die verschiedenen Commissionen, nach den Bestimmungen der Art. 23, 24 und 31 ff.;

4) den Ankauf der für wissenschaftliche und artistische Centralsammlungen bestimmten Gegenstände, nach Vorschrift des Art. 12 N° 4 und Art. 13;

5) bei selbst wahrgenommenen, oder nach Art. 47, oder auf sonstige Weise in Erfahrung gebrachten Gebrechen, oder bei nothwendigen Verbesserungen, oder anderen anpassenden Anordnungen das Geeignete selbst zu verfügen, oder bei dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens in Antrag zu bringen.

50. Die von dem Generalconservator gegen die Conservatoren zu verhängenden Disciplinarstrafen sind:

1) Verweis;

2) Geldbufse von einer bis zu zwanzig Drachmen.

51. Ueber jede Disciplinarstrafe ist immer eine schriftliche Urkunde abzufassen und vom Generalconservator zu unterzeichnen.

Von der Disciplinarverfügung findet keine Berufung statt, wohl aber soll alsbald davon Anzeige beim Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens gemacht werden.

52. Für die wichtigeren Gegenstände seines Geschäftskreises, welche der Generalconservator nicht selbst erledigen kann, ist derselbe dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens in der Art beigegeben, dafs er in solchen Fällen als Referent zu betrachten ist.

Derselbe hat demnach keine Berichte an das genannte Ministerium zu erstatten, sondern die Concepte zu den Ministerial-Entschliefsungen und Berichten gleich vorzulegen.

53. Der Generalconservator hat den Rang, Gehalt und die Uniform der Ministerialräthe.

Ausserdem ist derselbe auch noch berechtigt, den Ersatz für Pferdegelder und sonstige Transportkosten bei seinen Inspectionsreisen in Anspruch zu nehmen.

54. Vor dem Antritte seines Amtes hat derselbe den im Art. 27. vorgeschriebenen Eid in die Hände des Staatssecretärs des Kirchen- und Schulwesens abzulegen. Ueber die geschehene Eidesleistung ist ein Protocoll abzufassen und im Archive des Staatsministeriums zu hinterlegen.

55. Der Gehalt beginnt, wenn im Anstellungsdecret nicht anders verfügt worden ist, mit dem Tage der Leistung des Amtseides. Er soll in monatlichen Raten regelmäfsig am Ende eines jeden Monats ausbezahlt werden.

VIERTES CAPITEL.

Von der Aufsicht der Staatsregierung.

Art. 56. Eine Oberaufsicht über sämmtliche im Art. 29 erwähnte Commissionen, über die Conservatoren, die wissenschaftlichen und artistischen Sammlungen des Staates, der Kreise, Bezirke und Gemeinden, und das gesammte Antiquitätenwesen insbesondere, steht auch den zuständigen Eparchen und Nomarchen sowie dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu.

57. Die Eparchen und Nomarchen sollen von Zeit zu Zeit dergleichen Sammlungen und Commissionen ihres Bezirkes oder Kreises inspiciren, und über den Befund die Eparchen an die Nomarchen, und diese an das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens Bericht erstatten.

58. Das genannte Staatsministerium hat die oberste Leitung der wissenschaftlichen und artistischen Anstalten, sowie des Antiquitätenwesens, im Umfange des ganzen Reiches.

Dasselbe ist insbesondere berechtigt

1) von den in Art. 23 und 47 erwähnten Berichten Einsicht zu nehmen und das Geeignete darüber zu verfügen;

2) Disciplinarstrafen gegen die Conservatoren zu verfügen.

59. Die von dem erwähnten Staatsministerium zu verhängenden Disciplinarstrafen sind:

1) Verweis;

2) Geldbufse von fünf bis einhundert Drachmen;

3) Suspension von 8 Tagen bis zu 6 Monaten mit oder ohne Gehaltsbeziehung.

Ueber jede Disciplinarverfügung soll eine Urkunde abgefafst und dieselbe von dem Staatssecretär des Kirchen- und Schulwesens unterschrieben werden.

60. Die Disciplinargewalt des genannten Staatsministeriums ist begründet, einerlei, ob der Generalconservator schon disciplinirt hat oder nicht.

Im ersten Falle kann das Ministerium die bereits verfügte Disciplinarstrafe verschärfen, mildern, oder ganz erlassen, oder auch im Falle der Freisprechung eine Strafe verhängen.

III. ABSCHNITT.

Von dem Antiquitätenwesen insbesondere.

ERSTES CAPITEL.

Von den Eigenthumsrechten an Antiquitäten.

Art. 61. Alle in Griechenland aufgefundenen Antiquitäten sind als von den hellenischen Vorfahren herkommend, als gemeinsames Nationalgut aller Hellenen zu betrachten.

62. Alle auf Staatsländereien, über oder unter der Erde, oder auf dem Meeresgrund, in Flüssen, öffentlichen Bächen, Seen oder Sümpfen befindlichen Ruinen oder Alterthümer, sie haben den Namen wie sie wollen, sind Eigenthum des Staates.

63. Privateigenthum des Besitzers sind:

1) alle in Privatsammlungen oder sonst in Privatbesitz befindlichen Alterthümer;

2) alle auf Privatgründen, über oder unter der Erde befindlichen Ruinen, oder andere Alterthümer, vorbehaltlich der Bestimmungen des folgenden Art. 64.

64. An den auf Privatgründen über oder unter der Erde, in Mauern, unter Trümmern, oder auf sonstige Weise verborgenen, und seit der Wirksamkeit gegenwärtigen Gesetzes erst aufgefundenen Alterthümer, einerlei, ob dieselben zufällig oder durch absichtliches Nachgraben entdeckt worden sind, ist der Staat Eigenthümer zur Hälfte nach den näheren Bestimmungen des Art. 80.

ZWEITES CAPITEL.

Von der Anzeige der vorhandenen oder aufgefundenen Antiquitäten.

Art. 65. Wer Antiquitäten durch Zufall, oder bei Ausgrabungen, beim Legen von Fundamenten, beim Abreifsen von Häusern, beim Anlegen von Strafsen, oder auf sonstige Weise findet, ist bei Strafe einer Geldbufse von ein bis fünfzig Drachmen verbunden:

1) binnen drei Tagen seinen Fund einem Conservator, oder dem Generalconservator, oder der Local-, Bezirks- oder Kreiscommission, oder dem Nomarchen, Eparchen, oder der Localbehörde anzuzeigen;

2) die aufgefundenen Gegenstände auf Begehren einem Conservator, oder dem Generalconservator, oder einer der im Art. 29 erwähnten Commissionen zur Einsicht vorzulegen, und denselben zu gestatten, eine Copie oder einen Abdruck davon nehmen, oder eine Zeichnung oder eine Abschrift davon machen zu lassen.

66. Die im Art. 65 erwähnte Verbindlichkeit zur Anzeige und zur Vorlage zu dem dort angegebenen Zweck, und die bei der daselbst festgesetzten Strafe haben

1) die Besitzer von Privatsammlungen, sowie die Privatbesitzer einzelner Antiquitäten;

2) die Vorsteher oder Verwalter einer Körperschaft, oder einer anderen öffentlichen Anstalt, die Geistlichen nicht ausgenommen, welche solche Sammlungen oder einzelne Antiquitäten besitzen.

Sie haben jedoch zur Anzeige einen Termin von 2 Monaten vom Tage der Publication gegenwärtigen Gesetzes.

67. Wenn im Falle des Art. 65 und 66 ganze Sammlungen vorhanden sind, oder der Fund oder Vorrath aus mehreren Stücken besteht, so ist mit der Anzeige ein Verzeichnifs einzureichen, in welchem alle Gegenstände einzeln klar und deutlich beschrieben werden sollen.

Fehlt dieses Verzeichnifs, oder ist dasselbe unvollständig, so tritt die im Art. 65 bestimmte Strafe ein.

68. Von den nach der Bestimmung des vorigen Artikels eingereichten Verzeichnissen sind von den im Art. 65 N° 1 genannten Behörden zwei beglaubigte Abschriften zu machen.

Eine Abschrift soll dem Inhaber der Antiquitäten zugestellt und die andere der Local- oder Bezirkscommission, in deren Gemeinde oder Bezirke die Antiquitäten sich befinden, deponirt, das Original aber nebst den sachdienlichen Bemerkungen an den Generalconservator eingesendet werden, welcher dasselbe im Archive des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens niederzulegen hat.

69. Wollen die im Art. 65 und 66 genannten Inhaber von Antiquitäten dieselben im Ganzen oder im Einzelnen veräussern, oder auch nur aus einer Gemeinde in die andere transportiren, so sind dieselben bei Strafe von 1 — 50 Drachmen verbunden, vor der Veräusserung oder Ortsveränderung einer der in Art. 65 N° 1 erwähnten Behörden die Anzeige zu machen, und derselben ein genaues Verzeichnifs über die zu veräussernden oder wegzutranspertirenden Gegenstände zu übergeben.

Hievon ist der Generalconservator unverzüglich in Kenntnifs zu setzen und demselben dieses Verzeichnifs mit den etwaigen Bemerkungen in Original zu übersenden.

70. Auch die neuen Inhaber sollen bei der im vorigen Artikel festgesetzten Strafe unter Beifügung eines genauen Verzeichnisses die daselbst vorgeschriebene Anzeige machen, und zwar binnen einer Frist von 7 Tagen seit dem Empfange solcher Gegenstände.

71. Wurden Antiquitäten mit Beschlag belegt, oder sollen dieselben aus irgend einem Grunde gerichtlich oder aussergerichtlich versteigert werden, so sind die mit der Beschlagnahme oder der Versteigerung beauftragten öffentlichen Beamten oder Diener bei Strafe von 25 — 100 Drachmen verbunden, unverzüglich die vorgeschriebenen Anzeigen zu machen und die vorgeschriebenen Verzeichnisse einzureichen.

72. Sämmtliche im Art. 29 genannten Commissionen haben die Aufsicht über die in ihren Gemeinden, Bezirken oder Kreisen befindlichen einzelnen Antiquitäten oder Antiquitätensammlungen, über die öffentlichen sowohl wie die Privatsammlungen.

Sie sind berechtigt und verpflichtet, durch einen aus ihrer Mitte abgeordneten Commissär Einsicht von allen, sogar in Privathänden befindlichen, Antiquitäten zu nehmen, um die Richtigkeit der nach Art. 67 — 71 eingereichten Verzeichnisse zu verificiren, oder um selbst ein Verzeichnifs darüber zu machen und dieses sodann nebst den sachdienlichen Bemerkungen dem Generalconservator einzusenden, oder auch, um zu constatiren, ob sich die in den eingereichten Verzeichnissen genannten Individuen auch befinden.

73. Auch dem Generalconservator steht das im vorigen Artikel erwähnte Recht der Einsichtsnahme und der Verfertigung eines Verzeichnisses zu.

74. Ausserdem ist das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens berechtigt, einen Commissär abzuordnen, um bei sämmtlichen Inhabern von Antiquitätensammlungen, oder von einzelnen Antiquitäten, die im Art. 72 erwähnte Verification vornehmen zu lassen.

75. Alle Gegenstände des Alterthums können ungehindert in das Königreich eingeführt werden.

Um jedoch das Recht der freien Wiederausfuhr zu conserviren, mufs binnen 8 Tagen nach der Ankunft solcher Alterthümer einer der in Art. 65 N° 1 genannten Behörden die Anzeige gemacht, nach Vorschrift der Art. 67 und 68 ein genaues Verzeichnifs verfertigt und dieses eingereicht werden.

Wird diese Vorschrift versäumt, so sollen auch die eingeführten Alterthümer als inländische betrachtet und nach Vorschrift des Art. 76 behandelt werden.

DRITTES CAPITEL.

Von dem Rechte der Verfügung über solche Gegenstände und dem Verkehr damit.

Art. 76. In Griechenland aufgefundene Antiquitäten dürfen ohne Autorisation der Staatsregierung auf keinerlei Weise und unter keinerlei Vorwand ins Ausland gebracht werden, bei der im Strafgesetzbuch Art. 702 angedrohten Strafe.

77. Die im vorigen Artikel erwähnte Autorisation ist auf den Antrag des Generalconservators von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu ertheilen.

Sie sollen nicht verweigert werden, wenn

1) die Central- und Provinzialmuseen Doubletten von derselben Art und Qualität besitzen;

2) der Gegenstand aus dem Auslande eingeführt, und bei dessen Einfuhr die im Art. 75 vorgeschriebenen Formalitäten beobachtet worden sind;

3) der Generalconservator die im Art. 9 erwähnte schriftliche Erklärung über die Unwichtigkeit des Gegenstandes abgegeben hat.

78. Im Inlande ist die freie Verfügung über Antiquitäten, welche sich nach Art. 63 im Privateigenthum befinden, insbesondere der freie Verkauf und Handel mit dergleichen Gegenständen erlaubt, vorbehaltlich der nach Art. 69 und 70 nothwendigen Anzeige.

79. Die in den Art. 69, 70 und 78 erwähnte Anzeige ist unnöthig, wenn der Generalconservator schriftlich erklärt, dafs dergleichen Antiquitäten für den Staat weder nothwendig noch wichtig seyen.

Eine solche Erklärung soll jedoch erst nach Besichtigung des Gegenstandes durch eine der in Art. 29 erwähnten Commissionen und des Generalconservators selbst, oder eines von ihm damit beauftragten Conservators abgegeben werden.

80. Wenn ein Private die auf seinem Privateigenthum nach Art. 64 erst aufgefundenen Antiquitäten veräussern will, so ist derselbe wegen des Miteigenthums des Staates zur Einhaltung nachfolgender Bestimmungen verbunden:

1) er hat die zu veräussernden Gegenstände zuerst dem Staate anzubieten und ihm das Vorkaufsrecht zu gestatten:

2) erst wenn er sich mit dem Staate nicht über die Verkaufsumme vereinigen kann, ist der Verkäufer berechtigt, den fraglichen Gegenstand an jeden Andern zu veräussern. In diesem Falle ist jedoch die Hälfte des Erlöses an den für das Staatsmuseum bestimmten Fond abzuliefern;

3) wenn der angebotene Gegenstand so unbedeutend ist, dafs es der Staat seinem Interesse gemäfs findet, nicht einmal ein Gebot darauf zu thun, oder wenn der Generalconservator die in Art. 76 erwähnte schriftliche Erklärung abgegeben hat, so wird dasselbe volles Eigenthum des Besitzers, und dieser kann ihn nun nach Belieben verschenken, vererben, verkaufen, oder auf sonstige Weise veräussern, ohne zur Abgabe einer Quote des Erlöses verbunden zu seyn.

81. Das im vorigen Artikel erwähnte Anerbieten an den Staat hat zu geschehen, entweder:

1) direct an den Generalconservator; oder

2) an einen Conservator; oder

3) an eine der in Art. 29 erwähnten Commissionen.

Im Falle 2 und 3 sind die Conservatoren oder Commissionen verbunden, unverzüglich dem Generalconservator Anzeige davon zu machen, und demselben ihre Ansicht wegen des Ankaufes der zu diesem Ende angebotenen Gegenstände vorzutragen.

82. Privatleute, welche Schenkungen von Alterthümern an den Staat zu machen geneigt sind, können selbst verfügen, welchem Museum sie ihr Geschenk bestimmen. Ihr Wille in dieser Hinsicht wird auch nach ihrem Tode bei Kraft bleiben.

Solche Schenkungen sollen im Regierungsblatt bekannt gemacht, die Namen der Geber in die Verzeichnisse des Museums eingetragen, und, wo es thunlich ist, auch noch auf den geschenkten Gegenständen selbst bemerkt werden.

83. Wer auf Staatsländereien gefundene oder ausgegrabene Antiquitäten (Art. 62), einerlei ob vor oder nach der Befolge des Art. 65 N° 1 zu machenden Anzeige, verschenkt, verpfändet, verkauft oder auf sonstige Weise veräussert, ist nach Vorschrift des Strafgesetzbuches Art. 371 ff., 385 ff. oder 393 zu bestrafen.

84. Privatleute, welche einzelne hellenische Antiquitäten, oder ganze Sammlungen besitzen, oder auf deren Grundeigen-

thum sich solche befinden, sind nach Art. 61 und den nähern Bestimmungen der Art. 64, 65 ff. und 80 als Inhaber von hellenischen Nationalgütern zu betrachten. Daher ist ihnen jede absichtliche Zerstörung oder Beschädigung von solchen Alterthümern verboten.

85. Insbesondere ist es solchen Privatbesitzern verboten, ohne Erlaubnifs:

1) alte Denkmale, welche sich auf ihren Privatgründen befinden, oder welche in der Folge noch entdeckt werden, namentlich auch die Ueberreste alter Strafsen, Bäder, Gräber u. s. g. m. auf irgend eine Weise zu zerstören oder zu beschädigen;

2) in einem Umkreise von einem viertels Myriameter um hellenische Denkmale Kalköfen anzulegen, damit nicht zur Zerstörung oder Beschädigung von Alterthümern Veranlassung und Gelegenheit gegeben werde;

3) in der Nähe von dergleichen Denkmalen solche Einrichtungen zu treffen, wodurch voraussichtlich Gefahr des Einsturzes solcher Antiquitäten entsteht;

4) von schon eingestürzten Denkmalen des Alterthums Steine zu nehmen;

5) von im Privatbesitze befindlichen Kirchen und Klöstern Antiquitäten, von welcher Art sie auch seien, wegzunehmen;

6) Gerüste an Gebäude des Alterthums zu machen oder zum Behufe des Abformens, Messens, Zeichnens oder irgend eines anderen Zweckes anzustellen;

7) die auf Privatgründen befindlichen, ganz oder theilweis erhaltenen Tempel und anderen althellenischen Gebäude, Gräber, Sarkophage und andere Gegenstände des Alterthums zu irgend einem ökonomischen Zweck, insbesondere zu Wohnungen, Fruchtbehältern, Viehställen, Viehtränken u. dgl. m. zu verwenden, auch wenn mit einem solchen Gebrauche keine unmittelbare Beschädigung oder Zerstörung verbunden seyn sollte.

86. Wenn ein Private wahrnimmt, dafs den auf seinem Grund und Boden befindlichen alten Denkmalen Gefahr des Einsturzes droht, so hat derselbe unverzüglich einer der in Art. 29 genannten Commissionen oder dem Conservator in der Gemeinde, im Bezirke oder Kreise, oder dem Generalconservator selbst davon Anzeige zu machen, damit zu deren Erhaltung unter der Leitung des Generalconservators die nöthigen Mafsregeln getroffen werden können.

87. Wird in dem Falle des vorigen Artikels von der Local-, Bezirks- oder Kreiscommission begutachtet, und vom Generalconservator entschieden, dafs solche alte Denkmale erhalten zu werden verdienen, so ist dem Privateigenthümer solcher

legenstände von dem Eparchen oder Nomarchen ein Termin ur Vornahme der von ihm gemeinschaftlich mit dem General-onservator zu bestimmenden Erhaltungsmafsregeln zu setzen.

88. Erklärt der Private, solche Mafsregeln nicht ergrei-en, oder sich die Leitung des Generalconservators nicht ge-allen lassen zu wollen, oder läfst derselbe die ihm gegebene rist fruchtlos verstreichen, so sind die Kosten zur Erhaltung us der für das Kirchen- und Schulwesen gebildeten Casse zu estreiten.

Das Eigenthum an solchen alten Denkmalen fällt aber in iesem Falle an den Staat gegen Ersatz der Hälfte des Wer-hes, welcher nach Vorschrift des Art. 93 zu bestimmen ist.

89. Die im Art. 85 erwähnte Erlaubnifs ist von dem näch-ten Eparchen oder Nomarchen zu ertheilen. Sie wird begehrt:

1) bei dem Conservator, oder bei einer der in Art. 29 er-vähnten Commissionen, welche sodann die eingereichte Bitt-chrift mittelst Bericht an den Eparchen oder Nomarchen ein-usenden hat; oder

2) direct bei dem Eparchen oder Nomarchen, welcher in iesem Falle vor Ertheilung der Erlaubnifs den Conservator der eine der in Art. 29 erwähnten Commissionen zu vernehmen hat.

90. Wer die im Art. 84 bis 86 gegebenen Vorschriften ibertritt, verfällt in eine Geldbufse von 5 bis 100 Drachmen.

Von dieser Strafe sind auch öffentliche Beamte und Diener nicht ausgenommen, welche im Falle des Art. 85 ohne vom Eparchen oder Nomarchen ertheilte Erlaubnifs dergleichen Handlungen gestatten.

91. Die ausgesprochene Geldbufse fällt nach Art. 501 des Strafgesetzbuches in der Regel in die Gemeindecasse. Sie soll edoch zur Hälfte dem Denuncianten zugesprochen werden, wenn ein solcher vorhanden ist.

92. Ausser der in Art. 90 bestimmten Geldbufse ist auch noch zu erkennen:

1) auf Restauration der beschädigten Antiquitäten unter der Leitung des Generalconservators; oder auf Zurückbringung des eigenmächtig entfernten Gegenstandes, beides auf Kosten des Thäters; oder

2) auf Ersatz des gestifteten Schadens, oder des Werthes der Sache, wenn die Restauration oder Zurückschaffung nicht mehr bewerkstelligt werden konnte, oder nicht bewerkstelligt werden wollte.

93. Der Betrag des zu ersetzenden Schadens oder Werthes soll durch zwei Experten bestimmt werden.

Davon ist der Eine vom Besitzer der Antiquität, der Andere vom Generalconservator oder von einem vom Generalconservator zu bestimmenden Conservator zu ernennen.

Können sich beide Experten nicht vereinigen, so hat die nächste der in Art. 29 erwähnten Commissionen einen Obmann zu bestimmen.

Im letzten Falle entscheidet die Mehrheit der Stimmen.

94. Was im Art. 84—87, 89—93 von den Privateigenthümern selbst vorgeschrieben worden ist, gilt auch hinsichtlich der Pächter, Nutznieſser und anderen Inhaber von Privatgründen.

Im Falle des Art. 88 ist der Privateigenthümer selbst zur Ergreifung der Erhaltungsmaſsregeln aufzufordern, und ihm zu diesem Ende ein Termin zu setzen. Erst nach fruchtlosem Ablauf dieses Termins soll gegen ihn nach Vorschrift des Art. 88 eingeschritten werden.

95. Ausser der nach Art. 90—94 zu erkennenden Geldbuſse und dem Ersatze, soll noch die absichtliche Zerstörung oder Entwendung von in fremdem Privateigenthum befindlichen Antiquitäten nach Vorschrift des Strafgesetzbuches Art. 371, 421 ff., 693 bestraft werden.

96. Wenn es bei der Bestimmung der Strafe auf den Werth des entwendeten oder unterschlagenen Gegenstandes, oder auf den Betrag der Beschädigung oder der Zerstörung ankommt, so ist zur Expertise immer der Generalconservator, oder ein von ihm zu bezeichnender Conservator beizuziehen.

97. Wer, wenn auch Pachter, Nutznieſser oder sonstiger Inhaber von Staatseigenthum, alte Bruchstücke von Kirchen, Klöstern oder anderen Antiquitäten wegnimmt, oder sonst gegen die in Art. 84—86 gegebenen Vorschriften handelt, soll nach Vorschrift der Art. 90—93 in Strafe und Schadenersatz verurtheilt werden, vorbehaltlich der weiteren Bestimmungen des Art. 95.

Hinsichtlich der zu ertheilenden Erlaubniſs gelten die Bestimmungen der Art. 89 und 90.

98. Wer an Gebäuden, welche dem Alterthum angehören, Restaurationen vornimmt, ohne vorher einer der in Art. 29 genannten Commissionen, oder dem Conservator, oder Generalconservator die Anzeige gemacht, und ohne vorher vom Generalconservator die nöthigen Weisungen hinsichtlich der Behandlung der Antiquitäten erhalten zu haben, soll nach Vorschrift der Art. 90—93 in Geldbuſse, und zu gleicher Zeit zur Wiederherstellung der etwa beschädigten Antiquitäten auf eigene Kosten oder zu Schadenersatz verurtheilt werden.

99. Wer ohne Erlaubniſs des Generalconservators dem Staate gehörige, in Sammlungen oder in anderen Gebäuden,

oder im Freien befindliche Antiquitäten abformt, soll nach Vorschrift der Art. 90 bis 93 bestraft und in Schadenersatz verurtheilt werden.

VIERTES CAPITEL.

Von den Ausgrabungen insbesondere.

Art. 100. Ohne Erlaubnifs soll Niemand, ohne alle Ausnahme, weder auf eigenem, noch auf fremdem Grund und Boden Ausgrabungen nach Alterthümern vornehmen, bei Strafe von 25—200 Drachmen und der Beschlagnahme der gefundenen Gegenstände.

101. Die im vorigen Artikel erwähnte Strafe ist auch gegen öffentliche Beamte und Diener auszusprechen, welche ohne vorgängige Erlaubnifs dergleichen Ausgrabungen zugeben.

102. Die im Art. 100 und 101 erwähnte Erlaubnifs wird durch den nächsten Eparchen oder Nomarchen ertheilt, in der im Art. 89 bestimmten Art und Weise.

103. Die Erlaubnifs zu Nachgrabungen soll nur denjenigen ertheilt werden, welche sich als die wahren Eigenthümer von Grund und Boden auszuweisen, oder die Einwilligung des Eigenthümers einzubringen vermögen.

104. Die nach Art. 89 und 102 einzureichende Bittschrift soll enthalten:

1) den im Art. 103 erwähnten Nachweis;

2) eine genaue Beschreibung der Lage des Bodens, auf welchem der Bittsteller die Ausgrabungen zu machen gedenkt;

105. Auf diese Bittschrift hin ist von der Commission, wo möglich unter Zuziehung des Conservators, der bezeichnete Ort zu besichtigen und zu untersuchen, und über das Resultat dem Eparchen oder Nomarchen Bericht zu erstatten.

Hierauf wird nach Vorschrift des Art. 89 und 102 vom Eparchen oder Nomarchen die Erlaubnifs entweder ertheilt oder abgeschlagen.

106. In demselben Rescript, in welchem die Erlaubnifs zum Nachgraben ertheilt wird, sollen die Entfernungen der zu machenden Ausgrabungen von den öffentlichen Strafsen und Gebäuden, den Wohnhäusern, Einfassungsmauern der Gärten und Felder, Wasserleitungen, Brunnen, Ueberresten der alten Denkmale und Begräbnifsplätzen bestimmt werden.

107. Die Staatsregierung ist jeder Zeit berechtigt, bereits erlaubte und schon begonnene Ausgrabungen wieder zu schliefsen und zu untersagen, wenn dieselben für die öffentliche Sicherheit oder Gesundheit gefährlich seyn sollten.

Die Schliefsung ist bei dem nächsten Eparchen oder Nomarchen zu begehren und zu erlangen, kann jedoch von ihm auch von Amtswegen verordnet werden.

108. Hinsichtlich der Anzeige der aufgefundenen Antiquitäten und Verfügung darüber gelten die Bestimmungen der Art. 65—99.

109. Ueber die zweckmäfsigste Art, dergleichen Ausgrabungen vorzunehmen, und die dabei zu führende Aufsicht sollen vom Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens Instructionen entworfen, und zur Königlichen Bestätigung vorgelegt werden.

FÜNFTES CAPITEL.

Von den als Antiquitäten zu betrachtenden Gegenständen.

Art. 110. Ausser den Werken der Bildhauerei und Baukunst sind unter Alterthümer auch die Massen von gearbeitetem Marmor oder anderen Steinen, in welcher Form sie vorkommen mögen, begriffen. Ebenso Malereien, Mosaike, Gefäfse, Waffen, Schmucksachen und andere Geräthschaften aus Metall oder gebrannter Erde, ferner geschnittene Steine, Münzen und Inschriften irgend einer Art.

Sie sind sämmtlich dem gegenwärtigen Gesetze unterworfen.

111. Auch diejenigen Gegenstände, welche aus den frühern Zeiten der christlichen Kunst, nämlich aus dem so genannten Mittelalter herrühren, sind nicht ausgenommen von den Bestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes.

Schlufsartikel.

Art. 112. Die im gegenwärtigen Gesetze angedrohten Strafen sind von der Zuständigkeit der Polizeigerichte, welche dabei nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Strafverfahren einzuschreiten und zu verfahren haben.

113. Gegenwärtiges Gesetz tritt den 18 (30) Juni l. J. in Wirksamkeit.

Von demselben Tage an sind alle entgegenstehenden früheren Verordnungen und Gesetze aufgehoben.

114. Unser Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens ist mit dem Vollzuge und der Bekanntmachung beauftragt.

Nauplia den 10 (20) Mai 1834.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT.

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, A. MAUROCORDATOS Prdt.,
C. D. SCHINAS, N. G. THEOCHARIS,
J. KOLETTI, v. LESUIRE.

23. *Traduction d'une chanson, chantée par les Maïnots dans les événemens de Sparte en Mai 1834.*

Voulez vous que je vous conte une histoire?
Tous les villages de Sparte se sont accordés;
Ils se sont tous réunis à l'effet de convoquer une assemblée,
Et de garder leurs armes ou de mourir avec elles.
Nous ne sommes pas des montagnards qui tiennent des drapeaux,
Mais nous sommes habitués à tenir les armes.
Voilà ce que nous avons dit, vieillards et enfans
Parceque nous avons toujours vécu libres.
Tous nous avons parlé, et tous nous avons dit un même mot.
Juge étranger nous ne mettons pas chez nous, nous ne le voulons pas.
Et si le Roi veut que nous le reconnaissions,
Qu'il nous accorde trois demandes, que nous lui faisons.
La première pour les armes, la seconde pour les dîmes,
Et la troisième c'est nos tours, qui contiennent la bravoure.
Lorsque nous verrons nos tours démolies,
Que ferons nous de notre vie? Ne ferons nous pas mieux d'aller nous noyer?
Pourquoi nous battons nous toujours? pour notre honneur
Nous dépensons nos biens, et nous usons notre vie.
Nous nous battons toujours l'un contre l'autre
Parceque le petit ne reconnaît jamais de grand.
Chaque famille dans sa tour a son voisinage.
Et une autre famille la haït et ne la veut pas près d'elle.
Eloigné l'un de l'autre on est mieux aimé.
Parceque lorsqu'on se réunit on est toujours en guerre.
Tout étranger venu dans les villages de Sparte
A vu les vieillards et les enfans armés.
Tous l'admirent, parens et amis.
Les Magnotts ne daignent jamais qu'on les appèle Rajas.
[1) Eine von den verbreiteten Unwahrheiten.]
Et d'être soumis, toujours tyrannisés;
Car leurs femmes leur ont dit, qu'ils leur jeteraient des pierres
Qu'elles ne voudraient ni les voir, ni les souffrir près d'elles.
Nous préférons comme nos ancêtres mourir tous à la fois
Car tels que nous nous sommes trouvés, tels nous voulons toujours vivre.
Et nous mourrons tous comme Léonidas;
Car la guerre n'est pour nous qu'un jeu.

Vous nous avez envoyé des proclamations, mais nous ne les considérons pas.
Nous restons sous nos armes, et nous vous attendons ici.
A douze ans vous voulez faire baptiser l'enfant.
Et à 18 lui faire prêter le serment.
[2) Dies sind gleichfalls von den verbreiteten Lügen.]
Nous sommes tous habitués à la liberté.
Et nous ne voulons pas être esclaves, pour nous tyranniser.
Ce que nous vous écrivons ici n'est pas une fable;
Nous tenons à cela de tout notre coeur.
Nous avions ressenti une grande joie à l'arrivée du Roi
Qui est allé débarquer à Nauplie et dans toute la Morée
Petits et grands nous nous réjouissions de coeur
De ce qu'un Roi avait mis le pied sur le territoire Grec.
Mais nous ne nous attendions pas à recevoir le Charatz.
[3) Auch dieses war eine von den verbreiteten Unwahrheiten.]
Nous espérions au contraire recevoir nos soldes.
Voilà ce que nous sommes, et ce que nous lui demandons.
Autrement nous lui refuserons ce qu'il prétendra de Vous.
Mieux vaut souffrir, comme nos ancêtres;
Car nous n'avons j'amais été esclaves dans toute notre vie.
Notre pays est pauvre, il n'a pas de revenus;
Nous vous disions Roi, donnez nous si vous en avez,
Voilà ce que nous Vous déclarons en résumé.
Nous sommes dans notre pays, et venez nous trouver.

Fin de l'histoire de Sparte.

---

24. *Gerichts- und Notariats-Ordnung.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Ministerrathes beschlossen und verordnen, wie folgt:

ERSTER TITEL.

Gerichte und richterliche Beamte.

ERSTER ABSCHNITT.

Gerichte.

ERSTES CAPITEL.

Civilgerichte.

Art. 1. Für die Verwaltung der Civilrechtspflege bestehen folgende Gerichte:

1) Friedensgerichte,
2) Bezirksgerichte,

3) Handelsgerichte,
4) Appellationsgerichte, und
5) ein Cassationsgericht.

Alle Unterthanen ohne Ausnahme sind denselben unterworfen, namentlich auch die Geistlichen und Militäre.

2. In jeder Eparchie sollen wenigstens ein Friedensgericht, in jeder Nomarchie wenigstens ein Bezirksgericht, an jedem wichtigen Handelsorte ein Handelsgericht, für das ganze Reich wenigstens zwei, jedoch nicht über drei Appellationsgerichte, und am Sitz der Staatsregierung ein Cassationsgericht bestehen.

3. Die Amtsbezirke der in Art. 1. Nr. 1 bis 4 genannten Gerichte werden auf den Vorschlag des Justizministeriums und nach Vernehmung des Ministerrathes durch eine eigene Verordnung von dem König bestimmt.

4. Der Amtsbezirk eines Handelsgerichtes erstreckt sich in der Regel über den ganzen Bezirksgerichts-Sprengel, in welchem dasselbe seinen Sitz hat. Der Staatsregierung ist es jedoch vorbehalten, diesen Amtsbezirk durch öffentliche Ausschreibungen nach Bedürfnifs zu beschränken oder zu erweitern.

Nur in den Bezirken, in welchen keine eigenen Handelsgerichte bestehen, haben die gewöhnlichen Bezirksgerichte, jedoch in derselben Form, wie die Handelsgerichte, auch in Handelssachen zu verfahren.

5. Jedes Friedensgericht bestehet aus einem Friedensrichter, einem Gerichtsschreiber, und aus zwei Suppleanten, wovon wenigstens Einer am Sitze des Friedensgerichtes selbst wohnhaft seyn soll.

6. Jedes Bezirksgericht soll bestehen aus einem Präsidenten, wenigstens drei Richtern, einem Staatsprocurator, einem Substituten, einem Gerichtsschreiber, und vier Suppleanten, wovon wenigstens zwei am Sitze des Bezirksgerichtes wohnhaft seyn müssen.

7. Jedes Handelsgericht bestehet aus einem Präsidenten, zwei Richtern, einem Gerichtsschreiber und vier Suppleanten.

Die Präsidenten sollen Juristen, die Richter und Suppleanten aber Handelsleute seyn.

Alle müssen am Sitze des Gerichtes ihren Wohnsitz haben, oder für die Dauer ihrer Functionen ihn daselbst nehmen.

8. Jedes Appellationsgericht hat zu bestehen aus einem Präsidenten, fünf Räthen, einem Suppleanten, einem Generalprocurator, einem Substituten und einem Gerichtsschreiber.

9. Das Cassationsgericht soll aus einem Präsidenten, einem Vicepräsidenten, fünf Räthen, einem Suppleanten, einem Generalprocurator, einem Substituten und einem Gerichtsschreiber bestehen.

Der Vicepräsident hat im Verhinderungsfalle den Präsidenten zu ersetzen, im Uebrigen aber als Rath zu functioniren.

10. Alle in Art. 5 bis 9 erwähnten Beamten werden auf Vorschlag des Justizministeriums vom König ernannt, und zwar:

1) die Friedensrichter, Friedensgerichtsschreiber und die Mitglieder der Bezirks- und Handelsgerichte nebst den Suppleanten dieser Gerichte nach Vernehmung des Staatsprocurators, in dessen Bezirke jene Gerichte liegen;

2) die Mitglieder eines Appellations- oder des Cassations-Gerichtes nebst den Suppleanten dieser Gerichte nach Vernehmung des einschlägigen Generalprocurators;

3) die Substituten eines Staats- oder Generalprocurators nach Vernehmung des Staats- oder Generalprocurators;

4) die Staatsprocuratoren nach Vernehmung des Generalprocurators des zuständigen Appellationsgerichtes;

5) die Generalprocuratoren nach Vernehmung des Generalprocurators am Cassationsgerichte.

11. Zum Präsidenten, General- oder Staatsprocurator, Rath, Richter, Substitut oder Friedensrichter kann aber nur ernannt werden, wer das Staatsexamen gemacht, und wenigstens ein Jahr lang als Anwalt oder Suppleant functionirt hat.

Ausserdem sollen Präsidenten, General- oder Staatsprocuratoren, Räthe, Richter und Friedensrichter das 25. Jahr, Substitute aber das 22. Jahr zurückgelegt haben.

Zum Gerichtsschreiber kann nur derjenige ernannt werden, der wenigstens während eines vollen Jahres Untergerichtsschreiber gewesen ist.

Bei den in Folge des gegenwärtigen Gesetzes vorzunehmenden ersten Ernennungen kann jedoch, in Berücksichtigung bisher geleisteter Dienste, von diesen Verfügungen abstrahirt werden.

12. Die Richter und Suppleanten der Handelsgerichte sind aus der in Art. 14—21 erwähnten Liste zu nehmen.

13. Ausgeschlossen von den Verrichtungen eines Präsidenten, Richters, Staats- und Generalprocurators, Gerichtsschreibers oder einer anderen richterlichen Person oder eines Suppleanten sind diejenigen, welche zu einer Verbrechensstrafe, oder in den durch die Art. 22 und 24 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Fällen auch nur zu einer Vergehensstrafe verurtheilt worden sind. Der Verurtheilte ist sofort aus der Beamten- oder Suppleantenliste auszustreichen.

Suspension vom Amtre tritt gegen jeden richterlichen Beamten ein, sobald gegen denselben wegen eines Verbrechens oder wegen eines unter den Bestimmungen des Art. 22 und 24

des Strafgesetzbuchs begriffenen Vergehens die Untersuchung nach Art. 308 eingeleitet worden ist.

14. Zu den Verrichtungen eines Richters und Suppleanten eines Handelsgerichtes ist befähigt jeder im Gerichtsbezirke ansässige und wohnhafte Handelsmann.

15. Jedes Jahr im Monat Januar ist für jede Eparchie ein Verzeichniſs der in derselben wohnhaften nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels zu den handelsgerichtlichen Verrichtungen befähigten Individuen durch den zuständigen Eparchen zu entwerfen, und spätestens den 1. März durch den Bürgermeister im Gemeindehaus am Sitze des Eparchen, und überdies noch, wo sich eine Börse oder ein Handelsgericht befindet, durch den Bürgermeister auf der Börse oder durch den Handelsgerichtsschreiber im Audienzsaale des Handelsgerichtes zur Einsicht aufzulegen, oder anzuheften.

16. Jeder Handelsmann ist berechtigt, gegen die aufgelegten oder angehefteten Verzeichnisse wegen Uebergehung befähigter oder Eintragung unbefähigter Individuen Reclamation zu erheben.

17. Zehn Tage nach Auflegung oder Anheftung jener Verzeichnisse sind dieselben von dem Bürgermeister und beziehungsweise von dem Handelsgerichtsschreiber, nebst den eingelaufenen Reclamationen, an den Eparchen zu übersenden.

Dieser soll die Reclamationen sogleich bescheiden, und die hergestellten Verzeichnisse mit einer Uebersicht der aus der Bescheidung der Reclamationen hervorgehenden Abänderungen dem Nomarchen spätestens bis zum letzten März vorlegen.

18. Bis zu diesem Termine ist die Berufung an den Nomarchen zulässig.

Dieser hat die in einzelnen Reclamationsfällen eingelegten Berufungen in zweiter und letzter Instanz zu entscheiden, und hiernach die Verzeichnisse bis zum 20. April definitiv zu berichtigen.

19. Spätestens am 1. November eines jeden Jahres ist unter dem Vorsitze des Präsidenten des Handelsgerichtes am Sitze des Gerichtes eine Versammlung zu halten, um für jede Stelle eines der in Art. 7 erwähnten Handelsrichter oder Suppleanten drei Candidaten nach Mehrheit der Stimmen zu erwählen.

Die Candidaten sind aus jenen Handelsleuten zu wählen, welche durch Redlichkeit, Ordnungsgeist und geregelten Haushalt sich auszeichnen.

Sämmtliche, auf den in Art. 14 bis 18 erwähnten Listen befindliche Handelsleute sind zu dieser Sitzung durch den Präsidenten des Handelsgerichtes schriftlich einzuladen.

Im Verhinderungsfalle des Präsidenten hat der Nomarch die Versammlung zu präsidiren.

20. Die Candidatenliste ist dem zuständigen Staatsprocurator von dem die Versammlung leitenden Präsidenten alsbald mitzutheilen, und daraus nach Vorschrift des Art. 10 und 11 das nöthige Personal für das nächste Jahr zu ernennen.

Die Richter und Suppleanten des vorigen Jahres können wieder ernannt werden.

21. Bis zur Herstellung der in Art. 15—20 erwähnten Listen sollen die Wahlen und Ernennungen nach den bisher bestehenden Normen festgesetzt werden.

22. Niemand ist verbunden, die Ernennung zum Handelsrichter oder zum Suppleanten irgend eines Gerichtes anzunehmen. Hat er sie aber einmal angenommen, so ist derselbe verpflichtet, auf die ihm vom Präsidenten des Gerichtes zugekommene Einladung bei Gericht zu erscheinen. Jedes Mitglied eines Handelsgerichtes hat zugleich nach Art. 7 seinen Wohnort am Sitze des Gerichtes zu nehmen.

Als angenommen sind jene Stellen dann zu betrachten, wenn dieselben nicht 14 Tage nach Empfang der Ernennung schriftlich beim Staats- oder Generalprocurator abgelehnt worden sind.

23. Wer im Falle des vorigen Artikels ohne hinreichende Entschuldigungsgründe bei Gericht ausbleibt, oder nach Art. 7 und 22 nicht den gehörigen Wohnsitz nimmt, der ist auf Antrag des Staatsprocurators oder auch von Amtswegen von dem zuständigen Gerichte das erste Mal in eine Strafe von 20 bis 200 Drachmen zu verurtheilen.

Bei dem Rückfalle tritt eine Geldstrafe von 100 bis 500 Drachmen, und der Verlust der Fähigkeit zur Ausübung der Verrichtungen eines Suppleanten oder Mitgliedes eines Handelsgerichtes ein.

In beiden Fällen soll das Urtheil auf Kosten des Verurtheilten in einer von dem Gerichts-Vorstande zu bestimmenden inländischen Zeitung oder in einem anderen inländischen periodischen Blatte bekannt gemacht werden.

24. Die im vorigen Artikel bestimmte Strafe tritt auch dann ein, wenn ein Handelsrichter oder Suppleant auf die ergangene Einladung zwar erschienen ist, vor der Erfüllung seines Berufes sich aber ohne gesetzliche Entschuldigung wieder entfernt hat.

25. Als gesetzliche Entschuldigungen sind nur folgende zu betrachten:

1) eine durch ärztliches Zeugnifs bescheinigte Krankheit, welche das Erscheinen unmöglich macht;

2) häusliche oder Dienstverhältnisse oder staatsbürgerliche Verrichtungen, welche das Reisen an andere Orte nothwendig, oder das Erscheinen unmöglich machen, oder die Uebernahme eines jeden anderen Geschäftes nach obrigkeitlichen Zeugnissen nicht gestatten.

Ueber die Zulänglichkeit der vorgeschützten Entschuldigungsgründe hat das zuständige Gericht zu erkennen.

26. Als zuständig ist im Falle der Art. 23 bis 25 jedes Friedens-, Handels- oder andere Gericht zu betrachten, bei welchem der Handelsrichter oder Suppleant angestellt ist.

27. Im Falle der Verhinderung des Präsidenten tritt bei Gerichten, bei denen ein Vicepräsident angestellt ist, der Vicepräsident, bei anderen Gerichten dagegen der dem Range oder der Ernennung nach älteste Richter oder Rath, im Verhinderungsfalle eines Friedensrichters, Richters oder Rathes aber, wenn kein anderer mehr vorhanden ist, ein Suppleant nach der in dem Ernennungsdecrete festgesetzten Reihenfolge, ferner bei Verhinderung des Staats- oder Generalprocurators dessen Substitut, endlich im Falle der Verhinderung des Staatsprocurators und Substituten der jüngste Richter oder Rath ein.

28. Die Zuständigkeit der Civilgerichte bestimmt das Gesetzbuch über das Civilverfahren.

ZWEITES CAPITEL.

Strafgerichte.

I. Im Allgemeinen.

Art. 29. Zum Zweck der Anwendung der gesetzlich ausgesprochenen Strafen werden, mit Ausnahme des im Gesetzbuche über das Strafverfahren bestimmten besonderen Gerichtsstandes und des Standrechtes, folgende Gerichte bestehen:

1) Polizeigerichte,
2) Zuchtpolizeigerichte,
3) Assisengerichte.

Ueber allen diesen Strafgerichten steht das Cassationsgericht nach der in Art. 9 bestimmten Bildung.

30. Die Zuständigkeit der Strafgerichte bestimmt das Gesetzbuch über das Strafverfahren.

II. Polizeigerichte.

31. Polizeigericht ist jedes nach Art. 5 und 27 gehörig gebildete Friedensgericht.

Oeffentlicher Ankläger dabei ist in der Regel der Bürgermeister oder Adjunct am Sitze des Polizeigerichtes, oder der daselbst etwa aufgestellte Polizeicommissär.

Zur Anklage berechtigt ist aber auch noch jeder andere nach den Bestimmungen des Gesetzbuches über das Strafver-

fahren zuständige Polizeicommissär, Bürgermeister, Adjunct, Staatsprocurator, oder endlich auch der Verletzte selbst.

III. Zuchtpolizeigerichte.

32. Jedes Zuchtpolizeigericht besteht aus einem Präsidenten und vier Richtern, einem Staatsprocurator und Gerichtsschreiber.

Jedes nach Art. 6 gebildete Bezirksgericht ist zu gleicher Zeit Zuchtpolizeigericht. Die fehlenden Mitglieder hat der Präsident aus den Bezirksgerichts-Suppleanten nach der in Ernennungsdecrete festgesetzten Reihenfolge zu nehmen.

33. Im Verhinderungsfalle eines Mitgliedes des Zuchtpolizeigerichts gelten die Bestimmungen des Art. 27, im Falle des Ausbleibens oder des unerlaubten Entfernens der Suppleanten aber die Bestimmungen der Art. 22 bis 26.

IV. Assisengerichte.

1) Assisenhof.

34. Jeder Assisenhof soll aus einem Präsidenten, vier Räthen, einem Staatsprocurator und einem Gerichtsschreiber bestehen.

35. Die Ernennung des Präsidenten, der Räthe und des Gerichtsschreibers geschieht vom Staatsministerium der Justiz, binnen 4 Wochen nach dem Schlusse der nächst vorhergehenden Assisensitzung.

Die Namen der Ernannten sind in derselben Ordonnanz, wodurch die Eröffnung des Gerichtes bestimmt wird, auf Betreiben des Generalprocurators öffentlich bekannt zu machen.

36. Die im vorigen Artikel erwähnte Bekanntmachung geschieht theils durch Einrücken in ein öffentliches Blatt, theils durch Anschlag am Sitze sämmtlicher Zuchtpolizeigerichte und Eparchien, welche im Amtsbezirke des Assisengerichtes gelegen sind.

Der betreibende Generalprocurator hat das öffentliche Blatt zu bestimmen. Die Einrückung in dasselbe geschieht gratis bei Geldstrafe von 5—100 Drachmen.

37. Der Präsident soll in der Regel aus den Appellationsgerichtsräthen genommen werden. Es kann jedoch dazu auch der Präsident des Appellationsgerichtes oder des Zuchtpolizeigerichtes, an dessen Sitze das Assisengericht zu halten ist, ernannt werden.

Für den Verhinderungsfall ist durch Ernennung eines Ersatzmannes Fürsorge zu treffen. Ist auch der Ersatzmann verhindert, so hat derjenige Rath des Assisengerichtes in die Stelle des Präsidenten einzurücken, der nach der in der Ernennungsordonnanz bestimmten Reihenfolge den übrigen voransteht.

Die Stelle des auf solche Weise in die Function des Präsidenten vorrückenden Rathes wird nach den Bestimmungen des Art. 42 ersetzt.

38. Die Assisengerichtsräthe sind zu nehmen aus den Mitgliedern des Zuchtpolizeigerichtes, an dessen Sitze das Assisengericht gehalten wird, oder auch aus der Mitte der Appellationsgerichtsräthe. Sie können jedoch auch aus den Suppleanten der Bezirks- oder Appellationsgerichte genommen werden.

39. Am Sitze des Assisengerichtes sind für alle auswärtigen Mitglieder des Assisenhofes anständige Wohnungen herzurichten.

Dem Präsidenten und Generalprocurator ist in den für sie bestimmten Wohnungen binnen 24 Stunden nach ihrer Ankunft von dem Nomarchen, Kreisdirector und den Mitgliedern des Bezirksgerichtes der erste Besuch abzustatten.

40. Wenigstens 14 Tage vor der Eröffnung des Assisengerichtes sind alle ernannten Räthe vom Assisengerichtspräsidenten von ihrer Ernennung in Kenntniſs zu setzen und zum Erscheinen schriftlich einzuladen.

41. Im Falle des Ausbleibens oder der unerlaubten Entfernung der Assisengerichtsräthe treten die Bestimmungen der Art. 23 bis 26 ein.

42. Im Verhinderungsfalle eines Assisengerichtsrathes treten die übrigen Mitglieder des Zuchtpolizeigerichtes und deren Suppleanten, welche nicht zu Mitgliedern des Assisenhofes ernannt worden sind, und zwar die Richter nach ihrem Dienstrange, die Suppleanten aber nach der im Ernennungsdecrete festgesetzten Reihenfolge ein.

43. Der Generalprocurator am Appellationsgerichte oder dessen Substitut, oder der von ihm substituirte Staatsprocurator eines Zuchtpolizeigerichtes, hat die Verrichtungen des öffentlichen Anklägers zu besorgen.

44. Die Functionen des Gerichtsschreibers hat, wenn nach Art. 35 vom Justizministerium nichts anderes verfügt worden ist, der Gerichtsschreiber des Zuchtpolizeigerichtes, an dessen Sitze das Assisengericht gehalten wird, zu versehen.

2) Geschwornengericht.

45. Zu den Verrichtungen eines Geschwornen sind befähigt, insofern sie nicht unter die im folgenden Artikel genannten Ausnahmen gehören:

1) alle Professoren der hellenischen Schulen, Gymnasien und der Universität;

2) alle inländischen Mitglieder der Academie der Wissenschaften;

3) alle Doctoren, insofern sie Inländer sind;

4) alle Inländer, welche in Immobilien von wenigstens 5000 Drachmen Werth angesessen, oder ein jährliches Einkommen von wenigstens 1000 Drachmen haben;

5) die Notare.

46. Geschworne können nicht seyn:

1) Staatssecretäre, Nomarchen, Kreisdirectoren, Eparchen, Bürgermeister, Adjuncte oder Polizeicommissäre;

2) das gesammte Richterpersonal mit Ausnahme der Handelsrichter und der Suppleanten sämmtlicher Gerichte;

3) Staats- und Generalprocuratoren, sowie deren Substitute;

4) alle Individuen, welche ein geistliches Amt bekleiden oder geistliche Functionen verrichten;

5) wer das 25ste Jahr noch nicht zurückgelegt hat.

47. Von den Verrichtungen eines Geschwornen ist ausgeschlossen:

1) für immer, wer wegen eines Verbrechens oder wegen eines unter den Bestimmungen des Art. 22 des Strafgesetzbuchs begriffenen Vergehens verurtheilt worden ist;

2) für bestimmte Zeit, wer in den durch den Art. 24 des Strafgesetzbuchs vorgesehenen Fällen verurtheilt, und von der Fähigkeit zum Staatsdienst auf solche Zeit suspendirt worden ist.

48. Niemand darf zur Verrichtung eines Geschwornen in einzelnen Straffällen zugelassen werden, wenn er bei oder zu dem gegen den Angeklagten eingeleiteten Verfahren vermöge Amtspflicht mitgewirkt, als Zeuge eine Aussage oder als Sachverständiger ein Gutachten abgegeben hat, oder als Beleidigter oder Beschädigter betheiligt erscheint.

49. Die Verrichtung eines Geschwornen kann nur wegen siebenzigjährigen Alters für immer abgelehnt werden.

50. Jedes Jahr im Monat Januar und Februar soll für jede Gemeinde ein Verzeichniſs der in derselben wohnhaften nach Art. 45 zu den Verrichtungen eines Geschwornen befähigten Individuen durch den zuständigen Eparchen entworfen, und spätestens am 1. März von dem Bürgermeister im Gemeindehause zu Jedermanns Einsicht aufgelegt oder angeheftet werden.

51. Jeder Staatsbürger kann nach Art. 16 reclamiren.

Die erhobenen Reclamationen sind nach Vorschrift der Art. 17 und 18 zu entscheiden, und die Verzeichnisse definitiv herzustellen.

52. Die nach Art. 18 und 51 berichtigten Verzeichnisse sind dem Kreisrathe bei seiner jährlichen Versammlung mit-

zutheilen, welcher daraus die Liste der während des nächstfolgenden Jahres für den Dienst der Geschwornengerichte zu verwendenden Staatsbürger mit sorgfältiger Berücksichtigung der erforderlichen moralischen und intellectuellen Eigenschaften anzufertigen und dem Nomarchen zuzustellen hat.

53. Wenigstens 14 Tage vor dem Zusammentritte des Kreisrathes sind die berichtigten Verzeichnisse in einer von dem Nomarchen zu bestimmenden inländischen Zeitung oder in einem anderen inländischen periodischen Blatte öffentlich bekannt zu machen.

Die Einrückung hat gratis bei der im Art. 36 bestimmten Geldstrafe zu geschehen.

54. Die von dem Kreisrathe anzufertigende Liste soll 30 Namen aus den in dem Art. 45 bezeichneten Classen enthalten.

Mitglieder aus seiner eigenen Mitte darf der Kreisrath nicht auf die Liste setzen.

55. Der Nomarch hat der von dem Kreisrathe mitgetheilten Liste noch 30 Namen aus den in Art. 45 bezeichneten Classen beizusetzen.

Der Nomarch ist verpflichtet, bei der zu treffenden Wahl die in dem Art. 52 bezeichneten Eigenschaften sorgfältig zu berücksichtigen.

56. Die auf solche Weise ergänzte Liste ist ohne Verzug dem Präsidenten des Appellationsgerichtes und dem bei diesem Gerichte angestellten Generalprocurator mitzutheilen.

57. Wenigstens 4 Wochen vor Eröffnung der Sitzung des Geschwornengerichtes hat der Präsident des Appellationsgerichtes in öffentlicher Sitzung und in Gegenwart des Generalprocurators die Namen sämmtlicher Staatsbürger, welche auf den verschiedenen nach Art. 54 und 55 verfertigten Listen der zum Bezirke des Assisengerichtes gehörigen Kreise befindlich sind, in eine Urne zu legen, und daraus dreifsig herauszuziehen.

58. Nach Beendigung der allgemeinen Ziehung findet auf gleiche Weise eine besondere Ziehung zur Bestimmung von vier Ersatzgeschwornen statt.

Hiebei sind nur die Namen der an dem Sitzungsorte wohnhaften, auf der allgemeinen Liste stehenden Staatsbürger in die Urne zu legen.

59. Befinden sich unter den Staatsbürgern, deren Namen aus der Urne gezogen worden, einer oder mehrere, welche seit der Anfertigung der Liste entweder gestorben sind, oder die Eigenschaften nicht mehr besitzen, durch welche die Fähigkeit zu den Amtsverrichtungen eines Geschwornen bedingt

ist, so soll nach Vernehmung des Generalprocurators und nach erfolgtem Beschlusse des Appellationsgerichtes sogleich zu deren Ersetzung durch weitere Ziehung geschritten werden.

60. Bis zur Herstellung dieser Listen hat der Nomarch allein 60 Namen auf die nach Artikel 50 bis 55 zu entwerfende Liste zu setzen, welche nach Artikel 56 mitzutheilen, und daraus nach Vorschrift des Artikels 57 bis 59 die vorgeschriebene Anzahl von Geschwornen durch's Loos zu ziehen ist.

61. Das Verzeichnifs der Staatsbürger, welche nach dem Ergebnisse der Ziehung bei der nächsten Sitzung des Geschwornengerichtes zu erscheinen haben, ist von dem Appellationsgerichts-Präsidenten in einer von ihm zu bestimmenden inländischen Zeitung oder in einem anderen inländischen periodischen Blatte bekannt zu machen. Die Bekanntmachung geschieht gratis bei der im Art. 36 bestimmten Geldstrafe.

Ausserdem soll dieses Verzeichnifs ohne Verzug von dem Generalprocurator dem Nomarchen mitgetheilt und durch diesen sodann jedem Einzelnen von seiner Berufung und von dem Tage und Orte, wo er zu erscheinen hat, durch eine schriftliche Ausfertigung, unter ausdrücklicher Bemerkung der auf das Ausbleiben gesetzten Strafen, Nachricht gegeben werden.

62. Die Zustellung der Ausfertigung ist wenigstens 8 Tage vor dem zur Eröffnung der Sitzung bestimmten Tage durch die geeignete Behörde entweder an den Betheiligten in Person, oder in dessen Abwesenheit an die in seiner Wohnung befindlichen Familienglieder oder Diener, oder endlich, wenn in der Wohnung Niemand zu finden ist, an den Gemeindevorsteher zu bewerkstelligen, welcher sodann verpflichtet ist, die ihm übergebene Ausfertigung ohne Aufschub an den Betheiligten gelangen zu lassen.

Die Zustellung ist zu bescheinigen, und die Bescheinigung sogleich dem Nomarchen, und durch diesen dem Generalprocurator einzusenden.

63. Wenn an dem zur Eröffnung der Sitzung bestimmten Tage nicht wenigstens 24 der vorgeladenen Geschwornen erscheinen, so haben für die abgängigen sofort die nach Art. 58 bestimmten Ersatzgeschwornen, und zwar nach der unter diesen durch die Ziehung geordneten Reihenfolge, einzutreten.

Ist die Zahl der letzteren zur Ergänzung des Abganges unzureichend, so hat der Präsident des Assisenhofes sogleich die noch fehlenden in öffentlicher Sitzung durch eine weitere Ziehung zuerst aus der nach den Bestimmungen des Art. 58 gebildeten besonderen Liste, und wenn diese erschöpft ist,

aus den übrigen an dem Sitzungsorte wohnenden, nach Art. 45 bis 48 befähigten Staatsbürgern zu ersetzen.

64. Jeder Geschworne, welcher auf die ihm zugestellte Ladung weder erschienen ist, noch sein Ausbleiben auf zulängliche Weise entschuldigt hat, verfällt in eine Geldstrafe von 20 bis 200 Drachmen.

Bei dem Rückfalle tritt nebst einer Geldstrafe von 100 bis 500 Drachmen der Verlust der Fähigkeit zur Ausübung der Verrichtung eines Geschwornen ein, und es ist das Urtheil auf die im Art. 23 bestimmte Weise auf Kosten des Straffälligen öffentlich bekannt zu machen.

65. Hinsichtlich der unerlaubten Entfernung eines Geschwornen und der Entschuldigungsgründe gelten die Bestimmungen der Art. 24 und 25.

Ueber die Zulänglichkeit der vorgebrachten Entschuldigungsgründe hat der Assisenhof sofort zu entscheiden, und, wenn dieselben als muthwillig erkannt werden, die in Art. 64 bestimmte Strafe auszusprechen.

66. Wer auf die ihm zugestellte Ladung erschienen und seinen Verrichtungen als Geschworner gehörig nachgekommen ist, soll weder in dem nämlichen noch in dem nächstfolgenden Jahre wieder auf die Liste der für den Dienst der Geschwornengerichte bestimmten Staatsbürger gesetzt werden, sofern er nicht ausdrücklich auf diese Befreiung verzichtet.

Dagegen sind die Namen derjenigen Individuen, welche entweder mit oder ohne Entschuldigung ausgeblieben sind, oder vor Erfüllung ihres Berufes sich wieder entfernt haben, mit Ausnahme des in dem Art. 64 Abs. 2 vorgesehenen Falles, dem Präsidenten des Appellationsgerichtes anzuzeigen, und durch diesen sogleich wieder in die nach Art. 25—56 und 60 angefertigte Liste einzutragen.

67. Jedem Geschwornen, der seine Obliegenheiten erfüllt hat, und nicht am Orte der Sitzung wohnt, sind für Zehrung auf die Dauer der nothwendigen Abwesenheit von Hause täglich 2 Drachmen, und überdies, wenn er weiter als 4 Myriameter vom Orte der Sitzung entfernt wohnt, auf jeden halben Myriameter der Hin- und Rückreise, wenn sie zu Land gemacht werden muſs, eine halbe Drachme, und wenn sie zur See zurückzulegen ist, eine Viertel-Drachme auf Verlangen zu vergüten.

68. Das Geschwornengericht ist für jede Sitzung aus 12 Geschwornen zu bilden.

69. An dem zur Eröffnung der Sitzung anberaumten Tage, und vor dem Beginne der Verhandlung einer jeden neuen Strafsache sind die vorgeladenen Geschwornen, soweit dieselben

nicht entschuldigt und ihre Entschuldigungen nicht als hinreichend anerkannt worden sind, in Gegenwart des Staatsprocurators und des Angeklagten in öffentlicher Sitzung namentlich aufzurufen, und die Namen der anwesenden in eine Urne zu werfen.

70. So oft die einzelne Verhandlung, für welche das Geschwornengericht gebildet werden soll, eine längere Dauer erwarten läſst, ist der Assisenhof befugt, vor dem Beginnen der Namensziehung zu verfügen, daſs ausser den erforderlichen zwölf Geschwornen noch einer oder zwei andere aus der Urne gezogen werden sollen, um der Verhandlung beizuwohnen, und in dem Falle, wenn das eine oder andere Mitglied bis zu der Berathschlagung und Ertheilung des Ausspruches auszuharren gehindert seyn sollte, dasselbe zu ersetzen.

Die Aushülfsgeschwornen treten in diesem Falle nach der Reihe ein, in welcher ihre Namen gezogen worden sind.

71. Ist der Aufruf beendigt, und die nach Art. 63 erforderliche Zahl vorhanden, so zieht der Präsident des Assisenhofes die einzelnen Namen aus der Urne heraus, ruft dieselben aus, und macht sie insbesondere dem Staatsprocurator und dem Angeklagten bekannt.

72. Der Angeklagte und der Staatsprocurator können jeder eine gleiche Zahl von Geschwornen verwerfen.

Ist jedoch eine ungerade Zahl von Geschwornen vorhanden, so steht dem Angeklagten das Recht zu, einen mehr als der Staatsprocurator zu verwerfen.

Wenn ein Privatankläger aufgetreten ist, so hat derselbe, sofern er sich nicht auf die Verfolgung seiner privatrechtlichen Ansprüche beschränkt, das dem Staatsprocurator zustehende Verwerfungsrecht in Benehmen mit diesem auszuüben.

73. So oft die Verhandlung gegen mehrere in der nämlichen Sache betheiligte Angeklagte gerichtet ist, haben sich dieselben darüber zu vereinigen, wie sie die ihnen zustehende Zahl von Verwerfungen ausüben wollen.

Findet eine Vereinigung hierüber nicht statt, so soll durch das Loos die Reihenfolge bestimmt werden, in welcher die einzelnen Angeklagten das Verwerfungsrecht auszuüben haben.

Die von einem Einzelnen erklärte Verwerfung ist in diesem Falle für alle verbindlich.

74. Bei jedem Namen steht zuerst dem Staatsprocurator und nach demselben dem Angeklagten die Erklärung frei, ob der Geschworne, dessen Name gezogen worden, verworfen werden solle.

Weder der Angeklagte noch der Staatsprocurator ist gehalten, die Gründe der Verwerfung anzugeben.

75. Die Ziehung ist beendigt, sobald zwölf Namen aus der Urne hervorgegangen sind, gegen welche das Verwerfungsrecht nicht ausgeübt worden.

76. Sind in der Urne nur so viele Namen übrig, als zur vollzähligen Bildung des Geschwornengerichtes erfordert werden, so findet eine weitere Verwerfung nicht statt.

In dem durch den Art. 70 vorgesehenen Falle ist die zur Bildung des Geschwornengerichtes aus der Urne zu ziehende nöthige Namenzahl von 12 auf 13 und beziehungsweise auf 14 zu erhöhen.

77. Unmittelbar nach vollendeter Bildung des Geschwornengerichtes sind die Mitglieder desselben, und in dem Falle des Art. 70 eventuell zugleich die aufgestellten Ergänzungsgeschwornen in öffentlicher Sitzung und in Gegenwart des Staatsprocurators und des Angeklagten zu beeidigen.

78. Der Präsident des Assisenhofes hat den zu beeidigenden Geschwornen folgende Eidesformel vorzulesen:

„Sie sollen schwören und geloben, dafs Sie die gegen „N. N. erhobene Anklage und dessen Vertheidigung bei „der bevorstehenden gerichtlichen Verhandlung mit sorg„fältiger Aufmerksamkeit verfolgen und gewissenhaft prü„fen, über den zu ertheilenden Ausspruch mit Niemand sich „benehmen, in der Ausübung der Ihnen als Geschwornen „obliegenden Verrichtungen nicht aus Freundschaft oder „Gunst, um irgend eines Vortheiles willen oder aus ande„ren solchen Ursachen handeln, sondern dabei nur Gott, „die Gerechtigkeit und Wahrheit vor Augen haben, und „Ihren Ausspruch nach Ihrem Gewissen und der durch die „Verhandlungen in Ihnen begründeten freien Ueberzeugung „geben werden.

„Alles getreulich und ohne Gefährde. So wahr Ihnen „Gott helfe und sein heiliges Evangelium.“

Nach Ablesung der Eidesformel ist jeder Geschworne einzeln durch den Präsidenten des Assisenhofes aufzurufen, und hat mit emporgehobener Rechte die Worte:

„Ich schwöre!“

auszusprechen.

79. Der Geschworne, dessen Name bei der Ziehung zuerst aus der Urne hervorgegangen, ist als Vorstand des Geschwornengerichtes anzusehen, sofern nicht mit seiner Zustimmung ein anderer durch freie Wahl der Geschwornen hiezu bestimmt wird.

80. Nach der Beeidigung ist die Verhandlung der abzuurtheilenden Strafsache zu eröffnen.

Wird diese Verhandlung aus irgend einem Grunde zum nächsten Assisengerichte hingewiesen, so soll bei diesem zu einer neuen Bildung des Geschwornengerichtes nach den vorstehenden Vorschriften geschritten werden.

ZWEITER ABSCHNITT.

Einzelne richterliche Beamte und Diener.

ERSTES CAPITEL.

Präsidenten.

Art. 81. Der Präsident ist Vorstand des Collegiums. Zur Berathung wichtiger Angelegenheiten von allgemeinem oder speciellem Interesse ist derselbe berechtigt, das ganze Gericht in der Rathskammer zu versammeln und auf Begehren des Staats- oder Generalprocurators sogar dazu verpflichtet.

82. Ohne Einladung des Präsidenten darf sich das Collegium nicht zur Berathung versammeln.

Bei Berathungen über allgemeine im vorhergehenden Artikel erwähnte Gegenstände ist der Staatsprocurator beizuziehen, und erst nach Vernehmung desselben ein Beschluſs zu fassen.

83. Während der Audienz hat der Präsident die Verhandlung zu leiten, insbesondere die zu verhandelnden Sachen durch den Gerichtsboten aufrufen zu lassen; die Partheien und Zeugen zu vernehmen; die weitere Verhandlung zu schliessen, wenn die Sache gehörig instruirt ist; das Urtheil zu verkünden; die Polizei der Sitzung zu handhaben.

84. Wurde nach beendigter Verhandlung eine Sache zum Urtheil ausgesetzt, so hat der Präsident den Berichterstatter zu ernennen.

Er leitet die Berathung, hält Umfrage, sammelt die Stimmen, hat mit den übrigen Richtern gleiches Stimmrecht, und spricht den Beschluſs aus.

85. Der Berichterstatter ist berechtigt, zuerst zu stimmen, dann folgen der Reihe nach die Richter oder Räthe vom jüngsten anfangend bis zum ältesten, oder vielmehr vom zuletzt ernannten anfangend bis zu dem zuerst ernannten hinauf.

Der Präsident stimmt zuletzt.

86. Ueber die Berathung und Abstimmung ist ein Protocoll zu führen, in welches das Votum eines jeden Stimmenden kurz zu notiren, oder die Einstimmigkeit zu bemerken, und der gefaſste Beschluſs anzugeben ist.

Das Protocoll soll von dem Präsidenten und dem Gerichtsschreiber unterschrieben seyn.

Jeder Votant ist berechtigt, in dasselbe seine abweichende Ansicht mit seinen Gründen niederzulegen.

87. Die Repertorien und anderen Register und Bücher der nachgenannten Beamten sollen, ehe etwas in dieselben eingetragen wird, paraphirt werden, und zwar:

1) die Repertorien der Notare und Gerichtsboten von dem Präsidenten desjenigen Bezirksgerichtes, in dessen Bezirke sie ihren Amtssitz haben;

2) die Repertorien und Register der Gerichtsschreiber und Anwälte, von dem Friedensrichter oder Präsidenten des Gerichtes, bei welchem sie angestellt sind.

88. Der Präsident des zuständigen Bezirksgerichtes hat, so oft es begehrt wird, oder gesetzlich nothwendig ist, die Unterschriften zu legalisiren.

89. Jeder Präsident und Friedensrichter hat das Recht, den an seinem Gerichte angestellten Gerichtsschreibern, Anwälten, Gerichtsboten und Kanzellisten Verweise zu geben.

Dasselbe Recht steht dem Bezirksgerichtspräsidenten hinsichtlich der Notare zu.

Die Richter und Räthe seines Collegiums darf der Präsident jedoch nur aufmerksam machen auf das Unschickliche ihrer Handlungen.

90. Im Uebrigen sind die Rechte und Verbindlichkeiten des Gerichtsvorstandes in dem Gesetzbuche über das Civil- und Strafverfahren, sowie in den Civilgesetzen, näher bestimmt.

ZWEITES CAPITEL.

Staatsprocuratoren.

Art. 91. Der Staats- und Generalprocurator hat bei dem Gerichte, bei welchem er angestellt ist, die ihm kraft der Gesetze übertragenen Geschäfte in eigener Person zu leiten.

Unter seiner Aufsicht und Leitung kann er jedoch einen Theil der Geschäfte seinem Substituten übertragen, und ihn sogar ein für alle Mal mit einem bestimmten Geschäftszweige beauftragen.

Ausserdem hat der Substitut im Verhinderungsfalle des Staats- und Generalprocurators, unter Anderem bei dessen Abwesenheit, Krankheit oder Diensterledigung, von Rechtswegen einzutreten. (Art. 27 und 43.)

92. In der Regel darf der Substitut oder nach Art. 51 substituirte Staatsprocurator frei nach eigener Ueberzeugung handeln; hat derselbe aber einen bestimmten Auftrag von Sei-

ten des Staats- oder Generalprocurators erhalten, so muſs er diesen vollziehen.

93. Sämmtliche Beamte der Staatsbehörde stehen in hierarchischer Unterordnung und Abhängigkeit.

An der Spitze dieses hierarchischen Ganzen steht der Generalprocurator am Cassationsgerichte. Er erhält Weisungen vom Justizministerium, gibt seinerseits wieder den Generalprocuratoren der Appellationsgerichte Weisungen, und erhält Berichte von denselben.

Dennoch stehen auch die Generalprocuratoren der Appellationsgerichte direct unter dem Justizministerium, erhalten directe Befehle von ihm, und berichten direct an dasselbe.

Die Generalprocuratoren an den Appellationsgerichten ertheilen den Staatsprocuratoren Weisungen und erhalten von ihnen die nöthigen Berichte.

94. Jeder Staats- und Generalprocurator ist berechtigt, völlig frei und nach eigener Ueberzeugung zu handeln; hat derselbe aber eine bestimmte Weisung von Seiten seiner Oberen erhalten, so muſs er diese fleiſsig und pünktlich vollziehen.

95. Der Staatsprocurator hat das Gesetz und die öffentliche Ordnung (nicht den Fiscus) bei Gericht zu vertreten.

Daher soll derselbe die bestehenden Gesetze und Verordnungen überwachen, den Vollzug der Civil- und Strafurtheile betreiben, und jedes Mal einschreiten, so oft es das öffentliche Wohl erheischt.

96. Jeder Staatsprocurator hat in seinem Amtsbezirke die Oberaufsicht über alle richterlichen Beamte und Diener, sowie über die Gerichte selbst.

Er ist insbesondere berechtigt, von allen Amtshandlungen der Gerichtsschreiber, Anwälte, Notare und Gerichtsboten Einsicht zu nehmen, ihre Amtslocalitäten zu inspiciren, sich Abschriften von ihren Repertorien und andern Registern ertheilen zu lassen, wenn dieses zum Zwecke der Oberaufsicht oder einer Untersuchung nothwendig seyn sollte.

97. Jeder Staatsprocurator am Bezirksgerichte ist insbesondere berechtigt, seinem Substituten, ferner allen Untersuchungsbeamten, Gerichtsschreibern, Anwälten, Notaren und Gerichtsboten seines Bezirkes,

1) Weisungen zu ertheilen;

2) zur Besorgung der denselben gegebenen Weisungen und sonstigen Befehle Termine zu setzen;

3) ihnen aufzugeben, ihr Amt gehörig zu verwalten, wenn sie dasselbe verzögern oder ganz verweigern;

4) ihnen Verweise zu geben, ja sogar Geldbuſsen bis zu 30 Drachmen auf dem Disciplinarwege aufzuerlegen.

Dasselbe Recht hat jeder Generalprocurator an einem Appellations- oder Cassationsgerichte hinsichtlich seines Substituten sowohl, als der ihm untergebenen Staats- und Generalprocuratoren, sowie hinsichtlich der an ihrem Gerichte angestellten Gerichtsschreiber, Anwälte und Audienz-Gerichtsboten.

Bei schweren Disciplinarübertretungen ist die Bestrafung von dem Staats- oder Generalprocurator bei dem zuständigen Gerichte zu betreiben.

98. Hat sich ein Mitglied eines Bezirks-, Handels-, Zuchtpolizei-, Assisen-, Appellations- oder Cassationsgerichtes, oder eines Standrechtes, ein Disciplinarvergehen zu Schulden kommen lassen, so ist der Staatsprocurator am zuständigen Bezirksgerichte verbunden, die zu seiner Kenntnifs gelangten Unregelmäfsigkeiten und Zuwiderhandlungen zu constatiren, und sodann das darüber abgefafste Protocoll nebst Bericht an seinen Oberen zu übersenden.

Desgleichen hat der Staatsprocurator die Disciplinarvergehen der Mitglieder eines in seinem Bezirke gelegenen Friedens- oder Polizeigerichtes zu constatiren.

99. Zur weiteren Betreibung der Bestrafung der im vorigen Artikel erwähnten Mitglieder eines Civil- oder Strafgerichtes berechtigt und verpflichtet sind:

1) Staatsprocuratoren hinsichtlich der Mitglieder eines Friedens- und Polizeigerichtes;

2) Generalprocuratoren an den Appellationsgerichten hinsichtlich der Mitglieder eines Bezirks-, Handels- und Zuchtpolizeigerichtes;

3) der Generalprocurator am Cassationsgerichte hinsichtlich der Mitglieder eines Assisen- oder Appellationsgerichtes, oder eines Standrechtes. Hinsichtlich der Mitglieder des Cassationsgerichtes hat das Justizministerium das Weitere zu veranlassen.

100. Die Staats- und Generalprocuratoren, sowie die öffentlichen Ankläger bei Polizeigerichten haben den öffentlichen Sitzungen beizuwohnen. Ohne ihre Gegenwart darf bei den in Art. 6, 8, 9, 31, 32, 34 und 43 genannten Gerichten zu keiner Verhandlung geschritten werden, und jedes ausser ihrer Gegenwart gesprochene Urtheil ist null und nichtig. Ausgeschlossen sind sie jedoch von den Berathungen über Civil- und Strafurtheile, vorbehaltlich dessen, was hinsichtlich der Berathungen über andere Angelegenheiten von allgemeinem oder speciellem Interesse im Art. 82 bestimmt ist.

So oft dieselben in der Audienz zum Gerichte sprechen, hat dieses stehend zu geschehen.

101. In welchen Fällen die Staatsanwälte in Civilsachen zu vernehmen sind, und wann dieselben klagend aufzutreten haben, bestimmt das Gesetzbuch über das Civilverfahren.

102. Dem Staatsprocurator steht die oberste Leitung des Vormundschaftswesens zu, insbesondere ist derselbe berechtigt, die Ernennung eines Tutors oder Curators nach den näheren Bestimmungen des Gesetzbuches über das Civilverfahren zu betreiben; die Tutoren, Curatoren, den Familienrath und den Friedensrichter in dieser Beziehung zu berathen; Einsicht von den Vormundschaftsrechnungen zu nehmen; ihre Geschäftsführung zu überwachen.

Wegen Entsetzung von Tutoren und Curatoren, sowie wegen Ergreifung provisorischer Maſsregeln zu Gunsten von unter Pflegschaft stehenden Individuen hat derselbe einen Antrag an das Bezirksgericht zu stellen.

103. Die Staats- und Generalprocuratoren haben die Leitung des ganzen Untersuchungswesens in ihrem Amtsbezirke, insbesondere:

1) die Leitung des Vorverfahrens durch Anträge und Requisitionen, durch Besorgung der Vorladungen von Zeugen und Beschuldigten, sowie durch Vornahme der sonstigen im Gesetzbuche über das Straſverfahren vorgezeichneten Handlungen.

Auch die von dem Untersuchungsrichter erlassenen Vorladungen, Vorführungs- und Verwahrungsbefehle, können nur auf Requisition des Staatsprocurators in Vollzug gesetzt werden.

2) die Anklage vor Gericht;

3) die Execution der von dem Straſgerichte erlassenen Urtheile.

104. Die Gendarmerie und die Gerichtsboten stehen zur Verfügung der Staatsanwälte, und auch die übrige bewaffnete Macht kann direct von ihnen requirirt werden.

Auszüge aus den Urtheilen über Geldstrafen sind alsbald an die mit ihrer Beitreibung beauftragten Behörden zu überschicken.

105. Jeder Staatsprocurator am Zuchtpolizeigerichte hat ein doppeltes Register zu führen:

1) ein Einlaufsregister, in welches Tag für Tag alle zur Anzeige gekommenen oder sonst in Untersuchung genommenen Vergehen und Verbrechen einzutragen sind;

2) ein Executionsregister, nach den näheren Bestimmungen des Gesetzbuches über das Straſverfahren.

Für ein jedes von beiden Registern hat das Justizministerium ein Formular zu entwerfen und dieses zur Darnachachtung im Regierungsblatte bekannt zu machen.

106. Dieselben im vorigen Artikel erwähnten Register haben zu führen:

1) der Bürgermeister oder sonstige als Untersuchungsbeamte functionirende Adjunct oder Polizeicommissär, über alle zur Anzeige gekommenen Polizeiübertretungen, sowie über die ausgesprochenen Polizeistrafen;

2) der Generalprocurator am Appellationsgerichte über alle ihm zur Anklage übersendeten und vom Assisengerichte abgeurtheilten Criminalsachen.

107. Alle acht Tage haben nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Strafverfahren die Bürgermeister oder sonstigen als Untersuchungsbeamte functionirenden Adjuncte oder Polizeicommissäre dem Staatsprocurator, jeder Staatsprocurator aber dem vorgesetzten Generalprocurator eine Abschrift des nach Art. 105 und 106 zu führenden Einlaufsregisters zu übersenden.

108. Die vierteljährigen Berichte über die Strafrechtspflege sollen enthalten:

1) in tabellarischer Uebersicht die Anzahl der von einer jeden Art von strafbaren Handlungen zur Anzeige gekommenen Polizeiübertretungen, Vergehen und Verbrechen, der Verurtheilungen, Freisprechungen, und der noch in Untersuchung gebliebenen Vergehen oder Verbrechen;

2) die Gründe der Zu- oder Abnahme aller oder mancher Polizeiübertretungen, Vergehen oder Verbrechen, nebst Angabe der etwa zu ergreifenden Maßregeln;

3) Bemerkungen über das Betragen der Untersuchungsbeamten, Gerichtsboten, Gefängnißaufseher, Gendarmerie u. s. w., sowie über die gegen dieselben erlassenen Disciplinar- oder anderen Strafverfügungen;

4) Angabe der Gründe der Nichtbeendigung der nicht erledigten Untersuchungen;

5) Bemerkungen über den Zustand der Untersuchungs- und Strafgefängnisse;

6) Angabe der Lücken und Fehler der Strafgesetzgebung;

7) Bemerkungen über die Execution der Strafurtheile, insbesondere über die dabei entstandenen Schwierigkeiten und Hindernisse, oder über den Grund der etwa unterlassenen Executionen anderer Strafurtheile;

8) Anzeige der im letzten Trimester an Untersuchungsbeamte bewilligten Urlaube.

109. Solche vierteljährige Berichte hat zu erstatten:

1) jeder Bürgermeister oder sonstige als Untersuchungsbeamte functionirende Adjunct oder Polizeicommissär dem Staatsprocurator über die Polizeiübertretungen;

2) jeder Staatsprocurator dem vorgesetzten Generalprocurator am Appellationsgerichte über Polizeiübertretungen, Vergehen und Verbrechen;

3) jeder Generalprocurator an dem Appellationsgerichte dem Justizministerium über Polizeiübertretungen, Vergehen und Verbrechen;

4) der Generalprocurator am Cassationsgerichte dem Justizministerium über die nach den Bestimmungen des Strafgesetzbuches von diesem Gerichte abzuurtheilenden Vergehen und Verbrechen.

110. Für die in Art. 108 N° 1 erwähnte tabellarische Uebersicht hat das Justizministerium Formulare zu entwerfen und diese im Regierungsblatte bekannt zu machen.

Ein kurzer Auszug aus diesen tabellarischen Uebersichten soll vom Justizministerium jedes viertel Jahr in das Regierungsblatt eingerückt werden.

111. Am Ende eines jeden Jahres ist über die Civiljustizpflege zu berichten:

1) von jedem Friedensrichter an den ihm vorgesetzten Staatsprocurator;

2) von jedem Staatsprocurator an den Generalprocurator am Appellationsgerichte;

3) von jedem Generalprocurator eines Appellations- oder Cassationsgerichtes an das Justizministerium.

Der Präsident eines jeden Handelsgerichtes wird am Ende des Jahres über die im folgenden Artikel vorgeschriebenen Puncte dem Staatsprocurator an dem Bezirksgerichte, in welchem das Handelsgericht liegt, seine Bemerkungen mittheilen.

112. Diese im vorigen Artikel erwähnten Berichte und Bemerkungen haben in tabellarischer Uebersicht zu enthalten die Anzahl der

1) im letzten Jahre anhängig gemachten Processe;

2) Failliten und Collocationen;

3) schriftlich instruirten Processe;

4) gesprochenen Urtheile, der präparatorischen sowohl, als der interlocutorischen, definitiven, contradictorischen und Contumacialurtheile;

5) noch abzuurtheilenden Processe;

6) eröffneten Vormundschaften und Curateln jeder Art;

7) der zugelassenen Armenrechte.

113. Die in den beiden vorhergehenden Artikeln erwähnten Berichte und Bemerkungen sollen eine umfassende Darstellung enthalten über

1) die Gründe, warum die noch schwebenden Processe nicht abgeurtheilt worden sind;

2) die Gründe der etwaigen Vermehrung oder Verminderung der Processe überhaupt und der Armenprocesse insbesondere;

3) das Vormundschafts- und Curatelwesen, die Geschäftsführung der Tutoren und Curatoren, die Thätigkeit der Familienrathsmitglieder, die Lücken und Mängel im Vormundschaftswesen überhaupt;

4) die Lücken und Mängel der für öffentliche Anstalten bestehenden Verordnungen, sowie die bei ihrer Verwaltung wahrgenommenen Gebrechen;

5) den Zustand der Gerichtsgebäude;

6) das Betragen der richterlichen Beamten, insbesondere auch der Anwälte, Notare, Gerichtsboten, Wechselsensale, über deren Talente, Kenntnisse, Amtsthätigkeit, sowie über die gegen dieselben erkannten Disciplinar- und andere Strafen;

7) die Lücken und Mängel der Civil- und Handelsgesetze, Börsen und anderen Handelseinrichtungen;

8) Angabe der im letzten Jahre an richterliche Beamten und Diener bewilligten Urlaube.

114. Auch für die in Art. 112 erwähnten tabellarischen Uebersichten hat das Justizministerium Formulare zu entwerfen, und diese sowohl, wie kurze Auszüge aus den jedes Jahr einlaufenden Uebersichten im Regierungsblatte bekannt zu machen.

115. Die Staats- und Generalprocuratoren haben die ganze Correspondenz in gerichtlichen Angelegenheiten mit den auswärtigen und inländischen Behörden zu führen, nur bei Friedens- und Handelsgerichten die Gerichtsvorstände.

Ein jeder von ihnen soll zu diesem Ende ein Correspondenzregister halten, in welches Tag für Tag alle Concepte der zu erlassenden Schreiben und Requisitionen unter fortlaufenden Nummern wörtlich einzutragen, zu exequirende Urtheile aber, ferner Vorführungs- und Verwahrungsbefehle, sowie Vorladungen nur kurz zu notiren sind.

Auf jeder Ausfertigung soll die Nummer des Correspondenzregisters bemerkt werden.

116. Beschwerden gegen Staats- und Generalprocuratoren sind bei ihren Oberen anzubringen. Desgleichen Beschwerden einzelner richterlicher Beamten oder ganzer Gerichte gegen ein Mitglied der Staatsbehörde an einem Polizei- oder anderem Straf- oder Civilgerichte.

In keinem Falle ist aber ein Gericht berechtigt, dem bei ihm functionirenden Bürgermeister, Adjunct, Staats- oder Generalprocurator einen Verweis zu geben, oder auch nur auf irgend eine Weise seine Handlungen zu mißbilligen.

Uebertretungen dieser Bestimmungen werden mit Disciplinar- und nach Umständen noch höherer Strafe geahndet.

117. Zur Bestreitung der nothwendigen Ausgaben der Staats- und Generalprocuratoren soll gegen Nachweis des nöthigen Bedarfs von Jahr zu Jahr eine Aversalsumme bestimmt und auf die Staatskasse angewiesen werden.

DRITTES CAPITEL.

Untersuchungsrichter.

Art. 118. Bei jedem Zuchtpolizeigerichte sollen am Anfange des Jahres auf die Dauer desselben ein oder nach Bedürfnifs mehrere Richter als Untersuchungsrichter für die Voruntersuchung der Vergehen und Verbrechen angestellt werden.

Die Ernennung steht, wenn auf Vortrag des Justizministeriums vom König nichts anderes verfügt worden ist, dem Präsidenten des Gerichtes zu, der auch im Falle der Verhinderung des Ernannten einen Anderen aufzustellen hat.

119. Die Rechte und Verbindlichkeiten des Untersuchungsrichters bestimmt das Gesetzbuch über das Strafverfahren; insbesondere ist derselbe nur in seiner Eigenschaft als gerichtlicher Polizeibeamter zur directen Requisition der Gerichtsboten, Gendarmerie und der bewaffneten Macht überhaupt berechtiget. (Art. 103 und 104.)

120. Er hat ein doppeltes Register zu führen:

1) ein Einlaufsregister, in welches Tag für Tag alle ihm vom Staatsprocurator übergebenen Untersuchungen nach einem vom Justizministerium zu bestimmenden, und im Regierungsblatte bekannt zu machenden Formulare einzutragen sind;

2) ein Correspondenzregister, in welches Tag für Tag alle Concepte an andere Untersuchungs- oder Friedensrichter erlassene Requisitionen unter fortlaufenden Nummern wörtlich einzutragen, die erlassenen Vorladungen, Vorführungs- und Verwahrungsbefehle aber kurz zu notiren sind.

Jede Ausfertigung ist mit der Nummer des Correspondenzregisters zu versehen.

121. Am Ende eines jeden viertel Jahres hat der Untersuchungsrichter eine Abschrift des Einlaufsregisters über die noch in Untersuchung befindlichen Beschuldigten, dem Staatsprocurator zu übergeben, und dieser Abschrift Bemerkungen über den Stand der Untersuchungen, über die Gründe der etwaigen Rückstände, über den Zustand der Untersuchungsgefängnisse, über die Anzahl der Untersuchungsgefangenen, oder über andere in seinen Wirkungskreis gehörige interessante Wahrnehmungen beizufügen.

Dieser Bericht des Untersuchungsrichters soll von dem Staatsprocurator seinem Quartalberichte über die Strafrechtspflege beigelegt, und auch darüber von ihm Bericht erstattet werden.

VIERTES CAPITEL.

Gerichtsschreiber.

Art. 122. Jeder Gerichtsschreiber ist verpflichtet, zur Erleichterung des Geschäftsganges und zur Vertretung im Falle der Verhinderung wenigstens einen Untergerichtsschreiber anzunehmen, der Bezirksgerichtsschreiber aber wenigstens zwei, von denen einer für Civilsachen, der andere für das Untersuchungswesen, also für den Untersuchungsrichter und nöthigen Falls für den Staatsprocurator, für die Zuchtpolizei- und Assisengerichtssitzungen zu bestimmen ist.

123. Der Gerichtsschreiber ist berechtigt, die Untergerichtsschreiber nach freier Wahl anzunehmen und wieder zu entlassen, allein er muſs dieselben dem Gerichte präsentiren, von ihm bestätigen und vor Eintritt in das Amt in öffentlicher Sitzung beeidigen lassen.

Im Verhinderungsfalle des Gerichtsschreibers und seiner Untergerichtsschreiber hat das Gericht selbst einstweilen, und zwar auf Rechnung des Gerichtsschreibers, Vorkehrung zu treffen und das angenommene Individuum zu beeidigen.

124. Der Gerichtsschreiber hat die Geschäfte unter sich und seine Untergerichtsschreiber zu vertheilen.

Er ist für alle bei Ausübung ihres Amtes und in Beziehung auf ihre Amtsverrichtungen begangene Versehen und Vergehen, insbesondere für alle daraus entstandene Schäden, Restitutionen und Geldstrafen solidarisch verantwortlich, vorbehaltlich seines Regresses gegen den Schuldigen selbst.

125. Bei allen Gerichten soll die Gerichtsschreiberei an jedem Werktage wenigstens 8, an Sonn- und Feiertagen aber wenigstens 3 Stunden lang offen und Jedermann der Zutritt gestattet seyn.

Die Bureaustunden sind vom Gerichte im Voraus zu bestimmen und öffentlich bekannt zu machen.

126. Die Rechte und Verbindlichkeiten des Gerichtsschreibers sind im Ganzen in den Gesetzbüchern über das Civil- und Strafverfahren bestimmt. Insbesondere hat derselbe

1) in der Audienz und ausser der Audienz sowohl bei Berathungen als bei Commissionsgeschäften oder Untersuchungen das Protocoll und die vorgeschriebenen Register zu führen, desgleichen die nöthigen Ausfertigungen zu besorgen;

2) er ist der Bewahrer der Originalurtheile und anderen gerichtlichen Urkunden;

3) er hat die Bewahrung der dem Gerichte gehörigen Effecten, namentlich der Gesetzbücher, Regierungsblätter und sonstigen Bücher;

4) er ist der Verwalter der dem Gerichte bewilligten Bureaukosten, worüber er jedes Jahr dem Gerichte Rechnung zu stellen hat. Diese Bureaukosten dürfen weder für die Staatsprocuratur, noch für die Gerichtsschreiberei selbst verwendet werden;

5) er hat alle im Audienzsaale zu machenden Anschläge zu besorgen, und dafs es geschehen ist, zu bescheinigen;

6) bei ihm ist alles zu hinterlegen, was bei Gericht deponirt werden soll.

127. Jeder Gerichtsschreiber hat bei Disciplinargeldbufse, oder bei Strafe der Suspension, am Ende einer jeden von ihm verfertigten Originalurkunde, einer jeden gegebenen Abschrift oder Ausfertigung, sowie am Ende einer jeden deponirten Urkunde, wofür Taxen und Gebühren erhoben werden dürfen, den Betrag dieser Taxen und Gebühren zu bemerken.

Dieselbe Disciplinarstrafe tritt bei Ueberschreitungen der Taxordnung ein, vorbehaltlich der weiteren Einschreitung im Falle der Verletzung eines Strafgesetzes.

128. Der Gerichtsschreiber hat mehrere nach Art. 87 vorher gehörig paraphirte Bücher oder Register zu führen:

1) ein nach Vorschrift des Art. 200 eingerichtetes Repertorium über alle Tag für Tag vorgenommenen Acte;

2) ein Register über die bei Gericht statt gehabten Eidesleistungen von gerichtlichen Beamten oder Dienern;

3) ein Register über die bei Gericht gemachten Hinterlegungen;

4) ein eigenes Register über alle auf der Gerichtsschreiberei zu machenden Verzichte und sonstigen Erklärungen;

5) eigene Bücher in den im Gesetzbuche über das Civilverfahren bestimmten Fällen.

129. Wegen Sicherheit für ihre Verantwortlichkeit haben die Gerichtsschreiber, wenn es der zuständige Staats- oder Generalprocurator begehrt, eine nach den Umständen vom Gerichte zu bestimmende Caution zu stellen.

Die Cautionssumme soll sodann bei Friedensgerichtsschreibern nie weniger als 100 und nie mehr als 200 Drachmen, bei allen übrigen Gerichtsschreibern aber von 200 bis zu 500 Drachmen betragen.

130. Zur Discussion und Annahme der Caution sind zuständig bei Gerichtsschreibern eines Friedens- oder Handels-

gerichtes die Bezirksgerichte und dabei angestellten Staatsprocuratoren, in deren Bezirk jene Gerichte liegen, bei allen übrigen Gerichtsschreibern aber die Gerichte und Staats- oder Generalprocuratoren, bei welchen sie angestellt sind.

Die Cautionsleistung selbst geschieht nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren.

Von solchen Cautionen gelten auch die Bestimmungen des Art. 175.

FÜNFTES CAPITEL.

Anwälte.

Art. 131. Jede Parthei ist berechtigt bei Civil- und Strafgerichten aufzutreten, um persönlich alle Gerichtshandlungen vorzunehmen, und die Sache dem Gerichte mündlich vorzutragen.

Will oder muſs sich dieselbe jedoch, nach den Bestimmungen des Civil- und Strafverfahrens, durch einen anderen vertreten oder Beistand leisten lassen, so darf dieses, die im Gesetzbuch über das Civilverfahren genannten Personen ausgenommen, nur durch einen Anwalt geschehen.

132. Wenn eine Parthei selbst, oder statt ihrer, nach den näheren Bestimmungen des Gesetzbuchs über das Civilverfahren, ein Verwandter oder Streitgenosse vor Gericht auftritt, so kann derselben bei Zuwiderhandlungen gegen die Verfügungen der Art. 146 — 148 das Recht weiter zu verhandeln untersagt, und die Annahme eines Anwaltes zur Pflicht gemacht, bei Zuwiderhandlungen gegen ein Strafgesetz aber gegen sie nach Vorschrift der Gesetzbücher über das Civil- und Strafverfahren eingeschritten werden.

133. Jeder der, ohne nach dem Gesetzbuche über das Civilverfahren Verwandter, Streitgenosse oder Anwalt zu seyn, für einen anderen vor Gericht erscheint oder für denselben gerichtliche Vorträge hält oder andere gerichtliche Handlungen mündlich oder schriftlich vornimmt, ist deshalb nach Vorschrift des Strafgesetzbuches zu bestrafen.

134. Die im vorigen Artikel erwähnte Strafe kann sogleich in der Audienz von jedem Civil- oder Strafgerichte, wo der Zuwiderhandelnde aufgetreten ist, ausgesprochen werden, sonst aber nur durch das zuständige Zuchtpolizeigericht.

135. Die Zahl der bei einem jeden Gerichte anzustellenden Anwälte ist, nach Vernehmung des betreffenden Gerichtes, von der Staatsregierung zu bestimmen.

Bei Strafgerichten ist jeder bei einem anderen Gerichte angestellte Anwalt zuzulassen, ohne daſs jedoch durch die Wahl eines an einem anderen Orte, als dem Sitze des Straf-

gerichtes angestellten Anwaltes die Vertagung des Strafverfahrens veranlafst und vom Gerichte gestattet werden darf.

136. Die Ernennung geschieht auf Antrag des Justizministeriums und nach vorheriger Vernehmung des zuständigen Staats- oder Generalprocurators durch den König.

Bei Friedens- und Handelsgerichten ist der Staatsprocurator, in dessen Bezirke jene Gerichte liegen, zu vernehmen.

137. Niemand soll als Anwalt angestellt werden, der nicht:

1) das 25ste Jahr zurückgelegt,

2) das Staatsexamen bestanden,

3) wenigstens während eines Jahres bei einem Anwalte gearbeitet hat.

Bei den in Folge des gegenwärtigen Gesetzes vorzunehmenden ersten Ernennungen kann jedoch, wegen bisher geleisteter Dienste, von diesen Bestimmungen Umgang genommen werden.

138. Einem bei einem Gerichte angestellten Anwalte ist es verboten, bei einem anderen Gerichte zu functioniren.

Eine Ausnahme tritt nach den Bestimmungen des Artikels 135 nur bei Strafgerichten ein. Auch kann eine weitere Ausnahme im Ernennungsdecrete hinsichtlich der am demselben Orte befindlichen Gerichte gemacht werden.

Bei Zuwiderhandlungen tritt Disciplinargeldbufse oder Suspension ein.

139. Die bei einem Gerichte angestellten Anwälte sind verbunden, für jede Parthei, welche es begehrt, zu functioniren und deren Interesse zu wahren.

Seine Dienste zu verweigern ist derselbe nur dann berechtigt und sogar verpflichtet, wenn die Sache einer Parthei durchaus ungerecht und ungesetzlich ist, also aus keinem rechtlichen Grund vertheidigt werden kann.

140. Wenn, in einer Civil- oder Strafsache, eine Parthei oder ein Beschuldigter keinen Anwalt findet, so hat der Gerichtsvorstand auf Begehren, oder bei Verbrechenssachen auch von Amtswegen einen solchen zu bezeichnen.

Ein auf diese Weise bezeichneter Anwalt ist nur dann berechtigt, seine Dienste zu verweigern, wenn das zuständige Gericht seine Entschuldigungs- oder Vertheidigungsgründe gutgeheifsen hat.

141. Der Anwalt, welcher ohne hinreichenden Grund sein Amt verweigert oder verzögert, und trotz der nach Art. 87 vom Staatsprocurator ihm gemachten Auflage in seiner Weigerung oder Zögerung fortfährt, ist vom Gerichte in allen Schaden und in die Kosten, ferner in eine Disciplinargeldbufse von 10 bis zu 100 Drachmen und in eine Suspension von 14

Tagen bis zu 6 Monaten zu verurtheilen, in so fern nicht nach Vorschrift des Strafgesetzbuches einzuschreiten ist.

142. Die Anwälte sind öffentliche Beamte, deren Hauptfunction darin besteht, ihre Parthei vor Gericht zu berathen, zu vertheidigen und zu vertreten, im Namen ihrer Parthei die zur Instruction der Sache nothwendigen mündlichen und schriftlichen Handlungen vorzunehmen, die geeigneten Anträge zu stellen, und diese sodann in öffentlicher Sitzung mündlich auszuführen.

143. Es ist den Anwälten bei Disciplinargeldbufse verboten, von ihnen nicht verfafste oder nicht in Berathung gezogene Consultationen, Memoires, oder andere Schriften zu unterzeichnen.

144. Am Ende einer jeden von ihnen verfafsten oder unterschriebenen Consultation, oder sonstigen Schrift sollen sie den Betrag der Taxen und Gebühren bemerken, und über die ausser den gesetzlichen Gebühren noch erhaltenen Honorare eine Quittung ausstellen, bei Strafe der Disciplinargeldbufse oder der Suspension.

145. Ueber ausser den gesetzlichen Taxen und Gebühren noch zu gebende Honorare dürfen Anwälte zum Nachtheile der Partheien keinen Vertrag abschliefsen.

Ein solcher Vertrag ist ungültig, das schon Erhaltene mit Zinsen zu restituiren, und der zuwiderhandelnde Anwalt zu suspendiren.

Dieselbe Strafe tritt gegen solche Anwälte ein, welche vor beendigter gerichtlicher Verhandlung ihre Parthei genöthigt haben, ihnen ein Honorar zu geben oder zu versprechen.

146. Die Anwälte sind berechtigt, frei und ungehindert ihr Amt zur Vertheidigung der Wahrheit und des Rechtes auszuüben.

Dabei haben sie sich jedoch aller unwahren oder erdichteten Thatsachen, jeder Ueberraschung bei Citationen, überhaupt aller unredlichen Mittel, so wie der unnöthigen und überflüssigen Reden zu enthalten.

147. Die Anwälte sind verpflichtet, sich niemals von der den Gerichten und den öffentlichen Beamten schuldigen Achtung zu entfernen, und in ihren mündlichen oder schriftlichen Vorträgen die geziemende Schicklichkeit und Mäfsigung der Ausdrücke zu beobachten.

Insbesondere ist denselben untersagt, ehrenbeleidigende Ausdrücke oder andere Persönlichkeiten vorzubringen, es sey denn, dafs dieses zur richtigen Darstellung der Sache nothwendig und sie dazu schriftlich von ihren Clienten beauftragt wären.

148. Desgleichen ist den Anwälten verboten, die Grundlagen der Monarchie mündlich oder schriftlich anzugreifen, oder sonst etwas vorzubringen, was der Ruhe oder Sicherheit des Staates, den Gesetzen, Verordnungen, oder guten Sitten zuwider ist.

149. Uebertretungen der in Art. 146 bis 148 gegebenen Vorschriften sollen, ohne weiteren Aufschub von dem mit der Sache säsirten Gerichte, auf Antrag des Staatsanwaltes oder auch von Amtswegen, mit Disciplinarstrafen, eintretenden Falles sogar, nach den näheren Bestimmungen des Strafgesetzbuches und der Gesetzbücher über das Civil- und Strafverfahren, mit noch höherer Strafe belegt werden.

Alles dieses nach den näheren Bestimmungen der Gesetze, insbesondere der Gesetzbücher über das Civil- und Strafverfahren.

150. Die Anwälte haben mehrere nach Art. 60 vorher gehörig paraphirte Bücher oder Register zu führen, nämlich:

1) ein nach Vorschrift des Art. 163 eingerichtetes Repertorium über alle Tag für Tag vorgenommenen Acte;

2) ein Cassenbuch für die Abrechnungen mit ihren Partheien, in welches Tag für Tag alle von einer Parthei erhaltene Vorlagen und für dieselbe gemachte Einnahmen nebst den gehabten Auslagen, sammt der schliefslichen Abrechnung einzutragen sind.

151. Als öffentlicher Beamte ist jeder Anwalt berechtigt und verpflichtet von den in Händen habenden Originalurkunden in den Fällen, in denen nach den Bestimmungen der Gesetzbücher über das Civil- und Strafverfahren Abschriften zuzustellen sind, beglaubigte Abschriften zu ertheilen.

Solche Abschriften hat derselbe zu unterschreiben und für deren Richtigkeit zu haften.

152. Wegen der den Anwälten obliegenden Verantwortlichkeit können dieselben zur Stellung einer Caution angehalten werden.

In dieser Beziehung gelten die Bestimmungen der Art. 129 und 130.

SECHSTES CAPITEL.

Gerichtsboten.

Art. 153. Die Anzahl der für den Bezirk eines jeden Bezirksgerichtes anzustellenden Gerichtsboten ist, nach Vernehmung des Bezirksgerichtes, von der Staatsregierung zu bestimmen, und im Regierungsblatt bekannt zu machen.

Ihre Ernennung geschieht nach Vernehmung des Staatsprocurators auf Antrag des Justizministeriums durch den König.

154. Als Gerichtsbote kann nur derjenige ernannt werden, der:

1) das Staatsexamen bestanden, und

2) ein Jahr lang bei einem Gerichtsboten oder Anwalt practicirt hat.

Bei den in Folge des gegenwärtigen Gesetzes vorzunehmenden ersten Ernennungen ist die Staatsregierung nicht an diese Vorschriften gebunden.

155. Aus den Bezirksgerichtsboten des Bezirkes, in welchem das Civil- oder Strafgericht seinen Sitz hat, ist von jedem Friedens-, Handels-, Bezirks-, Appellations-, Polizei-, Zuchtpolizei-, Assisen- und Cassationsgerichte die für den Dienst dieser Gerichte nöthige Anzahl auszuwählen, welche sodann am Sitze dieser Gerichte ihren Wohnort nehmen müssen.

156. Die auf die im vorigen Artikel bestimmte Weise von einem Gerichte gewählten Gerichtsboten führen den Titel *Audienzgerichtsboten* dieses Gerichtes.

Jedes Gericht ist berechtigt seine Audienzgerichtsboten wieder zu entlassen, und andere auf die angegebene Weise anzunehmen.

157. Der Wohnsitz der übrigen Bezirksgerichtsboten, welche nicht Audienzgerichtsboten sind, soll, wenn von der Staatsregierung nichts anderes angeordnet ist, von jedem Bezirksgerichte bestimmt, und nach Umständen wieder verändert werden.

158. Jeder Bezirksgerichtsbote, wo er auch nach den Bestimmungen der drei vorhergehenden Art. 155—157 verwendet seyn, und seinen Wohnsitz haben mag, ist berechtigt im ganzen Umfange seines Bezirkes zu functioniren.

Nur Zustellungen von Anwalt zu Anwalt an demselben Gerichte sollen ausschliefslich von den Audienzgerichtsboten dieses Gerichtes besorgt werden.

159. Jeder ausserhalb dem Bezirke des Bezirksgerichtes, in welchem er angestellt ist, von ihm vorgenommene Act ist null und nichtig, und der Gerichtsbote in alle Schäden, Kosten und in eine Disciplinargeldbufse zu verurtheilen, nach Umständen sogar von seinem Amte zu suspendiren.

160. Audienzgerichtsboten, welche sich zwar nicht aus dem Bezirke des Bezirksgerichtes, wohl aber aus dem des Friedensgerichtes ihres Wohnsitzes, wenn auch in Amtsfunctionen entfernen wollen, sind bei Disciplinarstrafe verpflichtet, davon vorher ihrem Staats- oder Generalprocurator die nöthige Anzeige zu machen, und deren Erlaubnifs einzuholen, welche jedoch nur dann verweigert werden darf, wenn der Audienzdienst darunter leiden sollte.

161. Bei Amtsverweigerungen oder Verzögerungen ohne hinreichenden Grund treten die Bestimmungen des Art. 141 ein.

Als gültiger Entschuldigungsgrund ist auch die Verwandtschaft nach Vorschrift des Art. 177 zu betrachten.

162. Die Gerichtsboten haben die ihnen übertragenen Ladungen, Zustellungen und Executionen nach gerichtlicher Vorschrift, insbesondere nach Vorschrift der Gesetzbücher über das Civil- und Strafverfahren zu machen, und alle sonstigen Weisungen des Staats- oder Generalprocurators, sowie des Gerichtsvorstandes zur Handhabung der Gerichtspolizei, bei Disciplinar- und nach Umständen noch gröfserer Strafe zu vollziehen.

163. Die Gerichtsboten haben in eigener Person die Zustellungen und Executionen zu besorgen, bei Strafe der Suspension von einem Monat bis zu sechs Monaten oder einer Disciplinargeldbufse von 50 bis 500 Drachmen, vorbehaltlich noch gröfserer Strafe bei Verfälschungen und anderen Vergehen oder Verbrechen.

164. Jeder Gerichtsbote hat ein Repertorium und Cassenbuch ganz nach den Bestimmungen des Art. 150 zu führen.

165. Jeder Gerichtsbote hat auf dem Originale und auf jeder Abschrift der zuzustellenden Urkunde den Betrag seiner Taxen und Gebühren zu bemerken, bei Disciplinarstrafe von 8 bis 50 Drachmen, oder der Suspension bis zu einem Monat.

Im Uebrigen gelten auch hier die Bestimmungen der Art. 144 und 145.

SIEBENTES CAPITEL.

Notare.

Art. 166. Notare heifsen diejenigen öffentlichen Beamten, welche niedergesetzt sind:

1) um alle jene Verträge und andere privatrechtliche Willenserklärungen, denen die Partheien die Gültigkeit einer öffentlichen Urkunde geben sollen oder wollen, aufzunehmen, solche Urkunden aufzubewahren, Abschriften und executorische Ausfertigungen von ihnen zu liefern, und anderen Privaturkunden ein sicheres Datum zu verleihen;

2) um gewisse, denselben sonst noch durch die Gesetze übertragene Rechtsgeschäfte vorzunehmen.

167. Die Zahl der in einem jeden Gerichtsbezirke anzustellenden Notare, so wie der einem jeden Notar anzuweisende Amtssitz, ist, nach Vernehmung des betreffenden Bezirksgerichtes, von der Staatsregierung zu bestimmen, und im Regierungsblatt bekannt zu machen.

168. In dem Bezirke eines jeden Friedensgerichtes soll wenigstens ein Notar seinen Amtssitz haben.

In den Friedensgerichten, in welchen noch kein Notar ernannt worden ist, hat der Friedensrichter zu gleicher Zeit die Functionen eines Notars zu besorgen.

In diesem Falle hat der Friedensrichter alle Rechte und Verbindlichkeiten eines gehörig bestellten Notars.

169. Der König ernennt die Notare nach vorheriger Vernehmung der Staatsprocuratoren an den zuständigen Bezirksgerichten, und auf den Vortrag des Justizministeriums.

170. Als Notar kann nur ernannt werden, wer:

1) das 25ste Lebensjahr zurückgelegt,

2) das Staatsexamen bestanden,

3) während wenigstens eines Jahres bei einem Notar practicirt hat.

Bei den in Folge des gegenwärtigen Gesetzes vorzunehmenden ersten Ernennungen kann jedoch wegen bisher geleisteter Dienste eine Ausnahme gemacht werden.

171. Jeder Notar, wenn ihrer auch mehrere ernannt worden seyn sollten, ist berechtigt, im ganzen Umfange des friedensrichterlichen Bezirkes, in welchem derselbe seinen Amtssitz angewiesen erhalten hat, zu functioniren.

Jede ausserhalb dieses Bezirkes aufgenommene Urkunde ist null und nichtig, und der zuwiderhandelnde Notar in eine Disciplinargeldbufse von 10 bis 100 Drachmen zu verurtheilen, oder von 14 Tagen bis zu 6 Monaten zu suspendiren.

172. Die Notare haben für jede Parthei, welche sie zur Vornahme einer in ihren Wirkungskreis gehörigen Amtshandlung auffordert, zu instrumentiren.

Nur bei ungesetzlichen oder den guten Sitten widerstreitenden Zumuthungen sind dieselben berechtigt und verpflichtet, den Dienst zu verweigern. In diesem Falle haben sie jedoch den Staatsprocurator auf der Stelle davon in Kenntnifs zu setzen.

Bei Amtsverweigerungen ausser diesem Falle, so wie bei Amtsverzögerungen kommen die Bestimmungen des Art. 141 zur Anwendung.

173. Die Notare sind bei Ausübung ihres Amtes verpflichtet, sich über die Willensmeinung der Partheien genau zu unterrichten, sich darüber, dafs denselben der Umfang und die Folgen der einzugehenden Verbindlichkeiten genugsam bekannt sind, gehörig zu versichern, nöthigenfalls sie darüber zu belehren, die Urkunden hienach gewissenhaft und unpartheiisch abzufassen, und deren Interesse überhaupt in aller und jeder Beziehung zu wahren.

174. Jeder Notar soll vor dem Antritt seines Amtes, und ehe er zum Amtseid zugelassen wird:

1) Caution stellen, und die gehörig geschehene Stellung derselben durch eine amtliche Quittung nachweisen;

2) seine Namensunterschrift nebst Handzug auf der Gerichtsschreiberei des Bezirks- und des Friedensgerichtes, in deren Bezirke er seinen Amtssitz hat, abgeben.

Der zuwiderhandelnde Notar ist auf dem Disciplinarwege in eine Geldbufse von 20 bis 200 Drachmen zu verurtheilen, und wenn dieses über sechs Monate nach seiner Ernennung noch nicht geschehen ist, wieder des Amtes zu entlassen.

175. Die bei Gelegenheit der Ausübung seines Amtes gegen einen Notar ausgesprochenen Geldstrafen, Entschädigungen und Kosten sind aus der im vorigen Artikel erwähnten Caution zu nehmen.

Wurde auf diese Weise die Cautionssumme ganz oder auch nur theilweise verwendet, so ist der Notar so lange von seinem Amte zu suspendiren, bis derselbe neuerdings Caution gestellt oder respective den vollen Betrag der Caution wieder ergänzt hat.

Unterbleibt diese Ergänzung oder beziehungsweise neue Stellung der Caution über sechs Monate, so ist die Notariatsstelle als erledigt zu betrachten und auf der Stelle durch ein anderes Individuum zu besetzen.

176. Die Cautionssumme ist nach den Umständen von den Bezirksgerichten, in deren Bezirk die Notare ihren Amtssitz haben, auf Betreiben des Staatsprocurators zu bestimmen.

Sie soll nie weniger als 200 und nie mehr als 500 Drachmen betragen.

Die Cautionsleistung selbst geschieht nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren.

177. Die Notare dürfen keine rechtsgültige Urkunden aufnehmen, in welchen sie selbst oder ihre Verwandten oder Verschwägerten, und zwar in der geraden Linie durch alle Grade, in der Seitenlinie aber bis zum dritten Grade einschliefslich, entweder selbst Partheien sind, oder in denen zu ihrer eigenen oder dieser Anverwandten Gunsten irgend eine Verfügung enthalten ist.

178. Zur Gültigkeit einer Notariatsurkunde wird erfordert, dafs dieselbe entweder von zwei Notaren, oder von einem Notar unter Beiziehung zweier Zeugen aufgenommen worden ist.

Sollte ein Notar nicht in eigener Person instrumentirt haben, so ist derselbe zu suspendiren, und nach Umständen wegen Fälschung zu bestrafen.

179. Die beiden Notare dürfen nicht in den im Art. 177

verbotenen Graden mit einander verwandt oder verschwägert seyn.

Die Zeugen müssen das griechische Staatsbürgerrecht haben, weder mit den Partheien noch mit dem Notare verwandt oder verschwägert, noch Diener oder Schreiber des letztern seyn, und ihren Namen schreiben können.

180. Die Nichtbeobachtung der in den drei vorhergehenden Art. 177—179 gegebenen Vorschriften hat die Nichtigkeit der Notariatsurkunde zur Folge.

181. Eine Notariatsurkunde soll bei Strafe der Nichtigkeit enthalten:

1) den Vor- und Zunamen des Notars und den Amtssitz desselben;

2) den Vor- und Zunamen, so wie den Stand und Wohnort der Partheien und Zeugen;

3) den Tag, Monat, Ort und die Wohnung, wann und wo die Urkunde aufgenommen worden ist.

Gegen den zuwiderhandelnden Notar ist ausserdem eine Disciplinargeldbufse oder Suspension auszusprechen, und nach Umständen wegen Fälschung einzuschreiten.

182. Wenn der Name, Stand und Wohnort der contrahirenden Partheien dem Notar nicht persönlich bekannt ist, so ist derselbe bei Disciplinargeldbufse bis zu 50 Drachmen, und nach Umständen bei der im Strafgesetzbuche bestimmten Strafe verbunden, zwei nach Art. 179 gehörig befähigte Zeugen beizuziehen, um sich die nöthige Gewifsheit über die Identität der Personen zu verschaffen.

In diesem Falle sind auch die Vor- und Zunamen, sowie Stand und Wohnort dieser beiden Zeugen in der Urkunde anzugeben, bei der im vorigen Artikel festgesetzten Strafe.

183. Wenn Partheien nicht persönlich, sondern durch Bevollmächtigte erscheinen, sollen deren Vollmachten dem Notare vorgelegt und von diesem bei Disciplinargeldbufse von 50 Drachmen der aufzunehmenden Urkunde beigeheftet werden.

184. Jede Notariatsurkunde, insbesondere jedes von einem Notar aufgenommene Testament ist abgesondert auf einen oder mehrere Bogen Papier zu schreiben, nach ihrer Abfassung den Partheien mit lauter und deutlicher Stimme vorzulesen, und von der geschehenen Vorlesung am Schlusse der Urkunde ausdrückliche Erwähnung zu thun.

Dieses alles bei Disciplinargeldbufse von 50 Drachmen.

185. Bei Strafe der Nichtigkeit der Urkunde und der Disciplinirung des zuwiderhandelnden Notars sind die Notariatsurkunden von sämmtlichen Partheien, Zeugen und dem Notar zu unterzeichnen; oder wenn die Partheien oder Zeugen

nicht unterschreiben können oder wollen, die defsfallsige Erklärung derselben ausdrücklich am Schlusse beizufügen.

Ausserdem soll noch der Notar jedes einzelne Blatt mit seinem Namenszuge versehen.

186. Notariatsurkunden sollen bei Disciplinarstrafe gegen den Notar in einem Contexte, leserlich, ohne Einschaltungen, Abkürzungen, Lücken oder Zwischenräume niedergeschrieben, und alle in denselben vorkommende Summen, Daten und andere Zahlenangaben mit Buchstaben ausgeschrieben werden.

Eingeschaltete Worte sind als nicht vorhanden, und wenn sie wesentliche Puncte des Vertrages oder der Willensmeinung berühren, ist die ganze Urkunde als null und nichtig zu betrachten.

187. Radirungen und völlig unleserliche Ausstreichungen sind bei Strafe der Nichtigkeit der ganzen Urkunde verboten.

Jede nothwendige Ausstreichung von einem oder mehreren Worten hat in der Art zu geschehen, dafs die ausgestrichenen Worte noch mit Deutlichkeit erkannt werden können. Zu gleicher Zeit soll die Anzahl der ausgestrichenen Worte am Rande bemerkt, und diese Randbemerkung ausdrücklich genehmigt werden.

Dieses Alles bei Disciplinarstrafe gegen den zuwiderhandelnden Notar.

188. Zusätze, Veränderungen und Verbesserungen dürfen bei Strafe der Nichtigkeit nur an dem Rande oder wenn die Gröfse derselben dieses nicht erlaubt, nur am Ende der Urkunde gemacht werden. In beiden Fällen bedürfen dieselben jedoch einer ausdrücklichen Genehmigung.

Zwischenlinien oder andere Zusätze oder Veränderungen in der Urkunde selbst sind als null und nichtig zu betrachten.

Neben der Nullität tritt auch noch Disciplinargeldbufse gegen den zuwiderhandelnden Notar ein.

189. Die in den beiden vorhergehenden Artikeln erwähnte Genehmigung der Randbemerkungen und respective Nachschriften ist eben so wie die ganze Urkunde von den Partheien, Zeugen und dem instrumentirenden Notar zu unterschreiben, unter den näheren Bestimmungen des Art. 185.

190. Eine nichtige, von den Partheien nicht unterschriebene Notariatsurkunde hat gar keine rechtliche Wirkung. War jedoch die nichtige Urkunde von sämmtlichen contrahirenden Partheien unterschrieben, so ist sie als vollkommen gültige Privaturkunde zu betrachten, und die Nullität dann blos auf die Eigenschaft der Notariatsurkunde zu beschränken, vorbehaltlich jedoch der Bestimmungen des Art. 296 gegen den zuwiderhandelnden Notar.

191. Eine unter Beobachtung der gesetzlichen Formalitäten aufgenommene Notariatsurkunde macht über alle in derselben enthaltene Thatsachen vollständigen gerichtlichen Beweis, und ist, wenn sie vom Notar in executorischer Form erlassen worden, executorisch im ganzen Umfange des Reichs.

Die Execution wird nur dann gehemmt, und die Beweiskraft aufgehoben, wenn die Urkunde als falsch oder verfälscht angefochten worden ist, nach den näheren Bestimmungen des Civil- und Strafverfahrens.

192. Jeder Notar hat die Urschrift einer jeden von ihm aufgenommenen oder von ihm bewahrten Urkunde in Händen zu behalten, bei Strafe der Suspension und einer Disciplinargeldbufse.

Eine Ausnahme tritt nur dann ein, wenn es eine ausdrückliche gesetzliche Bestimmung gestattet, oder ein Urtheil es verordnet.

Aber auch in diesem Ausnahmsfalle soll vor Abgabe der Originalurkunde eine buchstäbliche Abschrift verfertigt und von dem Notar unterschrieben werden, welche Abschrift sodann, nachdem sie von dem Präsidenten und Staatsprocurator desjenigen Bezirksgerichtes, in dessen Bezirke der Notar seinen Amtssitz hat, bestätigt worden ist, so lange als Original zu gelten hat, und als solches zu bewahren ist, bis dieses selbst wieder zurückgegeben worden ist.

193. Das Recht und die Verbindlichkeit, Abschriften und executorische Ausfertigungen von Notariats- und anderen Urkunden, welche als Originale bei einem Notar deponirt worden sind, zu geben, steht nur allein dem Notar zu, welcher sich im Besitze der Urschrift befindet.

Ohne ausdrückliche Ermächtigung des Präsidenten des zuständigen Bezirksgerichtes ist es jedoch verboten, anderen Personen als den Partheien selbst, ihren Erben oder sonstigen Interessenten, eine Abschrift zu ertheilen, oder sie auf irgend eine Weise von dem Inhalte der Urkunde in Kenntnifs zu setzen.

Dieses Alles bei Strafe des Schadenersatzes und der Disciplinargeldbufse oder Suspension gegen den zuwiderhandelnden Notar, und der noch gröfseren Strafe im Falle der Zuwiderhandlung gegen die Vorschriften des Strafgesetzbuches.

194. Von Testamenten darf bei Lebzeiten des Erblassers an niemand anders, als an den Erblasser selbst eine Abschrift oder Ausfertigung abgegeben, und eben so wenig irgend Jemand von dessen Inhalte in Kenntnifs gesetzt werden, bei der im vorigen Artikel bestimmten Strafe.

195. Beim Tode des Erblassers ist der Notar gehalten, unverzüglich nach erhaltener Kenntnifs von dessen Tode,

von dem Daseyn eines Testaments dem Bezirksgerichtspräsidenten die Anzeige zu machen, welcher sodann nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren dessen Inhalt zu publiciren hat.

Die unterlassene Anzeige ist mit Disciplinarstrafe zu belegen.

196. Von einer in den Händen eines Notars sich befindenden Urschrift oder als solcher geltenden Urkunde soll, bei Strafe der Suspension oder der Disciplinargeldbufse, jeder dabei interessirten Parthei nur eine einzige executorische Ausfertigung gegeben, und bei Ablieferung der Urkunde jedesmal auf der Urschrift bemerkt werden, dafs dieses geschehen ist.

197. Nur allein vermöge einer ausdrücklichen Ermächtigung des Präsidenten des zuständigen Bezirksgerichtes kann eine zweite executorische Ausfertigung an dieselbe Parthei abgegeben werden. In diesem Falle ist jedoch bei Disciplinarstrafe diese Ermächtigung der Urschrift beizuheften.

198. Executorische Ausfertigungen sind wie Urtheile in den im Gesetzbuch über das Civilverfahren bestimmten Formen zu erlassen.

Von den vor der Publication gegenwärtigen Gesetzes aufgenommenen Notariatsurkunden dürfen keine executorischen Ausfertigungen mit den in Art. 191 bestimmten Wirkungen gegeben werden, bei Strafe der Disciplinargeldbufse oder der Suspension.

199. Jede von einem Notar gefertigte Abschrift oder executorische Ausfertigung soll bei Disciplinargeldbufse:

1) vom Präsidenten des zuständigen Bezirksgerichtes nach Vorschrift des Art. 88 legalisirt; und

2) mit dem Amtssiegel versehen seyn.

Zu diesem Ende hat jeder Notar ein eigenes Siegel zu führen, welches in der Umschrift den Vor- und Zunamen des Notars, dessen amtliche Eigenschaft und seinen Wohnsitz enthalten soll.

200. Jeder Notar hat ein vorher nach Art. 87 gehörig mit dem Handzuge des Bezirksgerichtspräsidenten versehenes Repertorium zu führen.

In dasselbe sollen Tag für Tag sämmtliche von dem Notar aufgenommenen, oder bei ihm deponirten, oder mit einem sicheren Datum versehenen Urkunden jeder Art unter fortlaufenden Nummern, welche zu gleicher Zeit auf den Urschriften zu bemerken sind, eingetragen, ferner der Name und Stand der Partheien nebst dem Datum und dem Gegenstande dieser Urkunden summarisch angegeben werden.

In einer eigenen Columne ist der Betrag der für eine Ausfertigung oder eine andere Urkunde oder eine andere Amtshandlung erhobenen Gebühr oder Taxe anzugeben.

Dieses Alles bei Disciplinarstrafe gegen den zuwiderhandelnden Notar.

Für die Form dieser Repertorien hat das Justizministerium Formulare zu entwerfen, und diese im Regierungsblatt bekannt zu machen.

201. Hinsichtlich der Bemerkung der Taxen und Gebühren auf Originalen, Abschriften, Ausfertigungen und zu deponirenden Urkunden, desgleichen wegen Ueberschreitungen der Taxordnung gelten auch bei Notaren die Bestimmungen des Art. 127.

Bei ausser den gesetzlichen Taxen und Gebühren gegebenen oder versprochenen Honoraren kommen die Vorschriften der Art. 144 und 145 zur Anwendung.

202. Jeder Notar hat in seinem Arbeitszimmer an einer eigens dazu bestimmten Stelle, unmittelbar nach erhaltener Mittheilung der betreffenden Bittschriften und Urtheile die von dem Handelsgesetzbuch, so wie von dem Gesetzbuche über das Civilverfahren vorgeschriebenen Bekanntmachungen mittelst Anschlag zu machen, bei Strafe des Schadenersatzes und der Disciplinirung.

203. Die Repertorien und Urschriften sind von dem Notar selbst zu bewahren.

Wurde dessen Stelle aufgehoben oder einem anderen Individuum übertragen, so sind jene Urkunden und Repertorien von ihm selbst oder seinen Erben oder sonstigen Rechtsnachfolgern binnen Monatsfrist an einen anderen Notar im Umkreise desselben Friedensgerichtes, und wenn kein anderer Notar vorhanden ist, dem Friedensrichter selbst zu übergeben, bei Strafe des Schadenersatzes und einer Geldbufse von 50 Drachmen für jeden Monat der Verspätung.

Das Amtssiegel ist in diesem Falle zu vernichten.

204. Nach erfolgtem Tode eines Notars oder anderen Inhabers von Notariatsurkunden (Art. 168), sind die Urschriften und Repertorien von dem zuständigen Friedensrichter unverzüglich unter Siegel zu legen, bis durch den Präsidenten des zuständigen Bezirksgerichtes ein anderer Notar im Umkreise desselben Friedensgerichtes zur provisorischen Aufbewahrung derselben ermächtigt worden ist.

Sollte kein anderer Notar vorhanden seyn, so sind jene Urkunden und Repertorien dem Friedensrichter selbst zu übergeben.

Auch in diesem Falle soll das Notariatssiegel vernichtet werden.

205. Wenn im Falle der beiden vorhergehenden Artikel binnen einer Frist von 3 Monaten die erwähnte Uebergabe nicht gemacht worden ist, so soll dieselbe vom Staatsprocurator von Amtswegen bewerkstelligt werden.

206. Im Falle einer schweren und langwierigen Krankheit des Notars, welche denselben ausser Stand setzt, selbst zu instrumentiren und Abschriften oder Ausfertigungen zu ertheilen, ist jede interessirte Parthei nach Ablauf von drei Monaten berechtigt sich mittelst Bittschrift an den Präsidenten des Bezirksgerichtes zu wenden, und die Bezeichnung eines anderen Notars oder des Friedensrichters nach den näheren Bestimmungen des Art. 204 zu erwirken, welcher einstweilen die Amtsverrichtungen des Notars zu versehen hat.

In diesem Falle ist aber keine Uebergabe der Urkunden an den bezeichneten Notar oder Friedensrichter nöthig, und die Hälfte des reinen Ertrags der Gebühren gehört dem kranken Notar und blos die andere Hälfte hat der functionirende zu beziehen.

Diese Amtsübertragung kann auch nach Ablauf des angegebenen Termines vom Staatsprocurator von Amtswegen bewirkt werden.

207. Was im vorigen Artikel hinsichtlich der Krankheit des Notars vorgeschrieben wurde, gilt auch dann, wenn ein Notar über einen Monat vom Amte suspendirt worden ist, mit dem einzigen Unterschiede, dafs der functionirende Notar oder Friedensrichter alle Gebühren in eigenem Namen zu beziehen hat.

208. So oft die erwähnten Notariatsurkunden an einen Friedensrichter, oder an einen anderen Notar, wenn auch nur provisorisch, übergeben worden sind, hat der Inhaber die Rechte und Verbindlichkeiten eines jeden Notars, also insbesondere auch das Recht und die Pflicht Abschriften und executorische Ausfertigungen zu ertheilen.

209. In allen Fällen, wenn einem anderen Notar oder einem Friedensrichter Urschriften und Repertorien übergeben werden sollen, ist zuvor ein summarisches Verzeichnifs derselben zu entwerfen.

Am Ende dieses Verzeichnisses hat der neue Inhaber den richtigen Empfang der Urkunden zu bescheinigen.

Eine Abschrift dieses bescheinigten Verzeichnisses mufs dem Staatsprocurator übersendet und von diesem aufbewahrt werden.

210. Die noch rückständigen Honorare und Gebühren für aufgenommene Urkunden oder für verfertigte Abschriften oder executorische Ausfertigungen nebst deren Beitreibung

gehören dem früheren Inhaber dieser Notariatsurkunden oder dessen Erben oder sonstigen Stellvertretern.

Deren Beitreibung kann aber auch dem neuen Inhaber mittelst gütlicher Vereinbarung zwischen dem alten und neuen Besitzer, überlassen werden.

211. Die Staatsprocuratoren sind berechtigt, in der Amtsstube des Notars zu jeder Zeit von allen Notariatsurkunden und Repertorien Einsicht zu nehmen, mit einziger Ausnahme der Notariatstestamente, wenn der Erblasser noch am Leben ist.

Sie sind verbunden regelmäfsig jedes viertel Jahr sämmtliche Amtsstuben der in ihrem Bezirke angestellten Notare zu untersuchen, jede Zuwiderhandlung durch ein Protocoll zu constatiren, und die Bestrafung auf dem Disciplinarwege zu betreiben, vorbehaltlich der weiteren Einschreitung im Falle der Urkundenunterschlagung, Fälschung oder eines anderen Verbrechens oder Vergehens.

212. In dem im Schlufsartikel des gegenwärtigen Gesetzes bestimmten Termine treten alle entgegenstehenden früheren Gesetze und Verordnungen, insbesondere auch das Gesetz vom 11. (23.) Februar 1830 über die Notare ausser Wirksamkeit.

213. Das Gesetz vom 11. (23.) Februar 1830 über die Testamente bleibt fortwährend in Gültigkeit, mit Ausnahme der Art. 9 bis 12 und 26, welche hiemit gänzlich aufgehoben sind.

Theilweise aufgehoben sind ferner die Vorschriften des Art. 3 und 24 dieses Gesetzes über die Testamente, in so weit sie sich nämlich auf die Notariatsregister beziehen, welche nach Bestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes nicht weiter geführt werden sollen, so wie auch die Vorschriften der Art. 20 und 30 des erwähnten Gesetzes, wodurch die Aufbewahrung der geheimen (mystischen) Testamente in den Provinzialarchiven befohlen wird, hiemit ausser Wirkung treten, jene Aufbewahrung aber künftig von den Notaren selbst zu geschehen hat.

DRITTER ABSCHNITT.

Amtseid, Rang und Gehalt.

Art. 214. Kein gerichtlicher Beamter oder Diener darf bei der im Strafgesetzbuch bestimmten Strafe seine Amtsverrichtungen antreten, ehe derselbe den vorgeschriebenen Amtseid geleistet hat.

Gleichzeitig mit diesem Amtseide hat der Beamte oder Diener eidlich zu versichern, dafs er keiner geheimen, den

Staatsbehörden unbekannten Gesellschaft angehöre noch angehören werde.

215. Der von den richterlichen Beamten oder Dienern, mit Ausnahme der Anwälte, zu schwörende Amtseid lautet, wie folgt:

„Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam den Gesetzen „des Königreichs, gewissenhafte Verwaltung des mir anver„trauten Amtes mit ausschliefslicher Berücksichtigung des „Gemeinwohls und sorgfältiger Entfernung aller Nebenrück„sichten, so wie pünktliche Erfüllung aller mit meinem Amte „übernommenen Pflichten.“

216. Anwälte haben folgenden Amtseid zu leisten;

„Ich schwöre Treue dem König und Gehorsam den Ge„setzen des Königreichs; nichts vorzubringen, was der Ruhe „und Sicherheit des Staates zuwider ist, oder den Gesetzen, „Verordnungen, oder guten Sitten widerstreitet; mich niemals „von der den Gerichten und öffentlichen Beamten schuldigen „Achtung zu entfernen; keine Sache zu vertheidigen, in „derselben Rath zu ertheilen, oder darin auf sonstige Weise „amtlich zu handeln, welche ich nicht nach meinem besten „Wissen und Gewissen für gerecht halte.“

217. Der vorgeschriebene Amtseid ist in öffentlicher Sitzung zu schwören und zwar in der Audienz:

1) des Friedensgerichtes von den Anwälten und Untergerichtsschreibern dieses Gerichtes;

2) des Bezirksgerichtes von den bei diesem Gerichte angestellten Anwälten und Untergerichtsschreibern, von sämmtlichen im Bezirke angestellten Friedensrichtern, und deren Suppleanten, Friedensgerichtsschreibern, Untersuchungsbeamten, Notaren und Bezirksgerichtsboten;

3) des Handelsgerichtes von den dabei angestellten Anwälten und Untergerichtsschreibern;

4) des Appellationsgerichtes von allen dabei angestellten Anwälten und Untergerichtsschreibern, so wie von sämmtlichen Mitgliedern der Bezirks- und Handelsgerichte sammt ihren Suppleanten;

5) des Cassationsgerichtes von allen dabei angestellten Anwälten und Untergerichtsschreibern, ferner von den Mitgliedern der Appellationsgerichte und deren Suppleanten.

218. Die Mitglieder des Cassationsgerichtes haben den Amtseid unmittelbar in die Hände des Staatssecretärs der Justiz abzulegen.

Dasselbe kann bei der ersten Justizorganisation hinsichtlich aller in Artikel 217 genannten Beamten geschehen, wenn die Staatsregierung nicht vorzieht einen oder mehrere Commissäre zu dem Ende abzuordnen.

219. Die Suppleanten haben den Amtseid nur einmal zu leisten. Sie brauchen ihn nicht zu wiederholen, wenn sie aushülfsweise zu einem Civil- oder Strafgerichte wirklich beigezogen werden.

220. Ueber jede stattgehabte Eidesleistung ist von dem Gerichtsschreiber ein Protocoll abzufassen und dieses von den zuständigen Staats- und Generalprocuratoren dem Justizministerium vorzulegen.

221. Ein nach Art. 138 für mehrere Gerichte ernannter Anwalt hat nur ein Mal den Amtseid zu leisten, und zwar bei dem höchsten am Orte befindlichen Gerichte, bei welchem er functioniren darf.

222. Der Präsident und Generalprocurator am Cassationsgerichte haben beide den Rang der Staatsräthe, der Vicepräsident den der Appellationsgerichtspräsidenten.

Die Räthe und der Substitut haben den Rang der Ministerialräthe.

223. Die Präsidenten und Generalprocuratoren der Appellationsgerichte haben den Rang der Nomarchen mit dem Vortritt vor denselben; die Räthe und Substitute den Rang der Kreisdirectoren, jedoch den Vortritt vor denselben.

224. Die Präsidenten der Bezirks- und Handelsgerichte und die Staatsprocuratoren haben den Rang der Kreisdirectoren.

Die Richter und Substitute den Rang der Eparchen mit dem Vortritt vor denselben.

225. Die Friedensrichter haben den Rang der Eparchen, jedoch den Nachtritt nach denselben.

226. Die Gerichtsschreiber der Collegialgerichte haben den Rang der Eparchen, jedoch den Nachtritt nach denselben.

Den Vortritt unter den Gerichtsschreibern hat der Gerichtsschreiber am Cassationsgerichte. Dann folgen die Gerichtsschreiber an den Appellationsgerichten, und erst nach diesen die an den Bezirks- und Handelsgerichten.

Die Untergerichtsschreiber eines jeden Gerichtes schliefsen sich an den Gerichtsschreiber, und die Audienzgerichtsboten an diese an.

227. Die Friedensgerichtsschreiber haben den Rang der Kreissecretäre, jedoch den Nachtritt nach denselben. Sie schliefsen sich an den Friedensrichter, an sie aber die Untergerichtsschreiber, und an diese wieder die Audienzgerichtsboten des Friedensgerichtes an.

228. Die Gerichtsboten, welche keine Audienzgerichtsboten sind, schliefsen sich bei feierlichen Ceremonien an die Audienzgerichtsboten der Bezirksgerichte an.

229. Die Anwälte schliefsen sich bei feierlichen Aufzügen an das Gericht an, bei welchem sie angestellt sind.

Die Notare an das Bezirksgericht.

230. Die in Art. 222—227 genannten Beamten tragen die Uniform des ihnen angewiesenen Ranges, mit dem Unterschiede, dafs die Uniform von dunkelblauem Tuche und die Stickerei und Epaulette von Gold sind.

231. Die Anwälte, Notare, Friedensgerichtsschreiber, Untergerichtsschreiber und Gerichtsboten haben keine Amtstracht, dennoch sollen die Gerichtsvorstände und Staatsprocuratoren darauf halten, dafs die bei ihrem Gerichte Angestellten sich in ihren Amtsfunctionen und bei öffentlichen Aufzügen auf anständige Weise kleiden.

Die Gerichtsboten haben bei ihren Amtsverrichtungen eine blau und weifse Binde um den Arm zu tragen.

232. Die Suppleanten haben, wenn sie zur Function berufen sind, den Rang der Räthe und Richter.

Es ist ihnen alsdann gestattet, die Uniform ihres Ranges zu tragen.

Auch sind sie in diesem Falle berechtigt, den, nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Strafverfahren den richterlichen Beamten gebührenden, besonderen Gerichtsstand in Strafsachen in Anspruch zu nehmen, stehen aber auch in Disciplinarsachen den richterlichen Beamten gleich.

233. Der jährliche Gehalt der richterlichen Beamten ist auf folgende Weise festgesetzt worden, der Gehalt

1) des Präsidenten und Generalprocurators am Cassationsgerichte auf 7200 Drachmen, des Vicepräsidenten auf 5400 Drachmen;

2) der Präsidenten und Generalprocuratoren der Appellationsgerichte auf 6000 Drachmen;

3) der Räthe und des Substituten am Cassationsgerichte auf 4200 Drachmen, der des Gerichtsschreibers aber auf 2400 Drachmen;

4) der Räthe und Substituten der Appellationsgerichte, dann der Präsidenten und Staatsprocuratoren der Bezirks- und Handelsgerichte, auf 3600 Drachmen, der Gerichtsschreiber an den Appellationsgerichten aber auf 2100 Drachmen;

5) der Richter und Substitute der Bezirksgerichte auf 2400 Drachmen, der Gerichtsschreiber an den Bezirks- und Handelsgerichten aber auf 1800 Drachmen.

234. Die Untersuchungsrichter erhalten als Gratification eine Zulage von jährlich 300 Drachmen, jedoch erst am Ende des Jahres und nur bei voller Zufriedenheit mit ihrer Amtsführung.

235. Die Mitglieder der Friedensgerichte, die Anwälte, Notare und Gerichtsboten beziehen keinen bestimmten Gehalt, sondern sind auf ihre Taxen und Gebühren angewiesen.

236. Keinen Gehalt, nicht einmal Gebühren und Taxen beziehen die Richter der Handelsgerichte, sowie die Suppleanten sämmtlicher Gerichte.

237. Jeder Gerichtsschreiber hat seine Untergerichtsschreiber und Kanzellisten selbst zu bezahlen und zu dem Ende seine Taxen und Gebühren zu verwenden.

Nur den Gerichtsschreibern der Bezirksgerichte soll wegen der Untergerichtsschreiber für Zuchtpolizei- und Assisengerichte gegen Bescheinigung des Bedürfnisses eine Aversalsumme angewiesen werden.

238. Jedem Collegialgerichte soll jährlich, gegen Bescheinigung des Bedürfnisses, eine Aversalsumme als Bureaukosten angewiesen werden. (Art. 126 N° 4.)

Desgleichen jedem Staats- und Generalprocurator. (Art. 117.)

239. Die Präsidenten und Staatsprocuratoren der Assisengerichte sollen für jede Sitzung eine nach den Umständen zu bestimmende Gratification erhalten.

ZWEITER TITEL.
Geschäftsgang.

ERSTER ABSCHNITT.
Geschäftsgang ausser der Audienz.

ERSTES CAPITEL.
Verfahren hinsichtlich der Beitreibung von Taxen und Gebühren gerichtlicher Beamten.

Art. 240. Bis zur Bezahlung ihrer Taxen und Gebühren sind Gerichtsschreiber, Anwälte, Notare und Gerichtsboten berechtigt, die in Händen habenden Acten, Abschriften, Expeditionen und andere Urkunden zurückzuhalten.

241. Ist die Auslieferung solcher Urkunden im einzelnen Falle dennoch geschehen, oder war die Zustellung kraft gesetzlicher Bestimmung sogar nothwendig, so sind jene Taxen und Gebühren für executorisch zu erklären, und können sodann zwangsweise von der schuldigen Parthei beigetrieben werden.

242. Die im vorigen Artikel bestimmte Executorisch-Erklärung hat zu geschehen:

1) von dem Friedensrichter bei am Friedensgerichte angestellten Gerichtsschreibern, Anwälten oder Audienzgerichtsboten;

2) vom Präsidenten des Bezirks- und Zuchtpolizeigerichtes bei an diesem Gerichte angestellten Anwälten und Gerichtsschreibern, bei sämmtlichen Notaren und Gerichtsboten des Bezirkes;

3) vom Präsidenten des Handelsgerichtes bei an diesen Gerichten angestellten Gerichtsschreibern, Anwälten oder Audienzgerichtsboten;

4) vom Präsidenten des Assisengerichtes bei an diesem Gerichte functionirenden Gerichtsschreibern, Anwälten oder Audienzgerichtsboten;

5) von dem Präsidenten der Appellationsgerichte oder des Cassationsgerichtes bei an diesen Gerichten angestellten Gerichtsschreibern, Anwälten oder Audienzgerichtsboten.

243. Die in den vorigen Artikeln erwähnte Executorisch-Erklärung ist auf mit den nöthigen Nachweisen belegte Bittschrift zu begehren.

Auf diese Bittschrift selbst ist die Ordonnanz zu setzen, mit den Worten: „Für executorisch erklärt für die Summe von ..... “.

Die Summe ist in Buchstaben auszudrücken, gehörig zu datiren, von dem Präsidenten oder Friedensrichter zu unterschreiben und mit dem Amtssiegel zu versehen.

ZWEITES CAPITEL.

Verfahren bei zu gebenden Abschriften und Expeditionen.

Art. 244. Jede Parthei, welche von einem Gerichtsschreiber, Anwalt oder Gerichtsboten, eine Abschrift oder Ausfertigung von einer Originalurkunde erhalten hat, ist berechtigt, diese Ausfertigung oder Abschrift mit der Urschrift zu vergleichen, wozu ihr bei Disciplinarstrafe der Beamte diese Urschrift an Ort und Stelle zur Einsicht mitzutheilen hat.

245. Findet sich die von einem im vorigen Artikel genannten Beamten oder Diener gefertigte Abschrift oder Ausfertigung mit der Urschrift nicht gleichlautend, so ist der öffentliche Beamte oder Diener mit Disciplinargeldbufse zu belegen, im Wiederholungsfalle aber zu suspendiren, oder nach Umständen sogar des Dienstes zu entlassen, vorbehaltlich der Einschreitung wegen Fälschung, wenn solche Abweichungen von dem Originale vorsätzlich geschehen sind.

246. Jeder im Art. 244 genannte Beamter ist bei Disciplinargeldbufse verbunden, von den in Händen habenden Originalien, oder als Originalien bei ihm hinterlegten Urkunden den interessirten Partheien Abschriften oder Ausfertigungen zu geben.

Von allen diesen Beamten gelten die Bestimmungen der Artikel 192 bis 197 über die Notare.

Entstehen bei dieser Gelegenheit Anstände oder Streitigkeiten, so soll darüber wie in summarischen Sachen verfahren und entschieden werden, nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren.

247. Jede von einem der in Art. 244 genannten Beamten oder Diener verfertigte Abschrift oder Ausfertigung, sowie jede Vorladung oder sonstige Zustellung soll leserlich geschrieben seyn, bei Disciplinargeldbufse von 3 bis 30 Drachmen gegen den zuwiderhandelnden Beamten.

248. Ausser den Bestimmungen des vorigen Artikels soll für eine unleserliche Urkunde keine Taxe und keine Gebühr bezahlt, und dieselbe wieder zurückgegeben werden, wenn sie schon bezahlt worden seyn sollte.

Zum Zweck der Zurückforderung tritt die Executorisch-Erklärung nach Vorschrift der Art. 241—243 ein.

ZWEITER ABSCHNITT.

Geschäftsgang in der Audienz.

ERSTES CAPITEL.

Bei allen Arten von Gerichten.

Art. 249. Jedes Gericht hat die gewöhnlichen Sitzungstage ein für alle Mal zu bestimmen und durch öffentliche Ausschreibungen bekannt zu machen, und zwar eigene Sitzungstage für Civil- und wieder andere für Strafsachen.

Ausserdem sollen die Bezirksgerichte auch noch eigene Sitzungstage zur Verhandlung von summarischen Sachen bestimmen und öffentlich bekannt machen.

250. An Sonn- und Feiertagen sollen, wenn nicht Gefahr auf dem Verzuge haftet, keine Gerichtssitzungen abgehalten werden.

Auch sind die Sitzungen allezeit im gewöhnlichen Sitzungslocale zu halten, es müfste denn durch ein ausdrückliches Gesetz oder eine Verfügung des Justizministeriums etwas Anderes verfügt worden seyn.

251. So lange noch zu verhandelnde Gegenstände vorliegen, soll jede Sitzung wenigstens vier Stunden dauern und diese Zeit zu nichts Anderem verwendet werden.

252. Jeder Gerichtsvorstand, Rath oder Richter, Staats- oder Generalprocurator, Friedensrichter oder öffentliche Ankläger bei einem Polizeigerichte, Gerichtsschreiber und Audienzgerichtsbote hat bei Disciplinarstrafe zur festgesetzten Stunde am Sitzungsorte zu erscheinen und darf sich nicht vor beendigter Sitzung eigenmächtig entfernen.

253. Entsteht durch das Zuspätkommen, oder gänzliche Ausbleiben, oder zu frühe Entfernen eines Anwaltes irgend ein Nachtheil, so ist derselbe in Schadenersatz und Kosten zu verurtheilen und zu discipliniren.

254. Im Verhinderungsfalle eines der in Art. 252 und 253 erwähnten Beamten oder Diener ist der Verhinderungsgrund,

in sofern es möglich ist, schon vor der Sitzung dem Gerichtsvorstand oder Staatsprocurator anzuzeigen und zu bescheinigen.

255. Die Sitzungslocale sind im ganzen Umfange des Königreichs auf gleichförmige Weise einzurichten.

Immer soll in der Audienz das Gericht auf erhöhten Sitzen und durch Barrieren von dem Publicum getrennt seyn.

255. Der Präsident soll in der Mitte seiner Räthe oder Richter, zur Rechten des Gerichtes aber der Staats- oder Generalprocurator oder öffentliche Ankläger, und zur Linken der Gerichtsschreiber sitzen.

257. Die Anwälte und Audienzgerichtsboten haben ihre ständigen Sitze vor dem Gerichte auf ebener Erde, jedoch an einer für das Publicum nicht zugänglichen Stelle.

258. Für die Partheien und Zeugen, sowie bei den Strafgerichten auch noch für die Privatankläger und Beschuldigten, ist in jedem Sitzungssaale eine eigene, von dem Publicum durch eine Barriere getrennte, Stelle anzuweisen.

259. Anwälte, Partheien, Privatankläger, Beschuldigte und Zeugen dürfen nur stehend zum Gerichte sprechen, sie müßten denn den Gerichtsvorstand vorher um Erlaubniß zum Sitzen gebeten und diese erhalten haben.

260. Die Sitzungsprotocolle und Originale der Urtheile sollen auf Papier von demselben Format geschrieben, und am Ende jeden Monats, nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civil- und Strafverfahren, geheftet, am Ende des Jahres aber eingebunden werden.

Dabei sind streng zu sondern die Sitzungsprotocolle von den Urtheilen. Ebenso die Urtheile und Sitzungsprotocolle in Civilsachen von denen in Strafsachen, und insbesondere wieder diejenigen der Zuchtpolizeigerichte von denen der Assisengerichte.

Jede Zuwiderhandlung des Gerichtsschreibers gegen diese Verfügung ist mit einer Disciplinargeldbuße nicht unter 25 Drachmen zu bestrafen.

261. Wurde der Gerichtsschreiber an der nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civil- und Strafverfahren nothwendigen Unterzeichnung des Sitzungsprotocolles oder Urtheiles durch irgend einen Zufall verhindert, so genügt es, wenn in Civilsachen der Gerichtsvorstand, und in Strafsachen alle Richter bei ihrer Unterschrift dieses Umstandes Erwähnung thun.

Dasselbe gilt dann, wenn in Strafsachen ein Richter an seiner Unterschrift verhindert worden ist. In Civilsachen kommen die Bestimmungen des Art. 270 zur Anwendung.

262. Jedes Collegialgericht ist berechtigt, durch ein eigenes Reglement den inneren Dienst sowie die Amtsverrich-

tungen der bei diesem Gerichte angestellten Beamten zu ordnen, wenn die gesetzlichen Normen nicht hinreichen sollten.

Solche Dienstreglements sind, nach erlangter Bestätigung durch das Justizministerium, bei Disciplinarstrafe von allen denen, die es angeht, zu beobachten.

ZWEITES CAPITEL.

Geschäftsgang bei Civilgerichten.

Art. 263. Auf der Gerichtsschreiberei eines jeden Collegialgerichtes soll durch den Gerichtsschreiber eine Audienzrolle nach den Vorschriften des Gesetzbuches über das Civilverfahren geführt werden.

Die dafür in Anspruch zu nehmenden Gebühren werden durch eine besondere Verordnung bestimmt und sind auf der Stelle zu erlegen.

264. Die Fixation der zu verhandelnden Sachen geschieht, nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren, am Ende einer jeden Woche an einer im Voraus vom Gerichtsvorstand zu bestimmenden Stunde, in Gegenwart sämmtlicher Anwälte des Gerichtes. Diese werden jedoch nicht besonders dazu eingeladen, und ihr Ausbleiben bringt keinen andern Nachtheil, als den Verlust des Rechtes, Bemerkungen gegen die Fixation zu machen.

265. Unnöthig ist eine Fixation hinsichtlich der dringenden und summarischen Sachen, welche auf den nach Art. 249 zur Verhandlung der summarischen Sachen bestimmten Sizzungstag vorgeladen worden sind.

Die summarischen, nicht auf einen bestimmten Tag geladenen Sachen sind nach der Bestimmung des vorhergehenden Artikels zu fixiren.

266. Vor Eröffnung der Sitzung hat der Audienzgerichtsbote ein Aufrufblatt für diesen Sitzungstag zu entwerfen.

Darauf sind zuerst alle summarischen Sachen zu nennen, welche zwar auf die Audienzrolle gesetzt worden sind, nach Vorschrift des vorigen Artikels aber nicht einmal der Fixation bedürfen.

Dann haben die anderen summarischen Sachen zu folgen, welche seit der letzten Fixation erst auf die Audienzrolle gesetzt worden sind.

Den Beschlufs machen die fixirten Sachen nach der Ordnung der Fixation, zuerst die summarischen und dann erst die ordentlichen Sachen.

267. Die Audienz beginnt mit dem Aufrufe der Sachen durch den Audienzgerichtsboten in der auf dem Audienzblatt bestimmten Ordnung, und nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren.

Glaubt eine Parthei, dafs ihr der Vorrang gebühre, oder dafs ihre Sache gegen alles Recht gar nicht auf das Audienzblatt aufgetragen worden sey, so hat dieselbe mittelst schriftlicher Bitte an den Gerichtsvorstand den früheren Aufruf zu begehren, und das Gericht im Falle der Contestation darüber zu entscheiden.

Dasselbe gilt von solchen summarischen Sachen, die so dringend sind, dafs sie nicht einmal auf die Audienzrolle gesetzt werden konnten.

268. Können wegen Mangel an Zeit nicht alle auf dem Audienzblatt stehenden Sachen verhandelt werden, so sind dieselben unfehlbar an dem nächsten Sitzungstage vor allen anderen ordentlichen Sachen vorzunehmen.

269. Nach jeder contradictorischen oder Contumacialverhandlung der Sache in der Audienz, oder auch wenn keine Parthei erschienen ist, soll die Sache nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren von der Audienzrolle gestrichen und erst dann wieder zur Verhandlung zugelassen werden, wenn sie von Neuem auf die Audienzrolle gesetzt worden ist.

Wurde die Streichung durch Schuld eines Anwaltes veranlafst, so ist nach Vorschrift des Art. 253 zu verfahren.

270. Wurde der Gerichtsvorstand durch irgend einen Zufall von der nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren nothwendigen Unterzeichnung des Sitzungsprotocolles oder Urtheiles verhindert, so hat diese durch den ältesten der bei der Verhandlung der Sache und bei Fällung des Urtheiles anwesenden Richter oder Räthe nach Vorschrift des Art. 27 zu geschehen.

Im Verhinderungsfalle eines Friedensrichters hat in Civil- wie in Strafsachen ein Suppleant einzutreten.

DRITTER ABSCHNITT.

Amtssiegel.

Art. 271. Jedes Gericht, jeder Staats- und Generalprocurator, jeder Untersuchungsrichter und öffentliche Ankläger bei einfachen Polizeigerichten hat sein eigenes Amtssiegel zu führen, womit die von dem Gerichte oder von dem Beamten auszufertigenden Urkunden oder zu erlassenden Anordnungen und Befehle zu besiegeln sind.

Die Friedensrichter, Präsidenten und sämmtliche Gerichtsschreiber haben sich bei ihren Amtsverrichtungen des Gerichtssiegels zu bedienen.

272. Jedes der im vorigen Artikel erwähnten Amtssiegel soll in der Umschrift bei Gerichtssiegeln den Namen des Ge-

richtes nebst dem Gerichtssitze, bei Amtssiegeln einzelner Beamten aber dessen amtliche Eigenschaft (Staatsprocurator, Untersuchungsrichter u. s. w.) nebst seinem Wohnsitze enthalten.

DRITTER TITEL.

Disciplinarvorschriften.

ERSTES CAPITEL.

Disciplinarfälle.

Art. 273. Verwandte oder Verschwägerte, und zwar in der geraden Linie durch alle Grade, in der Seitenlinie aber bis zum dritten Grade einschlüssig, welche zu gleicher Zeit als Präsidenten, Räthe, Richter, Staats- oder Generalprocuratoren, Substitute, Gerichtsschreiber, Anwälte oder Gerichtsboten bei demselben Gerichte angestellt sind, und eine solche Anstellung erschlichen, oder eine solche Verwandtschaft oder Schwägerschaft auch nur verschwiegen haben, sollen in eine Disciplinargeldbufse verurtheilt oder suspendirt und zu gleicher Zeit versetzt werden.

274. Auf dieselbe Strafe soll, wenn erst nach erhaltener Anstellung eine solche Verschwägerung eingegangen worden ist, gegen denjenigen erkannt werden, welcher eine solche Verbindung geschlossen und dieses Verhältnifs verschwiegen hat.

275. Eine Dispensation von den Bestimmungen der beiden vorhergehenden Artikel bewirkt nur eine ausdrückliche Königliche Erlaubnifs, und zwar blos dann, wenn sie schon vor der Anstellung, oder im Fall des vorigen Artikels vor der Eingehung der Schwägerschaft nachgesucht und erlangt worden ist.

276. Das Amt eines richterlichen Beamten oder Dieners, insbesondere auch das Amt und der Dienst eines Gerichtsschreibers, Anwaltes, Notars oder Gerichtsboten, ist, wenn die Gesetze nicht ausdrücklich eine Ausnahme gestatten (Art. 168, 278), unverträglich mit jedem anderen gerichtlichen, administrativen, geistlichen, Militär- oder Gemeinde-Amte oder Dienste, nach den näheren Bestimmungen des Gemeindeedictes.

Wer zwei oder mehrere solcher Aemter oder Dienste annimmt, oder beibehält, ist mit einer Disciplinarstrafe zu belegen, und wenn er sie, nach der ihm amtlich bekannt gemachten Disciplinarstrafe, dennoch beibehält, von allen diesen Stellen zu entlassen.

277. Die im vorhergehenden Artikel bestimmten Disciplinarstrafen treten auch dann ein, wenn richterliche Beamte

oder Diener, Handelsrichter und alle Arten von Suppleanten ausgenommen, neben ihrem Amte oder Dienste irgend ein Gewerbe oder Handel treiben.

278. Ausnahmsweise dürfen gegen die Bestimmungen des Art. 276 Friedensrichter und Anwälte als Suppleanten bei allen und jeden Gerichten angestellt werden.

Die Gerichte sind sogar berechtigt, dieselben, ohne dafs sie als solche angestellt wären, aushülfsweise als Suppleanten eines Richters oder Staatsprocurators in der Audienz beizuziehen, wenn kein Suppleant vorhanden oder keiner am Orte des Gerichtssitzes anwesend ist.

In einem solchen Falle hat jedoch der Berufene, vor dem Antritte dieser Function, den in Art. 215 bestimmten Beamteneid zu leisten, wenn er ihn nicht schon geleistet haben sollte.

279. Die Bestimmungen der Art. 141, 161 und 172 wegen Amtsverweigerungen oder Verzögerungen gelten auch von allen übrigen in Art. 97 und 98 genannten richterlichen Beamten und Dienern.

280. Jeder Präsident, Rath, Richter, Friedensrichter, Staats- und Generalprocurator, Substitut, Gerichts- und Untergerichtsschreiber, ferner jeder Anwalt und Audienzgerichtsbote ist verbunden, an dem Sitze des Gerichtes, bei welchem er angestellt ist, und jeder Notar und Gerichtsbote an dem ihm bestimmten Amtssitze zu wohnen.

Geschieht dieses nicht, so ist der Zuwiderhandelnde zu discipliniren und bei fortgesetzter Zuwiderhandlung des Amtes zu entlassen.

281. Jeder der im vorhergehenden Artikel genannten gerichtlichen Beamten und Diener ist gehalten, sich unverzüglich nach erhaltener Ernennung auf die ihm anvertraute Stelle, und bei stattgehabter Versetzung auf seine neue Stelle zu verfügen.

Geschieht dieses ohne höhere Erlaubnifs oder ohne hinreichende Entschuldigungsgründe nicht, so ist der Zuwiderhandelnde zu discipliniren, und wenn es über einen Monat unterblieben, des Amtes zu entlassen und demselben ein Nachfolger zu ernennen.

282. Präsidenten, Staats- und Generalprocuratoren dürfen sich ohne erhaltenen Urlaub nur während drei Tagen von ihrer Stelle entfernen. Bei längerer Entfernung bedürfen sie der Erlaubnifs ihrer Oberen, und zwar:

1) die Präsidenten der Bezirks- und Handelsgerichte für eine Entfernung bis zu 14 Tagen der Erlaubnifs des Präsi-

denten des Appellationsgerichtes, für eine längere Entfernung aber der Erlaubnifs des Justizministeriums;

2) die Präsidenten der Appellations- und Assisengerichte, ferner des Cassationsgerichtes oder eines Standrechtes immer der Erlaubnifs des Justizministeriums;

3) die Staatsprocuratoren für eine Entfernung bis zu 14 Tagen der Erlaubnifs des Generalprocurators am Appellationsgerichte, für eine längere Entfernung aber der Erlaubnifs des Staatsministeriums der Justiz;

4) die Generalprocuratoren der Appellations- und Assisengerichte, sowie des Cassationsgerichtes oder eines Standrechtes, der Erlaubnifs des Ministeriums der Justiz.

283. Alle übrigen im vorigen Artikel nicht genannten gerichtlichen Beamten und Diener dürfen sich nie ohne erhaltenen Urlaub von ihrer Stelle entfernen, und zwar bedürfen für eine Entfernung bis zu 14 Tagen:

1) Räthe und Richter der Erlaubnifs ihrer Präsidenten;

2) Substitute der Erlaubnifs ihrer Staats- oder Generalprocuratoren;

3) Friedensrichter der Erlaubnifs des Bezirksgerichtspräsidenten;

4) Gerichtsschreiber der Erlaubnifs des Gerichtsvorstandes, also des Friedensrichters oder des Präsidenten desjenigen Gerichtes, bei welchem sie angestellt sind;

5) Anwälte der Erlaubnifs des Friedensrichters oder Präsidenten des Gerichtes, bei welchem sie angestellt sind;

6) Notare der Erlaubnifs des Bezirksgerichtspräsidenten;

7) Audienzgerichtsboten eines Friedens- oder Handelsgerichtes der Erlaubnifs des Friedensrichters oder Handelsgerichtspräsidenten, an deren Gerichte sie angestellt sind, alle übrigen Audienzgerichtsboten aber der Erlaubnifs des Staats- oder Generalprocurators desjenigen Gerichtes, bei welchem sie angestellt sind;

8) die Bezirksgerichtsboten, welche keine Audienzgerichtsboten sind, der Erlaubnifs des Staatsprocurators ihres Bezirkes.

284. Ehe im Falle des vorigen Artikels der Präsident den gebetenen Urlaub bewilligt, hat derselbe den Staats- oder Generalprocurator des Gerichtes, bei welchem er angestellt ist, zu vernehmen.

Desgleichen soll der Staats- oder Generalprocurator von jedem von ihm bewilligten Urlaub dem Präsidenten des Gerichtes, bei welchem derselbe angestellt ist, unverzüglich Kenntnifs geben.

285. Wird von den in Art. 283 genannten Beamten ein Urlaub auf länger als 14 Tage begehrt, so ist dieser immer beim Staatsministerium der Justiz nachzusuchen, und von diesem nach Umständen zu ertheilen.

Dasselbe gilt von Urlaubsverlängerungen, wodurch im Falle der Art. 282 und 283 der ursprünglich ertheilte Urlaub über 14 Tage erstreckt wird.

286. Die Untergerichtsschreiber erhalten für kürzere oder längere Zeit den nöthigen Urlaub von ihrem Gerichtsschreiber.

Die Ertheilung eines solchen Urlaubes ist jedoch unverzüglich dem Präsidenten und Staats- oder Generalprocurator anzuzeigen.

Entsteht dadurch eine Geschäftsstörung oder Stockung, so hat das Gericht nach Vorschrift des Art. 123 Vorkehrung zu treffen.

287. Suppleanten irgend eines Gerichtes haben sich, von dem Momente der Einberufung an, nach den Bestimmungen der Art. 283 bis 285 zu richten.

288. Wer gegen die Vorschriften der Art. 282, 283 und 285 handelt, wird mit einer Disciplinarstrafe belegt, und bei einer länger als einen Monat dauernden Abwesenheit ohne Urlaub, seines Amtes entlassen und durch einen Nachfolger ersetzt.

Dieselben Strafen treten dann ein, wenn der erhaltene Urlaub überschritten worden ist.

289. Während der Dauer der Abwesenheit ohne Urlaub, den Fall des Art. 282 ausgenommen, oder nach abgelaufenem Urlaub, hat der gerichtliche Beamte oder Diener keinen Staatsgehalt, und ebensowenig einen amtlichen Vortheil zu beziehen.

290. Im Falle der willkührlichen Abwesenheit über einen Monat, entweder nach abgelaufenem Urlaub oder ohne allen Urlaub, hat jeder Staatsprocurator seinen Generalprocurator am Appellationsgerichte, und jeder Generalprocurator an einem Appellations- oder Cassationsgerichte dem Justizministerium die nöthige Anzeige, und zu gleicher Zeit nach Vorschrift der Art. 10, 136, 153 und 169 seine Vorschläge wegen Wiederbesetzung der erledigten Stelle zu machen.

291. Verletzungen der Amtsverschwiegenheit, ausser den im Strafgesetzbuche Art. 452 bis 454 bestimmten Fällen, sind mit Disciplinargeldbufse oder Suspension zu belegen.

292. Ausser den ausdrücklich bestimmten Fällen sind die richterlichen Beamten und Diener auch noch dann mit Disciplinarstrafe zu belegen, wenn sie durch Fahrlässigkeit, Unfleiß,

oder Leichtsinn in Ausübung ihres Amtes oder Dienstes die ihnen obliegenden Amtspflichten vernachlässigen oder verletzen, oder durch unsittliches Betragen sich ihres Amtes oder Dienstes unwürdig bezeigen.

ZWEITES CAPITEL.

Disciplinarstrafe und Disciplinargewalt.

Art. 293. Die zu erkennenden Disciplinarstrafen sind:

1) Verweis;

2) Geldstrafen von drei bis einhundert Drachmen;

3) persönliche Verurtheilung in die durch seine Nachlässigkeit verursachten Procedurkosten, auch wenn es die Parthei nicht begehren sollte;

4) Suspension von acht Tagen bis zu sechs Monaten.

294. Jede Suspension hat für die Zeit ihrer Dauer den Verlust des Gehaltes sowie jedes amtlichen Vortheiles zur Folge.

295. Jede von einem suspendirten oder entlassenen richterlichen Beamten oder Diener, insbesondere auch von einem Anwalt, Gerichtsschreiber, Notar oder Gerichtsboten nach dem Momente der demselben auf officiellem Wege gemachten Mittheilung seiner Suspension oder Dienstenlassung, noch vorgenommene Amtshandlung ist null und nichtig.

296. In allen Fällen, in welchen nach den Bestimmungen dieses oder eines anderen Gesetzes wegen Nichtbeobachtung der gesetzlichen Formen eine Nullität entstanden ist, soll der gerichtliche Beamte oder Diener, insbesondere auch der Gerichtsschreiber, Anwalt, Notar oder Gerichtsbote, welcher dieselbe veranlaſst hat, nach Vorschrift des folgenden Artikels zu Schadenersatz verurtheilt werden.

Dasselbe gilt dann, wenn gerichtliche Beamte oder Diener vorsätzlich oder aus Fahrlässigkeit bei Ausübung ihres Amtes oder Dienstes Jemanden, auf was immer für eine Weise, Schaden zugefügt haben, auch wenn die Handlung oder Unterlassung nicht mit Nullität bedroht ist.

In beiden Fällen ist die Disciplinarstrafe, und im Falle der Uebertretung eines Strafgesetzes, noch schwerere Strafe vorbehalten.

297. Auf dem Disciplinarwege darf keine Nullität und ebenso wenig eine Verurtheilung in Schadenersatz ausgesprochen werden. Vielmehr hat dieses auf Betreiben der Partheien in der Audienz von den zuständigen Gerichten, insbesondere nach den Vorschriften des Civil- und Strafverfahrens über die Civilklagen gegen richterliche Beamte zu geschehen.

298. In welchen Fällen und in welcher Weise der Präsident zu Disciplinarstrafen berechtigt ist, wurde im Art. 80 bestimmt.

Dasselbe Recht hat auch der Friedensrichter hinsichtlich der an seinem Gerichte angestellten Gerichtsschreiber, Anwälte und Gerichtsboten. (Art. 62.)

Die Disciplinargewalt der Staatsprocuratoren ist in Art. 97, 141, 161, 172 und 279 näher bestimmt.

In allen übrigen Fällen können nur die Collegialgerichte und das Justizministerium Disciplinarstrafen erkennen.

299. Alle in öffentlicher Audienz begangenen oder daselbst entdeckten Disciplinarvergehen werden daselbst auf der Stelle abgeurtheilt.

Alle übrigen von den Partheien oder von Amtswegen durch die Staatsprocuratoren vorgebrachten Disciplinarvergehen sind von den nach Art. 98 und 99 zuständigen Staatsprocuratoren zu constatiren, und dann auf deren Antrag von den competenten Rathskammern abzuurtheilen.

300. Zur Verfügung von Disciplinarstrafen zuständig ist die Rathskammer

1) des Bezirksgerichtes hinsichtlich der Mitglieder eines Friedens- und Polizeigerichtes, deren Suppleanten und Gerichtsschreiber mit einbegriffen, dann der Notare, sowie der bei einem Friedens-, Bezirks-, Handels- oder Zuchtpolizeigerichte angestellten Anwälte, Gerichtsboten und Untergerichtsschreiber;

2) des Appellationsgerichtes hinsichtlich der Mitglieder eines Bezirks-, Handels- und Zuchtpolizeigerichtes, mit Inbegriff der Staatsprocuratoren, Substitute, Gerichtsschreiber und Suppleanten dieser Gerichte, dann der bei dem Appellationsgerichte angestellten Anwälte, Untergerichtsschreiber und Audienzgerichtsboten;

3) des Cassationsgerichtes hinsichtlich der Mitglieder eines Assisenhofes, eines standrechtlichen und Appellationsgerichtes, mit Einschlufs der Staats- und Generalprocuratoren, der Substitute, Gerichtsschreiber und Suppleanten dieser Gerichte, sowie der beim Cassationsgerichte angestellten Anwälte, Untergerichtsschreiber und Audienzgerichtsboten.

301. Gegen die Mitglieder des Cassationsgerichtes, den Generalprocurator, Substituten, Gerichtsschreiber und die Suppleanten mit eingeschlossen, kann nur allein vom Justizministerium eine Disciplinarstrafe erkannt werden.

DRITTES CAPITEL.

Verfahren in Disciplinarsachen.

Art. 302. Wenn bei Verfügung einer Disciplinarstrafe ein Bezirksgericht zögert, nachlässig ist, oder dieselbe ganz unterläfst, so ist das ihm vorgesetzte Appellationsgericht, auf Betreiben des Generalprocurators, berechtigt und verpflichtet, statt jenes die nöthige Strafe auszusprechen, und zu gleicher Zeit das nachlässige Bezirksgericht zu ermahnen, künftig sich bei Erfüllung seiner Pflichten gröfserer Sorgfalt zu befleifsigen.

Dasselbe Recht hat das Cassationsgericht in Beziehung auf die Appellationsgerichte, Assisenhöfe und Standrechte, und das Justizministerium hinsichtlich sämmtlicher Gerichte des Reiches.

303. Die Sitzungen der Rathskammer sind nicht öffentlich, und keine Disciplinarverfügung darf ausgesprochen werden, ehe der beschuldigte Beamte oder Diener gehört, wenigstens vorgeladen, und der Staats- oder Generalprocurator mit seinen Anträgen vernommen worden ist.

304. Gegen Disciplinarbeschlüsse ist kein Rechtsmittel zulässig.

305. Ausser dem Falle eines verfügten Verweises soll der Disciplinarbeschlufs, ehe derselbe vollzogen wird, auch der Freisprechungsbeschlufs nicht ausgenommen, an das Justizministerium eingeschickt werden.

Bei ausgesprochener Suspension hat jedoch der disciplinirte Beamte sich einstweilen, bei der im Strafgesetzbuche festgesetzten Strafe, der Ausübung seines Amtes zu enthalten.

306. Die im vorhergehenden Artikel vorgeschriebene Einsendung der Disciplinarbeschlüsse sammt den Untersuchungsacten hat zu geschehen:

1) im Falle des Art. 300 N° 1, von dem Staatsprocurator an den Generalprocurator des Appellationsgerichtes, und von diesem an das Justizministerium;

2) im Falle des Art. 300 N° 2 und 3 von dem jedesmaligen Generalprocurator direct an das Justizministerium.

In jedem Falle sind bei dieser Uebersendung von Seiten der Staats- und Generalprocuratoren die geeigneten Bemerkungen beizufügen.

307. Nach dem Empfang der nach Art. 305 und 306 einzusendenden Acten und Beschlüsse, oder nach Art. 298, 301 und 302 auch von Amtswegen, ist das Staatsministerium der Justiz berechtigt, eine neue Untersuchung einzuleiten, oder

wenigstens die beschuldigten Beamten und Diener neuerdings zu vernehmen.

Dasselbe kann die bereits verfügte Disciplinarstrafe verschärfen oder mildern, oder die Strafe ganz erlassen, oder im Falle der Freisprechung eine Strafe verhängen.

Nach Umständen ist zu gleicher Zeit die Dienstentlassung in Antrag zu bringen.

308. Jeder gerichtliche Beamte oder Diener, gegen welchen wegen eines Verbrechens oder eines der im Strafgesetzbuche Art. 22 und 24 vorgesehenen Vergehen ein Vorführungs- oder Verwahrungsbefehl erlassen, oder Anklage erkannt worden ist, soll provisorisch von seinem Amte, und also nach Art. 204 auch von seinem Gehaltsbezuge, suspendirt werden.

309. Von dem Resultate einer jeden gegen einen richterlichen Beamten oder Diener eingeleiteten Untersuchung ist das Justizministerium auf die in Art. 306 angegebene Weise in Kenntnifs zu setzen, und jedes ausgesprochene Strafurtheil, sogar polizeiliche Urtheile nicht ausgenommen, demselben zu übersenden.

Auch in diesem Falle ist das Justizministerium befugt, von der ihm nach Art. 307 zustehenden Disciplinargewalt Gebrauch zu machen, und nach Umständen die Dienstentlassung der verurtheilten oder freigesprochenen Beamten bei dem König in Antrag zu bringen.

VIERTER TITEL.

Ehrenauszeichnungen.

Art. 310. Wer vierzig Jahre lang ununterbrochen als richterlicher Beamter zur besonderen Königlichen Zufriedenheit gedient hat, ist berechtigt, sich zurückzuziehen unter Beibehaltung seines vollen Gehaltes, Ranges und seiner Uniform.

Ausserdem ist es dem König vorbehalten, demselben auch noch andere Beweise von besonderem Wohlwollen zu geben.

311. Es sollen im Audienzsaale eines jeden Gerichtes die Bildnisse der durch tiefes Wissen, reiche Erfahrung, grofse Tugenden und Charakter ausgezeichneten richterlichen Beamten aufgehängt werden.

Eine solche Auszeichnung kann jedoch nur vom Könige, nach Vernehmung des Justizministeriums und des Staatsrathes, und erst drei Jahre nach dem Tode des Beamten, bewilligt werden.

FÜNFTER TITEL.

Schlufsartikel.

Art. 312. Gegenwärtiges Gesetz tritt vierzehn Tage nach der in Gemäfsheit des gegenwärtigen Gesetzes im Regierungsblatt bekannt zu machenden Gerichtsformation in Wirksamkeit.

Von demselben Tage an sind alle entgegenstehenden früheren Verordnungen und gesetzlichen Bestimmungen aufgehoben.

313. Das Justizministerium ist mit dem Vollzug und der Bekanntmachung beauftragt.

Nauplia, den 2. Februar (21. Januar) 1834.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, A. MAUROCORDATOS Prdt.,
C. D. SCHINAS, N. G. THEOCHARIS,
J. KOLETTIS, v. SCHMALZ.

---

25. *Strafgesetzbuch.*

OTTO von Gottes Gnaden König von Griechenland.

Wir haben nach Vernehmung Unseres Ministerrathes beschlossen und verordnen wie folgt:

ERSTES BUCH.

Allgemeine Bestimmungen.

ERSTES CAPITEL.

Von unerlaubten Handlungen und deren Bestrafung überhaupt.

Art. 1. Eine Strafe soll nur wegen solcher Handlungen und Unterlassungen erkannt werden, welche ein Gesetz ausdrücklich zuvor mit Strafe belegt hat.

2. Die unerlaubten Handlungen und Unterlassungen, welche die Gesetze mit einer Criminalstrafe belegen, heifsen Verbrechen; diejenigen, für welche sie eine Zuchtpolizeistrafe bestimmen, heifsen Vergehen, und diejenigen, auf welche sie eine Polizeistrafe setzen, heifsen Polizeiübertretungen.

3. Sowohl Verbrechen, als Vergehen und Uebertretungen, werden durch das gemeinschaftliche Wort „That“ oder „Handlung“ bezeichnet, worunter auch die Unterlassungen begriffen sind.

4. Die Criminalstrafen sind:

1) Todesstrafe;
2) lebenslängliche Kettenstrafe;
3) Kettenstrafe auf bestimmte Zeit;
4) Arbeitshaus.

Die Zuchtpolizeistrafen sind:

1) Gefängniſs,

2) Geldstrafe.

Die Polizeistrafen sind:

1) Arrest,

2) Geldbuſse.

5. Wer zur Todesstrafe verurtheilt worden ist, soll mit dem Fallbeile enthauptet werden.

Sein Vermögen fällt in dem Augenblicke der Verkündung des rechtskräftigen Urtheiles an seine Erben, und er ist von diesem Momente an unfähig zu einer letztwilligen Verfügung sowohl, wie zum Abschluſs eines gültigen Rechtsgeschäftes unter Lebenden. Sein Leichnam ist in aller Stille von Polizeiwegen zur Erde zu bestatten. Er kann jedoch, nach dem Ermessen der Polizei, auch dessen Verwandten, wenn sie es begehren, zum Behufe stiller Beerdigung ausgeliefert werden.

6. Erklärt eine zum Tode verurtheilte Weibsperson, daſs sie schwanger sey, und ist diese Erklärung als wahr befunden worden, so soll erst nach ihrer Entbindung die Strafe an ihr vollzogen werden.

7. Von der Verkündigung des rechtskräftigen Urtheiles an ist der zu lebenslänglicher Kettenstrafe Verurtheilte bürgerlich todt.

Daher fällt sein Vermögen an seine Erben, und er ist unfähig zu einer letztwilligen Verfügung, so wie zum Abschluſs eines gültigen Rechtsgeschäftes unter Lebenden. Er kann nichts mehr besitzen, oder erwerben; weder als Kläger, noch als Beklagter bei Gericht auftreten, nicht Zeuge seyn, weder bei gerichtlichen, noch bei aussergerichtlichen Handlungen; er ist unfähig eine gültige Ehe zu schlieſsen, und seine geschlossene Ehe löst sich bürgerlich auf, wie durch seinen natürlichen Tod.

8. Die Kettenstrafe auf bestimmte Zeit darf nicht über zwanzig Jahre, und nicht unter zehn Jahren zuerkannt werden.

9. Die zur Kettenstrafe Verurtheilten werden an beiden Füſsen durch eine lange Kette gefesselt, an welcher eine schwere eiserne Kugel befestigt ist, und im Arbeitshause zu den schwersten Arbeiten angehalten.

Die zu lebenslänglicher Kettenstrafe Verurtheilten sollen ausserdem noch zu öffentlichen Arbeiten verwendet werden.

10. Weibspersonen, gebrechliche oder schwächliche Menschen, Leute über sechszig Jahre, welche zur lebenslänglichen Kettenstrafe verurtheilt worden sind, sollen mit der öffentlichen Arbeit verschont, und auf die ihren Kräften angemessene Art in dem Straforte selbst beschäftigt werden.

11. Zum Arbeitshause soll Niemand auf weniger, als fünf, und auf mehr, als zehn Jahre verurtheilt werden. Die dahin Verurtheilten werden in diesem Straforte eingesperrt, und innerhalb desselben zur Arbeit angehalten.

12. Gefängnifsstrafe soll nicht auf kürzere Zeit, als acht Tage, und nicht auf längere, als auf fünf Jahre ausgesprochen werden.

Der hiezu Verurtheilte wird in einem vom Arbeitshause verschiedenen Orte bei einfacher Kost verwahrt, und zu angemessener Beschäftigung, insbesondere, soweit es die Umstände gestatten, zu den gewöhnlichen Arbeiten seines Berufes angehalten.

13. Die Geldstrafe kann nicht unter 15 und nicht über 500 Drachmen ausgesprochen werden, in sofern nicht für einzelne Fälle ein Anderes ausdrücklich im Gesetze bestimmt ist.

14. Die Arreststrafe kann, in Ermangelung besonderer gesetzlicher Bestimmungen, nicht auf kürzere Zeit, als auf einen Tag, und nicht auf längere, als auf einen Monat zuerkannt werden.

15. Die Geldbufse soll, wo nicht für einzelne Fälle ein Anderes ausdrücklich im Gesetze verordnet ist, nicht unter einer und nicht über 100 Drachmen ausgesprochen werden.

16. Bei zeitlichen Freiheitsstrafen wird ein Tag zu vier und zwanzig Stunden, ein Monat zu dreifsig Tagen, ein Jahr aber nach dem Kalender gerechnet.

17. Der Lauf der Strafzeit beginnt bei zeitlichen Freiheitsstrafen:

1) wenn der Verurtheilte sich in provisorischer Haft befindet, von dem Tage, an welchem die Verurtheilung unwiderruflich geworden ist.

Wenn jedoch der Verurtheilte ein Rechtsmittel gegen das verurtheilende Erkenntnifs nicht ergriffen hat, so soll ausnahmsweise die Strafzeit schon vom Tage der Urtheilsverkündung zu laufen anfangen, ohne Rücksicht auf ein etwa von dem Staatsprocurator eingelegtes Rechtsmittel und auf den Erfolg desselben.

Eben dasselbe soll dann gelten, wenn der Verurtheilte in einem solchen Falle ein Rechtsmittel ergriffen und dadurch die Herabsetzung der gegen ihn erkannten Freiheitsstrafe bewirkt hat;

2) wenn der Verurtheilte sich nicht in provisorischer Haft befindet, von dem Tage, an welchem derselbe zum Zwecke des Strafvollzuges verhaftet worden ist.

18. Die Todesstrafe ist auf einem öffentlichen in dem Strafurtheile zu bestimmenden Platze zu vollziehen.

19. An Sonn- und gesetzlichen Feiertagen soll keine Verurtheilung in Vollzug gesetzt werden.

20. Die Confiscation einzelner Sachen kommt nur in den gesetzlich bestimmten Fällen, mit Beschränkung auf die vom Gesetze bezeichneten Gegenstände, zur Anwendung.

21. Der zu einer Verbrechensstrafe rechtskräftig Verurtheilte verliert in Folge dieser Verurtheilung:

1) alle Staats- oder anderen öffentlichen, oder Kirchen- oder Gemeindedienste und Stellen, sammt allen davon abhängenden Rechten und Vorzügen;

2) alle Würden, Ehrenämter und Ehrenauszeichnungen;

3) die Stelle als Mitglied eines Kreis-, Bezirks- oder Gemeinderaths oder einer anderen in staatsbürgerlichen Angelegenheiten von der Staatsregierung einberufenen Versammlung; dann die Function eines Geschwornen;

4) die Fähigkeit zur Erwerbung aller dergleichen Aemter, Dienste, Vorzüge und Auszeichnungen.

22. Die nämliche Folge tritt auch bei der Verurtheilung in die Strafe eines Vergehens wegen Diebstahls, Unterschlagung, Betruges, Fälschung, falschen Handgelübdes vor Gericht, Eidbruches, wegen falscher Denunciation oder Verläumdung, dann wegen Münzvergehen oder Vergehen gegen die Sittlichkeit ein.

23. Ausserdem zieht die Verurtheilung in eine Verbrechensstrafe auch noch den lebenslänglichen Verlust nachstehender Rechte und die Unfähigkeit zu denselben nach sich:

1) der Fähigkeit zum Dienste in dem Landheere, der Marine und der Landwehr;

2) des Rechtes Waffen und die Nationalkokarde zu tragen;

3) des Wahlstimmrechtes in allen staatsbürgerlichen Verhältnissen;

4) des Rechtes als Sachverständiger in einem gerichtlichen Geschäfte zu handeln, oder als Zeuge zur Beglaubigung von Rechtsgeschäften zugezogen zu werden;

5) der Fähigkeit eidliches Zeugnifs vor Gericht abzulegen;

6) der Fähigkeit Vormund oder Curator zu seyn, ausgenommen über die eigenen Kinder, und auch dieses nur auf den Antrag des Familienrathes;

7) des Stimmrechtes bei den Berathungen des Familienrathes.

Die Suspension von diesen Rechten, als Folge der Strafe eines Vergehens, tritt nur bei den im vorhergehenden Art. 22 genannten Vergehen ein.

Sie soll von dem Gerichte im Strafurtheile nicht unter 6 Monaten und nicht über 6 Jahre angeordnet werden.

24. Die Verurtheilung eines Staatsbeamten oder anderen

öffentlichen Dieners wegen einer im gegenwärtigen Gesetzbuche als Vergehen verpönten Amtshandlung zieht die Dienstentlassung und den Verlust aller mit dem Amte oder Dienste verbundenen Rechte und Vorzüge, so wie die Suspension der Fähigkeit zur Wiedererlangung eines Staatsamtes oder anderen öffentlichen Dienstes nach sich.

Diese Suspension ist von dem Gerichte im Strafurtheile nicht unter 6 Monaten und nicht über 6 Jahre anzuordnen.

25. Der zum Arbeitshause oder zur zeitlichen Kettenstrafe Verurtheilte befindet sich für die Dauer der Strafzeit in dem Zustande gesetzlicher Interdiction. Es soll ihm daher im Falle des Bedürfens, zur Verwaltung seines Vermögens, nach Vorschrift des Gesetzbuches über das Civilverfahren ein Curator ernannt werden.

26. Während der Dauer der Strafe darf dem Sträflinge nichts aus seinem Vermögen von dem Curator verabfolgt werden.

Nach überstandener Strafe erhält der Verurtheilte die Verwaltung seines Vermögens zurück, und der Curator ist gehalten, ihm über seine Geschäftsführung Rechnung zu stellen.

27. Was ein zu Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, zu Arbeitshaus- oder Gefängnifsstrafe Verurtheilter über das ihm auferlegte Arbeitsmaafs im Straforte verdient, kann demselben bis zum vierten Theile zur hausordnungsmäfsigen Verwendung sogleich verabfolgt, der Ueberrest aber soll für ihn bis zu seiner Entlassung aufbewahrt, oder wenn er während der Strafzeit sterben sollte, seinen Erben verabfolgt werden.

28. Alle Erkenntnisse, wodurch Jemand zur Todes-, Ketten- oder Arbeitshausstrafe verurtheilt worden ist, sollen nach beschrittener Rechtskraft in einem Auszuge, welcher den Namen, Stand und letzten Wohnort des Verurtheilten, dessen Hauptverbrechen und die erkannte Strafe enthält, gedruckt, in der Hauptstadt des Kreises, worin das Urtheil erlassen, in der Gemeinde des Ortes, worin das Verbrechen begangen worden, dann in jener des Wohnortes des Verurtheilten angeschlagen, und in ein öffentliches Blatt eingerückt werden.

In gleicher Art hat die Bekanntmachung zu geschehen, wenn in- oder ausländische Vaganten, gefährliche Diebe, Fälscher oder Betrüger zu wenigstens dreimonatlicher Gefängnifs- oder Arreststrafe verurtheilt worden sind.

29. In allen anderen im vorigen Artikel nicht erwähnten Fällen der Verurtheilung in eine Gefängnifs- oder Arreststrafe von wenigstens drei Monaten oder in eine Geldstrafe von wenigstens 300 Drachmen ist nur die Beschaffenheit, der Ort und die Zeit der That, nebst der Strafe öffentlich bekannt zu machen, die Bezeichnung des Thäters aber wegzulassen,

wenn nicht etwa wegen gegründeter Besorgniſs, daſs das Publicum gegen Nachtheil und Gefährdung auf andere Weise nicht sicher gestellt werden könne, auch die Bekanntmachung des Namens als nothwendig erkannt, oder diese für den gegebenen Fall im Gesetze besonders angeordnet, und im einen wie in dem anderen Falle im Urtheile bestimmt worden ist.

30. Alle diejenigen, welche wegen eines und desselben Verbrechens oder Vergehens oder wegen einer und derselben Polizeiübertretung verurtheilt worden sind, haften solidarisch wegen der etwaigen Wiedererstattungen des zu leistenden Schadenersatzes, und der Untersuchungskosten.

31. Ist Jemand zu Wiedererstattungen oder Schadenersatz, und zugleich zu einer Geldstrafe oder Geldbuſse verurtheilt worden, so soll in dem Falle, wenn das Vermögen des Verurtheilten unzureichend ist, den Forderungen wegen genannter Civilansprüche in der Concurrenz mit der Geldstrafe oder Geldbuſse der Vorrang vor den letztern zukommen.

32. Der Vollzug der Verurtheilungen zu Geldstrafe oder Geldbuſse, zu Wiedererstattung, Schadenersatz, oder Untersuchungskosten kann mittelst Personalarrest verfolgt werden.

Hat der Personalarrest, und zwar, wo Freiheitsstrafen zuerkannt worden sind, nach Ablauf der Strafzeit, bei Verbrechen 1 Jahr, bei Vergehen 6 Monate, und bei Polizeiübertretungen vierzehn Tage gedauert, so ist der Verurtheilte in Freiheit zu setzen, wenn derselbe seine Zahlungsunfähigkeit zu bescheinigen im Stande ist.

Kommt jedoch der Verurtheilte später wieder in bessere Vermögensumstände, so kann der Vollzug durch Personalarrest neuerdings wegen desselben Urtheils verfolgt werden.

33. Wer zu einer Criminalstrafe verurtheilt worden ist, steht von Rechtswegen nach überstandener Strafe zehn Jahre lang unter besonderer polizeilicher Aufsicht.

Diese Aufsicht soll, wenn der Verurtheilte nach Lebensart, Charakter und Betragen ein der öffentlichen Sicherheit oder Sittlichkeit besonders gefährlicher Mensch ist, im Strafurtheile verlängert, jedoch niemals über 20 Jahre erstreckt werden.

34. Die besondere Polizeiaufsicht soll auch bei Vergehen im Straferkenntnisse auf 2—10 Jahre, und bei Polizeiübertretungen auf 3 Monate bis zu 2 Jahren angeordnet werden, wenn der Verurtheilte nach Lebensart, Charakter und Betragen ein der öffentlichen Sicherheit oder Sittlichkeit besonders gefährlicher Mensch ist.

35. Die Stellung eines Verurtheilten unter polizeiliche Aufsicht gibt der Staatsregierung das Recht, gewisse Orte zu bestimmen, an welchen der Verurtheilte nach vollendeter

Strafzeit sich nicht aufhalten darf. Unter diesem Vorwande darf jedoch kein Inländer des Landes verwiesen werden.

36. In jedem Falle soll der unter Polizeiaufsicht Gestellte vor seiner Entlassung aus dem Straforte erklären, an welchem Orte er sich aufzuhalten gedenke.

Hat derselbe diesen Ort bezeichnet, so erhält er von dem Nomarchen eine Marschroute, worin der unabweichlich einzuhaltende Weg und die Dauer des Aufenthaltes an jedem auf diesem Wege liegenden Orte genau zu bestimmen sind.

Binnen 24 Stunden nach der Ankunft an seinem künftigen Wohnorte hat sich der unter Polizeiaufsicht Gestellte bei dem Bürgermeister daselbst zu melden.

Will sich derselbe wieder von diesem Orte entfernen, so hat er dieses zuvor bei dem Bürgermeister seines Wohnortes anzuzeigen, und den Ort, wohin er sich zu begeben gedenkt, anzugeben. Ehe er jedoch vom Nomarchen eine neue, genau einzuhaltende, Marschroute erhalten hat, darf er sich nicht entfernen. Desgleichen mufs er sich in diesem Falle binnen 24 Stunden nach Ankunft an dem neuen Aufenthaltsorte bei dem Bürgermeister melden.

37. In allen den Fällen, in welchen Inländer unter polizeiliche Aufsicht zu stellen sind, sollen Fremde des Landes verwiesen und über die Grenze gebracht werden.

ZWEITES CAPITEL.

Von dem rechtswidrigen Vorsatze und der Fahrlässigkeit.

Art. 38. Zu einem Verbrechen wird böser Vorsatz erfordert. Vergehen können mit bösem Vorsatze oder durch Fahrlässigkeit begangen werden.

39. Bei einer an sich rechtswidrigen Handlung ist unter sorgfältiger Erwägung der erhobenen Umstände und ihres Zusammenhanges, dann der Angaben des Beschuldigten zu beurtheilen, ob sie mit rechtswidrigem Vorsatze oder aus Fahrlässigkeit begangen worden ist.

40. Ist anzunehmen, dafs eine an sich rechtswidrige Handlung mit rechtswidrigem Vorsatze verübt worden, und ist sie von der Beschaffenheit, dafs aus ihr nach allgemeiner oder dem Thäter besonders bekannter Erfahrung ein bestimmter Erfolg unmittelbar zu entstehen pflegt, oder eben so leicht ein gröfseres als ein geringeres Uebel entstehen kann, so soll angenommen werden, dafs der Thäter den eingetretenen Erfolg beabsichtiget habe, sofern nicht aus den Umständen die Gewifsheit oder Wahrscheinlichkeit sich ergibt, dafs seine Absicht bestimmt und ausschliefsend auf einen anderen strafbaren Erfolg gerichtet gewesen.

41. Auf die im vorhergehenden Art. 40 erwähnte Gewifs-

heit oder Wahrscheinlichkeit hat es nicht auszukommen, wenn das Gesetz in einzelnen Fällen die Strafe nur nach der Schwere des eingetretenen Erfolges und ohne Rücksicht darauf, ob die Absicht auf diesen Erfolg bestimmt gerichtet gewesen, oder nicht, festgesetzt hat.

42. Ein ungewöhnlicher Erfolg kann dem Thäter nur dann zum rechtswidrigen Vorsatze zugerechnet werden, wenn mit Gewifsheit angenommen werden kann, dafs dieser Erfolg in des Thäters Absicht lag.

43. Wer ohne rechtswidrigen Vorsatz aus Mangel an gehöriger Aufmerksamkeit etwas gethan oder unterlassen hat, woraus eine Rechtsverletzung entstanden ist, der soll in den gesetzlich bestimmten Fällen wegen Vergehens der Fahrlässigkeit bestraft werden.

44. Die Strafe der Fahrlässigkeit richtet sich nach den in diesem Gesetzbuche für die einzelnen Fälle gegebenen Strafbestimmungen. Bei Ausmessung der Strafe ist auf die Gröfse und Gefährlichkeit der verschuldeten Fahrlässigkeit, auf die Natur und den Betrag des verursachten Schadens, und auf das Verhältnifs zu der dem Verbrechen oder vorsätzlichen Vergehen gedrohten Strafe Rücksicht zu nehmen.

45. Ist nach Art. 40—42 anzunehmen, dafs der Thäter einen minder strafbaren als den eingetretenen Erfolg der Handlung beabsichtiget habe, so ist ihm die That, in so weit sie in seiner Absicht lag, zum Vorsatze, hinsichtlich des eingetretenen Erfolges aber zur Fahrlässigkeit anzurechnen, und es findet sodann die Bestimmung des Art. 109 Anwendung.

DRITTES CAPITEL.

Von der Vollendung und dem Versuche einer strafbaren That.

Art. 46. Wer eine Handlung ausführt, in welcher Alles vereinigt ist, was nach diesem Gesetzbuche zu dem Begriffe eines bestimmten Verbrechens oder Vergehens gehört, der ist mit der vollen Strafe dieses Verbrechens oder Vergehens zu belegen.

Gehört zu den gesetzlichen Erfordernissen ein bestimmter Erfolg, so ist die Uebertretung erst mit dem Eintritte dieses Erfolges für vollendet zu halten.

47. Wer in der Absicht, ein Verbrechen oder Vergehen zu verüben, eine äusserliche Handlung vornimmt, welche wenigstens schon einen Anfang der Vollführung desselben enthält, den trifft verhältnifsmäfsig geringere Strafe, als die auf die strafbare That selbst gesetzte.

48. Wer einem Andern zur Ausführung eines Verbrechens oder Vergehens den Befehl oder Auftrag gegeben, oder deshalb gegen ihn Zwang oder Drohung angewendet, oder

ihm zu diesem Zwecke einen Lohn gegeben oder versprochen hat, der soll, wenn die beabsichtigte strafbare That nicht begangen wurde, mit der Strafe des Versuches belegt werden.

49. Der Versuch eines Verbrechens ist, so weit nicht in einzelnen Fällen ein anderes ausdrücklich verordnet ist, nach folgenden Bestimmungen zu bestrafen:

1) statt der auf das vollendete Verbrechen gesetzten Todesstrafe tritt lebenslängliche Kettenstrafe und bei besonders mildernden Umständen Kettenstrafe auf bestimmte Zeit ein;

2) statt der auf das vollendete Verbrechen gesetzten lebenslänglichen Kettenstrafe wird Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, und bei besonders mildernden Umständen Arbeitshausstrafe nicht unter 3 Jahren zuerkannt;

3) ist auf das vollendete Verbrechen Kettenstrafe auf bestimmte Zeit gesetzt, so soll die Strafe zwar gemindert, aber nicht unter die Hälfte herabgesetzt, und wenn dadurch die Strafzeit unter den im Art. 8 bestimmten Grad der zeitlichen Kettenstrafe herabfällt, auf die Strafe des Arbeitshauses erkannt werden;

4) gleiche Verminderung der Strafe tritt ein, wenn das vollendete Verbrechen mit Arbeitshaus zu bestrafen ist; sinkt dadurch die Strafzeit unter die geringste Dauer dieser Strafart (Art. 11) herab, so ist auf die Strafe des Gefängnisses zu erkennen.

50. Der Versuch eines Vergehens ist, wenn in den einzelnen Fällen nichts anderes verordnet ist, mit herabgesetzter Strafe, jedoch nicht unter der Hälfte derjenigen zu belegen, welche im Falle der Vollendung der That zu verhängen wäre.

In keinem Falle darf dabei die Strafart verändert oder unter das geringste in Art. 12 und 13 bestimmte Strafmaafs herabgegangen werden.

51. Ist die Vollführung der beabsichtigten That nicht aus Zufall oder wegen äusserer Hindernisse unterblieben, sondern der Handelnde freiwillig, es sey aus Gewissensregung, aus Mitleid oder aus Furcht vor der Strafe, von dem Unternehmen abgestanden, so findet Strafe nicht, wohl aber Stellung unter besondere Polizeiaufsicht statt.

52. Der Versuch ist straflos, wenn an dem Gegenstande, wider den die Handlung gerichtet war, eine Rechtsverletzung nicht begangen werden konnte.

53. Strafe findet nicht statt, wenn der Versuch wegen völliger Untauglichkeit der aus Einfalt für tauglich erachteten angewandten Mittel mifslingen mufste, — vorbehaltlich der Einschreitungen der Polizei.

54. Die Strafe des Versuches wird nicht ausgeschlossen, wenn dieser darum mifslungen ist, weil aus Irrthum und Ver-

wechselung, anstatt des beabsichtigten tauglichen, ein untaugliches Mittel, oder weil das taugliche in unzureichender oder unzweckmäfsiger Art angewendet worden.

55. Enthält der strafbare Versuch zugleich ein selbstständiges, vollendetes Verbrechen oder Vergehen, so kommt die Bestimmung des Art. 109 zur Anwendung.

VIERTES CAPITEL.

Von den Urhebern und Theilnehmern.

Art. 56. Als Urheber ist mit der vollen gesetzlichen Strafe des begangenen Verbrechens oder Vergehens zu bestrafen:

1) Wer die That durch eigene Handlung unmittelbar bewirkt hat;

2) wer wissentlich und vorsätzlich die Haupthandlung unmittelbar durch seine Beihülfe unterstützt, oder dem Vollbringer vor, oder bei der Ausführung eine solche Hülfe geleistet hat, ohne welche dieser die That unter den vorhandenen Umständen nicht hätte vollziehen können;

3) wer vorsätzlich zur Begehung einer strafbaren That einen andern durch Gewalt, Drohung, Befehl, Auftrag, Versprechen oder Geben eines Lohnes; durch einen mit Verführung, Ueberredung oder Zudringlichkeit verbundenen Rath; durch absichtliche Erregung oder Benutzung eines Irrthums, einer Leidenschaft, oder Gemüthsbewegung veranlafst hat.

57. Wenn zwei oder mehrere aus gemeinschaftlichem Interesse zur Begehung eines bestimmten Vergehens oder Verbrechens sich verabredet, und zur Ausführung sich gegenseitigen Beistand zugesagt haben; desgleichen wenn Jemand einer solchen Verabredung noch nachher beigetreten ist, so ist jeder Theilnehmer eines solchen Complottes, welcher vor oder bei der That auf irgend eine Weise dazu mitgewirkt hat, oder bei deren Vollbringung gegenwärtig gewesen ist, als Urheber mit der vollen Strafe des Gesetzes zu bestrafen.

58. Den im Art. 56 N° 3, und Art. 57 bezeichneten Urhebern ist, in so fern eine andere, als die beabsichtigte That verübt worden, zur vollen Strafe zuzurechnen:

1) jedes nicht ausdrücklich ausgenommene Verbrechen oder Vergehen, welches als Mittel zur Ausführung des von ihnen beabsichtigten nothwendig war; desgleichen

2) jedes Verbrechen oder Vergehen, welches aus dieser Ausführung als unvermeidliche oder doch gewöhnliche, nach allgemeiner oder besonders bekannter Erfahrung voraus zu sehende Folge entstanden ist.

59. Ist anstatt der beabsichtigten That eine andere, mit derselben weder als Mittel noch als Folge in Verbindung

stehende strafbare That verübt worden, so sind die Art. 56 N° 3 benannten Urheber, so wie die Verbündeten (Art. 57), welche bei der Vollführung nicht selbst thätig waren, mit der Strafe des Versuchs zu belegen.

Wenn die beabsichtigte That mit Ueberschreitung der bestimmten Grenzen unter erschwerenden, die Strafe wesentlich erhöhenden Umständen verübt worden ist, so soll gegen die eben erwähnten Urheber und Verbündeten auf die Strafe der That selbst, jedoch ohne Rücksicht auf deren beschwerende Eigenschaft erkannt werden.

60. Diejenigen, welche im Falle des Art. 57 zuerst die verbrecherische Verbindung veranlafst und zu Stande gebracht (Anstifter), dann diejenigen, welche das Unternehmen selbst geleitet haben (Rädelsführer), sind innerhalb der Grenzen der gesetzlichen Strafe schärfer zu bestrafen, als die gemeinen Theilnehmer. Gegen letztere ist die Strafe innerhalb der Grenzen nach Beschaffenheit und Gröfse ihrer Mitwirkung auszumessen.

61. Ist die verabredete That ganz unterblieben, jedoch nicht aus freiem Willen der Verbündeten, so wird die Eingehung der Verbindung an dem Anstifter sowohl, wie an den übrigen Theilnehmern als Versuch der verabredeten That bestraft.

62. Ist die verabredete That zwar vollbracht worden, aber ein Verbündeter hat weder vor, noch bei der That zur Vollbringung mitgewirkt, so soll derselbe bestraft werden:

1) wenn er der Anstifter der Verbindung war, gleich einem gemeinen Urheber;

2) wenn er ein gemeiner Theilnehmer der Verbindung war, mit der Strafe des Versuches jener That.

63. Hat im Falle des Art. 62 der Verbündete den Uebrigen seinen Zurücktritt von der Verbindung noch vor der Ausführung der That zu erkennen gegeben, so ist derselbe mit der Strafe des Versuches der verabredeten That zu belegen.

64. Jeder Theilnehmer an der Verbindung, welcher dieselbe so zeitig, dafs der strafbaren That noch vorgebeugt werden konnte, der Obrigkeit angezeigt hat, bleibt straflos.

65. Straflos ist auch der gemeine Theilnehmer, welcher bei der Ausführung nicht mitgewirkt, und vor derselben nicht nur seinen Austritt den Uebrigen zu erkennen gegeben, sondern sie auch von der Ausführung abzuhalten sich bemüht hat.

Der Anstifter ist unter gleicher Voraussetzung mit der Strafe des Versuches zu belegen.

66. Haben sich mehr als zwei Personen zur Verübung mehrerer, einzeln noch unbestimmter strafbarer Thaten einer gewissen Gattung oder Art verbunden, so werden jedem Ge-

nnen einer solchen Bande diejenigen, in der Verabredung begriffenen strafbaren Thaten zur vollen Strafe zugerechnet, zu denen er vor oder bei der Ausführung derselben mitgewirkt hat, oder bei deren Ausführung er gegenwärtig gewesen ist.

Die Anstifter und Rädelsführer sind innerhalb der Grenzen der bestimmten Strafart mit schärferer Strafe, als die gemeinen Theilnehmer zu belegen.

67. Wenn eine andere oder eine strafbarere That, als diejenigen, welche in der Verabredung lagen, begangen worden ist, so sind die Bestimmungen der Art. 58 und 59 in Anwendung zu bringen.

68. Hat ein Genosse der Bande zu keiner der angeführten Thaten vor oder bei der Ausführung mitgewirkt, so soll nach den Bestimmungen des Art. 62 verfahren, und die Strafe der schwersten begangenen That zur Grundlage der zu verhängenden Strafe genommen werden.

69. Ist gar keine strafbare That zur Ausführung gekommen, so werden die Bestimmungen der Art. 61 und 63 angewendet.

Es soll in solchem Falle die Strafe der schwersten verabredeten That der Ausmessung der zu verhängenden Strafe zu Grunde gelegt werden.

70. Theilnehmer an einer Bande, welche dieselbe so zeitig, dafs jeder von ihr bezielten strafbaren That noch vorgebeugt werden konnte, angezeigt haben, bleiben straflos.

71. Wer zu dem von einem anderen verübten Verbrechen oder Vergehen, ohne nach Art. 56 als Urheber betrachtet werden zu können, vor, bei, oder nach demselben wissentlich und absichtlich mitgewirkt hat, soll als Gehülfe bestraft werden.

Die Strafe der Gehülfen ist im Verhältnisse zur Strafe des Urhebers nach demjenigen Maafsstabe herabzusetzen, welchen die Art. 49 und 50 für die Strafe des Versuches im Verhältnisse zur Strafe der vollendeten That bestimmt haben.

72. Als Gehülfen sind insbesondere diejenigen zu bestrafen:

1) welche andern wissentlich, dafs sie strafbare Handlungen begehen wollen, freiwillig Aufenthalt gegeben, oder ihnen Zeit, Ort und Stelle zur Vorbereitung oder Ausführung der strafbaren Handlungen bezeichnet oder gestattet haben;

2) welche, ausser dem Falle des Art. 56 N° 3, wissentlich und absichtlich über Vollbringung einer strafbaren Handlung Rath oder Belehrung ertheilt; die dazu dienenden Mittel, Gelegenheit oder eine andere Art von Unterstützung gegeben, oder Waffen oder Werkzeuge verschafft haben;

3) welche dem Urheber bei Verübung der That durch Kundschaftgeben, Spähestehen, oder auf sonst eine mittelbare oder entfernte Weise behülflich gewesen;

4) welche sich vorläufig mit dem Urheber über die nach der That ihm zu leistende Hülfe oder über eine zu empfangende Belohnung einverstanden, und die Hülfe geleistet, oder eine Belohnung erhalten haben;

5) welche aus Eigennutz wissentlich entweder die Thäter oder die Gegenstände der strafbaren Handlung bei sich aufnehmen oder verbergen, verheimlichen, oder diese Sachen, es sey als Geschenk oder an Zahlungsstatt annehmen, erkaufen, eintauschen, oder zum Verhandeln, Zerstören, Umändern oder Unkennbarmachen übernehmen;

6) welche verpflichtet sind,

a. vermöge ihres Amtes oder öffentlichen Dienstes die Begehung strafbarer Handlungen zu verhindern; oder

b. vermöge der ihnen über eine Person zustehenden älterlichen, häuslichen oder vormundschaftlichen Gewalt, die dieser Gewalt Untergebenen davon abzuhalten; wenn sie strafbare Handlungen, welche in ihrer Gegenwart angefangen oder vorbereitet werden, oder von welchen sie wissen, dafs sie geschehen sollen, so weit es ohne Gefahr für sie selbst oder einen Dritten geschehen kann, nicht zu verhindern suchen;

7) welche vermöge ihres Amtes oder öffentlichen Dienstes verpflichtet sind, die ihnen Kraft desselben bekannt gewordenen strafbaren Handlungen anzuzeigen, wenn sie im Einverständnisse die Anzeige unterlassen haben.

73. Diejenigen, welche gewerbsmäfsig auf die im Art. 72 N° 5 bezeichnete Weise Vorschub leisten, sollen als Miturheber gestraft, jedoch deswegen niemals zum Tode verurtheilt werden. Haben sie zu solcher Hülfeleistung ihr öffentliches Gewerbe mifsbraucht, so tritt neben der sonst verwirkten Strafe die Entziehung dieses Gewerbes ein.

74. Als Gehülfen, jedoch nur mit Gefängnifs nicht über 2 Jahre sollen bestraft werden diejenigen:

1) welche sich ohne vorgängiges Einverständnifs und ohne eigennützige Absicht der im Art. 72 N° 5 vorgesehenen Handlungen schuldig machen;

2) welche unter gleichen Voraussetzungen wissentlich entweder einem Verbrecher zur Flucht behülflich sind, oder einem entwichenen Gefangenen zu seinem Fortkommen Vorschub leisten, ihn vor der nachforschenden Obrigkeit verhehlen, oder die Nachforschungen derselben hindern;

3) welche, ohne zur Classe der im Art. 72 N° 6 ge-

nannten Personen zu gehören, unter den dort festgesetzten Bestimmungen strafbare Handlungen Dritter nicht zu hindern suchen.

75. Die im Art. 72 N° 6 lit. b genannten Personen können mit den im Art. 71 festgesetzten Strafen nicht belegt werden, wenn sie zwar andere zur Verhinderung der dort bezeichneten strafbaren Handlungen dienende Mittel angewendet, aber die Anzeige bei der Obrigkeit, oder solche Hinderungsmittel, welche diese Anzeige zur Folge gehabt haben würden, unterlassen haben.

76. Ehegatten, Verwandte in auf und absteigender Linie, Geschwister, Verschwägerte bis zum zweiten Grade nach civilrechtlicher Berechnung, Vormünder oder Pflegeältern des Schuldigen sind von der im Art. 74 bestimmten Gefängnißstrafe frei, wenn sie die in eben diesem Artikel N° 1 und 2 genanten Hülfeleistungen blos zum persönlichen Schutze des mit ihnen verheiratheten, verwandten, verschwägerten oder unter ihrer Pflege stehenden Thäters begangen haben.

77. Einem Gehülfen kommt die Einrede, er habe seinen Beistand vor, bei oder nach der That zu einer geringer strafbaren That leisten wollen, als die wirklich vollbrachte ist, nur dann zu Statten, wenn er zu zeigen vermag, daß er von dem Thäter ausdrücklich nur für die geringer strafbare That aufgefordert worden, und wenn er seine Beihülfe auch innerhalb dieser Grenzen gehalten hat. In solchem Falle ist seine Strafe nach dem Verhältnisse der Strafe derjenigen That auszumessen, auf welche, seiner Absicht nach, die Beihülfe gerichtet war.

78. Ist die strafbare That, zu welcher die Beihülfe geleistet wurde, nicht vollendet worden, so soll die Strafe des Gehülfen im Verhältnisse zu der von dem Thäter selbst verwirkten Strafe des Versuches ausgemessen werden.

79. Die Straflosigkeit des Versuches von Seite des Thäters kommt dem Gehülfen nur dann zu Statten, wenn die Gründe der Straflosigkeit auch in Ansehung seiner Person und Handlung zutreffen. —

Ausserdem wird die Strafe des Gehülfen nach dem Grade der von ihm angewandten Thätigkeit bestimmt.

80. Versprochene, aber nicht geleistete Hülfe ist nach den Gesetzen über den Versuch zu beurtheilen. Straflos ist das Versprechen nur, wenn der Gehülfe freiwillig von der Leistung abstand, und noch vor Vollführung der That die Zurücknahme seines Versprechens dem Thäter deutlich erklärte.

FÜNFTES CAPITEL.

Von der Zurechnung zur Strafe.

Art. 81. Um gegen eine Person wegen einer strafbaren That eine Strafe zu erkennen, wird erfordert, dafs dieser Person die begangene That zur Schuld zugerechnet werden kann.

82. Kindern vor zurückgelegtem zehnten Lebensjahre kann eine Handlung nicht zugerechnet werden; sie sind der häuslichen Züchtigung ihrer Vorgesetzten zu überlassen, jedoch vorbehaltlich der Mitwirkung und Aufsicht der Polizei.

83. Wenn der Beschuldigte zehn, aber noch nicht 14 Jahre alt, und vom Gerichte entschieden ist, dafs er ohne Unterscheidungskraft gehandelt habe, so soll er freigesprochen werden.

Zugleich ist in dem Urtheile zu bestimmen, ob derselbe seinen Eltern zurückgegeben, oder zum Behufe seiner Erziehung einer Besserungsanstalt übergeben werden solle. Im letztern Falle ist die Dauer der Verwahrung genau zu bestimmen, allein nicht über das zurückgelegte achtzehnte Lebensjahr auszudehnen.

84. Wird im Falle des vorhergehenden Artikels entschieden, dafs der Beschuldigte mit Unterscheidungskraft gehandelt habe, so soll er auf folgende Weise gestraft werden:

1) statt der Todes- oder lebenslänglichen Kettenstrafe mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit;

2) statt der Kettenstrafe auf bestimmte Zeit mit der Strafe des Arbeitshauses;

3) statt der Arbeitshausstrafe mit der Strafe des Gefängnisses;

4) statt der Gefängnifsstrafe mit Arrest bis zu 3 Monaten;

5) die Arrest- und Geldstrafe, desgleichen die Geldbufse, ist auf die Hälfte der gesetzlichen Strafe herabzusetzen.

85. Nach zurückgelegtem vierzehnten Lebensjahre gibt das jugendliche Alter für sich allein keinen Anspruch auf Milderung.

86. Denjenigen, welche eine Handlung begangen haben in einem Zustande, wo sie des Gebrauches ihrer Vernunft nicht mächtig waren, kann diese That nicht zugerechnet werden.

Dahin gehören insdesondere:

1) jene, welche an Raserei (Manie), allgemeinem oder besonderem Wahnsinne, oder überhaupt an einer Geisteszerrüttung oder Gemüthskrankheit leiden, durch welche der Vernunftgebrauch aufgehoben wird;

2) solche, die aus Blödsinn völlig ausser Stande waren, die Folgen ihrer Handlungen richtig zu beurtheilen, oder deren Strafbarkeit einzusehen;

3) Personen, welche wegen Altersschwäche den Gebrauch ihres Verstandes verloren haben;

4) diejenigen, welche die That vollbracht haben in einer unverschuldeten Verwirrung der Sinne oder des Verstandes, worin sie sich ihrer Handlung oder deren Strafbarkeit nicht bewufst waren.

87. Wenn aus allen Umständen klar und unbestreitbar hervorgeht, dafs durch die im vorigen Artikel genannten Zustände die Vernunftthätigkeit zwar nicht ganz ausgeschlossen, jedoch in so hohem Grade wesentlich gestört und gemindert ist, dafs aus diesem Grunde die Bedingung zur Anwendung der vollen, im Gesetze bestimmten Strafe hinwegfällt, so ist auf eine geringere als die gesetzliche Strafe zu erkennen, und zwar im Verhältnisse des Grades der erwiesenen Störung der Zurechnungsfähigkeit nach den Bestimmungen der Art. 49 und 50.

88. Gegen Taubstumme, welche, um die Strafbarkeit und Folgen ihrer Handlungen einzusehen, genugsam unterrichtet sind, sollen nur die im Art. 84 bestimmten Strafen erkannt, und selbst diese sollen, wenn die Zurechnungsfähigkeit aus andern Gründen gemindert ist, nach dem im Art. 87 bestimmten Mafsstabe weiter herabgesetzt werden.

89. Wer im zurechnungsfähigen Zustande eine strafbare Handlung beschlossen und, um dieselbe auszuführen, sich in den Zustand einer Verwirrung der Sinne oder des Verstandes durch Trunk oder andere Mittel versetzt hat, dem soll die in diesem Zustande wirklich verübte That, wenn es die beabsichtigte ist, für voll, wenn es aber eine andere ist, in gemindertem Grade zugerechnet werden.

90. Wer in einem nach Art. 86 N° 4, jede Zurechnung ausschliefsenden, jedoch schuldhaft veranlafsten Zustande mangelnder Vernunftthätigkeit eine strafbare That begangen hat, der soll mit derjenigen Strafe, welche diese That, aus Fahrlässigkeit begangen, nach sich gezogen hätte, belegt werden, nach dem Verhältnisse und Grad des Verschuldens.

91. Unwissenheit des Gesetzes allein schliefst die Zurechnung nicht aus.

92. Wer eine an sich erlaubte und unsträfliche Handlung zu begehen glaubt, die aber wegen ihm unbekannter Thatumstände verbrecherisch ist, dem kann dieselbe zur Strafe nicht zugerechnet werden.

93. Wer eine strafbare Handlung unternimmt, deren Strafbarkeit durch gewisse, ihm unbekannte Thatverhältnisse vermehrt wird, dem ist solche That nur in so weit zuzurechnen, als sie nach den ihm bekannten Thatverhältnissen in seiner Absicht gegründet war.

94. Wer eine als strafbar bezeichnete, aber von ihm aus Unwissenheit oder Irrthum in Ansehung der Thatsachen für erlaubt und unsträflich geachtete Handlung mit Vernachlässigung der gehörigen Vorsicht und möglichen Belehrung unternommen hat, dem soll diese Handlung, jedoch nur zur Strafe der Fahrlässigkeit, zugerechnet werden.

95. Die Zurechnung wird durch die Meinung: dasjenige, was die Gesetze unter Strafe verbieten, sey nach dem Gewissen oder nach der Religion, oder nach der Beschaffenheit des Entzweckes oder des Beweggrundes, erlaubt, nicht ausgeschlossen.

96. Handlungen, zu welchen Jemand durch unwiderstehliche körperliche Gewalt oder durch solche Drohungen genöthigt worden, die mit einer gegenwärtigen und unabwendbaren Gefahr für Leib oder Leben, Keuschheit oder Freiheit des Genöthigten selbst, oder seiner Blutsverwandten in auf- oder absteigender Linie, seiner Geschwister oder seines Ehegatten verbunden waren, sind demselben nicht zuzurechnen.

97. Der blose Befehl zur Begehung einer strafbaren Handlung macht den Vollbringer nicht straflos. Wenn aber ein Staatsbeamter oder eine öffentliche Behörde innerhalb der Grenzen ihres Geschäftskreises in der gesetzlich vorgeschriebenen Form ihren untergebenen Beamten, Dienern oder untergeordneten Behörden eine solche Handlung befohlen hat, welche blos als Mifsbrauch oder Ueberschreitung der Amtspflicht strafbar ist, so soll nur der befehlende Theil bestraft werden, der gehorchende aber straflos seyn.

98. Durch die vom Beschädigten ertheilte stillschweigende oder ausdrückliche Erlaubnifs wird eine unter Strafe verbotene Handlung nur in denjenigen Fällen straflos, wo dieselbe, sofern dabei keine Gemeingefährlichkeit eintritt, auf Entziehung oder Beschädigung des Eigenthums gerichtet ist.

99. Die Selbstvertheidigung durch Privatgewalt in Fällen, wo ein rechtswidriger Angriff nicht durch obrigkeitliche Hülfe abgewendet werden kann, ist erlaubt,

1) gegen alle gewaltthätigen, mit Gefahr für Leben, Gesundheit, Freiheit oder Keuschheit verbundenen gesetzwidrigen Angriffe auf die Person selbst;

2) gegen Gewaltthaten, welche auf Beschädigung oder Vernichtung liegenden oder beweglichen Eigenthums gerichtet sind;

3) gegen denjenigen, welcher auf einem Diebstahl ertappt wird;

4) gegen denjenigen, welcher in eines Andern Besitzthum gewaltthätig einzufallen, einzubrechen, oder sonst auf unerlaubte Weise einzudringen sucht.

100. Die in solcher Vertheidigung geschehene Vergewaltigung oder Tödtung des Angreifers ist straflos, sofern dabei die gesetzlichen Grenzen (Art. 102 und 103) nicht überschritten worden sind.

101. Wer einem Andern, der sich in erlaubter Nothwehr befindet, mit thätlicher Hülfe beisteht, hat auch für sich alle Rechte der Nothwehr, wie der Angegriffene selbst.

102. Die gewaltsame Privatvertheidigung ist nicht straflos, wenn Zeit und Gelegenheit zu geringern, dem Angegriffenen nicht unbekannten Mitteln vorhanden waren, durch welche derselbe, ohne alle andere Gefahr, sich dem Angriffe zu entziehen, das bedrohte Gut in Sicherheit zu bringen, oder sonst die Absicht des Angreifers zu vereiteln vermochte.

103. Bei vorhandener Nothwendigkeit einer gewaltsamen Privatvertheidigung darf diese nicht weiter ausgeübt, und kein gefährlicheres Vertheidigungsmittel gebraucht werden, als unter den vorhandenen Umständen zur Abwendung der Gefahr nothwendig ist.

104. Wenn im Falle überschrittener Grenzen der Nothwehr aus den Umständen mit Wahrscheinlichkeit sich ergibt, dafs der Angegriffene aus Ueberraschung, übermäfsiger Furcht oder in gestörter Besonnenheit das Mafs erlaubter Vertheidigung überschritten habe, so kann ihm dieses nicht zugerechnet werden.

105. Die Tödtung oder Verletzung des rechtswidrigen Angreifers, welche erst nach geendetem Angriffe, und nachdem die Gefahr vorüber gewesen, geschehen, ist strafbar.

106. Wer ausser dem Falle der Nothwehr eine unerlaubte Handlung begangen hat, um eine gegenwärtige, dringende und anders nicht abzuwendende Gefahr für sein eigenes oder eines andern Menschen Leben abzuwenden, der ist straflos.

107. Hat der Thäter den Zustand der Nothwehr oder anderer Nothfälle absichtlich herbeigeführt, und unter diesem Vorwande eine strafbare Handlung begangen, so ist er der gesetzlichen Strafe unterworfen. Im Falle der Ueberschreitung der Grenzen der Nothwehr, sowie der unterlassenen Anzeige einer in der Nothwehr begangenen Tödtung, treten die im zweiten und dritten Buche gegenwärtigen Gesetzbuches enthaltenen Bestimmungen ein.

SECHSTES CAPITEL.

Von Zumessung der Strafe.

Art. 108. Die Strafe soll mit Rücksicht auf die Beschaffenheit der That und auf die Eigenschaft des Thäters genau

nach den Bestimmungen des Gesetzes zugemessen werden, und zwar ist

1) jede nach ihrem höchsten und niedrigsten Maſse festgesetzte Strafe innerhalb dieser Grenzen nach Erwägung aller Umstände zu bestimmen;

2) wo das Gesetz zwei oder mehrere Strafgattungen dergestalt festsetzt, daſs die eine oder andere eintreten soll, da hat das Gericht auf die für den vorliegenden Fall angemessene zu erkennen;

3) die gesetzlich bestimmte Strafgattung darf nicht geändert, das gesetzliche Strafmaſs weder überschritten, noch unter das Minimum der Strafe herabgegangen werden.

109. Ist der zu Bestrafende mehrerer strafbarer Handlungen derselben oder verschiedener Gattung schuldig, oder hat er dieselbe strafbare That längere Zeit oder durch mehrere Handlungen fortgesetzt, so soll derselbe nach derjenigen That, worauf die schwerere Strafe gesetzt ist, bestraft, und die übrigen sollen bei Zumessung der Strafe als besondere Erschwerungsgründe berücksichtigt werden.

110. Die Bestimmung des vorhergehenden Artikels ist auch in folgenden Fällen anzuwenden:

1) wenn der Schuldige nach den besonderen Verhältnissen seiner Person oder That durch eine und dieselbe Handlung mehrere Strafgesetze übertreten hat;

2) wenn wegen mehrerer strafrechtswidriger Absichten und Zwecke dieselbe Handlung mehrere strafbare Thaten in sich vereinigt;

3) wenn durch eine That nach ihrem Zwecke und nach den dabei gebrauchten Mitteln, zwei oder mehrere besonders benannte Verbrechen oder Vergehen zugleich begangen worden sind.

111. Wer wegen einer strafgesetzwidrigen Handlung schon gestraft worden ist, und sich nachher derselben strafbaren Handlung schuldig macht, gegen den soll dieser Rückfall bei Zumessung der Strafe als besonderer Erschwerungsgrund berücksichtigt werden.

Diese Strafe ist desto mehr zu erhöhen oder zu schärfen, je öfter der Rückfall wiederholt, je kürzer der Zeitraum zwischen der vorigen Bestrafung und dem Rückfalle, und je gröſser die vorher erlittene Strafe gewesen.

112. Die Bestimmungen der Art. 109 und 111 kommen in allen Fällen nicht zur Anwendung, in welchen das Gesetz den Zusammenfluſs oder den Rückfall mit einer besondern Strafe belegt.

SIEBENTES CAPITEL.

Von den Gründen, welche die Strafbarkeit ausschliefsen oder tilgen.

Art. 113. Wer bei einer strafbaren That, zu deren Vollendung das Gesetz einen bestimmten Erfolg nicht erfordert, die zur Vollendung hinreichende Handlung vollbracht, diese aber freiwillig aus eigenem Antriebe und früher noch, als der dadurch bezielte Erfolg eingetreten ist, und als er darüber bei einer Obrigkeit auf irgend eine Art zur Rede gestellt worden, durch eine andere Handlung ganz wirkungslos gemacht oder sonst auf unzweideutige Weise an den Tag gelegt hat, dafs er die strafgesetzwidrige Absicht ganz aufgegeben habe, der soll, wenn aus seiner Handlung noch kein Schaden entstanden ist, vorbehaltlich dessen, was hinsichtlich der in den Art. 123—128 vorgesehenen Verbrechen verordnet ist, von der Strafe frei seyn.

Gegenwärtige Bestimmung findet jedoch auf den Meineid keine Anwendung.

114. Bei strafbaren Thaten, zu deren Vollendung das Gesetz einen bestimmten Erfolg fordert, hebt der Ersatz des verursachten Schadens, welchen der Thäter freiwillig, aus eigenem Antriebe, und ehe er bei einer Origkeit auf irgend eine Art zur Rede gestellt worden, geleistet hat, die Strafbarkeit nur in den vom Gesetze ausdrücklich bestimmten Fällen auf.

115. Handlungen, worauf Todes-, Ketten- oder Arbeitshausstrafe gesetzt ist, haben im Falle der Straflosigkeit wegen thätiger Reue (Art. 113 und 114) die Stellung unter die besondere polizeiliche Aufsicht, kraft des Gesetzes, zur Folge.

116. In allen Fällen, wo Untersuchung und Strafe nur auf Verlangen und Anzeige des Beschädigten oder seiner gesetzlich bestimmten Vertreter statt findet, ist die Strafbarkeit erloschen, so oft diese Personen solches Verlangen oder solche Anzeige entweder in der gesetzlichen Zeit nicht vorbringen, oder sich für zufriedengestellt erklären.

117. Die Vollstreckung des rechtskräftigen Urtheils am Thäter tilgt dessen Strafbarkeit. Wiefern wegen derselben That nachher noch weitere Untersuchung statt finden könne, ist im Gesetzbuche über das gerichtliche Verfahren in Strafsachen bestimmt.

118. Der Tod des Schuldigen hebt dessen Strafe auf, vorbehaltlich einer rechtskräftig ausgesprochenen Geldstrafe oder Geldbufse.

119. Die Strafbarkeit erlischt durch die Verjährung, wenn die im folgenden Artikel festgesetzten Zeiträume verflossen

sind, und der Thäter, während ihres Laufes, sich keines neuen Verbrechens oder Vergehens schuldig gemacht hat.

Auch verliert der Rückfall die Eigenschaft eines Erschwerungsgrundes, wenn vom Augenblicke der erstandenen Strafe bis zur Begehung der neuen strafbaren That die für die bestrafte That bestimmte Verjährungszeit abgelaufen ist, den Fall ausgenommen, wenn für den Rückfall im Gesetze eine eigene Strafe angeordnet ist.

120. Die Verjährungstermine sind:

1) bei Verbrechen, welche nur auf Verlangen des Betheiligten zur Untersuchung gezogen werden können, zwei Jahre, bei allen übrigen Verbrechen 10 Jahre.

2) bei Vergehen, deren Untersuchung nur auf Verlangen des Betheiligten statt findet, ein Jahr, bei allen übrigen Vergehen 5 Jahre;

3) bei Polizeiübertretungen ein Jahr.

121. Die Verjährung beginnt im Augenblick der begangenen That, und endigt sich, wenn keine einen neuen Anfang derselben nothwendig machende Unterbrechung vorgefallen ist, mit dem Ablauf des letzten Tages des gesetzlich bestimmten Termines. Sie wird unterbrochen durch jede gerichtliche Untersuchungshandlung, sowie nach Art. 119 durch ein neues Verbrechen oder Vergehen.

122. Ist die Untersuchung wegen des ersten oder eines neuen Verbrechens oder Vergehens (Art. 119 u. 121) nicht fortgesetzt, oder die Entscheidung unterlassen, oder ein Urtheil zwar erlassen, der Thäter aber nicht verurtheilt worden, so muſs die Verjährung nach ihrer Unterbrechung, vom Zeitpunkte der letzten Handlung an, von Neuem angefangen werden.

ZWEITES BUCH.

Besondere Bestimmungen über die einzelnen Arten von Verbrechen oder Vergehen.

ERSTES CAPITEL.

Von dem Hoch- und Staatsverrathe, dann von andern Handlungen gegen die Sicherheit und Unabhängigkeit des Staates.

Art. 123. Als Hochverräther soll mit dem Tode bestraft werden:

1) wer einen Angriff auf die geheiligte Person des Königs oder auf die Person des Reichsverwesers, um den einen oder den andern zu tödten, gefangen zu nehmen, oder in Feindes-Gewalt zu liefern, gethan, oder, um eine der vorgenannten Missethaten zu verüben, einen Aufruhr erregt, oder eine Verschwörung im Innern oder eine Verbindung mit Auswärtigen eingegangen hat;

2) wer, um die bestehende Staatsverfassung durch gewaltsame Mittel zu ändern, oder um den rechtmäfsigen Regenten von der Regierung zu entfernen, oder um die regierende Familie zu verdrängen, oder um die verfassungsmäfsige Ordnung der Thronfolge zu verändern, sich in eine Verschwörung eingelassen, Aufruhr gestiftet, oder auf ein Mitglied der Königlichen Familie einen thätlichen Angriff gethan hat;

3) wer gegen die Königliche Autorität einen Aufruhr gestiftet, oder einen Theil der Unterthanen unter die Waffen gebracht, oder sich zu einem dieser Zwecke in eine Verschwörung eingelassen hat;

4) wer, um das Königreich einem fremden Staate einzuverleiben oder zu unterwerfen, oder um auf irgend eine Weise einen Theil des Staates vom Ganzen loszureifsen, oder, um die hierauf gerichteten Plane zu begünstigen, in eine Verschwörung im Innern oder in ein Einverständnifs mit Auswärtigen sich eingelassen oder einen Aufruhr erregt, oder an solchen verrätherischen Verbindungen Antheil genommen hat;

5) wer Machinationen anwendet oder Einverständnisse mit fremden Mächten oder ihren Agenten unterhält, um sie zu Feindseligkeiten oder zu einem Kriege gegen Griechenland zu bewegen, oder um ihnen die Mittel dazu zu verschaffen, ohne Unterschied, ob diese Machinationen oder Einverständnisse Feindseligkeiten zur Folge gehabt haben, oder nicht;

6) wer nach eingetretenem Kriegszustande zu dem Feinde übergegangen ist;

7) wer die Waffen wider sein Vaterland oder gegen die den gemeinsamen Feind bekriegenden Verbündeten derselben getragen hat;

8) wer das Einrücken feindlicher Truppen in das Gebiet des Königreichs, oder das Vorrücken derselben auf was immer für eine Weise absichtlich und freiwillig mit That oder Rath unterstützt; dem Feinde Städte, Festungen, Pässe oder andere Vertheidigungsposten, Häfen, Magazine, Zeughäuser, oder Schiffe, die dem Staate gehören, übergibt, oder deren Uebergabe oder Wegnahme absichtlich bewirkt, ihn durch Uebersendung von Mannschaft, Geld, Lebensmittel, Waffen oder Munition unterstützt; Soldaten oder Matrosen zu Aufstand, Desertion, Ueberlaufen oder anderer Untreue verführt; oder zu solchen Handlungen sich in ein Einverständnifs mit dem Feinde eingelassen hat;

9) wer dem Feinde als Spion gedient; feindliche Spione oder feindliche zum Auskundschaften ausgesendete Militärpersonen mit Kenntnifs ihrer Absicht aufgenommen oder verborgen, oder zu deren Aufnahme oder Verbergung mitgewirkt hat;

10) wer das Geheimniſs einer Unterhandlung oder einer kriegerischen Unternehmung, mit welcher er beauftragt, oder wovon er offiziell oder kraft seines Standes unterrichtet war, einer feindlichen Macht oder deren Agenten verrathen hat;

11) wer mit der Verwahrung von Operationsplanen, oder von Planen und Rissen von Festungen und anderen Befestigungswerken, von Zeughäusern, Häfen oder Rheden, beauftragt war, und solche Plane oder Risse an den Feind oder dessen Agenten ausgeliefert hat.

124. Verschwörung ist vorhanden, sobald zwei oder mehrere Personen eine hochverrätherische Handlung verabredet oder sich zu derselben mit einander verbunden haben.

125. Mit dem Tode wird ferner bestraft:

1) wer auf irgend eine Weise Bürgerkrieg stiftet, oder in der Absicht solchen zu stiften, die Staatseinwohner gegen einander bewaffnet, oder mittelst eines Complottes zu diesem Zwecke gegen einander zu bewaffnen sucht;

2) wer sich an die Spitze einer bewaffneten Bande gestellt, oder dabei ein Commando oder ein sonstiges Amt übernommen hat, deren Zweck war, eine oder mehrere Gemeinden mit Mord, Plünderung oder Verwüstung zu überziehen, Städte, feste Plätze und Posten, Magazine, Arsenale, Häfen, Schiffe, Gebäude, Wohnungen oder Grundstücke des Staats- oder Gemeinde-Eigenthums mit Gewalt hinwegzunehmen, in dieselben gewaltsamer Weise einzudringen, oder dieselben ganz oder theilweise zu zerstören; den gegen solche verbrecherische Unternehmungen abgeordneten obrigkeitlichen Personen, obrigkeitlichen Dienern oder Militärpersonen Widerstand zu leisten oder dieselben anzugreifen; und zwar ohne Rücksicht, ob das beabsichtigte Verbrechen vollendet oder blos versucht worden ist.

126. Unter Waffen werden hier und an andern Stellen dieses Gesetzbuches Werkzeuge verstanden, mit welchen, zur thätlichen Miſshandlung einer Person gebraucht, nach gewöhnlicher Erfahrung eine lebensgefährliche Verletzung zugefügt werden kann.

127. Gleichfalls mit dem Tode werden bestraft:

1) Diejenigen, welche ohne Befehl oder Ermächtigung der Staatsregierung Truppen oder Soldaten anwerben, oder ausheben, solche anwerben oder ausheben lassen, oder es zu thun versuchen, sowie diejenigen, welche wissentlich und freiwillig sich auf solche Weise anwerben lassen;

2) Truppenanführer, welche ihre Truppen beisammen halten, nachdem die Auflösung und Entlassung von der Staatsregierung angeordnet worden. Derselben Strafe unterliegt

derjenige, welcher wissentlich und freiwillig bei solchen Truppen verharrt;

3) Diejenigen, welche ohne Berechtigung oder gesetzlichen Grund irgend eine militärische Befehlshaberstelle zu Wasser oder zu Land übernehmen, oder eine solche Stelle gegen den Befehl der Staatsregierung niederzulegen unterlassen.

128. Wer über die bewaffnete Gewalt zu verfügen hat oder dieselbe zu requiriren berechtigt ist, soll, wenn derselbe sich dieses Rechtes bedient hat, um die bewaffnete Gewalt gegen eine andere gesetzliche Gewalt aufzubieten, bestraft werden:

1) mit dem Tode, wenn seinem Befehl oder seiner Requisition Folge geleistet;

2) mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn keine Folge geleistet worden ist.

129. Wer zu einer der in Art. 123—128 erwähnten strafbaren Handlungen aufgefordert hat, soll, wenn diese Aufforderung das Verbrechen zur Folge hatte, mit derselben Strafe, wie der Urheber, wenn jedoch diese Aufforderung ohne Wirkung geblieben ist, mit der Strafe des Versuches belegt werden.

130. Wer von einer Verbindung oder von einem Plane zur Begehung eines der in Art. 123—128 erwähnten Verbrechen Kenntnifs hat, und davon der Obrigkeit innerhalb 24 Stunden nach erlangter Wissenschaft die Anzeige nicht macht, soll wegen dieses Verschweigens mit Gefängnifs nicht unter zwei Jahren und einer Geldstrafe von 1000 bis 4000 Drachmen, wenn aber die Verbindung oder der Plan zur Ausführung gebracht wurde, mit Arbeitshaus bestraft werden.

Diese Strafen sind auch dann anzuwenden, wenn derjenige, welcher von der Verbindung oder den Planen Wissenschaft hatte, diese mifsbilligt, oder sich ihnen widersetzt, oder die Urheber davon abzubringen gesucht hat.

Der Ehegatte des Verbrechers, dessen Blutsverwandte in auf- oder absteigender Linie, Geschwister oder in gleichem Grade Verschwägerte, sind wegen der Verschweigung zwar mit der Strafe zu verschonen, jedoch können sie unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt werden.

131. Wer in eine hochverrätherische oder andere in Art. 123—128 bezeichnete Verbindung verwickelt, vor deren wirklichen Ausbruch, und ehe die Staatsgewalt auf anderem Wege Nachricht erhalten hat, sich und seine Mitschuldigen der Obrigkeit anzeigt, ist, wenn er ein gemeiner Theilnehmer war, vorbehaltlich der besonderen Polizeiaufsicht straffrei, wenn er aber zu den Häuptern oder Anwerbern gehört, mit Arbeitshaus zu bestrafen.

132. Als Staatsverräther soll mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit belegt werden, wer ohne hochverrätherische Absicht oder Verbindung

1) ein ihm aufgetragenes Staatsgeschäft mit einem auswärtigen Staate absichtlich zum Nachtheile des Staates führt;

2) irgend eine Handlung vorgenommen hat, in der Absicht, die Staatsgrenzen zu verrücken oder ungewiſs zu machen;

3) Urkunden oder andere Beweismittel von Rechten oder Ansprüchen des Staates unterdrückt oder verfälscht hat;

4) Depeschen, Urkunden oder Geheimnisse des Staates, die auf dessen Verfassung, Rechte oder Ansprüche sich beziehen, oder das Geheimniſs einer Unterhandlung oder einer kriegerischen Unternehmung, oder die Plane von Operationen, Festungen oder andern Befestigungswerken, von Zeughäusern, Häfen oder Rheden, an eine auswärtige feindliche oder nicht feindliche Macht oder deren Agenten ausser den im Art. 123 N° 11 bezeichneten Voraussetzungen eigenmächtig ausgeliefert oder verrathen hat.

133. Mit Gefängniſs nicht unter 6 Monaten soll bestraft werden, wer ohne hochverrätherische Absicht oder Verbindung

1) unerlaubter Mittel sich bedient, von dem Geheimniſs einer Unterhandlung oder einer kriegerischen Unternehmung, oder von Operationsplanen, oder Planen von Festungen oder andern Befestigungswerken, von Zeughäusern, Häfen oder Rheden, oder sonst von Depeschen, Urkunden oder Geheimnissen des Staates, deren Bekanntmachung die Verfassung oder Rechte, die Ansprüche, äusseren Verhältnisse oder die Sicherheit des Staates gefährdet oder gefährden kann, Kenntniſs zu erlangen;

2) wer dergleichen ihm bekannt gewordene Depeschen, Urkunden oder Geheimnisse durch andere als im Art. 132 N° 4 bezeichnete Mittheilung kund werden läſst.

134. Mit Arbeitshaus nicht über 8 Jahre ist zu bestrafen:

1) wer für Rechtsansprüche oder vermeintliche Beschwerden gegen Staat, Regenten oder Mitunterthanen eine fremde Macht zu einer für die Unabhängigkeit oder Selbstständigkeit des Staates gefährlichen Einmischung auffordert;

2) wer den mit andern Mächten bestehenden Verträgen mit Gefährdung der Sicherheit oder Selbstständigkeit des Staates absichtlich zuwiderhandelt.

135. Gegen diejenigen, welche sich der Verpflichtung zum Waffendienste entziehen, sowie gegen diejenigen, welche Staatsunterthanen hiezu verleiten, oder hierin unterstützen, wird nach den besonderen Gesetzen hierüber verfahren.

136. Wer ohne Autorisation der Staatsregierung Unterthanen zum Militärdienste einer fremden Macht angeworben, oder einem solchen unbefugten Werber Hülfe und Beistand geleistet hat, ist mit Gefängniſs nicht unter zwei Jahren zu bestrafen.

ZWEITES CAPITEL.

Von Beleidigung der Majestät, des Thronerben, der Reichsverweser und der königlichen Familie.

I. Beleidigung der Majestät.

Art. 137. Wer an die geheiligte Person des Königs beleidigend Hand anlegt oder dieselbe mit einer persönlichen Miſshandlung bedroht, soll mit dem Tode bestraft werden.

138. Mit Gefängniſs nicht unter einem Jahre wird bestraft:

1) wer in Gegenwart des Königs, oder in einer öffentlichen Versammlung, oder an einem öffentlichen Orte in Anwesenheit mehrerer Personen, oder in öffentlichen Schriften oder bildlichen Darstellungen, oder in irgend einer Art und Form sinnlicher Darstellungen und Mittheilungen an das Publicum die Person des Königs beleidigt, verspottet oder verschmäht;

2) wer solche Schriften oder Darstellungen wissentlich verfertigt oder vorsätzlich verbreitet;

3) wer den Namen des Königs zu Ausübung einer gesetzwidrigen Handlung miſsbraucht.

139. Wer ausser den Voraussetzungen des vorigen Artikels dem Könige in Ansehung seiner geheiligten Person Verachtung bezeigt, ist zur Gefängniſsstrafe von 6 Monaten bis zu zwei Jahren zu verurtheilen.

140. Wer gegen die Gemahlin des Königs sich einer der vorgenannten Handlungen (Art. 137—139) schuldig macht, wird als Beleidiger der Majestät gestraft.

II. Verunglimpfung der äussern Zeichen königlicher Würde.

141. Wer königliche Wappen und andere Zeichen königlicher Würde öffentlich verunglimpft, soll mit Gefängniſs bis zu drei Monaten gestraft werden.

III. Beleidigung des Thronerben.

142. Wer sich an der Person des Thronerben einer Beleidigung schuldig macht, soll im Falle des Art. 137 mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, im Falle des Art. 138 mit Gefängniſs von neun Monaten bis zu drei Jahren, und im Falle des Art. 139 mit Gefängniſs bis zu 6 Monaten bestraft werden.

IV. Beleidigung eines Reichsverwesers.

143. Beleidigungen, welche an einem Reichsverweser begangen werden, sind nach den Bestimmungen des Art. 142 zu bestrafen.

V. Beleidigung der königlichen Familienglieder.

144. Wird eine strafbare Handlung an der Person eines Mitgliedes der königlichen Familie begangen, so ist dieses bei Ausmessung der gesetzlichen Strafe als besonderer Erschwerungsgrund zu betrachten.

DRITTES CAPITEL.

Von der Beleidigung fremder Souveräne und Regierungen, sowie ihrer diplomatischen Agenten und anderen Behörden.

Art. 145. Mit Gefängnifsstrafe von sechs Monaten bis zu zwei Jahren ist zu belegen, wer thätlich oder mündlich, oder in einer Schrift oder bildlichen Darstellung die Häupter fremder Staaten beleidigt, verspottet oder schmäht.

146. Gefängnifs von einem Monat bis zu einem Jahr trifft denjenigen, welcher die bei dem Könige accreditirten Gesandten oder anderen mit diplomatischem Charakter bekleideten Bevollmächtigten fremder Staaten in dieser ihrer Eigenschaft thätlich, mündlich oder in einer Schrift oder bildlichen Darstellung beleidigt, verspottet oder schmäht.

147. Wer Regierungen oder Behörden fremder Staaten durch verachtenden Spott, Lästerung, oder andere gehässige Beschuldigung in öffentlichen Reden, öffentlich verbreiteten Schriften oder bildlichen Darstellungen angreift, oder auf dieselbe Weise die Einwohner fremder Staaten zum Aufruhr auffordert, ist mit Gefängnifsstrafe bis zu sechs Monaten zu bestrafen.

148. Im Falle der Art. 145—147 findet die strafgerichtliche Einschreitung nur auf eine von dem Beleidigten erhobene Beschwerde statt.

Der Beweis der Wahrheit gehässiger Beschuldigungen ist nur im Falle des vorigen Artikels zulässig.

VIERTES CAPITEL.

Von den Handlungen gegen die Grundlagen der Rechtsverfassung.

Art. 149. Wer auf irgend eine Weise zur Verletzung der Gesetze und Verordnungen des Staates unter dem Vorwande der Religion auffordert, wer für angebliche Religionssätze, mit deren Ausübung die bürgerliche Ordnung nicht bestehen kann, Anhänger zu werben sucht, soll mit Gefängnifs von sechs Monaten bis zu zwei Jahren, und überdies, wenn er ein Staatsbeamter oder öffentlicher Diener ist, mit Dienstentlassung bestraft werden.

150. Wer in öffentlicher Versammlung, oder an einem öffentlichen Orte in Anwesenheit mehrerer Personen, oder in öffentlicher Schrift oder Darstellung oder Mittheilung an das

Publicum die Verfassung oder die Verfassungsgesetze durch Lästerung, Schmähung oder verachtenden Spott angreift, soll zum Gefängnifs von einem Monat bis zu einem Jahr verurtheilt werden.

Gleicher Angriff auf andere bestehende Gesetze hat Gefängnifs bis zu sechs Monaten zur Folge.

151. Wer in öffentlicher Versammlung oder an einem öffentlichen Orte in Anwesenheit mehrerer Personen, oder in öffentlicher Schrift oder sonstigen Mittheilung an das Publicum zum Ungehorsam wider die bestehenden Gesetze auffordert oder anreizt, wird mit Gefängnifs bis zu 6 Monaten bestraft.

Sind durch solche Aufforderung oder Anreizung mehrere Staatseinwohner zum Ungehorsam wirklich veranlafst worden, to tritt Gefängnifs von drei Monaten bis zu zwei Jahren ein.

152. Wer durch öffentliche Rede, Lehre, Schrift oder bildliche Darstellung solche Grundsätze, Meinungen oder Gesinnungen ausspricht, welche wider die Grundlagen der Religion und Sittenlehre überhaupt gerichtet oder sonst für Religion oder Sitten von gemeinverderblicher Beschaffenheit sind; wer sich öffentlich zum Aergernifs Anderer auf eine die Ehrfurcht gegen das höchste Wesen beleidigende Weise äussert, ist mit Gefängnifs bis zu drei, beim Rückfalle aber bis zu sechs Monaten zu bestrafen.

FÜNFTES CAPITEL.

Von Handlungen gegen die der Obrigkeit schuldige Ehrfurcht.

I. Verunglimpfung obrigkeitlicher Bekanntmachungen und Ausfertigungen.

Art. 153. Wer die von der Obrigkeit unterzeichneten und zur Bekanntmachung angehefteten Verordnungen, Entschliessungen, Patente und öffentlichen Anzeigen eigenmächtig abreifst, hinwegnimmt, beschädigt, verunreinigt oder verunstaltet, ist mit Gefängnifs von einem Monat bis zu einem Jahr zu bestrafen.

Wer andere obrigkeitliche Ausfertigungen öffentlich verunglimpft, ist mit Gefängnifs bis zu einem Monat zu bestrafen.

II. Von der Verletzung und Beschädigung obrigkeitlich angelegter Siegel.

Art. 154. Wer Gerichts- oder andere obrigkeitliche Siegel, womit Sachen oder Schriften verschlossen gehalten werden, wissentlich, absichtlich und eigenmächtig erbricht, ablöset oder beschädigt, soll mit Gefängnifs von sechs Monaten bis zu zwei Jahren bestraft werden.

155. Haben die zur Bewachung der verschlossenen Gegenstände aufgestellten Wächter sich selbst der Erbrechung

oder Beschädigung der ihrer Aufsicht anvertrauten obrigkeitlichen Siegel schuldig gemacht, so sind dieselben mit Gefängnifs von zwei bis fünf Jahren zu bestrafen.

156. Im Falle des Art. 154 sind die im vorhergehenden Artikel genannten Wächter bei blofser Fahrlässigkeit mit Gefängnifs von acht Tagen bis zu sechs Monaten zu bestrafen.

157. Wer mittelst thätlicher Mifshandlung eines der im Art. 154 und 155 erwähnten Vergehen begeht, soll mit der Strafe des Arbeitshauses belegt werden, vorbehaltlich der gröfsern Strafe, wenn die Mifshandlung ein mit höherer Strafe belegtes Verbrechen zur Folge gehabt hat.

III. Beleidigung der Amtsehre.

158. Wer in öffentlicher Versammlung oder an öffentlichen Orten in Anwesenheit mehrerer Personen, oder in öffentlichen Schriften oder bildlichen Darstellungen, oder andern Mittheilungen an das Publicum die Staatsregierung oder deren Handlungen durch Verläumdung, Schmähung oder verachtenden Spott angreift, soll mit Gefängnifs von drei Monaten bis zu zwei Jahren, wer aber ausser diesen Voraussetzungen der Staatsregierung Verachtung bezeigt, mit Gefängnifs bis zu 3 Monaten bestraft werden.

159. Wer eine Königliche Stelle oder Behörde, oder ein Geschwornengericht, oder einen Beamten des Staats oder der Gemeinden, oder einen einzelnen Geschwornen während der Amtsausübung, oder wegen eines Amtsverhältnisses zu dem Beleidiger, oder in Beziehung auf das Amtsverhältnifs überhaupt, insbesondere aus Rache wegen einer obrigkeitlichen Verfügung oder aus Ungehorsam gegen dieselbe, durch beschimpfende Worte, Bewegungen oder Drohungen beleidigt, schriftlich oder mündlich lästert, verspottet oder schmäht, soll mit Gefängnifs von 2 Wochen bis zu 2 Jahren bestraft werden.

Hat die Beleidigung in öffentlicher Gerichtssitzung statt gefunden, so tritt Gefängnifsstrafe von 2 bis 5 Jahren ein.

160. Wer durch beschimpfende Worte, Bewegungen oder Drohungen, Wachen, Gendarmen, Gerichtsboten, Advokaten, Notare, Mäckler oder andere öffentliche Diener wegen ihrer Dienstverrichtungen, oder bei Ausübung derselben, beleidigt, wird mit Gefängnifs bis zu sechs Wochen bestraft.

161. Sind die in Art. 159 erwähnten öffentlichen Beamten oder Behörden während oder wegen der Ausübung ihres Amtes thätlich mifshandelt worden, so sind die Schuldigen mit Gefängnifsstrafe von 2 bis zu 5 Jahren zu belegen. Haben die thätlichen Mifshandlungen in öffentlicher Gerichtssitzung statt gefunden, so ist die Strafe des Arbeitshauses zu erkennen.

162. Wenn die in dem vorhergehenden Artikel bezeichneten Mifshandlungen gegen öffentliche Diener wegen oder

während ihrer Dienstverrichtungen ausgeübt worden sind, so sollen die Thäter mit Gefängniſs von einem Monat bis zu sechs Monaten bestraft werden.

IV. Verunglimpfung der Zeichen obrigkeitlicher Würde.

163. Wer sich eine Verunglimpfung wider die Zeichen der obrigkeitlichen Würde zu Schulden kommen läſst, wird mit Gefängniſs bis zu einem Monat bestraft.

SECHSTES CAPITEL.

Von Handlungen gegen den der Obrigkeit schuldigen Gehorsam.

I. Ungehorsam.

Art. 164. Wer, ohne Widersetzung, auf ergangene förmliche Aufforderung der Obrigkeit die nach Gesetz und Verordnung schuldige Dienst- oder Hülfeleistung oder irgendwo den Zutritt zur Ausübung einer Amtshandlung versagt, soll mit Gefängniſs bis zu zwei Monaten bestraft werden.

165. Wer in öffentlicher Versammlung, oder an einem öffentlichen Orte in Anwesenheit mehrerer Personen, oder in öffentlicher Schrift oder sonstiger Mittheilung an das Publicum zum Ungehorsam wider die Obrigkeit auffordert, wird mit Gefängniſs bis zu sechs Monaten bestraft.

Sind durch solche Aufforderung oder Anreizung mehrere Staatseinwohner zum Ungehorsam wirklich veranlaſst worden, so tritt Gefängniſs von drei Monaten bis zu zwei Jahren ein.

II. Aufwiegelung.

166. Wer gegen die in der Ausübung ihres Amtes begriffene Obrigkeit oder deren Diener Andere zum Beistande aufruft; wer dem Aufrufenden sich zugesellt und auf Befehl sich nicht sogleich wieder entfernt, soll mit Gefängniſs bis zu zwei Monaten bestraft werden.

III. Trotz gegen die Obrigkeit.

167. Fabrikanten und Handwerker, welche, um ihre Beschwerden durchzusetzen, die Einstellung ihres Gewerbes verabreden, zu einer solchen Uebereinkunft auffordern, oder die Obrigkeit damit bedrohen; Fabrikarbeiter oder Handwerksgesellen verschiedener Fabriken oder Meister, welche wegen angeblicher Beschwerden wider diese, oder wider die Obrigkeit, sich zur Einstellung ihrer Arbeit verabreden, zu einer solchen Verabredung auffordern, oder mit derselben drohen, sollen, wenn sie nicht auf Befehl der Obrigkeit sich in Gehorsam unterwerfen, mit Gefängniſs bis zu drei Monaten bestraft werden.

Ist hieraus ein Aufruhr entstanden, so sind diejenigen, welche die Verabredung bewirkt oder zuerst dazu aufgefordert haben, als dessen Anstifter zu strafen.

168. Wenn, um der Obrigkeit Ungehorsam, Geringschätzung oder Mifsfallen zu bezeigen, Mitglieder einer Körperschaft, oder sonst mehrere Personen, öffentlich, oder auch Gefangene im Straforte oder in einer Verpflegungs- oder anderen öffentlichen Anstalt aufgenommene Individuen in dieser Anstalt sich zusammenrotten und auf Befehl nicht sogleich wieder auseinandergehen, so findet Gefängnifs statt: gegen die Anstifter und Anführer von einem bis zu vier Monaten, gegen die übrigen Theilnehmer bis zu 2 Monaten.

Sind die Zusammengerotteten sogleich wieder auseinander gegangen, so trifft blos die Anstifter und Anführer Gefängnifs bis zu zwei Monaten.

IV. Widersetzung.

169. Wer die Obrigkeit zur Vornahme, Unterlassung oder Zurücknahme einer Amtshandlung oder Verfügung zu nöthigen sucht, der ist wegen Widersetzung gegen die Obrigkeit zu bestrafen:

1) mit Arbeitshaus, wenn Gewalt an der Person ausgeübt worden;

2) mit Gefängnifs nicht unter drei Monaten, wenn dieses nur durch Drohungen geschehen ist.

Hat sich im Falle N° 2 der sich Widersetzende auf Befehl der Obrigkeit oder ihrer Diener sogleich in Gehorsam unterworfen, so ist er von der Strafe frei.

170. Wer sich der Vollziehung einer Verfügung der Obrigkeit in der Person ihrer Diener, insbesondere auch der Beschlagnahme von Mobilien oder Immobilien, oder des dazu abgeordneten Militärs widersetzt, ist ebenso zu strafen, als wäre seine Gewalt oder Drohung unmittelbar gegen die Obrigkeit selbst gerichtet gewesen.

171. Wer bereits ausgepfändete Gegenstände aus irgend einem Grunde auf die Seite schafft, soll mit Gefängnifs nicht unter einem Jahre bestraft werden.

Gleiche Strafe tritt ein bei Veräusserungen von mit Beschlag belegten Mobilien oder Immobilien, oder bei absichtlich an solchen Gegenständen vorgenommenen Beschädigungen durch den Eigenthümer selbst, durch den Sequester, Bewahrer oder Hüter.

V. Aufruhr.

172. Jede öffentliche Zusammenrottung von mehreren Personen zum gewaltsamen Angriff oder Widerstand gegen die Obrigkeit, oder um zur Vornahme, Unterlassung oder Zurücknahme einer Amtshandlung oder Verfügung was immer für einer Art zu zwingen, oder den Vollzug eines Gesetzes, einer Verordnung, eines Verhaft- oder Verwahrungsbefehles oder eines Urtheiles zu verhindern, oder um Gefangene aus

der Gewalt der Obrigkeit zu befreien, oder um wegen einer Amtshandlung Rache an der Obrigkeit zu verüben, ist als Aufruhr zu betrachten, die Gewalt mag gegen die Person eines öffentlichen Beamten selbst, oder gegen öffentliche Diener oder gegen das abgeordnete Militär gerichtet seyn.

173. Wenn sich die Zusammengerotteten auf Befehl der Obrigkeit oder ihrer Diener sogleich wieder auseinander begeben und in Gehorsam unterwerfen, so sollen nur die Anstifter und Anführer mit Gefängnifs bis zu sechs Monaten bestraft werden.

174. Wenn die Aufrührer, wider den Befehl der erscheinenden Obrigkeit, deren Diener oder des herbeigekommenen Militärs, in ihrer Zusammenrottung beharrend, durch Lärmen, Schimpfen oder Drohen hartnäckigen Trotz zu erkennen gegeben haben, jedoch die Ruhe wieder hergestellt wurde, ehe sie noch an Personen oder Sachen Gewalt verübt hatten, so sollen

1) die Anstifter und Anführer mit Arbeitshaus,

2) die gemeinen bewaffneten Theilnehmer mit Gefängnifs nicht unter drei Monaten,

3) die unbewaffneten Theilnehmer mit Gefängnifs bis zu 3 Monaten gestraft werden.

175. Haben die Aufrührer wirkliche Gewaltthaten an Personen oder Sachen verübt, so sollen dieselben nach folgenden Unterschieden gestraft werden:

Diejenigen gemeinen Theilnehmer, welche selbst Gewalthandlungen vorgenommen haben, sind zu strafen:

1) mit dem Tode, wenn sie Mord, Todtschlag, Brandlegung oder Raub begangen haben;

2) mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn dieselben Personen thätlich mifshandelt haben, und zwar nicht unter fünfzehn Jahren, wenn diese Mifshandlung an obrigkeitlichen Personen, deren Dienern oder beorderten Militärpersonen geschehen ist;

3) mit Arbeitshaus, wenn sie Plünderung oder Zerstörung verübt, an Gebäuden, Wohnungen oder andern liegenden Gründen, durch Aufbrechen, gewaltsames Eindringen oder Niederreifsen Gewalt ausgeübt, oder in denselben Verwüstungen angerichtet haben;

4) mit Gefängnifs nicht unter einem Jahr diejenigen, welche Gewaltthätigkeiten geringerer Art ausgeübt haben.

176. Gemeine Theilnehmer, welche selbst keine Gewaltthaten ausgeübt haben, sind zu strafen:

1) wenn sie mit Waffen versehen, oder dadurch, dafs sie, der Absicht kundig, einem oder mehrern andern Theilnehmern Waffen mittheilten, Theil am Aufruhr genommen haben, nach

Schwere der verübten Gewaltthätigkeiten und nach Gröfse ihres genommenen Antheils mit Gefängnifs nicht unter einem Jahr;

2) ausserdem mit Gefängnifs bis zu zwei Jahren.

177. Anstifter und Anführer eines solchen Aufruhrs werden bestraft wie folgt:

I. Wenn Mord, Todtschlag, Brandlegung oder Raub vorgefallen ist:

1) mit dem Tode, sofern sie an den verübten Gewalthandlungen selbst Antheil genommen, oder auch, ohne selbst genommenen Antheil, zu solchen Verbrechen ausdrücklich aufgefordert haben;

2) ausserdem mit lebenslänglicher Kettenstrafe.

II. Wenn Personen mifshandelt wurden, mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, und zwar:

1) in soferne sie an den Thätlichkeiten selbst keinen Antheil genommen haben, bis zu 15 Jahren;

2) bei selbst genommenem Antheil nicht unter 15 Jahren.

III. Wenn Gewaltthätigkeiten, wie sie im Art. 175 N° 3 angeführt sind, verübt wurden, sind die Anführer und Anstifter des Aufruhrs mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, und zwar bei selbst genommenem Antheile nicht unter 12 Jahren, ausser diesem Falle bis zu 12 Jahren zu bestrafen.

IV. Sind Gewaltthätigkeiten geringerer Art verübt worden, so sind sie bei eigener Theilnahme zu Kettenstrafe bis zu 12 Jahren, ausserdem aber zum Arbeitshause zu verurtheilen.

178. Haben Dauer und Gröfse der Gefahr die Verkündung des Standrechtes nothwendig gemacht, so wird jeder, welcher nach verkündetem Standrechte im Aufruhr ergriffen worden ist, ohne Rücksicht auf Art und Gröfse seiner Theilnahme, zum Tode verurtheilt.

179. Wer zu einem Aufruhr aufgefordert hat, wer mit der Absicht, einen Aufruhr zu veranlassen, abergläubische Prophezeiungen oder falsche Nachrichten verbreitet hat, der soll, wenn der Aufruhr wirklich ausgebrochen ist, als dessen Anstifter, ausserdem aber mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, und wenn er ein Staatsbeamter oder öffentlicher Diener ist, auch noch mit Dienstentlassung bestraft werden.

180. Wer wegen Aufruhr zu einer Vergehensstrafe verurtheilt worden ist, kann nach dem Ermessen des Gerichtes auf zwei bis zehn Jahre unter polizeiliche Aufsicht gestellt werden.

VI. *Befreiung eines Gefangenen.*

181. Wer einen Gefangenen aus der Gewalt der Obrigkeit befreit, der soll gestraft werden:

I. Mit Arbeitshaus, wenn es durch Gewalt gegen diejenigen, denen eine Bewachung oder Verwahrung übertragen war, oder durch Erbrechung des Gefängnisses geschehen ist.

II. Mit Gefängnifs nicht unter 3 Monaten, wenn es in anderer Art, insbesondere auch durch Ueberlistung oder Bestechung der vorhin genannten Personen geschehen ist.

182. Diejenigen, welchen die Bewachung oder Verwahrung eines Gefangenen aufgetragen ist, wenn sie dessen Entweichung bewirken oder dazu Hülfe leisten, sollen gleich denjenigen, welche die Entweichung auf gewaltsame Art bewirkt haben, nach den Bestimmungen des Art. 181 N° I bestraft werden.

183. Wurde die Entweichung durch Fahrlässigkeit der im vorigen Artikel genannten Personen verursacht, so sollen die Schuldigen mit Gefängnifs bis zu 3 Monaten bestraft werden.

Gänzliche Straflosigkeit tritt dann ein, wenn die Entwichenen durch ihr Bemühen binnen acht Tagen wieder ergriffen worden sind.

184. Diejenigen, welchen die Bewachung oder Verwahrung des Gefangenen vermöge ihres Amtes anvertraut war, unterliegen denselben in den beiden vorhergehenden Artikeln bestimmten Strafen; jedoch soll, wenn auch nur auf Gefängnifs zu erkennen ist, die Dienstentlassung mit dieser Strafe verbunden werden.

185. Gefangene, welche durch Gewalt ihre Befreiung bewirkt, oder zu bewirken gesucht haben, sind mit Gefängnifs nicht unter 6 Monaten zu bestrafen, vorbehaltlich der gröfseren Strafen, wenn sie bei Gelegenheit der Entweichung noch andere schwerere Vergehen oder Verbrechen begangen haben sollten.

Diese Strafe ist unmittelbar nach dem Ablaufe der schon früher erkannten Strafen, oder nach dem Freisprechungsurtheile zu vollziehen.

186. Wer einem Gefangenen Waffen, oder sonstige zu seiner Befreiung dienliche Werkzeuge liefert, wird, wenn er nicht nach den Bestimmungen der Art. 71 bis 74 mit einer höheren Strafe zu belegen ist, mit Gefängnifs von einem bis zu 6 Monaten bestraft.

187. Wer wegen Befreiung eines Gefangenen, oder wegen irgend einer Theilnahme daran verurtheilt worden ist,

kann nach dem Ermessen des Gerichtes auf ein bis zehn Jahre unter polizeiliche Aufsicht gestellt werden.

VII. Verletzung der polizeilichen Aufsicht.

188. Mit Gefängnifsstrafe nicht unter 3 Monaten sind zu belegen:

1) diejenigen, welche unter polizeiliche Aufsicht gestellt worden sind, und gegen eine der im Art. 35—37 enthaltenen Bestimmungen gehandelt haben;

2) diejenigen, welche nach Vorschrift des Art. 37 über die Grenze verwiesen worden sind, und unter was immer für einem Vorwande ohne erhaltene Erlaubnifs in's Ausland zurückkehren.

Zu gleicher Zeit sollen die Ersten neuerdings wieder auf 5 bis 10 Jahre unter polizeiliche Aufsicht gesetzt, die Letzten aber nach überstandener Strafe von Neuem über die Grenze gebracht werden.

SIEBENTES CAPITEL.

Von den Handlungen gegen die Ausübung bürgerlicher und staatsbürgerlicher Rechte.

Art. 189. Wer durch Zusammenrottung, Gewalt oder Drohung einen oder mehrere Bürger an der Ausübung ihrer staatsbürgerlichen Rechte und Pflichten bei Wahl- oder andern öffentlichen Geschäften verhindert, oder zu verhindern versucht, wird mit Gefängnifs nicht unter sechs Monaten bestraft, und demselben während 5—10 Jahren die Ausübung aller staatsbürgerlichen Rechte untersagt.

Wer auf die angegebene Weise Jemanden an der Ausübung seiner bürgerlichen Rechte und Pflichten verhindert, oder zu verhindern versucht, soll mit Gefängnifsstrafe bis zu sechs Monaten belegt werden.

190. Bestechungen bei den im vorigen Artikel erwähnten Wahlen sind sowohl an demjenigen, welcher die Bestechung vorgenommen, als an demjenigen, welcher das Geschenk angenommen hat, mit einer Geldstrafe zu belegen, welche dem zweifachen Werthe dieses Geschenkes gleichkommt, niemals aber in weniger als fünfhundert Drachmen bestehen darf.

Ausserdem ist dem Schuldigen während fünf bis zehn Jahren die Ausübung aller der im Art. 21 und 23 bestimmten Rechte zu untersagen.

191. Gefängnifsstrafe von sechs Monaten bis zu fünf Jahren tritt gegen denjenigen ein, welcher bei solchen Wahlen Wahlzettel verfälscht, oder unterdrückt, oder austauscht, oder darauf einen anderen Namen setzt, als ihm angegeben wurde.

Ausserdem tritt die Untersagung der im Art. 21 und 23 bestimmten Rechte während eines Zeitraumes von 10 bis 20 Jahren ein.

192. Bei Widersetzung, Aufruhr oder mündlicher oder schriftlicher Beleidigung der Amtsehre, gegen einen Kreis-, Bezirks- oder Gemeinderath, deren Mitglieder und Diener, während der Dauer ihrer Versammlungen, desgleichen gegen Wahl- und andere zu öffentlichen Geschäften von der Staatsregierung oder einer Regierungsbehörde einberufene Versammlungen, tritt dieselbe Strafe ein, als wenn diese Vergehen oder Verbrechen unmittelbar gegen öffentliche Beamte oder Diener begangen worden wären.

Bei Beleidigung der Amtsehre jedoch nur auf erhobene Beschwerde des Beleidigten, nach den näheren Bestimmungen des Gesetzbuches über das Strafverfahren.

ACHTES CAPITEL.

Von Friedensstörungen und Eigengewalt.

I. Landfriedensbruch.

Art. 193. Wenn in fremde Häuser, Wohnungen oder andere liegende Gründe und Besitzungen von mehreren hiezu vereinigten Personen widerrechtlich eingefallen worden ist, so sind Anstifter, Anführer und Theilnehmer eines solchen Landfriedensbruches zu strafen:

I. mit Arbeitshaus, die Anstifter oder Anführer nicht unter sechs, die Theilnehmer bis zu sechs Jahren, wenn an Personen Gewaltthätigkeiten verübt worden sind;

II. mit Gefängnifs, die Anführer oder Anstifter nicht unter, die Theilnehmer bis zu einem Jahre, wenn nur an Sachen Gewalt verübt worden ist;

III. nach demselben Unterschiede mit Gefängnifs bis zu sechs, oder bis zu drei Monaten, wenn weder an Personen noch an Sachen Gewalt geschehen ist.

In allen Fällen soll gegen diejenigen, welche Waffen gebraucht oder bei sich geführt haben, dieser Umstand als besonderer Erschwerungsgrund gelten.

II. Religionsfriedensbruch und Störung des Religionsfriedens.

194. Wer gewaltthätig in eine Kirche oder einen gesetzlich gestatteten religiösen Versammlungsort einfällt; wer durch Zwang oder Gewalt gottesdienstliche Versammlungen oder Verrichtungen zu verhindern oder zu stören sucht, soll mit Gefängnifs bis zu 2 Jahren bestraft werden.

Sind dergleichen Handlungen ohne Gewalt oder Zwang verübt, oder ist durch ungebührliches Benehmen entweder die

Ruhe und Ordnung solcher religiösen Versammlungen gestört, oder die religiöse Handlung unterbrochen worden, so findet Gefängnifsstrafe bis zu 2 Monaten statt.

195. Privatleute, welche einen andern durch Gewalt oder Drohungen verhindern oder zwingen, sich zu einer von der Staatsregierung autorisirten Religionsgesellschaft zu bekennen, dem Gottesdienste dieser Religionsgesellschaft beizuwohnen, gewisse religiöse Festtage zu feiern, insbesondere Magazine, Werkstätten, oder Kaufläden zu öffnen oder zu schliefsen, sollen mit Gefängnifs bis zu einem Jahre bestraft werden.

196. Gefängnifsstrafe bis zu 3, beim Rückfalle aber bis zu 6 Monaten, trifft denjenigen, welcher in öffentlicher Rede oder in einer Schrift die Lehren, Einrichtungen und Gebräuche einer mit Genehmigung der Staatsregierung bestehenden Religionsgesellschaft durch Ausdrücke der Verachtung, des Spottes, oder des Hasses angreift.

197. Prediger, welche in öffentlichen Vorträgen durch Schmähungen oder gehässige Beschuldigungen Religionshafs zwischen den im Staate bestehenden kirchlichen Gesellschaften zu wecken oder zu unterhalten suchen, sollen mit Gefängnifs nicht unter 3 Monaten und mit Dienstentlassung bestraft werden.

Schriftsteller, welche dergleichen in Schriften thun, sollen, wenn sie öffentliche Beamte oder Diener sind, mit gleicher Strafe, ausserdem aber mit Gefängnifsstrafe von 3 Monaten bis zu 2 Jahren belegt werden.

198. Sectirer, welche ihre Religionsmeinungen durch unerlaubte Mittel zu verbreiten oder geltend zu machen suchen, auf öffentlichen Plätzen predigen, ihre Anhänger zur Feindseligkeit gegen Andersdenkende aufreizen, oder von dem gesellschaftlichen Verkehre mit Andern abhalten, oder einem obrigkeitlichen Verbote zuwider sich und die Mitglieder ihrer Secte durch äussere Kennzeichen zu unterscheiden suchen, sollen mit Gefängnifs nicht unter einem Jahr, und wenn sie ein Staats- oder Kirchenamt bekleiden, mit Dienstentlassung bestraft werden.

199. Wer Beamte oder Diener der Kirche während oder in Beziehung auf ihre Amtsverrichtungen durch beschimpfende Worte, Bewegungen oder Drohungen beleidiget, schriftlich oder mündlich lästert, verspottet oder schmäht, soll mit Gefängnifs bis zu 2 Jahren bestraft werden.

Hat die Beleidigung während ihrer Amtsverrichtungen in der Kirche selbst oder in einer andern öffentlichen Versammlung stattgefunden, so tritt Gefängnifsstrafe nicht unter 2 Jahren ein.

200. Bei thätlicher Mifshandlung von kirchlichen Beamten oder Dienern während oder in Beziehung auf ihre Amtsverrichtungen tritt Gefängnifsstrafe nicht unter 2 Jahren gegen die Schuldigen ein.

Hatte die Mifshandlung in der Kirche selbst oder in einer öffentlichen Versammlung statt, so ist auf Arbeitshaus zu erkennen.

III. Störung des Hausfriedens.

201. Wer, ohne eine Landfriedensbruch zu begehen, in eines Andern Haus und Wohnung widerrechtlich eindringt, und daselbst Handlungen vornimmt, wozu er nicht berechtigt ist, oder den Eigenthümer oder Besitzer durch ungebührliches Benehmen beunruhigt oder belästigt, soll mit Gefängnifs bestraft werden:

I. wenn an einer Person Gewaltthätigkeit verübt worden, nicht unter einem Jahr;

II. wenn an Sachen Gewalt verübt wurde, bis zu 6 Monaten;

III. wenn keines von beiden geschehen, bis zu 3 Monaten.

Der Gebrauch oder das Mitsichführen von Waffen, ferner die Vornahme solcher Rechtsverletzungen in öffentlichen Anstalten, oder zur Nachtzeit sollen als besondere Erschwerungsgründe gelten.

IV. Störung des Friedens einer Körperschaft.

202. Die im Art. 201 bestimmten Strafen werden auch gegen diejenigen erkannt, welche, ohne einen Friedensbruch zu begehen, rechtsmäfsige Versammlungen eines Kreis-, Bezirks- oder Gemeinderathes, oder einer öffentlichen Körperschaft oder Gemeinheit, insbesondere auch einer zu Wahl- oder anderen öffentlichen Geschäften von der Regierung einberufenen Versammlung unbefugt hindern, sich in dieselben eindrängen, deren Handlungen unterbrechen, oder sonst durch ungebührliches Benehmen die Ruhe und Ordnung einer solchen Körperschaft oder ihrer Handlungen stören.

V. Störung des Friedens der Staatseinwohner.

203. Wer in einer Schrift, Rede oder Lehre wissentlich falsche, zur Beunruhigung der Staatseinwohner, zur Störung des öffentlichen Vertrauens oder zur Erregung von Gehässigkeiten geeignete Nachrichten oder Gerüchte über angeblich bevorstehende Regierungsmafsregeln ausstreut, verfällt in Gefängnifsstrafe bis zu 3 Monaten.

204. Wer mündlich oder in einer Schrift die Staatseinwohner zur Zwietracht, zur gegenseitigen Verachtung oder Feindseligkeit auffordert, oder anreizt, soll mit Gefängnifs

bis zu 6 Monaten und im Wiederholungsfalle bis zu einem Jahr gestraft werden.

VI. *Selbsthülfe.*

205. Wer, ausser den in den Gesetzen ausgenommenen Fällen, für eine vermeintliche oder wirkliche Beleidigung sich selbst Recht schafft, oder einen vermeinten oder wirklichen Rechtsanspruch eigenmächtig in Vollzug setzt, ist mit Gefängnifs bis zu einem Monate, wenn aber hiebei die Person eines Andern gewaltthätig überfallen worden ist, mit Gefängnifs bis zu 6 Monaten zu strafen.

206. Beamte, welche sich wegen eines wirklichen oder vermeintlichen Rechtsanspruches aus den in ihrem Amte anvertrauten Geldern eigenmächtig bezahlt machen, sollen mit Disciplinarstrafe, im Rückfalle aber mit Gefängnifs bis zu 6 Monaten und Dienstentlassung bestraft werden.

VII. *Angriff auf die Person.*

207. Der widerrechtliche Angriff auf eine Person wird, sofern derselbe nicht eine andere strafbare That enthält, mit Gefängnifs bis zu drei Monaten, und wenn der Angriff mit Waffen geschehen, oder Gewaltthätigkeit an der Person verübt worden ist, von 14 Tagen bis zu 6 Monaten bestraft.

VIII. *Zweikampf.*

208. Wer aus was immer für einer Ursache, Jemanden zum Zweikampfe mit Waffen herausfordert, und wer auf eine solche Herausforderung sich zum Kampfe stellt, der wird bestraft:

1) mit Gefängnifs von 14 Tagen bis zu 6 Monaten, wenn der Zweikampf keine Verwundung zur Folge gehabt hat;

2) mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn die Verwundung eine Arbeitsunfähigkeit unter 3 Monaten zur Folge hatte;

3) mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren, wenn die Verwundung eine Arbeitsunfähigkeit über drei Monate zur Folge hatte oder der Zweikampf ohne Secundanten oder ohne Zeugen statt hatte;

4) mit Arbeitshaus, wenn dabei ein Theil lebensgefährlich verwundet, oder ohne auf den Tod eines Theiles getroffene Verabredung getödtet worden ist;

5) mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit bei erfolgtem Tode eines Theils, wenn der Zweikampf auf den Tod eines Theils verabredet gewesen ist.

209. Mit Gefängnifs bis zu drei Monaten sind diejenigen zu bestrafen, welche:

1) zum Zweikampfe herausgefordert, oder die Herausfor-

derung angenommen haben, wenn auch derselbe nicht zu Stande gekommen ist;

2) dem Herausgeforderten, welcher den Zweikampf abgelehnt hat, Verachtung gedroht oder bezeigt haben.

210. Gegen denjenigen, welcher den vom andern Theil ihm angetragenen Rechtsweg zurückgewiesen hat, oder, nachdem dieser bereits betreten gewesen, zum Zweikampf wieder zurückgekommen ist, soll dieser Umstand als besonderer Erschwerungsgrund gelten.

211. Ganz straffrei sind diejenigen, welche einem Zweikampfe als Zeugen oder Secundanten beigewohnt haben.

NEUNTES CAPITEL.

Von unerlaubten Verbindungen und Gesellschaften.

1. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 212. Wenn Mehrere ohne Erlaubnifs der Staatsbehörde sich vereinigen, um mit Ausschlufs Anderer — nicht besonders Aufgenommener — unter bestimmten Vereinsformen oder Satzungen zur gemeinschaftlichen Beschäftigung mit Gegenständen, welche auf äussere oder innere Verhältnisse des Staates, auf Religion oder andere öffentliche Zwecke Beziehung haben, sich von Zeit zu Zeit zu versammeln, oder durch Schrift oder andere Zeichen gemeinsamen Verkehr zu pflegen, so werden die Stifter und Vorsteher einer solchen Gesellschaft mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, und an Geld von 50 bis 200 Drachmen, die übrigen Theilnehmer aber mit Gefängnifs bis zu 1 Jahr, und an Geld bis zu 100 Drachmen bestraft.

213. Gleiche Strafen mit Beobachtung des nämlichen Unterschiedes werden erkannt, wenn eine solche Gesellschaft die obrigkeitliche Genehmigung zwar erhalten hat, aber willkührlich in ihrer Bildung oder in ihren Vereinsverhältnissen von den vorgeschriebenen Bedingungen abweicht, oder ihre Verfassung ändert.

214. Wird das Bestehen irgend einer errichteten Gesellschaft, oder werden deren Zwecke, Satzungen, Mitglieder, Zusammenkünfte, Beschlüsse oder Geschäfte in Folge gegenseitiger Verpflichtung zur Verschwiegenheit, oder sonst absichtlich vor der Obrigkeit geheim gehalten, oder falsch angegeben, so tritt gegen die Stifter oder Vorsteher Gefängnifsstrafe nicht unter 2 Jahren und Geldstrafe von 100—500 Drachmen, gegen die übrigen Theilnehmer aber Gefängnifsstrafe von 1 Jahr bis zu 3 Jahren, und Geldstrafe von 50 bis 300 Drachmen ein.

215. Wird die Verpflichtung zur Verschwiegenheit oder Geheimhaltung eidlich erhärtet, oder sonst ein Eid bei der Aufnahme in die geheime Gesellschaft geleistet, so ist jeder Theilnehmer in Arbeitshausstrafe, Stifter und Vorsteher aber in Kettenstrafe auf bestimmte Zeit zu verurtheilen.

216. Unerlaubte Gesellschaften werden aufgelöst, ihre Papiere, Gelder, Geräthschaften und übrigen Effecten confiscirt.

217. Den Stiftern und Vorstehern wird gleichgeachtet:

1) wer im Namen oder für Zwecke einer unerlaubten Gesellschaft einen besondern Dienst, oder eine besondere Geschäftsführung übernimmt;

2) wer für eine solche Gesellschaft anzuwerben versucht, oder wirklich anwirbt;

3) wer wissentlich sein Haus oder seine Wohnung derselben mit oder ohne Vermiethung einräumt, oder darin Zusammenkünfte oder Niederlagen einer solchen Gesellschaft duldet, in sofern er Mitglied der Gesellschaft ist.

218. Als Theilnehmer ist zu bestrafen:

1) wer einer unerlaubten Gesellschaft, ohne Mitglied derselben zu seyn, wissentlich sein Haus oder seine Wohnung, mit oder ohne Vermiethung, einräumt oder darin Zusammenkünfte oder Niederlagen derselben duldet;

2) wer wissentlich den Versammlungen einer solchen Gesellschaft als Gast beiwohnt, für dieselbe besondere Vereinszeichen oder Geräthe verfertigt, oder ihrer Wirksamkeit auf irgend eine Weise Vorschub leistet.

219. Wer ohne obrigkeitliche Erlaubnifs in irgend eine ausländische Gesellschaft, wie solche im Art. 212 beschrieben ist, sich einläfst, wird, wenn die Absicht einer solchen Gesellschaft auf Staats- oder Religionssachen oder auf andere öffentliche Zwecke Beziehung hat, an Geld von 10—100 Drachmen und mit Gefängnifs bis zu einem Jahr; wenn aber die Absicht derselben vorsätzlich geheim gehalten oder falsch angegeben worden ist, mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren und an Geld von 50 bis zu 200 Drachmen bestraft.

220. Jeder wegen Theilnahme an einer geheimen Gesellschaft Verurtheilte steht nach überstandener Strafe unter polizeilicher Aufsicht nach Vorschrift des Art. 34 bis 37, und soll des Dienstes entlassen werden, wenn er ein öffentlicher Beamter oder Diener ist.

221. Mit einer Geldstrafe von 16 bis 200 Drachmen werden diejenigen gestraft, welche ihre Wohnung ganz oder zum Theil einer öffentlichen, wenn auch obrigkeitlich erlaubten, Gesellschaft zur Benutzung einräumen, ohne vorher der Ortspolizei die nöthige Anzeige gemacht zu haben.

II. *In Beziehung auf Religionssecten.*

222. Gegen Stifter, Verbreiter und Theilnehmer neuer, von der Staatsregierung nicht aufgenommener Religionssecten ist nach den Bestimmungen der Art. 212 bis 221 über unerlaubte Gesellschaften zu verfahren.

III. *Unerlaubte Verbindung öffentlicher Körperschaften.*

223. Die Vorschriften der Art. 212 ff. über unerlaubte Gesellschaften kommen in Anwendung, wenn in einer öffentlichen Körperschaft besondere, von der Staatsbehörde nicht ausdrücklich genehmigte Nebenvereine unter eigenen Formen, Satzungen oder Verabredungen gebildet werden.

224. Wenn eine öffentliche Körperschaft oder ein Theil derselben in dieser ihrer Eigenschaft sich an andern Orten zu andern Zeiten, unter andern Formen oder zu andern Zwecken als denjenigen versammelt, welche durch Gesetz, Ordnung oder besondere Erlaubnifs der Staatsbehörde genehmigt sind; wenn öffentliche Körperschaften, ausser den in ihren Ordnungen bestimmten Fällen, ohne Genehmigung der Obrigkeit in gegenseitigen schriftlichen Verkehr oder gemeinsamen Verband treten, so werden die Schuldigen, und zwar die Vorsteher mit Gefängnifs bis zu 6 Monaten und an Geld bis zu 100 Drachmen, die übrigen Theilnehmer mit Gefängnifs bis zu 2 Monaten und an Geld bis zu 50 Drachmen gestraft; vorbehaltlich der Bestimmungen über unerlaubte Gesellschaften, wenn dergleichen Versammlungen oder Verbindungen vor der Obrigkeit verborgen gehalten werden.

225. Die nämlichen Strafen und der nämliche Vorbehalt für den Fall des Verborgenhaltens kommen zur Anwendung, wenn von einer öffentlichen Körperschaft, ihren Vorstehern oder einzelnen Mitgliedern entweder über Gegenstände, welche ihrer gesetzlichen Wirksamkeit fremd sind, oder mit Umgehung der erforderlichen Genehmigung der Staatsbehörde Verordnungen und Bekanntmachungen erlassen, neue Satzungen eigenmächtig gemacht, oder die vorgeschriebenen Satzungen willkührlich verändert, Handlungen unbefugter Gerichtsbarkeit ausgeübt, ungebührliche Auflagen oder Beiträge erhoben oder unerlaubte Werbungsmittel geltend gemacht werden.

Andere Verletzungen der in der Vereinsordnung einer Körperschaft enthaltenen gebietenden oder verbietenden Bestimmungen, insbesondere über den Ein- oder Austritt der Mitglieder werden mit Geldstrafe bis zu 50 Drachmen belegt.

ZEHNTES CAPITEL.

Von der Anmaſsung nutzbarer Regalien, nicht übertragener Aemter oder Dienste, und anderer Rechte und Vorzüge.

Art. 226. Wer sich eines der nutzbaren Regalien widerrechtlich und wissentlich anmaſst, soll mit einer dem doppelten Betrag des der Staatscasse zugefügten Schadens gleichkommenden Geldstrafe, nie aber unter 50 Drachmen, belegt werden.

227. Wer, ohne dazu auf gesetzliche Weise ernannt worden zu seyn, sich ein Civil-, Kirchen-, Gemeinde- oder Militäramt oder irgend eine Würde anmaſst, oder eine Handlung vornimmt, zu deren Vornahme blos Civil-, Kirchen-, Gemeinde- oder Militärbeamte berechtigt sind, soll mit Gefängniſsstrafe bis zu 2 Jahren und mit Geldstrafe von 100 bis 500 Drachmen belegt werden.

228. Wer öffentlich die Uniform oder sonstige Ehrenauszeichnung eines öffentlichen Beamten oder Dieners, einen Orden, oder einen Titel getragen und geführt hat, welche ihm nicht auf gesetzliche Weise verliehen worden sind, soll mit Gefängniſsstrafe bis zu 3 Monaten und Geldstrafe bis zu 100 Drachmen belegt werden.

229. Auf die Strafe des Arbeitshauses soll dann erkannt werden, wenn sich Jemand die Ausübung eines ihm nicht übertragenen Amtes in der Absicht anmaſst, oder sich einer ihm nicht verliehenen Uniform, eines Ordens, oder einer sonstigen Ehrenauszeichnung in der Absicht bedient, um den Staat oder einen Privaten zu beschädigen, zu betrügen, oder einen andern unerlaubten Vortheil zu erlangen.

230. Jeder, der, ohne nach dem Gesetzbuche über das Civilverfahren Verwandter, Streitgenosse oder Anwalt zu seyn, für einen Andern vor Gericht erscheint, oder für denselben gerichtliche Vorträge hält, oder andere gerichtliche Handlungen vornimmt, oder das Amt eines Notars ausübt, ohne dazu gehörig ernannt worden zu seyn, oder seine Amtsbefugniſs überschreitet, ist deshalb in Gefängniſsstrafe von einem Monat bis zu sechs Monaten, in Geldstrafe von 100 bis 1000 Drachmen, und in die dadurch entstandenen Schäden und Kosten zu verurtheilen.

Erscheint dabei ein bereits angestellter Anwalt oder Notar als Theilnehmer, so ist derselbe in Geldstrafe von 1000 bis 2000 Drachmen, in Gefängniſsstrafe von zwei Monaten bis zu einem Jahre zu verurtheilen und auf zwei Monate bis zwei Jahre vom Amte zu suspendiren.

231. Wer sich die Ausübung eines öffentlichen Dienstes, insbesondere die Verrichtungen eines Sensals, Mäklers, Arz-

tes, Wundarztes, einer Hebamme, eines Gerichtsboten, oder eines andern öffentlichen Dienstes anmaſst, ohne dazu von Seite der Staatsregierung berechtigt zu seyn; wer die Ausübung eines ihm zustehenden öffentlichen Dienstes über die Grenzen seiner Befugniſs auf Verrichtungen ausdehnt, welche ihm untersagt sind, soll mit Gefängniſs bis zu drei Monaten und an Geld bis zu 100 Drachmen bestraft werden.

232. Jedes im Falle der Art. 227 bis 231 erlassene verurtheilende Erkenntniſs soll nach erlangter Rechtskraft durch eine von dem Gerichtsvorstand zu bestimmende inländische Zeitung oder ein anderes periodisches Blatt auf Kosten des Verurtheilten bekannt gemacht werden.

Auch soll das durch die Anmaſsung Erhobene zurückerstattet werden.

233. Wer ohne besondere ausdrückliche Erlaubniſs die Namen des Königs, seiner Gemahlin, des Thronerben, einer andern Person des Königlichen Hauses oder eines Reichsverwesers irgend einer Unternehmung oder Anstalt beilegt, oder sich dazu Königlicher Formen, Wappen und Livreen bedient, verfällt in Gefängniſs von 3 bis zu 14 Tagen.

EILFTES CAPITEL.

Von dem Falschmünzen, Münzverfälschen, und von andern das Münzwesen betreffenden strafbaren Handlungen.

Art. 234. Wer im Königreiche nicht ausser Curs gesetzte Geldmünzen auf was immer für eine Art unbefugter Weise nachmacht, soll wegen Falschmünzens bestraft werden:

I. mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn Gold- oder Silbermünzen, und zwar von geringerer inneren Güte, als welche die ächten Münzen dieser Art haben, verfertigt worden sind;

II. mit Arbeitshaus, wenn Kupfermünzen nachgemacht, oder an den nachgemachten Gold- oder Silbermünzen der innere Werth, welchen die ächten Münzen dieser Art haben, nicht verringert worden ist.

Hat der Falschmünzer solche nachgemachte Münzen wirklich in Umlauf gesetzt, so ist dieser Umstand bei Zumessung der Strafe als besonderer Erschwerungsgrund zu betrachten.

235. Wer im Königreiche nicht ausser Curs gesetzte Münzen ihrem inneren Werthe nach verändert und solche verfälschte Münzen in Umlauf setzt, ist wegen Münzverfälschung zu strafen

I. mit Arbeitshaus, wenn dieses durch Beschneiden oder Durchlöchern der ächten Münzen oder durch andere ähnliche Mittel,

II. mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn dieses auf andere, mehr täuschende und weniger erkennbare Art geschehen ist.

236. Wer im Königreiche ausser Curs gesetzte Münzen nachmacht oder verfälscht, und diese falschen oder verfälschten Münzen in Umlauf bringt, wird mit Gefängniſs nicht unter zwei Jahren bestraft.

237. Groſse und täuschende Aehnlichkeit der falschen oder verfälschten Münzen mit den ächten und unverfälschten gilt in den Fällen der Art. 234, 235 N° II. und Art. 236 als besonderer Erschwerungsgrund.

238. Wer in der Absicht, Geldmünzen nachzumachen, sie mögen ausser Curs gesetzt seyn oder nicht, die dazu dienenden Werkzeuge sich verschaffen soll, wenn davon noch kein Gebrauch gemacht worden, mit der Strafe des Versuches belegt werden.

239. Derjenige, bei welchem Münzstempel, Formen oder andere zum Münzen dienende Werkzeuge gefunden worden, ohne daſs er die unschuldige Ursache seines Besitzes wahrscheinlich machen kann, wird mit Gefängniſs bis zu sechs Monaten bestraft.

240. Wer im Falschmünzen oder Münzverfälschen Anleitung oder Unterricht gibt; wer im Einverständniſs mit Falschmünzern oder Münzverfälschern denselben Münzstempel, Formen oder andere hiezu dienliche Werkzeuge oder Materialien verfertigt oder verschafft; wer in gleichem Einverständniſs die falschen oder verfälschten Münzen in Umlauf bringt, wird wie der Falschmünzer oder Münzverfälscher selbst bestraft.

241. Wer ohne Einverständniſs mit Falschmünzern oder Münzverfälschern, aber ohne Auftrag einer zuständigen Behörde Münzstempel oder andere zum Münzen dienende Werkzeuge verfertigt, oder an einen Andern als an diese Behörde abliefert, ist mit Gefängniſs bis zu sechs Monaten zu strafen.

242. Wer von einer Falschmünzerei oder Münzverfälschung, von einer Niederlage, oder von den Verbreitern falscher oder verfälschter Münzen Kenntniſs hat, und davon nicht innerhalb 24 Stunden nach erlangter Wissenschaft der Obrigkeit die Anzeige macht, soll deswegen mit Gefängniſs gestraft werden, wenn er nicht zu den im Art. 130 Abs. 3 genannten Personen gehört.

243. Die zum Falschmünzen oder Münzverfälschen dienenden Stempel, Formen, Geräthschaften und Materialien, sowie die falschen oder verfälschten Münzen selbst, sollen confiscirt werden.

244. Wer unächten oder verrufenen Metallstücken, oder auch ächten unverrufenen, jedoch geringer geltenden Münzen

den äusseren Schein ächter oder gültiger oder höher geltender Münzen gegeben, und solche Stücke in Umlauf gesetzt hat, soll, wenn der bezogene Gewinn mehr als 100 Drachmen beträgt, mit Arbeitshaus, in jedem andern Falle aber mit Gefängniſs nicht unter 6 Monaten bestraft werden.

Ausserdem hat noch der Thäter den vierfachen Werth des erweislich bezogenen Gewinnes als Strafe zu erlegen.

245. Wer ohne Einverständniſs mit dem Falschmünzer oder Münzverfälscher wissentlich unächte oder verfälschte Münzen einwechselt und wieder ausgibt, oder ausser Cours gesetzte Münzen einführt oder verbreitet, ist mit Gefängniſs nicht unter 3 Monaten zu strafen.

246. Wer falsche oder verfälschte Münzen, die er selbst ausser dem Falle des vorigen Artikels in Zahlung empfangen hat, wissentlich wieder ausgibt, ist mit einer Geldstrafe, welche den vierfachen Werth der ausgegebenen Geldstücke, in keinem Falle aber weniger als 20 Drachmen betragen soll, zu bestrafen.

ZWÖLFTES CAPITEL.

Von Fälschung der Urkunden und öffentlichen Creditpapiere.

I. Im Allgemeinen.

Art. 247. Wer Urkunden, als wären sie von einem Andern ausgefertigt, auf dessen Namen ausstellt; wer die Unterschrift oder das Siegel eines Andern in einer Urkunde nachahmt, oder zu einer falschen, von diesem nicht ausgestellten Urkunde miſsbraucht; wer den Inhalt einer ächten Urkunde durch Veränderung, Zusatz oder Auslöschung von Worten, Buchstaben, Zahlen oder Unterscheidungszeichen entstellt, der macht sich der Urkundenfälschung schuldig.

II. Der öffentlichen Urkunden.

248. Die Fälschung

1) an Urkunden, welche mit der Unterschrift des Königs, oder mit dem Königlichen Staatssiegel, oder dem Siegel des Staatsrathes oder eines der Königlichen Staatsministerien ausgefertigt sind;

2) an Urkunden, welche von andern Staatsbehörden ausgefertigt und beglaubigt sind;

3) an Protocollen der Gerichte oder anderer Staatsbehörden und an beglaubigten Abschriften derselben, desgleichen an den mit den vorschriftsmäſsigen Beglaubigungs- oder Expeditionszeichen versehenen Concepten der amtlichen Ausfertigungen, welche bei den Acten der Gerichte oder Staatsbehörden aufbewahrt werden;

4) an den unter amtlichem Glauben hergestellten oder zu führenden Grund- und Hypothekenbüchern, Steuerkatastern,

Lagerbüchern, Tauf-, Heiraths- und Sterberegistern u. dgl. sammt den hieraus mit amtlicher Beglaubigung gefertigten Auszügen;

5) an Notariatsinstrumenten und Notariatsprotocollen, woraus jene Instrumente gefertigt werden, desgleichen an den von Notaren förmlich aufgenommenen Wechselprotesten und von ihnen gefertigten Zeugnissen und Beglaubigungen;

6) an Creditpapieren öffentlicher Corporationen und bestätigter Creditvereine;

wird bestraft:

I. mit Arbeitshaus, wenn auch von einer solchen falschen oder verfälschten Urkunde noch kein Gebrauch gemacht worden ist;

II. mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn davon auf irgend eine Weise Gebrauch gemacht worden ist.

249. Wer insbesondere unächte Pässe, Marschrouten, Militärabschiede, oder amtliche Certificate oder Zeugnisse irgend einer Art verfertigt, oder ursprünglich ächte verfälscht, soll mit Gefängniſs von 3 Monaten bis zu zwei Jahren belegt werden, wenn davon Gebrauch gemacht wurde, sonst aber mit Gefängniſs von einem Monat bis zu einem Jahr.

250. Gefängniſsstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr tritt gegen denjenigen ein, welcher sich unter einem falschen Namen einen Paſs, eine Marschroute, oder ein amtliches Certificat von der dazu competenten Behörde ausstellen läſst.

Gleiche Strafe findet gegen die Zeugen statt, auf deren Aussage hin ein solcher Paſs oder ein solches Zeugniſs ausgestellt worden ist.

251. Arbeitshausstrafe tritt dann ein, wenn die im Art. 249 genannten falschen oder verfälschten Urkunden wissentlich von öffentlichen Beamten ausgestellt, oder von ihnen in ächten Urkunden dieser Art, wissentlich unwahre Thatsachen als wahr bestätigt oder als wahr beurkundet worden sind, ohne Unterschied ob von solchen Urkunden Gebrauch gemacht wurde oder nicht.

252. Oeffentliche Beamte, welche ausser dem Falle des vorigen Artikels Pässe oder Marschrouten an fremde, ihnen persönlich unbekannte Personen unter falschem Namen ausstellen, sollen, wenn sie sich nicht durch die Aussage zweier angesessenen, ihnen bekannten Bürger über deren Identität Gewiſsheit zu verschaffen gesucht haben, mit Gefängniſsstrafe von einem Monat bis zu drei Monaten belegt werden.

253. Die im vorigen Artikel bestimmte Strafe tritt auch gegen Notare ein, welche für fremde, ihnen persönlich unbekannte Partheien unter falschem Namen instrumentiren, wenn sie die Beiziehung von zwei gehörig befähigten Zeugen,

um sich die nöthige Gewifsheit über die Identität der Personen zu verschaffen, unterlassen haben.

254. Wer von den in Art. 249 — 253 erwähnten ächten oder unverfälschten Urkunden für andere Personen oder Zwecke, als für welche sie ausgestellt sind, Gebrauch macht, soll mit Gefängnifs bis zu 6 Monaten gestraft werden.

255. Ein Staatsbeamter, welcher Urkunden, Verhandlungen, Willenserklärungen, oder Aussagen von Betheiligten oder Zeugen, die er vermöge seines Amtes abzufassen oder aufzubewahren hat, durch Auslassung, Zusatz oder Veränderung wissentlich entstellt; bei Abfassung oder Aufnahme derselben erdichtete oder unterschobene Personen, desgleichen falsche Zeit oder Ortsbestimmungen aufführt; wissentlich unwahre Thatsachen als wahr unter amtlichem Glauben bestätigt oder beurkundet; Acten, Urkunden, oder andere Schriften, welche ihm seines Amtes wegen anvertraut oder zur Aufbewahrung übergeben sind, verfälscht, soll mit Arbeitshaus gestraft werden.

Wenn aber die That in der Absicht geschehen, sich oder einem Andern einen unerlaubten Vortheil zu verschaffen, oder den Staat oder einen Privaten in Nachtheil zu bringen, so ist auf Kettenstrafe auf bestimmte Zeit zu erkennen.

III. Der Privaturkunden.

256. Die Fälschung an Urkunden, welche mit Privatunterschrift versehen sind, nicht auf amtlichem Glauben beruhen und den Beweis, das Daseyn oder Nichtdaseyn, die Erwerbung, Abtretung oder Auflösung von Rechten und Verbindlichkeiten zum Gegenstande haben, besonders an letztwilligen Verordnungen, Contracten, Wechsel- und Creditbriefen, Schuldscheinen, Quittungen, Vollmachten, Verzichtleistungen, Privatrechnungen, Handelsbüchern, Briefen, sofern diese dazu bestimmt gewesen oder gebraucht worden, unter Privatpersonen Rechtsverhältnisse zu beweisen, endlich an Urkunden auswärtiger öffentlicher Behörden, wenn sie nicht von inländischen Beamten in dieser Eigenschaft beglaubigt sind, soll bestraft werden:

I. mit Gefängnifs nicht unter drei Monaten, wenn von der gefälschten Urkunde noch kein Gebrauch gemacht wurde;

II. mit Arbeitshaus, wenn davon auf irgend eine Art Gebrauch gemacht worden ist;

III. mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn die Fälschungen an trassirten Wechseln oder an Creditbriefen geschehen, und der Schuldige entweder wenigstens drei zugleich zu strafende Fälschungen dieser Art begangen oder wegen einer solchen Fälschung schon einmal Strafe erlitten hat.

257. Wer an Privaturkunden, welche den im Art. 256 benannten Zweck und Gegenstand nicht haben, insbesondere an Zeugnissen, Certificaten oder Briefen Fälschung begeht, soll, wenn dieses zum Zwecke der Fälschung und um für sich oder einen Andern einen Vortheil zu erlangen, oder um Andere zu beschädigen, geschehen ist, mit Gefängniſs bis zu einem Jahre gestraft werden.

258. Der wissentlich gemachte Gebrauch von einer falschen oder verfälschten öffentlichen oder Privaturkunde von Seite eines Dritten wird gleich der Fälschung gestraft.

IV. Der Creditpapiere.

259. Wer in Ansehung der von einer in- oder ausländischen Staatskasse ausgestellten Schuld- oder Pfandverschreibungen eine Fälschung begeht, soll

I. wenn solche Papiere nachgemacht worden sind, mit Kettenstrafe von 12 bis 20 Jahren;

II. wenn sie verfälscht worden sind, mit Kettenstrafe bis zu 15 Jahren bestraft werden.

260. Was wegen Falschmünzens und Münzverfälschens in den Art. 238—243 und 245 bestimmt ist, kommt auch bei Nachahmung oder Verfälschung der Staatsschuld- oder Pfandverschreibungen zu analoger Anwendung.

DREIZEHNTES CAPITEL.

Von Fälschungen der öffentlichen Siegel und Stempel.

Art. 261. Wer das groſse oder kleine Staatssiegel oder das Amtssiegel einer öffentlichen Behörde für sich oder einen Andern ohne amtlichen Auftrag verfertigt oder verfertigen läſst, wer ein solches ächtes oder nachgemachtes Siegel wissentlich in unerlaubten Besitz nimmt, soll, wenn er davon zur Begehung einer andern strafbaren That keinen Gebrauch macht, mit Gefängniſs nicht unter 6 Monaten, wenn er aber davon Gebrauch macht, mit Arbeitshaus gestraft werden.

262. Wer Stempel oder andere Zeichen, mit welchen Waaren, Maſse oder Gewichte und andere ähnliche Gegenstände unter öffentlicher Autorität bezeichnet werden, nachmacht oder fälscht, oder sich solcher nachgemachter oder falscher Stempel wissentlich bedient, soll mit Arbeitshaus bestraft werden.

263. Wer dergleichen Stempel oder andere Zeichen ohne amtlichen Auftrag verfertigt oder verfertigen läſst, oder einen solchen Stempel, er sey ächt oder unächt, wissentlich in unerlaubten Besitz nimmt, soll, wenn davon noch kein Gebrauch gemacht worden ist, mit Gefängniſs nicht unter 3 Monaten gestraft werden.

264. Grofse und täuschende Aehnlichkeit der nachgemachten oder verfälschten öffentlichen Siegel und Stempel mit den ächten und unverfälschten gilt bei Ausmessung der Strafe als besonderer Erschwerungsgrund.

Die nachgemachten oder verfälschten, oder in unerlaubtem Besitz genommenen Siegel, Stempel und Zeichen der erwähnten Art, desgleichen die damit gesiegelten Urkunden und gestempelten Gegenstände werden confiscirt.

VIERZEHNTES CAPITEL.

Vom Meineide, Eidesbruch und falscher Aussage.

I. Meineid.

Art. 265. Wer in einer Untersuchungssache, es sey für oder gegen den Beschuldigten, vor Gericht einen Eid wissentlich falsch geschworen oder unter Beziehung auf einen schon geleisteten Eid wissentlich etwas Unwahres vor Gericht behauptet, oder ausgesagt hat, der soll wegen Meineides bestraft werden:

I. bei falschem Zeugnifs in einer Untersuchung wegen Verbrechen:

1) mit Arbeitshaus, wenn die Strafe des angeschuldigten Verbrechens in Arbeitshaus besteht;
2) mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn diese Strafe auf das angeschuldete Verbrechen gesetzt wird;
3) mit lebenslänglicher Kettenstrafe, wenn das angeschuldete Verbrechen lebenslängliche Ketten- oder Todesstrafe nach sich ziehen konnte;

II. bei falschem Zeugnifs in einer Untersuchung wegen Vergehen oder Polizeiübertretungen mit Arbeitshaus.

266. Wer in einer Civilstreitigkeit als Zeuge oder Kunstverständiger in fremder Sache, oder als Parthei in eigner Sache, als Bevollmächtigter für den Vollmachtgeber, als Vormund für einen Minderjährigen oder als sonstiger gesetzlicher Vertreter für die von ihm vor Gericht vertretene Parthei, einen gerichtlichen Eid wissentlich falsch geschworen hat, der ist mit Arbeitshaus zu bestrafen.

Wegen des Schätzungseides in Civilsachen ist die Untersuchung wegen Meineides unzulässig.

267. Wer sich in einer Civil- oder Untersuchungssache einer Fälschung von Urkunden oder des Gebrauches wissentlich falscher Urkunden schuldig macht; oder Urkunden, desgleichen andere Beweismittel unterdrückt; oder die Ablegung der Zeugschaft oder des Zeugeneides beharrlich verweigert, soll gleich einem meineidigen Zeugen bestraft werden.

268. In Civilsachen, sowie bei Untersuchungen wegen Vergehen oder Polizeiübertretungen, tritt Kettenstrafe auf be-

stimmte Zeit ein, wenn der Meineidige Geld oder andere Belohnung oder wenigstens Versprechungen erhalten hat.

Was dem Meineidigen als Lohn gegeben oder versprochen worden ist, soll confiscirt werden.

269. Die an Eidesstatt gebräuchlichen Bekräftigungsformeln der Mennoniten oder anderer Sectirer, welche nach ihren Religionsgrundsätzen keinen Eid leisten, sind, rücksichtlich der Strafe des Meineides, dem Eide selbst gleich zu achten.

II. *Eidesbruch, falsche Handgelübde und unbeschworne Aussagen.*

270. Wer ein gültiges Versprechen oder eine andere ihm obliegende Verbindlichkeit zu künftigen Handlungen oder Unterlassungen durch einen abgelegten Eid oder durch ein statt des Eides gegebenes Handgelübde vor Gericht bekräftigt, diese Aussage aber mit Wissen und Willen gebrochen hat; wer als Parthei, Zeuge oder Sachverständiger ein Handgelübde statt des Eides vor Gericht falsch abgelegt hat; wer sich zu einem falschen Eide vor Gericht bereit erklärt, diesen aber deswegen, weil er vom Gegentheile für geleistet angenommen worden ist, nicht abgeschworen hat, soll mit Gefängniſs nicht unter 6 Monaten bestraft werden.

III. *Falsche Aussagen vor der Obrigkeit.*

271. Wer ausserdem bei Vernehmungen, welche eine Obrigkeit von Amtswegen mit ihm vornimmt, oder bei Anzeigen an sie wissentlich falsche Thatsachen oder Verhältnisse angibt, wird mit Gefängniſs bis zu einem Monat oder an Geld bis zu 100 Drachmen bestraft.

FÜNFZEHNTES CAPITEL.

Von Verletzungen der Sittlichkeit.

I. *Von Verletzung der Sittlichkeit überhaupt.*

Art. 272. Wer mit öffentlichem Aergerniſs oder mit absichtlicher Verführung durch Verbreitung unzüchtiger Schriften oder bildlicher Darstellungen die Sittlichkeit verletzt, soll mit Gefängniſs bis zu einem Jahre, und wer in gleicher Art durch unzüchtige Handlungen, welche nicht besonders in diesem Gesetzbuche mit Strafe belegt sind, die Schamhaftigkeit beleidigt, soll mit Gefängniſs bis zu 3 Monaten bestraft werden.

Der Thäter ist, wenn er ein geistliches oder weltliches Amt bekleidet, desselben sogleich zu entlassen.

Mit der dritten Bestrafung soll die besondere Polizeiaufsicht angeordnet werden.

II. *Nothzucht.*

273. Wer eine Person weiblichen oder männlichen Geschlechts durch körperliche Gewalt oder Drohungen, die mit

dringender Gefahr für Leib oder Leben verbunden sind, zur Unzucht nöthigt, oder eine Person durch arglistige Betäubung ihrer Sinne ausser Stand der Abwehr setzt, und in diesem Zustande zur Unzucht mifsbraucht, soll wegen Nothzucht bestraft werden:

I. mit lebenslänglicher Kettenstrafe, wenn die genothzüchtigte Person durch die, jedoch ohne mörderische Absicht, vollbrachte That ihr Leben verloren;

II. mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn die genothzüchtigte Person durch die That an ihrer Gesundheit Nachtheil erlitten hat, oder die Nothzucht an einem Menschen unter 12 Jahren begangen worden ist;

III. ausser den vorstehenden Fällen mit Arbeitshaus.

III. Verführung zur Unzucht.

274. Wer ausser dem Falle des vorigen Artikels eine Person, die das 12te Lebensjahr noch nicht zurückgelegt hat, zur Unzucht mifsbraucht, ist, nach Verschiedenheit der im vorhergehenden Artikel genannten Fälle, gleich einem Nothzüchtiger zu strafen.

275. Haben sich Stief- oder Pflegeältern, Vormünder, Erzieher oder Lehrmeister, Schullehrer oder Vorsteher und Aufseher öffentlicher Anstalten, insbesondere auch Religionslehrer oder Geistliche, an ihren Pfarr- oder Pflegekindern, Mündeln, Zöglingen oder Untergebenen einer solchen That schuldig gemacht, so soll dieses Verhältnifs des Thäters zum Verführten bei Ausmessung der Strafe als besonderer Erschwerungsgrund gelten.

276. Die im vorhergehenden Artikel genannten Personen sollen, wenn die von ihnen zur Unzucht mifsbrauchte Person das 12te Jahr ihres Lebens erreicht oder zurückgelegt hatte, mit Gefängnifs nicht unter 6 Monaten, Religionslehrer, Schullehrer, Vorsteher oder Aufseher öffentlicher Anstalten aber noch überdies mit Dienstentlassung bestraft werden.

277. Die in den beiden vorhergehenden Artikeln genannten Personen sollen ausserdem noch jeder Tutel und Curatel, ferner jeder Theilnahme an einem Familienrathe für unfähig, und aller ihnen an der mifsbrauchten Person zuständigen Rechte für verlustig erklärt werden.

278. Wer eine wahnsinnige, berauschte oder sonst betäubte Person zur Unzucht mifsbraucht, ist mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren zu strafen.

279. Dienstboten und Hausgenossen, welche ein dem Hausvater oder der Hausfrau anverwandte, oder ihrer Gewalt, Vormundschaft, Curatel oder Pflege untergebene, zur nämlichen Haushaltung gehörige minderjährige Person über 12

Jahre mifsbraucht haben, werden mit Gefängnifs von 6 Wochen bis zu einem Jahre gestraft.

IV. *Allgemeine Bestimmungen über Nothzucht und Verführung zur Unzucht.*

280. Wegen Nothzucht und Verführung zur Unzucht an einer Person weiblichen Geschlechts kann Untersuchung und Strafe nur auf Verlangen oder Anzeige der genothzüchtigten oder verführten Person, ihrer Aeltern und Pflegeältern, ihres Vormundes, Curators oder Ehegatten verhängt werden; es wäre denn, dafs diese Thaten von den im Art. 275 und 276 genannten Personen, oder unter Umständen vollbracht sind, welche öffentliches Aufsehen und Aergernifs erregt haben, oder dafs die Nothzucht die im Art. 273 N° I. bestimmte Folge gehabt hat.

V. *Blutschande.*

281. Aeltern und Blutsverwandte in aufsteigender Linie, welche mit ihren Kindern oder andern Abkömmlingen, dann leibliche voll- oder halbbürtige eheliche Geschwister, welche mit einander Unzucht verüben, sollen mit Arbeitshaus bestraft werden.

Auch sollen die Aeltern, welche dieses Verbrechen begangen haben, aller älterlichen Rechte verlustig und der Erbfolge in das Vermögen dieser ihrer Kinder unfähig seyn.

Kinder und andere Abkömmlinge, welche sich nach zurückgelegtem 12ten Jahre in solcher Art mit ihren Aeltern und Blutsverwandten in aufsteigender Linie vergangen haben, werden mit Gefängnifs nicht unter 6 Monaten bestraft.

VI. *Widernatürliche Unzucht.*

282. Wer sich widernatürlicher Unzucht schuldig macht, soll, vorbehaltlich der nach Art. 274 verwirkten höheren Strafe, mit Gefängnifs nicht unter einem Jahre gestraft und unter polizeiliche Aufsicht gestellt werden.

VII. *Doppelehe.*

283. Ein Ehegatte, welcher, bei noch fortdauernder gültiger Ehe, wissentlich, dafs der Ehegatte noch lebe, zur Abschliefsung einer neuen Ehe geschritten ist, soll mit Arbeitshaus bestraft werden.

284. Eine ledige Person, mit welcher die zweite Ehe geschlossen worden ist, soll, wenn dieselbe von dem Fortbestehen der ersten Ehe Kenntnifs hatte, mit Gefängnifsstrafe nicht unter 2 Jahren belegt werden.

285. Die im vorigen Artikel bestimmte Strafe tritt auch gegen Civilstandsbeamte und Geistliche ein, welche wissentlich, dafs die erste Ehe noch fortbesteht, zur Abschliefsung einer zweiten amtlich mitgewirkt haben.

VIII. *Vom Ehebruche.*

286. Die Verletzung der ehelichen Treue durch Ehebruch wird nur auf Klage oder Denunciation des beleidigten Theiles gestraft, alsdann aber mit Gefängniſs, und zwar:

I. an der Ehefrau von 3 Monaten bis zu 2 Jahren;

II. an dem Ehemanne bis zu 6 Monaten.

Begeht ein verheiratheter Mann mit eines Andern Ehefrau den Ehebruch, so liegt darin gegen beide ein besonderer Erschwerungsgrund.

SECHSZEHNTES CAPITEL.

Von strafbaren, gegen das Leben Anderer gerichteten Handlungen.

I. *Tödtung.*

A. *Im Allgemeinen.*

Art. 287. Um eine Beschädigung oder Verwundung für tödtlich zu halten, wird mehr nicht als die Gewiſsheit erfordert, daſs dieselbe als wirkende Ursache den Tod des Beschädigten oder Verwundeten hervorgebracht habe.

Es hat sonach auf die rechtliche Beurtheilung der Tödtlichkeit einer Beschädigung oder Verwundung keinen Einfluſs, ob dieselbe in andern Fällen durch Hülfe der Kunst etwa schon geheilt worden ist oder nicht; ob der tödtliche Erfolg in dem gegenwärtigen Falle durch zeitige zweckmäſsige Kunsthülfe hätte verhindert werden können; ob die Beschädigung oder Verwundung unmittelbar oder durch andere, jedoch durch sie selbst in Wirksamkeit gesetzte Zwischenursachen den Tod bewirkt habe; ob endlich dieselbe allgemein tödtlich sey, oder nur wegen der eigenthümlichen Leibesbeschaffenheit des Getödteten, oder wegen der zufälligen Umstände, unter welchen sie ihm zugefügt worden, den Tod hervorgebracht habe.

B. *Insbesondere.*

1. *Mord.*

288. Wer die von ihm verursachte Tödtung mit Vorbedacht beschlossen oder mit Ueberlegung ausgeführt hat, soll als Mörder mit dem Tode bestraft werden.

2. *Vergiftung.*

289. Wer einem Andern Gift oder andere Substanzen, welche den Tod zur Folge haben können, auf welche Art es sey, absichtlich beigebracht hat, soll nach folgenden Unterschieden bestraft werden:

I. wenn es in der Absicht zu tödten geschehen und der Vergiftete durch die Vergiftung entweder gestorben, oder in eine gewiſs oder wahrscheinlich unheilbare Geisteszerrüttung oder Krankheit des Körpers versetzt worden ist, mit dem Tode; ausserdem mit lebenslänglicher Kettenstrafe;

II. wenn es in der Absicht zu schaden geschehen, mit dem Tode alsdann, wenn der Vergiftete durch die Vergiftung gestorben ist; mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn die Vergiftung eine Geisteszerrüttung oder Krankheit der in vorbergehender Nr I beschriebenen Art zur Folge gehabt hat, ausserdem mit Arbeitshaus.

290. Wer Brunnen, Cisternen, Wasserleitungen, Quellen, öffentlich verkäufliche Waaren, oder überhaupt solche Sachen, wodurch eine bestimmte Menschenzahl Leben oder Gesundheit verlieren kann, absichtlich vergiftet, soll, wenngleich Niemand dadurch beschädigt worden ist, mit dem Tode bestraft werden.

291. Wer sich einer Vergiftung aus Unvorsichtigkeit oder Fahrlässigkeit schuldig gemacht hat, der soll im Falle des Art. 290 mit Gefängniſs nicht unter einem Jahre; ausserdem aber

1) bei erfolgter Tödtung nach Art. 300;
2) bei erfolgter Beschädigung nach Art. 310 bestraft werden.
3) Hat die fahrlässige Vergiftung keine Folgen gehabt, so findet Gefängniſs bis zu einem Monat statt.

Wer jedoch den Schaden, welcher aus seiner unvorsichtigen Vergiftung entstehen konnte, sogleich entweder selbst, oder durch schleunig herbeigerufene obrigkeitliche oder andere Hülfe abwendet, oder abzuwenden sucht, bleibt von jeder Strafe frei.

292. Wer die bei ihm verkäuflichen Nahrungs- oder Arzneimittel mit Dingen verfälscht, die der Gesundheit nachtheilig sind; wer wissentlich solche verfälschte Waaren verkauft, der soll mit Gefängniſs nicht unter 3 Monaten, beim Rückfalle aber mit Arbeitshaus gestraft werden.

3. *Todtschlag.*

293. Wer eine Tödtung ohne Vorbedacht in aufwallender Gemüthsbewegung beschlossen und in derselben ausgeführt hat, wird wegen Todtschlags bestraft:

I. mit Kettenstrafe von 15—20 Jahren, wenn keiner der in den folgenden Nummern II. und III. bezeichneten Fälle eintritt;

II. mit Kettenstrafe bis zu 15 Jahren, wenn der Getödtete den Todtschläger zum Zorne gereizt hat;

III. mit Arbeitshaus, wenn diese Anreizung durch schwere Beschimpfung, harte Beleidigung oder grobe Miſshandlung geschehen ist.

4. *Kindsmord.*

294. Eine Mutter, welche ihr uneheliches neugebornes Kind durch Handlung oder Unterlassung absichtlich tödtet,

oder an ihrem unehelichen Kinde, noch ehe sie dasselbe vollkommen zur Welt geboren, während der Geburt selbst tödliche Mifshandlungen in mörderischer Absicht vorgenommen hat, soll wegen Kindsmordes zu Kettenstrafe von 15—20 Jahren verurtheilt werden.

Hat die Kindsmörderin die Tödtung ihres Kindes schon vor der Niederkunft beschlossen oder mit Ueberlegung ausgeführt, so ist dieser Umstand als besonderer Erschwerungsgrund anzusehen.

Ein Kind, welches noch nicht 24 Stunden alt geworden, ist für ein neugebornes Kind zu achten.

295. Ist das Kind erst 24 Stunden nach seiner Geburt getödtet worden, so sind die allgemeinen Gesetze über Tödtung in Anwendung zu bringen.

Dasselbe gilt von dem Falle, wenn eine Mutter ihr eheliches neugebornes Kind getödtet hat.

296. Ist nicht hergestellt, dafs das uneheliche Kind nach der Geburt gelebt, oder durch eine Handlung oder Unterlassung der Mutter sein Leben verloren habe, so soll die Mutter, wenn sie ihre Niederkunft verheimlicht hat, bestraft werden:

I. wenn das Kind von ihr verborgen oder auf die Seite geschafft worden ist:

1) mit Arbeitshaus bei eingestandener oder erwiesener mörderischer Absicht;

2) mit Gefängnifs nicht unter 3 Jahren, wenn sie der mörderischen Absicht weder geständig noch überwiesen ist;

II. bei nicht vorhandener Voraussetzung von N° I. mit Gefängnifs, und zwar im Falle I. 1. nicht unter 6 Monaten, im Falle I. 2. bis zu 6 Monaten.

297. Die Niederkunft ist verheimlicht, wenn die Gebärende, welche zu der Entbindung den Beistand einer andern Person haben konnte, entweder ohne Beiseyn anderer, oder nur in Gegenwart mit ihr einverstandener Personen geboren hat.

298. Eine Mutter, welche ein ausserehelichen Kind erwiesenermafsen todt zur Welt gebracht hat, oder deren lebendig zur Welt gebrachtes Kind nach der Geburt eines natürlichen Todes gestorben ist, soll, wenn durch diese Verheimlichung selbst die todte Geburt oder das Absterben des Kindes veranlafst worden, die Strafe fahrlässiger Tödtung (Art. 300) zu leiden haben.

5. *Tödtung einer Mifsgeburt.*

299. Mit Gefängnifs bis zu 6 Wochen wird gestraft, wer eine lebendig zur Welt gekommene Leibesfrucht wegen Mangels menschlicher Gestalt eigenmächtig tödtet.

6. *Tödtung aus Fahrlässigkeit.*

300. Wer Jemand aus Nachlässigkeit, Unvorsichtigkeit, Unbedachtsamkeit oder Ungeschicklichkeit tödtet, der soll gestraft werden:

I. wenn dieses aus schuldhafter Ueberschreitung der Gränzen rechtmäfsiger Nothwehr oder des Nothrechtes geschehen, mit Gefängnifs bis zu einem Jahre;

II. ausserdem mit Gefängnifs von drei Monaten bis zu zwei Jahren.

301. Beruht die fahrlässige Tödtung auf ungeschickter Anwendung einer Wissenschaft, einer Kunst oder eines Gewerbes, zu deren Ausübung der Thäter die Erlaubnifs hat, so ist neben der Strafe des vorhergehenden Artikels zugleich diese Erlaubnifs, nach Umständen gleich im ersten oder Wiederholungsfalle, ganz oder auf einige Zeit einzuziehen.

302. Nach den Bestimmungen über Tödtung aus Fahrlässigkeit wird gestraft:

1) wer wissentlich eine schwangere, vor ihrer Entbindung gestorbene Person, deren Leibesfrucht mit Rücksicht auf die Zeit der Schwangerschaft schon lebensfähig seyn kann, ohne Untersuchung durch einen öffentlich aufgestellten Arzt oder Geburtshelfer, oder mit Umgehung der von demselben zur Rettung des Kindes dienlich befundenen Mittel, beerdigt oder beerdigen läfst;

2) wer eine Person, von der sich ergibt, dafs sie blos scheintodt gewesen, zu früh geöffnet oder beerdigt hat, öffnen oder beerdigen läfst; oder, wer das eine oder andere durch unrichtige Angabe über die Zeit des Todes einer solchen Person veranlafst hat.

Ist allenfalls noch Rettung erfolgt, so ist die ausserdem verwirkte Strafe auf die Hälfte herabzusetzen.

II. *Abtreibung der Leibesfrucht.*

303. Wenn eine Mutter, welche mit einem unzeitigen oder todten Kinde niedergekommen ist, zuvor äussere oder innere Mittel wissentlich an sich anwenden liefs, oder selbst angewendet hat, welche eine zu frühzeitige Entbindung oder den Tod der Frucht im Mutterleibe bewirken können, so ist sie mit Arbeitshaus zu bestrafen.

304. Dieselbe Strafe trifft Hebammen, Apotheker und sonstige im medicinischen Fache Angestellte, sowie alle diejenigen, welche eine solche Handlung an einer Schwangern mit deren Bewilligung vorgenommen, oder die zur Begehung dieses Verbrechens dienlichen Mittel angegeben oder verschafft haben.

305. Ist eine solche Handlung vorsätzlich ohne oder wider den Willen der Mutter geschehen, so soll der Thäter bestraft werden:

I. mit dem Tode, wenn aus der Anwendung solcher Mittel der Tod der Mutter entstehen konnte, dieses dem Thäter bekannt gewesen und der Tod auch wirklich entstanden ist;

II. mit Kettenstrafe von 15—20 Jahren, wenn die Mutter ohne die in der vorhergehenden N° I. angeführten Voraussetzungen dadurch das Leben verloren hat;

III. mit Kettenstrafe bis zu 15 Jahren, wenn durch die gebrauchten Mittel die Mutter in Lebensgefahr oder in eine gewifs oder wahrscheinlich unheilbare Geisteszerrüttung oder Krankheit des Körpers versetzt worden ist;

IV. in den übrigen Fällen mit Arbeitshaus.

Beruht die That auf Fahrlässigkeit oder Ungeschicklichkeit, so treten nach Unterschied entweder die Bestimmungen des Art. 300 oder jene des Art. 310 ein.

III. Aussetzung.

306. Aeltern, welche ihr Kind, das wegen jugendlichen Alters, Krankheit oder Gebrechlichkeit sich selbst zu helfen unvermögend ist, von sich entfernen und in hülflosem Zustande verlassen; desgleichen andere Personen, welche an Kindern, Kranken oder Gebrechlichen, zu deren Verpflegung sie verbunden sind, eine solche Handlung begehen, sollen wegen Aussetzung nach folgendem Unterschiede bestraft werden:

I. War die Gefahr für den Ausgesetzten so grofs, dafs dessen Rettung mit Wahrscheinlichkeit nicht erwartet werden konnte, so findet statt:

1) wenn er das Leben verloren hat, Kettenstrafe von 15 bis 20 Jahren;
2) wenn er an seinem Körper oder an seiner Gesundheit Schaden gelitten, Kettenstrafe bis zu 15 Jahren;
3) wenn er unversehrt gerettet worden, Arbeitshaus.

II. War die Aussetzung zwar nicht gefahrlos, aber doch Wahrscheinlichkeit und gegründete Hoffnung der Rettung vorhanden, so tritt, nach Verschiedenheit der in N° I. angeführten Fälle, ein:

1) die Strafe des Arbeitshauses nicht unter 6 Jahren;
2) bis zu 6 Jahren;
3) des Gefängnisses nicht unter 1 Jahr.

III. War gar keine Gefahr für Leben oder Gesundheit des Ausgesetzten vorhanden, so ist nach gleichem Unterschiede auf Gefängnifs zu erkennen:

1) nicht unter einem Jahre;
2) bis zu einem Jahre;
3) bis zu sechs Monaten.

SIEBENZEHNTES CAPITEL.

Von Körperverletzungen und Beschädigungen.

I. Ueberhaupt.

1. Mit Vorbedacht.

Art. 307. Wer einem Andern absichtlich auf was immer für eine Weise eine Beschädigung an seinem Körper zufügt, soll, wenn dieses mit Vorbedacht beschlossen oder mit Ueberlegung ausgeführt worden ist, in folgender Art bestraft werden:

I. mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn der Beschädigte durch die Mifshandlung zu seinen Berufsgeschäften völlig unbrauchbar gemacht, oder der Sprache, des Gehörs, eines oder beider Augen, eines oder beider Arme, Hände oder Füfse, oder des Gebrauches derselben beraubt, zur Fortpflanzung des Geschlechtes unfähig gemacht, oder in eine Gemüthskrankheit, hinsichtlich welcher keine gegründete Wahrscheinlichkeit der Wiederherstellung vorhanden, versetzt, oder des Lebens beraubt worden ist;

II. mit Arbeitshaus, wenn der Mifshandelte sonst verstümmelt, um den Gebrauch eines andern seiner Glieder gebracht, verunstaltet, oder zu seinen Berufsarbeiten, nach Aussage der Sachverständigen über 3 Monate unbrauchbar gemacht wird;

III. mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren, wenn der Mifshandelte auf andere Weise an seinem Körper beschädigt, und dadurch in eine über dreifsig Tage, allein nicht über drei Monate dauernde Krankheit oder Arbeitsunfähigkeit versetzt worden, und sich nicht zeigt, dafs dieser Zeitraum nur aus Gründen, welche dem Thäter nicht zugerechnet werden können, überschritten worden sey;

IV. mit Gefängnifs von 6 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn die Krankheit oder Arbeitsunfähigkeit des Beschädigten über 3 Tage, allein nicht über 30 Tage gedauert hat.

2. Ohne Vorbedacht.

308. Ist die Körperverletzung ohne Vorbedacht, in aufwallender Gemüthsbewegung, oder bei unvorbereiteten Raufhändeln beschlossen und ausgeführt worden, so soll erkannt werden:

I. in den im vorhergehenden Art. 307 N° I. bestimmten Fällen auf Arbeitshaus;

II. in den daselbst unter N° II. genannten Fällen auf Gefängnifs nicht unter 2 Jahren;

III. in den unter N° III. bestimmten Fällen auf Gefängnifs von 6 Monaten bis zu 2 Jahren;

IV. im Falle von N° IV. auf Gefängnifs bis zu 6 Monaten.

309. Hat bei einer Körperverletzung ohne Vorbedacht der Verletzte durch unerlaubte Beschimpfung oder Beleidigung den Thäter zum Zorne gereizt, so ist

I. in den Fällen des Art. 307 N° I. auf Gefängniſs nicht unter 2 Jahren, und wenn die Anreizung durch schwere Beschimpfung, harte Beleidigung oder grobe Miſshandlung geschehen, auf Gefängniſs von einem Jahre bis zu 2 Jahren;

II. in den Fällen N° II. desselben Artikels, nach gleichem Unterschiede auf Gefängniſs von einem Monate bis zu 6 Monaten, oder von 14 Tagen bis zu 3 Monaten;

III. in den Fällen N° III. auf Gefängniſs bis zu drei oder bis zu einem Monate;

IV. im Falle von N° IV. auf Gefängniſs bis zu einem Monate, oder von 3 bis zu 14 Tagen.

3. *Aus Fahrlässigkeit.*

310. Wer sich gegen einen Andern der Körperverletzung oder einer Beschädigung seiner Gesundheit aus Unbedachtsamkeit, Unvorsichtigkeit, Nachlässigkeit oder Ungeschicklichkeit schuldig macht, soll, ausser dem Falle einer erfolgten Tödtung, und wenn die Krankheit oder Arbeitsunfähigkeit des Beschädigten mehr als drei Tage gedauert hat, mit Gefängniſs bis zu 6 Monaten, und bei überschrittener Grenze der Nothwehr von 3 bis zu 30 Tagen bestraft werden.

Was im Art. 301 wegen Einziehung der erhaltenen Erlaubniſs zu Ausübung einer Wissenschaft, einer Kunst, eines Gewerbes, dann wegen Zusammenflusses bestimmt ist, findet auch bei Fällen fahrlässiger Körperverletzung seine Anwendung.

4. *Allgemeine Bestimmungen.*

311. Haben bei einem Raufhandel Mehrere an den Getödteten oder Verwundeten Hand angelegt, so ist

1) wenn die zugefügten Verletzungen nur durch ihr Zusammentreffen den eingetretenen Erfolg hervorgebracht haben, jeder, welcher eine Verletzung zugefügt hat,

2) wenn es gewiſs ist, daſs nur die eine oder die andere der zugefügten Verletzungen diesen Erfolg bewirkt haben, jeder, welcher eine dieser Verletzungen zugefügt hat, als Urheber des eingetretenen Erfolges zu strafen.

312. Hat es im Falle des vorigen Art. 311 N° 2 nicht zur Gewiſsheit gebracht werden können, vom wem diese Verletzungen zugefügt worden sind, so sollen diejenigen, von welchen es hergestellt ist, daſs sie keine derselben zugefügt haben, nach Verhältniſs der ausserdem noch befundenen geringern Verletzungen, die übrigen aber statt der auf den eingetretenen Erfolg gesetzten Kettenstrafe mit Arbeitshaus bis zu acht

Jahren; statt des Arbeitshauses mit Gefängnifs bis zu zwei Jahren, und wenn bei eingetretenem Erfolge auf Gefängnifs zu erkennen wäre, auf Gefängnifs in verhältnifsmäfsig geringerem Grade oder mit verhältnifsmäfsiger Geldstrafe bestraft werden.

313. Gegen denjenigen, welcher sich an Blutsverwandten in auf- oder absteigender Linie, an seinem Ehegatten, seinen Geschwistern, an einer Schwangern, deren Zustand ihm bekannt gewesen, an seinem Vormunde, Pflegevater, an seiner Lehr- oder Dienstherrschaft oder anderen Personen, welchen er zur besonderen Achtung verpflichtet ist, einer Körperverletzung schuldig gemacht hat, soll dieses persönliche Verhältnifs als besonderer Erschwerungsgrund gelten.

314. Hat sich Jemand blos in Handhabung der häuslichen Zucht mit Vernachlässigung der gehörigen Vorsicht und Mässigung an den unter seiner Aufsicht, Gewalt oder Pflege stehenden Personen einer Körperverletzung schuldig gemacht, so ist derselbe mit Gefängnifs bis zu 3 Monaten zu belegen; die mifshandelte Person soll aber den mifshandelnden Aeltern, Pflegeältern, Vormündern oder Aufsehern, wenn noch weitere leibes- oder lebensgefährliche Mifshandlungen zu besorgen sind, aus ihren Händen genommen und auf deren Kosten, oder auf Kosten der Armenanstalten in andere Pflege und Aufsicht gegeben werden.

315. Bekannte Anstifter von Raufhändeln; gewohnte Raufer, welche wenigstens schon zweimal wegen Körperverletzung gestraft worden sind; desgleichen diejenigen, welche sich gegen die im Art. 313 genannten Personen der Körperverletzung zum drittenmal schuldig gemacht haben, sollen, neben der Strafe, unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt werden.

316. Was im Art. 287 wegen Tödtlichkeit der Beschädigungen oder Verwundungen festgesetzt ist, findet auch in allen Fällen seine Anwendung, wo bei Körperverletzungen Jemand das Leben verloren hat.

317. Diejenigen Körperverletzungen, ohne Vorbedacht und aus Fahrlässigkeit, welche im Art. 308 N° II bis IV, im Art. 309 N° II bis IV und im Art. 310 angeführt sind, sollen, sofern nicht deren Zufügung mit Störung der öffentlichen Ruhe und Ordnung verbunden gewesen, nur auf Verlangen des Beschädigten oder seiner gesetzlichen Vertreter untersucht und bestraft werden, diejenigen Fälle ausgenommen, wo diese Vertreter selbst der Körperverletzung sich schuldig gemacht haben, und der Beschädigte ausser Stand ist, an die Obrigkeit sich selbst zu wenden.

II. Körperverletzungen, Beschädigungen und Gefährdungen durch Verletzung der Quarantäne-Anstalten, sowie durch Verbreitung ansteckender Krankheiten.

318. Wer die von der Obrigkeit gegen die Pest oder eine andere pestartige Krankheit angeordneten Quarantäne- oder anderen Sicherheitsanstalten auf irgend eine Weise verletzt, soll bestraft werden

1) mit dem Tode, wenn eine Ansteckung erfolgt ist;

2) mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit; wenn zwar keine Ansteckung erfolgte, der Thäter aber von einem Orte kam, wo die Pest, oder eine andere pestartige Krankheit, gegen welche die Quarantäne errichtet war, zur Zeit seiner Abreise ausgebrochen und dieses ihm bekannt war;

3) in jedem anderen Falle mit Arbeitshaus.

319. Wer eine ansteckende Krankheit unter Menschen vorsätzlich verbreitet hat, soll bestraft werden:

1) mit dem Tode, wenn dadurch ein oder mehrere Menschen das Leben verloren haben;

2) mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn wenigstens zehn Menschen angesteckt worden sind, oder wenn die verbreitete Krankheit die Pest oder eine andere ähnliche schwere Krankheit gewesen ist;

3) in jedem anderen Falle mit Arbeitshaus.

320. Wer eine ansteckende Krankheit nicht vorsätzlich, sondern durch blose Nachlässigkeit, Unbedachtsamkeit, Unvorsichtigkeit oder Ungeschicklichkeit verbreitet, wird bestraft:

1) mit Gefängniſs von drei Monaten bis zu zwei Jahren, wenn Jemand daran gestorben ist;

2) in jedem anderen Falle mit Gefängniſs bis zu sechs Monaten.

ACHTZEHNTES CAPITEL.

Von Handlungen wider die Freiheit der Person.

I. Menschenraub.

Art. 321. Wer sich ohne Recht eines Menschen entweder durch Gewalt oder List, oder vor dessen zurückgelegtem 14ten Jahre mit seinem Willen, jedoch ohne Einwilligung seiner Aeltern oder Vormünder, dergestalt bemächtigt hat, daſs derselbe dem Schutze des Staates oder derjenigen, welche ihn in rechtmäſsiger Gewalt haben, entzogen wird, der ist wegen Menschenraubes zu bestrafen:

I. mit lebenslänglicher Kettenstrafe, wenn der Geraubte in entfernte Weltgegenden geführt worden ist, um dort als Sclave oder Leibeigener zu dienen;

II. mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit nicht unter 15 Jah-

ren, wenn der Geraubte zum Schiffs- oder Kriegsdienste einer auswärtigen Macht gebraucht, oder wenn von Vaganten, Bettlern, Gauklern und dergleichen Menschen der Raub an einem Kinde unter zwölf Jahren verübt worden ist;

III. mit zeitlicher Kettenstrafe bis zu 15 Jahren, wenn der Menschenraub ohne einen der vorbemerkten Umstände begangen wurde.

So lange die geraubte Person ihre Freiheit nicht wieder erlangt hat, kann der Verbrecher in den Fällen II und III nicht früher aus dem Straforte entlassen werden, als bis die höchste gesetzliche Dauer der Kettenstrafe auf bestimmte Zeit (Art. 8) vollendet ist.

II. Widerrechtliches Gefangenhalten.

322. Wer Jemand wider seinen Willen durch Einsperrung oder auf andere Art des Gebrauches seiner persönlichen Freiheit beraubt, soll, sofern der Beleidigte, nachdem er mit oder ohne richterliche Einwirkung seine Freiheit wieder erlangt hat, deshalb einen Antrag stellt, wegen widerrechtlicher Gefangenhaltung bestraft werden:

I. mit Arbeitshaus nicht unter 8 Jahren, wenn die Gefangenhaltung länger als 30 Tage gedauert, oder dieselbe selbst bei einer kürzeren Dauer, mittelst eines falschen oder verfälschten obrigkeitlichen Befehles, oder unter falschem Namen oder falscher Amtskleidung bewerkstelligt; oder wenn der Beleidigte durch den Ort oder die Art der Gefangenhaltung, oder sonst auf irgend eine Weise noch besondere Mifshandlungen erlitten;

II. mit Arbeitshaus bis zu 8 Jahren, wenn die Gefangenhaltung über eine Woche, jedoch nicht über 30 Tage gedauert, oder an einem nicht zum Gefängnifs bestimmten Orte statt hatte;

III. in andern Fällen mit Gefängnifs, wenn die Gefangenhaltung über drei Tage gedauert hat, nicht unter 6 Monaten; ausserdem bis zu 6 Monaten.

Ueberdies ist auf Schadenersatz nach den näheren Bestimmungen des folgenden Artikels zu erkennen.

323. Die Gröfse des nach dem vorhergehenden Artikel zu leistenden Schadenersatzes wird mit Rücksicht auf die Eigenschaft der gefangen gehaltenen Person, den erlittenen Schaden und die übrigen Nebenumstände ausgemittelt, jedoch so, dafs jedes widerrechtlicher Weise gefangen gehaltene Individuum wenigstens 25 Drachmen für jeden einzelnen Tag seiner Gefangenhaltung zu bekommen hat.

324. Oeffentliche Beamten, welche kraft ihres Amtes die Entdeckung und Untersuchung begangener Verbrechen und Vergehen zu bewerkstelligen haben, sollen, wenn sie einer

ihnen gemachten Anzeige über eine an was immer für einem Orte statt findende willkührliche Gefangenhaltung keine Folge gegeben, die ihnen angezeigte Thatsache nicht sofort untersucht und der zuständigen Behörde angezeigt haben, als Theilnehmer der willkührlichen Gefangenhaltung verurtheilt werden.

325. Wer sich, nach zweimaliger Bestrafung, einer widerrechtlichen Gefangenhaltung zum drittenmale schuldig macht, soll unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt, und wer dieselbe an Blutsverwandten in aufsteigender Linie oder an Personen, gegen welche er zu besonderer Ehrerbietung verpflichtet ist, begangen hat, gegen den soll dieser Umstand als besonderer Erschwerungsgrund betrachtet werden.

326. Gefangenhaltungen, welche Jemand an Personen, die seiner Gewalt, Aufsicht oder Pflege untergeben sind, vermöge des Züchtigungsrechtes vorgenommen hat, werden nur dann, und zwar mit Gefängnifs bis zu 3 Monaten, bestraft, wenn die Gefangenhaltung durch ihre Art oder Dauer dem Gefangengehaltenen auf irgend eine Weise nachtheilig oder gefährlich, oder den besonderen Bestimmungen genehmigter Haus- und Zuchtordnungen zuwider ist.

Wurde durch dieselbe ein Nachtheil am Körper oder an der Gesundheit wirklich zugefügt, so treten die betreffenden Strafbestimmungen ein, und zugleich sollen die Vorsteher von Straf- oder Erziehungsanstalten, welche sich dergleichen haben zu Schulden kommen lassen, ihres Dienstes entlassen werden.

327. Richter, Untersuchungsbeamte, Staatsprocuratoren und Vorsteher von Gefängnissen, welche einen Gefangenen nach eingetretener Rechtskraft des lossprechenden Erkenntnisses, oder nachdem dessen Entlassung gegen Caution beschlossen und diese geleistet ist, nicht in 24 Stunden entlassen; Vorsteher von Strafanstalten, welche einen Sträfling über seine Strafzeit im Straforte zurückbehalten, sollen, wenn sie sich nicht durch den Beweis einer gegründeten Ursache rechtfertigen, gestraft werden:

I. mit Arbeitshaus nicht unter acht Jahren, wenn dieses aus Hafs, Rachsucht, Eigennutz oder sonst unerlaubtem Interesse geschehen, oder wenn die Dauer der Zurückbehaltung einen Monat übersteigt;

II. mit Arbeitshaus bis zu acht Jahren, wenn es an einer dieser beiden Voraussetzungen fehlt, die Zurückbehaltung aber über eine Woche gedauert hat;

III. in jedem anderen Falle mit Gefängnifs, wenn die Zurückbehaltung über drei Tage gedauert hat, nicht unter 6 Monaten, ausserdem bis zu 6 Monaten.

328. Mit Gefängniſs bis zu sechs Monaten sind Gefängniſsaufseher und Gefängniſswärter zu belegen, welche:

1) ohne Vorzeigung eines Strafurtheiles, oder eines Vorführungs- oder Verwahrungs oder eines sonstigen Befehles eines zuständigen öffentlichen Beamten einen Gefangenen im Gefängnisse aufnehmen;

2) einen Gefangenen, auf Begehren, den Untersuchungs- oder anderen mit der Aufsicht über die Gefängnisse beauftragten Beamten nicht vorstellen, ohne dazu besonders durch einen schriftlichen Befehl des zuständigen Staatsprocurators, oder Untersuchungsrichters beauftragt zu seyn;

3) die vorgeschriebenen Gefängniſsregister entweder gar nicht geführt haben, oder dieselben den Untersuchungsbeamten, oder anderen mit der Aufsicht über die Gefängnisse beauftragten Beamten auf ihr Begehren vorzuzeigen verweigern.

329. Wer verirrte Kinder, wahnsinnige, hülflose, gefährliche, verdächtige, über einer strafbaren Handlung ergriffene, auf Bettelei oder Landstreicherei betretene Personen in Verwahr nimmt und länger als vier und zwanzig Stunden in seiner Gewalt behält, ohne der nächsten Obrigkeit oder, nach Beschaffenheit der Umstände, den Angehörigen einer auf diese Weise angehaltenen Personen Nachricht zu geben, der wird mit Gefängniſs bis zu zwei Wochen gestraft.

III. Widerrechtliche Gewalt und Drohung.

330. Wer irgend etwas in rechtswidriger Absicht unternimmt, um eine Person wider ihren Willen zu einem Thun, Unterlassen oder Dulden zu bestimmen, geschehe dieses durch Anwendung wirklicher Gewalt oder durch Drohung, der wird, sofern das Unternehmen nicht eine schwere Rechtsverletzung enthält, mit Gefängniſs bis zu einem Monat bestraft.

IV. Entführung.

331. Wer sich einer Person ohne deren Willen durch List oder Gewalt, oder einer Person unter 12 Jahren, wiewohl mit ihrer Einwilligung, bemächtigt, und dieselbe mit sich hinwegführt, in der Absicht, sie zur Unzucht zu miſsbrauchen oder zur Ehe zu zwingen, oder einem Andern zu solcher Absicht zu überliefern; wer eine Person in vorbestimmter Absicht durch List oder Zwang wider ihren Willen in seiner Gewalt von ihrem Aufenthaltsorte zurückhält, der ist wegen Entführung zu strafen:

I. mit Arbeitshaus, wenn der Entführer nach vollzogener Wegbringung oder Bemächtigung seine Absicht in Ansehung der Ehe oder Unzucht erreicht;

II. mit Gefängnifs nicht unter zwei Jahren, wenn der Entführer seine Absicht nicht erreicht hat,

Ist in diesem letzteren Falle der vorgehabte Zweck freiwillig aufgegeben und die entführte Person vor aller Untersuchung unbeschädigt wieder entlassen worden, so soll auf Gefängnifs bis zu einem Jahre erkannt werden.

332. Ist eine Person von mehr, als 12, jedoch nicht mehr als ein und zwanzig Jahren, mit ihrem Willen aus der Gewalt derjenigen, denen sie untergeben ist, entführt worden, so ist zu bestrafen:

I. der Entführer:

1) wenn dieses in der Absicht, Unzucht zu verüben, geschehen ist, mit Gefängnifs bis zu sechs Wochen, und bei erreichter Absicht von einem bis zu drei Monaten;

2) wenn es in der Absicht, die entführte Person zu ehelichen, geschehen, mit Gefängnifs bis zu einem Monate;

II. die entführte Person im Falle Nr. 1. mit Gefängnifs bis zu einem Monate, und im Falle Nr. 2. bis zu zwei Wochen.

V. Allgemeine Bestimmungen.

333. Die im Art. 281 gegebenen Bestimmungen finden auch bei der Vergewaltigung (Art. 330) und bei der Entführung (Art. 331) Anwendung und wenn insbesondere der Entführer oder derjenige, welchem dieser die entführte Person überlassen hat, dieselbe ehelichte, kann Untersuchung und Strafe nur auf Verlangen und Anzeige derjenigen, welche die Ehe als nichtig anzufechten berechtigt sind, und nachdem diese vom zuständigen Gerichte für nichtig erklärt worden ist, statt finden.

NEUNZEHNTES CAPITEL.

Von Angriffen auf die Ehre.

I. Falsche Denunciation.

Art. 334. Wer gegen Jemand, dessen Unschuld ihm bekannt, wegen einer strafbaren Handlung bei der Obrigkeit eine Anzeige macht, welche so beschaffen ist, dafs sie gegen diesen eine Untersuchung veranlassen kann, soll wegen falscher Denunciation bestraft werden, mit Gefängnifs:

1) von 2 Jahren bis zu 5 Jahren, wenn die angezeigte Handlung durch die Strafgesetze als Verbrechen bezeichnet ist;

2) von drei Monaten bis zu zwei Jahren, wenn die angezeigte Handlung ein Vergehen;

3) von zwei Wochen bis zu drei Monaten, wenn dieselbe eine Disciplinar-oder Polizei-Uebertretung begründet.

II. Verläumdung.

335. Wer einem Andern durch aussergerichtliche Ausstreuung oder Verbreitung, schriftlich oder mündlich, öffentlich oder heimlich eine Handlung wissentlich andichtet, welche, wenn sie wahr wäre, den Beschuldigten einer gerichtlichen Untersuchung aussetzen würde, soll wegen Verläumdung bestraft werden, mit Gefängnifs:

1) von 3 Monaten bis 2 Jahren, wenn die angedichtete Handlung ein Verbrechen;

2) von 2 Wochen bis zu einem Jahre, wenn sie ein Vergehen;

3) von 3 Tagen bis zu einem Monate, wenn sie eine Disciplinar-oder Polizei-Uebertretung ist.

III. Ehrenbeleidigung.

336. Wer, ausser den Fällen einer falschen Denunciation oder Verläumdung, die bürgerliche Ehre eines Andern durch Lästerung, Schmähung, verachtenden Spott, oder durch Anschuldigung verächtlicher Eigenschaften, Meinungen oder Gesinnungen in Rede, Schrift oder bildlicher Darstellung widerrechtlich angreift, mag der Angegriffene genannt, oder sonst auf irgend eine Weise kenntlich bezeichnet seyn, soll unter nachstehenden Umständen mit Gefängnifs bis zu 6 Monaten gestraft werden:

1) wenn die Beschaffenheit des Ehrenangriffes nachtheiligen Einflufs auf die bürgerliche Achtung des Beleidigten, die Verhältnisse des Standes, seinen Geschäftsbetrieb und sein Fortkommen haben kann;

2) wenn der Angriff durch Ort, Zeit oder Mittel desselben ein besonderes Aufsehen erregt hat;

3) wenn derselbe gegen Personen gerichtet war, welche nach ihrem Stande oder nach anderen Verhältnissen von dem Beleidiger besondere Achtung oder Ehrerbietung zu fordern berechtiget sind.

Das Vorhandensein zweier oder mehrerer solcher Umstände gilt als besonderer Erschwerungsgrund.

337. Tritt keiner der im vorhergehenden Artikel bemerkten Umstände ein, so wird derjenige, welcher die Ehre eines Andern widerrechtlich angegriffen hat, wenn es in Beisein dritter Personen geschehen, oder dritten Personen vom Beleidiger bekannt gemacht worden ist, mit Gefängnifs bis zu einem Monate, ausserdem bis zu 2 Wochen bestraft.

338. Ist ein Ehrenangriff an einer Familie, einer politischen oder religiösen Körperschaft oder Gemeinheit, einem Stande oder einer ganzen Klasse von Staatseinwohnern begangen; oder sind sonst gegen eine solche Gesammtheit Meinun-

gen oder Gesinnungen verbreitet worden, welche dahin abzielen, dieselbe der allgemeinen Verachtung oder dem öffentlichen Hasse auszusetzen; so tritt Gefängnifs von 2 Wochen bis zu 6 Monaten ein.

339. Wenn in der Ausübung des Dienstes Ehrenbeleidigungen unter Bediensteten vorfallen, es mag ein Vorgesetzter gegen seinen Untergebenen die erlaubten Grenzen überschreiten, oder der Untergebene gegen seinen Vorgesetzten die schuldige Subordination oder Achtung verletzen, oder sonst eine ungebührliche Handlung oder Aeusserung unter den im Dienste stehenden Personen sich ergeben, so sollen solche Fälle nicht nach gegenwärtigen Vorschriften, sondern nach den Disciplinar-Verordnungen und nach den Bestimmungen über die Dienst-Pflichtüberschreitungen der Staatsbeamten und öffentlichen Diener behandelt und bestraft werden.

IV. Allgemeine Bestimmungen.

340. Kann in den Fällen des Art. 334 bis 338 der der Verläumdung oder der Ehrenbeleidigung Beschuldigte die Wahrheit des gemachten Vorwurfes vollständig beweisen, so ist er von der Strafe frei.

Betrifft jedoch der Vorwurf ein Verhältnifs des Privatlebens, so findet in den Fällen der Art. 336 bis 338 diese Beweisführung nicht statt.

341. War im Falle des vorhergehenden Artikels der Beleidiger zu der beleidigenden Aeusserung entweder nicht, oder wenigstens nicht an dem Orte, oder zu der Zeit, oder zu der Art des Ausdruckes oder der Bekanntmachung, deren er sich bedient hat, berechtigt, oder lag sonst in der Form der Beleidigung selbst eine Ueberschreitung oder ein Uebermafs, so findet die gesetzliche Strafe nur im verringertem Maase, statt.

342. Wer eine durch Ehrenangriff ihm zugefügte Beleidigung erwidert, ist nach Verhältnifs des in dieser Erwiderung liegenden Angriffes auf die Ehre des Beleidigers ebenfalls zu strafen. Jedoch ist in Ansehung seiner die vorausgegangene Anreizung als besonderer Strafmilderungsgrund zu betrachten.

343. Die in Art. 335 bis 338 bezeichneten Angriffe auf die Ehre sind nur auf Verlangen des Betheiligten zur Untersuchung und Strafe zu ziehen.

Die bei solchen Angriffen vorgekommenen Schriften, Zeichen, oder bildlichen Darstellungen sind jedesmal in gerichtlichen Beschlag zu nehmen.

ZWANZIGSTES CAPITEL.

Besondere Bestimmungen über die Verbrechen und Vergehen durch den Mifsbrauch der Presse.

I. Erschwerende Eigenschaft.

Art. 344. Die Verübung eines Verbrechens oder Vergehens durch den Mifsbrauch der Presse bildet einen besonderen Erschwerungsgrund.

In solchen Fällen ist jedesmal dem Gefängnifs eine Geldstrafe von 50 bis 2000 Drachmen beizufügen.

II. Vollendung.

345. Die Pressverbrechen und Vergehen sollen nur dann, wenn sie vollendet sind, zur Untersuchung und Strafe gezogen werden.

Vollendet sind dieselben sobald die sträfliche Schrift bildliche Darstellung oder sonstige Mittheilung an das Publicum, öffentlich oder heimlich in Verkehr oder sonst in Umlauf gesetzt worden ist.

III. Verurtheilendes Erkenntnifs.

346. Jedes verurtheilende Erkenntnifs gegen Pressvergehen oder Pressverbrechen ist nach erlangter Rechtskraft durch drei von dem Präsidenten des Gerichtes zu bestimmende inländische Zeitungen oder andere periodische Blätter auf Kosten des Verurtheilten bekannt zu machen.

Hat die Anklage wegen einer inländischen Zeitung oder periodischen Schrift statt gefunden, so ist der Herausgeber verbunden, das Erkenntnifs in diese innerhalb der nächsten acht Tage bei einer Strafe von zwanzig bis zweihundert Drachmen, und der geeigneten Zwangseinschreitung zum Vollzuge einzurücken.

347. Jeder verurtheilende Gerichtsspruch hat die Confiscation der als sträflich erkannten Schrift zur Folge.

IV. Fortgesetzter Mifsbrauch der Presse.

348. Wer eine Schrift, welche durch gerichtliches Urtheil als sträflich erkannt worden, nach öffentlicher Bekanntmachung des Urtheils zu verbreiten fortfährt, oder aufs Neue drukt, herausgibt, verlegt oder in Umlauf bringt, gegen den soll die treffende Strafe im höchsten Maase angewendet werden.

V. Verantwortlichkeit.

349. Für sträfliche Schriften sind verantwortlich:

1) der Verfasser, sofern er nicht beweiset, dafs er weder an dem Drucke, noch an der Herausgabe Theil habe;

2) der Herausgeber, wenn er nicht darthut, dafs ein An-

derer der Verfasser und nur auf dessen Antrag die Herausgabe unternommen worden sey;

3) der Verleger, sofern er nicht den Verfasser oder Herausgeber nachweiset;

4) der Drucker, wennn er nicht den Verfasser, Herausgeber oder Verleger nachweiset;

5) der Verbreiter und wer zur Verbreitung Auftrag gegeben hat, sofern er nicht den Verfasser, Herausgeber, Verleger oder Drucker erweislich macht.

350. Als Verbreiter (Art. 349 N° 5) ist auch der Buchhändler verantwortlich, wenn er eine sträfliche Schrift absetzt, welche ihm aufser dem Wege des ordentlichen Buchhandels zugekommen, oder auf welcher nicht der Name und Wohnort des Verfassers oder des Herausgebers oder des Verlegers, oder des Druckers nebst der üblichen Zeitbestimmung des Druckes angegeben, oder rücksichtlich deren eine Beschlagnahme verfügt, und ihm bekannt gemacht worden ist.

351. In Ansehung der Zeitungen und periodischen Schriften wird insbesondere bestimmt:

1) Für jeden in einer solchen Zeitung oder periodischen Schrift vorkommenden sträflichen Artikel haftet der verantwortliche Redacteur;

2) wenn der Redacteur beweist, dafs ohne sein Wissen ein sträflicher Artikel in die Zeitung oder periodische Schrift eingerückt worden sey, so geht die Verantwortlichkeit auf den Unternehmer, Herausgeber, Verleger oder jeden Dritten über, von welchem die Einrückung herrührt;

3) der Beweis des Nichtwissens von Seite des Redacteurs ist unstatthaft, wenn von ihm das Blatt, Stück oder Heft, in welchem sich der sträfliche Artikel findet, nach Vorschrift des Gesetzes eigenhändig unterzeichnet, und bei dem Eparchen hinterlegt worden ist.

352. Ist derjenige, welchen die Verantwortung trifft, der gerichtlichen Einschreitung durch die Flucht oder durch den Aufenthalt im Auslande entzogen, so haftet die nächstfolgende Person in der durch die Art. 349 und 351 N° 1 und 2 bestimmten Reihe.

VI. *Verjährung.*

353. Die Verjährung der Pressverbrechen und Pressvergehen richtet sich nach den allgemeinen Bestimmungen (Art. 119 - 122).

Bei Zeitungen und periodischen Schriften soll die Verjährung von dem Tage zu laufen anfangen, an welchem das von dem verantwortlichen Redacteur unterzeichnete Exemplar bei dem Eparchen hinterlegt worden ist.

EIN UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von strafbaren auf den Stand der Personen sich beziehenden Handlungen.

I. Verletzung des bürgerlichen Standes.

354. Jede rechtswidrige Handlung, welche darauf gerichtet ist, den bürgerlichen Stand eines Andern zu dessen Nachtheil zu entziehen oder zu verändern, ist mit Gefängniſs bis zu 6 Monaten zu bestrafen.

II. Angriff auf den Familienstand.

355. Wer durch widerrechtliche Handlungen die Familienrechte eines Menschen zu dessen Nachtheil unterdrückt oder verändert, insonderheit, wer ein Kind um dessen Familienstand zu unterdrücken oder zu verändern, verbirgt oder entfernt, oder demjenigen, der es zurückzufordern berechtigt ist, vorenthält; wer in solcher Absicht ein Kind unterschiebt oder verwechselt, oder ein Kind als von einer bestimmten Mutter geboren fälschlich ausgibt, der ist der Verletzung des Familienstandes schuldig, und soll mit Arbeitshaus bestraft werden.

356. Wer ausserdem ihm angehörige Kinder an unbekannte oder verdächtige Personen überläſst, wird mit Gefängniſs bis zu drei Monaten, und wenn über Leben und Aufenthalt solcher Kinder keine Nachweisung gegeben werden kann, bis zu 6 Monaten bestraft, vorbehaltlich der weiteren Einschreitung der betreffenden Polizeibehörde.

357. Wer sich selbst oder einen Andern, um sich oder diesem unerlaubten Vortheil zu erwerben, oder um einem Dritten Schaden zuzufügen, die Rechte des Familienstandes einer fremden Familie beilegt, soll mit Gefängniſs bis zu einem Jahre gestraft werden.

Zielt diese Handlung insbesondere dahin ab, das Vermögen eines andern Lebenden oder Verstorbenen zum Nachtheile des Berechtigten an sich zu ziehen, so ist auf Gefängniſs nicht unter 6 Monaten zu erkennen.

358. Ein Mitglied einer Familie, welches den Familienstand verletzende Handlungen verschuldet, wird, ausser der Strafe, zugleich aller rechtlichen Vortheile der Verwandschaft in Ansehung derjenigen Personen verlustig, gegen welche die Handlung gerichtet war.

III. In Ansehung der Ehe.

359. Wer eine Person durch Betrug, wohin auch die Verschweigung der ihm bekannten gesetzlichen Ehehindernisse gehört, zu einer nach den Gesetzen ungültigen Ehe mit sich oder einem Dritten verleitet, soll auf Anzeige des

Betrogenen, und nachdem die Ehe von dem zuständigen Gerichte durch rechtskräftiges Urtheil für nichtig erklärt ist, mit Gefängnifs nicht unter 6 Monaten bestraft werden.

360. Ist eine Ehe von dem zuständigen Gerichte deswegen für ungültig erklärt worden, weil Aeltern oder Pflegeältern ihr Kind, oder Vormünder ihren Pflegebefohlenen zu derselben durch thätlichen Zwang oder fortgesetzte Drohungen genöthigt haben, so sollen die Aeltern, Pflegeältern oder Vormünder mit Gefängnifs bis zu 3 Monaten gestraft werden.

361. Wer mittelst Umgehung des competenten Civilstandsbeamten, sich im Aus- oder Inlande von einem anderen Civilstandsbeamten, oder von einem Geistlichen trauen lässt, soll bestraft werden:

1) mit Gefängnifs bis zu 6 Monaten und an Geld von 15 bis 200 Drachmen, wenn die Ehe als null und nichtig angefochten werden kann;

2) in jedem anderen Falle mit Gefängnifs von 3 Tagen bis zu einem Monat und an Geld von 15 bis 150 Drachmen.

IV. Hinsichtlich der Führung der Civilstandsregister.

362. Mit Gefängnifs von 3 Tagen bis zu 3 Monaten oder mit Geld bis zu 200 Drachmen werden gestraft diejenigen, welchen die Führung der Register über den bürgerlichen und Familienstand oder die Ausfertigung der Urkunden hierüber vermöge allgemeiner Anordnung oder besonderen Auftrages obliegt, wenn sie dergleichen Urkunden ausfertigen oder solche Acten vornehmen, ohne hiebei die erforderliche Vorsicht gegen Umgehung der Gesetze, gegen Mifsbrauch oder gegen Irrungen in Ansehung der Personen oder Thatsachen anzuwenden; wenn sie die ihnen obliegende Führung dieser Register unterlassen, vernachlässigen, hiebei die vorgeschriebenen Formen nicht beobachten, oder diese Register gegen Verschleppung und Mifsbrauch nicht sorgfältig verwahren.

ZWEI UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Raub, Erpressen und Landzwang.

I. Raub.

Wegen Raubes sind zu strafen:

1) diejenigen, welche, um fremdes bewegliches Gut eigenmächtig in ihren Besitz zu nehmen und dasselbe rechtswidrig als Eigenthum zu haben, eine Person mit Gewalt angegriffen oder angefallen, oder auf Leib und Leben bedroht haben;

2) diejenigen, welche sich zu einem Diebstahle, ausser der zu dessen Verübung mitgebrachten Werkzeugen, mit Waffen noch besonders versehen und sich derselben zur Schreckung oder Mifshandlung von Personen wirklich bedient haben, ein-

weder um den Diebstahl zu vollbringen, oder um die entwendeten Sachen in Sicherheit zu bringen;

3) diejenigen, welche, ohne sich vorher mit Waffen besonders versehen zu haben, sich erst ergriffener Waffen, oder der zu Verübung des Diebstahls mitgebrachten Werkzeuge als Waffen in der in N° 2 bestimmten Art bedient haben, um den beabsichteten Diebstahl zu vollbringen;

4) diejenigen, welche eine Person durch gewaltsame Handlungen in einen wehrlosen Zustand versetzt und dabei eine Entwendung verübt haben. Wenn jedoch ihr Vorgeben, daſs sie nicht um Raub willen, sondern aus einer andern Ursache die Miſshandlungen begangen, und erst aus einer später entstandenen Absicht den hülflosen Zustand des Vergewaltigten als Gelegenheit zu einer Entwendung benutzt haben, entweder bewiesen, oder nach allen Umständen wahrscheinlich ist, so finden hinsichtlich der Vergewaltigung und der hierauf erfolgten Entwendung die Gesetze über den Zusammenfluſs mehrerer strafbaren Handlungen (Art. 109 und 110) Anwendung.

364. Mit dem Tode sollen gestraft werden:

1) Räuber, von welchen eine Person, um ihr die Entdekkung ihrer verborgenen Habseligkeiten abzupressen, körperlich gepeinigt worden ist;

2) Räuber, welche eine Person getödtet, oder lebensgefährlich verwundet, oder sonst in Lebensgefahr gesetzt, oder verstümmelt, oder durch die an ihr verübte Gewalt in eine gewiſs oder wahrscheinlich unheilbare Geisteszerrüttung oder Krankheit des Körpers versetzt haben;

3) Räuber, welche auf öffentlichen Straſsen oder Plätzen, entweder mittelst Gebrauch von Waffen, oder auf die im Art. 366 N° 3 bestimmte Weise unkenntlich gemacht, und zu gleicher Zeit bewaffnet, wenn auch ohne Gebrauch der Waffen, den Raub begangen haben;

4) Seeräuber jeder Art.

365. Zu lebenslänglicher Kettenstrafe sollen verurtheilt werden:

1) die Häupter und Anführer einer Räuberbande, wenn sie nicht mit dem Tode zu bestrafen sind;

2) Räuber, welche schon einmal wegen Raubes Kettenstrafe erlitten, und sich wieder eines mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit strafbaren Raubes schuldig gemacht haben;

3) Räuber, welche wenigstens drei Raubthaten verübt haben, die einzeln mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit zu strafen wären;

4) die Räuber, wenn eine Person zwar in geringerer, als in der im Art. 364 N° 2 bezeichneten Art beschädigt worden

ist, zugleich aber wenigstens noch zwei von den im folgenden Art. 366 N° 2. 3. 4. benannten Umständen zusammentreffen;

5) Räuber, welche ausser den Fällen des vorhergehenden Art. 364 N° 3 auf öffentlichen Strafsen oder Plätzen einen Raub begangen haben.

366. Der Raub wird mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit bestraft:

1) wenn eine Person, jedoch ohne körperliche Beschädigung, mifshandelt worden ist;

2) wenn der Raub durch Drohung auf Leib oder Leben mit Waffen verübt worden ist;

3) wenn sich der Räuber durch Masken, Schwärzen des Gesichtes, falschen Bart oder dergleichen Mittel unkenntlich, oder durch falsche Amtskleidung, Uniform oder vorgezeigten falschen Befehl der Obrigkeit als eine andere Person geltend zu machen gesucht hat;

4) wenn der Räuber in eine Wohnung eingebrochen oder eingestiegen, oder zur Nachtzeit eingedrungen ist;

5) wenn der Raub von zwei oder mehreren begangen worden ist;

6) wenn der Räuber schon einmal wegen Raubes die Arbeitshausstrafe erlitten und sich wieder eines mit Arbeitshaus strafbaren Raubes schuldig gemacht hat;

7) wenn der Räuber zum wenigsten drei Raubthaten verübt hat, welche einzeln mit Arbeitshaus zu strafen wären.

367. Ein Raub, welcher ohne einen der in den vorhergehenden Artikeln angeführten Umstände verübt worden ist, soll mit Arbeitshaus bestraft werden.

II. Erpressung.

368. Wer Thätlichkeiten oder Drohungen anwendet und dadurch einer Person eine Handlung oder Unterlassung abnöthigt, um sich oder einem Dritten einen rechtswidrigen Vortheil zu verschaffen, soll wegen Erpressung nach folgenden Unterschiede bestraft werden:

I. gleich einem Räuber nach Verschiedenheit der in Artikel 364 bis 367 angegebenen Fälle, wenn bei der Erpressung Jemand an seiner Person angegriffen oder auf Leib oder Leben bedroht worden ist;

II. mit Arbeitshaus bis zu 7 Jahren, wenn die Erpressung nur durch Erregung von Furcht vor künftigen Mifshandlungen oder Beschädigungen oder durch sonstige Drohungen geschehen ist.

369. Hat ausser dem Falle des vorigen Artikels ein Staatsbeamter durch Bedrohung mit der Amtsgewalt irgend einen Privatvortheil zu erpressen gesucht, so ist er schon deswegen

mit Arbeitshaus; wenn aber die Bedrohung unbedeutend war, und der bezweckte Vortheil den Betrag von 30 Drachmen nicht überstieg, mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren zu bestrafen.

III. *Landzwang.*

370. Wer in der Absicht einer Erpressung durch aufgesteckte Brandzeichen, oder durch gelegte oder an verschiedene Personen gerichtete Briefe mit Drohungen von Mord, Raub, oder Brandlegung, über ganze Gegenden Beunruhigung oder Besorgnisse verbreitet, soll mit Kettenstrafe bis zu 15, und wenn er seine Absicht wirklich erreicht hat, von 15 bis zu 20 Jahren gestraft werden.

DREI UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Diebstahl und Unterschlagung.

I. *Diebstahl.*

Art. 371. Wer wissentlich ein fremdes bewegliches Gut, selbst Geisteswerke nicht ausgenommen, ohne Einwilligung des Berechtigten eigenmächtig in seinen Besitz nimmt, um dasselbe rechtswidrig als Eigenthum zu haben, der ist des Diebstahls schuldig.

Der Diebstahl ist vollendet, sobald der Dieb die Sache von ihrer Stelle hinweg zu sich genommen, oder sonst in seine Gewalt gebracht hat.

372. Als Diebstahl ist zu betrachten:

1) wenn ein Erbe aus der noch ungetheilten Erbschaft zum Nachtheile der Miterben, Legatare, oder Erbschaftsgläubiger; oder wenn ein Miteigenthümer oder Gesellschaftsgenosse zum Nachtheile der übrigen Theilnehmer an der gemeinschaftlichen Sache oder Casse etwas entwendet;

2) wenn sich Jemand durch Oeffnung von Gräbern die in denselben befindlichen Sachen rechtswidrig zueignet.

373. Der Diebstahl, welcher keine der in den folgenden Artikeln 374 und 375 bestimmten erschwerenden Eigenschaften hat, wird, wenn der Gegenstand des Diebstahls den Werth von 20 Drachmen übersteigt, mit Gefängnifs bestraft.

374. Der Diebstahl wird mit Arbeitshaus gestraft:

1) wenn eine dem Gottesdienste geweihte Sache aus einem dem Gottesdienste gewidmeten Orte entwendet worden ist;

2) wenn er auf öffentlichen Strafsen entweder an dem Gepäcke der Reisenden, oder an den von Fuhrleuten oder Boten oder durch die Post verführten Waaren mittelst Abschneidens oder Erbrechens der Befestigungs- oder Verwahrungsmittel, der Koffer, Kisten, Mantelsäcke u. dgl. begangen worden ist;

3) wenn der Diebstahl in bewohnten Gebäuden mittelst äussern oder innern Einbruchs, oder durch Einsteigen von aus-

sen, oder mittelst falscher Schlüssel, oder auch mittelst der rechten Schlüssel, welche sich der Dieb vor der That heimlich oder mit List, um sie zur Entwendung zu gebrauchen, verschafft hat, geschehen ist;

4) wenn der Diebstahl mittelst Erbrechung oder Verletzung obrigkeitlich angelegter Siegel verübt wird;

5) wenn sich der Dieb, ausser den zur Vollbringung des Diebstahls mitgebrachten Werkzeugen, mit Waffen noch besonders versehen hat;

6) wenn der Diebstahl von einer Bande verübt wurde;

7) wenn ein den Betrag von 20 Drachmen übersteigender Diebstahl von einem Dieb verübt worden ist, welcher vorher schon zweimal wegen Diebstahls wenigstens mit Gefängniſs bestraft war;

8) wenn wenigstens drei Diebstähle, von denen jeder mehr als 20 Drachmen beträgt, zugleich zu strafen sind;

9) wenn der Betrag des Diebstahls die Summe von 400 Drachmen übersteigt.

375. Der Diebstahl wird mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit bestraft:

1) wenn der Dieb vorher schon zweimal wegen Diebstahls oder Raubes Kettenstrafe oder die Strafe des Arbeitshauses erlitten, und nun wieder einen 20 Drachmen übersteigenden Diebstahl begangen hat;

2) wenn der Dieb, ohne sich vorher mit Waffen besonders versehen zu haben, entweder erst ergriffene Waffen oder die zur Verübung des Diebstahls mitgebrachten Werkzeuge als Waffen zur Schreckung oder Miſshandlung derjenigen Personen gebraucht hat, welche die Hinwegbringung des entwendeten Gutes verhindern wollten;

3) wenn von einer Bande oder von Vaganten in Verbindung ein Diebstahl verübt worden ist, welcher nach N° 1. 2. 3. 4. 5. und 9. des vorhergehenden Artikels mit Arbeitshaus zu strafen wäre;

4) wenn wenigstens drei Diebstähle, von denen jeder mit Arbeitshaus zu strafen wäre, an dem Diebe zugleich zu strafen sind;

5) wenn ein, nach N° 1. 2. 3. 4. und 5. des vorhergehenden Artikels, mit Arbeitshaus strafbarer Diebstahl die Summe von 1000 Drachmen übersteigt.

376. Als besonderer Erschwerungsgrund ist es zu betrachten, wenn der Diebstahl verübt worden ist:

1) an Sachen, welche zum Eigenthum des Staates, des Königs oder des Königlichen Hauses, oder zum Vermögen einer frommen Stiftung für Gottesdienst, Unterricht oder Wohlthätigkeit gehören, oder sonst zum Nutzen oder Dienste des

Publicums gewidmet, oder unter obrigkeitlichem Schutze hinterlegt, oder mit gerichtlichem Beschlage belegt sind;

2) an Vieh auf der Weide, im Pferche oder Triebe; an den auf freiem Felde stehenden Bienenstöcken; an den auf dem Felde stehenden Ackergeräthschaften und Ackerthieren; an geernteten Früchten, welche noch nicht in einen geschlossenen Hofraum gebracht sind; an bereits gefälltem aber noch im Freien sitzendem Holze, an Schwemm- oder Flofsholz; an Wild in Parken oder Thiergärten; an Fischen in Weihern und Fischteichen; am Tuche auf der Bleiche und andern Sachen, welche nicht besonders verwahrt werden können;

3) an öffentlich aufgestellten Kunstgegenständen, oder anderen zur Zierde oder zum Nutzen dienenden Denkmalen;

4) in öffentlichen Gasthäusern;

5) bei Feuers- und Wassernoth, in dringenden Kriegsgefahren, während eines Aufruhrs, oder bei andern dergleichen Unglücksfällen;

6) in öffentlichen Kaufläden, auf Jahr- und Wochenmärkten, oder im Gedränge einer an öffentlichen Orten versammelten Volksmenge;

7) zur Nachtzeit;

8) von Dienstboten ausser dem Falle des Art. 377 N° 7; von Gesellen oder Lehrjungen; von Taglöhnern oder solchen Personen, welche für Lohn oder Kost Dienste leisten und deswegen im Hause aus- und eingehen, an der Dienstherrschaft, dem Meister oder Hausherrn, oder an Jemand, der sich mit diesen in derselben häuslichen Gemeinschaft befindet;

9) durch Einbruch oder Einsteigen in unbewohnte Gebäude, oder durch Einsteigen in bewohnte, mittelst besonders veranstalteter Vorbereitungen oder herbeigeschaffter Hülfsmittel.

377. Entwendungen, welche

1) zwischen Ehegatten oder von Wittwern und Wittwen am Nachlasse des verstorbenen Ehegatten;

2) zwischen rechten oder diesen gleichgeachteten Aeltern und Kindern;

3) zwischen Geschwistern;

4) zwischen Neffen und Oheimen oder Tanten, Grofsoheimen oder Grofstanten;

5) zwischen andern in derselben Familiengemeinschaft lebenden Verwandten;

6) zwischen Verschwägerten bis zum zweiten Grade nach civilrechtlicher Berechnung;

7) vom Gesinde an Efs- und Trinkwaaren aus Lüsternheit begangen werden, sollen, die im Art. 374 N° 4—6 und Art. 375 N° 3 bezeichneten Fälle ausgenommen, nur auf Verlangen und Anzeige des Beschädigten in Untersuchung gezogen

und alsdann, wenn Kettenstrafe oder Arbeitshaus eintreten würde, mit Gefängnifs nicht unter 6 Monaten, ausserdem aber mit Gefängnifs in verhältnifsmäfsigem Maafse bestraft werden.

378. Wenn der Dieb, ehe derselbe über die Entwendung auf irgend eine Art von der Obrigkeit oder vom Gerichte zur Rede gestellt wurde, ohne rechtswidrigen Nachtheil eines Dritten die Zurückgabe oder den vollen Ersatz des Entwendeten, oder die gänzliche Zufriedenstellung des Beschädigten bewirkt hat, so findet dieses Diebstahls wegen Untersuchung und Bestrafung nicht statt.

Ist der Ersatz oder die Zufriedenstellung nur zum Theil geschehen, so wird dadurch die Strafbarkeit nicht ganz aufgehoben, und so weit, als es bei Bestimmung und Zumessung der Strafe auf eine Summe anzukommen hat, nur diejenige Strafe zuerkannt, welche nach Abrechnung des Zurückerstatteten dem Gesetze nach statt findet.

379. Bei der Bestimmung des Betrages eines Diebstahles ist der gemeine Werth, welchen die entwendete Sache zur Zeit der Entwendung hatte, zum Grunde zu legen. Haben Mehrere als Miturheber einen Diebstahl verübt, so wird derselbe ohne Rücksicht auf die Vertheilung des Gestohlenen einem jeden Miturheber nach dem vollen Werthe zugerechnet.

380. Zu den bewohnten Gebäuden werden gerechnet:

1) alle Häuser und Gebäude, in welchen Menschen wirklich wohnen, wenn sie sich auch zur Zeit des begangenen Diebstahls darin nicht aufgehalten haben;

2) der zu einem bewohnten Hause gehörige geschlossene Hofraum und die in demselbem stehenden Gebäude.

381. Ein geschlossener Hofraum ist derjenige, in welchen man nur durch Einbrechen oder Einsteigen gelangen kann.

382. Aeussern Einbruch begeht derjenige, welcher sich auf was immer für eine gewaltsame Art und Weise, entweder einen vorher nicht vorhanden gewesenen oder geschlossenen Eingang eröffnet, oder eine vorhandene Oeffnung zum Eindringen erweitert, oder sich sonst eine Oeffnung verschafft, mittelst welcher er den vorhandenen Eingang zum Eindringen sich öffnen oder auch ohne einzudringen die Entwendung im Innern vollbringen kann.

383. Der innere Einbruch wird durch gewaltsame Eröffnung von Thüren, Gemächern oder andern Behältnissen begangen.

384. Unter falschen Schlüsseln werden Sperrhaken, Dietriche, Haupt- und nachgemachte Schlüssel und andere Instrumente verstanden, womit Schlösser eröffnet werden können.

II. *Unterschlagung.*

385. Wer eine fremde bewegliche Sache in Besitz oder Gewahrsam hat, und in der Absicht, sie dem Eigenthümer ohne Ersatz zu entziehen, dieselbe für sich behält, ganz oder zum Theil verbraucht, aus Eigenthum übertragenden Titeln an Andere überläfst, der macht sich der Unterschlagung schuldig.

386. Diese Absicht, zu entziehen, ist gegen denjenigen als erwiesen anzunehmen, welcher

1) dem zur Zurückforderung Berechtigten den Besitz oder die Gewahrsam abläugnet; oder

2) ohne bereite Mittel zum Ersatze die Verbrauchung oder Veräusserung vorgenommen, und auf erfolgte Zurückforderung die Herbeischaffung der Sache, oder die vollkommene Zufriedenstellung des Berechtigten nicht sogleich bewirkt hat.

387. Nach den Bestimmungen über die Unterschlagung ist auch derjenige zu strafen, welcher eine Sache findet, und diese auf Anfrage abläugnet, oder der Obrigkeit den Fund nicht wenigstens innerhalb 8 Tagen, nachdem eine öffentliche Aufforderung an den Finder geschehen ist, anzeigt.

388. Die Unterschlagung, welche keine der in den folgenden Artikeln 389 und 390 bestimmten erschwerenden Eigenschaften hat, wird, wenn der Gegenstand der Unterschlagung den Werth von 20 Drachmen übersteigt, mit Gefängnifs bestraft.

389. Die Untersuchung wird mit Arbeitshaus gestraft:

1) wenn eine den Betrag von 20 Drachmen übersteigende Unterschlagung von Jemand verübt worden ist, welcher vorher schon zweimal wegen Unterschlagung wenigstens mit Gefängnifs bestraft worden war;

2) wenn wenigstens drei Unterschlagungen, von welchen jede mehr als 20 Drachmen beträgt, an dem Thäter zugleich zu strafen sind;

3) wenn die Unterschlagung mittelst Erbrechung oder Verletzung obrigkeitlich angelegter Siegel verübt worden ist;

4) Wenn Vormünder oder Curatoren am Vermögen ihrer Pflegbefohlenen; gerichtlich bestellte oder bestätigte Depositarien, Sequester, Massecuratoren, oder Güterpfleger an dem ihnen zur Bewahrung anvertrauten oder zur Masse gehörigen Vermögen; Testamentsexecutoren an der Erbmasse; Verwalter des Stiftungs- oder Communalvermögens, so weit diese nicht unter den Staatsbeamten und öffentlichen Dienern begriffen sind, am Vermögen der Stiftungen oder Communen eine Unterschlagung begehen;

5) wenn der Betrag des Unterschlagenen die Summe von 400 Drachmen übersteigt.

390. Die Unterschlagung wird mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit gestraft:

1) wenn der Thäter vorher schon zweimal wegen Unterschlagung Kettenstrafe oder die Strafe des Arbeitshauses erlitten, und nun wieder eine Unterschlagung, deren Betrag 20 Drachmen übersteigt, begangen hat;

2) wenn wenigstens drei einzeln mit Arbeitshaus strafbare Unterschlagungen an dem Thäter zugleich zu strafen sind;

3) wenn der Betrag einer nach dem vorhergehenden Artikel N° 3 und 4 mit Arbeitshaus strafbaren Unterschlagung 100 Drachmen übersteigt.

391. Als besonderer Erschwerungsgrund ist es zu betrachten, wenn die Unterschlagung begangen worden ist:

1) von Gastwirthen, Handelsleuten, welche Commissions- oder Speditionshandel treiben, Schiffscapitänen, Entrepreneuren jeder Art, Fuhr- oder Schiffleuten, oder deren Schreibern, Aufsehern, Matrosen, Fuhrknechten und andern Dienern, ferner von Handwerkern und andern Arbeitsleuten, Dienstboten, Taglöhnern, Handwerksgesellen und Lehrjungen an ihnen zur Bewahrung, zum Transporte, zum Ueberbringen oder Verarbeiten anvertrauten Gegenständen;

2) von Pfandinhabern an dem ihnen übergebenen Faustpfande;

3) in den in Art. 376 N° 1 und 5 erwähnten Fällen.

392. Wer, nachdem er in einer gerichtlichen Verhandlung Rechtstitel, Procefsschriften oder andere Urkunden vorgelegt, dieselben wieder von den Acten entfernt, oder auf irgend eine Weise unterschlagen hat, soll mit Gefängnifs von drei Tagen bis zu drei Monaten und an Geld von 25 bis 300 Drachmen bestraft werden.

Das Gericht, bei welchem der Rechtsstreit anhängig ist, hat die Strafe zu erkennen.

393. Was in den Artikeln 377 bis 379 über den Diebstahl verordnet ist, kommt auch bei der Unterschlagung zur Anwendung.

394. Wer Gelder, Rechtstitel oder andere Mobiliargegenstände, welche ihm vermöge seines Amtes zur Verwahrung, Verwaltung, Vertheilung oder Ablieferung an eine andere Behörde oder einen Privaten übergeben sind, für sich behält, ganz oder zum Theile verbraucht, aus Eigenthum übertragenden Titeln an Andere überläfst, — Fälle des Art. 485 ausgenommen, — es seyen die anvertrauten Gelder oder Sachen Staats- oder Privateigenthum, es sey dieses mit der Absicht des Ersatzes und bei bereiten Mitteln zu demselben geschehen oder nicht, wird mit Gefängnifs nicht unter 3 Monaten; wenn der Betrag oder Werth des Veruntreuten 500

Drachmen übersteigt, mit Arbeitshaus; und wenn der Beamte bei gleich grofsem Betrage zugleich die Flucht ergriffen hat, mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit bestraft.

395. Wer an Sachen, die ihm zwar im Amte nicht anvertraut sind, die er aber durch Geltendmachung seines Amtes in seine Gewalt zu bringen gewufst hat, eine Unterschlagung begeht, ist nach den Bestimmungen der Art. 388 — 390 zu strafen, jedoch ist in Fällen, wo nur auf Gefängnifs zu erkennen ist, mit dieser Strafe die Dienstentlassung zu verbinden.

VIER UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Vom Betruge.

I. Ueberhaupt.

Art. 396. Wer, um einen andern in Schaden zu bringen, oder sich selbst einen unerlaubten Vortheil zu verschaffen, wissentlich falsche Thatsachen für wahr ausgibt, wahre Thatsachen unerlaubter Weise vorenthält oder unterdrückt, und dadurch entweder den Anderen beschädiget, oder sich einen Vortheil verschafft, der ist des Betruges schuldig.

Auch derjenige, welcher von fremdem Betruge sich selbst zum Vortheile oder einem Dritten zum Nachtheile wissentlich Gebrauch macht, ist als Betrüger zu betrachten.

397. Der Betrug ausser Verträgen ist allzeit, bei Verträgen aber alsdann strafbar:

1) wenn bei einem zweiseitigen, auf gegentheiligen Vortheil gerichteten Vertrage, die Täuschung oder Benutzung des Irrthums des Andern sich auf wesentliche Stücke der Vertragsart bezieht und in Folge derselben rechtswidriger Vortheil bezogen oder Schaden gestiftet worden ist;

2) wenn bei einseitigen Verträgen der Eine den Andern durch Täuschung zur Eingehung des Vertrages verleitet, und dadurch in Schaden gebracht hat.

398. Der Betrug, welcher keine der in den folgenden Artikeln 399. und 401. bestimmten erschwerenden Eigenschaften hat, soll, wenn die Gröfse des durch den Betrug zugefügten Schadens oder des erlangten unerlaubten Vortheiles den Werth von 20 Drachmen übersteigt, mit Gefängnifs gestraft werden.

399. Der Betrug ist mit Arbeitshaus zu strafen:

1) wenn der Betrüger die Religion, eine religiöse Handlung oder eine durch Religion geheiligte Sache als Mittel zur Ausübung des Betruges gebraucht hat;

2) wenn, mit Anwendung falscher Pässe oder Amtscertificate, Sammlungen oder Collecten angestellt worden sind, unter dem falschen Vorgeben, dafs es für Verunglückte, für Gefangene, oder für wohlthätige oder fromme Zwecke geschehe;

3) wenn der Betrug in eigennütziger Absicht, um Jemand durch abergläubische oder hinterlistige Verblendungen, unter anderem insbesondere durch Zeichen- oder Traum-Deuten, Wahrsagen, angebliches Geisterbeschwören, Schatzgraben, oder Goldmachen zu hintergehen, begangen worden ist;

4) wenn der Betrug von einer Bande oder von Vaganten in Verbindung verübt worden ist;

5) wenn bei offenen oder freien Gewerben verfälschtes Maſs oder Gewicht gebraucht worden ist;

6) wenn Personen, welche vermöge ihres Gewerbes Gold, Silber oder Edelsteine verkaufen, wissentlich Waaren von unedlen oder geringhaltigen Metallen als probemäſsig, oder unächte Steine als Edelsteine verkaufen, oder die ihnen anvertrauten Metalle oder Edelsteine gegen geringhaltige Metalle oder Steine vertauschen;

7) wenn die im Artikel 389 No. 4. genannten Personen sich in Ansehung der dort benannten Gegenstände eines Betruges schuldig gemacht haben;

8) wenn ein 20 Drachmen übersteigender Betrug von Jemand verübt worden ist, welcher vorher schon zweimal wegen Betruges wenigstens mit Gefängniſs gestraft war;

9) wenn wenigstens drei Betrügereien, von welchen jede mehr als 20 Drachmen beträgt, an dem Thäter zugleich zu strafen sind;

10) wenn der Betrug die Summe von 400 Drachmen übersteigt.

400. Im Falle des vorhergehenden Art. No. 5 sind die falschen Maſs und Gewichte zu confisciren.

401. Der Betrug wird mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit bestraft:

1) wenn der Betrüger vorher schon zweimal wegen Betruges Kettenstrafe oder die Strafe des Arbeitshauses erlitten, und nun wieder einen den Betrag von 20 Drachmen übersteigenden Betrug begangen hat;

2) wenn von einer Bande oder von Vaganten in Verbindung ein Betrug begangen worden ist, welcher nach Art. 390, No. 1, 2, 3 und 10 mit Arbeitshaus zu strafen wäre;

3) wenn wenigstens drei ausser einer Bande verübte, einzeln mit Arbeitshaus zu strafende Betrügereien an dem Betrüger zugleich zu strafen sind;

4) wenn ein mit Arbeitshaus strafbarer Betrug die Summe von 1000 Drachmen übersteigt.

402. Die Bestimmungen in dem Art. 376 No. 1 und 5, dann in den Art. 377 bis 379 und 391 No. 1 kommen auch bei dem Betruge zur Anwendung.

II. *Insbesondere:*

1. *Betrügliche Verkürzung an schuldigen Staatsabgaben.*

Art. 403. Wer den Staat um die demselben schuldigen Abgaben oder Gefälle betrüglich verkürzt hat, soll, neben der durch die sonstigen Umstände der That verwirkten Strafe, um den vierfachen Betrag des beabsichtigten Gewinnes gestraft werden.

Verkürzungen und Unterschleife im Aufschlags-, Mauth-, Zoll-, Salinen-, Post- und Stempelwesen, werden nach den besonderen hierüber erlassenen Verordnungen betraft.

2. *Betrug bei dem Schuldenwesen.*

404. Wer im Zustande des Vermögensrückganges durch betrügerische Handlungen einzelne Gläubiger vor andern begünstigt, oder um seine Gläubiger zu verkürzen Geld oder geldeswerthe Sachen heimlich zurückbehält, oder auf die Seite schafft, Activforderungen verschweigt, oder deren Bezahlung heimlich annimmt, oder erdichtete Gläubiger aufstellt, der soll, wenn er nicht als Handelsmann, Wechsler oder Fabrikant sich dadurch eines betrüglichen Bankerottes schuldig gemacht hat, nach den vorhergehenden Artikeln 398 und 399 No. 10 gestraft werden.

405. Handelsleute, Wechsler oder Fabrikanten, welche nach den Bestimmungen des Handelsgesetzbuches des Bankerottes oder der Theilnahme daran für schuldig erachtet werden, sollen im Falle eines betrügerischen Bankerottes mit Arbeitshaus, im Falle eines einfachen Bankerottes aber mit Gefängnifs von einem Monat bis zu zwei Jahren bestraft werden.

406. Wechselagenten, Waaren-, Schiffs- und andere Mäkler, sollen, wenn sie in Faillite gerathen sind, mit der Strafe des Arbeitshauses, im Falle des betrügerischen Bankerottes aber mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit belegt werden.

3. *Betrug durch falsche Ausstreuungen.*

407. Wer in der Absicht, nicht ausser Curs gesetzte Geldmünzen zu verrufen, oder ihren gesetzlich bestimmten Werth zu verändern; oder in der Absicht, den Preis von Waaren, Staatspapieren, oder anderen zum Verkaufe ausgebotenen Gegenständen über den gewöhnlichen, durch den freien Verkehr gebildeten Preis zu erhöhen; oder unter denselben herabzudrücken, oder den Verkauf solcher Gegenstände zu verhindern, oder zu einem bestimmten Preis zu erzwingen, wissentlich falsche Nachrichten oder Thatsachen ausstreut, soll, wenn dieses in Folge einer getroffenen Verabredung unter Mehreren geschehen, mit Gefängnifs bis zu sechs Monaten und an Geld von fünfzig bis eintausend Drachmen, ausserdem mit Gefäng-

niſs bis zu zwei Monaten und an Geld von zwanzig bis zweihundert Drachmen gestraft werden.

FÜNF UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Beschädigungen durch Brandlegung oder Ueberschwemmung.

I. Brandlegung.

Art. 408. Wer an Wohnungen, bemannten Schiffen, an Magazinen oder Schiffswerften, welche bewohnt sind, oder zur Wohnung dienen, oder an andern Aufenthaltsorten von Menschen, oder an solchen Gebäuden oder Sachen, welche Wohnungen und Aufenthaltsorten von Menschen so nahe sind, daſs sie diesen das Feuer mittheilen können, Brand gelegt hat, soll bestraft werden:

I. mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn auch das Feuer nicht ausgebrochen ist;

II. mit lebenslänglicher Kettenstrafe, wenn das Feuer ausgebrochen;

III. mit dem Tode, wenn ausser dem Ausbruche des Feuers zugleich noch die im folgenden Artikel 409 bestimmten erschwerenden Umstände einzeln oder in Verbindung eingetreten sind.

409. Als erschwerende Gründe sind anzusehen:

1) wenn durch das ausgebrochene Feuer ein Mensch getödtet oder lebensgefährlich beschädigt worden ist, in soferne der Brandstifter diese Folge voraussehen konnte;

2) wenn das Feuer ausgebrochen ist zu einer Zeit, wo die Bewohner gewöhnlich im Schlafe liegen;

3) wenn der Brand in Städten oder Dörfern zu einer Zeit ausgebrochen ist, wo sich der gröſste Theil der Einwohner ausser derselben befunden hat, vorausgesetzt, daſs dieses dem Brandleger bekannt gewesen;

4) wenn der Verbrecher in Städten oder Dörfern an verschiedenen Orten zugleich Brand gelegt hat, und das Feuer wenigstens an einem Orte ausgebrochen ist;

5) wenn der Brand an solchen Versammlungsorten gelegt war, wo eine groſse Anzahl von Menschen der Beschädigungsgefahr ausgesetzt wurde;

6) wenn die Brandlegung begangen wurde während einer gemeinen Noth, bei Aufruhr, Wassers-, Kriegs- und andern dergleichen Gefahren;

7) wenn der Brand an Gebäuden gelegt wurde, in welchen Pulvervorräthe verwahrt werden, oder an Orten, in deren Nähe sich solche Vorräthe befinden, vorausgesetzt, daſs der Brandleger hiervon Wissenschaft hatte;

8) wenn der Brand gelegt wurde, damit unter dessen Begünstigung ein anderes Verbrechen von dem Brandleger selbst

oder von Andern begangen werden möge, und zu Begehung dieses Verbrechens wenigstens der Versuch gemacht worden ist.

410. Wer an einsam stehenden unbewohnten Gebäuden oder Behältnissen, an Schiffen, Magazinen, Schiffswerften ausser den im Artikel 408 bemerkten Voraussetzungen, abgesonderten Holzvorräthen, abgeernteten und noch im Freien stehenden Feld-, Wiesen- oder Gartenfrüchten, an einzelnen Bäumen, Hecken, Gesträuchen, oder an andern Sachen, von deren Anzündung nach aller Wahrscheinlichkeit weder Verbreitung des Feuers, noch Gefahr für bewohnte menschliche Aufenthaltsorte zu besorgen ist, Brand gelegt hat, soll, wenn auch das Feuer nicht ausgebrochen, mit Gefängniſs nicht unter drei Monaten, und wenn dasselbe ausgebrochen ist, nicht unter sechs Monaten gestraft werden.

411. Die Brandlegung, welche insbesondere an Waldungen oder noch nicht abgeernteten Feldfrüchten ohne Gefahr für Menschen und menschliche Aufenthaltsorte begangen wird, ist mit Arbeitshaus, und wenn das Feuer ausgebrochen, mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit zu strafen.

412. Wer an seinem Eigenthume selbst Brand gelegt hat, der ist zu bestrafen:

I. wenn dieses mit Gefahr für Menschen oder fremdes Eigenthum geschieht, nach den Bestimmungen der vorstehenden Artikel;

II. ausserdem nur dann, wenn es in der Absicht des Betruges geschieht, und zwar allein der Brandlegung wegen mit Gefängniſs nicht unter sechs Monaten; wenn aber der Schaden den Betrag von vierhundert Drachmen übersteigt, mit Arbeitshaus.

413. Das Feuer ist in allen Fällen für ausgebrochen zu erachten, sobald sich dasselbe andern Sachen ausser den Brandmaterialien mitgetheilt hat.

414. Der Rückfall oder Zusammenfluſs zieht bei Brandlegungen die nächst höher stehende Strafgattung alsdann nach sich:

1) wenn den Rückfälligen eine Strafe derselben Gattung, wie er sie vorher schon erlitten hat, treffen würde;

2) wenn von den im Zusammenflusse stehenden Brandlegungen wenigstens die drei strafbarsten mit, der Gattung nach, gleicher Strafe zu belegen waren;

Auf Todesstrafe, welche nicht schon an sich verwirkt ist, findet jedoch dieser Uebergang niemals statt.

415. Wer nach gelegtem Brande den Ausbruch des Feuers verhindert, ist von der Strafe frei. Wer das eben ausgebrochene Feuer auf der Stelle selbst wieder gelöscht hat, so daſs, ausser dem durch den bloſsen Ausbruch desselben bewirkten,

kein weiterer Schaden entstanden ist, soll mit Gefängnifs von einem Monat bis zu sechs Monaten gestraft und unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt werden.

416. Ist das Feuer erst nach dem Ausbruche und nachdem es schon einen Schaden gestiftet hat, jedoch vor dessen weiterer Ausbreitung von dem Brandleger selbst, oder durch seine Veranstaltung, aus eigenem Antriebe, gelöscht worden, so soll statt der Todesstrafe, den im Art. 409 No. 1 bestimmten Fall ausgenommen, auf Kettenstrafe auf bestimmte Zeit; statt der lebenslänglichen Kettenstrafe auf Arbeitshaus; statt der Kettenstrafe auf bestimmte Zeit auf Gefängnifs; statt der Arbeitshausstrafe auf Gefängnifs bis zu einem Jahre erkannt werden; und wo ohne die mildernde Voraussetzung auf Gefängnifs zu erkennen wäre, soll dieses verhältnifsmäfsig gemindert und auf keinen Fall über drei Monate zuerkannt werden.

417. Wer aus Unvorsichtigkeit oder Nachlässigkeit einen Brand erregt hat, wird mit Gefängnifs bis zu sechs Monaten bestraft.

Gleicher Strafe unterliegt derjenige, welcher durch Verheimlichung eines in seiner Wohnung entstandenen Brandes schädliche Verbreitung desselben verursacht hat.

418. Hat derjenige, welcher den Brand aus Fahrlässigkeit verursacht hat, ihn selbst unterdrückt, oder hat er durch schleunige Anzeige bei der Obrigkeit Veranstaltung zur Unterdrückung oder gegen die Verbreitung des Feuers veranlafst, so ist derselbe straffrei.

II. Verursachte Ueberschwemmung.

419. Wer um eine Ueberschwemmung zu verursachen, Deiche oder Dämme mit gemeiner Gefahr für Leben oder Eigenthum durchsticht oder beschädigt, soll bestraft werden:

1) mit dem Tode, wenn dadurch ein Mensch getödtet worden ist;

2) mit lebenslänglicher Kettenstrafe, wenn Jemand lebensgefährlich beschädigt, oder über ein Jahr arbeitsunfähig geworden ist; oder wenn die Ueberschwemmung nur als Mittel zur Begehung eines anderen Verbrechens dienen sollte, und zur Begehung dieses Verbrechens wenigstens der Versuch gemacht worden ist;

3) mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, wenn ein Mensch in Lebensgefahr oder über sechs Monate, jedoch unter einem Jahr arbeitsunfähig geworden ist, oder der dadurch verursachte Schaden mehr als zweitausend Drachmen beträgt;

4) mit Arbeitshausstrafe, wenn Jemand über einen Monat jedoch unter sechs Monaten arbeitsunfähig geworden ist, oder der Schaden mehr als vierhundert Drachmen beträgt, aber zweitausend Drachmen nicht übersteigt;

5) mit Gefängnifsstrafe nicht unter einem Jahr in jedem anderen Falle.

420. Wurde eine Ueberschwemmung durch blofse Fahrlässigkeit verursacht, so tritt Gefängnifsstrafe bis zu drei Monaten ein.

SECHS UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von anderen Zerstörungen oder Beschädigungen fremden Eigenthums.

Art. 421. Die absichtliche Zerstörung oder Beschädigung fremden Eigenthumes soll, wenn sie an andern als an den in den folgenden Artikeln 422 bis 424 benannten Sachen, oder auf eine andere als auf die daselbst bestimmte Weise geschehen ist, und nach dem Werthe des gestifteten Schadens die Summe von zwanzig Drachmen übersteigt, mit Gefängnifs bestraft werden.

422. Mit Gefängnifs nicht unter zwei Jahren soll die absichtliche Beschädigung oder Zerstörung fremden Eigenthumes bestraft werden, wenn dieselbe geschehen ist:

1) mittelst Einsteigens oder Einbrechens in Gebäude, oder in Verbindung von Mehreren, oder von solchen, welche sich dazu mit Waffen besonders versehen haben;

2) an Sachen, welche dem Nutzen oder Dienste des Publicums gewidmet sind, insbesondere an Löschgeräthschaften, Brücken, Wegen, Canälen, Dämmen, Brunnen, Wasserleitungen und dergleichen mehr;

3) an öffentlichen Magazinen, Niederlagen, oder anderen zum öffentlichen Gebrauche oder Nutzen dienenden Bauwerken;

4) an Sachen, an deren Erhaltung dem Staate besonders gelegen ist, insbesondere an Sammlungen für Wissenschaften und Künste, an den zu Fabriken, zum Bergbau und Hüttenwesen gehörigen Werken, Maschinen, Vorrichtungen, Vorräthen u. s. w.;

5) an Baum- und andern Pflanzungen;

6) wenn der durch die Zerstörung oder Beschädigung gestiftete Schaden vierhundert Drachmen übersteigt, ohne jedoch eintausend Drachmen zu erreichen.

423. Mit Arbeitshaus ist die absichtliche Zerstörung oder Beschädigung fremden Eigenthumes zu bestrafen:

1) wenn zwei oder mehrere der im vorigen Art. 422 bezeichneten Umstände, insofern dieses geschehen kann, zusammentreffen;

2) wenn der gestiftete Schaden mehr als eintausend Drachmen beträgt.

424. Die zum Nachtheile eines Andern unternommene Vernichtung, oder Unterdrückung einer ächten öffentlichen oder Privaturkunde wird gleich der Fälschung nach den Bestimmungen der Art. 247 bis 257 bestraft.

425. Als besonderer Erschwerungsgrund soll es betrachtet werden, wenn eine solche absichtliche Zerstörung oder Beschädigung geschehen ist:

1) an Sachen, welche zum Eigenthum des Staates, des Königs oder des königlichen Hauses, einer Kirche, einer für Gottesdienst, Unterricht oder Wohlthätigkeit bestimmten öffentlichen Anstalt gehören;

2) an Sachen, welche nach ihrer Natur oder Bestimmung nicht wohl in sichere Verwahrung gebracht werden können, vielmehr dem öffentlichen Vertrauen hingegeben werden müssen, insbesondere an ungeernteten Früchten, an dem auf dem Felde stehenden landwirthschaftlichen Geräthschaften, an den in den Flüssen oder Kanälen, Rheden oder Häfen liegenden Shiffen, an dem Tuche auf der Bleiche und dergleichen mehr;

3) aus Haſs, Rachsucht oder Bosheit gegen einen öffentlichen Beamten oder Diener, wegen oder in Beziehung auf die Ausübung seines Amtes;

4) zur Nachtzeit.

426. Alle Zerstörung oder Beschädigung fremden Eigenthumes soll, mit Ausnahme der nach Art. 422 No. 1 bis 4 und Art. 424 zu beurtheilenden Fälle, nur auf Anzeige oder Verlangen des Beschädigten untersucht und bestraft werden.

427. Wer insbesondere, um Thiere Anderer zu tödten oder zu beschädigen, Weiden, Wiesen, Teiche oder andere Viehtränken vergiftet; wer absichtlich eine Viehseuche oder eine ansteckende Viehkrankheit verbreitet, der soll bestraft werden:

I. mit Gefängniſs nicht unter sechs Monaten;

II. wenn Thiere eines Anderen oder Anderer dadurch wirklich getödtet oder beschädigt worden sind, mit Arbeitshaus;

III. wenn sich die Tödtung oder Beschädigung auf Thiere ganzer Gemeinden oder Gegenden erstreckt hat, mit Kettenstrafe auf bestimmte Zeit.

428. Wer solche Handlungen aus Unachtsamkeit oder Fahrlässigkeit begangen hat, wird mit Gefängniſs, im Falle des vorhergehenden Artikels 427 No. I. bis zu drei Monaten; im Falle No. II. von einem bis zu sechs Monaten, und im Falle No. III. von drei Monaten bis zu zwei Jahren bestraft.

SIEBEN UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Beschädigungen durch Veränderung der Gränzzeichen, durch Nachdruck, Wucher, Verletzung fremder Geheimnisse und andere nachtheilige Handlungen.

I. Veränderung der Gränzzeichen.

Art. 429. Wer die Gränzzeichen der Grundstücke, oder die zur Bezeichnung der Höhe und Abtheilung des Wassers gesetzten Aichpfähle in der Absicht, den dadurch bezeichneten

Rechtsstand zu verrücken, verändert, vernichtet oder unkenntlich macht, der soll gestraft werden mit Gefängniſs:

I. nicht unter einem Jahr, wenn sie unter amtlichem Glauben;

II. bis zu einem Jahr, wenn sie nicht unter amtlichem Glauben gesetzt gewesen sind.

Ist dieses ohne die genannte Absicht, jedoch vorsätzlich geschehen, so findet im Falle No. I. Gefängniſs bis zu einem Monat, oder Geldstrafe bis zu zweihundert Drachmen, im Falle No. II. aber Geldstrafe bis zu einhundert Drachmen oder Gefängniſs bis zu zwei Wochen statt.

430. Dieselben Strafen treten unter denselben Voraussetzungen auch gegen denjenigen ein, welcher die Unterlage (das Geheimniſs) amtlich gesetzter Grundsteine hinweg nimmt oder vernichtet.

431. Gegen verpflichtete Märker, Feldschieder und Wasserbauverständige, welche vorbenannte Thaten selbst verüben, oder zu denselben sich miſsbrauchen lassen, ist ihre Aufstellung als öffentliche Diener ein besonderer Erschwerungsgrund. Zugleich soll auch diese Aufstellung, wenn gleich nur auf Gefängniſs- oder Geldstrafe erkannt wird, im Urtheile für zurückgenommen erklärt werden.

II. Nachdruck und Nachahmung von Kunst- und Geistes-Werken.

432. Wer Bücher, oder andere Druckschriften, Musikalien, Kupferstiche, Zeichnungen oder Landcharten ohne Einwilligung des Verfassers, Verfertigers, Verlegers oder desjenigen, welcher deren Rechte erlangt hat, oder ihrer Erben, durch Vervielfältigung mittelst Druckes oder auf andere Weise ohne Verarbeitung zu eigener Form innerhalb fünfzehn Jahren von der Zeit ihrer Herausgabe, sofern nicht ein längerer Zeitraum durch ein ertheiltes Privilegium festgesetzt ist, in Umlauf bringt, oder von Anderen auf solche Weise widerrechtlich gefertigten Nachdrücken oder Nachahmungen von Kunst oder Geisteswerken innerhalb des erwähnten Zeitraums verbreitet, der wird, wenn nicht dieses Privilegium die Strafe besonders bestimmt hat, an Geld von zweihundert bis zweitausend Drachmen gestraft.

In jedem Falle ist der Umlauf auf Verlangen des Beschädigten durch Beschlagnahme zu hemmen und diesem, nach eingetretener Rechtskraft des verurtheilenden Erkenntnisses, die Verfügung über die in Beschlag genommenen Gegenstände zu überlassen.

433. Die Bestimmungen des vorigen Artikels gelten auch:

1) zu Gunsten eines Ausländers, selbst ohne ein eigenes Privilegium in Griechenland erworben zu haben, in dem Falle,

wenn in demjenigen Staate, zu welchem der Ausländer gehört, den griechischen Unterthanen gleicher Schutz gewährt ist;

2) bei anderen Erfindungen, Werken und Erzeugnissen der Wissenschaften oder Künste, in soferne sie durch besondere inländische Privilegien gegen beschädigende Nachahmungen gesichert sind.

III. Wucher.

434. Wer einen Anderen in Creditsgeschäften durch einen von den bürgerlichen Gesetzen für wucherlich erklärten Vertrag übervortheilt, soll auf Anzeige und Verlangen des Betheiligten nach folgendem Unterschiede bestraft werden:

I. wenn er unerlaubten Vortheil wirklich bezogen hat, bei unverkleidetem Wucher an Geld bis zu 200 Drachmen und zugleich mit Gefängnifs bis zu einem Monate; bei verkleideten aber an Geld von 100 bis zu 600 Drachmen und mit Gefängnifs bis zu drei, und wenn er entweder wegen drei Wucherfällen zugleich oder nach zweimaliger Bestrafung zum drittenmal zu strafen ist, bis zu 6 Monaten;

II. wenn er aus dem wucherlichen Geschäfte noch keinen Vortheil gezogen hat, mit Gefängnifs bis zu zwei Wochen oder an Geld bis zu 100 Drachmen.

Das Urtheil gegen einen zum drittenmal gestraften Wucherer soll öffentlich bekannt gemacht werden.

435. Ein wucherlicher Contract heifst verkleidet, wenn das wahre Verhältnifs der Zinsen zum Capitale nicht unmittelbar aus dem Contracte selbst mit Bestimmtheit und Klarheit eingesehen werden kann.

IV. Beschädigung durch einer Versteigerung gemachte Hindernisse.

436. Wer bei öffentlichen Versteigerungen die freie Concurrenz durch Gewalt oder Drohungen hindert, oder durch Geschenke oder Versprechungen die Steigerer absichtlich entfernt oder entfernt hält, soll mit Gefängnifs bis zu drei Monaten bestraft werden.

V. Nachtheilige Geschäfte mit Personen unter fremder Gewalt.

437. Wer mit einem minderjährigen oder andern Menschen, von dem ihm bekannt seyn kann, dafs er nicht frei über das Seinige verfügen darf, ohne Vorwissen und Einwilligung derjenigen, deren Gewalt derselbe untergeben ist, ein ihm nachtheiliges Geschäft heimlich eingeht, wird mit Gefängnifs bis zu 3 Monaten und an Geld bis zu 500 Drachmen gestraft, vorbehaltlich der civilrechtlichen Bestimmungen über die Ungültigkeit eines solchen Geschäftes.

438. Ist der Schuldige schon zweimal wegen des im vorigen Artikel bezeichneten Vergehens gestraft worden, oder wenigstens wegen drei mit verschiedenen Personen eingegangenen Geschäfte der bezeichneten Art zu strafen, so ist nebst einer Geldstrafe bis zu eintausend Drachmen auf Gefängniſs nicht unter 3 Monaten zu erkennen.

Wegen Bekanntmachung der Urtheile gilt dasselbe, was im Artikel 434 verordnet ist.

VI. Benachtheiligungen durch Vormünder und dgl.

439. Vormünder oder Curatoren, Massecuratoren, Güterpfleger, Sequestrationsverwalter, Testamentsexecutoren, Verwalter des Stiftungs- oder Communalvermögens, welche, auch ohne Unterschlagung oder Betrug, ihren Pflegbefohlenen, Massen oder Stiftungen oder Communen absichtlich zum Nachtheil handeln, sollen:

I. wenn sie sich dadurch eigenen Vortheil verschafft haben, und dieser Vortheil über 50 Drachmen beträgt, mit Gefängniſs nicht unter 2 Jahren, bei geringerem Betrage mit Gefängniſs von 6 Monaten bis zu 2 Jahren;

II. ausserdem mit Gefängniſs bis zu 6 Monaten gestraft werden.

Sie sollen überdies jeder ihnen übertragenen Tutel, Curatel oder sonstigen Verwaltung für verlustig erklärt werden.

VII. Beschädigung durch Sachverständige.

440. Oeffentlich verpflichtete Sachverständige und Schätzleute, welche in nicht streitigen Rechtssachen Jemand durch ihr Gutachten vorsätzlich oder mittelst absichtlicher Ueberschätzung beschädigen, sollen mit Gefängniſs bis zu einem Jahr bestraft werden.

VIII. Beschädigung durch Lieferanten.

441. Wer einzeln oder als Mitglied einer Gesellschaft Antheil an Lieferungen oder Unternehmungen irgend einer Art für Rechnung der Land- oder Seemacht genommen, und die übernommenen Verbindlichkeiten, ohne durch höhere Gewalt daran verhindert zu seyn, im Ganzen oder theilweise nicht erfüllt hat, soll mit Arbeitshaus bestraft werden.

442. Mit derselben Strafe, wie die Lieferanten selbst, sind deren Verwalter, Agenten und andere bei solchen Unternehmungen Angestellte zu belegen, wenn sie das im vorhergehenden Artikel bestimmte Verbrechen begangen oder daran Antheil genommen haben.

443. Wer ausser dem Falle des Artikels 441 durch Nachlässigkeit, Unachtsamkeit oder Mangel an Vorsicht die Liefe-

rungen oder anderen übernommenen Arbeiten blos verzögert, soll mit Gefängniſs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren bestraft werden.

444. Die im Art. 441 bis 443 erwähnten Vergehen und Verbrechen können nur auf Begehren der Staatsregierung in Untersuchung genommen und bestraft werden.

IX. Beschädigung durch Verletzung fremder Geheimnisse.

445. Wer unbefugter Weise und mit rechtswidriger Absicht, um Jemanden zu schaden, sich oder einem Dritten einen Vortheil zu verschaffen, in fremde Geheimnisse sich dadurch eindrängt, daſs er eines Andern Briefe, Urkunden, Acten, Handelsbücher oder andere Papiere erbricht, liest, abschreibt, erbrechen, lesen oder abschreiben läſst, soll auf Antrag oder Anzeige des dadurch Verletzten mit Gefängniſs bis zu drei Monaten, und wenn er seine rechtswidrige Absicht ganz oder zum Theil erreicht hat, mit Gefängniſs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren bestraft werden.

446. Wer, im Dienste von Fabriken oder Handelshäusern stehend, in deren Privatgeheimnisse durch unerlaubte Wege oder Mittel eindringt, oder diese unter Verpflichtung zur Verschwiegenheit erfahren hat, und solche Geheimnisse an Andere verräth, wird auf Verlangen oder Anzeige des Fabrik- oder Handelsherrn mit Gefängniſs bis zu 3 Monaten, bei wirklicher Beschädigung mit Gefängniſs von 3 Monaten bis zu 3 Jahren gestraft.

447. Gefängniſsstrafe bis zu 3 Monaten, und bei wirklicher Beschädigung von 3 Monaten bis zu 2 Jahren tritt auf Antrag oder Anzeige des Verletzten ein gegen Geistliche, Advokaten, Aerzte, Hebammen, Apotheker, und andere Personen, welchen ihres Berufes wegen Privatgeheimnisse anvertraut zu werden pflegen, wenn sie, ausser den Fällen, in welchen sie gesetzlich zur Anzeige bei der Obrigkeit verbunden sind, solche Geheimnisse andern mittheilen.

ACHT UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Verletzung des Fischerei-Rechtes.

Art. 448. Wer ohne Erlaubniſs des Berechtigten in Gewässern, in welchen Jemand die Fischereigerechtigkeit hat, fischt, der wird auf Anzeige des Berechtigten mit Gefängniſs bis zu einem Monate oder an Geld bis zu 200 Drachmen bestraft.

Hat der Thäter verderbliche Mittel angewendet, oder sind die Thäter in Verbindung auf das Fischen ausgegangen, so soll auf Gefängniſs bis zu 3 Monaten oder auf Geld bis zu 500 Drachmen erkannt werden.

Die Fischereigeräthschaften und Werkzeuge der Frevler werden confiscirt.

NEUN UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von den Dienstverletzungen der Staatsbeamten und öffentlichen Diener.

I. Dienstverletzungen der Staatsbeamten.

1) wegen gesetzwidrigen Antrittes, gesetzwidriger Fortsetzung und Niederlegung ihres Amtes.

Art. 449. Jeder öffentliche Beamte, der seine Function begonnen hat, ohne vorher den vorgeschriebenen Amtseid geleistet zu haben, kann deshalb mit einer Geldstrafe von 20 bis 200 Drachmen belegt werden.

450. Setzt ein öffentlicher Beamter, nachdem derselbe von seiner durch die zuständige Behörde ausgesprochenen Suspension, Degradation oder Dienstenthebung auf officiellem Wege in Kenntniſs gesetzt worden ist, seine amtlichen Functionen fort, so ist derselbe in eine Gefängniſsstrafe von 3 Monaten bis zu 2 Jahren zu verurtheilen.

Dieselbe Strafe tritt dann ein, wenn ein Beamter versetzt worden ist, und gegen die erhaltene Weisung in seinem alten Amte fortfährt.

451. Oeffentliche Beamte, welche in Folge einer gemeinschaftlichen Berathung und Beschluſsfassung ihre Dienstentlassung in der Absicht eingereicht haben, um dadurch die Ausübung der Justiz, der Administration, oder eines sonstigen Regierungszweiges zu verhindern oder zu unterbrechen, sollen mit Gefängniſs nicht unter 2 Jahren bestraft werden.

2) Verletzung der Amtsverschwiegenheit.

452. Ein Staatsbeamter, welcher seiner Amtspflicht zuwider:

1) Thatsachen, welche ihm blos durch seine Amtsverhältnisse bekannt geworden;
2) Acten oder Urkunden, die ihm vermöge seines Amtes anvertraut sind;

andern Personen mittheilt oder zur Einsicht vorlegt, soll, wenn dieses in eigennütziger Absicht geschehen, oder wenn dadurch der Staat oder ein Private in Schaden gebracht worden ist, nach Gröſse des bezielten Vortheils oder gestifteten Schadens mit Gefängniſs von einem Monat bis zu 2 Jahren gestraft werden.

453. Verletzungen der Amtsverschwiegenheit bei Abstimmungen durch richterliche Beamte oder Geschworne sollen, wenn es in eigennütziger Absicht geschehen oder dadurch der Staat oder ein Private in Schaden gebracht worden ist, mit Gefängniſs nicht unter 6 Monaten, ausserdem mit Gefängniſs von einem Monat bis zu einem Jahr bestraft werden.

454. Geschah die im Art. 452 und 453 erwähnte Mittheilung an eine auswärtige Macht, oder ihren Agenten, so tritt Gefängnifsstrafe nicht unter 6 Monaten ein.

455. Jede Verletzung der Amtsverschwiegenheit, ausser den in Art. 452 und 454 genannten Fällen, wird nach den bestehenden Dienstvorschriften mit Disciplinarstrafe belegt.

3) *Bestechung.*

456. Ein Staatsbeamter oder Geschworner soll wegen Bestechung bestraft werden:

I) mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn er zur Vor- oder Nichtvornahme einer zu seinem amtlichen Wirkungskreise gehörigen Handlung ein Geschenk oder was immer für einen Vortheil angenommen, oder zur Annahme des Versprochenen sich bereit erklärt hat;

II) mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren, wenn dieses geschehen, um pflichtwidrig zum Vortheile eines Andern, oder zum Nachtheile des Staates oder eines Privaten, eine amtliche Handlung vorzunehmen oder zu unterlassen;

III) mit Arbeitshaus, wenn er sich einer solchen pflichtwidrigen Handlung wirklich schuldig gemacht hat.

457. Wer für eine bereits vollzogene Amtshandlung, selbst ohne vorgängiges Versprechen, irgend eine Belohnung, zu deren Annahme er von der geeigneten Behörde nicht ermächtigt worden ist, angenommen hat, wird gleichfalls wegen Bestechung nach den näheren Bestimmungen des Art. 456 bestraft.

458. Wenn der Beamte oder Geschworne das, was ihm selbst ohne seinen Willen, auf irgend eine Weise zugekommen oder einem seiner Angehörigen von einer Parthei oder einem Sollicitanten gegeben worden ist, längstens binnen 3 Tagen nach dem Empfange oder nach erlangter Kenntnifs, ohne nachgewiesene rechtmäfsige Verhinderungsursache, entweder der Polizeibehörde nicht übergeben oder dem Gerichte zur Untersuchung nicht angezeigt hat, so wird derselbe mit dem Einwande, dafs er das Geschenk oder den Vortheil nicht angenommen habe oder nicht habe annehmen wollen, nicht gehört.

459. Wer einem Staatsbeamten, Geschwornen oder seinen Angehörigen irgend ein Geschenk, oder was immer für einen Vortheil wegen einer zu dessen amtlichem Wirkungskreise gehörigen Handlung verspricht oder gibt, versprechen oder geben läfst, ohne Rücksicht, ob das Versprochene oder das Gegebene von dem Beamten oder Geschwornen angenommen worden ist oder nicht, soll in die Bezahlung des doppelten Werthes des gegebenen oder angebotenen Vortheiles, oder, wenn dieser nicht in Geld zu berechnen wäre, in eine Geldstrafe nicht unter 50 Drachmen verurtheilt werden.

Wenn jedoch die Bestechung in der Absicht, sich oder einem Dritten einen unerlaubten Vortheil zu verschaffen, oder den Staat oder einen Privaten in Schulden zu bringen, zu dem Zwecke geschehen ist, um den Beamten oder Geschwornen zu einer pflichtwidrigen Handlung zu verleiten, so soll ausser der Geldstrafe auf Gefängnifs bis zu 2 Jahren, und in sofern der beabsichtigte Erfolg wirklich eingetreten ist, nicht unter einem Jahr erkannt werden.

460. Das gegebene oder versprochene Geschenk soll jedesmal der Armenkasse des Orts, wo der Staatsbeamte oder Geschworne wohnt, dessen Bestechung versucht, oder der wirklich bestochen worden ist, verfallen seyn.

4) *Bedrückung.*

461. Beamte, welche aus Eigennutz einen Privaten an Steuern, Abgaben, Taxen, Stempeln, Sporteln oder anderen Leistungen etwas abnehmen, was diesem überhaupt nicht, oder wenigstens nicht in der geforderten Gröfse zu zahlen obliegt, sollen gestraft werden:

I) mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn keine der in den nachfolgenden Nummern II. und III. bestimmten erschwerenden Eigenschaften vorhanden ist;

II) mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren, wenn der Beamte entweder wegen drei solcher Handlungen zugleich oder nach vorhergegangener Bestrafung wiederholt zu strafen ist;

III) mit Arbeitshaus, wenn eine solche Handlung mit Ränken, betrüglich oder unter falschen Vorspiegelungen geschehen ist.

462. Gleiche Strafen finden gegen diejenigen Beamten statt, welche die Erhebung dieser Abgaben, welchen Namen sie immer haben mögen, den von ihnen bestellten Schreibern oder Gehülfen überlassen, wenn hieraus eine in dem vorhergehenden Artikel berührte Bedrückung entstanden, in so weit dieses mit Wissen des Beamten zu seinem eigenen oder zum Vortheile der Schreiber oder Gehülfen geschehen ist.

Die Schreiber und Gehülfen werden in jedem Falle, wenn nicht die Umstände der That dieselbe zum Verbrechen steigern, mit Gefängnifs bis zu 2 Jahren bestraft.

5) *Verschweigung eigener Betheiligung.*

463. Ein Staatsbeamter, welcher bei einer Sache so betheiligt ist, dafs er nach den Bestimmungen der Procefsordnung darin Richter zu seyn unfähig wäre, und mit Verschweigung dieses ihm bekannten Verhältnisses in der Sache nach seiner amtlichen Eigenschaft handelt, soll, ohne Unterschied, ob die Ausübung des Amtes im streitigen oder nicht

streitigen, im civil- oder strafrechtlichen, im administrativen oder polizeilichen Wege geschehen, gestraft werden:

I) mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn dieses in der Absicht geschah, sich oder einem Andern einen unerlaubten Vortheil zu verschaffen, oder den Staat oder einen Privaten zu beschädigen;

II) mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren, wenn bei gleicher Absicht der Vortheil erreicht, oder der Schaden gestiftet worden, oder Rückfall vorhanden ist.

6) *Theilnahme an Geschäften, welche mit den Amtsverrichtungen unverträglich sind.*

464. Jeder öffentliche Beamte oder Diener, welcher auf directe oder indirecte, auf offene oder versteckte Weise, insbesondere auch durch vor- oder untergeschobene Personen, einen pecuniären oder irgend einen andern Vortheil bei Versteigerungen, Verpachtungen oder sonstigen Unternehmungen genommen, über welche er zur Zeit der Vornahme der Handlung die Verwaltung, Aufsicht oder Leitung gehabt, oder deren Besorgung ihm oblag, soll mit Gefängnifsstrafe bis zu 2 Jahren und Geldstrafe von 100 bis 200 Drachmen belegt werden.

465. Dieselbe im vorhergehenden Artikel bestimmte Strafe ist auch gegen diejenigen zu erkennen, welche auf directe oder indirecte, auf offene oder versteckte Weise irgend einen Vortheil oder Privatantheil an einem Geschäfte nehmen, bei welchem sie die Gelder auszuzahlen, oder anzuweisen, die Rechnungen zu stellen, oder zu revidiren, oder wobei sie an der Liquidation mitzuwirken haben.

466. Jeder Militär-Commandant, Nomarch oder Eparch, welcher auf eine offene oder versteckte, directe oder indirecte Weise, an dem Orte, oder in dem Bezirke seiner Amtsführung irgend einen Privatantheil an einem Handel mit Getreide, Mehl, Hülsefrüchten, Reis, Wein oder anderen Getränken nimmt, ist mit Geldstrafe von 300 bis 6000 Drachmen zu belegen, und zu gleicher Zeit die Confiscation der zu diesem Handel bestimmten Vorräthe auszusprechen.

Eine Ausnahme macht der Verkauf der auf eigenem Grund und Boden erzeugten Früchte.

7) *Mifsbrauch der Amtsgewalt.*

467. Staatsbeamte, welche wissentlich einen Unschuldigen dem Untersuchungs-Processe unterwerfen, sind mit der Strafe der falschen Denunciation (Art. 334) zu belegen.

Mit dieser Strafe ist die Dienstentlassung zu verbinden.

468. Staatsbeamte, welche ihren Amtspflichten zuwider, eine ihnen obliegende Untersuchung unterlassen, oder Angeschuldigte eigenmächtig ohne Urtheil aus der Untersuchung entlassen, sollen, in so fern dieses aus eigennütziger Absicht, oder im Einverständnisse mit dem zur Untersuchung zu Ziehenden, oder um einem Dritten zu nützen oder zu schaden geschehen, gestraft werden:

I) mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren, wenn die Untersuchung ein Verbrechen;

II) mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn die Untersuchung ein Vergehen;

III) mit Gefängnifs von 2 Wochen bis zu 3 Monaten, oder Geldstrafe nicht unter 50 Drachmen, wenn sie eine Polizei- oder Disciplinar-Uebertretung betroffen hat.

469. Wenn ein öffentlicher Beamter ausser den im Gesetze vorgeschriebenen Fällen, und ohne die Beobachtung der gesetzlich vorgeschriebenen Förmlichkeiten, in seiner amtlichen Eigenschaft in eine Privatwohnung gegen den Willen des Inhabers eingedrungen ist, so soll derselbe mit Gefängnifs bis zu 6 Monaten bestraft werden.

470. Post- und andere Beamte, welche die Unterschlagung oder Eröffnung der der Post anvertrauten Briefe entweder selbst begangen oder dazu mitgewirkt haben, sind mit Gefängnifsstrafe von 3 Monaten bis zu 2 Jahren zu belegen.

471. Untersuchungsbeamte, welche mit einem zum Verhaft gebrachten Angeschuldigten das erste Verhör länger als 24 Stunden ohne gegründete Ursache verschieben, sollen, wenn dieses aus Hafs, Rachsucht, Eigennutz, oder sonst unerlaubtem Interesse geschehen, oder wenn die Verschiebung länger als einen Monat gedauert hat, mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren gestraft werden.

472. Mifshandlungen von Angeschuldigten oder Zeugen, welche sich Untersuchungs- oder Polizei-Beamte zu Schulden kommen lassen, sollen, wenn dadurch einem Unschuldigen ein Geständnifs, oder einem Zeugen eine falsche Aussage abgeprefst worden, bestraft werden:

I) mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren, in sofern es bei einem Verbrechen;

II) mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn es bei einem Vergehen;

III) mit Gefängnifs von 2 Wochen bis zu 3 Monaten, in sofern es bei einer Disciplinar- oder Polizei-Uebertretung geschehen ist.

473. Haben Gerichtsdiener, Aufseher oder Wärter die Gefangenen muthwillig oder boshaft mifshandelt, so sollen sie mit Gefängnifs von einem Monat bis zu 2 Jahren, andere

Untersuchungs- oder Polizeibeamte aber mit Gefängnifs nicht unter 3 Monaten bestraft werden.

474. Oeffentliche Beamte, welche mit wissentlicher Ueberschreitung ihrer Amtsgränzen Strafurtheile, die zum Erkenntnisse einer andern Behörde geeignet sind, eigenmächtig fällen; wissentlich das Straferkenntnifs nicht so, wie es erlassen worden ist, vollziehen; Strafen, welche zu den vom Gesetze angenommenen Strafarten nicht gehören, verhängen; Nomarchen, welche bei oder in Folge der Anordnung eines Standrechtes die in dem Gesetzbuche über das Verfahren in Strafsachen bestimmten Vorschriften nicht beobachten; dergleichen Staatsanwälte und andere Beamte, welche bei oder in Folge der Erkennung des Standrechtes wissentlich oder absichtlich ungesetzliches Benehmen sich zu Schulden kommen lassen, sollen, wenn eine deshalb gegen sie verfügte Disciplinarstrafe fruchtlos geblieben ist, mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, beim weiteren Rückfalle aber, sofern dieser eintreten kann, mit Gefängnifs nicht unter einem Jahr bestraft werden.

475. Ein Staatsbeamter, welcher willkührlich ohne ein rechtskräftiges oder gegen ein lossprechendes Urtheil an einer Person eine Strafe vollzogen hat, soll gestraft werden:

I) mit Gefängnifs nicht unter 2 Jahren, wenn die vollzogene Strafe die eines Verbrechens war;

II) mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn sie die Strafe eines Vergehens gewesen;

III) mit Gefängnifs von 2 Wochen bis zu 3 Monaten, wenn die Strafe die einer Disciplinar- oder Polizeiübertretung war.

δ) *Amtsüberschreitung.*

476. Richter, Untersuchungsbeamte, Staats- und Generalprocuratoren, so wie deren Substitute, sind zu bestrafen:

1) mit Arbeitshaus, wenn sie sich die Ausübung gesetzgebender Gewalt anmafsen, indem sie Verordnungen erlassen, welche gesetzliche Bestimmungen enthalten, oder indem sie den Vollzug eines Gesetzes suspendiren;

2) mit Gefängnifs von 3 Monaten bis zu 2 Jahren, wenn sie mit Ueberschreitung der Gränzen ihrer Zuständigkeit in den Wirkungskreis der Verwaltungsbehörden in der Art übergreifen, dafs sie entweder Verordnungen in den Administrativgegenständen erlassen; oder dafs sie den Vollzug der von den Administrativbehörden ausgegangenen Weisungen untersagen; oder dafs sie nach ertheilter Erlaubnifs oder gegebenem Befehle, Verwaltungsbeamte wegen einer Amtshandlung vorzuladen, auf dem Vollzuge dieses ihres Befehles oder Beschlusses, ungeachtet der ausgesprochenen Nich-

tigkeitserklärung, oder des angemeldeten Competenzconflictes, beharren.

477. Richter, welche, nachdem eine vor sie gebrachte Angelegenheit von einer Verwaltungsbehörde als zu ihrem Wirkungskreise gehörig in der vorgeschriebenen Form abgefordert worden ist, nichtsdestoweniger vor der Entscheidung der obern Verwaltungsbehörde zum Urtheil schreiten, sind mit Geldstrafe von 20 bis 200 Drachmen zu belegen.

Dieselbe Strafe ist zu erkennen gegen Staatsanwälte und deren Substituten, welche in dem oben bemerkten Falle die Schöpfung des Urtheils requiriren, oder zu dem Ende Conclusionen abgeben.

478. Jeder Richter, welcher ungeachtet einer in gesetzlicher Weise angebrachten Reclamation der Betheiligten oder der Verwaltungsbehörde, ohne Ermächtigung der Staatsregierung gegen einen öffentlichen Beamten wegen der Anschuldigung eines in der Ausübung seines Amtes begangenen Verbrechens oder Vergehens Verfolgungsbefehle erlassen hat, soll an Geld nicht unter 100 Drachmen bestraft werden.

Eben dieselbe Strafe trifft die Staatsanwälte, und deren Substitute, dann die Untersuchungsbeamte, welche dergleichen Verfolgungsbefehle in Antrag gebracht haben.

479. Nomarchen, Kreisdirectoren, Eparchen, Bürgermeister und andere Verwaltungsbeamte sind zu bestrafen:

1) im Falle des Art. 476 N° 1 mit Arbeitshaus;

2) mit Gefängniſs von 3 Monaten bis 2 Jahren, wenn sie sich in die Zuständigkeit der Gerichtsstellen dadurch einmischen, daſs sie mittelst allgemeiner oder specieller an die Gerichte oder an einzelne richterliche Beamte erlassener Befehle, den Vollzug eines Urtheiles, oder eines von einem Untersuchungsbeamten erlassenen Vorführungs- oder Verwahrungsbefehles verbieten;

3) mit Geldstrafe von 20 bis 200 Drachmen, wenn sie sich in die Entscheidung von Civilrechtsstreitigkeiten eingemischt haben, und nach von einer Partei erhobener Reclamation, ehe noch die obere Verwaltungsbehörde darüber erkannt hat, zur Entscheidung der Sache geschritten sind.

9) *Amts- und Dienstverweigerung.*

480. Justiz- und Administrativ-Beamte oder öffentliche Diener, welche unter irgend einem Vorwande, insbesondere auch unter dem Vorgeben der Dunkelheit oder des Stillschweigens der Gesetze, und nachdem sie von den Partheien dazu gehörig aufgefordert worden sind, ihr Amt zu üben verweigern, und ohngeachtet sie von ihren Vorgesetzten zur Erfüllung ihrer Amtsobliegenheiten angemahnt oder angewie-

sen worden sind, auf dieser Weigerung beharren, können deshalb gerichtlich verfolgt und in eine Geldstrafe nicht unter 200 Drachmen verurtheilt werden.

481. Jeder Commandant, Officier oder Unterofficier der öffentlichen Gewalt, welcher sich weigert, die seinem Befehle untergebene bewaffnete Macht aufzubieten, und zu gebrauchen, ohngeachtet er hierzu von der zuständigen Civilbehörde förmlich aufgefordert worden ist, wird mit Gefängnifs bis zu 3 Monaten bestraft.

10) Untreue im Amte.

482. Ein Staatsbeamter, welcher in Bestimmung, Erhebung und Verwaltung der Abgaben, Gefälle oder sonstigen Einnahmen das seiner Verwaltung anvertraute Eigenthum verkürtzt, soll, wenn es geschehen, um einen Andern zu begünstigen oder sich selbst einen Vortheil zu schaffen, bestraft werden:

1) mit Gefängnifs nicht unter 3 Monaten, wenn der gehoffte oder erhaltene Gewinn die Summe von 500 Drachmen nicht übersteigt;

2) mit Arbeitshaus, wenn der Gewinn 500 Drachmen übersteigt.

483. Wer die zur Controle oder Uebersicht der Einnahmen und Ausgaben an Geld oder Material angeordneten Bücher, Journale oder Register entweder gar nicht, oder nicht nach Vorschrift, oder diese in so unordentlichem Zustande hat, dafs man daraus dessen Stand nicht entnehmen kann; wer seine Privatcasse mit der ihm anvertrauten Amtscasse vermengt, soll blofs deswegen, ohne dafs es darauf ankommt, ob ein Cassendefect vorhanden ist oder nicht, wenn eine deshalb gegen ihn verfügte Disciplinarstrafe fruchtlos geblieben ist, im nächsten Betretungsfalle mit Gefängnifs bis zu einem Jahr bestraft werden.

484. Hat ein Beamter durch Fälschung der Rechnungen oder der zum Eintragen oder zur Controle der Einnahmen und Ausgaben an Geld oder Material bestimmten Bücher und Register oder durch Beiseiteschaffung der Acten einen Abgang zu verstecken gesucht; hat er Einnahmsposten nicht verrechnet, oder nicht geleistete Zahlungen als Ausgabe nicht in Rechnung gebracht; hat er verkaufte Sachen als nichtverkauft vorgetragen; hat er Scheine von falschem Inhalt, zur Bemäntelung einer Ungerechtigkeit in der Einnahme oder Ausgabe vorgelegt; hat er in Beziehung auf Zeit oder Gegenstände der Einnahme oder Ausgabe an Geld oder Sachen einen Betrug gespielt: so ist derselbe zum Arbeitshause, und wenn der zugefügte Schaden eintausend

Drachmen übersteigt, zur Kettenstrafe auf bestimmte Zeit zu verurtheilen.

485. Ein Beamter, welcher ohne die Absicht zu veruntreuen, und ohne einen Betrug zu begehen, die ihm im Amte anvertrauten Gelder oder Sachen sich zum Vortheile auf Zinsen anlegt, oder auf andere Weise zu seinem Privatnutzen gebraucht, oder andern zum Gebrauche überläſst, ist an Geld von einhundert bis tausend Drachmen zu bestrafen.

Ist dadurch dem Staate oder einem Privaten ein Verlust zugegangen, so ist mit dieser Strafe Gefängniſs bis zu 2 Jahren zu verbinden.

486. Mit der Strafe des Artikels 485. wird auch derjenige Staatsbeamte belegt, welcher aus Cassen, die nicht seiner Verwaltung jedoch seiner Aufsicht untergeben sind, ohne Genehmigung der zuständigen Behörden ein Darlehen aufgenommen hat.

11) Ungenannte Dienstpflichtverletzungen der Staats-Beamten.

487. Oeffentliche Beamte, welche ausser den im gegenwärtigen Gesetzbuche ausdrücklich bestimmten Fällen die gemeinen oder die besonderen Pflichten des ihnen übertragenen Amtes verletzen, diese mögen in der Natur und Eigenschaft desselben liegen, oder durch besondere Instructionen vorgezeichnet seyn, sollen, in soferne nicht in diesen Instructionen selbst andere Strafen angeordnet sind, auf folgende Weise gestraft werden:

1) wenn es geschehen ist, um sich selbst einen Vortheil zu verschaffen, oder den Staat oder einen Privaten in Schaden zu bringen, mit Geldstrafe nicht unter 100 Drachmen;

2) nach vorausgegangener einmaliger Disciplinarstrafe mit Geldstrafe bis zu 200 Drachmen, wenn es zwar vorsätzlich, jedoch ohne jene Nebenabsicht geschah.

12) Dienstpflichtverletzungen der öffentlichen Beamten aus Fahrlässigkeit, Unfleiſs oder Leichtsinn.

488. Oeffentliche Beamte, welche bei Ausübung ihres Amtes Fahrlässigkeiten begehen; aus Unfleiſs oder Leichtsinn die obliegenden Pflichten ihres Amtes vernachlässigen; durch unsittliches Betragen ihres Amtes sich unwürdig bezeigen, sollen mit Disciplinarstrafe belegt werden.

II) Dienstpflichtverletzungen der öffentlichen Diener.
1) Ueberhaupt.

489. Wenn die in den vorhergehenden Artikeln oder an andern Stellen dieses Gesetzbuches erwähnten Dienstpflicht-

verletzungen der Staatsbeamten von öffentlichen Dienern, sofern dieses nach der Natur dieser Handlungen geschehen kann, begangen werden, so sind auch diese, wenn nicht etwas Abweichendes ausdrücklich angeordnet ist, nach denselben Vorschriften zu behandeln und zu strafen.

2) Insbesondere der Advokaten.

490. Verpflichtete Rechtsanwälte, welche, im rechtswidrigen Einverständnisse mit der Gegenparthei, dieser zu Gunsten und ihrer eigenen zum Nachtheile handeln, in derselben Rechtssache beiden Partheien durch Rath oder Beistand dienen, ihrer Parthei absichtlich nachtheilige Rathschläge ertheilen, sollen mit Gefängnifs nicht unter 3 Monaten gestraft, und mindestens auf 6 Monate von der Rechtsanwaltschaft suspendirt, beim Rückfall aber, oder wenn wenigstens drei solche noch ungestrafte Thaten zugleich zu strafen sind, zum Arbeitshause verurtheilt, und aus der Liste der Rechtsanwälte für immer gestrichen werden.

491. Wenn verpflichtete Rechtsanwälte aus Gewinnsucht die ihnen anvertrauten Geschäfte verzögern, ihrer Parthei dasjenige, was sie für dieselbe in den ihnen übertragenen Geschäften an Geld oder geldeswerthen Sachen empfangen haben, nicht zur gehörigen Zeit abliefern, sondern widerrechtlich vorenthalten: so sollen dieselben, nach vorausgegangener einmaliger Disciplinarstrafe, mit Gefängnifs bis zu einem Jahre bestraft, und mindestens auf 3 Monate von der Rechtsanwaltschaft suspendirt, beim Rückfalle aber zum Gefängnifs nicht unter 6 Monaten verurtheilt, und aus der Liste der Rechtsanwälte für immer gestrichen werden.

3) Dienstpflichtverletzungen der Gemeindeverwaltungs-Beamten.

492. Gemeindevorstände, Gemeinderäthe, und diejenigen, welche an der Verwaltung des Gemeinde- oder Stiftungsvermögens Theil nehmen, unterliegen einer Geldstrafe von 20 bis 200 Drachmen, wenn sie zwar nicht eigenmächtig, aber mit Verletzung der vorgeschriebenen Formen, aus dem Vermögen ihrer Gemeinden, oder der ihrer Verwaltung übergebenen Stiftungen, Anlehen entnehmen, Grundstücke pachten, oder dergleichen Anlehen oder Verpachtungen an ihre Verwandten in auf- oder absteigender Linie oder Seitenverwandten und Verschwägerten bis zum zweiten Grade bewirken.

III. Allgemeine Bestimmungen.

493. Wenn die in den vorhergehenden Artikeln oder an anderen Stellen dieses Gesetzbuches angeführten Dienstpflicht-

Verletzungen, sofern dieses nach der Natur dieser Handlungen geschehen kann, von Militär- Marine- Kirchen- oder Gemeindebeamten begangen werden, so sind auch sie nach denselben Vorschriften, wie die öffentlichen oder Staatsbeamten selbst, zu behandeln und zu bestrafen. Insbesondere findet die Verfügung des Art. 24 auch bei ihnen Anwendung.

494. Wenn öffentliche Beamte oder öffentliche Diener in ihrem Amte oder Dienste Handlungen begehen, welche schon an sich Verbrechen oder Vergehen sind, oder zu Begehung solcher Handlungen ihr Amt oder ihren Dienst mifsbrauchen, so finden zwar, so weit nicht besondere Vorsehung getroffen, die gegen solche Handlungen geordnete Strafen statt; jedoch soll die Eigenschaft des Thäters als Staatsbeamter oder öffentlicher Diener, als besonders erschwerender Umstand gelten.

495. In allen Fällen sind Amtsvorgesetzte oder obere Behörden, welche Dienstpflichtverletzungen der ihnen untergebenen Staatsbeamten oder öffentlichen Diener wissentlich geschehen lassen, nach Verschiedenheit ihrer Verschuldung als deren Urheber oder Gehülfen zu strafen.

DREISSIGSTES CAPITEL.

Von den Amtsvergehen der Geistlichen insbesondere.

496. Geistliche, welche entweder in einer bei Ausübung ihres Amtes, und vor einer öffentlichen Versammlung gehaltenen Rede, oder in Pastoralinstructionen über ein Gesetz oder eine sonstige Regierungshandlung oder über die Staatsregierung selbst, auf was immer für eine Weise einen Tadel aussprechen, sollen mit Gefängnifs bis zu 2 Jahren bestraft werden.

497. Derselben Strafe unterliegen geistliche Behörden und einzelne Geistliche, welche mit einer auswärtigen Macht, oder mit einer auswärtigen geistlichen oder weltlichen Behörde über Gegenstände ihrer Amtsführung auf andere Weise als durch das zuständige Staatsministerium einen Briefwechsel oder sonstigen Verkehr unterhalten.

498. Dieselbe Strafe tritt auch dann gegen geistliche Behörden und einzelne Geistliche ein, wenn dieselben, gegen die bestehenden Vorschriften, Verordnungen ohne das Königliche Placet bekannt machen, oder ohne die Genehmigung der Staatsregierung mittelst vorsätzlicher Ueberschreitung ihrer Zuständigkeit Verfügungen erlassen.

499. Jeder Geistliche, welcher zu den religiösen Ceremonien einer Trauung oder Beerdigung schreitet, ehe den weltlichen Gesetzen über die Eingehung einer Ehe oder über die Beerdigung Genüge geleistet, und diese von dem zustän-

digen Civilstandsbeamten gehörig bescheinigt worden ist, soll mit Disciplinarstrafe, im Wiederholungsfalle aber an Geld bis zu 200 Drachmen bestraft werden.

DRITTES BUCH.

Von Polizeiüberschreitungen.

ERSTER ABSCHNITT.

Allgemeine Bestimmungen.

I. Von Polizeiüberschreitungen im Allgemeinen.

Art. 500. Was von unerlaubten Handlungen im ersten Buche im Allgemeinen verordnet worden ist, findet auch bei Polizeiübertretungen Anwendung, wo nicht durch ausdrückliche Erklärung oder durch den Zusammenhang der gesetzlichen Bestimmungen eine Ausnahme begründet ist.

501. Die Geldbufsen sollen in die Kasse der Gemeinde in deren Bezirk die Polizeiübertretung begangen worden ist, eingeworfen werden.

II. Vom bösen Vorsatz und von der Fahrlässigkeit.

502. Die Polizeiübertretungen werden schon an sich wegen der gegen ein Verbot begangenen Handlungen oder der gegen ein Gebot geschehenen Unterlassungen, unabhängig von der Beschaffenheit der Absicht, auch wegen blofser Fahrlässigkeit bestraft.

Nur in den Fällen der Art. 673, 688, 690 und 693 bleibt es bei der Regel.

III. Vom Versuche.

503. Bei den Polizeiübertretungen ist der Versuch straffrei, in sofern die Uebertretung nicht zu den Handlungen gehört, welche eine unmittelbare Verletzung oder Störung der Rechte des Staates oder eines Privaten enthalten.

Der Versuch ist sodann, wenn im einzelnen Falle, wie im Art. 702 nicht anders verordnet ist, mit herabgesetzter Strafe, jedoch nicht unter der Hälfte derjenigen zu belegen, welche im Falle der Vollendung der That zu verhängen wäre.

In keinem Falle darf dabei unter das geringste in Art. 14 und 15 bestimmte Strafmaas herabgegangen werden.

IV. Von Urhebern und Gehülfen.

504. Die Gehülfen werden, in so ferne nicht das Gesetz in Ansehung einzelner Polizeiübertretungen etwas anders verordnet, mit der gegen die Urheber angedrohten Strafe belegt.

Die Strafe soll jedoch nach Vorschrift des vorhergehenden Artikels nicht unter die Hälfte, und niemals unter das gesetzlich geringste Maafs herabgesetzt werden.

Diejenigen, welche sich aus eigennütziger Absicht damit abgeben, gemeingefährlichen Polizeiübertretern Unterkunft zu verschaffen, sind als Miturheber zu bestrafen.

V. Von der Haftung.

1) Der Körperschaften.

505. Einer Körperschaft können zwar die von der Gesammtheit oder Mehrheit der Mitglieder oder Einzelnen derselben begangenen Polizeiübertretungen niemals, sondern sie sollen nur den schuldigen Einzelnen zugerechnet werden; dadurch wird jedoch die Haftung der Gemeinden für die Schäden in ihren Markungen, in so weit eine solche Haftung durch besondere gesetzliche Bestimmungen ausgesprochen ist, keineswegs aufgehoben.

2) Für Uebertretungen Dritter.

506. Wer nicht als Miturheber oder Gehülfe anzusehen ist, haftet für Polizeiübertretungen Dritter nur in den gesetzlich bezeichneten Fällen.

3) Für Untergebene.

507. Jeder Handwerksmeister, Fabrikant, berechtigter Unternehmer und Händler hat hinsichtlich der in Bezug auf sein Gewerbe oder seinen Verkehr gebotenen und verbotenen Handlungen, für die Uebertretungen seiner Stellvertreter, Provisoren, Aufseher, Gesellen, Gehülfen, Diener, Arbeiter oder sonst untergeordneten Personen zu haften, wenn diese Uebertretungen mit seinem Wissen, sofern er es hätte hindern können, begangen worden sind, oder wenn ihm irgend eine Vernachlässigung der schuldigen Aufsicht zur Last liegt.

Dieselbe Haftung tritt ein bei Aeltern, Vormündern und Schullehrern hinsichtlich ihrer minderjährigen Kinder, Pflegebefohlenen und Schüler.

508. Haben die im vorhergehenden Art. 507. genannten untergeordneten Personen, die Polizeiübertretung ohne Wissen des Gewerbsinhabers oder ihres Vorgesetzten begangen, so wird ihnen dieses als ein besonders erschwerender Umstand angerechnet.

509. Wenn die Gesetze gegen die Polizeiübertretung Geldbufse oder Arrest angeordnet haben, so trifft die Gewerbsinhaber oder Vorgesetzten die Geldbufse, und die untergeordneten Personen werden mit Arrest belegt.

Nach demselben Grundsatz ist gegen die Gewerbsinhaber

oder Vorgesetzten zu verfahren, wenn Arrest und Geldstrafe angeordnet worden ist.

510. Wurde blofse Geldbufse angeordnet, so ist die Geldbufse von den Aeltern, Gewerbsinhabern und anderen in Art. 507 genannten Vorgesetzten zu bezahlen, für die dortgenannten untergeordneten Personen aber das Geld in Arrest umzuwandeln.

Im Falle der Anordnung einer blofsen Arreststrafe soll diese gegen die untergeordneten Personen erkannt, für die Vorgesetzten aber in Geld umgewandelt werden.

Bei dieser Umwandlung soll jeder Tag Arrest für 3 Drachmen, und umgekehrt 3 Drachmen für einen Tag Arrest gerechnet werden.

VI. Von der Zurechnung.

1) Im Allgemeinen.

511. Treten die im Artikel 87. genannten Voraussetzungen bei Polizeiübertretungen ein, so sind die Gerichte ermächtiget, auf die Herabsetzung der Strafe nach dem im Art. 503 und 504 bestimmten Maafsstabe zu erkennen.

2) Wegen Jugend.

512. Gegen junge Leute, welche nach dem 10ten, aber vor zurückgelegtem 14ten Jahre, eine Polizeiübertretung begangen haben, soll Arrest nicht über 14 Tagen ausgesprochen werden.

3) Bei Mangel an Vernunftthätigkeit.

513. Die Zurechnung bei Polizeiübertretungen wird dadurch, dafs sich der Uebertreter ohne bestimmte hierauf gerichtete Absicht in einem Zustande mangelnder Vernunftthätigkeit befunden hat, welche er jedoch durch gehörige Vorsicht und Mäfsigung von sich hätte abhalten können, nicht aufgehoben, sondern nur so weit gemindert, dafs die Strafe nach dem im Art. 503 und 504 genannten Maafsstabe herabgesetzt wird.

4) Bei Unwissenheit und Irrthum.

514. Die Zurechnung bei Polizeiübertretungen wird durch Unwissenheit in den Verrichtungen eines öffentlichen Dienstes, Gewerbes oder einer Unternehmung weder aufgehoben noch gemindert.

5) Bei Taubstummen.

515. Taubstumme, welche für die Einsicht der Strafbarkeit ihrer Uebertretungen genugsam unterrichtet, auch sonst zurechnungsfähig gefunden werden, sind mit herabgesetzten Strafen nach dem im Art. 511. ausgesprochenen Maafsstabe zu belegen.

6) *Bei erhaltener Erlaubnifs.*

516. Durch die vom Beschädigten ertheilte ausdrückliche oder stillschweigende Erlaubnifs wird eine Polizeiübertretung nur in denjenigen Fällen straflos, wo das Gesetz selbst zur Strafbarkeit der Handlung den Mangel der Befugnifs ausdrücklich fordert, oder wo die Untersuchung und Bestrafung nur auf Klage zulässig ist.

VII. Von der Zumessung.

517. Wo das Gesetz Arrest und Geldbufse in Verbindung festsetzt, sind die Gerichte wegen des Eintrittes besonderer Umstände jede dieser Strafen allein, jedoch mit verhältnifsmäfsiger Erhöhung, auszusprechen ermächtiget.

518. Wer wegen Verdachtes eines verübten Verbrechens, oder Vergehens verhaftet, nachher aber wegen eben dieser Handlung nur als Polizeiübertreter verurtheilt worden ist, dem soll bei der Zumessung die erlittene Haft, wenn dieselbe in ihrer Dauer das verwirkte Strafmaafs erreicht oder überschreitet, als einzige Strafe zuerkannt, ausserdem aber von der Strafe abgerechnet werden.

ZWEITER ABSCHNITT.

Von den einzelnen Uebertretungen.

I. Unbefugtes Aufnehmen des Landes.

519. Wer ohne Erlaubnifs der Aufsichtsbehörde von Rheden, Hafen, Schiffswerften, Festungen, Lagern, Militärfabriken und anderen militärischen Staatsanstalten, oder deren einzelnen Bestandtheilen Risse oder Plane, aufnimmt, wird mit Arrest von einem Monat bis zu drei Monaten bestraft. Die Risse und Plane sollen confiscirt werden.

II. Unerlaubte Verhältnisse zum Auslande.

1) *Verkehr mit Feinden des Staates.*

520. Wer gegen besonderes Verbot ohne obrigkeitliche Erlaubnifs in Feindesländer oder in feindlich besetzte Theile des Staates oder jedes anderen Gebietes Reisen unternimmt, wer Boten mit mündlichen Aufträgen dahin sendet; wer in geheimen Zeichen abgefafste Briefe hinschickt; wer andere Briefe auf anderen Wegen als durch die Post oder berechtichte Boten sendet, wird mit Arrest bestraft.

Mufste im Falle dringender Noth ein Brief auf anderem Wege abgeschickt werden, so ist binnen 24 Stunden der Obrigkeit dieses unter Nachweisung des Nothfalles anzuzeigen, wo sodann die Strafe nicht eintritt.

521. Wer ausser dem Falle des Art. 423. nach Feindesländern oder feindlich besetzten Theilen des Staates oder jedes andern Gebietes ohne Wissen und Willen der Obrigkeit Nachrichten bringt, oder gelangen läfst, welche die Lage des Staates überhaupt, dessen Angriffs- oder Vertheidigungsanstalten und Mittel, oder andere, den Krieg oder seinen Gang berührende Verhältnisse und Thatsachen betreffen; wer dergleichen Nachrichten, ohne durch gegenwärtige dringende Gefahr für Leib, Leben oder Gut gezwungen zu seyn, dem eingerückten Feinde nicht verheimlicht, soll mit Arrest von 2 Wochen bis zu 3 Monaten bestraft werden.

522. Mit Arrest von 3 Tagen bis zu 6 Wochen wird bestraft, wer Proclamationen oder andere dergleichen Schriften des Feindes ohne obrigkeitliche Genehmigung oder ohne augenscheinliche Gefahr für Personen oder Gut auf irgend ein Weise öffentlich bekannt macht oder in Umlauf bringt.

Wer solche Proclamationen oder Schriften, welche ihm aus dem Auslande, aus feindlich besetzten Theilen des Staates oder jedes andern Gebietes, oder von unbekannter Hand zugekommen sind, nicht unverzüglich der Obrigkeit überliefert, wird an Geld von 10 bis 100 Drachmen gestraft.

523. Wer mit irgend Jemand von feindlicher Seite ohne Auftrag oder besondere Erlaubnifs, oder ohne den Fall dringender Noth sich in Verhandlungen einläfst, wobei Staat, Kirche, Gemeinden oder Staatsunterthanen betheiligt sind, wird, wenn dergleichen Verhandlungen auf gewinnsüchtige Unternehmungen oder Privatrache abzielen, zu Arrest von 5 Wochen bis zu 3 Monaten, ausserdem aber zu Arrest nicht unter einer Woche verurtheilt.

524. Was rücksichtlich des Verkehres mit Feinden des Staates in den Artikeln 520 bis 523 bestimmt worden ist, gilt auch von dem Verkehr mit Aufrührern.

2) *Anerkennung fremder Obergewalt.*

525. Wer die ihm zugefertigten oder zugestellten Verordnungen, Bekanntmachungen oder Urtheilsprüche oder andere dergleichen Willensäufserungen einer auswärtigen unbefugten Behörde oder deren Agenten, obschon er denselben keine Folgen gegeben, nicht unverweilt der Obrigkeit vorlegt, wird an Geld von 5 bis 50 Drachmen gestraft.

3) *Unerlaubter Verkehr mit auswärtigen Staatsbehörden.*

526. Wer ohne Erlaubnifs der Staatsbehörde mit auswärtigen Staatsbehörden oder andern Agenten sich in Verkehr setzt, um über nicht öffentlich bekannte Verhältnisse des Staates Mittheilungen zu machen, oder auf irgend ein Staats-

verhältniſs einzuwirken; wer in einer solchen Beziehung von auswärtigen Behörden oder Agenten Aufträge übernimmt, wird, wenn nicht ein anderes Strafgesetz durch diese Handlung verletzt ist, mit Arrest von 2 Wochen bis zu 2 Monaten bestraft.

527. Mit Arrest von einer Woche bis zu 3 Monaten wird bestraft:

1) wer ohne Erlaubniſs der Staatsbehörde auswandert;

2) wer aus fremden Diensten, in welche er ohne Entlassung aus dem Unterthansverbande getreten ist, auf obrigkeitliche Zurückberufung, sie geschehe durch einen an ihn besonders gerichteten Befehl oder durch eine allgemeine Verordnung, nicht zurückkehrt, oder auch ohne besondere Zurückberufung den Dienst einer auswärtigen Macht nicht verläſst, sobald derselbe gegen den Staat in Kriegsstand tritt, ohne in diesen Fällen die Hindernisse, welche ihn ohne sein Verschulden zurückhalten oder zurückgehalten haben, anzuzeigen und glaubhaft nachzuweisen;

3) wer ohne besondere Bewilligung der Regierung in einem fremden Staate das Indigenat erwirbt, und in diesem Staate seinen Wohnsitz aufschlägt;

4) jeder Landesabwesende, welcher auf obrigkeitliche Zurückberufung sich weder stellt, noch rechtsmäſsige Entschuldigungsursachen anzeigt und nachweist, vorausgesetzt, daſs über dessen Leben und Aufenthalt in einem bestimmten auswärtigen Staate Gewiſsheit vorliegt.

In allen diesen Fällen wird das Vermögen des abwesenden Uebertreters sequestrirt, hinsichtlich des unbeweglichen Gutes die Beschränkung der Dispositionsbefugnisse im Hypothekenbuche eingetragen, und wenn er vor seiner Rückkehr im Auslande stirbt, das Vermögen seinen Intestaterben ausgeantwortet.

Kehrt der Ausgewanderte zurück, so wird gegen ihn die Strafe erkannt.

528. Wer Staatsunterthanen in der Ausführung einer ohne sein Zuthun beschlossenen, ohne Erlaubniſs vorbereiteten oder unternommenen Auswanderung durch Rath, Empfehlung, Zeugnisse oder andere dergleichen Behelfe und Mittel wissentlich unterstützt; wer wissentlich einem ohne Erlaubniſs auswandernden oder ausgewanderten Staatsunterthanen ohne obrigkeitliche Genehmigung sein Vermögen ganz oder zum Theil verabfolgen läſst, oder wer mit Staatsunterthanen, deren Auswanderungsvorhaben ihm bewuſst ist, ohne sich der obrigkeitlichen Auswanderungs-Erlaubnisse zu versichern, Verträge abschlieſst und vollzieht, wodurch die Auswanderer in den Stand gesetzt werden, ihr Vermögen ins Ausland zu ziehen; wer Landesabwesenden wider obrigkeit-

liches Verbot von ihrem Vermögen etwas verabfolgen läßt, wird mit Arrest nicht unter 2 Wochen gestraft

Geschah diese Uebertretung aus Gewinnsucht oder nach zweimaliger Bestrafung zum drittenmale, so tritt Arrest von einem Monat bis zu 3 Monaten ein.

In allen Fällen hat der Schuldige das verabfolgte oder durch seine Hülfe in das Ausland gebrachte Vermögen zu ersetzen, und es treten in Bezug auf dasselbe die im letzten Absatz des vorigen Artikels angeordneten Folgen ein.

4) Annahme von Gehalten und Auszeichnungen von einer auswärtigen Macht.

529. Wer ohne ausdrückliche Erlaubnifs der Staatsregierung von einer auswärtigen Macht Gehalte, Pensionen, Titel Orden oder andere Ehrenauszeichnungen annimmt, oder schon vor Bekanntmachung gegenwärtigen Gesetzes angenommene ohne Erlaubnifs fortbezieht oder beibehält, wird an Geld nicht unter 50 Drachmen oder mit Arrest nicht unter einer Woche bestraft, vörbehaltlich der sonstigen in Ansehung seiner staatsbürgerlichen Rechte nach den desfallsigen Gesetzen eintretenden Folgen.

5) Unerlaubter Austritt aus dem Lande.

530. Wer die Bedingungen verletzt, unter welchen der Eintritt der Kinder oder junger Leute in fremde Unterrichts- oder Erziehungsanstalten gestattet ist, wird an Geld nicht unter 10 Drachmen bestraft.

III) Anmafsung besonderer Rechte.

1) Anmafsung von Privatgesellschaften.

531. Wenn eine Privatgesellschaft sich öffentliche Vereinszeichen oder äussere Vorzüge und Auszeichnungen öffentlicher Körperschaften eigenmächtig beilegt, so werden die Schuldigen und zwar die Vorsteher dieser Gesellschaft mit Arrest, die Mitglieder aber an Geld bis zu 50 Drachmen gestraft.

2) Anmafsung eines Schuldienstes.

532. Arrest oder Geldbufse, beim Rückfalle Arrest von einem Monat bis zu 3 Monaten oder Geldbufse von 100 bis zu 3 hundert Drachmen trifft denjenigen, welcher ohne Anstellung und besondere Erlaubnifs der Behörde eine Schule unterhält, oder sonst eine Erziehungs- oder Unterrichtsanstalt errichtet.

Solche Winkelschulen und Anstalten sollen geschlossen werden.

3) Anmaſsung von Gewerbsrechten.

533. Wer ein Gewerbe, zu dessen Ausübung obrigkeitliche Berechtigung erfordert wird, ohne diese Berechtigung erlangt zu haben, betreibt; wer in der Ausübung eines Gewerbes, wozu er befugt ist, die Gränzen seiner Befugniſs über die Erlaubniſs in der Berechtigungsurkunde, oder in der Gewerbsordnung, oder sonst gegen ein bestimmtes Verbot überschreitet, wird zu einer Geldbuſse von 50 bis zu 100 Drachmen, oder Arrest bis auf 2 Wochen verurtheilt, vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen, welche bei einzelnen Gewerbsprivilegien ausdrücklich festgesetzt sind.

Im Falle unbefugter Gewerbsanmaſsung werden Werkzeuge und Geräthe, Stoffe und Waaren, welche zur Uebertretung gedient haben, weggenommen und auf Kosten und Rechnung des Uebertreters veräuſsert.

4) Veränderung des Geschlechtsnamens.

534. Gegen denjenigen, welcher ohne Genehmigung der Behörde seinen Geschlechtsnamen ändert oder sich unbefugt einen fremden Geschlechtsnamen beilegt, wird Arrest bis zu einem Monat erkannt.

IV. Polizeiübertretungen in Ansehung der Presse und des Buchhandels.

1) Miſsbrauch der Presse und des Handels mit Schriften.

535. Wer ohne Gewerbsberechtigung Schriften oder einzelne Blätter mittelst einer Privatpresse hervorbringt, und ausgiebt, wird mit Geldbuſse von 20 bis 200 Drachmen und mit Arrest von 2 Tagen bis zu 2 Wochen belegt.

Die vorhandenen Exemplare unbefugt gedruckter Schriften, dann das Schrift- und Steindruckereigeräthe werden confiscirt.

536. Wer ohne Gewerbsberechtigung mit Schriften Handel treibt; wer ohne obrigkeitliche Erlaubniſs eine Leseanstalt oder Niederlage von Schriften zum Ausleihen unterhält; mit Schriften hausirt, Schriften öffentlich ausruft oder ausbietet, auf Straſsen und Plätzen anheftet, oder ausstreut; wer damit hausiren, dieselben ausrufen, ausbieten, anheften oder ausstreuen läſst, wird mit Arrest von 2 Tagen bis zu 2 Wochen, und an Geld von 10 bis 200 Drachmen gestraft.

Die zum unbefugten Handel angeschafften oder gesetzwidrig ausgebotenen Schriften werden mit Beschlag belegt, und auf Kosten und Rechnung des Uebertreters verkauft.

537. Buchhändler, Antiquare, Inhaber einer lithographischen Anstalt, einer Leihbibliothek oder eines Leseinstitutes, Kupferstich- und Bildhändler sind verbunden, über die bei

ihnen vorräthigen zum Verkaufe oder sonst zum Umlaufe bestimmten Schriften ein von dem Eparchen ihres Wohnortes paraphirtes und mit fortlaufenden Seitenzahlen versehenes Verzeichniſs zu führen und selbes, jedoch nicht ausser ihrem Hause oder Laden, eben diesem Eparchen, so oft er es verlangen wird, zur Einsicht vorzulegen.

Wer dieses Verzeichniſs zu führen unterläſst, wer dasselbe nicht wenigstens von Monat zu Monat ergänzt, wird an Geld von 10 bis zu 300 Drachmen gestraft.

Mit dieser Strafe wird Arrest bis zu 2 Wochen verbunden, wenn aus den Verzeichnissen oder deren Nachträgen wirklich vorhandene Schriften absichtlich weggelassen, oder unter verändertem Titel vorgetragen, oder auf andere Weise verheimlicht werden.

538. Jeder Inhaber einer Schrift- oder Steindruckerei ist verbunden, in ein von dem Eparchen des Wohnortes paraphirtes und mit fortlaufenden Seitenzahlen versehenes Buch alle zum Drucke übernommenen Schriften oder bildlichen Darstellungen von Tag zu Tag nach der Zeitfolge der Zustellung und mit Angabe des Datums der Ablieferung oder Ausgabe des Abdruckes unter fortlaufenden Zahlen einzutragen, und dieses Buch in seinem Hause oder Laden dem bezeichneten Eparchen auf jedesmaliges Verlangen zur Einsicht vorzulegen.

Wer dieses Buch zu führen unterläſst, oder dasselbe nicht in der vorgeschriebenen Weise führt, wird an Geld von 10 bis 300 Drachmen, und mit Arrest nicht unter 2 Tagen bestraft.

539. Jeder im Königreiche herauskommenden Schrift soll beigesetzt werden:

Der Name und Wohnort des Druckers, dann die übliche Zeitbezeichnung des Druckes.

Den Inhaber einer Schriftdruckerei, welcher diese Beisetzung unterläſst, trifft Geldbuſse von 50 bis 400 Drachmen.

540. Die nämliche Geldbuſse und überdieſs noch Arrest nicht unter 3 Tagen tritt ein gegen den Drucker, welcher Name, Wohnort oder Zeit falsch angibt.

In gleiche Geldbuſse verfällt, wer mit Schriften Handel treibt, auf welchen nicht der Name und Wohnort, entweder des Verfassers oder des Herausgebers oder des Verlegers oder des Druckers, nebst der üblichen Zeitbezeichnung des Druckes angegeben ist; oder wer wissentlich mit Schriften Handel treibt, hinsichtlich deren die Beschlagnahme verhängt ist.

541. Für jede im Königreiche herauskommende Zeitung und periodische Schrift soll ununterbrochen ein verantwortlicher Redacteur bestehen, und auf jedem Blatte, Stücke oder Hefte einer Zeitung oder periodischen Schrift genannt seyn.

Der verantwortliche Redacteur soll in baarem Gelde eine Caution von 5000 Drachmen leisten.

Aus dieser Caution sind die Geldbufsen, die Kosten und die Entschädigungen der verletzten Personen, in welche der verantwortliche Redacteur verurtheilt wird, zu nehmen.

Wird dieselbe durch solche Verurtheilungen angegriffen, so mufs sie sogleich wieder bis zum vollen Betrage ergänzt werden.

542. Die Caution soll bei der Staatsschuldentilgungscasse hinterlegt und von dieser mit 4 vom Hundert verzinst werden.

Die geschehene Hinterlegung derselben, sowie ihre Ergänzung, wo solche nach dem vorhergehenden Art. 541 statt zu finden hat, ist bei dem Eparchen nachzuweisen, welcher über diese Nachweisung unverweilt eine amtliche Urkunde auszufertigen hat.

Das Unternehmen einer Zeitung oder periodischen Schrift, welche vor Ausfertigung dieser Urkunde herausgegeben oder fortgesetzt wird, ist bis zur Erfüllung der gesetzlichen Vorschrift einzustellen, und der Unternehmer ist an Geld von 50 bis zu 400 Drachmen zu strafen.

543. Redacteure von gelehrten und technischen Zeitungen und Zeitschriften, sowie von blofsen Anzeigeblättern, sind von der Cautionsleistung befreit.

Wenn dieselben jedoch Aufsätze aufnehmen, welche nicht gelehrten oder technischen Inhaltes sind, oder die Eigenschaft blofser Anzeigen nicht an sich tragen, so ist gegen sie auf eine Geldbufse von 100 bis zu 500 Drachmen zu erkennen.

Es soll in diesem Falle zugleich von denselben vor Fortsetzung des Blattes unter Anwendung der in dem Artikel 542 desfalls enthaltenen Bestimmungen die volle Caution von 5000 Drachmen gestellt werden.

544. Sobald die Herausgabe der Zeitung oder periodischen Schrift, für welche die Caution geleistet worden, aufhört, ist dem Eparchen davon schriftliche Anzeige zu machen.

Derselbe hat hierüber, und dafs gegen den Redacteur keine Anklage hinsichtlich der herausgegebenen Zeitung oder periodischen Schrift bestehe, eine Bescheinigung auszustellen, die bei der Staatsschuldentilgungskasse vorzuzeigen, und gegen deren Aushändigung sodann innerhalb vier Wochen die Cautionssumme zurückzuerstatten ist.

545. Von jedem einzelnen Blatte, Stücke oder Hefte einer im Königreiche herauskommenden Zeitung oder periodischen Schrift ist, sowie die Austheilung und Versendung beginnt, durch den Unternehmer ein mit der eigenhändigen Unterschrift des verantwortlichen Redacteurs versehenes Exem-

plar bei dem Eparchen zu hinterlegen, mit beigefügter Bemerkung des Tages, an welchem die Hinterlegung geschehen ist.

Der Unternehmer, welcher diese Hinterlegung unterläfst, wird an Geld von 20 bis zu 200 Drachmen gestraft.

Durch die Hinterlegung soll die Austheilung und Versendung nicht aufgehalten seyn.

546. Der Herausgeber einer Zeitung oder periodischen Schrift ist schuldig, in Beziehung auf die in derselben vorgetragenen Thatsachen jede amtliche oder amtlich beglaubigte Berichtigung unentgeltlich, sowie jede andere von Seite einer angegriffenen Person ihm zukommende Berichtigung gegen die gewöhnlichen Einrückungsgebühren, sogleich nach deren Mittheilung in das nächstfolgende Blatt, Stück oder Heft aufzunehmen, bei Vermeidung einer Geldbufse von 10 bis zu 100 Drachmen und der geeigneten Zwangseinrichtung zum Vollzuge.

547. Wer mit Umgehung der in den Artikeln 539 bis 546 festgesetzten Verbindlichkeiten eine Zeitung oder periodische Schrift, welche im Königreiche redigirt wird, im Auslande drucken oder verlegen läfst, ist den gegen die Verletzung dieser Verbindlichkeiten bestimmten Strafen ebenso unterworfen, als wenn der Druck oder Verlag im Inlande besorgt würde.

548. Als periodische Schriften sind alle diejenigen anzusehen, welche öfter als einmal im Monat erscheinen, es sey in regelmäfsigen oder unregelmäfsigen Zeitabschnitten, in gröfseren oder kleineren, vollendeten oder abgebrochenen Lieferungen, in gleichem oder verschiedenem Format, unter gleichförmigem oder wechselndem Titel.

549. Alle in den Artikeln 535 bis 547 bezeichneten Uebertretungen der Polizei der Presse und ihrer Erzeugnisse werden bestraft ohne Rücksicht auf den Inhalt der Schriften.

Ergibt sich aus dem Inhalte ein Vergehen oder Verbrechen, so wird die Vergehens- oder Verbrechensstrafe erkannt, und bei Zumessung derselben ist die gleichzeitig begangene Polizeiübertretung nach den näheren Bestimmungen des Art. 341 als Erschwerungsgrund zu betrachten.

2. *Anmafsung in Beziehung auf Publication der Gesetze und Verordnungen.*

550. Wer amtliche, ausser einem Dienstverhältnisse ihm zugekommene Entwürfe noch nicht publicirter oder nicht öffentlich verhandelter Gesetze oder Verordnungen unbefugt druckt, oder sonst bekannt machen läfst, ist mit Arrest oder Geldbufse zu bestrafen.

Wer Gesetze oder Verordnungen der Staatsbehörden ohne deren Auftrag oder besondere Erlaubnifs nachdruckt, oder nachdrucken läfst, wird an Geld gestraft.

V. *Störungen der Ruhe und des Friedens.*

1. *Störungen des Religionsfriedens.*

551. An Geld bis zu 50 Drachmen wird gestraft, wer die kirchlichen Festtage durch Verletzung der von der Staatspolizei für den öffentlichen Verkehr an solchen Tagen vorgeschriebenen Ordnung stört.

2. *Störung der öffentlichen Ruhe.*

552. Wer durch falschen Nothruf, ungebührlichen Gebrauch der Glocken oder anderer alarmirender Werkzeuge, durch verbotene Parthei- oder Losungszeichen, oder durch erdichtete oder abergläubische Vorstellungen oder Ausstreuungen die Gemüther in Unruhe setzt, Zusammenlauf veranlaſst, oder die Obrigkeit oder bewaffnete Macht in Bewegung bringt, wird mit Arrest von einer Woche bis zu zwei Monaten oder an Geld von 30 bis zu 300 Drachmen gestraft.

War die Absicht des Uebertreters nur auf Beunruhigung einzelner Personen gerichtet, und das gewählte Mittel nach dieser Absicht bemessen, auch die Uebertretung selbst ohne die im vorigen Absatze genannte öffentliche Folge geblieben, so wird Arrest bis zu einem Monat oder Geldbuſse bis zu 150 Drachmen erkannt.

553. Wer durch auffallendes Lärmen und Getöse oder durch was immer für andere Handlungen im Oeffentlichen die Einwohner in ihren Geschäften, Vergnügungen oder in ihrer nächtlichen Ruhe stört, wird, wenn es in verabredeter Vereinigung Mehrerer geschehen, und dadurch ein Zusammenlauf verursacht worden, mit Arrest bis zu zwei Wochen oder an Geld bis zu 100 Drachmen, ausserdem aber mit Arrest bis zu drei Tagen oder an Geld bis zu 30 Drachmen bestraft.

554. Wenn in einem öffentlichen Hause die festgesetzten nächtlichen Polizeistunden nicht eingehalten werden, so tritt Geldbuſse bis zu 30 Drachmen gegen den Hauswirth, welcher seine Gäste nicht abgemahnt und ihnen noch weiter etwas verabreicht hat; bis zu 10 Drachmen gegen die Gäste ein, welche auf Abmahnen des Wirthes sich nicht entfernt haben.

555. Wer ohne Erlaubniſs der Behörde öffentliche Lustbarkeiten, Vorstellungen oder Schauspiele unternimmt; wer bei erlaubten Unternehmungen dieser Art die in Ansehung des Orts, der Zeit oder der Art und Weise gegebenen obrigkeitlichen Vorschriften übertritt, soll Geldbuſse von 10 bis 200 Drachmen erlegen.

Gleiche Strafe tritt ein gegen Unternehmer von solchen Lustbarkeiten, Vorstellungen oder Schauspielen, welche gegen hiebei entstandene Unordnungen die obrigkeitliche Hülfe auf der Stelle anzurufen unterlassen.

556. Personen, welche gegen obrigkeitliches Verbot öffentlich maskirt oder vermummt erscheinen, oder der vorgeschriebenen Ordnung gestatteter Maskeraden zuwiderhandeln, sind an Geld bis zu 50 Drachmen zu strafen.

Bei Uebertretungen, welche unter Maske, Vermummung oder Verkleidung begangen werden, ist dieser Umstand als besonderer Erschwerungsgrund zu betrachten.

VI. *Drohungen.*

557. Wer Andere mit Unternehmung einer strafbaren That bedroht, soll in soweit die Drohung nicht schon als Verbrechen oder Vergehen strafbar ist, nach folgenden Bestimmungen bestraft werden:

1) mit Arrest von einer Woche bis zu 3 Monaten, oder an Geld von 30 bis zu 300 Drachmen, wenn die angedrohte That wider die Sicherheit ganzer Orte oder Bezirke gerichtet, oder sonst von gemeingefährlicher Beschaffenheit ist;

2) mit Arrest bis zu 6 Wochen, oder an Geld bis zu 200 Drachmen, wenn Personen auf Leib und Leben oder fremdes Eigenthum mit gewaltsamen Angriffen bedroht sind;

3) in allen übrigen Fällen mit Arrest bis zu einem Monat oder an Geld bis zu 100 Drachmen.

Der Uebertreter wird nach Umständen unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt.

VII. *Mifsbrauch mit Gift und Arzneimitteln, und Frevel in Beziehung auf Krankheiten.*

1. *Mifsbrauch durch Gift.*

558. Wer bei der ersten Wahrnehmung einer zufälligen Vergiftung nicht sogleich die ihm bekannten Mittel zur Hülfe anwendet, und zugleich die Veranstaltung trifft, dafs ärztliche Hülfe gerufen und der nächsten Obrigkeit die Anzeige gemacht wird, soll, wenn die Vergiftung an Menschen oder zum menschlichen Genufs dienenden Gegenständen geschehen, mit Arrest von einer bis zu 6 Wochen, oder mit Geldbufse von 50 bis 200 Drachmen, und wenn Thiere oder Gegenstände vergiftet werden, welche zum Genufs für Thiere bestimmt sind, mit Arrest bis zu zwei Wochen oder mit Geldbufse bis zu 100 Drachmen belegt werden.

559. Wer Gift, welches er im Besitze hat, gegen Verwechslung, Verschleppung oder schädlichen Gebrauch nicht sorgfältig verwahrt, oder an andere zum Besitze von Gift obrigkeitlich nicht berechtigte Personen abgibt, wird an Geld bestraft.

560. Personen, welche zur Verfertigung, Verarbeitung oder zum Verkauf des Giftes berechtigt sind, oder deren Stell-

vertreter, welche in der Verwahrung, Bezeichnung oder Absonderung des Giftes von andern Gegenständen unvorsichtig und nachlässig sind; welche zur Zubereitung von Giftstoffen oder Giftwaaren, oder zum Verkehr mit denselben nicht besondere Werkzeuge, Gefäfse oder Geräthe gebrauchen, diese nach dem Gebrauche nicht genau reinigen und besonders verwahren; Gift ohne obrigkeitlichen Erlaubnifsschein oder ärztliche Anordnung verabfolgen; dasselbe nicht in die Hände zuverlässiger Personen abliefern; über ihren Gifthandel kein Buch halten, oder solches nicht mit Vollständigkeit und Genauigkeit führen, sind mit Arrest bis zu 2 Wochen und an Geld nicht unter 20 Drachmen zu strafen.

Gleicher Strafe unterliegen Gewerbsleute, welche eine bisher ganz unbekannt gewesene Materialwaare ohne vorläufige Prüfung und Genehmigung der Behörde in Umlauf setzen.

561. Wer für Andere Gift zubereitet, verbreitet, oder verkauft, ohne hiezu vermöge seines Gewerbes berechtiget zu seyn, wird nebst Confiscation des Giftes mit Arrest nicht unter 3 Tagen und an Geld von 20 bis zu 200 Drachmen gestraft.

2. *Mifsbrauch mit Arzneimitteln.*

562. Zum Verkehr mit Arzneimitteln berechtigte Personen, welche verbotene Arzneien für Andere verfertigen oder verkaufen; Arzneien falsch zubereiten oder zusammensetzen, oder hiezu Stoffe verwenden, die ihre Arzneikraft verloren haben; zur Bereitung oder Aufbewahrung unreine, wegen ihrer Bestandtheile oder wegen des vorausgegangenen Gebrauches für die Gesundheit nachtheilige Gefäfse anwenden; aus Mangel an schuldiger Vorsicht Arzneien unrichtig bezeichnen, verwechseln oder unrichtig ausgeben, oder gefährliche Arzneien an Andere als diejenigen abliefern, welche zu deren Empfang durch Bescheinigung eines öffentlich aufgestellten Arztes befugt sind, werden mit Arrest bis zu 2 Wochen und an Geld von 20 bis 200 Drachmen gestraft.

563. Mit Arrest bis zu einer Woche und an Geld nicht unter 10 Drachmen werden solche Berechtigte bestraft, welche Arzneien anders als auf Anordnung und Vorschrift öffentlich aufgestellter Aerzte bereiten oder abgeben, insoweit dieses nach der Apothekerordnung nicht besonders gestattet ist; desgleichen diejenigen, welche Arzneien anderswo als in ihrer öffentlichen Apotheke absetzen oder die Verfertigung angeordneter Arzneien ungebührlich verzögern oder verweigern.

564. Wer innere oder äussere Heilmittel unter irgend einer Gestalt oder Benennung verfertigt und in Umlauf setzt, ohne hiezu berechtigt zu seyn, oder die besondere Bewilligung der Behörde erlangt zu haben; wer sogenannte Arcana

oder Universalmittel verkauft, oder in öffentlichen Blättern oder andern für das Volk bestimmten Schriften Heilmittel für gewisse Krankheiten ohne obrigkeitliche Genehmigung bekannt macht, wird mit Arrest von einer Woche bis zu 6 Wochen oder an Geld von 30 bis zu 200 Drachmen gestraft.

Im zweiten Rückfalle, desgleichen wenn der Arzneihandel mittelst Hausirens betrieben wird, tritt Arrest von 2 Wochen bis zu 3 Monaten, oder Geldbufse von 50 bis zu 400 Drachmen ein.

Die zum unberechtigten Arzneihandel vorhandenen Vorräthe werden in jedem Falle confiscirt.

565. Aerzte, welche die wahrgenommenen Gebrechen der Apotheken und Uebertretungen der Apotheker oder ihrer Gehülfen der Obrigkeit anzuzeigen unterlassen, sind an Geld bis zu 50 Drachmen zu strafen.

566. Apotheker, welche nicht gehörig befähigte Provisoren oder andere Gehülfen gebrauchen, desgleichen zum Verkehr mit Gift Berechtigte, welche die Behandlung und den Verkauf des Giftes solchen nicht befähigten Gehülfen überlassen, werden an Geld nicht unter 10 Drachmen gestraft.

3. *Vernachlässigung der Impfgesetze.*

567. Mit Arrest von einer bis zu sechs Wochen, oder mit Geldbufse von 30 bis 200 Drachmen ist zu belegen, wer bei einer in seinem Hause oder in seiner Wohnung ausgebrochenen Blatternkrankheit nicht unverweilt einen Arzt ruft, oder der Obrigkeit die Anzeige macht.

568. Aeltern, Pflegeältern oder Vormünder, welche ihre Kinder oder Pflegebefohlenen im vorgeschriebenen Alter der eingeführten Schutzpockenimpfung nicht unterwerfen, sind, sobald die jährliche Impfzeit verstrichen ist, an Geld nicht unter 10 Drachmen zu strafen.

Bei der nächsten Impfung wird solche, wenn das Kind nicht zu derselben gestellt wird, durch Amtszwang vollzogen, auch werden nach Umständen derlei Kinder auf Kosten der widerspenstigen Aeltern, Pflegeältern oder Vormünder bis zum vollständigen Verlaufe der Impfung in fremde Pflege unter obrigkeitliche Aufsicht gegeben.

Gegen denjenigen, welcher in dem vorausgesetzten Falle ein nicht geimpftes Kind der amtlichen Verfügung durch zeitliche Entfernung absichtlich entrückt, tritt, nebst der Geldbufse, Arrest bis zu einer Woche, und bei weiterem Ungehorsam Arrest bis zu 3 Monaten ein.

569. Vorsteher von Schulen, Unterrichts- oder Erziehungsanstalten, welche Kinder aufnehmen, ohne durch vorschriftmäfsiges Zeugnifs versichert zu seyn, dafs dieselben die

Menschenblattern überstanden, oder den Vorschriften über die Schutzpockenimpfung Genüge geleistet haben, werden an Geld von 10 bis 50 Drachmen gestraft.

4. Vernachlässigung der Vorkehrungen ansteckender Krankheiten unter Menschen.

570. Wer ausser dem Falle des Art. 318 die von der Obrigkeit gegen ansteckende Krankheiten unter Menschen angeordneten Sperr- oder Sicherungsanstalten oder die anderen zur Abwehrung der Gefahr oder gegen Verbreitung der Krankheiten gegebenen Vorschriften auf irgend eine Weise verletzt, wird mit Arrest von 14 Tagen bis zu zwei Monaten oder an Geld mit 50 bis 400 Drachmen bestraft.

571. Wenn eine Person, welche wissentlich an einem ansteckenden Uebel leidet, sich als Amme oder Dienstmagd verdingt, oder wenn sie im Dienste von einem solchen Uebel befallen wird, den Dienst fortsetzt, oder mit Anderen solchen persönlichen Verkehr pflegt, dafs dadurch das Uebel unmittelbar weiter verbreitet werden kann, so wird Arrest von einer bis zu 6 Wochen, oder Geldbufse von 20 bis zu 200 Drachmen erkannt und der Uebertreter nach Umständen unter die besondere Polizeiaufsicht oder Verwahrung auf die Dauer der Ansteckungsgefahr gestellt.

572. Gleicher Strafe ist unterworfen, wer aus dem Nachlasse eines an ansteckender Krankheit gestorbenen Menschen Kleidungsstücke oder andere Geräthschaften vor der Obrigkeit verheimlicht, die ertheilten Vorschriften über Vernichtung oder Reinigung solcher Sachen nicht befolgt, oder von den zur Vernichtung bestimmten Gegenständen etwas zurückbehält, wissentlich an sich bringt, verkauft, oder sonst zum Verkaufe in Umlauf setzt.

Diese Gegenstände sollen confiscirt werden.

573. Wer ohne obrigkeitliche Erlaubnifs Leichen zur öffentlichen Schau ausstellt; das Begräbnifs über die gewöhnliche, oder von der Obrigkeit besonders festgesetzte Zeit verschiebt; die Beerdigung auf andern, als den allgemeinen Begräbnifsplätzen, oder zu anderen, als den vorgeschriebenen Tageszeiten vornehmen läfst; wird an Geld bis zu 50 Drachmen bestraft.

Todtengräber, welche sich zu einer solchen Uebertretung gebrauchen lassen, oder die Vorschriften über Anlage, Tiefe, Ordnung in Benutzung der Gräber verletzen, sind mit Arrest bis zu einer Woche, oder an Geld nicht unter 10 Drachmen zu strafen.

5. *Gefährdung durch Viehkrankheiten.*

574. Wer die von der Behörde gegen Viehseuchen oder ansteckende Viehkrankheiten angeordneten Sperr- oder Sicherungsanstalten auf irgend eine Weise verletzt, wird mit Arrest von einer bis zu 6 Wochen, oder an Geld von 25 bis 200 Drachmen gestraft.

Die Uebertreter werden, wenn von ihrer Person Gefahr der Ansteckung zu besorgen ist, auf die Dauer dieser Gefahr unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt, oder nach Umständen in besonderer Verwahrung gehalten.

Alle Gegenstände des verbotenen Verkehrs werden confiscirt.

575. Wer beim Ausbruch einer Viehseuche oder ansteckenden Viehkrankheit den von der Obrigkeit gegen Verschlimmerung, Verbreitung oder Wiederkehr des Uebels getroffenen Verfügungen nicht Folge leistet; wer mit solchen Uebeln behaftete Thiere von aller Gemeinschaft mit anderm Vieh nicht sorgfältig ausschliefst; wer Theile eines solchen getödteten oder gefallenen Thieres, oder Geräthschaften aus dessen Stalle mit Umgehung der von der Obrigkeit anbefohlenen Vernichtung oder Reinigung heimlich zurückbehält, wissentlich an sich bringt, verkauft, oder sonst zum Gebrauch in Umlauf setzt, wird, nebst Confiscation der bezeichneten Verkehrsgegenstände, an Geld, und unter erschwerenden Umständen auch noch mit Arrest bis zu zwei Wochen gestraft.

Geldbufse bis zu 50 Drachmen hat zu erlegen, wer sich im Wegschaffen oder Vergraben irgend eines gefallenen Thieres nachlässig bezeigt.

576. Arrest von einem Monat bis zu 3 Monaten, oder Geldbufse von 100 bis 200 Drachmen tritt dann ein, wenn in Folge der Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen der Artikel 584 und 585 die Ansteckung anderen Thieren mitgetheilt worden ist.

VIII. *Vernachlässigung der öffentlichen Reinlichkeit.*

577. Wer Brunnen, Cisternen, Quellen, Flüsse oder Bäche, deren Wasser zum Trinken oder zur Bereitung von Speisen oder Getränken dient, durch Dinge verunreinigt, welche Ekel erregen, oder dem Wasser eine der Gesundheit nachtheilige Eigenschaft mittheilen; wer Nahrungsmittel verunreinigt, welche zum öffentlichen Verkehr ausgestellt sind, wird mit Arrest bis zu zwei Wochen oder an Geld bis zu 50 Drachmen bestraft.

578. Geldbufse von 5 bis zu 30 Drachmen wird gegen denjenigen erkannt, welcher die bestehenden Ordnungen über

Reinlichkeit in Mühlen, Schlachthäusern, Fleischbänken, auf Märkten oder in Werkstätten, wo Lebensmittel zubereitet oder verkauft werden, übertritt.

579. Wer die Polizeivorschriften über Reinhaltung oder Reinigung der Strafsen, Ableitung des Wassers aus den Häusern und von den Dächern, Haltung von Vieh, Vornahme von Gewerbsverrichtungen oder anderen Handlungen, wodurch üble Ausdünstung erregt wird, verletzt, wird an Geld bis zu 15 Drachmen gestraft.

580. Geldbufse bis zu 30 Drachmen, womit, wenn die Handlung aus Bosheit oder Rache unternommen wurde, nach Ermessen auch Arrest bis zu 8 Tagen verbunden wird, hat derjenige zu erlegen, welcher Unreinlichkeiten auf Personen, an eines Andern Gebäude, oder eingeschlossenen Grundstücke, oder in das Innere derselben wirft.

IX. Frevel in Ansehung der Lebensmittel.

1. Verletzung der Vorschriften in Beziehung auf Lebensmittel.

581. Wer Lebensmittel der verordneten Beschau, oder einer besondern obrigkeitlichen Untersuchung entrückt, oder dieselben an andern Orten, oder zu andern Zeiten, als denjenigen verkauft, welche hiezu ausdrücklich vorgeschrieben sind, hat Geldbufse nicht unter 10 Drachmen zu erlegen.

582. Wer zum öffentlichen Gebrauche Lebensmittel zubereitet, welche nach Beschaffenheit der Stoffe oder Mischungen, wegen Art oder Zeit der Zubereitung, oder wegen der hiezu gebrauchten Werkzeuge für die Gesundheit nachtheilig sind, oder werden können; wer verkäufliche Lebensmittel an einem Orte in einem Gefäfse oder sonst auf eine Weise aufbewahrt, wodurch denselben eine schädliche Eigenschaft mitgetheilt werden kann; wer solche auf eine unreine, oder ekelhafte Weise behandelt; wer unreine, ekelhafte oder verdorbene Lebensmittel wissentlich verkauft, wird mit Arrest bis zu 2 Wochen und an Geld nicht unter 5 Drachmen, und wenn Erschwerungsgründe obwalten, mit Arrest nicht unter einer Woche, und an Geld von 50 bis 200 Drachmen gestraft.

Die Lebensmittel werden confiscirt

583. Vorstehende Bestimmungen kommen nicht blofs bei Gegenständen, welche zur Nahrung, sondern auch bei andern, irgend einem gemeinen Bedürfnisse gewidmeten, und mit einem für die Gesundheit nachtheiligen Zusatze gemischten Sachen, insbesondere bei nicht tüchtig verzinnten Kupfergefäfsen oder mit Blei versetzten Zinngeschirren gegen Verfertiger oder Verkäufer in Anwendung.

2. Frevel in Beziehung auf Mangel und Theurung.

584. Wer die von der Staatspolizei in jedem einzelnen Falle, wo es die Umstände erfordern, erlassenen Verordnungen über den Handel mit Getreide oder andern Lebensmitteln übertritt, wird an Geld nicht unter 10 Drachmen gestraft.

Geschieht die Uebertretung unter Umständen, welche die Verordnung für erschwerend erklärt, so ist die Obrigkeit ermächtigt, den Gegenstand des verbotenen Verkehrs öffentlich auf Kosten und Rechnung des Uebertreters zu verkaufen.

585. Geldbuſse von 10 bis 200 Drachmen hat zu erlegen wer Andere von der Zufuhr auf die Märkte abzuhalten sucht; wer die von den Verkäufern begehrten Preise überbietet, andere Käufer oder Verkäufer von dem Markte zu verdrängen sucht; Victualien- und Zwischenhändler, welche die auf den Markt bestimmten Lebensmittel unterwegs aufkaufen, oder, um dieselben dem freien Verkehr zu entrücken und ausschlieſsend an sich zu ziehen, mit den Verkäufern geheime Verabredungen treffen.

586. Zum Verkauf von Lebensmitteln berechtigte Gewerbsleute, welche ohne rechtmäſsige Verhinderungsursachen sich mit den vorgeschriebenen Vorräthen nicht versehen, dieselben, bei obrigkeitlicher Nachfrage verheimlichen, irgend einem Käufer die Abgabe gegen Zahlung verweigern, oder sich verabreden, gewisse Lebensmittel nur zu bestimmten Zeiten, in gewisser Reihenfolge oder zu Preisen über die obrigkeitlich festgesetzte Taxe abzusetzen, werden an Geld von 30 bis 300 Drachmen gestraft.

587. Sind die in den Artikeln 585 und 586 genannten Uebertretungen zur Zeit öffentlicher Unruhe begangen, oder ist dadurch öffentliche Unruhe verursacht worden, so wird ausser der Geldbuſse noch auf Arrest von einer bis zu 5 Wochen erkannt.

X. *Veranlassung öffentlicher Unfälle.*

1. *Durch Wasser.*

588. Wer die zu Verhütung von Wasserschäden gegebenen Vorschriften oder gebotenen Vorschriftsmaſsregeln vernachlässigt, wird an Geld nicht unter 10 Drachmen gestraft.

589. Mit Arrest bis zu einer Woche und an Geld bis zu fünfzig Drachmen wird gestraft, wer unbefugt die freie und sichere Fahrt auf der See oder auf schiff- oder floſsbaren Gewässern sperrt oder hemmt; wer in die Fahrstraſsen solcher Gewässer Gegenstände wirft oder versenkt, woran die Fahrzeuge Schaden nehmen können, oder wodurch das Bett verengt, seicht oder sonst gefährlich wird; oder wer bei einem ihm zugestoſsenen Zufalle, wodurch eine solche Gefährlich-

keit veranlaſst wird, nicht augenblicklich Sicherungsmaaſsregeln trifft, und dann der Obrigkeit Anzeige macht.

590. Mit Arrest bis zu 2 Wochen und an Geld nicht unter 5 Drachmen wird gestraft, wer die ihm obliegende Aufstellung oder Unterhaltung der nöthigen Warnungs- und Leitungszeichen in fahrbaren Gewässern, oder die fremden Fahrzeugen schuldige Anweisung und Hülfe an gefährlichen Stellen vernachlässiget; wer an solchen Orten fährt oder landet, wo Fahrt oder Anlandung von der Obrigkeit besonders untersagt ist; desgleichen wer zu Wasserfahrten schlechte, unhaltbare Fahrzeuge gebraucht, dieselben zu schwer oder unsicher beladet, untauglichen Knechten, Kindern oder anderen unkundigen Personen überläſst, andern Schiffern oder Flöſsern nicht zu gehöriger Zeit ausweicht, oder sich bei Leitung anvertrauter Fahrzeuge auf irgend eine Weise unvorsichtig oder fahrlässig bezeigt.

591. Wer ausser den dazu bestimmten Orten badet, wird mit Arrest bis zu einer Woche oder an Geld bis zu 30 Drachmen gestraft.

2. *Durch Feuer.*

592. Wer mit Feuer, Licht, brennbaren oder leicht entzündbaren Gegenständen unvorsichtig oder nachlässig umgeht, wird mit Arrest nicht unter 3 Tagen oder an Geld von 10 bis zu 200 Drachmen gestraft.

Gleiche Strafe tritt insbesondere ein gegen Uebertreter der polizeilichen Anordnungen zu Abwendung von Feuersgefahr, wenn diese Vorschriften die Abwendung von Gefahren in Häusern und Gebäuden betreffen.

593. Sind solche Vorschriften gegen Feuersgefahr auf dem Felde oder in Waldungen gerichtet, so tritt Arrest bis zu 2 Wochen oder Geldbuſse nicht unter 3 Drachmen ein, und wenn sie die Verhinderungen feuergefährlicher Handlungen oder Unterlassungen, auf Straſsen und offenen Plätzen in Städten oder Ortschaften zum Zwecke haben, so wird der Uebertreter mit Arrest zu 3 Tagen oder an Geld bis zu 20 Drachmen gestraft.

594. Wenn ein Hausvater feuergefährliche Handlungen oder Unterlassungen seiner Hausgenossen, Miethleute, Gäste, Diener oder Arbeiter wissentlich duldet, oder nach vergeblicher häuslicher Ahndung nicht der Obrigkeit zur Bestrafung anzeigt; wenn er dieselben nicht mit solchen Geräthen und Werkzeugen versieht, welche den Gebrauch des Feuers oder Lichtes bei ihren Geschäften unschädlich machen können; so haftet er für die Uebertretungen dieser Personen, und hat mit ihnen gleiche Strafe zu leiden. Hat er Feuer und Licht, oder

leicht entzündliche Sachen den Händen von Kindern, Blöd- oder Wahnsinnigen anvertraut, so wird er nach Verschiedenheit der Fälle nach den Art. 592 und 593 gestraft.

595. Wer bei chemischen Versuchen und Arbeiten, oder bei Verfertigung des Pulvers nicht die höchste Vorsicht anwendet; wer die Verordnung über Besitz und Aufbewahrung des Pulvers in Häusern, Wohnungen und Gebäuden verletzt, wird an Geld oder nach Umständen mit Arrest gestraft.

596. Bauverständige und Handwerksmeister, welche bei der Feuerschau, wozu sie berufen sind, Gebrechen, welche mit gehöriger Aufmerksamkeit hätten entdeckt werden können, übersehen, oder nicht der Wahrheit getreu angeben; Handwerksleute, welche feuergefährliche Vorkehrungen ausführen; Rauchfangkehrer, welche das ihnen obliegende Reinigungsgeschäft vernachlässigen oder schlecht besorgen, oder die dabei wahrgenommenen Mängel nicht sogleich den Hausbesitzern, und, wenn bei der Nachsicht von diesen keine Abhülfe geschehen ist, der Obrigkeit anzeigen, werden mit Arrest bis zu 2 Wochen und an Geld gestraft.

597. Wer bei einem in seinem Hause, seiner Wohnung oder seinem Aufenthaltsorte wahrgenommenen Brande nicht sogleich öffentliche Hülfe anruft oder der Obrigkeit die Anzeige macht, wird mit Arrest bis zu 2 Wochen gestraft.

3. *Durch Bauunternehmungen.*

598. Geldbufse nicht unter 30 Drachmen wird erkannt gegen denjenigen, welcher in Städten einen Bau, oder eine Hauptverbesserung in einem schon bestehenden Bau ohne bestimmten, von der Obrigkeit in Bezug auf Festigkeit und Sicherheit genehmigten Bauplan, oder mit willkührlicher Abweichung von diesem Plane oder von dem angewiesenen Bauplatze mit Ueberschreitung der Baulinie, oder mit Verletzung der besonderen obrigkeitlichen Bauvorschriften vornimmt.

599. Gleiche Strafe unterliegen Baumeister, welche bei Bauunternehmungen oder Ausbesserungen die Aufstellung von Warnungszeichen, oder die sonst erforderlichen Vorkehrungen zur Sicherheit gegen Beschädigung von Personen und Sachen vernachlässigen.

600. Wer untaugliches, schlechtes, dem vorgeschriebenen Maafse nicht entsprechendes Baumaterial verfertigt oder verkauft; Handwerksmeister, welche solches Material zum Bau verwenden, oder wissentlich verwenden lassen, werden an Geld nicht unter 10 Drachmen gestraft.

Untaugliches und schlechtes Material wird confiscirt; das dem vorgeschriebenen Maafse nicht entsprechende auf Kosten

und Rechnung des Eigenthümers mit Bezeichnung des Mangels verkauft.

Dem Bauherrn ist jedoch unbenommen, das Baumaterial nach einem gegebenen andern Maafse zu bestellen; in welchem Falle diese Vorschrift in Bezug auf das Maafs keine Anwendung findet.

601. Einer Geldbufse nicht unter 10 Drachmen sind die Baumeister unterworfen, welche unkundige Arbeiter anstellen, oder die Aufsicht auf die Arbeiter, oder auf die Bauführung unterlassen oder vernachlässigen.

602. Ist ein Bau vor oder bei seiner Vollendung nach obrigkeitlicher Untersuchung in Hinsicht auf Zweck, Festigkeit und Sicherheit gefährlich befunden worden, so verfällt derjenige, welcher die technische Leitung des Baues übernommen hat, in Arrest bis zu 2 Wochen und in Geldbufse nicht unter 20 Drachmen.

603. Wenn ein Bau innerhalb eines Jahres nach seiner Vollendung, oder ein Baugerüst ganz oder zum Theil eingestürzt, und der Einsturz nicht durch äussere Einwirkung ausschliefsend bewirkt worden ist, so wird derjenige, welchem die Bauführung oder die Baubesserung anvertraut war, mit Arrest von 2 bis 6 Wochen und an Geld von 100 bis 300 Drachmen gestraft.

604. Mit derselben Strafe werden belegt:

1) Sachverständige, welche zu Untersuchung eines auf solche Weise eingestürzten Baues obrigkeitlichen Auftrag gehabt, und diese Untersuchung nachlässig oder gar nicht vorgenommen, oder die Beschaffenheit nicht pflichtmäfsig angegeben haben;

2) Eigenthümer oder Aufseher eines eingestürzten Baues, wenn sie durch eine mit Strafe bedrohten Handlung oder Unterlassung den Einsturz verursacht oder dazu beigetragen haben.

605. Wer die ihm obliegende Unterhaltung eines Baues mit Gefahr für Andere vernachlässiget; wer nicht sogleich bei der ersten Wahrnehmung solcher Gebrechen die nothwendige Sicherung und Abhülfe veranlafst: wer die der allgemeinen Sicherheit gefährlichen oder den bestehenden Polizeivorschriften widerstreitenden Mängel eines ihm gehörigen Baues zu verbessern unterläfst, wird an Geld nicht unter 10 Drachmen und mit Arrest bis zu 14 Tagen gestraft.

Gleicher Strafe unterliegt der Baumeister, welcher, zur schleunigen Verwahrung, Ausbesserung und Wiederherstellung eines solchen schadhaften Baues berufen, seinen Beistand ohne rechtmäfsige Ursache verweigert oder verzögert.

606. Wer wider die von der Staatsregierung festgesetzte Bauordnung in Ansehung der Feuergefährlichkeit handelt, so-

wohl was die Aufführung eines neuen als die Erhaltung eines schon bestehenden Gebäudes betrifft, hat eine Geldbufse von 10 bis 200 Drachmen zu erlegen.

607. In den Fällen der Art. 599, 601 und 603 trifft die Strafe sowohl den Baumeister als den Bauherrn, den letztern aber nur alsdann, wenn er von der Uebertretung Kenntnifs gehabt, und sie nicht verhindert, oder selbst gewollt oder angeordnet hat.

608. Werden von dem Bauherrn selbst nicht sogleich nach ergangener Aufforderung vorschriftswidrige Bauten entfernt, oder Baugebrechen und Baumängel verbessert, so hat die Obrigkeit auf Kosten desselben die Verbesserung und nach Erfordernifs auch die Abtragung des Baues zu verfügen.

Tritt die Strafe gegen den Baumeister, und gegen den Bauherrn ein, so haben beide gemeinschaftlich für die Kosten zu haften.

609. Was in den Artikel 602 bis 605 vorgeschrieben worden ist, gilt von Baugegenständen jeder Art, welche durch Einsturz gefährlich werden können, insbesondere auch von Gruben- und Bergbau, von Steinbrüchen, Strafsen-, Wasser und anderen öffentlichen Bauten dieser Art.

4. Durch Reiten und Fahren, und durch Thiere überhaupt.

610. Wer durch schnelles oder unbehutsames Reiten oder Fahren, durch hiebei vernachlässigte Vorsicht in Ansehung des Orts, der Zeit, des gegenseitigen Ausweichens, der nöthigen Warnungszeichen, oder auf irgend eine andere Weise Menschen oder fremdes Eigenthum in Gefahr setzt; wer Kutschern oder Dienern eine Uebertretung der Art aufträgt, befiehlt, oder von denselben in seiner Gegenwart unverwehrt geschehen läfst, wird mit Arrest bis zu 2 Wochen oder an Geld bis zu 50 Drachmen, bei besonderer Gefährlichkeit der That aber unter mehreren erschwerenden Umständen, oder nach dreimaliger Bestrafung, mit Arrest von 3 Tagen bis zu einem Monat, oder an Geld von 10 bis 100 Drachmen gestraft.

611. Mit Arrest bis zu 2 Wochen oder an Geld bis zu 50 Drachmen soll gestraft werden, wer scheue, oder mit gefährlichen Fehlern behaftete Pferde einem Andern ohne Warnung und Belehrung zum Gebrauche überläfst, oder an bestellte Fuhren spannt; wer zu solchen Fuhren schadhaftes Zeug und Geschirr liefert, in Ansehung der Schwere und Art der Ladung die erforderliche Vorsicht unterläfst oder mehrere beladene Fuhrwerke zusammenhängt; wer Pferde oder Fuhrwerke Kindern, untauglichen oder ungeprüften Dienern oder anderen unfähigen Personen anvertraut, oder in

übernommener Leitung eines Fuhrwerkes mit Gefahr für die darauf befindlichen Menschen oder Güter sich unbehutsam oder nachlässig bezeigt.

612. Wer bei der ersten Wahrnehmung einer öffentlichen Gefahr durch ein scheu oder wildgemachtes Thier, oder auf Zuruf oder Warnung nicht mit Handlungen innehält, welche zur Wildheit reizen; wer Thiere im Oeffentlichen geflissentlich scheu oder wild macht, ist mit Arrest bis zu einer Woche oder an Geld bis zu 30 Drachmen zu strafen.

613. Wer Reit-, Zug-, oder Lastthiere in bewohnte oder besuchte Orte laufen, oder auf öffentlichen Plätzen, Strafsen, oder sonst in Freien, wo sie durch Ausreifsen oder auf andere Weise Schaden anrichten können, ohne Aufsicht stehen läfst; wer bei übernommener Führung oder Hütung von Thieren nicht die nöthige Vorsicht anwendet, um dieselben in seiner Gewalt zu behalten; desgleichen wer ihm angehörige Thiere, welche Schaden verursachen können, aussetzt und dem Zufalle Preis gibt, wird an Geld bis zu 50 Drachmen gestraft.

614. In Geldbufse von 10 bis 50 Drachmen verfällt wer irgend ein Thier, welches zur Gattung der zahmen- oder Hausthiere gehört, aber besondere bösartige Eigenschaften an sich hat, so zu leiten oder zu verwahren unterläfst, dafs dasselbe nicht schaden kann.

615. Wer auf obrigkeitliche Nachfrage Hunde verhehlt, dieselben ohne Aufsicht auf der Strafse herumlaufen läfst, in Orten wo es besonders vorgeschrieben ist, nicht mit Halsbändern oder Zeichen versieht, oder auf erfolgtes öffentliches Gebot nicht am Bande führt, hat Geldbufse bis zu 10 Drachmen zu erlegen.

Hunde, über welche vorgenannte Aufsicht vernachlässigt wird, sind nach Umständen entweder sogleich oder nach vorheriger Warnung des Besitzers zu tödten.

616. Wer ohne ausdrückliche Erlaubnifs der Obrigkeit wilde oder sonst ihrer Natur nach schädliche Thiere hält, wer dergleichen mit Erlaubnifs unterhaltene Thiere nicht fest und mit genauer Beobachtung derjenigen besonderen Vorschriften verwahrt, welche in Hinsicht auf Ort oder Art der Verwahrung ertheilt werden; wer in einem oder dem anderen der vorhergehenden Fälle, wenn ein solches Thier aus der Verwahrung entkommen ist, nicht augenblicklich der Obrigkeit Anzeige erstattet, und aufserdem noch die nöthigen Vorkehrungen trifft, um dasselbe unschädlich zu machen, wird an Geld nicht unter 10 Drachmen gestraft.

Die Thiere, mit welchen die Uebertretung begangen worden ist, werden weggeschafft.

Ein ausgebrochenes Thier dieser Art darf von Jedermann getödtet werden.

617, Nach Art. 575 wird behandelt, wer ein ihm gehöriges Thier bei wahrgenommenen Kennzeichen wirklicher Wuth, oder bei Merkmalen, welche den möglichen Ausbruch vermuthen lassen, nicht sogleich tödtet oder einsperrt, und der Obrigkeit nicht schleunige Anzeige macht, oder diese Anzeige in dem Falle unterläſst, wo ein solches Thier von einem anderen, welches mit der Wuth behaftet oder derselben verdächtig ist, angefallen worden.

5. Durch Gewehre und Schieſspulver.

618. Wer an Orten, wo leicht Unglück verursacht werden kann, irgend eine Art von Geschoſs, ohne durch Noth dazu veranlaſst zu seyn abschieſst; wer ohne solche Noth in Häusern mit Feuergewehren oder Windbüchsen; wer auf der Jagd oder bei Schieſsübungen ohne Vorsicht gegen Andere abschieſst, wird mit Arrest bis zu 2 Wochen oder an Geld bestraft.

619. Mit Arrest bis zu einer Woche oder an Geld bis zu 50 Drachmen ist zu bestrafen:

1) wer Feuer- oder anderes Gewehr den Händen unerfahrner Menschen anvertraut;

2) wer von solchen Gewehren mit Beschädigungsgefahr unvorsichtigen oder muthwilligen Gebrauch macht;

3) wer geladenes Feuergewehr an Orten verwahrt, wo es durch Umfallen oder unvorsichtige Behandlung Schaden verursachen oder wo Kinder oder andere unerfahrne Leute dazu gelangen können;

4) wer ein geladenes Gewehr, wenn er in Wirths- oder andern Häusern einkehrt, oder sich irgend wo unter Menschen aufhält, weder entladet, noch unter beständiger unmittelbarer Aufsicht hat;

5) jeder Wirth, welcher seine Gäste nicht zu dem einen oder zu dem anderen anhält, oder für sichere Verwahrung nicht selbst sorgt.

620. Wer verbotene Waffen oder Gewehre verfertiget; wer nicht sogleich Anzeige an die Obrigkeit macht, wenn bei ihm die Verfertigung oder Ausbesserung solcher Waffen und Gewehre bestellt wird, wer irgend eine Art von Waffen oder Gewehren für Kinder oder Personen, von welchen die nöthige Kenntniſs und Vorsicht beim Gebrauch derselben nicht vorausgesetzt werden kann, oder von welchen Miſsbrauch zu besorgen ist, verfertiget, ausbessert oder an dieselben verkauft; wer an solche Personen Schieſspulver abgiebt, wird mit Arrest oder an Geld bis zu 200 Drachmen gestraft.

621. Wer mit irgend einer Art von Waffen oder Gewehren oder mit Schiefspulver Handel treibt, ohne hiezu berechtiget zu seyn, wird mit Arrest von 3 Tagen bis zu 6 Wochen oder an Geld von 20 bis zu 200 Drachmen gestraft,

Die Gegenstände dieses unberechtigten Handels werden, insoferne sie zu den verbotenen gehören, confiscirt; die übrigen auf Kosten und Rechnung des Uebertreters verkauft.

622. Mit Arrest bis zu 6 Wochen, oder an Geld von 50 bis zu 200 Drachmen soll gestraft werden, wer Feuergewehre oder andere verbotene Waffen trägt, ohne sich auf der Stelle durch einen obrigkeitlichen Erlaubnifsschein über seine Berechtigung hiezu ausweisen zu können.

Diese Waffen und Gewehre werden confiscirt.

Im Uebrigen bleibt es bei der Verordnung vom 2. März (18. Februar) 1833 über die Ausstellung der Erlaubnifsscheine zum Tragen von Feuergewehren.

6. Durch Fall und Wurf.

623. Mit Arrest bis zu 1 Woche oder an Geld bis zu 50 Drachmen wird gestraft, wer nach Häusern oder andern Aufenthaltsorten, in Hof- oder andere geschlossene Räume, unter Menschen, an bewohnten, besuchten oder solchen Gegenden, wo das Auge keine freie Aussicht hat, mit Steinen oder anderen harten Körpern oder solchen Dingen wirft, wodurch Menschen oder Eigenthum beschädigt werden können; wer mit solchen Gegenständen aus Häusern, Fenstern oder sonst von der Höhe wirft, sie herabfallen läfst oder herabschüttet.

624. Wer an Strafsenfenstern, Ecken oder sonst in der Höhe irgend etwas gegen polizeiliches Verbot aufstellt oder aufhängt; wer im Falle, dafs kein polizeiliches Verbot entgegensteht, das an solchen Orten Aufgestellte oder Aufgehängte nicht gegen Um- oder Herabfallen hinlänglich versichert, oder die Sorge für gute Unterhaltung der Versicherungsmittel vernachlässigt, soll mit Arrest bis zu 3 Tagen oder an Geld bis zu 20 Drachmen gestraft werden.

625. Hausväter und Wohnungsinhaber haften in den Fällen der beiden vorgenannten Artikel für ihre Angehörigen und Untergebenen, und sie trifft, wenn der Uebertreter nicht ausgemittelt werden kann, die angedrohte Geldbufse.

7. Durch Gefährdung des sichern Zu- und Abgangs.

626. Wer die Verbindlichkeit vernachlässigt, Gräben, Abhänge, Abgründe und andere dergleichen gefährliche Stellen an gemeinzugänglichen Orten mit Geländern oder anderen Sicherungsmitteln zu umgeben, oder diese Sicherungsmittel be-

ständig in gutem Stande zu erhalten; wer an Orten der bezeichneten Art Oeffnungen oder Vertiefungen zur Zeit der Dunkelheit unbedeckt, unverwahrt oder unbeleuchtet, oder Fallthüren offen läſst, wird an Geld gestraft.

627. Geldbuſse bis zu 50 Drachmen hat zu erlegen, wer auf irgend eine Art den besonderen Vorschriften über Sicherstellung öffentlicher Straſsen und Dämme gegen Beschädigung zuwider handelt.

Wer sonst in der schuldigen Unterhaltung des sichern und fahr- oder gangbaren Standes der Wege oder Stege saumselig ist, wird an Geld bis zu 20 Drachmen gestraft.

Werden die Anordnungen der Polizei zur Hebung der vorgenannten Gebrechen nicht auf der Stelle befolgt, so hat die Obrigkeit die Abstellung auf Kosten der Verpflichteten zu verfügen.

628. In Geldbuſse bis zu 20 Drachmen verfällt wer ohne Noth oder besondere obrigkeitliche Erlaubniſs auf öffentlichen Wegen oder Plätzen Fuhrwerke, Bau- oder Arbeitsstoffe, Waaren oder andere dergleichen Gegenstände aufstellt oder niederlegt, Krambuden errichtet, oder die erhaltene Erlaubniſs, besonderer obrigkeitlicher Vorsicht zuwider, zur Sperrung oder Erschwerung des freien Durchganges miſsbraucht.

Geschieht eine solche Handlung zur Zeit der Dunkelheit, oder werden Gegenstände, welche mit obrigkeitlicher Bewilligung auf öffentlichen Wegen oder Plätzen über Nacht stehen oder liegen bleiben, und woran die Vorübergehenden durch Stoſs oder Fall Schaden nehmen können, nicht nach den gegebenen Anordnungen geordnet, versichert oder beleuchtet, so wird gegen den Uebertreter Geldbuſse von 10 bis zu 50 Drachmen erkannt.

Wenn Wägen von Reisenden oder fremden Fuhrleuten auf öffentlichen Wegen oder Plätzen stehen bleiben, so sind hiefür ausschlieſsend die Wirthe verantwortlich, bei welchen die Reisenden eingekehrt, oder die Pferde fremder Fuhrleute eingestellt sind.

629. Wirthe, welche es bei eingetretener Dunkelheit an der zum sichern Ab- und Zugang nöthigen Beleuchtung ihrer Häuser fehlen lassen, werden an Geld bis zu 10 Drachmen gestraft.

630. Wer ohne Erlaubniſs der Obrigkeit und ohne die angeordneten Warnungszeichen Selbstgeschoſs, Schlageisen, Fuſsangeln legt oder Fallgruben anlegt, wodurch Menschen beschädigt werden können, wird, wenn er es in seinem geschlossenen Eigenthume gethan hat, mit Arrest bis zu 1 Woche, oder an Geld bis zu 25 Drachmen, wenn er es aber

in seinem ungeschlossenen Eigenthume gethan, mit Arrest bis zu 2 Wochen, oder an Geld bis zu 50 Drachmen gestraft.

Hat Jemand dergleichen Vorrichtungen an öffentlichen, gemeinzugänglichen Orten oder in fremdem Eigenthume ohne Wissen und Willen des Besitzers unternommen, so tritt Arrest nicht unter 1 Woche oder Geldbufse nicht unter 25 Drachmen ein.

8. Durch wahnsinnige, wasserscheue und betrunkene Menschen.

631. Wer nach der ersten Wahrnehmung heftiger Sinnesverwirrung an einer bei ihm sich aufhaltenden Person nicht sogleich Sicherheitsmafsregeln ergreift; wer Narren oder Rasende über welche ihm die Aufsicht obliegt, frei herum laufen läfst, oder sonst die schuldige Aufsicht auf solche Personen mit Gefahr für Andere vernachlässigt, ist mit Geld nicht unter 10 Drachmen zu strafen.

Wer sich einer Uebertretung dieser Art in Beziehung auf Personen schuldig macht, welche mit der Wasserscheue behaftet, oder derselben verdächtig sind, wird nach den Bestimmungen des Art. 570 beurtheilt.

632. Wer in solchen Verrichtungen, bei welchen zur Verhütung von Unglück besondere Vorsicht erfordert wird, sich betrinkt; wer betrunken solche Verrichtungen unternimmt, wird mit Arrest bis zu 2 Wochen oder an Geld gestraft.

9. Durch gemeingefährliche Beschädigung.

633. Wer die an Gebäuden angebrachten Stützen, Geländer oder andere Verwahrungsmittel wegnimmt oder unsicher macht; wer die zur Verhütung von Unglück aufgestellten Warnungszeichen vernichtet oder auf eine andere Art deren Zweck vereitelt; wer die zur Hülfe und Rettung bei öffentlichen Nothfällen bestimmten Geräthschaften, Werkzeuge oder Materialien in unbrauchbaren Stand setzt, oder deren Gebrauch erschwert, verfällt in Arreststrafe nicht unter 3 Tage, oder in Geldbufse nicht unter 10 Drachmen.

XI. Vernachlässigung der schuldigen Hülfe und Schonung.

1. Vernachlässigung der Hülfe bei öffentlicher Noth.

634. Wer ohne rechtmäfsige Verhinderungsursache und ohne sich eigener Lebensgefahr auszusetzen, bei entstandenem Aufruhr, Raub, Plünderung, Verbrechen oder Vergehen auf frischer That, beim Vollzuge von Strafurtheilen, oder anderen gerichtlichen Befehlen, bei Schiffbrüchen oder anderer Wasser- oder Feuergefahr, oder anderer öffentlicher Noth, auf geschehene Aufforderung die schuldige Hülfe vernach-

lässigt oder ganz verweigert; wer andere vom Beistand abhält oder deren Ordnung stört; wer sich in der obliegenden Anschaffung oder Unterhaltung der Hülfs- oder Rettungsmaterialien oder Geräthschaften fahrlässig zeigt, soll mit Arrest bis zu 3 Wochen oder an Geld gestraft werden, und das Strafurtheil auf Kosten des Uebertreters gedruckt und öffentlich bekannt gemacht werden.

2. Unterlassene Rettung aus Lebensgefahr.

635. Wer einen Anderen aus wahrgenommener Lebensgefahr zu retten unterläfst, obschon er diese Rettung, ohne sich eigener Lebensgefahr auszusetzen, unternehmen kann, wird mit Geldbufse bis zu 200 Drachmen, und wenn der Andere das Leben wirklich eingebüfst hat, mit Arrest bis zu 2 Wochen oder an Geld nicht unter 500 Drachmen gestraft.

Das Strafurtheil wird auf Kosten des Uebertreters gedruckt und bekannt gemacht.

3. Vernachlässigung obliegender Aufsicht oder Hülfe.

636. In Arreststrafe bis zu 6 Wochen oder in Geldbufse von 50 bis 300 Drachmen verfällt, wer die ihm vermöge öffentlichen Dienstes obliegende wissenschaftliche oder Kunsthülfe für heilungsbedürftige Personen auf Anrufen ohne rechtmäfsige Ursache verweigert, die unternommene Hülfe willkührlich unterbricht oder mit Gefahr vernachlässigt; wer ihm angehörige oder anvertraute Kinder, Kranke, gebrechliche oder blödsinnige oder andere Personen dieser Art, welche sich selbst zu leiten und zu helfen unvermögend sind, in Beziehung auf Schutz, Aufsicht, Verpflegung oder ärztlichen Beistand verwahrlost, die denselben zugestofsenen Unfälle verheimlicht oder ihnen ohne Anordnung eines Sachverständigen Arzneimittel reicht, die ihrem Zustande gefährlich werden können.

637. Der Uebertreter hat sich nebst der verwirkten Strafe auch derjenigen Mafsregel zu unterwerfen, welche auf dessen Kosten, oder bei obwaltender Unvermögenheit auf Kosten der Armenanstalten, zu dem Zwecke getroffen werden, die ihm angehörigen oder anvertrauten hülfsbedürftigen Personen gegen fernere gefährliche Fahrlässigkeit desselben sicher zu stellen.

638. Wer gefundenen Kindern oder andern hülfsbedürftigen Personen bis zur obrigkeitlichen Verfügung oder bis zur eintretenden Fürsorge der Angehörigen die erste nothwendige Hülfe nach Möglichkeit zu verschaffen unterläfst, wird an Geld von 20 bis zu 200 Drachmen gestraft.

639. Wer fremde unmündige Kinder ohne Genehmigung der Obrigkeit an sich bringt, wird mit Arrest oder an Geld bestraft.

Die weitere Einschreitung steht der betreffenden Polizeibehörde zu.

4. Frevel an Schwangeren oder Gebährenden.

640. Wer gegen Schwangere oder Gebährende oder in deren Gegenwart eine Handlung unternimmt, durch welche bei diesen Schrecken oder andere heftige Gemüthsbewegung gewaltsam erregt wird, ist mit Arrest bis zu 2 Wochen oder mit Geldbufse bis zu 50 Drachmen zu bestrafen.

641. Was in den Artikeln 636—639 über die Vernachlässigung hülfsbedürftiger Personen verordnet ist, findet insbesondere auch auf Schwangere und Gebährende Anwendung und die daselbst bestimmte Arreststrafe ist nach Umständen bis auf 300 Drachmen zu erhöhen.

642. Wer in Ansehung aufserehelich geschwängerter Personen, die sich unter Gewalt, Pflege oder Aufsicht, in seinen Diensten oder in seiner Wohnung befinden, bei obwaltenden Verdachtsgründen nicht alle in seiner Macht stehende Vorsicht anwendet, um Kindesmord, Tödtung der Geburt oder Abtreibung der Leibesfrucht zu verhüten, oder nicht die unverzügliche Anzeige der obwaltenden Umstände und Verdachtsgründe an die Obrigkeit macht, wird, wenn die Unterlassung aus eigenem Interesse an der Entstehung der strafbaren Handlung herrührt, mit Arrest von 8 Tagen bis zu 2 Monaten, oder an Geld von 30—300 Drachmen, ausserdem aber mit Arrest bis zu 1 Monat, oder mit Geldbufse bis zu 100 Drachmen gestraft.

643. Ausserehelich schwangere Personen werden, wenn sie ihre Niederkunft verheimlichen, ausser den in Art. 294—298 bezeichneten Fällen mit Arrest bis zu 2 Wochen oder an Geld bis zu 50 Drachmen gestraft.

XII. Vernachlässigung der Anzeige von Geburten und Todesfällen.

644. Wer von irgend einer Entbindung die ihm obliegende Anzeige nach Vorschrift zu machen unterläfst oder versäumt, wird an Geld von 20 bis 200 Drachmen gestraft.

Gleicher Strafe ist unterworfen, wer von irgend einem Todesfalle die vorgeschriebene ihm obliegende Anzeige zu machen unterläfst oder versäumt, oder wer das Auffinden eines Leichnams der Obrigkeit nicht auf der Stelle anzeigt.

XIII. Frevel in Ansehung der Verstorbenen und Scheintodten.

645. Wer Leichen entwendet, mifshandelt oder sonst zu unerlaubten Zwecken mifsbraucht; wer ohne einen Diebstahl zu begehen Gräber unbefugt öffnet, soll mit Arrest bis zu 6 Wochen, oder an Geld von 20 bis 300 Drachmen gestraft werden.

646. Wer den Körper einer verstorbenen Person, den Leichnam einer Mifsgeburt, oder auch einer unzeitigen, jedoch schon gestalteten Geburt heimlich wegschafft oder wegschaffen läfst; wer eine verstorbene Person mit Umgehung der vorgeschriebenen Todtenbeschau oder obrigkeitlichen Erlaubnifs oder vor der vorgeschriebenen Zeit beerdigt oder öffnet, beerdigen oder öffnen läfst, ist mit Arrest bis zu 2 Wochen und an Geld zu strafen.

647. Wer den Leichnam einer Person, welche Spuren einer gewaltsamen Verletzung, der Vergiftung oder sonstigen Tödtung an sich trägt, ohne der Obrigkeit gemachte Anzeige wegschafft, oder wegschaffen läfst, oder auf irgend eine Weise verheimlichet, soll mit Arrest von 2 bis 3 Monaten und an Geld von 100 bis 200 Drachmen bestraft werden.

648. Arreststrafe bis zu 2 Wochen und Geldbufse von 20 bis 200 Drachmen trifft denjenigen, welcher bei der Todtenbeschau oder bei der Obrigkeit über die Zeit des Todes einer Person unrichtige Anzeige macht und dadurch veranlafst, dafs die Leiche früher geöffnet oder beerdigt wird, als den Vorschriften gemäfs ist.

649. Wer für einen gefundenen Scheintodten nicht sogleich einen berechtigten Arzt oder eine andere sachverständige Person zu Hülfe ruft, oder zu dieser Hülfe die mögliche Mitwirkung auf Anfordern verweigert, ist mit Arrest oder Geldbufse zu strafen, und im Falle der verweigerten Hülfsleistung das Straferkenntnifs öffentlich bekannt zu machen.

XIV. Verletzung besonderer Ordnungen.

1. In Ansehung der Fremden und Reisenden.

650. Wer den Vorschriften der Pafsordnung zuwiderhandelt, wird an Geld bis zu 50 Drachmen, und derjenige, welcher bei seinem Aufenthalte an einem fremden Orte die eingeführte Ordnung in Ansehung der besonderen Aufenthaltskarten vernachlässigt, an Geld bis zu 10 Drachmen gestraft.

651. Mit Arrest bis zu 1 Woche oder mit Geldbufse bis zu 20 Drachmen sind Händler, Gewerbsleute, Gesellen und Dienstboten zu strafen, welche bei Beziehung der Märkte oder bei ihren Wanderungen auf Gewerbe, Handwerk oder Dienst nicht mit den erforderlichen, obrigkeitlich beglaubigten Nachweisungen versehen sind, oder den in ihren Beglaubigungsurkunden enthaltenen besonderen Anweisungen zuwiderhandeln.

652. Wer die Vorschriften über die Anzeige aufgenommener Fremden nicht beobachtet, wird an Geld bis zu 20 Drachmen gestraft.

Gastwirthe, welchen in der vorgeschriebenen Aufzeichnung und Meldung der Fremden eine Vernachlässigung zur Last fällt, werden an Geld bis zu 50 Drachmen gestraft.

653. Zur Beherbergung nicht berechtigte Wirthe, welche Fremde über Nacht aufnehmen, sind an Geld nicht unter 10 Drachmen zu strafen.

Mit dieser Strafe sind auch Andere zu belegen, welche ein Gewerbe daraus machen, unbefugt Fremden Nachtherberge zu geben.

Jeder, der bei Beherbergung unbekannter Personen die polizeilichen Vorschriften vernachlässigt, soll an Geld bis zu 30 Drachmen gestraft werden.

2. In Ansehung der Wohnungen und Inwohner.

654. Desgleichen trifft Geldbufse bis zu 20 Drachmen diejenigen Hauseigenthümer, Aftermiether und Wohnungsinhaber, welche beim Wechsel der Wohnungen oder der Inwohner die vorgeschriebene Meldung vernachlässigen.

655. Wer Handelsdiener, Handwerksgesellen, Lehrjungen oder Dienstboten aufnimmt, welche sich weder durch Wander- oder Gesindebuch, noch durch andere beglaubigte Zeugnisse über die vorschriftmäfsigen Erfordernisse auf gehörige Art ausweisen können, wird an Geld bis zu 50 Drachmen gestraft.

3. In Ansehung der Schulen.

656. Verletzungen der Schul- und Unterrichtsordnungen werden nach den in diesen Ordnungen enthaltenen Bestimmungen gestraft.

4. In Ansehung der Dienstboten.

657. Die Verletzung der Dienstbotenordnung wird nach folgendem Unterschiede bestraft:

1) an Geld bis zu 50 Drachmen, wenn sie von Seite der Dienstherrschaften geschieht;

2) wird sie von Gewerbsgehülfen oder Dienstboten begangen, mit Arrest bis zu 2 Wochen, Gewohnheitsfrevler werden nach Umständen unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt.

XV. Verletzung der Sittlichkeit.

658. Personen, welche zum öffentlichen Aergernifs in ausserehelicher Verbindung als Mann und Frau in einem Hause zusammenleben, sind mit Arrest bis zu 2 Wochen oder an Geld zu strafen, und von einander zu trennen.

Im zweiten Rückfalle werden sie neben der Strafe unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt.

659. Wer ausser dem Falle des Art. 272 durch unzüchtige, im Oeffentlichen vorgenommene Handlungen die Schamhaftigkeit beleidiget, soll mit Arrest oder an Geld gestraft werden

660. Diejenigen, welche zur Unzucht Aufenthalt oder Unterschleif geben, oder derselben durch Zuführung oder Unterhandeln Vorschub leisten, werden mit Arrest nicht unter 3 Tagen, oder an Geld nicht unter 15 Drachmen gestraft und wenn hieraus ein Erwerbszweig gemacht wird, im zweiten Rückfalle unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt.

Wirthen, welche ihr Gewerbe zur Kuppelei mißbrauchen, oder wissentlich mißbrauchen lassen, soll ihr Gewerbsverhältniß als besonderer Erschwerungsgrund angerechnet werden.

XVI. *Arbeitsscheu, Bettelei, Landstreicherei und Gaukelei.*

661. Unangesessene Leute, welche sich über hinreichende, erlaubte, die Sittlichkeit nicht verletzende Unterhaltsmittel nicht ausweisen können, und unerachtet vorausgegangener obrigkeitlicher Warnung sich weder einem Dienste, noch irgend einer fortdauernden Arbeit widmen, sollen mit Arrest bis zu 2 Wochen bestraft werden.

Gewohnheitsfrevler dieser Art werden unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt.

662. Gleicher Strafe und Straffolge ist unterworfen, wer ausser den im Art. 663 und 666 genannten Fällen bettelt, Kinder zum Betteln abrichtet, ausschickt, herleiht, oder seiner Gewalt oder Pflege untergebene Personen nicht vom Betteln abhält.

663. Bettler, welche zur Nachtzeit, oder im Innern einer Wohnung oder in Verbindung von mehr als 3 Individuen, oder mit Anwendung von Drohungen oder unter Vorschützung von erdichteten Wunden oder anderen Gebrechen, oder unter anderer falscher Angabe zu betteln sich erlauben, werden mit Arrest von 8 Tagen bis zu 6 Wochen bestraft.

664. Leute, ohne bestimmten oder bleibenden Wohnsitz und ohne erlaubte Beschäftigung oder Unterhaltsmittel, welche im Lande herumziehen, werden als Landstreicher mit Arrest gestraft. Gewohnte oder sonst besonders verdächtige oder gefährliche Landstreicher sind in einer Polizeianstalt zu verwahren.

665. Wer, ohne einen als Verbrechen oder Vergehen strafbaren Betrug, sich mit Täuschung Anderer durch angebliche Wunder, durch Zaubereien oder Geisterbeschwörungen, durch Zeichen und Traumdeuten, Wahrsagen, Schatzgraben, Goldmachen und andere dergleichen Gaukeleien beschäftigt, wird mit Arrest bis zu 6 Wochen oder an Geld bis zu 300 Drachmen, im Rückfalle aber mit Arrest von 1 Monat bis zu 3 Monaten oder an Geld von 100 bis 400 Drachmen bestraft, und nach Umständen unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt.

Wer Schriften, welche darauf gerichtet sind, den Glauben an solche Gaukeleien unter dem Volke zu verbreiten oder zu unterhalten, herausgibt, verlegt, oder in Umlauf bringt, hat Geldbufse von 100 bis 300 Drachmen zu erlegen.

Solche Schriften und von den Gauklern bei ihren Künsten benützte Werkzeuge, Costüme oder andere Geräthschaften werden confiscirt.

666. Arbeitsscheue Leute, Bettler, Landstreicher oder Gaukler sollen mit Arrest von 2 bis 3 Monaten, und Gaukler ausserdem noch mit der im Art. 665 erwähnten Geldbufse belegt werden, wenn sie sich

1) auf die im Art. 366 N° 3 erwähnte Weise unkenntlich gemacht haben;

2) Waffen bei sich führen;

3) Schlüssel, Dietriche und ähnliche verdächtige Werkzeuge bei sich tragen;

4) über 50 Drachmen Geld oder geldeswerthe Sachen, ohne den rechtmäfsigen Erwerb nachweisen zu können, bei sich tragen.

XVII. Unerlaubte Collecten.

667. Wer unbefugt oder ohne besondere Erlaubnifs der Obrigkeit eine öffentliche Collecte unternimmt, soll, wenn nicht hiebei Merkmale eintreten, wonach sich die That zum Verbrechen oder Vergehen eignet, als Bettler, und wenn er als solcher nicht angesehen werden kann, an Geld gestraft werden, vorbehaltlich dessen, was das Gesetz über Sammlungen für besondere Zwecke bestimmt hat.

Die gesammelten Gelder, Naturalien oder anderen Sachen werden eingezogen.

XVIII. Verkehr mit verdächtigen Sachen und Sperrwerkzeugen.

668. Wer von unbekannten Leuten, welche Gold- und Silberwaaren, Juwelen oder andere Kostbarkeiten zum Kauf oder Tausch, zur Auswechslung oder Verpfändung anbieten; wer von bekannten Personen, welche geschmolzenes, mit dem Namen eines Gold- oder Silberarbeiters nicht bezeichnetes Gold oder Silber, oder sonst Gegenstände, die nach ihrer Beschaffenheit, Menge, Preis, oder nach den Verhältnissen der anbietenden Personen den Verdacht unrechtmäfsigen Besitzes erwecken, an sich bringt oder als Pfand annimmt, wird an Geld von 20 bis 200 Drachmen gestraft.

Gewinnsüchtige Gewohnheitsfrevler dieser Art sollen nebst der verwirkten Geldbufse zu Arrest von einer Woche bis auf zwei Monate verurtheilt und nach Umständen unter die besondere Polizeiaufsicht gestellt werden.

669. Geldbufse von 20 bis 200 Drachmen wird gegen Meister des Schlosser- oder jedes andern in Feuer arbeitenden Gewerbes erkannt, wenn sie auf Bestellungen unbekannter, verdächtiger oder solcher Personen, welche in Diensten Anderer oder in fremder Gewalt stehen, ohne gehörige Vorsicht und Erkundigung, Schlüssel verfertigen oder nachmachen, oder Schlösser aufsperren; desgleichen, wenn sie Schlüssel nach blofsen Abdrücken bearbeiten, das sogenannte Sperrzeug (Dietriche) nicht sorgfältig verwahren oder unsichern Händen anvertrauen.

Denselben Bestimmungen sind auch Trödler unterworfen, wenn sie mit Schlüsseln oder Sperrwerkzeugen Handel treiben.

Diese Gegenstände des verbotenen Verkehrs werden confiscirt.

Gewerbsgehülfen und Diener, welche eine der vorgenannten Handlungen ohne Vorwissen der Meister oder Dienstherren begehen, sind zu Arrest bis auf 2 Wochen zu verurtheilen.

XIX. *Frevel mit Maafs und Gewicht.*

670. Geldbufse bis zu 50 Drachmen hat zu erlegen, wer in Waarenniederlagen oder andern zum Kauf und Verkauf bestimmten Orten falsche Maafse oder Gewichte hat; wer in offenen oder freien Gewerben sich anderer als der verordneten, mit der gehörigen Probe oder Aiche bezeichneten und im richtigen Stand unterhaltenen Maafse oder Gewichte bedient; wer beim Verkauf von Gegenständen, welche nach dem Maafse oder Gewichte bezahlt werden, den Abnehmern die Abmessung oder Abwägung verweigert, oder Sachen, bei deren Absatz der Gebrauch des Gewichtes vorgeschrieben ist, eigenmächtig nach dem Maafse verkauft.

Falsche Maafse oder Gewichte werden confiscirt.

671. Wer durch Verkürzung an Maafs oder Gewicht, oder durch geringhaltige Beschaffenheit der verkäuflichen Sachen oder durch Ueberforderung an Preis oder Arbeitslohn die Vorschriften der etwa bestehenden Taxordnung verletzt, verfällt in Geldbufse von 30 bis 300 Drachmen.

Ueberdies sollen die verkäuflichen Gegenstände, welche an Maafs, Gewicht oder Güte dem vorschriftmäfsigen Gehalte nicht entsprechen, bei gänzlicher Unbrauchbarkeit derselben vernichtet, ausserdem aber zu dem noch möglichen Gebrauche unter obrigkeitlich bestellter Aufsicht und um einen verhältnifsmäfsig herabgesetzten Preis auf Rechnung des Eigenthümers verkauft werden.

672. Wer an Nahrungs- oder Arzneimitteln oder andern der obrigkeitlichen Taxe unterworfenen Lebensbedürfnissen, in der Absicht, über Güte, Maafs oder Gewicht zu täuschen,

durch Unterschiebung unächter Stoffe statt ächter, durch Mischung oder Versetzung mit fremden Stoffen eine Fälschung begeht, welche nicht die Merkmale eines Verbrechens oder Vergehens an sich trägt; wer wissentlich solche gefälschte Gegenstände verkauft, soll mit Arrest bis zu 2 Wochen und an Geld von 20 bis 200 Drachmen gestraft werden. Mit den so gefälschten Sachen ist nach Vorschrift des vorhergehenden Art. 671 Abs. 2 zu verfahren.

XX. *Betrug.*

673. Wer sich ausser den Fällen des Art. 398 eines Betruges schuldig macht, soll mit Arrest oder Geldbufse bestraft werden.

Die Bestimmungen des Art. 402 kommen auch hier zur Anwendung.

XXI. *Marktfrevel.*

674. Wer auf Märkten oder auf anderen dem öffentlichen Verkehr gewidmeten Anstalten den besonderen Vorschriften über Bedingung, Art, Zeit oder Ort des Verkehrs zuwiderhandelt, soll an Geld bis zu 30 Drachmen gestraft werden.

XXII. *Frevel in Ansehung der Gold-, Silber- und andern Waaren.*

675. An Geld nicht unter 5 Drachmen wird gestraft, wer verkäufliches Geräth an Gold oder Silber unter dem vorschriftsmäfsigen Gehalte oder ohne aufgedruckte Probe verfertigt oder absetzt.

Solches Gold- oder Silbergeräth soll dem Uebertreter nicht anders als zerbrochen zurückgestellt werden.

676. Geldbufse nicht unter 10 Drachmen hat zu erlegen, wer ohne Absicht eines Betruges umlaufende Münzen vergoldet oder versilbert; wer Knöpfe oder ähnliche Geräthe unter der Form von Münzen verfertigt oder verkauft; wer metallene Spielmarken oder Rechenpfennige, welche sich nicht durch ein augenscheinliches, leicht kennbares Merkmal von Gold- oder Silbermünzen auszeichnen, verfertigt oder verkauft.

Diese Gegenstände sollen confiscirt werden.

677. Bei andern Gegenständen des Verkehrs wird derjenige, welcher sich in Hinsicht auf Probe oder ähnliche Beglaubigungszeichen verfehlt, an Geld nach folgendem Verhältnisse gestraft:

1) bis zu 20 Drachmen, wer die vorgeschriebene Bezeichnung einer Waare ganz unterläfst;

2) von 10 bis 100 Drachmen, wer das eigene Zeichen auf fremde oder ohne Erlaubnifs ein fremdes auf eigene Waaren setzt;

3) von 20 bis 200 Drachmen, wer Zeichen, welche für Waaren von gewisser Art oder Güte bestimmt sind, auf Waaren geringerer Art oder Güte überträgt.

XXIII. Frevel in Beziehung auf das Münzwesen.

678. Wer sich weigert, ächte und unverfälschte Münzen, welche im Königreiche einen gesetzlichen Curs haben, entweder überhaupt, oder um den durch die Staatsregierung bestimmten Werth im öffentlichen Verkehr anzurechnen, soll an Geld nicht unter 5 Drachmen bestraft werden.

XXIV. Frevel in Ansehung öffentlicher Papiere, dann der Siegel, Stempel und Wappen.

679. Wer amtliche, dem Staate angehörige Papiere oder öffentliche Siegel und Stempel, welche ihm zu Handen gekommen sind, nicht der Obrigkeit ausliefert; wer öffentliche, im Namen der Obrigkeit bestellte Siegel und Stempel nicht unmittelbar an die bestellende Behörde selbst, oder an deren zuverlässig bekannte Diener abliefert, oder solche Siegel und Stempel gegen Verschleppung und Mifsbrauch nicht sorgfältig verwahrt, wird an Geld nicht unter 5 Drachmen, oder mit Arrest bis zu 2 Wochen bestraft.

680. Gewerbsleute, welche auf Bestellung unbekannter oder unzuverlässiger Personen ohne nähere Nachfrage und Versicherung gegen Mifsbrauch, Privatwappen oder Siegel oder bei bestimmten Handelsleuten in Gebrauch stehende Formulare von Wechselbriefen verfertigen oder abliefern, verfallen in Geldbufse bis zu 50 Drachmen.

XXV. Frevel durch Pfandgeschäfte und Spiele.

681. Berechtigte Unternehmer oder Aufseher einer Leihanstalt, welche die vorgeschriebene Buchführung unterlassen oder vernachlässigen, oder sonst den gebietenden oder verbietenden Bestimmungen der festgesetzten Leihhausordnung zuwider handeln, sind, wenn es aus eigennütziger Absicht geschehen, an Geld von 50 bis 400 Drachmen, ausserdem aber an Geld bis zu 100 Drachmen zu strafen.

Nach Umständen tritt Einziehung oder Beschränkung der Berechtigung ein.

682. Geldbufse von 10 bis 300 Drachmen nebst Arrest bis zu zwei Wochen trifft denjenigen, welcher gewerbsmäfsig Darlehen auf Pfänder gibt, oder ohne Berechtigung eine Leihanstalt unterhält.

Eine solche Anstalt ist sogleich zu schliefsen.

683. Diejenigen, welche verbotene Glücksspiele treiben, sind, nebst Confiscation der Geräthschaften, an Geld oder mit Arrest zu strafen, und zwar die Unternehmer und ihre Ge-

hülfen nicht unter 20 Drachmen oder 3 Tage Arrest, die übrigen Theilnehmer aber nicht unter 10 Drachmen an Geld oder 36 Stunden Arrest.

Wirthen, welche sich dieser Uebertretung durch Unternehmung, Beförderung oder Begünstigung verbotener Spiele schuldig machen, wird ihr Gewerbsverhältnifs als besonders erschwerender Umstand angerechnet, und es kann gegen sie die Geldbufse und Arreststrafe in Verbindung verhängt werden.

684. An Geld oder nach Umständen mit Arrest wird bestraft, wer Sammlungen für auswärtige Lotterieanstalten übernimmt; wer ohne Berechtigung oder besondere Erlaubnifs der Behörde eine Lotterie oder ein Wettcomtoir auf die Ziehungen anderer Lotterien oder Ausspielungen von Gütern oder einzelnen Sachen unternimmt.

685. Wer in einer ausländischen oder sonst unerlaubten Lotterie spielt, hat Geldbufse bis zu 50 Drachmen zu erlegen.

686. Wer Schriften verbreitet, welche darauf gerichtet sind, durch abergläubische oder sonst trügliche Vorspiegelungen den Reiz zum Lottospiel zu erwecken oder zu unterhalten, wird mit Arrest bis zu 3 Tagen oder an Geld bis zu 30 Drachmen gestraft.

Dergleichen Schriften werden confiscirt.

XXVI. *Frevel in Ansehung der Tödtungen und Körperverletzungen.*

687. Wer im Zustande der Nothwehr, ohne die Gränzen derselben überschritten zu haben, einen anderen tödtet, ist verbunden, schleunigst bei der nächsten Obrigkeit davon Anzeige zu machen.

Wer diese Anzeige unterläfst, wird mit Arrest oder Geldbufse bestraft.

688. Wer einen Andern, ausser den im Art. 307—310 bezeichneten Voraussetzungen, körperlich mifshandelt, soll bestraft werden:

1) im Falle des Art. 307 N° IV. mit Arrest von einem Monat bis zu 6 Monaten;

2) im Falle des Art. 308 N° IV. mit Arrest von einer Woche bis zu 6 Wochen, oder an Geld von 20 bis 200 Drachmen;

3) im Falle des Art. 309 N° IV. mit Arrest bis zu einer Woche oder an Geld bis zu 20 Drachmen;

4) im Falle des Art. 310 mit Geldbufse bis zu 10 Drachmen.

Im Uebrigen gelten auch von solchen Mifshandlungen die Bestimmungen der Art. 313—315.

689. Ist die Mifshandlung nicht mit Störung der öffentlichen Ruhe und Ordnung verbunden gewesen, so tritt die Untersuchung und Bestrafung nur auf Verlangen des Beschädig-

ten oder seiner gesetzlichen Vertreter unter den näheren Bestimmungen des Art. 317 ein.

XXVII. Frevel in Ansehung der Angriffe auf die Ehre.

690. Wer ausser den Fällen der Art. 334—338 die Ehre einer oder mehrerer einzelner Personen, einer Familie, Körperschaft oder einer ganzen Classe von Staatseinwohnern durch Handlungen, durch Rede, Schrift, Zeichen, Bilder oder auf was immer für eine Weise widerrechtlich angreift, oder beleidigt, soll mit Arrest bis zu 3 Tagen oder an Geld bis zu 10 Drachmen bestraft werden.

691. Wenn der Beleidigte die Beleidigung auf der Stelle erwidert, ohne dabei das Maafs zu überschreiten, worüber das billige Ermessen des Gerichts zu entscheiden hat, so findet keine Bestrafung statt.

692. Die Untersuchung und Bestrafung hat nur auf Verlangen des Beleidigten oder seiner gesetzlichen Vertreter statt.

Der Beweis der Wahrheit ist ausgeschlossen.

XXVIII. Von polizeilichen Diebstählen, Unterschlagungen, Beschädigungen und Zerstörungen fremden Eigenthums.

693. Wer sich ausser den Fällen des Art. 373, 388 und 421 eines Diebstahls, einer Unterschlagung oder einer absichtlichen Beschädigung oder Zerstörung fremden Eigenthums schuldig macht, soll mit Arrest oder Geldbufse bestraft werden.

Die Bestimmungen der Art. 376—379, 391, 393, 425 und 426 kommen auch hier zur Anwendung.

694. Wer eine verlorne Sache findet, und nicht binnen 3 Tagen seinen Fund der Obrigkeit anzeigt oder dem Publicum bekannt macht, soll mit Arrest oder Geldbufse belegt werden, vorbehaltlich der Bestimmungen des Art. 387.

695. Die Bestrafung der geringen Entwendungen und Beschädigungen von Holz im Walde, sowie der geringeren Fischereifrevel richtet sich nach den Bestimmungen der Forst- und Fischereiordnung.

696. Nach den Bestimmungen der besonderen Feld- und Flurordnungen wird bestraft:

1) Wer fremdes Eigenthum durch eigenmächtiges Ueberschreiten der Gränzen der Feldbesitzungen, insbesondere durch Pflügen, Mähen, Erndten u. dgl. m. beschädigt;

2) wer die Viehweide zu verbotenen Zeiten, an verbotenen Orten, oder unbefugt auf fremden, nicht zuständigen Weiden oder solchen Plätzen, wo das Vieh leicht Schaden verursachen kann, oder ohne gehörige Hut ausübt oder ausüben läfst;

3) wer den besonderen Ordnungen zuwiderhandelt, wodurch gewisse landwirthschaftliche Geschäfte an bestimmte Zeiten gebunden oder den Gutsbesitzern gewisse gemeinschaftliche

Leistungen zum Schutze der Fluren gegen schädliche Thiere oder gemeingefährliche Natureinflüsse vorgeschrieben sind.

XXIX. *Polizeiübertretungen gegen die Obrigkeit und gegen Anordnungen der Obrigkeit.*

697. Wer den von der Localbehörde innerhalb ihres Wirkungskreises für die Orts- und Feldpolizei erlassenen, und in gesetzlicher Form bestätigten Verordnungen zuwider handelt, wird mit Arrest bis zu 14 Tagen, oder an Geld bis zu 50 Drachmen bestraft,

698. Mit Arrest von einer Woche bis zu zwei Wochen oder an Geld von 20 bis zu 50 Drachmen, und nach zweimaliger Bestrafung mit Arrest von 6 Wochen bis zu 3 Monaten oder an Geld von 150 bis 300 Drachmen wird bestraft, wer derjenigen Polizeiaufsicht, unter welche er rücksichtlich gewisser Rechte gestellt ist, zuwiderhandelt, oder durch Straferkenntniſs eingezogene Rechte auszuüben fortfährt.

699. Derjenige, welcher einer von polizeiwegen gegen ihn verfügten Anweisung, gewisse Bezirke oder Orte zu verlassen, zuwiderhandelt, soll mit Arrest von einer Woche bis zu 6 Wochen oder an Geld von 20 bis 150 Drachmen bestraft werden.

Arrest von 6 Wochen bis zu 3 Monaten tritt gegen Ausländer ein, welche sich der Verletzung einer solchen Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, schuldig machen.

Zu gleicher Zeit sollen die Ausländer nach überstandener Strafe von Neuem über die Gränze gewiesen, Inländer aber nach Umständen unter besondere Polizeiaufsicht gesetzt werden.

700. Wenn das einer Körperschaft gehörige oder anvertraute Vermögen ganz oder zum Theil der verordneten Aufsicht der Staatsbehörde vorsätzlich entzogen wird, so tritt, verbehaltlich der gemeinsamen Haftung für den Ersatz, Geldbuſse von 20 bis 200 Drachmen gegen die Vorsteher und Verwalter, und bis zu 50 Drachmen gegen die übrigen schuldigen Mitglieder ein.

XXX. *Polizeiübertretungen hinsichtlich der Ausgrabung und Erhaltung von Antiquitäten.*

701. Wer Antiquitäten ausgräbt oder auf sonstige Weise findet, und nicht binnen 3 Tagen seinen Fund der Obrigkeit anzeigt, soll an Geld bis zu 50 Drachmen bestraft werden.

702. Wer ohne Autorisation der Staatsregierung in Griechenland aufgefundene Antiquitäten ins Ausland bringt, oder zu bringen versucht, oder an der Ausfuhr auf irgend eine Weise Antheil nimmt, wird an Geld von 50 bis 500 Drachmen bestraft.

Zu gleicher Zeit sollen solche Antiquitäten confiscirt und dem Staatsmuseum einverleibt, wenn sie aber schon ausgeführt

sind, ihr Werth erlegt und zum Vortheil des Museums verwendet werden.

XXXI. *Verletzung der Ordnung für Polizeigehülfen und Diener.*

703. Wenn Personen, welche zur Aufrechthaltung polizeilicher Anordnungen oder Verhütung von Uebertretungen ausser dem Staatsdienste öffentlich aufgestellt, oder von der Obrigkeit besonders berufen und verpflichtet sind, sich derjenigen Uebertretungen selbst schuldig machen, zu deren Abwendung sie berufen sind, oder den Uebertretungen Andere durch Mitwirkung und Verhehlung Vorschub leisten, so wird ihnen ihr Verhältniſs als besonderer Erschwerungsgrund angerechnet, und es sind nach Umständen die Strafen der Uebertretungen zu schärfen.

704. Haben die im vorigen Art. 703 genannten Personen die Amtsverschwiegenheit oder andere Bestimmungen ihrer Geschäftsvorschrift verletzt, so tritt gegen sie Geldbuſse bis zu 50 Drachmen, und wenn es aus gewinnsüchtiger Absicht oder mit absichtlicher Täuschung der Obrigkeit geschehen ist, Arrest bis zu einem Monate ein.

Schluſsartikel.

705. Gegenwärtiges Gesetzbuch tritt den 1. Mai (19. Apr.) 1834 in Wirksamkeit.

Von demselben Tage an sind alle entgegenstehenden früheren Gesetze, Verordnungen und Gewohnheiten aufgehoben.

706. Eine Ausnahme von den Bestimmungen des vorhergehenden Art. 705 machen diejenigen strafbaren Handlungen, welche unter der Herrschaft der bisherigen Strafgesetze begangen worden sind.

Sie sollen fortwährend auch nach jenem Termine noch nach dem älteren Rechte beurtheilt werden.

707. Desgleichen sollen in allen Gegenständen, welche nicht durch gegenwärtiges Gesetzbuch, sondern vielmehr durch Specialgesetze und Verordnungen regulirt worden sind, diese Gesetze und Verordnungen in Gültigkeit bleiben und von Unseren Gerichten beobachtet werden.

708. Das Justizministerium ist mit der Bekanntmachung und dem Vollzuge beauftragt.

Nauplia, den 18. (30.) December 1834.

IM NAMEN DES KÖNIGS

DIE REGENTSCHAFT

Graf v. ARMANSPERG Prdt. v. MAURER. v. HEIDECK.

Die Staats-Secretäre, A. MAUROCORDATOS Prdt.,
C. D. SCHINAS, N. G. THEOCHARIS,
J. KOLETTIS, v. SCHMALZ.

Inhaltsanzeige über das Strafgesetzbuch.

ERSTES BUCH.

Allgemeine Bestimmungen.

ERSTES CAPITEL.

Von unerlaubten Handlungen und deren Bestrafung überhaupt.

I. Verbrechen, Vergehen und Uebertretungen, Art. 1—3.
II. Strafarten, 4.
III. Von den einzelnen Strafarten.
1) Todesstrafe, 5, 6.
2) Lebenslängliche Kettenstrafe, 7, 9, 10.
3) Zeitliche Kettenstrafe, 8, 9.
4) Arbeitshaus, 11.
5) Gefängniſs, 12.
6) Geldstrafe, 13.
7) Polizeistrafen, 14, 15.
IV. Allgemeine Bestimmungen über einzelne Strafarten.
1) Berechnung der Freiheitsstrafen, 16, 17.
2) Vollziehung der Strafen, 18, 19.
V. Gesetzliche Folgen der Strafen.
1) Confiscation einzelner Sachen, 20.
2) In Ansehung der Gemeinderechte, der Standes- und Ehrenvorzüge und anderer bürgerl. Rechte, 21—23.
3) In Ansehung öffentlicher Diener, 24.
4) In Ansehung des Vermögens, 25—27.
5) Bekanntmachung der Strafurtheile, 28, 29.
6) Wiedererstattung, Schaden- u. Kostenersatz, 30—32.
7) Stellung unter die besondere Polizeiaufsicht, 33—37.

ZWEITES CAPITEL.

Vom bösen Vorsatz und Fahrlässigkeit.

I. Böser Vorsatz, Art. 38—42, 45.
II. Fahrlässigkeit, 38, 39, 43—45.

DRITTES CAPITEL.

Von der Vollendung und dem Versuche.

I. Vollendung, Art. 46.
II. Versuch, 47—55.

VIERTES CAPITEL.

Von den Urhebern und Gehülfen.

I. Urheber.
1) Im Allgemeinen, Art. 56—58, 59.
2) Insbesondere:
a. Beim Complott, 57, 58, 60—65.
b. Bei Banden, 66—70.
II. Gehülfen, 71—80.

FÜNFTES CAPITEL.
Von der Zurechnung zur Strafe.
I. Im Allgemeinen, Art. 81.
II. Insbesondere:
1) bei der Jugend, 82—85.
2) bei Mangel an Vernunftthätigkeit, 86—90.
3) bei Unwissenheit und Irrthum, 91—94.
4) bei irriger Willensbestimmung, 95.
5) bei mangelnder Freiheit, 96, 97.
6) bei erhaltener Erlaubniſs, 98.
7) bei der Nothwehr, 99—105, 107.
8) bei anderen Nothfällen, 106, 107.

SECHSTES CAPITEL.
Von Zumessung der Strafe.
I. Ueberhaupt, Art. 108.
II. Besondere Erschwerungsgründe:
1) Zusammenfluſs und Fortsetzung, 109, 110, 112.
2) Rückfall, 111, 112.

SIEBENTES CAPITEL.
Von den Gründen, welche die Strafbarkeit ausschlieſsen oder tilgen.
I. Durch thätige Reue, Art. 113—115.
II. Durch Beruhigung des Verletzten, 116.
III. Durch rechtskräftiges Urtheil, 117.
IV. Durh den Tod, 118.
V. Durch Verjährung, 119—122.

ZWEITES BUCH.
Besondere Bestimmungen über die einzelnen Arten von Verbrechen und Vergehen.

ERSTES CAPITEL.
Von dem Hoch- und Staatsverrathe, dann von andern Handlungen gegen die Sicherheit und Unabhängigkeit des Staates.
I. Hochverrath und Capitalverbrechen gegen die Sicherheit des Staates, Art. 123—131.
II. Staatsverrath, 132.
III. Andere Handlungen gegen Sicherheit oder Unabhängigkeit des Staates, 133—136.

ZWEITES CAPITEL.
Von Beleidigung der Majestät, des Thronerben, der Reichsverweser und der königlichen Familie.
I. Beleidigung der Majestät, Art. 137—140.
II. Verunglimpfung der äusseren Zeichen d. königl. Würde, 141.
III. Beleidigung des Thronerben, 142.
IV. Beleidigung des Reichsverwesers, 143.
V. Beleidigung der königlichen Familienglieder, 144.

DRITTES CAPITEL.

Von der Beleidigung fremder Souveräne und Regierungen, sowie ihrer diplomatischen Agenten und anderer Behörden.

I. Fremder Souveräne, Art. 145, 148.
II. Fremder Diplomaten, 146, 148.
III. Fremder Behörden, 147, 148.

VIERTES CAPITEL.

Von den Handlungen gegen die Grundlagen der Rechtsverfassung.

I. Aufforderung zur Verletzung der Gesetze, Art. 149.
II. Schmähung gegen die Verfassung, 150.
III. Aufforderung zum Ungehorsam gegen die Gesetze, 151.
IV. Herabwürdigung der Religion, 152.

FÜNFTES CAPITEL.

Von Handlungen gegen die der Obrigkeit schuldige Ehrfurcht.

I. Verunglimpfung von obrigkeitlichen Bekanntmachungen und Ausfertigungen, Art. 153.
II. Verletzung obrigkeitlich angelegter Siegel, 154—157.
III. Beleidigung der Amtsehre, 158—162.
IV. Verunglimpfung der Zeichen obrigkeitlicher Würde, 163.

SECHSTES CAPITEL.

Von Handlungen gegen den der Obrigkeit schuldigen Gehorsam.

I. Ungehorsam, Art. 164, 165.
II. Aufwiegelung, 166.
III. Trotz gegen die Obrigkeit, 167, 168.
IV. Widersetzung, 169—171.
V. Aufruhr, 172—180.
VI. Befreiung eines Gefangenen, 181—187.
VII. Verletzung der polizeilichen Aufsicht, 188.

SIEBENTES CAPITEL.

Von den Handlungen gegen die Ausübung bürgerlicher und staatsbürgerlicher Rechte.

I. Hinderung in Ausübung bürgerlicher und staatsbürgerlicher Rechte, Art. 189.
II. Bestechung bei den Wahlen, 190.
III. Fälschung von Wahlzetteln, 191.
IV. Widersetzung gegen einen Kreis-, Bezirks- oder Gemeinderath etc., 192.

ACHTES CAPITEL.

Von Friedensstörungen und Eigengewalt.

I. Landfriedensbruch, Art. 193.
II. Religionsfriedensbruch und Störung des Religionsfriedens, 194—200.
III. Störung des Hausfriedens, 201.
IV. Störung des Friedens einer Körperschaft, 202.

V. Störung des Friedens der Staatsbürgerkrieg, 203, 204.
VI. Selbsthülfe, 205, 206.
VII. Angriffe auf die Person, 207.
VIII. Zweikampf, 208—211.

NEUNTES CAPITEL.

Von unerlaubten Verbindungen und Gesellschaften.

I. Allgemeine Bestimmungen, Art. 212—221.
II. In Beziehung auf Religionssecten, 222.
III. Unerlaubte Verbindung öffentl. Körperschaften, 223—225.

ZEHNTES CAPITEL.

Von der Anmaßung nutzbarer Regalien, nicht übertragener Ämter oder Dienste, und anderer Rechte und Vorzüge.

I. Anmaßung nutzbarer Regalien, Art. 226.
II. Anmaßung eines nicht übertragenen Amtes, 227.
III. Anmaßung anderer öffentlicher Rechte, Vorzüge und Dienste, 228—233.

ELFTES CAPITEL.

Von dem Falschmünzen, Münzverfälschen und andern die Münzen betreffenden strafbaren Handlungen, Art. 234—246.

ZWÖLFTES CAPITEL.

Von Fälschung der Urkunden und öffentlichen Creditpapiere.

I. Ueberhaupt. Art. 247.
II. Insbesondere:
1) der öffentlichen Urkunden, 248—255.
2) der Privaturkunden, 256, 257.
3) Allgemeine Bestimmungen. 258.
4) der Creditpapiere, 259, 260.

DREIZEHNTES CAPITEL.

Von Fälschungen der öffentlichen Siegel und Stempel.

I. Fälschung öffentlicher Siegel, Art. 261.
II. Fälschung öffentlicher Stempel, 262, 263.
III. Allgemeine Bestimmungen, 264.

VIERZEHNTES CAPITEL.

Von Meineide, Eidesbruch und falscher Aussage.

I. Meineid. Art. 265—269.
II. Eidebruch. falsche Handgelübde und unbeschworne Aussagen, 270.
III. Falsche Aussagen vor der Obrigkeit, 271.

FÜNFZEHNTES CAPITEL.

Von Verletzungen der Sittlichkeit.

I. Verletzung der Sittlichkeit überhaupt, Art. 272.
II. Nothzucht, 273.

III. Verführung zur Unzucht, 274—279.
IV. Allgemeine Bestimmungen, 280.
V. Blutschande, 281.
VI. Widernatürliche Unzucht, 282.
VII. Doppelehe, 283—285.
VIII. Ehebruch, 286.

SECHSZEHNTES CAPITEL.

Von strafbaren, gegen das Leben Anderer gerichteten Handlungen.

I. Tödtung.
A. Ueberhaupt, Art. 287.
B. Insbesondere:
1) Mord, 288.
2) Vergiftung, 289—292.
3) Todtschlag, 293.
4) Kindsmord, 294—298.
5) Tödtung einer Mifsgeburt, 299.
6) Tödtung aus Fahrlässigkeit, 300—302.
II. Abtreibung der Leibesfrucht, 303—305.
III. Aussetzung, 306.

SIEBENZEHNTES CAPITEL.

Von Körperverletzungen und Beschädigungen.

I. Ueberhaupt:
1) mit Vorbedacht, Art. 307.
2) ohne Vorbedacht, 308, 309.
3) aus Fahrlässigkeit, 310.
4) Allgemeine Bestimmungen, 311—317.
II. Insbesondere durch Verletzung der Quarantäneanstalten, sowie durch Verbreitung ansteckender Krankheiten, 318—320.

ACHTZEHNTES CAPITEL.

Von Handlungen wider die Freiheit der Person.

I. Menschenraub, Art. 321.
II. Widerrechtliches Gefangenhalten, 322—329.
III. Widerrechtliche Gewalt und Drohung, 330.
IV. Entführung, 331, 332.
V. Allgemeine Bestimmungen, 333.

NEUNZEHNTES CAPITEL.

Von Angriffen auf die Ehre.

I. Falsche Denunciation, Art. 334.
II. Verläumdung, 335.
III. Ehrenbeleidigung, 336—339.
IV. Allgemeine Bestimmungen, 340—343.

ZWANZIGSTES CAPITEL.

Besondere Bestimmungen über die Verbrechen und Vergehen durch Mifsbrauch der Presse.

I. Erschwerende Eigenschaft, Art. 344.
II. Vollendung, 345.
III. Verurtheilendes Erkenntnifs, 346, 347.
IV. Fortgesetzter Mifsbrauch der Presse, 348.
V. Verantwortlichkeit, 349—352.
VI. Verjährung, 353.

EIN UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von strafbaren auf den Stand der Person sich beziehenden Handlungen.

I. Verletzung des bürgerlichen Standes, Art. 354.
II. Angriffe auf den Familienstand, 355—358.
III. In Ansehung der Ehe, 359—361.
IV. Hinsichtlich der Führung der Civilstandsregister, 362.

ZWEI UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Raub, Erpressung und Landzwang.

I. Raub, Art. 363—367.
II. Erpressung, 368, 369.
III. Landzwang, 370.

DREI UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Diebstahl und Unterschlagung.

I. Diebstahl, Art. 371—384.
II. Unterschlagung, 385—395.

VIER UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Vom Betruge.

I. Ueberhaupt, Art. 396—402.
II. Insbesondere:
1) Betrügliche Verkürzung an schuldigen Staatsabgaben, 403.
2) Betrug beim Schuldenwesen, 404—406.
3) Betrug durch falsche Ausstreuungen, 407.

FÜNF UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Beschädigungen durch Brandlegung oder Ueberschwemmung.

I. Brandlegung, Art. 408—418.
II. Verursachte Ueberschwemmung, 419, 420.

SECHS UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von anderen Zerstörungen oder Beschädigungen fremden Eigenthums, Art. 421—428.

SIEBEN UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Beschädigungen durch Veränderung der Gränzzeichen, durch Nachdruck, Wucher, Verletzung fremder Geheimnisse u. dgl.

I. Veränderung der Gränzzeichen, Art. 429—431.

II. Nachdruck und Nachahmung von Kunst- und Geisteswerken, 432, 433.
III. Wucher, 434, 435.
IV. Beschädigung durch einer Versteigerung gemachte Hindernisse, 436.
V. Nachtheilige Geschäfte mit Personen unter fremder Gewalt, 437, 438.
VI. Benachtheiligungen durch Vormünder u. dgl., 439.
VII. Beschädigung durch Sachverständige, 440.
VIII. Beschädigung durch Lieferanten, 441—444.
IX. Beschädigung durch Verletzung fremder Geheimnisse, 445—447.

ACHT UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von Verletzung des Fischereirechtes, Art. 448.

NEUN UND ZWANZIGSTES CAPITEL.

Von den Dienstpflicht-Verletzungen der Staatsbeamten und öffentlichen Diener.

I. Dienstpflichtverletzungen der Staatsbeamten:
1) wegen gesetzwidrigen Antrittes, gesetzwidriger Fortsetzung u. Niederlegung ihres Amtes, Art. 449—451.
2) Verletzung der Amtsverschwiegenheit, 452—455.
3) Bestechung, 456—460.
4) Bedrückung, 461, 462.
5) Verschweigung eigener Betheiligung, 463.
6) Theilnahme an Geschäften, welche mit Amtsverrichtungen unverträglich sind, 464—466.
7) Mifsbrauch der Amtsgewalt, 467—475.
8) Amtsüberschreitung, 476—479.
9) Amts- und Dienstverweigerung, 480, 481.
10) Untreue im Amte, 482—486.
11) Ungenannte Dienstpflichtverletzungen der Staatsbeamten, 487.
12) Dienstpflichtverletzungen der öffentlichen Beamten aus Fahrlässigkeit, Unfleifs und Leichtsinn, 488.

II. Dienstpflichtverletzungen der öffentlichen Diener:
1) Ueberhaupt, 489.
2) Insbesondere der Advocaten, 490, 491.
3) Dienstpflichtverletzungen der Gemeindeverwaltungsbeamten, 492.

III. Allgemeine Bestimmungen, 493—495.

DREISSIGSTES CAPITEL.

Von den Amtsvergehen der Geistlichen insbesondere, Art. 496—499.

XV. Verletzung der Sittlichkeit, 658 — 660.

XVI. Arbeitsscheu, Bettelei, Landstreicherei und Gaukelei, 661 — 666.

XVII. Unerlaubte Collecten, 667.

XVIII. Verkehr mit verdächtigen Sachen und Sperrwerkzeugen, 668, 669.

XIX. Frevel mit Maas und Gewicht, 670 — 672.

XX. Betrug, 673.

XXI. Marktfrevel, 674.

XXII. Frevel in Ansehung der Gold-, Silber und andere Waaren, 675 — 677.

XXIII. Frevel in Beziehung auf das Münzwesen, 678.

XXIV. Frevel in Ansehung öffentlicher Papiere dann der Siegel, Stempel und Wappen, 679, 680.

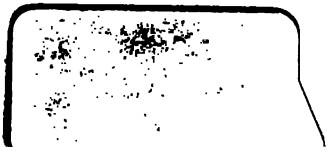
XXV. Frevel durch Pfandgeschäfte und Spiele, 681 — 686.

XXVI. Frevel in Ansehung der Tödtungen und Körperverletzungen, 687 — 689.

XXVII. Frevel in Ansehung der Angriffe auf die Ehre. 690 — 692.

XXVIII. Von polizeilichen Diebstählen, Unterschlagungen, Beschädigungen und Zerstörungen fremden Eigenthums, 693 — 696.

XXIX. Polizeiübertretungen gegen die Obrigkeit und gegen Anordnungen der Obrigkeit, 697 — 700.

XXX. Polizeiübertretungen hinsichtlich der Ausgrabung und Erhaltung von Antiquitäten, 701, 702.

XXXI. Verletzung der Ordnung für Polizeigehülfen und Diener, 703, 704.